TCHÈQUES ET MAGYARS

# BOHÊME & HONGRIE

XV^e SIÈCLE — XIX^e SIÈCLE

HISTOIRE — LITTÉRATURE — POLITIQUE

PAR

SAINT-RENÉ TAILLANDIER

PROFESSEUR D'ÉLOQUENCE FRANÇAISE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE PARIS

DEUXIÈME ÉDITION

PARIS

LIBRAIRIE ACADÉMIQUE

DIDIER ET C^IE, LIBRAIRES-ÉDITEURS

35, QUAI DES AUGUSTINS, 35

UNIVERSITY OF
ILLINOIS LIBRARY
AT URBANA-CHAMPAIGN
STACKS

The person charging this material is responsible for its return to the library from which it was withdrawn on or before the **Latest Date** stamped below.

**Theft, mutilation, and underlining of books are reasons for disciplinary action and may result in dismissal from the University.**

**To renew call Telephone Center, 333-8400**

UNIVERSITY OF ILLINOIS LIBRARY AT URBANA-CHAMPAIGN

APR 10 1985

L161—O-1096

TCHÈQUES ET MAGYARS

---

# BOHÊME & HONGRIE

Paris. — Imp. P.-A. Bourdier, Capiomont fils et Cie, rue des Poitevins, 6.

TCHÈQUES ET MAGYARS

# BOHÊME & HONGRIE

XV^e SIÈCLE — XIX^e SIÈCLE

HISTOIRE — LITTÉRATURE — POLITIQUE

PAR

SAINT-RENÉ TAILLANDIER

PROFESSEUR D'ÉLOQUENCE FRANÇAISE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE PARIS

DEUXIÈME ÉDITION

PARIS

LIBRAIRIE ACADÉMIQUE

DIDIER ET C^ie, LIBRAIRES-ÉDITEURS

35, QUAI DES AUGUSTINS, 35

1869

Tous droits réservés.

Sa 247

# PRÉFACE

Lorsque la journée d'Austerlitz eut renversé l'Empire d'Allemagne, un célèbre publiciste tout dévoué à la maison de Habsbourg, M. le baron de Gentz, cherchant où était le salut de l'Autriche après une telle catastrophe, écrivait ces paroles extraordinaires : « La monarchie autrichienne doit cesser dès ce moment d'être considérée comme puissance d'Allemagne. Il ne suffit pas que la dignité impériale soit détruite de fond en comble ; mais ce qui reste de provinces à l'empereur n'a plus rien de commun avec l'Allemagne, ne tient à aucun lien et se trouve totalement isolé. Si, après cette révolution épouvantable, l'empereur veut continuer d'exister comme puissance, il n'a plus qu'un parti à prendre : transférer sa résidence en Hongrie, y créer une véritable constitution, établir des rapports tout nouveaux entre ce pays, la Bohême, la Gallicie et les

débris de ses possessions germaniques, fonder en un mot une nouvelle monarchie, qui peut devenir puissante et respectable, mais qui ne ressemblera guère à celle qu'il a gouvernée jusqu'ici. »

Le programme que M. de Gentz traçait de la sorte en 1806 est précisément celui que les événements de 1866 ont imposé à la maison de Habsbourg.

Rapprochement singulier! c'est au milieu des plus accablantes épreuves que M. de Gentz écrivait ces hardies et prophétiques paroles. La victoire du 2 décembre 1805 venait de produire ses conséquences, la Confédération du Rhin s'organisait sous la protection du vainqueur, le chef de la maison de Habsbourg, François II, déclarait officiellement que les destinées du Saint-Empire étaient finies, et le dernier empereur d'Allemagne devenait le premier empereur d'Autriche. Sous le coup de cette *révolution épouvantable*, le publiciste des Habsbourg, effaré, consterné, mais résolu à lutter jusqu'au bout, composa ce *Mémoire*[1] destiné au cabinet autrichien, qui n'a été publié que l'année dernière. En voici le titre : *Mémoire sur les moyens de mettre un terme aux malheurs et aux dangers de l'Europe*

1. Voyez l'ouvrage intitulé : *Aus dem Nachlasse Friedrichs von Gentz.* 2 vol. in-8. Vienne, 1868. Voyez surtout dans le tome second le *supplément au chapitre V*, pages 96-97. Ce mémoire est rédigé en français.

*et sur les principes d'une pacification*, — *rédigé entre le* 25 *juin et le* 15 *juillet* 1806. Et ne croyez pas que ce déplacement, que cette transformation de l'Autriche fût pour lui une idée de hasard, un coup de tête, une inspiration de désespoir ; il s'attacha fortement à ce principe et en développa l'application pratique dans un projet qui portait ce titre : *de la fondation d'une nouvelle Monarchie autrichienne* (*Ueber die Stiftung einer neuen OEsterreichischen Monarchie*). Ce plan existe, il est célèbre en Autriche, bien que le public ne le connaisse pas encore ; les archives de l'Empire, devenues aujourd'hui si libérales, laisseront-elles publier cette pièce qu'elles tiennent ensevelie? nous l'espérons bien ; en tout cas, on connaît déjà la pensée maîtresse du projet par les paroles que nous venons de signaler. Défenseur attitré de plus d'une cause mauvaise, M. de Gentz avait souvent des vues très-hautes quand il s'agissait de sauver la monarchie des Habsbourg. C'est alors que se révélait chez lui le grand et hardi stratégiste.

Assurément, lorsque M. de Gentz conseillait à l'Autriche de reconstituer son centre d'action sur les bords du bas Danube, il ne renonçait pas à l'espérance de la voir un jour reprendre son rang parmi les nations allemandes. Après tout, c'était une main étrangère, c'était la puissante main de Napoléon qui avait bouleversé le Saint-Empire ; ne pouvait-on pas compter tôt ou tard sur la

revanche des événements? ne pouvait-on pas espérer que la domination française au delà du Rhin ne serait pas éternelle, que l'unité des États germaniques finirait par se reconstituer sous une autre forme, que les peuples du moins y tendraient de tout leur pouvoir, et que dans ce travail de la communauté allemande l'Autriche aurait un rôle à revendiquer? Adversaire déclaré de la révolution et de tous les changements qu'elle introduisait en Europe, M. de Gentz ne se résignait pas à l'abdication perpétuelle de l'Autriche dans les affaires d'Allemagne. Il osait dire pourtant : « Jusqu'au jour où il vous sera permis de reparaître sur ce théâtre, il faut vivre, et vous n'avez qu'un moyen de vivre, c'est de déplacer votre centre, de créer une monarchie nouvelle, de fonder un empire fédératif où la Hongrie, la Bohême, la Gallicie, avec les débris de vos possessions allemandes, vous donneront une force que vous ne soupçonnez pas. »

La situation est bien autrement grave aujourd'hui, et les conseils que les événements donnent à la dynastie des Habsbourg sont bien autrement impérieux. Sadowa est plus inquiétant qu'Austerlitz pour les destinées allemandes de la monarchie autrichienne. Ce n'est plus un conquérant étranger qui brise le sceptre impérial aux mains d'un Habsbourg, c'est un roi allemand qui, au nom de l'unité allemande, prétend exclure l'Autriche d'un nouvel Empire d'Allemagne. Cette révolution se

consommera-t-elle? n'y a-t-il pas lieu, cette fois encore, de compter sur un retour de fortune? l'unité, que les peuples germaniques convoitent si ardemment depuis plus d'un demi-siècle, ne pourra-t-elle être acquise qu'au prix de la liberté? la situation n'est-elle pas déjà modifiée profondément depuis la paix de Nikolsbourg? les prétentions arrogantes de la Prusse n'ont-elles pas provoqué au centre et au midi, c'est-à-dire au cœur de la vieille Germanie, des résistances légitimes? Enfin, est-ce la Prusse qui achèvera d'absorber l'Allemagne, ou bien est-ce l'Allemagne, la vraie Allemagne, qui, réveillée de son engourdissement par la secousse de 1866, absorbera les conquérants du Nord? Ce sont les secrets de l'avenir. Mais quelles que soient pour l'Autriche les chances de cet avenir, elle a bien fait de se tracer un programme libéral, elle fera mieux encore de l'agrandir, de le compléter, et d'y persévérer avec résolution.

Le hardi publiciste de 1806 conseillait à l'empereur d'Autriche d'établir sa résidence en Hongrie et de créer une monarchie nouvelle; l'œuvre est commencée, espérons que l'Autriche ne s'arrêtera pas à moitié chemin.

Quels devaient être les éléments de cette nouvelle monarchie? *des rapports tout nouveaux entre la Hongrie, la Bohême, la Gallicie et les possessions allemandes.* Je ne sais si M. de Gentz se rendait bien compte de ce

que renferment ces paroles ; employées par nous aujourd'hui, elles ne signifieraient pas autre chose qu'une monarchie fédérative où Tchèques de Bohême, Magyars de Hongrie, Polonais de Gallicie, Allemands de l'archiduché, séparés et unis, indépendants et associés, formeraient un libre faisceau sous le sceptre tutélaire des Habsbourg. Certes, la tâche est difficile ; ce n'est pas toutefois un problème insoluble, et si l'Autriche parvient à triompher des obstacles, elle pourra recueillir, même en Allemagne, les bénéfices de cette rénovation. Il y a une Suisse républicaine au sud-ouest des contrées allemandes ; pourquoi n'y aurait-il pas une Suisse monarchique au sud-est ? Il y a des cantons allemands, des cantons français, des cantons italiens dans la Suisse républicaine ; pourquoi n'y aurait-il pas des royaumes allemands, des royaumes slaves et magyars dans cette Suisse monarchique dont le nom même (*OEstreich*, *Empire de l'Est*) semble indiquer les destinées futures ? Des questions si étroitement liées aux intérêts de l'Orient traverseront bien des phases, et, s'il est permis de poser les principes, on ne saurait prévoir le moment où se produiront les résultats ; c'est du moins une chose hors de doute que la régénération libérale de l'Autriche est la condition première de ses succès à venir. Quoi qu'il puisse arriver dans les contrées allemandes où le maintien du traité de Prague semble de jour en jour plus

difficile, on n'y reverra plus l'Autriche de l'ancien régime, l'Autriche écrasant le Nord de l'Italie, paralysant l'Allemagne du Sud, armant les Slaves contre les Hongrois et les Hongrois contre les Slaves; cette Autriche qui restait au centre de l'Europe comme un défi à la civilisation du dix-neuvième siècle, elle a disparu pour toujours à Sadowa. C'est l'Autriche nouvelle, l'Autriche régénérée qui jouera un rôle, si elle doit en jouer un, dans l'organisation encore si incertaine de la future Allemagne. Qu'elle se hâte donc de donner satisfaction à ses peuples ! Qu'elle se hâte de mettre efficacement en pratique la fédération dont le dualisme austro-hongrois n'est que la promesse et l'ébauche !

Un des principaux obstacles à l'établissement de ce système plus libéral et plus humain a été jusqu'ici, assure-t-on, l'hostilité de la Bohême et de la Hongrie. Est-il bien vrai que cette hostilité dure encore? Est-il vrai que la Hongrie, toute fière d'avoir obligé les Habsbourg à capituler, écoute avec dédain les réclamations de la Bohême, s'oppose même à toute modification du dualisme, donnant un démenti odieux aux principes qui ont fait sa victoire? Il est certain que des haines de races et les souvenirs des luttes séculaires ont divisé longtemps ces deux peuples; heureusement les souvenirs douloureux s'éloignent, les haines s'effacent de jour en jour, et, la nécessité aidant, il faudra bien que les deux rivaux

se réconcilient dans l'esprit de notre civilisation. C'est au dix-neuvième siècle à écarter une fois pour toutes les passions du quinzième.

Le quinzième siècle et le dix-neuvième, tel est le double cadre où nous avons réuni ces tableaux de la Bohême et de la Hongrie. Un épisode presque entièrement inconnu jusqu'ici, l'épisode extraordinaire du roi George de Podiebrad, nous montre une lutte effroyable entre les Tchèques et les Magyars ; que de sang ! que de crimes ! mais aussi que de vertus et d'héroïsme ! comme la grandeur du roi George fait honte à la barbarie de Mathias Corvin ! quels ressentiments une telle guerre a dû laisser dans le cœur des Tchèques, et quels remords dans la conscience des Magyars ! ne semble-t-il pas que des souvenirs comme ceux-là doivent éternellement séparer les races ennemies ? Traversez quatre cents ans ; Tchèques et Magyars, longtemps soumis au même joug, se réveillent ensemble et se préparent à de nouvelles destinées ; les vieilles haines sont toujours là, haines de race, haines de tradition, inquiètes, frémissantes, toutes prêtes à éclater, et trop souvent une politique machiavélique exploite ces fureurs aveugles. Peu à peu, cependant, d'heureux symptômes apparaissent ; obligés de réclamer leur indépendance au nom du droit national, les Hongrois, malgré leur génie aristocratique, en dépit de leurs instincts dominateurs, sont bien obligés de

reconnaître chez les peuples slaves les titres qu'ils invoquent pour eux-mêmes, et, de la lutte contre l'ennemi commun va naître, va se préparer du moins dans les âmes d'élite la réconciliation qui semblait impossible.

Cette lutte des Hongrois contre l'ancienne politique de la maison de Habsbourg est le grand fait qui domine l'histoire de l'Autriche au dix-neuvième siècle ; j'en ai d'abord suivi la trace chez les poëtes magyars, nos contemporains, surtout chez ce mâle et fier génie, Petoefi Sándor, puis je l'ai retrouvée tout entière dans la vie et la mort du comte Stéphan Széchenyi. L'histoire du comte Széchenyi est l'histoire même de la renaissance de la Hongrie, de ses labeurs pacifiques, de ses épreuves, de ses guerres, de sa chute, chute terrible, mais pleine de promesses, tant cette foi était invincible, tant cette mort était un gage de résurrection. Eh bien ! c'est le comte Széchenyi qui répétait à ses compatriotes : Gardez-vous de méconnaître le droit national des Slaves ! Puisque le *grand Magyar* a répudié cet héritage de haine, il est permis d'espérer que ses compatriotes feront honneur à sa parole. Ce noble génie était, pour ainsi dire, l'âme et la conscience de la patrie hongroise ; venant d'une telle bouche, un conseil est une loi. Puissent donc s'éteindre à jamais entre la Bohême et la Hongrie les ressentiments du passé ! Puissent les haines de race

s'évanouir au sein de la liberté commune ! Puisse la libre fédération solidement établie sous la direction des Habsbourg arrêter la marche du panslavisme et déjouer l'ambition de la Russie !

Les lecteurs qui voudront bien s'intéresser à ces études y trouveront autre chose encore que des renseignements politiques sur deux peuples appelés à un rôle considérable dans la rénovation de l'Autriche, autre chose même que des faits nouveaux destinés peut-être à éclairer, à compléter l'histoire générale, et à étendre le cercle des littératures comparées ; ils y trouveront, à propos du roi George de Podiebrad, des pages qui se rapportent bon gré mal gré à la crise religieuse du dix-neuvième siècle. J'avais beau m'enfermer dans mon sujet, comment échapper aux idées qui aiguillonnaient mon esprit, lorsque je voyais le dernier défenseur des hussites concevoir dès le quinzième siècle un catholicisme supérieur au catholicisme ultramontain et naïvement, héroïquement, au milieu des plus terribles épreuves, construire en esprit l'Église universelle du Dieu de l'Évangile ?

Cet épisode à la fois philosophique et religieux, dans un livre consacré à des sujets tout différents, n'altérera pas, je l'espère au moins, l'unité d'intérêt que j'ai essayé d'y mettre. Ce ne sont pas seulement les Hongrois qui peuvent être un obstacle aux légitimes ambitions des

Tchèques de nos jours, ce sont surtout les Allemands de Vienne, les Allemands des États héréditaires de la maison de Habsbourg, car l'orgueil germanique ne peut admettre que les Slaves de Bohême aient une culture propre, une vie originale et distincte. « Que seraient-ils donc sans nous? répètent à tout propos les publicistes viennois ; — sciences, arts, civilisation, ils nous doivent tout ce qu'ils possèdent aujourd'hui : c'est l'esprit allemand qui les a nourris, qui les a élevés ; sans l'esprit allemand ils végéteraient encore. » A ces clameurs injurieuses que tant de plumes répètent et enveniment, il suffit d'opposer les tableaux de la culture bohême au moyen âge, l'éclat de l'université de Prague au quatorzième siècle, au commencement du quinzième la réforme de Jean Huss, dans la génération suivante l'incomparable épisode de George de Podiebrad. C'est à ce dernier tableau que je me suis attaché pour rappeler aux Allemands que des hommes de cette trempe sont vraiment une nation. Lorsque ces pages parurent il y a quelques années dans la *Revue des Deux-Mondes*, elles furent accueillies avec faveur non-seulement dans le monde slave, mais dans plus d'une partie de l'Allemagne. Si les adversaires autrichiens des Tchèques connaissaient mieux ces grandes scènes de l'histoire de Bohême, ils n'affecteraient pas de mépriser le peuple qu'elles nous révèlent.

Ainsi, qu'il s'agisse de la Bohême ou de la Hongrie, ce livre défend de bonnes et justes causes ; je puis l'offrir, ce me semble, aux âmes libérales comme aux esprits studieux, en demandant pardon pour les fautes de l'auteur.

Paris, juillet 1869.

# PREMIÈRE PARTIE

---

# BOHÈME

LE

# ROI GEORGE DE PODIEBRAD

ÉPISODE DE L'HISTOIRE DE BOHÊME

---

## LIVRE PREMIER

### L'ÉLECTION DU ROI GEORGE.

Les révolutions du monde moderne offrent de singulières analogies à travers toutes les différences qui les séparent. Après les premières violences de la lutte, quand la mort a fauché sur la scène les principaux acteurs, on voit apparaître presque toujours une seconde génération de héros, ou du moins de chefs énergiques, de régulateurs puissants, à qui échoit la mission de consolider la société nouvelle et de consacrer les changements accomplis. Calvin, parlant de ceux qui l'avaient précédé dans la révolution religieuse, dit que cette matière avant lui « a été démenée confusément, sans nul ordre de droit, et par une ardeur impétueuse plutôt que par une modération et gravité judiciaire. » Dans les ré-

volutions politiques comme dans les révolutions religieuses, il y a toute une famille d'hommes qui peut tenir le même langage. Après nos guerres civiles du seizième siècle, on voit se lever Henri IV ; aux puritains de Cromwell succède Guillaume d'Orange, aux colons de Boston et de New-York le général Washington, aux hommes de la Convention nationale l'homme de Rivoli et d'Arcole. Voilà des noms bien différents, voilà des chefs qui accusent des dispositions toutes contraires chez les peuples qui les ont acceptés ou subis ; il y a pourtant un lien qui les rapproche, et, si opposés qu'ils soient les uns aux autres, ils attestent cette même loi historique : après les révolutions *démenées confusément*, si ces révolutions apportent des idées légitimes et durables, il faut que l'organisateur apparaisse.

Une seule révolution jusqu'à présent semblait échapper à cette loi, je parle du grand tumulte religieux du quinzième siècle. Jean Huss, au nom de l'Évangile et du christianisme primitif, se révolte contre l'Église romaine de son temps. Mandé au concile de Constance, il s'y rend avec quelques amis sur la foi de l'empereur Sigismond ; n'est-il pas soutenu d'ailleurs par l'inspiration qui le possède? Il est arrêté, jugé, condamné au feu ; il meurt sur le bûcher, ainsi que Jérôme de Prague, en invoquant Jésus-Christ, et la Bohême tout entière, soulevée d'indignation et de fureur, va faire aux deux martyrs, pendant un quart de siècle, d'horribles funérailles. S'il ne s'agissait que de venger la mort de deux hommes, les rancunes ne dureraient pas si longtemps ; ce n'est pas ici une protestation contre une injustice isolée, la Bohême combat pour sa propre cause,

c'est une révolution, c'est une guerre à la fois religieuse et nationale. Les sectes deviennent des armées ; les réformateurs prêchent leur doctrine au milieu des camps ; les vengeurs de Jean Huss et de Jérôme de Prague sont des chefs redoutables, un Ziska, un Hromadka, un Procope, qui pillent les couvents et mettent le feu aux églises, tandis que des tribuns théocratiques, Jacobell de Mies, Jean de Pribram, Procope de Pilsen, et surtout le personnage extraordinaire nommé le prêtre Jean, s'efforcent de contenir le mouvement pour en assurer le triomphe. Vains efforts! la révolution se détruit elle-même : calixtins, orphelins, taborites, les modérés et les violents, se déchirent les uns les autres au milieu d'une confusion épouvantable. N'est-ce pas alors qu'on voit d'anciens partisans de Jean Huss passer dans le camp des catholiques et de l'empereur Sigismond, non qu'ils aient capitulé avec l'Église romaine, mais parce que, mettant les questions d'ordre social au-dessus des questions d'église, ils sont effrayés du fanatisme des taborites et invoquent dans l'empereur le dernier soutien de la société? N'est-ce pas aussi dans le même temps qu'un archevêque de Prague, un de ceux qui avaient mis le plus d'ardeur à brûler les hérétiques, abandonne tout à coup l'Église de Rome et accepte solennellement les principes de Jean Huss?

Enfin, après une guerre de douze années, malgré la plus sanglante anarchie qui fut jamais, malgré les croisades que le pape et l'empereur dirigent contre les *démons* de la Bohême, l'armée de Ziska reste maîtresse du territoire national, et le concile de Bâle, convoqué pour la pacification de l'Église, est obligé de faire aux rebelles

d'éclatantes concessions. Les *compactats* de Bâle, comme les appelle l'histoire, mettent-ils fin à ce terrible drame? Non; la politique romaine, occupée à déjouer l'esprit de réforme qui anime les conciles, n'a garde de laisser subsister longtemps un pareil exemple; les concessions faites aux hussites sont reprises par le saint-siége, et la lutte va recommencer. Les désordres de la Bohême, les rancunes des partis, les rivalités des classes, tous ces résultats inévitables d'une si longue et si horrible crise, offraient une occasion trop commode aux projets de la réaction. Pendant une quinzaine d'années, tous les efforts du pape et de l'empereur ont pour but d'anéantir les transactions du concile. Ce qui semblait à jamais gagné est décidément remis en cause. Si quelque chef puissant ne vient pas défendre les conquêtes de la révolution, c'est en vain que des flots de sang auront coulé, en vain que sous les drapeaux de Ziska et de Procope le Grand tant de vaillants hommes auront donné leur vie pour leur foi.

Ce chef si ardemment appelé a-t-il donc manqué aux événements? On le croyait jusqu'ici, mais l'érudition de nos jours a retrouvé son héroïque figure. Il s'appelait George de Podiebrad. Issu de la noblesse de Bohême, longtemps mêlé aux guerres qui ont désolé sa patrie, c'est un hussite, c'est le représentant armé des intérêts nouveaux. La révolution, qui a besoin de lui, le prend par la main et le pousse aux premiers rangs de l'État. Elle l'a fait soldat, général, chef de parti; elle le fait roi. Le roi George de Podiebrad est le grand personnage de la Bohême dans la seconde moitié du quinzième siècle; si Matthias Corvin, son gendre, ne régnait alors en

Hongrie, je dirais que le roi de Bohême est le plus grand personnage de l'Europe orientale. Il rassemble les héritiers de Ziska et de Procope à demi dispersés par la diplomatie romaine, il relève la cause de la religion de ses pères, il est ferme autant que circonspect, il négocie et il combat, il conçoit les plus grands projets en face de l'Église et de l'Empire acharnés à sa perte, il veut acheter du saint-siége la liberté religieuse de la Bohême en chassant les Turcs de Constantinople, il prépare une croisade, il rêve la couronne d'Orient; n'est-ce qu'un rêve? A voir ce qu'il a fait en Allemagne avec ses Bohêmes, on peut deviner ce qu'il eût fait contre les Ottomans, si le saint-siége, aidé du fanatisme hongrois, n'eût écrasé ce grand homme, le premier soldat de la liberté chrétienne dans le monde moderne. Après avoir tenu l'empire en échec pendant plus de vingt années, après des miracles d'activité, de patience, de sagesse, de courage, d'héroïsme, George de Podiebrad succombe; mais il a donné un magnifique cinquième acte à la tragédie hussite.

Autrefois, quand on parlait de cette dernière période des guerres de Bohême, on se bornait à signaler la chute définitive des partisans de Jean Huss. George de Podiebrad, enveloppé dans l'immense hécatombe, n'avait pas de physionomie distincte aux yeux de l'histoire. Or, l'historien de la Bohême, M. Franz Palacky, en poursuivant pied à pied ses grandes fouilles, en arrachant aux archives de Prague, aux chroniqueurs tchèques, à maints documents naguère indéchiffrables, la physionomie vivante et vraie de sa patrie, vient d'arriver enfin à ces tragiques aventures du quinzième siècle.

Nous avons signalé ailleurs l'importance des recherches de M. Palacky, nous avons dit quel rôle à la fois politique et littéraire lui est échu dans le travail de rénovation qui agite les Slaves autrichiens[1]; cet Augustin Thierry de la Bohême est un chef de parti, mais un chef si grave, si noble, si modéré, si amoureux de la justice, que la couronne elle-même, tout en redoutant parfois les idées qu'il représente, n'a pas craint, à l'heure du péril, de l'appeler dans ses conseils. Nommé ministre de l'instruction publique pendant les crises de 1848, M. Palacky, bien que tenu à l'écart dès le lendemain de la réaction et frappé d'une sorte de disgrâce, avait sa place marquée dans ce conseil de l'empire (*Reichsrath*) où François-Joseph a réuni les principaux représentants des intérêts de l'Autriche. Au milieu de ses devoirs publics, il n'oubliait pas cette histoire de Bohême dont l'avait expressément chargé la confiance de ses concitoyens; car les Tchèques de nos jours ont donné ce singulier spectacle d'un peuple qui renaît à la lumière, et qui, choisissant un des siens parmi les plus dignes, lui donne mission de retrouver son histoire. D'année en année ce monument s'élève. Dans les premiers volumes, M. Palacky a traversé victorieusement les siècles du moyen âge; il a ressuscité la race royale des Prémysl, il a montré une dynastie de rois de Bohême assise sur le trône des césars germaniques, il a essayé de glorifier Charles IV, de réhabiliter Wenceslas, et il a raconté la

1. L'étude que nous avons consacrée à M. Franz Palacky, l'illustre historien de la Bohême, le chef vénéré de la cause des Tchèques, a été publiée par la *Revue des Deux-Mondes* le 15 avril 1855 ; nous l'avons reproduite en 1856 dans un volume intitulé : *Allemagne et Russie*.

guerre des hussites ; les derniers volumes sont consacrés au concile de Bâle et à l'étonnant épisode du roi George[1]. C'est toute une révélation.

M. Palacky écrit ses livres en langue tchèque pour ses compatriotes, en langue allemande pour l'Europe lettrée, et il imprime en même temps, sous le titre d'*Archives tchèques* (*Archiv Cesky*), le recueil des documents qui sont la base de son histoire. Art d'un côté, érudition de l'autre, les deux œuvres se déploient ensemble. Aussi, provoqués par ces découvertes, des esprits studieux, hors des frontières de Bohême, ont-ils attaqué déjà les mêmes questions que soulèvent les recherches de l'éminent historien. Au moment où paraissait le travail de M. Palacky sur le règne de George de Podiebrad, un écrivain allemand, M. Max Jordan, élève de l'historien berlinois Gustave Droysen, mettait au jour un volume qui porte ce titre : *La Royauté de George de Podiebrad, étude sur le développement de l'Etat en face de l'Eglise catholique*[2].

Je voudrais profiter à mon tour de ces précieux documents. La lutte de l'Église et de l'État, l'avenir des formes religieuses, les rapports des diverses commu-

1. *Geschichte von Böhmen*, von Franz Palacky, 3e et 4e volumes. Prague, 1857-1861.

2. *Das Koenigthum Georg's von Podiebrad. Ein Beitrag zur Geschichte der Entwickelung des Staates gegenüber der Katholischen Kirche*, von Max Jordan; 1 vol. Leipzig, 1861. Le mouvement d'études produit par M. Franz Palacky continue encore sous nos yeux. M. H. Markgraf, dans un récent ouvrage, a traité le même sujet que M. Jordan; il intitule son livre : *Rapports du roi George de Bohême avec le pape Pie II. — Ueber das Verhältniss des Koenigs Georg von Böhmen zu Papst Pius II.* 1867.

nions chrétiennes, ces grands problèmes et d'autres encore sont mêlés aux aventures du roi George; je voudrais raconter, comme je la comprends, cette dramatique histoire, et en faire jaillir les idées qu'elle renferme. M. Palacky est souvent un peu long, et comment lui reprocher les richesses qui embarrassent sa marche? M. Jordan est trop systématique; son récit a quelque chose d'une construction hégélienne. Après M. Jordan, comme après M. Palacky, il reste encore quelque chose à dire sur l'audacieux roi de Bohême. Essayons de mettre en son vrai jour cet épisode si heureusement retrouvé; tâchons de rendre plus accessibles ces trésors de science amassés avec un soin religieux. N'est-ce pas le plus digne hommage que nous puissions offrir à M. Palacky? N'est-ce pas la meilleure façon d'honorer une œuvre où le mérite de l'érudition et de l'art, si éminent qu'il soit, le cède pourtant, et de beaucoup, à la générosité du patriotisme?

## I

Le jeudi 5 juillet 1436, la petite ville d'Iglau, en Moravie, fut le théâtre de l'une des scènes les plus mémorables de l'histoire de Bohême. Dès les premières lueurs du matin, une foule immense couvrait la place principale et les rues environnantes. Un trône splendidement orné, des estrades somptueuses, attiraient tous les regards. Au lever du soleil, comme pour témoigner qu'un jour nouveau se levait aussi sur la chrétienté, l'empereur

d'Allemagne Sigismond monta les degrés du trône. Devant lui, trois des plus hauts dignitaires de l'Empire, parmi lesquels était le duc Albert d'Autriche, portaient la pomme, le sceptre et l'épée de justice. A sa droite s'assirent les députés du concile de Bâle, un peu plus loin les représentants des hussites. En face, on apercevait l'impératrice avec sa cour, et autour d'elle un grand rassemblement des divers ordres de la nation, princes et nobles, bourgeois et paysans. Il y avait, non loin du trône de l'empereur, des places réservées aux notaires et greffiers impériaux chargés de consigner par écrit tout ce qui allait se passer.

Un bourgeois de Prague, Jean Welwar, se leva le premier, tenant à la main un écrit revêtu du sceau du royaume de Bohême, du sceau de l'empereur Sigismond et de celui d'Albert, duc d'Autriche; il présenta ces pièces aux députés hussites, à l'empereur et au duc, qui les reconnurent pour authentiques, puis le notaire impérial lut le document à haute voix, et Jean Welwar en fit la remise solennelle aux légats du concile. C'était le texte des *compactats*, c'est-à-dire des concessions faites aux hussites par les pères du concile de Bâle, avec les engagements que prenaient à cette occasion tous les hussites de Bohême et de Moravie; ils promettaient de rester fidèles à l'esprit de paix, d'union, de charité chrétienne, et quiconque manquerait à ce devoir, ajoutaient-ils, serait puni selon la loi, sans que la paix dût être troublée pour cela entre les chrétiens de la communion hussite et les chrétiens de la communion catholique. Quatre prêtres hussites désignés à cet effet par l'assemblée nationale de Bohême, Wenceslas de Drachow, Paul

de Slawikowic, Wenceslas de Luznic, Bohunek de Chocen, se levèrent alors, et au nom de tous leurs frères, laïques ou prêtres, jurèrent obéissance à l'Église. Ce serment, formulé par écrit et revêtu du sceau du royaume de Bohême, fut déposé aussi entre les mains des légats. A leur tour, les légats prirent la parole, livrèrent aux représentants des hussites les *compactats* du concile confirmés par l'empereur, et ordonnèrent à tous les princes et peuples de la chrétienté de vivre désormais en esprit de paix, d'union et de charité chrétienne avec les Bohêmes et les Moraves. « Que nul ne les outrage à l'avenir, parce qu'ils ont reçu et recevront la communion sous les deux espèces, ajoutaient les envoyés du concile; que nul ne les maudisse, mais que chacun au contraire les tienne pour bons chrétiens, fils de notre sainte mère l'Église. » En même temps ils enjoignirent à l'archevêque de Prague, ainsi qu'aux évêques d'Olmutz et de Leitomysl, présents à la cérémonie, de donner la communion sous les deux espèces à tous ceux qui voudraient la recevoir sous cette forme; tous les évêques du royaume étaient tenus d'agir de même, tous devaient désigner des prêtres chargés de distribuer ainsi la communion dans les églises où s'était conservé cet usage, tous enfin devaient ordonner les prêtres hussites au même titre que les prêtres catholiques, sans leur faire la moindre opposition au sujet de leur croyance sur la forme de l'eucharistie. Bien plus, ces concessions n'étaient pas seulement pour ceux qui jusqu'alors avaient adopté la foi de Jean Huss; ceux-là même qui n'avaient pas encore reçu la communion sous les deux espèces étaient libres de la demander à l'avenir. On ne se contentait

pas d'amnistier hier et aujourd'hui; le droit restait acquis, disait le texte officiel, acquis pour demain, pour toujours, pour les siècles des siècles.

Quand la lecture des pièces fut terminée, on annonça de par l'empereur que le jour suivant les députés hussites seraient conduits solennellement à l'église, et qu'ils communiqueraient au peuple, en langue tchèque, les *compactats* du concile. A ces mots, et sans attendre la cérémonie des actions de grâces, l'évêque catholique Philibert, dans un transport d'enthousiasme, entonna d'une voix retentissante un *Te Deum laudamus*, achevé par l'assemblée tout entière.

L'empereur, suivi des légats, se rendit alors à la cathédrale, où la messe fut dite en latin; les hussites, chantant leurs hymnes en langue nationale, allèrent célébrer le service divin dans la maison qu'on leur avait assignée jusque-là. Tout le jour et toute la nuit, les cloches sonnèrent à pleine volée; ce n'était partout que marques d'allégresse, maisons pavoisées, feux de joie, illuminations. Après tant de violences abominables, après tant de jours d'épouvante et d'horreur, il semblait qu'on vît enfin le commencement d'une ère nouvelle. Le concile de Bâle, avec son esprit de réforme, avait mis un terme à la révolution. « Réjouis-toi, sainte assemblée, — écrivaient ce jour-là même les légats du concile en adressant le récit de la fête à leurs commettants, — réjouis-toi et remercie le Seigneur! Annonce à toute la terre ce jour de bénédictions, fais chanter les actions de grâce à tous les enfants de l'Église; il s'est levé enfin ce jour désiré où tu as recueilli les fruits de ton labeur, où tu en as chargé les corbeilles pleines sur les chariots de l'Éternel. C'est

aujourd'hui qu'en face d'un peuple immense, en présence de l'empereur et au milieu de toutes les splendeurs impériales, le gouverneur, les barons, les nobles, les villes du royaume de Bohême nous ont remis les engagements des compactats. Quelles paroles pourraient exprimer la joie qui débordait de tous les cœurs? Visages rayonnants, regards mouillés de larmes, chants, cris de triomphe, ce n'était là que le faible témoignage de l'allégresse universelle. Pour nous, mettant notre bonheur avant toute chose dans la joie du saint concile et de la chrétienté tout entière, nous nous bornons à dire avec le Psalmiste : Il est juste de te glorifier, Seigneur! Il est juste de chanter des hymnes à la gloire de ton nom, ô Roi des rois!»

On comprend aisément cette exaltation, si l'on songe aux guerres atroces qui avaient déchiré la Bohême : soit désir de voir renaître la paix, soit espérance d'écarter l'hérésie, les motifs de joie ne manquaient pas aux spectateurs de la fête d'Iglau; mais si l'on se souvient des principes pour lesquels on se battait depuis vingt ans, il est impossible de ne pas apercevoir les plus singulières illusions dans les espérances des deux partis. La communion sous les deux espèces, l'usage du pain et du vin, de la coupe et de l'hostie, dans le sacrement eucharistique, était-il donc le seul objet de ces luttes acharnées? Nous ne voulons pas, on le pense bien, remuer ici des questions de théologie sur l'administration des sacrements; nous ne voulons pas non plus recommencer après tant d'autres l'exposé des doctrines de Jean Huss et de Jérôme de Prague; rappelons seulement que les deux réformateurs, bien loin de rejeter le plus doux et le plus profond

des symboles, étaient possédés au contraire à ce sujet d'une sorte de divin enthousiasme, et qu'ils avaient communiqué cet enthousiasme à tout un peuple; rappelons aussi que, dans la primitive Église comme dans maintes périodes du moyen âge, la forme de la communion était une question libre; que la communion sous les deux espèces a été tour à tour ordonnée ou interdite selon les circonstances, et que les Pères du concile de Bâle, en cédant sur ce point aux hussites, ne faisaient en réalité aucun sacrifice important à l'esprit de concorde évangélique. Quant à l'enseignement de Jean Huss, si indécis qu'il fût en ses formules, est-il besoin de dire qu'il ne se réduisait pas à une question de discipline? Pour les plus modérés des hussites, la question du calice, comme on disait, était avant tout un symbole, le symbole des libertés et des réformes si impatiemment désirées, le symbole d'un retour à la primitive Église, à cette Église sans hiérarchie, sans organisation extérieure, où l'on ne voyait que Dieu et l'homme, Jésus et ses disciples. M. Guizot, dans son *Histoire de la civilisation en Europe*, a parfaitement montré que le quinzième siècle avait vu se produire deux tentatives de réforme, l'une dirigée par l'aristocratie ecclésiastique elle-même et représentée par les conciles, l'autre sortie du peuple, violente, passionnée, avec Jean Huss et les hussites. Entre ces deux puissances qui marchaient au même but, ajoute l'éminent historien, la lutte ne tarda pas à éclater, et Jean Huss succomba devant le concile, comme le concile à son tour succomba devant le saint-siége. La scène que nous venons de raconter semble marquer le terme de cette lutte entre les deux réformes. La réconciliation solennelle célébrée à

Iglau le 5 juillet 1436 est comme la contre-partie de cette horrible journée du 6 juillet 1415, où les réformateurs aristocratiques avaient allumé le bûcher des réformateurs populaires.

Cependant il y avait autre chose que des souvenirs de sang entre les deux partis, il y avait des principes hostiles. Les Pères du concile voulaient corriger les abus et limiter le pouvoir de l'Église romaine; les ardents schismatiques de Bohême faisaient appel aux mœurs, aux croyances, au culte, à la discipline de la primitive Église, et, sans toucher à l'organisation ecclésiastique en dehors de la Bohême, ils réclamaient le droit de renouveler librement chez eux l'exemple des temps apostoliques. L'esprit de réforme tel que l'entendaient les conciles du quinzième siècle devait conduire au gallicanisme, au système des concordats; l'esprit de réforme qui animait les hussites, adopté bientôt par une race d'hommes bien autrement hostile aux traditions latines que ne l'était la famille slave, a suscité l'entreprise de Luther. Ces deux esprits, à leur point de départ, étaient aussi violemment opposés qu'ils ont pu le devenir jamais par la suite. Ajoutez à des instincts si contraires les souvenirs d'une lutte sauvage, ajoutez-y surtout les effets de la réaction, le grand art de la politique romaine, la persévérance du génie italien à ressaisir le gouvernement absolu de l'Église, et vous ne serez pas surpris que cette fête d'Iglau, avec ses chants, ses larmes de joie, ses merveilleuses espérances, n'ait été qu'une illusion d'un jour.

Dès le lendemain, la défiance s'éveille. Un prêtre hussite a donné la communion sous les deux espèces dans la même église où officie un prêtre catholique. Est-ce son

droit? Voilà un débat qui s'engage et toutes les passions qui se rallument. Le parti des hussites avait désarmé trop tôt; la réaction, d'abord circonspecte et doucereuse, s'étend, se développe, affermit ses positions, et finit par tout envahir; l'empereur Sigismond n'était que trop disposé à seconder ses intrigues, malgré la solennité qu'il venait de donner à la proclamation des *compactats*. L'homme qui, vingt et un ans plus tôt, avait appelé Jean Huss à Constance, et qui, malgré les engagements scellés de son sceau impérial, l'avait laissé monter sur le bûcher, devait-il respecter les promesses du concile?

Qu'était d'ailleurs le concile lui-même? Effrayé des réformes hardies qui venaient d'être votées par cette espèce d'assemblée constituante, le saint-siége épiait le moment de la dissoudre. Vainement quelques-uns des légats redoublaient de zèle dans les affaires de Bohême, vainement un prélat français (remercions M. Palacky de nous avoir révélé cette généreuse figure), vainement, dis-je, l'évêque de Coutances, Philibert, un digne émule des Pierre d'Ailly, des Clémengis, des Gerson, montrait libéralement le cœur d'un apôtre à ses frères de Bohême, donnait au parti catholique l'exemple de la charité, distribuait lui-même la double communion aux hussites, ordonnait leurs prêtres, consacrait leurs églises, s'efforçait enfin d'effacer tous les mauvais souvenirs, de mettre fin à toutes les divisions, et devenait, selon le vœu du concile, la vivante image de l'unité chrétienne. A quoi servait tant de vertu au moment où le concile, désorganisé déjà par les intrigues de Rome, était dépouillé violemment de ses droits et réduit à d'impuissantes protestations? Qu'on se rappelle les scènes scandaleuses du

concile en 1437 : les luttes qui faillirent ensanglanter la cathédrale, la minorité romaine s'emparant du sceau du concile pour donner force de loi à ses décisions illégales ; le concile transféré sur la terre italienne, c'est-à-dire sous la main du pouvoir qu'il s'agissait de réformer, à Ferrare d'abord, puis à Florence, puis enfin à Latran ; la partie romaine de l'assemblée obéissant à l'injonction du saint-siége ; les vrais Pères du concile, les représentants de l'Église universelle, persévérant dans l'exécution de leur tâche, s'obstinant à siéger à Bâle, déployant la plus audacieuse vigueur, mais dépouillés aux yeux du monde de tout caractère œcuménique, et ne réussissant, en fin de compte, qu'à augmenter la confusion dont profitera si bien la diplomatie d'Eugène IV. Qu'on se rappelle ces événements extraordinaires et qu'on rapproche les dates : c'est le 5 juillet 1436 que le concile de Bâle faisait proclamer à Iglau la transaction signée avec les députés hussites ; c'est le 18 septembre de l'année suivante que le pontife romain, s'appuyant sur l'illégale décision d'une minorité factieuse, transfère le concile à Ferrare.

La grande assemblée constituante de l'Église une fois désorganisée, le parti de la réaction devait triompher en Bohême. Chaque victoire d'Eugène IV dans les affaires générales de l'Église est une victoire à Prague pour les adversaires des hussites. Il est vrai que le pape, dans une bulle du 11 mars 1436, avait accordé aux hussites à peu près les mêmes avantages que leur assurait le concile ; mais cela se passait à une époque où le concile et le saint-siége rivalisaient de bienveillance envers les hussites, se disputant en quelque sorte l'honneur de ter-

miner la révolution de Bohême. Dès que la cour de Rome fut délivrée de l'opposition du concile, la bulle du 11 mars fut promptement oubliée. Un des premiers actes de cette réaction, qui va grandir pendant une douzaine d'années, épouvanta la ville de Prague au mois de septembre 1437 : cinquante-trois des partisans de Jean Huss, parmi ceux qui s'éloignaient le plus des catholiques, cinquante-trois taborites furent pendus haut et court sur la grande place. Au milieu de ces malheureux, on apercevait un homme en brillant costume et pendu avec une chaîne d'or : c'était leur chef, un chef qui s'était acquis une juste renommée dans les guerres de la patrie, un homme qui s'était battu pour sa foi, qui avait porté la bannière de la république évangélique. « Ce fut, dit le simple annaliste à qui M. Palacky emprunte ces détails, ce fut dans le peuple une désolation profonde; chaque fois qu'on en parlait, il n'était personne qui pût retenir ses larmes. »

Quelques jours après, un autre chef illustré dans vingt batailles, un seigneur hussite, délégué à cet effet par les villes de la Bohême orientale, le sire de Miletinck, fit entendre à la diète de Prague les accusations les plus graves contre la politique de l'empereur. « Où sont, disait-il, les engagements d'Iglau? Tous nos droits sont violés; notre archevêque, reconnu par le concile, a été obligé de prendre la fuite; nos prêtres ne peuvent recevoir l'ordination; les évêques du parti catholique, au mépris de la foi jurée, les repoussent comme des ennemis de l'Église; les débauches, les péchés mortels, dont nous avions tari la source impure, s'étalent dans la ville aussi impudemment qu'autrefois. » L'ardent orateur con-

tinue sur ce ton, et, soit qu'il expose des griefs religieux, soit qu'il dénonce les usurpations de l'empereur et revendique les vieilles libertés nationales, il trace le tableau de cette réaction qui avait repris en si peu de temps les conquêtes scellées du meilleur sang de la patrie.

Voilà donc ce qu'avaient produit la modération et le désir de la concorde! On avait consenti à négocier avec le concile de Bâle, on avait donné des otages, rendu des places fortes, renoncé aux droits de souveraineté sur maintes parties de la Bohême, on avait désarmé enfin pour faciliter la paix religieuse, et on n'avait fait que se livrer à l'ennemi. Mais les hommes qui tenaient ce langage n'en étaient pas réduits aux gémissements, ni même à une guerre de paroles. Il y avait encore dans les lieux hauts plus d'un château fort qui pouvait fournir des ressources aux opprimés; sans compter la république taborite, inaccessible dans ses montagnes, et dont le silence farouche était une perpétuelle menace, il y avait encore de vigoureux débris des vieilles bandes; tous les compagnons de Ziska et de Procope n'avaient pas rendu leur âme au dieu des armées. On ne sait pas ce que la diète de Prague répondit au discours du sire de Miletinck, on ne sait pas non plus ce qu'en pensa l'empereur, ni quelles résolutions lui inspirèrent ces fières paroles; il est certain seulement que, dans les semaines qui suivirent (octobre et novembre 1437), plusieurs coups de main furent tentés sur les villes où flottait la bannière de Sigismond. Inutiles tentatives : l'empereur et le parti romain s'étaient trop fortement établis dans les positions importantes. Les vœux de la nation pouvaient sou-

tenir en secret ces intrépides soldats de la foi commune ; au fond, la nation était lasse. Et puis à quel chef eût-elle pu se rattacher? Il faut un homme pour rallier la multitude, un homme déjà désigné par ses actes, et qui puisse justifier la confiance de tous. Les seigneurs hussites qui avaient essayé de soulever l'ancienne Bohême aux mois d'octobre et de novembre 1437, réduits à leurs seules forces, furent promptement écrasés.

## II

Il y eut quelque chose de pire que la réaction pour la Bohême, ce fut l'anarchie. L'empereur Sigismond étant mort peu de temps après les événements que nous venons de rapporter (9 décembre 1437), son gendre Albert d'Autriche lui succéda comme roi de Bohême et mourut lui-même après un règne d'un an et dix mois. Bien que sous Albert comme au temps de Sigismond la cause nationale ait été opprimée par le parti impérial et romain, la mort d'Albert fut regardée comme une calamité publique. Après tout, les violences exercées contre les hussites entretenaient les sympathies du peuple en leur faveur, et l'on commençait à pressentir un retour de l'opinion ; au contraire, pouvait-il rien arriver de plus malheureux pour la cause des hussites qu'un long et orageux interrègne? C'était, à vrai dire, l'interruption de la vie nationale chez un peuple déjà profondément divisé. Dans nos sociétés modernes, la royauté peut disparaître sans que l'État soit ébranlé : il y a des lois, des

institutions, de grands services publics ; mise en mouvement par des milliers de bras, l'immense machine fonctionne toujours ; dans un pays comme la Bohême, le peu d'unité qui restait encore était comme attaché à la personne du souverain. C'est ce qui explique pourquoi les hussites, dévoués de cœur et d'âme à la patrie, soldats de la cause nationale, ne songeaient pas, malgré leur audace, à remplacer la royauté par une république. Ils voulaient un roi, sauf à régner sur lui. Après la mort d'Albert d'Autriche, tous les partis, les hussites plus que tous les autres, comprirent le danger de la situation : plus de liens, plus de centre, chacun pour soi, la société se décomposait, et que pouvaient devenir alors ces grands intérêts religieux pour lesquels les hussites avaient si longtemps combattu ?

Les prétendants ne manquaient pas au trône de Bohême : il y avait d'abord l'enfant de la reine Élisabeth, veuve d'Albert d'Autriche, car on venait d'apprendre que la reine était grosse au moment de la mort de son mari, et l'on sut bientôt, avant le jour fixé pour l'élection, qu'elle avait mis au monde un fils, celui qui régna longtemps plus tard sous le nom de Ladislas le Posthume ; mais comment aurait-on songé à élire un enfant, quand le misérable état du royaume exigeait la présence d'un tuteur énergique ? Tout ce qu'on pouvait faire, c'était de réserver les droits du nouveau-né et de pourvoir sans délai aux nécessités du moment. Quelques-uns des principaux seigneurs, après des pourparlers tumultueux, convoquent un diète à Prague, et lorsqu'ils ont établi, non sans de violents débats, une sorte de loi électorale conforme aux besoins du temps et du pays, on

procède à l'élection du roi. Comme dans plusieurs constitutions de l'Europe moderne, le suffrage universel s'exerçait à deux degrés. On choisit d'abord les électeurs chargés d'élire le prétendant au trône. Ils étaient au nombre de quarante-six, dix-huit pour l'ordre des seigneurs, quatorze pour les chevaliers, et quatorze encore pour les bourgeois. Les titres des différents princes ayant été discutés tour à tour, on convint de circonscrire la lutte entre quatre d'entre eux; c'était Wladislas, roi de Pologne, Frédéric, margrave de Brandebourg, Louis, comte palatin, et Albert, duc Bavière. Après plusieurs votes, ce dernier l'emporta, et presque à l'unanimité des suffrages. Aussitôt une députation des électeurs va le trouver à Munich et lui offre la couronne; Albert hésite, demande à consulter l'empereur, cherche à éviter les conditions qu'on lui impose, surtout celle d'incorporer ses États héréditaires au royaume de Bohême et de faire respecter les *compactats* du concile de Bâle; bref, le duc et les électeurs ne peuvent réussir à s'entendre. Ce premier effort d'union accompli tant bien que mal entre les seigneurs, les chevaliers et les bourgeois, cette convocation d'une diète, ces délibérations, ces votes, ce choix d'un souverain, tout cela se trouvait annulé du même coup, et l'on retombait plus lourdement dans les ténèbres de l'anarchie.

Au milieu des partis sans nombre qui divisaient la Bohême, à travers les intérêts ou les griefs particuliers qui augmentaient encore les complications publiques, M. Palacky remarque pourtant quatre groupes qui se dessinaient assez bien dans ce pêle-mêle effroyable. Aux deux extrémités opposées se trouvaient les catholiques

et les taborites, au centre les calixtins modérés et les calixtins ardents. Ces deux derniers partis représentaient la masse de la nation, l'un avec une modération parfois excessive et qui paralysait sa force, l'autre avec une ardeur intelligente qui devait lui assurer la victoire. Le chef des calixtins modérés était un seigneur nommé Meinhardt de Neuhaus; les ardents, les zélés, comme on les appelait (*die Eifriger*), obéissaient à un des personnages les plus considérables du royaume, le sire Ptacek de Pirkstein. C'était vraiment un chef, aussi intelligent que brave, habile à manier les hommes, vigilant, résolu, trop fier pour mettre ses hautes facultés au service d'une cause qui ne fût pas celle de la patrie. Sur ce théâtre obscur et dans la confusion d'une mêlée qui a fait fuir la muse de l'histoire, il y a eu là des efforts de génie, des preuves d'héroïsme moral qui eussent suffi à immortaliser un nom. Quelle activité! quelle persévérance! quel mélange de circonspection et d'audace! Avec quelle vigueur le sire de Pirkstein réunissait les éléments dispersés de la patrie et l'empêchait de se dissoudre! Comme il était prêt à recommencer sa tâche chaque fois qu'il voyait s'écrouler les bases à peine établies de son édifice! Si quelque force humaine a maintenu ce malheureux royaume pendant les cinq années qui suivirent la mort d'Albert d'Autriche, si quelque autorité, sans autre droit que celui du danger public, a pu arrêter l'œuvre de destruction préparée par cette épouvantable anarchie, ce fut la force et l'autorité du sire Ptacek de Pirkstein.

Son but, à ce qu'il semble, était d'amener à lui les calixtins modérés, de les réconcilier avec leurs frères, comme aussi de ramener les taborites à des vues plus

sages, plus pratiques, ou bien de les écraser à jamais, s'ils persistaient à compromettre la révolution par leurs violences. Les modérés, satisfaits des concessions obtenues du concile de Bâle, déclaraient vouloir s'en tenir là : l'abstention d'un parti si nombreux, et recruté surtout dans la population des villes, pouvait faire le plus grand dommage à la cause commune ; mais l'inexécution des *compactats*, les progrès de la réaction, l'arrogance du parti romain, devaient réveiller tôt ou tard les modérés au sein de leur quiétude et leur imposer, bon gré, mal gré, un rôle plus énergique. Quant aux taborites, si les circonstances devaient aussi amener un grand nombre d'entre eux à se réunir aux calixtins ardents, le fond du parti demeurait intraitable. Il ne voyait qu'une chose, la pure doctrine évangélique ; il n'éprouvait qu'un seul sentiment, la haine du pape et du concile.

Qui sait même si des doctrines contraires à l'Évangile ne se glissaient pas obscurément dans ces âmes exaspérées? Qui sait si les accusations portées contre les tumultueux sectaires, tout envenimées qu'elles fussent par la passion et mêlées de calomnies odieuses, ne renfermaient point quelque part de vérité ? L'anarchie des croyances répondait à l'anarchie politique, et il se peut bien que des doctrines antichrétiennes, introduites d'une façon ténébreuse chez de fanatiques esprits, eussent creusé un abîme entre les hommes que le sire de Pirkstein s'efforçait de réunir. N'importe : la gloire de ce noble chef est d'avoir compris qu'un large courant d'idées communes et d'intérêts solidaires finirait par concentrer les forces dispersées de la grande insurrection hussite, c'est-à-dire de la Bohême et du peuple tchèque. Au milieu du mor-

cellement de la patrie, cette vue de l'avenir soutenait son courage. Il travaillait par tous les moyens à préparer ce foyer de vie et d'action, résolu à le diriger contre le parti qu'on ne saurait nommer le parti catholique sans défigurer le véritable aspect des choses, mais qu'il faut appeler, pour être exact, le parti étranger, le parti allemand et romain.

Le parti romain avait pour chef dans l'ordre temporel le sieur Ulrich de Rosenberg, dans l'ordre spirituel le chapitre de la cathédrale de Prague. Au point de vue du nombre et des ressources générales, ce parti était le moins important des quatre, mais il profitait habilement de la division de ses ennemis, et il avait d'ailleurs deux avantages considérables, l'appui de la haute noblesse du royaume et l'importance personnelle de son chef. Ulrich de Rosenberg était le plus puissant et le plus riche des barons de la Bohême ; ses domaines étaient immenses, il possédait maints châteaux, maintes places fortes, et de nombreux vassaux lui reconnaissaient une espèce de suzeraineté. Sans avoir besoin d'être sans cesse à l'œuvre, comme le sire de Pirkstein, pour rallier ses troupes débandées, sans avoir à payer de sa personne, à monter à cheval, à se montrer de tous côtés, à réparer chaque matin les brèches de la veille, il disposait d'une armée à qui son nom seul servait de ralliement et de drapeau. Son autorité principale était hors des frontières du pays. Toutes les questions pendantes, l'élection d'un roi, la pacification religieuse, exigeaient des négociations avec l'empereur, avec les princes d'Allemagne, avec les Pères du concile ou les cardinaux italiens ; le seul représentant de la Bohême en ces occasions était Ulrich de Ro-

senberg. Il n'avait reçu pour cela aucune mission expresse, mais l'illustration de sa race, ses relations avec l'aristocratie germanique, sa richesse même, lui assuraient si bien ce titre de négociateur auprès de l'Europe, qu'aucun de ses adversaires ne songeait seulement à le lui disputer. Ce fut sa force dans les commencements, ce fut aussi sa faiblesse. Plus il étendait son crédit auprès des princes d'Allemagne, plus son influence diminuait en Bohême. Un des grands moyens d'action dans les affaires intérieures, c'étaient ces diètes, ces assemblées d'états que convoquaient les principaux chefs, tantôt dans une ville, tantôt dans une autre, et où se portaient à l'envi barons, chevaliers et bourgeois, comme dans un tumultueux forum. Ulrich de Rosenberg, qui voulait prolonger l'interrègne afin de réserver le trône au fils d'Albert d'Autriche ou plutôt à son tuteur Frédéric III, redoutait ces assemblées, où il était si naturel que le choix d'un souverain fût remis en question ; sa constante politique était d'en obtenir l'ajournement. C'était lui qui, par d'habiles manéges, avait décidé le duc de Bavière à refuser la couronne des Prémysl; c'était lui qui, à chaque convocation d'états, suscitait des empêchements inattendus. Or, pendant que ce fin diplomate ne songeait qu'au roi de l'avenir, le sire Ptacek de Pirkstein, attentif aux intérêts de l'heure présente, déjouait les intrigues de son rival, écartait les obstacles, rendait les réunions aussi faciles qu'elles étaient nécessaires, et comme tous les partis avaient le goût de ces *parlements*, celui qui les provoquait avec tant de zèle, celui qui les présidait en l'absence du baron de Rosenberg, devenait peu à peu aux regards de tous le véritable représentant du pays.

On voit par les documents de M. Palacky que les partisans de Rosenberg ignoraient eux-mêmes le secret de cette temporisation perpétuelle. « Nous sommes surpris, — lui écrivaient un jour deux de ses alliés, Jean et Wilhelm de Riesenberg, — nous sommes surpris et affligés, messire baron, que tu n'aies point paru à la diète. L'absence des nôtres, et surtout la tienne, a été cause que notre couronne orpheline est plus abandonnée que jamais, et il en est résulté une panique dont nous aurons à nous repentir. Ceux par la faute desquels la diète n'a pu s'ouvrir ont manqué à Dieu et à la patrie. Les promoteurs de cette réunion sont indignés que tant de gens, oubliant leur parole, n'aient pas répondu à l'appel et les aient ainsi livrés à la risée du monde; mais la honte, à notre avis, n'est pas pour eux, elle est pour les hommes qui avaient promis de venir et qui ne sont pas venus. » A la vivacité de ces reproches, on voit quel étaient les rapports des chefs et des soldats dans cette mêlée de tout un peuple. On devine aussi la politique et l'attitude de l'homme qui était le principal adversaire des hussites. Beaucoup moins occupé de questions religieuses que d'influences terrestres, songeant à ses alliances extérieures bien plus qu'aux problèmes de son pays, il courtisait surtout l'empereur, et par l'empereur la cour de Rome. Le parti qui avait accepté sa direction devait perdre bientôt son caractère spécialement catholique pour devenir le parti allemand; les hussites, au contraire, étant de plus en plus la vivante expression de la Bohême, tout ce qui se sentait un cœur national était poussé vers eux.

Tel était donc l'aspect du pays pendant les confuses

années de l'interrègne : quatre partis, ou, comme on disait, quatre fédérations : les calixtins modérés avec le sire de Meinhardt, les calixtins ardents avec le sire Ptacek de Pirkstein, les taborites sans chef reconnu, sans organisation puissante, terribles seulement par le fanatisme, et en face de ces trois corps distincts d'une même armée la fédération faussement appelée catholique, dirigée, on a vu comment, par le baron Ulrich de Rosenberg.

On aurait cependant une idée peu exacte des choses, si l'on se représentait ces divisions aussi nettement que nous venons de les exposer. C'est l'affaire de l'historien d'introduire la lumière et l'ordre dans les parties les plus sombres des annales humaines. Cet ordre, qui se fait de lui même à distance, les contemporains ne le voient pas toujours. A vrai dire, pendant la plus grande partie de cette période, la confusion est au comble, et les scandaleuses discordes de l'Église viennent l'augmenter encore. C'est le moment où il y a deux papes et deux conciles. On avait déjà vu plusieurs prétendants se disputer le saint-siége : deux papes et deux conciles à la fois, cela ne s'est vu qu'à cette époque. La France, occupée alors à se débarrasser des Anglais, n'a point ressenti le contre-coup de ces commotions, et notre histoire nous en parle peu ; l'histoire d'Allemagne en est remplie, et aucun pays n'en a plus souffert que le pays de Jean Huss. Au mois de février 1439, le pape Eugène IV avait transféré à Florence le concile établi à Bâle, ce qui équivalait à la dissolution de l'Assemblée souveraine de l'Église, et le concile avait répondu par deux votes énergiques : le 25 mai, il avait déposé Eugène IV ; le 17 novembre, il

avait élu pape, sous le nom de Félix V, un prince de la maison de Savoie. Couronné à Bâle le 24 juillet 1440, Félix V avait organisé sa cour dans cette ville et créé un grand nombre de cardinaux. Pendant ce temps, le concile de Florence avait inauguré ses travaux comme si le concile de Bâle ne continuait pas de siéger. Entre les deux conciles et les deux papes, la confusion était si grande et le droit si incertain, que plusieurs États catholiques, par une contradiction singulière, reconnurent comme puissances établies, les uns le pape Eugène IV et le concile de Bâle, qui l'avait déposé, les autres le pape Félix V et le concile de Florence, qui lui jetait l'anathème.

Que fit la Bohême au milieu de ce conflit? Assez tourmentée de ses propres embarras, elle essaya de rester neutre. Dans les premiers jours du mois de janvier 1441, selon le vieux chroniqueur cité par M. Palacky, on vit arriver à Prague les légats de Félix V : ils réunirent solennellement les principaux dignitaires de la ville, le recteur de l'université avec son cortége de maîtres et d'étudiants, les barons, les chevaliers, les bourgeois, et, après avoir lu les actes du concile de Bâle, déclarèrent Félix V seul pape légitime, ordonnant, sous peine d'anathème, à tous les catholiques de reconnaître son autorité et de refuser obéissance à Eugène IV. C'était devant une assemblée de hussites qu'avaient lieu ces proclamations impérieuses. Les hussites répondirent qu'ils n'étaient point séparés de l'Église romaine, évitant ainsi de se prononcer sur la question de savoir quel était le chef de cette Église ; puis, allant droit au fait qui seul les intéressait, ils demandèrent des nouvelles des *compactats*

d'Iglau. Le pape ou le concile avait-il donné des ordres pour que ces solennelles promesses fussent enfin exécutées? Les légats de Félix V, qui n'avaient pas reçu d'instructions à ce sujet, se trouvèrent fort embarrassés et comprirent que leur mission était finie. Ils n'avaient pas encore quitté la ville de Prague lorsque les légats d'Eugène IV y firent leur entrée de la même façon, furent accueillis avec les mêmes honneurs, lurent publiquement les mêmes lettres, les mêmes bulles, où il n'y avait qu'un nom de changé, déclarèrent enfin qu'Eugène IV était le vrai pape, le seul pape, et que tous les catholiques, sous peine d'excommunication, lui devaient obéissance.

L'attitude des hussites, en face de ces scandales, révèle un rare instinct de l'intérêt national ; le peuple qui écartait ainsi ce nouvel élément de confusion était digne de triompher un jour de ses propres difficultés et de mettre fin à l'anarchie qui le dévorait. Cette sagesse, on doit le dire, n'était pourtant pas unanime. Il y avait des voix dissidentes, il y avait des hommes pour qui les déchirements de l'Église étaient une occasion de brouiller les affaires et de prolonger un interrègne propice à leurs intrigues. Au premier rang, — et M. Palacky n'en parle que la rougeur au front, — il faut placer le chef politique du parti romain, le baron Ulrich de Rosenberg, qui, reconnaissant tour à tour Eugène IV et Félix V, négociant, selon son intérêt, avec le concile de Bâle ou le concile de Florence, recevant l'argent de toutes mains, ne songeait qu'à augmenter son influence personnelle, et s'inquiétait peu de déshonorer son parti. N'était-ce pas, en effet, déshonorer tous les ardents catholiques de ce parti que de servir leurs passions au détriment de leur

foi? On voit que, malgré la réserve du peuple bohémien, le conflit des deux papes devait être nécessairement pour lui une nouvelle cause de troubles; selon que l'un ou l'autre pape était favorable ou hostile aux hussites, le baron de Rosenberg, très-dégagé de tout scrupule, savait modifier ses alliances pour nuire à ses ennemis; les hussites, au contraire, résolus à demeurer neutres et religieusement fidèles à leur parole, ne savaient plus, en cas de litige, auprès de quel juge suprême revendiquer leurs droits.

Un de ces grands litiges, une des questions capitales qui passionnaient tous les esprits pendant l'interrègne et qui les agiteront encore dans la période suivante, c'était la question de l'archevêque Rokycana. Après les conflits auxquels donnait lieu la communion sous les deux espèces, il n'y avait pas d'affaire plus grave et plus émouvante.

Rokycana était un prêtre hussite, savant homme pour le temps, réformateur zélé des mœurs du clergé et du peuple, grand orateur, controversiste infatigable, également à l'aise devant un auditoire populaire et devant les théologiens du concile de Bâle, chrétien du fond de l'âme, mais attaché avec une obstination invincible à certaines formes du christianisme primitif, ayant vaguement l'idée d'un large système ecclésiastique où la variété ne nuirait point à l'unité, où chaque église aurait son caractère national, sans cesser d'appartenir à la grande patrie religieuse, où aucune de ces églises ne pourrait en opprimer une autre; en un mot, c'était un hussite, le plus éclairé comme le plus ardent des hussites, un théologien patriote commentant et développant

en tous sens ces paroles du pape saint Grégoire le Grand au généreux moine Augustin, l'apôtre de l'Angleterre : *Ubi unus colitur Christus, nihil efficit rituum varietas.* Est-il nécessaire de dire que ce vaillant homme marchait avec le parti du mouvement et de l'action? Maître Jean Rokycana était dans l'ordre religieux ce qu'était dans l'ordre politique le sire Ptacek de Pirkstein. Ils appartenaient à la même fédération et combattaient en frères d'armes. Or, dans une diète tenue à Prague au mois de décembre 1435, maître Rokycana avait été élu archevêque de Prague, non par l'acclamation populaire comme aux temps primitifs, mais par les représentants de l'État et de l'Église ; deux barons, le sire Meinhardt et le sire Ptacek, deux chevaliers, trois bourgeois, neuf prêtres choisis dans toutes les parties du royaume, lui avaient conféré ces hautes fonctions, et, malgré sa résistance très-sincère, l'avaient obligé au nom du bien public d'en accepter le fardeau. Le chapitre de la cathédrale de Prague était composé de catholiques inflexibles, alliés et agents du parti germanique : de là toute une suite de conflits, où les passions politiques envenimaient encore les haines religieuses. Rokycana, qui n'entendait pas se séparer de l'Église, demandait au pape ou au concile l'institution canonique dont il avait besoin; mais ni le concile ni le pape ne se hâtaient de résoudre une question si grave. Instituer un archevêque hussite dans la capitale de la Bohême, n'était-ce pas du premier coup donner gain de cause à la révolution? Au lieu d'accorder aux disciples de Jean Huss une espèce d'amnistie, ou du moins un édit de tolérance, comme le voudraient les *compactats* d'Iglau, n'était-ce pas proclamer leur victoire?

On devine l'agitation que devait produire un pareil incident : l'archevêché de Prague était comme une forteresse qui, donnant la clef du pays, était assiégée par tous les partis avec une fureur croissante. Comment raconter tous les incidents de la lutte? Le pape Félix V, prenant un moyen terme, avait nommé un autre archevêque, choisi également dans les rangs des hussites, mais des hussites modérés que commandait le sire Meinhardt; complication de plus et complication inutile! L'importance de Rokycana n'en fut pas diminuée. Il était toujours le protégé du hardi sire Ptacek de Pirkstein : c'était toujours lui que réclamait le parti de l'action, c'était lui qui, acclamé dans les diètes, appelé de tous côtés par le peuple des campagnes, devenait de plus en plus le représentant de la religion nationale; mais aussi que de fois il lui fallut payer de sa personne comme les évêques des premiers siècles! que d'émeutes à vaincre! que d'hérésies à combattre! Soit qu'il provoquât les taborites à des discussions solennelles, soit qu'il eût à conduire des négociations avec les calixtins modérés, tribun ou diplomate, il était sans cesse à son poste de combat, et ses victoires étaient souvent aussi périlleuses que ses défaites.

Quand l'anarchie est si grande dans l'ordre politique et religieux, que peut être le domaine des intérêts civils? A vrai dire, c'était le chaos. Point de tribunaux, nulle justice à invoquer; il n'y avait de droit que le droit du glaive. On se battait pour la limite d'un champ, pour l'usage d'un cours d'eau, pour le règlement d'une dette; on se battait un contre un, ou bandes contre bandes. C'étaient des duels ou des batailles. Le plus souvent ces

conflits d'intérêts privés n'étaient que la suite des conflits politiques. Un jour le sire Ptacek, ne pouvant obtenir le payement d'une somme que lui devait le sire Meinhardt, son rival, alla lui prendre le château et la petite ville de Bilkow en Moravie. Quelquefois aussi il y avait lutte entre les hommes d'une même fédération : le vieil annaliste de ces confuses années, — quelque bourgeois de Prague sans doute, qui consigne jour par jour les événements, comme faisait chez nous, en des heures presque aussi ténébreuses, son contemporain *le bourgeois de Paris*, — mentionne sans cesse des duels, des combats, des siéges, des prises de villes ou de châteaux forts pour le règlement d'affaires particulières. La justice criminelle était expéditive : les bourgeois de la ville de Brunn, ayant on ne sait quel procès avec le sire Héralt de Kunstatt, un des principaux chefs de leur parti, le mandèrent à leur hôtel de ville; il vint accompagné d'une escorte, et, se croyant tout permis, il manqua, — en quoi ? comment ? on ne sait, mais il manqua, disent les chroniques, et de la façon la plus grave, aux représentants de la cité. Les bourgeois, malgré toute résistance, mirent la main sur lui et le jugèrent : il fut décapité le soir même, à la lueur des flambeaux.

C'est au milieu de ce chaos que le sire Ptacek de Pirkstein, à force d'activité, d'intelligence, de patriotisme, avait fait luire quelques rayons de lumière. On commençait à espérer de meilleurs jours. Tout n'était pas perdu : le sentiment des intérêts communs écartait peu à peu les éléments de dissolution et de ruine. L'image de la patrie se dégageait des ténèbres. C'était principalement sur la vaillante figure du sire Ptacek que brillait ce reflet divin,

et quand il déployait la bannière nationale, quand il allait de ville en ville, d'assemblée en assemblée, parlant, agissant, entretenant la vie publique, combattant sous toutes ses formes la réaction allemande et romaine, c'est-à-dire la destruction de la Bohême, que d'intérêts sacrés reposaient sur un seul homme! Un jour que le sire Ptacek, après bien des difficultés, avait obtenu un *parlement* des hauts barons dans la petite ville de Dobrisch, il s'y rendait à cheval avec son escorte, quand un mal subit et violent le força d'interrompre son voyage; on le ramena dans son château de Rataj, où il expira quelques heures après, le 27 août 1444.

## III

Ce fut un coup de foudre pour le parti national : la mort d'un seul remettait en question les intérêts de tous. Où trouver le successeur d'un pareil chef? Quelle était la main assez forte pour soutenir son œuvre ébranlée? Il y avait alors, parmi les plus dévoués compagnons du sire Ptacek, un jeune homme que ses souvenirs de famille non moins que sa valeur personnelle semblaient destiner à un grand rôle. Il était né au château de Podiebrad le 23 avril 1420, jour consacré à saint George; de là les deux noms qu'il reçut. Son père était le sire Vocek de Kunstatt; sa mère s'appelait Anna de Wartemberg. Ziska lui-même, le grand Ziska l'avait tenu sur les fonts baptismaux. Tout jeune encore, le filleul du terrible chef avait fait honneur à ce patronage. Dans la sanglante

mêlée de Lipan, en 1434, à la bataille de Tabor en 1438, George de Podiebrad s'était déjà signalé par son courage, et il avait vingt ans à peine quand il fut nommé capitaine du cercle de Bunzlau. L'année suivante, il avait épousé une jeune fille de race noble, Kunhuta, fille du sire Smil Holicky de Sternberg. Par sa famille comme par celle de sa femme, George de Podiebrad se trouvait en relations de parenté ou d'alliance avec les principaux chefs des partis qui divisaient la Bohême. Il était homme à profiter de cet avantage; sa prudence égalait sa hardiesse, et il voulait travailler au bien de tous. Æneas-Sylvius Piccolomini, si longtemps mêlé aux affaires de Bohême avant de devenir pape sous le nom de Pie II, rend un éclatant témoignage à ses qualités morales. « C'était, dit-il, un homme petit, trapu, la peau très-blanche, les yeux pleins de flamme, de mœurs paisibles, infecté, il est vrai, de l'erreur des hussites, mais amoureux de la justice et du droit. »

George de Podiebrad n'avait que vingt-quatre ans lorsque mourut son chef, le sire Ptacek de Pirkstein. Inspiré par le danger public, il eut l'ambition de le remplacer; il était initié à ses desseins, il avait les mêmes vues, la même politique, et il allait les soutenir avec la même ardeur, aidée de ressources nouvelles. Mais son heure a-t-elle déjà sonné? N'est-il pas trop jeune encore pour attirer les regards, pour commander la confiance dans l'affreuse mêlée que nous avons décrite? Non; les hommes mûrissent vite au feu des révolutions : signalé aux hussites par le souvenir de Ziska, par l'amitié de Ptacek, par les services de sa famille et les siens propres, George de Podiebrad était moins jeune que son âge; il y avait dix

ans qu'il était entré sur la scène et ne l'avait point quittée. Il faut se rappeler ces circonstances si l'on veut comprendre avec quelle rapidité ce capitaine de vingt-quatre ans devient un chef redoutable, la terreur de la réaction et l'espoir des hussites.

Assuré du concours de tous ceux qui marchaient naguère avec le sire de Pirkstein, George de Podiebrad s'empare de la direction des affaires. Son premier soin est de régler la question de l'archevêché de Prague. Qu'il réussisse ou non à obtenir l'institution canonique de maître Rokycana, l'ardeur qu'il va mettre à poursuivre ce but le signalera aux yeux de tous; ce sera la consécration de son pouvoir, ce sera sa prise de possession.

A qui s'adresser cependant? Où est l'autorité suprême de l'Église? Félix V ou Eugène IV, lequel choisir? La question est toujours pendante; la Bohême, comme tous les princes d'Allemagne, comme l'empereur Frédéric III lui-même, a résolu de rester neutre entre les deux pontifes. Le jeune chef imagine une combinaison nouvelle : un des éminents docteurs du concile de Bâle, le cardinal Julien, est légat d'Eugène IV dans les contrées allemandes; n'est-ce pas là le conciliateur indiqué par les événements? Son rôle passé comme sa situation actuelle lui assurent une double autorité; puisqu'il représente à la fois le saint-siége et la grande assemblée de l'Église, ce n'est pas rompre la neutralité que de s'adresser à lui. Subtilités bizarres qui montrent bien l'incroyable confusion de la société religieuse dans cette période! Mais cette ressource elle-même échappera au négociateur; le capitaine des hussites combinait encore ses plans, lorsqu'on apprit la mort ou la disparition mystérieuse du

cardinal Julien. L'ardent prélat avait décidé le roi de Hongrie, Ladislas, à marcher contre les Ottomans, qui ravageaient déjà les contrées du Danube avant de s'emparer de Constantinople. L'armée hongroise fut détruite à Varna le 10 novembre 1444; le roi périt, le cardinal disparut : avait-il succombé dans la bataille, ou bien, fait prisonnier par les vainqueurs, comme l'affirment certains récits du temps, fut-il conduit à Andrinople et condamné à quelque horrible supplice? On ne sait; ce qui est certain, c'est qu'on ne le revit plus, et qu'une des espérances de George de Podiebrad fut engloutie à jamais dans ce désastre.

Signalons en passant ce que de telles catastrophes, à peine connues de l'Occident, avaient de terrifiant et de sinistre pour les peuples de l'Europe orientale; c'était sous le coup de l'invasion asiatique, c'était en face de Mourad et de ses barbares que les chrétiens de Bohême, divisés par les factions, maudits du pape, abandonnés du concile, avaient à ressaisir leur vie politique et à fonder un culte national.

Décidément, puisque le cardinal Julien n'est plus là, il faut recourir à l'un des deux papes. George de Podiebrad se tourne du côté d'Eugène IV, donnant par là un rare témoignage de sa modération autant que de son coup d'œil politique; n'est-il pas remarquable, en effet, qu'au moment où tous les princes de l'empire, l'empereur à leur tête, persistaient à demeurer neutres entre Eugène IV et Félix V, un simple chef de parti, un capitaine de *confédérés,* au milieu d'une nation en désarroi, ait fait le premier son choix et pressenti l'avenir? Malgré ses sympathies pour le concile de Bâle, il a deviné que la vic-

toire resterait à la cour de Rome, et, comme il est pressé d'en finir, c'est au pape romain qu'il s'adresse avec une loyauté hardie. Ainsi, étrange contraste, l'homme qui, le premier sur le territoire de l'empire, s'est prononcé pour Eugène IV contre Félix V, c'est celui-là même qui sera obligé de soutenir les plus terribles luttes contre les successeurs d'Eugène IV, celui que Paul II accablera d'invectives et contre lequel il essayera de soulever l'Europe entière.

Il est à peine nécessaire de dire que les efforts de George furent inutiles. Il eut beau envoyer une députation à Rome, il eut beau faire parler au pape avec toute la candeur d'une âme chrétienne, sa cause était perdue d'avance. Des raisons politiques bien plus que des arguments de théologie entraînaient le saint-siége dans des voies absolument opposées ; George demandait l'exécution des promesses du concile, et le saint-siége était résolu à les supprimer à jamais. D'un autre côté, le pape Félix V favorisait les calixtins modérés et semait ainsi la division parmi les hussites. Sans renoncer encore aux négociations, car sa prudence égalait son audace, Podiebrad commençait à comprendre qu'il ne devait compter que sur lui-même et sur la volonté du peuple. Il s'attache dès lors à reprendre la politique du sire de Pirkstein, il entretient les sentiments publics, resserre les liens de son parti, provoque des parlements, et, réunissant enfin dans la ville de Pilgram l'une des plus nombreuses assemblées que la Bohême eût vues depuis longtemps, il fait voter deux déclarations qui sont comme le principe d'un nouvel avenir. L'une concernait le roi, l'autre l'archevêque. « Ce n'est pas assez, disaient les États de Pil-

gram, que Ladislas, fils d'Albert, soit notre roi désigné pour l'avenir : nos députés iront supplier l'empereur de vouloir bien se dessaisir du royal enfant et le laisser passer de sa tutelle sous la nôtre ; nous le voulons parmi nous, non pas d'espérance, mais de fait ; nous le voulons présent de sa personne, acclamé, couronné, et, jusqu'au jour où il pourra tenir le sceptre, des lieutenants du royaume gouverneront en son nom. Nous voulons aussi que maître Rokycana, élu par nous archevêque de Prague, soit maintenu et confirmé dans ses fonctions ; en même temps que nos députés iront trouver l'empereur pour lui demander notre roi, une autre ambassade ira, soit auprès du pape, soit ailleurs, pour obtenir la consécration de notre archevêque. »

On voit, surtout par ces dernières paroles, que le parti de George de Podiebrad avait eu la majorité à la diète de Pilgram. Un grand pas était fait : on pouvait bien prévoir, il est vrai, que les deux demandes relatives au jeune roi et au vieil archevêque n'amèneraient pas un résultat prochain ; mais la diète avait demandé aussi l'établissement d'un pouvoir intérimaire qui gouvernerait la Bohême jusqu'à la majorité de Ladislas. C'était là le point décisif. A partir de cette date mémorable (12 juin 1446), la situation va se simplifier. Quels sont les prétendants à la lieutenance du royaume ? Il y en a deux qui éclipsent tous les autres, Ulrich de Rosenberg et George de Podiebrad. La lutte qui s'engage est comme un duel acharné, un duel de tous les jours, de toutes les heures, et dont la Bohême entière est le théâtre. Rosenberg a blanchi depuis longtemps sous le harnois ; Podiebrad est dans le feu de la première jeunesse. Rosenberg a plus d'expérience, Podie-

brad plus d'audace. Rosenberg a pour lui une partie de la haute noblesse, une partie du haut clergé, le chapitre de l'archevêché de Prague, et hors du pays le pape et l'empereur, Eugène IV et Frédéric III ; Podiebrad a pour lui la nation, le cœur de la nation, barons, chevaliers, bourgeois, tous ceux qui veulent avec plus ou moins de vigueur l'exécution des engagements du concile ; c'est lui qui tient la bannière de la patrie, et à ses côtés marche ce vieux lutteur des combats de la parole, l'héritier de Jean Huss, l'orateur de la Bohême devant les théologiens de Bâle, le chef de l'Église nationale, Rokycana, archevêque de Prague. Ajoutons un dernier trait qui achève le contraste et lui donne un caractère tragique : de ces deux champions si puissamment armés, l'un est l'oncle, l'autre le neveu : Catherine de Wartemberg, femme du vieux sire de Rosenberg, est la sœur d'Anna de Wartemberg, mère du jeune sire de Podiebrad. Représentée par ce vieillard et ce jeune homme, la lutte des partis qui déchirent la Bohême est presque une lutte parricide.

Ce fut d'abord une guerre de ruses et de mensonges. Ulrich de Rosenberg, pour tromper la vigilance de George, et aussi pour se faire des amis en Bohême, feignait de s'intéresser à la cause de Rokycana ; il signait, lui et les siens, les pétitions que George de Podiebrad envoyait à Vienne et à Rome, puis, par missives secrètes, il perdait Rokycana et Podiebrad dans l'esprit du pape et de l'empereur. Ce système de calomnies allait devenir plus funeste encore : Eugène IV venait de mourir, au moment même où l'empereur Frédéric III s'était décidé enfin à le reconnaître et avait retiré sa protection au concile (23 février 1447) ; le pape élu dix jours après sous le nom

de Nicolas V était un ami particulier de Rosenberg, qui avait eu l'honneur de le recevoir dans son château de Krumau, quand il se nommait simplement Thomas de Sarzana ou le cardinal de Bologne. Le choix du nouveau pape augmentait singulièrement le crédit de Rosenberg, même parmi les hommes de sa nation, car ce n'était pas chose indifférente d'avoir la confiance du saint-père, tan que la Bohême n'avait pas rompu avec la cour de Rome.

Comment Rosenberg eut-il douté de la victoire, lorsqu'il vit arriver à Prague un autre de ses amis, le cardinal Carvajal, expressément envoyé en Bohême pour examiner l'état des choses et donner une solution définitive à l'affaire de l'archevêque? Il lui avait déjà préparé la voie auprès de certain chef de parti. Toutes les révolutions nous présentent des hommes faibles qui, une fois la lutte engagée, ont peur de la soutenir et sont prêts à tout livrer par un impatient désir de la paix; de concessions en concessions, le sire Meinhardt de Neuhaus, chef des calixtins modérés, en était venu à faire cause commune avec Ulrich de Rosenberg. « Il n'y a qu'un moyen de rétablir la paix, disait Rosenberg au vieux seigneur féodal : c'est de nous soumettre à Rome, car Rome ne cédera pas. Et, en vérité, quel prix attachez-vous donc à ces *compactats* du concile? Rome, dès que vous serez soumis, vous fera des concessions plus sérieuses; il faut seulement qu'elle puisse les faire en toute liberté, et non sous la pression d'un concile qu'elle maudissait, d'un concile qui a osé prononcer la déchéance du pape romain et dont l'autorité n'existe plus. » Ces arguments, développés avec art, avaient produit leur effet. Rosenberg se croyait sûr de l'adhésion d'une moitié des

hussites, et l'ambassade de Carvajal, arrivant en grande pompe, les mains pleines de bénédictions et de présents, allait consommer, il n'en doutait pas, l'alliance du parti romain et des calixtins modérés.

C'est le 1er mai 1443 que le cardinal Carvajal fit son entrée à Prague. Nous avons déjà dit que la capitale de la Bohême appartenait alors aux calixtins modérés, et se trouvait par conséquent sous la direction du sire de Neuhaus. Neuhaus et Rosenberg firent la plus magnifique réception au cardinal : toute la ville se porta au-devant de lui, et les honneurs qu'on lui rendit furent si grands, les acclamations si vives, si joyeuses, que le cardinal, esprit très-fin pourtant et des plus avisés, se crut assuré de la victoire : n'avait-on pas exagéré la sombre obstination des hussites, et serait-il bien difficile de ramener un tel peuple à l'obédience de Rome? On imaginerait difficilement un plus singulier malentendu que celui qui se produisit en cette circonstance : Rosenberg se croyait maître des hussites de Prague, parce qu'il dominait leur faible chef, le sire Meinhardt de Neuhaus; le cardinal, voyant l'enthousiasme de la ville, croyait avoir affaire à un peuple fatigué de la lutte et qui courait les yeux fermés au-devant de la paix ; les hussites, impatients d'atteindre leur but, croyaient saluer de leurs acclamations le légat qui venait établir officiellement leur Église nationale et sacrer leur archevêque. Au bout de quelques jours, tous les voiles tombèrent, et l'irritation fut d'autant plus violente chez les habitants de Prague, que la joie s'était plus naïvement épanouie.

Quand on vit le cardinal opposer des fins de non-recevoir à toutes les requêtes, faire profession d'ignorance

absolue au sujet des *compactats* du concile, s'exprimer avec dédain sur des croyances qui étaient la vie même, la vie religieuse et morale de la nation, plus d'un murmure accueillit ses paroles. « Prenez garde, lui dit un jour un des négociateurs, il pourrait bien se passer ici des choses terribles. » Les têtes s'échauffaient; le souvenir de Jean Huss se réveillait d'une façon tragique; on parlait déjà de châtiments, de représailles; enfin la colère du peuple devint si menaçante que le cardinal crut devoir quitter la ville en toute hâte, escorté d'une troupe de cavaliers que commandait Ulrich de Rosenberg. Le 1er mai, il avait été reçu avec vénération et allégresse comme l'envoyé du premier pouvoir de l'Église universelle; le 23, il était obligé de s'enfuir au milieu des vociférations et des outrages. Le bruit se répandit bientôt qu'il s'était fait livrer les *compactats* pour en prendre connaissance, et qu'il les emportait dans sa valise. C'était le trésor de la patrie. Aussitôt quatre cents cavaliers s'élancent à sa poursuite : on l'atteint, on l'arrête, on va fouiller sa voiture; il supplie qu'on veuille bien ne pas lui infliger cette honte en vue de la ville de Prague : au premier village, il ouvrira ses malles et restituera le dépôt qu'on lui réclame. Il s'exécuta en effet à Beneschau; le précieux titre, dit le chroniqueur, était tout au fond de sa valise. C'est ainsi qu'un prince de l'Église romaine, grâce aux intrigues de Rosenberg, fut accueilli comme un libérateur et se sauva comme un larron.

Cette journée, si fatale à Rosenberg, fut désastreuse pour Meinhardt de Neuhaus. Son autorité dans la ville de Prague était perdue à jamais; entre le chef indécis qui avait presque livré son parti et le parti résolu qui avait

déjoué cette lâche politique, tout lien était détruit, toute confiance impossible. Il était clair à tous les yeux que le sire Meinhardt connaissait mal les sentiments des hussites de Prague, et que les hussites de Prague connaissaient trop bien désormais l'imbécillité de leur chef. A qui appartenait la première ville du royaume? A celui qui représentait le mieux le sentiment national. Tous les yeux étaient tournés vers George de Podiebrad. Quelques semaines après, le jeune chef était avec son armée devant les murs de Prague. Meinhardt, qui commandait encore la ville, n'avait pour la défendre que ses amis personnels, les barons et chevaliers de sa fédération avec leurs hommes d'armes; les bourgeois et le peuple faisaient des vœux pour Podiebrad. L'issue de la lutte n'était pas douteuse. La troupe de Meinhardt avait pris position sur les hauteurs fortifiées qui dominent la ville du côté de Wischehrad. George donne le signal de l'assaut : ses hommes s'élancent, entrent par la brèche, culbutent l'ennemi, tandis que lui-même, enfonçant les portes de la ville basse, se précipite sur les fuyards et les empêche de se rallier. Sa victoire fut complète : la plupart des assiégés, chefs ou soldats, tombèrent entre ses mains. Le peuple, en courant à sa rencontre, avait coupé la retraite aux vaincus; ses plus redoutables ennemis furent arrêtés au moment même où un cortége immense, avec des cris de joie et de victoire, le conduisait à la ville basse jusqu'à l'hôtel de ville (3 septembre 1448).

## IV

Ce fut là un jour décisif en cette tumultueuse période : les deux partis hussites, les modérés et les ardents, étaient désormais réunis ; George était leur chef, et Prague leur capitale. Cette substitution d'un gouvernement à un autre dans la ville des calixtins modérés peut-elle s'appeler un coup d'État? Non certes, il n'y avait pas d'État constitué dans cette malheureuse Bohême : c'était simplement un acte de guerre dans un pays où le droit ne se maintenait que par la guerre. Les ennemis de George, si affaiblis qu'ils fussent, ne manquaient ni de prétextes ni de ressources pour reprendre l'offensive. Le vieux sire Meinhardt de Neuhaus, fait prisonnier au siége de Prague, avait été enfermé au château de Podiebrad, et, bien que traité par le jeune vainqueur avec une courtoisie chevaleresque, il avait bientôt succombé à ses chagrins. Son fils, Ulrich de Neuhaus, accusa George d'avoir fait empoisonner le vieillard. Aux clameurs poussées par Ulrich, la guerre civile recommence. Les seigneurs qui suivaient le parti de Meinhardt, abandonnés des bourgeois et du peuple, font cause commune avec le parti allemand. Le baron de Rosenberg leur fournit secrètement de l'or et des soldats. C'est d'abord une guerre de coups de main : on pille les propriétés du vainqueur de Prague, on ravage ses domaines, on assassine ses vassaux ; mais, tandis que l'ennemi se déshonore par ces violences inutiles, George, entouré de son armée, qui s'accroît et se discipline, apparaît de plus en plus avec la majesté d'un chef. Si Ulrich

de Neuhaus, à l'aide du parti catholique, réussit à organiser ses pillards, si deux fédérations armées sont aux prises pendant toute l'année 1449, si la guerre extérieure ajoute ses complications aux malheurs de la patrie, si quelques princes allemands, le duc de Saxe, le margrave de Brandebourg, le margrave de Meissen, les uns excités par Rosenberg, les autres profitant de l'anarchie du royaume, essayent de faire la loi dans le pays de Jean Huss, George de Podiebrad tient tête à tous les périls, battant l'ennemi sur le terrain des négociations et de la ruse, comme il l'a battu en rase campagne ou sur la brèche sanglante de ses *burgs*. Surtout, à force d'activité guerrière et de sagesse politique, il accoutume la Bohême à voir en lui le représentant de l'ordre, de la paix, de la patrie, de la religion nationale, pendant que ses adversaires ne tirent l'épée que pour leur intérêt personnel. Le jour où la diète de Prague, après deux années de guerres civiles, réconcilia les partis, organisa la justice et promulgua une sorte de loi martiale contre tout violateur de la paix publique, c'est à George de Podiebrad que la reconnaissance populaire attribuait ce grand résultat.

L'empereur lui-même avait les yeux sur lui, et, soit qu'il eût compris le danger de disputer à un tel homme une prééminence si vaillamment acquise, soit qu'il voulût mettre à profit pour ses propres desseins la popularité de George de Podiebrad, il ne tarda pas à consacrer son pouvoir. Il faut se rappeler ici que l'empereur Frédéric III, simple duc de Styrie, était encore un très-petit seigneur lorsqu'à la mort d'Albert, gendre de Sigismond, il accepta, non sans hésiter, la couronne impériale ; il faut se

rappeler que son principal souci était d'agrandir ses États héréditaires, qu'il s'inquiétait fort peu des affaires générales de l'Empire, qu'il y intervenait aussi rarement que possible et avec une singulière mollesse; il faut se rappeler enfin que sa politique, à la date où nous sommes, était de prolonger indéfiniment l'interrègne dans les royaumes de Bohême et de Hongrie. Ces deux royaumes appartenaient à l'héritier des deux derniers empereurs, au fils d'Albert, au petit-fils de Sigismond, à ce Ladislas que l'histoire appelle Ladislas le Posthume, car Sigismond, de la maison de Luxembourg, était roi de Hongrie avant d'être élu empereur d'Allemagne, et il devint roi de Bohême à la mort de son frère Wenceslas. Le petit-fils de Sigismond était donc roi de Hongrie et de Bohême par son grand-père, comme il était duc d'Autriche par son père; mais l'empereur, trouvant un prétexte tout naturel dans les troubles qui désolaient ces deux pays, s'obstinait à garder auprès de lui le royal enfant, jusqu'à l'heure, disait-il, où il deviendrait homme. Il s'était emparé de cette tutelle et la prolongeait à son gré. L'héroïque Jean Hunyade, tant de fois vainqueur des Turcs, gouvernait sagement la Hongrie, et l'empereur, comptant sur les péripéties de l'avenir, aimait mieux voir un simple seigneur qu'un prince souverain à la tête d'un royaume que des événements inattendus pouvaient lui attribuer par la suite. La situation de la Bohême, moins satisfaisante jusque-là, ne venait-elle pas de s'éclaircir? Podiebrad ne pouvait-il pas rendre aux Tchèques les mêmes services que Hunyade rendait aux Magyars? C'est ainsi que l'idée de conférer la lieutenance du royaume de Bohême à George de Podiebrad s'éveilla peu à peu dans

l'esprit circonspect et temporisateur de Frédéric III. Il avait jusqu'alors soutenu le parti catholique de Bohême, parce que le chef de ce parti, Ulrich de Rosenberg, avant tout dévoué à l'empereur, se prêtait à ses desseins et lui abandonnait volontiers la tutelle de Ladislas; il passa du côté de Podiebrad, quand il vit que Podiebrad était le plus fort et se trouvait en mesure de le servir bien plus énergiquement que le baron de Rosenberg. Il pensait que le chef des hussites, une fois lieutenant du royaume, ne demanderait pas mieux que de faire durer cette situation, et que le couronnement de Ladislas comme roi de Bohême était pour longtemps ajourné.

Assurés de la protection de l'empereur, les amis de George convoquent un parlement à Prague, et c'est là que, le 23 avril 1452, jour de son saint patron, les députés du royaume déférent la lieutenance au jeune chef, en lui donnant le mandat de pacifier le royaume et d'y rétablir la tranquillité publique sur des bases assez solides pour que la Bohême pût enfin obtenir son roi et son archevêque, c'est-à-dire un chef temporel et un chef spirituel. Ces conditions étaient remarquables; l'homme qui les acceptait, et qui sans doute les avait provoquées lui-même, n'était pas le personnage ambitieux sur lequel comptait Frédéric III. Un roi, un archevêque, Ladislas et Rokycana, voilà ce que demandaient les hussites; c'était aussi ce que le jeune chef, dans l'ardeur de son patriotisme, avait juré de donner à la Bohême.

On le vit bien dès les premiers actes de son gouvernement. Le pape avait envoyé en Allemagne deux nouveaux légats, le cardinal Nicolas de Cuse et l'évêque Jean Capistran, avec mission spéciale de surveiller de près les

affaires de Bohême. Nicolas de Cuse, l'un des plus savants hommes de l'époque, unissait la sagesse d'un politique au dévouement d'un apôtre. Avant de mettre le pied chez les hussites, il avait voulu gagner leur confiance; il parcourait l'Allemagne en réformateur des abus de l'Église, et peut-être fût-il parvenu à s'entendre avec Rokycana, si les violences de son collègue n'avaient réveillé les vieilles colères. Jean Capistran, né à Capistrano, dans le pays de Naples, était un fanatique de la plus dangereuse espèce, un homme de foi sauvage, dont les vertus, on l'affirme, égalaient la violence; éloquent, infatigable, toujours à l'œuvre, toujours l'insulte à la bouche, secouant les torches de l'enfer devant les populations terrifiées, il avait ramené bien des dissidents à l'Église et se faisait fort de conquérir la Bohême. Comme l'assiégeant qui creuse ses tranchées, il enveloppait la place avant de commencer l'assaut. En Autriche, en Moravie, en Silésie, dans le duché de Saxe, sur toutes les frontières du royaume, Jean Capistran allait vociférant contre les hussites, traitant de mensonge les *compactats* du concile de Bâle, appelant la communion sous les deux espèces une hérésie infernale et accablant l'archevêque Rokycana des plus outrageantes invectives.

Pendant que cette prédication excitait contre les Tchèques la haine des populations allemandes, et, répétée de proche en proche, venait jusqu'au sein de la Bohême bouleverser les âmes simples, un personnage tout différent, un homme de l'esprit le plus fin, Æneas-Sylvius Piccolomini, alors évêque de Sienne, avait une sorte de conférence théologique avec George de Podie-

brad. Æneas-Sylvius en cette circonstance n'était point légat du pape : Frédéric III l'avait chargé d'une mission auprès des états de Bohême rassemblés à Beneschau ; cependant à voir un évêque italien accepter de l'empereur d'Allemagne une mission diplomatique et s'intéresser si vivement à la pacification du pays de Jean Huss, on peut bien croire qu'il était non-seulement l'homme d'affaires de Frédéric III, mais le représentant du saint-siége. L'église hussite, dès le lendemain de la victoire de Podiebrad, se trouvait donc harcelée de trois côtés à la fois et par des armes très-diverses : Nicolas de Cuse avec son zèle d'apôtre, Jean Capistran avec ses violences de terroriste, Æneas-Sylvius avec les ressources d'un diplomate consommé, s'attaquaient à tous les sentiments du pays et à toutes les classes de l'État. Æneas-Sylvius s'adressait au lieutenant du royaume, Jean Capistran à la multitude ignorante, Nicolas de Cuse au clergé hussite et à toutes les âmes religieuses. On ne sait pas si George de Podiebrad eut quelques rapports avec Nicolas de Cuse, qui en était encore aux préliminaires de sa mission ; mais on sait, et de la façon la plus certaine, puisque Æneas-Sylvius a pris soin de rédiger lui-même son entretien avec le jeune chef du peuple hussite, on sait que George de Podiebrad fut modéré, respectueux, sans aucun orgueil de sectaire, pleinement et naïvement chrétien, au point de réjouir le doux évêque de Sienne; on sait aussi que sa fermeté fut égale à sa modération, et que dès qu'il apprit les violences de Capistran, il lui écrivit une lettre foudroyante (mai 1452). En attaquant l'archevêque de Prague, Capistran avait réveillé toute l'impétuosité du jeune chef, car l'arche-

vêque, c'était l'église nationale, et si George était quelque chose en Bohême, c'était pour défendre l'église et l'archevêque.

Cette fière attitude du lieutenant du royaume amena un incident fort extraordinaire, un incident qui peut jeter quelque jour sur le caractère de l'église de Bohême, et dont nous devrons nous souvenir quand nous aurons à juger par la suite les luttes de Podiebrad avec le saint-siége. L'église grecque, s'il faut en croire certains symptômes, suivait avec un vif intérêt les événements religieux de la Bohême. L'année même où George de Podiebrad faisait honte au légat du pape de ses violences anti chrétiennes, les théologiens de Constantinople invitèrent les hussites à se réunir à l'église d'Orient. Nous avons ce document en grec et en latin. On y félicite les Bohémiens d'avoir résisté aux innovations romaines, on leur promet un accueil sympathique, une existence paisible, un refuge contre l'oppression; il y est parlé, bien entendu, de la suprême autorité de l'église grecque, mère et maîtresse de tous les orthodoxes, source de vie, fontaine de vin et de lait, mais il est dit en même temps que les dissidences, s'il y en a, seront conciliées par l'intermédiaire du Saint-Esprit, le plus vrai de tous les juges. Cette missive, en l'absence du patriarche, était écrite au nom de toute l'église orthodoxe et signée de ses représentants les plus considérables, trois évêques et trois docteurs. Parmi ces derniers était ce savant Gennadius, qui avait joué un rôle important au concile de Florence, et qui, élu patriarche pendant le siége de Constantinople, rendit de si grands services à l'Église au milieu de l'horrible désastre, que son souvenir est vénéré

aujourd'hui encore chez tous les chrétiens d'Orient.

La lettre fut remise au consistoire hussite par un prêtre grec nommé Constantinus Angelicus. Le consistoire répondit avec un singulier mélange de reconnaissance et de fierté. Avant de remercier l'église de Constantinople, les hussites rappellent qu'ils doivent tout à Dieu, que la grâce de Dieu les a éclairés, les a ramenés au christianisme primitif, et que dans les jours néfastes où l'Antechrist, après avoir brûlé leurs frères, envoya contre les disciples de l'Évangile des armées innombrables pour les anéantir, ce fut encore Dieu qui combattit à leur tête et chassa l'ennemi du territoire national. Ces nobles paroles ne semblent-elles pas indiquer la prétention de former une église à part, une église ayant son existence distincte, quoique attachée à la communauté universelle, une église chrétienne communiquant d'une façon directe avec celui qui est la voie, la vérité et la vie? Les hussites ne refusaient pas cependant de former alliance avec l'église de Constantinople; on voit par leur réponse qu'ils avaient ouvert le fond de leur cœur à Constantinus Angelicus et l'avaient chargé d'être l'interprète de leurs vœux auprès de l'église d'Orient. Quels étaient ces vœux, et sur quelle base pouvait se conclure l'alliance? Qu'y avait-il de commun entre l'église byzantine et l'église de Bohême, l'une si subtile et si superficielle en même temps, l'autre si naïve et si ardente en sa naïveté? Ces rapports, s'ils se fussent établis, auraient éclairé sans doute d'un jour nouveau toutes les questions encore bien confuses que soulève la réforme de Jean Huss; malheureusement les négociations, à peine ouvertes, furent arrêtées à jamais. C'est le 29 septembre 1452 que le consis-

toire hussite rédigeait sa réponse à l'église grecque; huit mois après, le 23 mai 1453, les Turcs étaient maîtres de Constantinople. Sous le joug d'un conquérant sauvage et fanatique, le patriarche Gennadius avait d'autres problèmes à résoudre, d'autres intérêts à poursuivre que la réunion des hussites à l'église orthodoxe.

George de Podiebrad, on le voit par sa rupture avec le légat et par l'épisode que nous venons de raconter, n'avait donc point réussi à faire avancer d'un seul pas l'insoluble question de l'archevêque de Prague; n'était-ce rien pourtant que d'avoir maintenu le droit de l'église nationale et d'avoir déployé autant de vigueur en face de l'outrage que de modération et de finesse en face de la diplomatie romaine? Quant à la question du roi, George put la mener à bonne fin, grâce à des auxiliaires tout à fait inattendus. L'adversaire des hussites, Ulrich de Rosenberg, occupé jusqu'alors à prolonger l'interrègne pour complaire à l'empereur et mériter son appui, venait de changer de politique, en haine de Podiebrad. Le vieux seigneur, décidément battu par son jeune rival, n'avait plus qu'un moyen de le renverser du pouvoir, de ce pouvoir qui ressemblait à une royauté, c'était d'asseoir sur le trône le vrai roi, le royal enfant, le royal orphelin Ladislas, élevé auprès de l'empereur Frédéric III, et pour ainsi dire captif sous sa jalouse tutelle. Poussé par son intérêt dans un camp hostile à l'empereur, délié d'ailleurs de tout engagement envers le souverain qui avait aidé Podiebrad à prendre la lieutenance du royaume de Bohême, Ulrich de Rosenberg fit alliance avec deux partis puissants qui, à ce moment-là même, pour des motifs très-différents, voulaient arracher Ladislas à la tutelle

de l'empereur. Ladislas n'était pas seulement roi de Bohême, il était roi de Hongrie et duc d'Autriche. Or, les Hongrois, Hunyade en tête, voulaient soustraire Ladislas aux conseils de son tuteur, les Autrichiens le réclamaient aussi, et quand Ulrich de Rosenberg vint se joindre aux deux partis en leur promettant l'appui de la Bohême, ce fut le signal d'une insurrection formidable. Frédéric III, assiégé dans son palais de Wienerisch-Neustadt, est forcé de remettre Ladislas aux mains du comte de Cilly, son parent (4 septembre 1452).

Le jeune roi est conduit à Vienne par les vainqueurs ; Autrichiens, Hongrois, Bohémiens, l'accompagnent triomphalement, et là, tandis que chacun des chefs de parti lui impose certaines conditions pour prix de sa liberté qu'on assure et des couronnes qu'on lui rend, Ulrich de Rosenberg n'a pas de peine à obtenir les conditions les plus défavorables à Podiebrad, à Rokycana, et à tout le parti des hussites. Ainsi, vaincu à Prague, l'adversaire de la révolution prenait sa revanche à Vienne.

Il le croyait du moins; singulière illusion et de courte durée ! Pendant que ces choses se passaient en Autriche, le lieutenant du royaume de Bohême, ramenant à lui les taborites modérés, écrasant dans leur foyer même les fanatiques opiniâtres, puis frappant un dernier coup sur les restes du parti de Rosenberg, demeurait le maître du terrain. La ruine des deux factions extrêmes avait consolidé pour longtemps l'unité de la patrie et de la révolution. Soutenu par tout un peuple, entouré d'une armée victorieuse, la main sur cette couronne dont il était le gardien loyal, George de Podiebrad n'avait qu'à se mon-

trer pour déjouer les intrigues du baron de Rosenberg. A son tour, il fit ses conditions ; il les fit pour lui-même sans doute, car il avait le droit d'être ambitieux, il les fit surtout pour les grands intérêts religieux qu'il représentait dans son pays et qui déjà l'avaient porté si haut. En face de cette loyauté qu'appuyait une telle force, les conseillers de Ladislas virent bien qu'il fallait céder. George continuerait à remplir la charge de lieutenant du royaume jusqu'à la majorité du roi ; le roi reconnaissait les *compactats* du concile de Bâle, il reconnaissait aussi Rokycana comme archevêque de Prague et s'engageait à ne négliger aucune démarche pour le faire instituer par le saint-siége ; il se proclamait roi de Bohême, non pas à titre héréditaire, mais par la libre élection du pays ; enfin, il renonçait à tous les revenus de la couronne échus pendant l'interrègne, et approuvait l'emploi qui en avait été fait soit par les États, soit par le lieutenant du royaume. Ces points une fois réglés, George se rendit en Autriche pour y saluer son souverain. La première entrevue du glorieux chef avec l'enfant eut lieu le 29 avril 1453. Il passa trois jours à Vienne, et pendant ces trois jours ce ne fut plus le lieutenant du royaume, le chef armé de la Bohême, ce fut simplement le premier et le plus loyal des sujets ; il ne quittait pas le jeune prince un seul instant ; chacun était touché de cet empressement à la fois si respectueux et si digne, de ces hommages si complets et qui ne cessaient pas d'être nobles. On dit que l'enfant, un peu réservé d'abord, l'appela bientôt du nom de père.

Quelques mois après (octobre 1453), Ladislas, avec une brillante escorte de princes allemands, était reçu à la frontière de Bohême par George de Podiebrad et l'as-

semblée des états. On ouvrit devant lui les Évangiles. La main sur le saint livre, il jura fidélité aux lois, aux franchises et libertés du royaume ; puis tout le cortége, en grande pompe, se dirigea vers Prague. C'est là que le couronnement eut lieu, selon l'usage national, sur les hauteurs du Hradschin, dans cette merveilleuse cathédrale de Saint-Vite où dorment les Prémysl et les Ottocar.

## V

Ladislas venait d'atteindre sa quatorzième année. On devinait déjà chez l'enfant le brillant jeune homme qui allait devenir un type d'élégance et de noblesse. Il était grand, svelte, et toute sa personne respirait une grâce aristocratique. Des cheveux blonds et bouclés encadraient son visage, où s'épanouissait la fleur de l'adolescence. Ses yeux étincelants attestaient la vivacité de son esprit. Privé bien jeune encore de l'amour de sa mère, l'impératrice Élisabeth, soumis à la tutelle de son oncle, l'empereur Frédéric III, il n'avait pas tardé à soupçonner vaguement les dangers qui l'entouraient. De là un tact, une réserve, une pénétration vraiment extraordinaires à cet âge, de là aussi une application constante à dissimuler ses sentiments, et trop souvent, il faut le dire, une duplicité singulière. Cette défiance précoce, qui semblait avoir tari chez lui la source des affections vives, ne disparut que dans les rapports du jeune souverain avec George de Podiebrad. Certes, nulle ressemblance entre

eux : petit, trapu, robuste, le lieutenant du royaume, qui n'avait que dix-neuf ans de plus que le roi, mais dont la physionomie guerrière était assombrie par tant d'épreuves, offrait un étrange contraste avec la juvénile beauté de Ladislas. Qu'importe? une si loyale franchise illuminait son visage, que l'âme fermée de l'enfant s'ouvrit d'elle-même à ce rayon. Pendant les trois jours que George avait passés à Vienne, Ladislas n'avait cessé de l'appeler son père ; ce fut bien mieux encore à Prague : Podiebrad ne quittait pas le jeune roi, et achevait son éducation tout en gouvernant le royaume. Il était son père, son maître, son ami. Pour l'honneur du souverain comme pour le bien de l'État, il voulait que Ladislas se rendît populaire. La première condition, c'était de parler la langue nationale, et le pupille de Frédéric III ne connaissait que l'allemand. Podiebrad l'entoura de Bohêmes : ses serviteurs, ses maîtres, les officiers et seigneurs de sa cour étaient choisis parmi les Tchèques. Intelligent, avide de savoir, l'esprit ouvert aux lettres et aux arts, Ladislas se prêtait de bonne grâce aux désirs du lieutenant, et c'est ainsi que son éducation, commencée à Vienne sous Æneas-Sylvius Piccolomini, se terminait à Prague sous le chef des hussites.

Une seule chose séparait encore le *père* et le *fils :* c'était la question religieuse. Ladislas était pieux et très-attaché aux formes du culte catholique ; il avait bien des préventions à vaincre pour voir des chrétiens dans les partisans de Jean Huss ; les avertissements d'Æneas-Sylvius, sans parler des vociférations de Jean Capistran, résonnaient toujours à ses oreilles. Podiebrad comptait sur le temps, sur l'étude et l'expérience personnelle du

jeune roi pour dissiper ses scrupules. Il évitait de heurter ses opinions, même il ajournait l'affaire toujours pendante de l'archevêché de Prague, afin de ne pas engager le souverain dans des complications auxquelles sa foi n'était pas préparée. Les amis de Podiebrad, dans leur impatience, ne comprenaient guère ces délicatesses, et l'un d'eux, en plein parlement, ne craignit pas de lui adresser une espèce de sommation avec une extrême violence de langage. Æneas-Sylvius, trompé par sa modération, croyait aussi que son cœur était changé, et ne lui ménageait pas les flatteries pour le ramener complétement à l'obédience de Rome. Les arguments les mieux choisis se mêlaient aux félicitations caressantes dans les lettres du spirituel évêque. « Podiebrad avait fait de grandes choses, disait Æneas-Sylvius, il avait dépassé tout ce qu'on espérait de lui ; un royaume, naguère frappé au cœur, se relevait sous sa main ; la chrétienté, déchirée elle-même par des divisions meurtrières, réclamait un bienfait semblable. Était-ce en face de l'invasion ottomane qu'un héros comme George de Podiebrad pouvait s'opposer à l'unité de l'Église ? » En même temps que l'évêque de Sienne lui tenait si habilement ce noble langage, Capistran, persuadé de son côté que l'heure décisive avait sonné, demandait au roi Ladislas la permission de venir prêcher à Prague.

Podiebrad sut maintenir sa ligne avec une modération inflexible ; il ne se laissa troubler ni par les clameurs des impatients, ni par les flatteries des hommes qui mettaient si bien à profit les calamités publiques. Résolu à marcher contre les Turcs avec l'armée hussite, il ne croyait pas que ses devoirs envers l'Europe le déliassent de ses de-

voirs envers sa patrie. Aux factieux du parlement il disait de sa voix retentissante : « Qui ose douter de ma parole? L'église nationale m'a confié sa cause, c'est à moi de choisir le jour et l'heure pour agir utilement. » Il promettait son épée, mais non pas sa conscience, à Æneas-Sylvius. Quant à Jean Capistran, il lui refusait sans hésiter l'entrée de la ville de Prague. Montrer tant de mesure et de fermeté tout ensemble, déployer l'art d'un politique moderne sur un théâtre où s'agitait la mêlée du moyen âge, n'était-ce pas travailler encore à l'éducation du jeune roi?

Maintes questions de détail qui intéressaient l'intégrité du territoire, maintes querelles avec les états de Silésie, avec le duc de Saxe, le duc de Luxembourg, le margrave de Brandebourg, furent aussi pour Podiebrad une occasion d'initier Ladislas aux affaires de la Bohême, et de le faire apparaître en roi au peuple tchèque. Le grand intérêt cependant qui domine tous les autres, c'est la lutte contre l'invasion ottomane. L'année même où Ladislas avait été couronné à Prague, le jeune sultan Mahomet II s'était emparé de Constantinople. L'Europe était consternée. Les deux pouvoirs qui représentaient l'unité européenne au moyen âge, l'empereur et le pape, n'étaient guère en mesure de répondre aux exigences de leur tâche. Le pape, Nicolas V, était un vieillard infirme qui sentait déjà les approches de l'heure suprême ; Frédéric III, en apprenant la ruine de l'empire grec, s'enferma dans son palais, pleura, pria, fit pénitence, mais ce fut tout ce qu'il put faire pour secourir la chrétienté. L'empire entre ses mains n'était qu'un pouvoir nominal, et il n'avait pas l'énergie nécessaire pour tirer de cette

situation amoindrie les ressources qu'elle renfermait encore. Toujours en querelle avec ses vassaux et occupé sans cesse à les tromper, il profitait trop bien des divisions de l'Allemagne pour souhaiter ardemment la vigoureuse union de toutes ses forces. L'idée seule d'une croisade effrayait sa politique de petites ruses et de misérables calculs. A vrai dire, tous les souverains de l'Allemagne pensaient de même ; jamais les rivalités des princes dans une féodalité abâtardie ne produisirent un égoïsme plus lâche. Un seul État, dans ce désarroi général, était décidé à une lutte à mort contre les conquérants de la Grèce : c'était l'empire de Ladislas, avec ses Bohêmes et ses Hongrois. Dès le mois de janvier 1454, pendant que Rome, par la voix de Nicolas V, pousse quelques clameurs inutiles, pendant que l'Allemagne délibère dans ses diètes souveraines, avec l'intention de ne rien faire, la diète hongroise d'Ofen ordonne à tout ce qui possède un pouce de terre de se ranger sous la bannière de la croix. Le clergé même, prêtres et prélats, est appelé aux armes et répond à l'appel. Aussi, quelques mois après, Mahomet ayant pénétré en Serbie, Hunyade s'élance à la tête d'une armée enthousiaste, passe deux fois le Danube, atteint l'ennemi à Krouschevatz, l'enfonce, l'écrase, et du premier coup le met hors d'état de tenir la campagne pour toute l'année.

A côté des sujets de Ladislas, il y a deux hommes d'un autre pays qui ont joué un grand rôle dans cette lutte : ce sont ces deux personnages que nous avons rencontrés déjà sur le théâtre des affaires de Bohême et dans des circonstances bien différentes, Æneas-Sylvius et Jean Capistran. Si Nicolas V se décide à convoquer la chrétienté

au secours de l'Europe orientale, c'est Sylvius qui par ses exhortations et ses reproches a réveillé le vieux pontife; c'est lui encore qui secoue la torpeur de Frédéric III et qui harcèle princes et peuples d'Allemagne. Il prend la place des pouvoirs qui abdiquent; on dirait qu'il est le pape et l'empereur. Jean Capistran est près de lui à la diète de Francfort, à l'assemblée de Neustadt. Les passions qui l'animent cette fois sont de généreuses passions. N'est-ce pas un noble spectacle de voir le fougueux ennemi de Podiebrad applaudir avec transport aux paroles du chef des hussites, quand celui-ci se déclare prêt à marcher contre les Turcs avec toutes les forces de la Bohême, si les princes allemands ses voisins promettent de ne pas inquiéter ses frontières?

Ainsi, devant le danger qui menace la civilisation chrétienne, les dissidences religieuses disparaissent, et les légats de la cour de Rome marchent sous la même bannière que les soldats de Jean Huss. Malheureusement l'Allemagne catholique n'est guère disposée à les suivre. Les parlements se succèdent et ne concluent rien. « Ces diètes allemandes ne sont jamais stériles, disait Æneas Sylvius avec son fin sourire; chacune d'elles en enfante une autre. » Cela dura ainsi plus de deux années. Podiebrad veut se porter sur le Danube; mais, engagé dans des querelles sans fin avec les princes qui disputent à Ladislas tel ou tel morceau de ses frontières, avec les seigneurs féodaux qui essayent de lui enlever la confiance du roi, avec l'empereur lui-même, qui ourdit contre son neveu de misérables intrigues, il est forcé d'ajourner ses projets. C'est encore Hunyade, plus libre dans sa Hongrie où ne bat qu'un seul cœur, c'est l'héroïque Hunyade

qui va supporter le poids de l'invasion et sauver le monde chrétien. Il s'était jeté dans Belgrade pour en faire le boulevard de l'Europe[1]; Capistran, avec des bandes de Polonais, d'Allemands, de Bohêmes, de Serbes, vraie croisade populaire qu'enflammait son exemple, était venu l'y retrouver. Mahomet ne tarda pas à envelopper la ville; sa flotte commençait déjà l'attaque du côté du Danube et de la Save, tandis qu'une immense multitude, maîtresse des abords, se préparait à monter à l'assaut. L'armée d'Hunyade et les bandes de Capistran rivalisèrent d'audace et d'énergie. Chefs et soldats, bourgeois et moines, chacun fit des miracles. Ce furent les bourgeois de Belgrade qui détruisirent la flotte dans le combat naval du 14 juillet 1454, et lorsque toute l'armée turque, s'ébranlant à la fois dans la nuit du 21 au 22, attaqua les remparts de la ville, qui sait si les chrétiens n'eussent pas succombé sous ce formidable choc sans l'enthousiasme de Capistran, qui se portait de tous côtés, soutenant les uns, ramenant les autres, enfin, comme dit un chroniqueur, forçant les morts eux-mêmes à recommencer le combat? Belgrade fut sauvée et l'armée de Mahomet anéantie. Qui avait remporté la victoire, Hunyade ou Capistran? Tous deux ensemble; tous deux aussi eurent ce même destin de ne pas survivre à leur triomphe. Quelques semaines après, le 11 août, Hunyade

1. Il y avait une vingtaine d'années que les Serbes, déjà soumis aux Turcs, avaient livré Belgrade aux Hongrois, espérant par là se ménager un appui contre leurs oppresseurs. Cette remise de Belgrade aux Hongrois eut lieu vers 1433, sous le vieux George Brankovitch, un des derniers successeurs du prince Lazare. Belgrade resta près d'un siècle aux mains des Hongrois. Les Turcs s'en emparèrent en 1521.

était emporté par la peste, et Capistran ne tardait pas à le suivre; le fougueux évêque napolitain mourut le 23 octobre dans la petite ville d'Ilok, où Ladislas alla deux fois le visiter sur son lit d'agonie.

L'année de cette héroïque victoire, trois mois après la mort de Hunyade et dans la ville même qu'il avait illustrée, eut lieu une tragédie qui ne montre pas seulement l'attitude si différente de la Hongrie et de la Bohême en face du roi Ladislas, mais qui peut expliquer aussi le rôle qu'elles ont joué l'une et l'autre dans les révolutions de nos jours. Tandis que George de Podiebrad gouvernait la Bohême sans séparer les intérêts du roi de ceux de la nation hussite, Hunyade avait toujours gardé soit envers le jeune héritier du trône, soit envers son tuteur Frédéric III, cette défiance altière qui est propre à l'aristocratie magyare. Ladislas ne régnait que de nom dans son royaume de Hongrie; le pouvoir était aux mains du glorieux vainqueur des Turcs. Livrer à Ladislas les châteaux et les villes qu'il réclamait sans cesse, c'eût été les livrer aux conseillers du jeune roi, et le conseiller de Ladislas pour les affaires de Hongrie était le comte de Cilly, prince de la maison d'Autriche, l'un des plus violents ennemis de Hunyade. Ladislas avait bien essayé de réconcilier Hunyade et Cilly, il avait même obtenu que Cilly promît sa fille en mariage au fils aîné d'Hunyade; mais en dépit des efforts du roi, et malgré ces solennelles fiançailles, les haines persistaient toujours entre les deux maisons : le vainqueur de Belgrade, jusqu'à la dernière heure, avait refusé de livrer les places qui assuraient sa puissance, attendant que le roi fût majeur et capable d'agir avec une liberté entière.

Hunyade mort, son fils aîné voulut prendre le commandement et suivre la même politique. Il s'engagea pourtant, sur les instances plus pressantes du roi Ladislas, à lui rendre tous ses châteaux, y compris la forteresse de Belgrade, dans un délai fixé. Le comte de Cilly espérait-il hâter la reddition de Belgrade? Le roi voulait-il, sans arrière-pensée, exécuter enfin un projet formé depuis si longtemps et paraître avec son armée sur la frontière ottomane? On ne saurait le dire; ce qui est certain, c'est qu'il descendit le Danube avec une flotte de cent trois navires, qu'il arriva le 8 novembre à Belgrade, et y fut salué sur le rivage par les acclamations des Hongrois. Son armée, forte de quarante-quatre mille hommes, tant soldats que croisés, resta sur les navires; pour lui, confiant dans la soumission de Hunyade, il se dirigea vers la forteresse avec un petit nombre de seigneurs tchèques et allemands.

Il entre, mais aussitôt la porte est refermée derrière lui; en même temps on ordonne aux seigneurs de déposer leurs armes, et quiconque s'y refuse est renvoyé. C'est une ancienne coutume, une coutume inflexible, disait-on au jeune roi; nul homme étranger à la garnison ne peut entrer armé dans la forteresse. Le lendemain matin, le comte de Cilly, qui venait d'entendre la messe, est invité à une conférence dans le château fort avec le comte Hunyade. Il hésite quelque temps, puis finit par s'y rendre, une cotte de mailles cachée sous son pourpoint. On n'admet avec lui que deux seigneurs de sa suite, un jeune Tchèque de seize ans et le comte Frangipan, à qui par mégarde on avait laissé son épée. Dès les premiers mots que lui adresse Hunyade, à l'accent de

sa voix, à l'attitude des gens qui l'entourent, Cilly comprend qu'il est attiré dans un guet-apens. Il ne lui reste qu'une chance, c'est d'attaquer le premier. Il saisit l'épée de son compagnon, blesse Hunyade et trois de ses chevaliers; mais, accablé par le nombre, il tombe percé de coups : il était mort déjà quand un des Hongrois lui trancha la tête d'un coup de hache. Le roi, enfermé dans des appartements particuliers, entendit le bruit des armes et les cris des combattants; on lui dit qu'une dispute avait éclaté entre le comte de Cilly et le comte Hunyade, et que Cilly, ayant frappé le premier, venait d'expier son crime. Le roi n'avait rien à craindre, ajoutaient les Magyars; délivré de l'homme qui prétendait le dominer, délivré de cet ambitieux et de ce traître, il allait régner enfin, et tous les Hongrois s'empresseraient de lui obéir. Ladislas, à dix-sept ans, était aussi dissimulé qu'un vieux cardinal italien; il feignit d'approuver ce qui s'était passé, il affecta du moins la plus complète indifférence; apprenant même que ses troupes voulaient attaquer la forteresse pour le délivrer, il leur fit dire par ses barons qu'il n'avait besoin d'aucun secours; d'ailleurs la croisade était différée jusqu'à l'année suivante, l'approche de l'hiver et l'absence des renforts attendus d'Allemagne rendaient l'entreprise impossible, tous les croisés étaient libres de regagner leurs foyers. Est-il nécessaire d'ajouter que Ladislas n'avait pas amené tant de braves gens à Belgrade pour les congédier dès le lendemain? Cette décision lui avait été dictée par les Hongrois; mais le jeune prince s'y prêta de si bonne grâce, que tous y furent pris, amis et adversaires.

Quelques mois après, Ladislas était à Ofen, dans la for-

teresse, assuré de l'appui des principaux chefs magyars, et il y proclamait sa majorité. Un jour, le 14 mars 1455, après un tournoi auquel assistaient les deux fils de Jean Hunyade, il prend l'aîné par le bras, cause familièrement avec lui, et le conduit jusqu'en ses appartements, où, changeant tout à coup de ton, il le fait arrêter. Jugé et condamné comme meurtrier du comte de Cilly, le fils du héros de Belgrade fut décapité le lendemain. « C'était, dit Æneas-Sylvius, un jeune homme de vingt-quatre ans, beau, noble, avec de longs cheveux blonds qui tombaient sur ses épaules à la manière hongroise. Les mains liées derrière le dos, couvert d'un manteau de brocart d'or, il fut conduit sur la place du supplice. Il marchait gaiement à la mort, sans peur, sans angoisses, la tête haute, les regards librement dirigés sur la foule. » Arrivé à l'endroit fatal, il prononça quelques paroles, prit Dieu à témoin de son innocence, et s'agenouilla sous la hache. Le bourreau était si troublé, qu'il fut obligé de frapper quatre fois avant que la tête roulât sur l'échafaud.

Bien que ces scènes horribles ne fussent pas rares dans la tragique mêlée du moyen âge, bien que le théâtre de la politique y ait été trop souvent ensanglanté par le meurtre et déshonoré par la ruse, l'exécution du fils aîné de Jean Hunyade produisit la plus sinistre impression dans tous les états de Ladislas. On oublia le guet-apens tendu au comte de Cilly, et l'on ne vit plus que le coupable devenu victime à son tour. George de Podiebrad, séparé de Hunyade par tant de haines de race et d'intérêts contraires, n'en ressentit pas moins vivement la douleur publique en pensant à son maître. Quoi! une

dissimulation si profonde chez un prince à peine sorti de l'enfance! Podiebrad était trop franc pour cacher ce qu'il pensait, et comme il en résulta une froideur marquée entre le roi et le lieutenant du royaume, les ennemis du chef des hussites voulurent profiter de l'occasion pour le perdre. Le bruit se répandit qu'une correspondance de Podiebrad trouvée parmi les papiers des Hunyade révélait chez lui des projets de rébellion contre le roi. Podiebrad évoqua lui-même l'affaire, non-seulement devant les états réunis à Prague au mois de juin 1455, mais dans le conseil de Ladislas. Les états répondirent en promettant de châtier les calomniateurs, et Ladislas, qui se trouvait alors à Vienne, où il avait emmené captif le plus jeune fils du héros de Belgrade, Mathias Corvin, écrivit au lieutenant du royaume de Bohême pour lui dire qu'il avait toute confiance dans la loyauté de ses services.

Attribuer la même politique à George de Podiebrad et aux Hunyade, c'était méconnaître en effet et le caractère particulier du chef des hussites et l'esprit général de la Bohême. Nulle ressemblance entre les Tchèques et les Magyars : la Hongrie est fière, aristocratique, impatiente du joug étranger, et alors même qu'elle fait ses conditions à celui qui porte chez elle la couronne de saint Étienne, elle est toujours défiante envers le souverain, quand le souverain n'est pas sorti de ses rangs. La Bohême a ses traditions très-hardies, son esprit national très-fidèle au passé, ses croyances religieuses naïvement et obstinément téméraires; mais elle tient à ses rois, à ceux que lui ont donnés les complications de l'histoire comme à ceux qui représentent les plus antiques souve-

nirs de la patrie; elle y tient au point d'en être jalouse, et si son roi, comme Ladislas le Posthume, règne à la fois sur trois peuples différents, le souci qui la tourmente est que ce roi ne lui appartienne pas tout entier, qu'il subisse d'autres influences que les siennes, qu'il réside trop souvent dans une capitale étrangère. La Hongrie, sous Jean Hunyade et ses fils, tenait fort peu à la présence de Ladislas; la Bohême, sous George de Podiebrad, se plaignait de ne pas voir le roi dans son château de Prague, car elle ne demandait à la royauté que le bienfait général de l'ordre, l'unité du pays, le couronnement de l'État, et elle se sentait assez forte pour imposer à cette royauté, quelle qu'elle fût, le respect des franchises nationales. La Bohême, à l'heure de son plus audacieux développement, était donc fidèle à son esprit distinct en même temps qu'elle était dévouée au monarque. N'est-ce pas ainsi que nous avons vu récemment le pays des hussites, en 1848, défendre la monarchie des Habsbourg? N'est-ce pas ainsi que les descendants de Podiebrad, sous le commandement de Jellachich, combattaient les descendants des Hunyade? L'Autriche était pour eux le lien d'une grande fédération, comme le roi était pour leurs ancêtres le lien de la société bohémienne : voilà pourquoi ils protégeaient l'empire sans cesser de réclamer leur vieille autonomie. Dans ces douloureuses et funestes complications, l'esprit des Tchèques du quinzième siècle animait encore instinctivement les Tchèques du dix-neuvième.

Les circonstances toutefois sont bien changées. Entre Bohémiens et Magyars, grâce à Dieu, les vieilles haines ont disparu. Qui sait si les Tchèques de nos jours, après

tant d'espérances trompées, persisteraient dans leur ancienne conduite?

Au quinzième siècle, la grande préoccupation de George de Podiebrad est de consolider en Bohême la royauté de Ladislas. A la suite de ces tragédies hongroises que nous racontions tout à l'heure, Ladislas est allé s'installer à Vienne et ne paraît pas disposé à en sortir. On dirait qu'il craint la Bohême comme il craignait la Hongrie. Il est probable que les adversaires des hussites entretenaient chez lui ces sentiments. Podiebrad est obligé de négocier pour arracher le jeune roi à ses conseillers autrichiens aussi activement qu'on négociait naguère pour le soustraire à la tutelle de Frédéric III. Enfin, le 19 septembre 1457, Ladislas quitte Vienne, et dix jours après il arrive dans sa capitale de Prague, où il est reçu avec tous les témoignages d'une joie enthousiaste.

## VI

Ladislas était majeur et songeait à se marier. Est-ce un des seigneurs de sa cour de Vienne, est-ce George de Podiebrad qui lui suggéra la pensée de demander la fille du roi de France? On ne sait; mais un des premiers soins du jeune prince, dès son retour à Prague, fut d'envoyer à Charles VII une brillante ambassade de seigneurs, de dames et de demoiselles, chargée de lui ramener sa fiancée, madame Madeleine, âgée de quinze ans. S'il faut en croire nos vieux chroniqueurs, ce serait Charles VII lui-

même qui aurait souhaité cette alliance pour organiser plus sûrement une expédition contre les Turcs[1]. Quoi qu'il en soit, l'ambassade, composée des plus grands seigneurs de la Bohême, arriva dans la ville de Tours, où le roi résidait alors, le jour de Noël 1457. Le cortége se composait de sept cents hommes à cheval et de vingt-six voitures magnifiquement dorées, sans compter les chariots. La foule émerveillée se pressait sur le passage des envoyés de la Bohême. Ces cavaliers si fièrement en selle, ces archevêques, ces évêques, ces dignitaires d'un royaume lointain, ces nobles dames aux parures orientales, c'était comme une apparition d'un monde inconnu. Toute la noblesse de France était allée à leur rencontre à quelques lieues de Tours, et le double cortége avait fait son entrée dans la ville au bruit joyeux des cloches sonnant à pleine volée. Admis le jour même auprès de la reine et de sa fille, les seigneurs et les dames avaient déjà déployé aux yeux de la jeune fiancée les présents de Ladislas, tissus d'Orient, étoffes brodées d'argent et d'or, pierreries des mines de Bohême; enfin tout était joie, espérance, ivresse naïve, lorsque le lendemain 26 décembre une nouvelle inattendue changea en un deuil subit l'allégresse des deux peuples : le roi Ladislas, dans la fleur de la première jeunesse, venait de mourir à Prague.

Charles VII fit célébrer un service funèbre pour l'âme du roi de Bohême dans l'église métropolitaine de Tours,

1. Voir l'*Histoire de Charles VII, roi de France*, par Jean Chartier, sous-chantre de Saint-Denys, Jacques le Bouvier, Mathieu de Coucy et autres auteurs du temps; Paris, 1661, in-folio.

un service vraiment royal, dit Jean Chartier, « tant en sonnerie, luminaire de torches et de cierges qu'autres choses, comme à un tel prince convenoit et appartenoit. » L'ambassade resta encore plusieurs jours à la cour de France, et quand elle prit congé, le 30 décembre, on ne vit pas seulement pleurer la reine et la jeune fiancée devenue veuve avant l'âge; il n'était personne qui pût retenir ses larmes.

Les hôtes du roi furent escortés par une troupe de seigneurs pendant leur voyage à travers la France. Toutes les villes avaient reçu l'ordre de leur préparer un accueil magnifique. Ils voulurent connaître Paris, qu'ils n'avaient pas encore vu, s'étant dirigés en droite ligne vers la Touraine. Ils y furent traités selon le vœu du roi, et prirent le plaisir le plus vif à examiner longuement les richesses de la ville, à visiter les monuments, les églises, le trésor de Notre-Dame, les reliques de la Sainte-Chapelle, les écoles et les bibliothèques. L'Université, si fameuse dans toute l'Europe chrétienne, était un des principaux objets de leur curiosité. On les conduisit ensuite à Saint-Denis pour leur montrer l'antique abbaye et les sépultures royales. Tandis qu'ils admiraient tant de choses si nouvelles pour eux, ils étaient eux-mêmes un spectacle pour la ville. Ils étaient logés, les uns dans la Cité, les autres sur la rive gauche de la Seine, rue Saint-Jacques, aux alentours de la montagne Sainte-Geneviève; Jean Chartier raconte que leurs chariots, barricadés et défendus comme des forteresses, campaient nuit et jour dans les rues. On était surpris, dit le vieux chroniqueur, de voir « aucuns de leurs chariots demeurant tout chargés de leurs biens, emmy les rues par chaque

nuit, en plusieurs lieux, tant qu'ils demeurèrent à Paris; et y avoit des gens établis à coucher dessus, tous enchaînés de grosses chaînes, quelque froidure qu'il fît, qui étoit lors bien excessive; et étoient ces chaînes fermées à serrures et à clés que l'un des gouverneurs emportoit le soir, quand il s'en alloit coucher. » C'est ainsi que les seigneurs voyageaient en Bohême pendant les guerres civiles, et il paraît que ces habitudes n'avaient pas encore disparu sous Podiebrad et Ladislas. Le campement de l'ambassade bohémienne au milieu des rues de Paris n'est-il pas une vive et pittoresque image de la longue anarchie que nous avons décrite?

Que s'était-il passé à Prague depuis que l'ambassade avait pris la route de la France? De grands préparatifs se faisaient pour la célébration des noces royales. L'empereur et l'impératrice avaient promis d'y assister; les ducs de Saxe, de Bavière, de Silésie, le margrave de Brandebourg et bien d'autres princes de l'Empire devaient aussi prendre part à la fête. Ils ne venaient pas seulement honorer de leur présence le mariage du roi de Bohême et de Madeleine de France, ils voulaient arrêter une convention définitive pour la défense de l'Europe contre les Turcs. L'alliance de Ladislas et de Charles VII était le signal d'une période nouvelle : de grandes choses, disait-on, allaient sortir de cette réunion de Prague; mais bientôt des signes funestes commencèrent à troubler les imaginations : deux comètes, une grande et une petite, avaient paru dans le ciel, et quand Ladislas les vit, disent les vieux annalistes, effrayé de ce mauvais présage, il pria Dieu de lui pardonner ses fautes. Ce n'est pas tout : les lions enfermés dans le jardin du château de Prague se

mirent à pousser des rugissements extraordinaires, des rugissements effroyables et plaintifs, qui ne cessèrent pas durant plusieurs jours, et frappèrent la ville de terreur. Le 20 novembre, le roi, qui venait de tenir sur les fonts baptismaux l'enfant du burgrave de la ville, se plaignit de vives douleurs de tête en rentrant au château. Le lendemain, une éruption se produisit sur son corps, et, bien qu'il voulût cacher ce symptôme par une fausse honte, il fit appeler ses médecins. L'un d'eux, lui ayant tâté le pouls, s'empressa de le rassurer : « Ce n'est rien, sire roi, il n'y a ici aucun péril ; » mais l'autre, après un examen plus attentif, lui dit : « Sire roi, tu es très-malade, » et lui fit prendre une boisson destinée à provoquer la sueur. Voyant ses médecins si peu d'accord, Ladislas ne s'effraya point et voulut assister ce jour-là même à une séance de son conseil. « Hélas! le gentil seigneur, on ne le vit pas une seule fois sourire comme il avoit coutume, » dit le vieil annaliste; son attitude était silencieuse et morne. Le soir encore, soupant avec ses conseillers, il était sombre et ne dit pas un mot. Le mal augmenta pendant la nuit, et le 22 au matin toute la ville apprit subitement que le roi était en danger de mort.

Ce fut une impression de stupeur. Podiebrad accourut, et comme il exhortait le roi à ne pas s'abandonner, à rassembler ses forces et son courage : « Mon cher George, lui dit le mourant, voilà bien des années que je connais ton cœur loyal et magnanime. C'est toi qui as fait que le peuple de Bohême m'a donné la couronne. J'espérais exercer longtemps dans ce pays ce souverain pouvoir que tu m'y as préparé; mais Dieu en a décidé

autrement. Je sens que je meurs. Le royaume va être dans tes mains. J'ai deux demandes à te faire, mon cher George : je te prie d'abord de chercher à maintenir la paix parmi les peuples que j'abandonne à eux-mêmes, d'être un gouverneur loyal pour ce royaume, un juge équitable pour les veuves, les orphelins, les pauvres, et d'étendre sur eux ta main protectrice. Voici maintenant ma seconde demande : fais en sorte, je t'en prie, que tous ceux qui m'ont accompagné en Bohême, venant d'Autriche ou d'autres pays, puissent retourner chez eux sans éprouver aucun dommage, sans être exposés à aucun péril. C'est le dernier bienfait que je réclame de toi. Ne me le refuse pas. » George répondit que c'étaient là des pensées bien prématurées; le roi, disait-il, sera bientôt guéri et gouvernera son royaume à sa guise. Il le conjurait enfin de ne plus parler de choses si douloureuses pour ses amis, et qui devaient lui faire grand mal à lui-même. Le roi lui prit la main et dit : « Promets-moi de faire ce que je t'ai demandé; oh! je sens bien que je vais mourir. Si tu accomplis mes ordres, j'invoquerai pour toi la grâce de Dieu, car ma vie n'a pas été tellement mauvaise que l'entrée du royaume du ciel me soit refusée. Je quitte les biens de la terre pour ceux du paradis. Ainsi, que mes prières et mes vœux te soient sacrés! »

Podiebrad, éclatant en sanglots, promit au roi que tous ses ordres seraient religieusement accomplis. On amena les prêtres au lit du mourant, qui reçut avec grande dévotion les sacrements de l'Église. L'agonie se prolongea doucement jusqu'au lendemain. Vers le soir, se sentant plus faible, Ladislas se fit présenter un crucifix

avec des cierges allumés, et, les regards attachés sur l'image du Christ, il récita d'une voix mourante la prière que le Sauveur a enseignée aux hommes. Au moment où il disait : *Délivrez-nous du mal !* son souffle s'éteignit avec le dernier mot. C'était le mercredi 23 novembre 1457, quelques minutes avant le coucher du soleil.

Comment dire la stupeur dont la Bohême fut frappée? Après tant d'efforts pour mettre fin à une effroyable anarchie, tout était remis en cause. L'Europe orientale fut comme atteinte au cœur. Excepté Charles VII, enfin délivré des Anglais, il n'y avait pas dans la chrétienté un monarque plus puissant que Ladislas. Avec les États dont il était le roi et ceux qui le reconnaissaient pour suzerain, son empire allait bientôt s'étendre de la mer Baltique à la Méditerranée. Il y avait au sein de la féodalité allemande deux pouvoirs qui dominaient tous les autres, l'empereur et le roi. Or, l'empereur s'effaçait de jour en jour, le roi grandissait au contraire; il tenait trois royaumes rassemblés sous sa main, et la Bohême, fière de l'avoir pour chef, voyait déjà un nouvel empire se substituer à l'empire germanique, un empire dont les Slaves formeraient le centre, comme sous le roi de Bohême Charles IV. Ceux-là même qui n'aimaient pas le roi ne pouvaient s'empêcher de compatir à un si grand malheur. Ce nouvel exemple du néant de l'homme et de la fragilité des grandeurs d'ici-bas parlait aux imaginations avec une terrible éloquence. Que de péripéties tragiques on avait traversées avant que cet orphelin recouvrât son triple héritage ! Il le possédait enfin ; il tenait avec son triple sceptre l'épée de la Bohême, de la Hongrie et de l'Autriche; il avait dix-huit ans, et devant lui le long

espoir; il allait épouser la fille du roi de France; tous les princes d'Allemagne, l'empereur et l'impératrice à leur tête, se réunissaient déjà pour lui rendre hommage! Quel début d'un grand règne! quelle révolution peut-être dans les destinées d'une partie du monde chrétien! Un vent empesté, venu d'Asie, souffle tout à coup sur l'Europe orientale; l'ange noir dont parlent les chroniqueurs, l'ange noir des grandes épidémies du moyen âge, touche du bout de son aile cette jeune tête à chevelure d'or, et tout s'écroule aussitôt : présent, avenir, tout s'est évanoui comme un songe.

C'était la peste en effet qui venait de frapper Ladislas, la peste qui avait ravagé la Bohême quelques années auparavant, et qui sévissait encore en Pologne, en Hongrie, la peste qui, l'année précédente, avait emporté le grand Hunyade : le jeune roi fut une de ses dernières victimes. Au milieu de la désolation publique, des bruits sinistres se répandirent. C'étaient les Bohémiens, disaient les Allemands, c'étaient les Tchèques, les partisans de Jean Huss, qui avaient empoisonné le roi, et ces accusations remontaient jusqu'à George de Podiebrad, le premier en Bohême après Ladislas, le seul homme qui pût lui succéder dans le pays des hussites. Ces calomnies, si absurdes qu'elles soient, ont un intérêt historique; elles montrent combien les haines de races étaient alors violentes et aveugles. Quant aux écrivains routiniers qui les répètent aujourd'hui, ils prouvent qu'ils connaissent bien peu l'état de l'Europe orientale au quinzième siècle. Si Ladislas fut pleuré en Autriche, il ne le fut pas moins des peuples de la Bohême. La ville de Prague lui fit de splendides et touchantes funérailles. « Au premier rang,

dit un témoin, marchaient toutes les confréries d'ouvriers, chacun d'eux portant une torche enflammée, puis les clercs, puis les moines, puis l'université tout entière; on voyait ensuite douze chevaux, les chevaux du roi, tout caparaçonnés de noir, et conduits par des écuyers; puis venaient le clergé en grand costume, l'archevêque hussite Rokycana avec ses ornements de deuil, tous les chevaliers du roi vêtus de noir, et, comme les moines, tenant chacun un cierge. Après eux s'avançait le cercueil, sous un baldaquin. Les seigneurs du conseil le portèrent du palais jusqu'au pont de la Moldau, et les chevaliers depuis le pont de la Moldau jusqu'à la forteresse. Le cercueil était ouvert; chacun pouvait voir une dernière fois ce beau visage dont la grâce était rehaussée par la majesté du trépas. A droite, à gauche, à la suite du cercueil, marchaient les seigneurs de Bohême et d'Autriche. Derrière eux enfin se pressait le peuple, une foule immense, confuse, hommes, femmes, enfants, vieillards, toute la population de Prague, et c'est là surtout qu'on entendait éclater les sanglots. Il n'y avait pas eu plus de lamentations dans la ville le jour où le grand Bohême, l'empereur d'Allemagne Charles IV, était descendu aux caveaux de Saint-Vite. A l'entrée de la forteresse, le chapitre de la cathédrale, assisté du clergé, reçut le corps des mains des chevaliers, et le porta, au milieu des chants de deuil, dans l'antique sépulture des rois de Bohême. Alors l'archevêque hussite, Rokycana, s'avançant au bord de la fosse, voulut prononcer une sorte d'oraison funèbre; mais le chapitre, composé de catholiques, lui contesta le droit de parler. C'était la grande querelle qui reparaissait toujours. Était-ce donc sur la tombe de ce jeune

homme qu'il convenait de poursuivre la lutte? L'archevêque garda le silence; il savait bien que la meilleure harangue en ce moment, c'était l'attitude modérée des hussites et la douleur de tout un peuple. La cérémonie terminée, quand George de Podiebrad, selon la vieille coutume, brisa devant le cercueil le sceau, les insignes et la bannière de Ladislas, il sembla que la mort venait de le frapper une seconde fois. Tous les yeux se mouillèrent de larmes, et les sanglots redoublèrent.

Le roi est mort, vive le roi! disait-on dans l'ancienne France. Les difficultés ne pouvaient se dénouer si vite dans cette Bohême, accoutumée de tout temps aux tumultueux interrègnes. Dès qu'on apprit la mort de Ladislas, des prétendants au trône se levèrent de tous côtés. C'étaient d'abord les princes de la maison d'Autriche, l'empereur Frédéric III, son frère le duc Albert, Sigismond, duc de Tyrol; puis les deux beaux-frères de Ladislas, Guillaume, duc de Saxe, et Casimir, roi de Pologne; puis des princes de l'Empire, Frédéric, électeur de Brandebourg, son frère le margrave Achille, et Albert, duc de Bavière; enfin deux compétiteurs tout à fait inattendus, le second fils du grand Hunyade, Mathias Corvin, et le roi de France Charles VII. Ceux-ci invoquaient des droits de parenté, ceux-là des conventions secrètes, des arrangements de territoire, comme il s'en faisait si souvent dans les obscurs conflits de la féodalité germanique; les autres, sans droits, sans titres, intervenaient en vue de l'intérêt commun, se mettant au service de l'Europe orientale, et, par elle, de la chrétienté tout entière. Il y avait aussi un prétendant qui n'avait pas à révéler ses titres; les échos répétaient son nom d'un

bout de la Bohême à l'autre. Est-il besoin de faire apparaître, au milieu du tumulte, sa calme et grande figure? Elle domine déjà tout ce tableau. C'était l'homme à qui Ladislas avait dit : « Mon cher George, ce royaume est dans tes mains. » George de Podiebrad continuait de gouverner l'état avec la douceur et l'impartialité qui conviennent à la force. Il laissait toutes les compétitions se produire. Le choix des états devant donner un roi à la Bohême, il avait confiance dans les représentants de la nation, et tenait plus que personne à la liberté du vote. Il ne fallait pas que cette consécration, son meilleur titre, pût lui être contestée dans l'avenir.

L'assemblée des états ouvrit ses séances dans l'hôtel de ville de Prague le 27 février 1458. Trois jours furent employés à écouter les orateurs des princes qui aspiraient au trône des Ottocar. On remarqua surtout le discours de l'ambassadeur de Charles VII. Le roi de France demandait la couronne de Bohême pour son second fils, et s'engageait à payer toutes les dettes contractées par l'État sous le coup de la guerre civile; le jeune prince n'ayant encore que douze ans, la lieutenance du royaume continuerait d'appartenir pendant quatre années à George de Podiebrad, après quoi, le fils de Charles VII partirait pour la Bohême avec un trésor digne d'un roi. Ces offres d'argent faites à un peuple épuisé, le prestige toujours si grand du nom de la France, émurent beaucoup d'esprits au sein du parlement; mais le lendemain, quand la nouvelle se fut répandue dans la ville, l'agitation fut si vive qu'on craignit une émeute. La patrie, elle aussi, ne devait-elle pas avoir ses orateurs? Le cri du peuple fut entendu. Le 2 mars, tous les envoyés

des princes ayant terminé leur mission, l'assemblée dut accomplir la sienne. Une foule immense, pressée devant l'hôtel de ville et dans les rues environnantes, attendait impatiemment le résultat du vote. La séance ouverte, on fit d'abord la prière, selon l'usage national, pour invoquer l'assistance du Saint des saints. Le plus haut personnage du parlement, le burgrave de Prague, Zdének de Sternberg, avait à opiner le premier. Au lieu de prononcer simplement un nom, il s'approcha du lieutenant du royaume, mit un genou en terre, et dit d'une voix émue : « Vive George, notre gracieux roi et seigneur ! » On eût dit alors que l'assemblée n'avait qu'une seule âme ; tous plièrent le genou, et ce même cri, répété aussi dans les escaliers, dans les cours, sur la place, de rue en rue, éclata, comme la voix de la patrie, par toute la ville de Prague : « Vive George de Podiebrad, roi de Bohême ! »

# LIVRE DEUXIÈME

## LA LUTTE DU ROI DE BOHÊME ET DU SAINT-SIÉGE.

La Bohême avait élu son roi; ce n'était que la moitié de sa tâche. Ce roi, désigné aux vœux de la patrie par de si sérieux et de si éclatants services, était sorti des rangs du peuple. On l'avait préféré aux parents du souverain qui venait de mourir, à l'empereur, au roi de Pologne, au duc de Saxe, aux électeurs et aux margraves, à toute cette féodalité germanique aussi avide que hautaine; il fallait maintenant lui assurer sa place au sein de la hiérarchie impériale. Les états de Bohême et le nouveau roi s'empressèrent de notifier l'élection aux princes de l'empire. Si la joie était vive dans la plus grande partie de la Bohême, les nouvelles de Prague excitèrent un sentiment bien opposé dans les cours allemandes. Excepté Mathias Corvin, chacun se sentit blessé. L'empereur, selon sa coutume, affecta une parfaite indifférence; mais le duc d'Autriche, son frère, incapable de contenir sa fureur, se vengea immédiatement sur les amis de George Podiebrad, qui se trouvaient à la portée de ses coups. Podiebrad avait des alliés en Autriche; ils furent arrê-

tés et jetés en prison comme ayant contribué à la mort de Ladislas. Les deux ducs de Saxe, Guillaume et Frédéric, adressèrent une protestation au pape, à l'empereur, à tout le collége des électeurs, demandant que la cour romaine ne permît pas le couronnement du *vieil ennemi de la foi catholique*, et que les électeurs ne l'admissent point parmi eux. Le margrave de Brandebourg, Albert-Achille, un des personnages les plus considérables de l'époque, avait signé avec eux cette protestation menaçante.

En même temps une résistance tumultueuse s'organisait dans les États qui reconnaissaient la suzeraineté du royaume de Bohême; ces *pays de la couronne*, comme on les appelait (*Kronländer*), c'était la Moravie à l'est, la Silésie au nord, deux contrées slaves à l'origine, mais envahies par l'élément germanique, et où les dissidences religieuses se compliquaient de violentes haines nationales. On sait que les Allemands du quinzième siècle, ceux-là même qui devaient, soixante ans plus tard, se lever si impétueusement aux cris de Luther, les Allemands de la Saxe, de la Thuringe, du Brandebourg, partageaient toutes les passions de l'Autriche et de la Bavière contre le chef des hussites. C'étaient ces Allemands, devenus les maîtres en Moravie, en Silésie surtout, par la supériorité de la culture morale et l'avantage de la richesse, qui préparaient une insurrection contre le roi George.

La situation était grave; George, appuyé sur son peuple, fit face à tous les périls avec autant de calme que de résolution. Les Bohémiens, on l'a vu, étaient accoutumés à paraître dans les parlements; les grands collo-

ques publics ne les effrayaient pas plus que la mêlée des champs de bataille. Le roi envoya de tous côtés ses orateurs, et comme ces braves gens avaient le droit de parler en leur nom aussi bien qu'au nom de leur élu, c'était vraiment la Bohême qui se levait avec eux, revendiquant son indépendance à la face de l'empire. L'affaire la plus urgente était d'arrêter la sédition dans les pays de la couronne : les députés bohémiens réussirent à diviser les Allemands et les Slaves à la diète de Moravie, si bien que les Slaves, sous certaines conditions, et malgré les colères des Allemands, promirent d'assister au couronnement du roi. En face des Silésiens, les envoyés de George s'appliquèrent surtout à gagner du temps, et la Silésie en effet résolut d'attendre la décision du saint-siége; les esprits se calmaient, excepté dans la ville de Breslau, où la haine des hussites était entretenue depuis bien des années par des prédicateurs fanatiques. Le roi se réservait d'aller châtier ses ennemis dans Breslau même aussitôt qu'il porterait la couronne. En ce moment, ses affaires réglées ou à peu près, ayant reçu d'ailleurs quelques bonnes paroles du légat du pape, le cardinal Carvajal, il avait hâte de procéder à la cérémonie du couronnement.

C'était l'archevêque de Prague qui couronnait les rois de Bohême; or, on sait que depuis plus de vingt ans il n'y avait pas d'archevêque à Prague, le prélat nommé par les hussites, maître Rokycana, n'ayant pas encore pu se faire instituer par le pape. George s'adressa aussitôt à Mathias Corvin, et le pria de déléguer pour cette cérémonie du sacre l'archevêque-primat de Hongrie. George était alors en bonnes relations d'amitié avec le jeune

Magyar; qui aurait pu prévoir, à ce début des deux règnes, que le fils de Hunyade serait un jour le plus implacable des ennemis du roi de Bohême? Leur rôle n'est il pas semblable? Ne sont-ils pas exposés aux mêmes périls? Ne sont-ils pas l'un et l'autre de glorieux parvenus en présence d'une féodalité altière? N'est-ce pas George de Podiebrad qui, dès le lendemain de la mort de Ladislas, donne la liberté à Mathias Corvin, lequel, emprisonné d'abord en Autriche après l'exécution de son frère aîné, venait d'être transporté de la prison de Vienne à la forteresse de Prague? George, qui sent bien que la Hongrie doit marcher de front avec la Bohême dans la lutte contre l'empire, délivre le fils d'Hunyade, s'unit à lui par les liens du sang, lui donne sa fille en mariage, et le renvoie en Hongrie, plein d'ardeur et d'enthousiasme. Hélas! de mauvais jours viendront, ces belles heures seront oubliées; Mathias Corvin, poussé par le pape et l'empereur, poussé surtout par une ambition barbare, commettra contre cette noble Bohême des attentats que sa patrie sera obligée d'expier par deux siècles d'oppression et de douleurs. Encore une fois, qui aurait pu pressentir ces péripéties effroyables? Mathias Corvin, en 1458, est l'ami et le fils du roi George; c'est George qui lui a frayé la route vers le trône, c'est la fille de George qui va s'asseoir près de lui sur ce trône des Magyars, et quand le roi de Bohême veut se faire couronner, Mathias lui envoie deux évêques de Hongrie pour cette consécration solennelle.

Le cardinal-légat Carvajal avait défendu aux évêques hongrois de couronner le roi de Bohême, s'il ne jurait pas, comme tous les rois chrétiens, obéissance et fidélité

au saint-siége. Quelle devait être la formule du serment? Le roi, en jurant fidélité, ne ferait-il pas ses réserves? ou bien fallait-il qu'il abandonnât les concessions accordées aux hussites par le concile de Bâle? Revendiquer dans son serment ces *compactats* que la cour de Rome avait déchirés avec fureur, c'était obliger les évêques à se récuser pour la cérémonie du sacre, et en présence des menaces de l'empire le roi ne pouvait se passer du couronnement. Renoncer aux *compactats*, c'était se parjurer de toutes les manières et à tous les degrés, c'était se trahir soi-même, trahir la patrie, trahir l'immense majorité de ceux qui l'avaient porté au trône. Qu'était George en face de la Bohême, s'il n'était pas le chef et le défenseur des hussites? Que pouvait-il être en face de l'empire, s'il n'était pas roi de Bohême couronné par l'Église? Des deux côtés, même péril.

Après bien des négociations, on convint d'une formule où il n'était question ni des *compactats* du concile, ni de la coupe des hussites, mais seulement de la foi en général, de l'unité de la foi, de l'obéissance à l'église romaine considérée comme centre et foyer des croyances communes du monde chrétien. Si le roi de Bohême s'engageait en outre à combattre dans ses États les sectes et les hérésies, il n'avait pas besoin d'interpréter ces paroles pour y souscrire; il est certain qu'il ne se mettait ni lui, ni les calixtins, au rang des hérétiques ou des sectaires. Était-ce donc se séparer de l'Église que de se rapprocher du Christ? était-ce faire un choix parmi les dogmes de l'Évangile que de réclamer la cène tout entière? On ne peut nier toutefois qu'il n'y ait eu ici un malentendu des plus graves entre le saint-siége et le roi;

et quand on voit plus tard ce serment jeté avec injure au visage du roi George, quand on voit ce vaillant homme accusé de trahison ou de fausseté, de parjure ou d'hypocrisie, comment ne pas regretter que, soit modération, soit impatience d'en finir, il ait reculé devant l'expression complète de sa foi et de ses projets?

Ce serment, qui nous a été transmis en latin, fut prononcé en langue tchèque, le 6 mai 1458, par le roi et la reine, en présence des évêques hongrois et des principaux magistrats du royaume. Le lendemain 7 mai eut lieu le couronnement du roi, et il fut suivi dès le 8 du couronnement de la reine. On ne remarquait à ces deux fêtes aucun prince, aucun prélat de l'empire, comme dans les cérémonies féodales; mais toute la noblesse de Bohême environnait le souverain, et une foule immense se livrait à la joie. George fut conduit en grande pompe du château à l'église Saint-Vite. Trois des premiers seigneurs portaient devant lui la couronne, le sceptre, la pomme d'or, et les deux évêques qui devaient présider la cérémonie chevauchaient à ses côtés. Partout sur son passage retentissaient les acclamations populaires; elles retentirent avec plus de force que jamais lorsque le roi, selon l'usage national, jura de rester fidèle aux lois, aux coutumes, aux franchises de la Bohême, et promit à haute voix de faire respecter les concessions du concile de Bâle. C'était la fin et le commentaire du serment prêté la veille entre les mains des évêques.

Quelques semaines après, le pape, ayant à envoyer un bref au roi de Bohême, l'appelait *mon cher fils le roi George*, et l'empereur, attaqué par son propre frère au milieu de ses États, se hâtait d'appeler au secours l'armée

des Bohémiens. Courir aux armes, délivrer l'empereur, faire un traité avec lui, ce fut le premier acte de George en dehors de ses frontières. L'empereur, il est vrai, ne le reconnaissait pas encore officiellement comme roi de Bohême, mais il renonçait pour lui-même à la couronne de Ladislas, et déclarait que les autres princes autrichiens, Albert et Sigismond, n'y avaient aucun droit. La cause était à demi gagnée.

Restaient encore les princes de l'empire, surtout ces terribles voisins de Podiebrad, ducs de Saxe et margraves de Brandebourg, dont l'orgueil féodal, irrité par des espérances déçues, ne paraissait guère disposé à fléchir. Heureusement pour le roi George, de graves événements vinrent lui prêter main-forte. Quelques semaines après le couronnement de Prague, tous les princes allemands étaient en guerre les uns avec les autres pour une affaire de succession qui menaçait l'équilibre des territoires, et le roi de Bohême, étranger à toutes ces querelles, devenait par la force des choses l'arbitre des combattants. Ce parvenu qu'on méprisait hier, on recherche aujourd'hui son alliance. Le duc Albert de Saxe, son orgueilleux ennemi de la veille, est heureux de s'unir à lui en épousant sa fille. Le 11 novembre 1459, de grandes fêtes s'ouvrirent à Égra; le roi et la reine de Bohême s'y étaient rendus avec leurs enfants, accompagnés des plus hauts barons, des plus nobles dames et de trois mille cavaliers; les deux ducs de Saxe Albert et Guillaume, les deux margraves de Brandebourg Albert-Achille et Frédéric, le duc Otto de Bavière, l'archevêque de Magdebourg, sans compter tout un cortége de seigneurs, y étaient venus de leur côté avec trois mille cavaliers alle-

mands. Quel était le but de ce rendez-vous solennel? Pourquoi tous ces princes, les chefs les plus altiers de la féodalité impériale, venaient-ils saluer George de Podiebrad dans une petite ville de Bohême? On célébrait les fiançailles de la fille de George avec le duc Albert de Saxe, et les fiançailles de son fils avec la fille du duc Guillaume.

La fille de George n'avait que dix ans; elle fut fiancée au duc Albert par l'archevêque de Magdebourg et conduite aussitôt dans sa nouvelle famille. L'Allemagne connaît son nom et ses vertus. Le souverain qui règne aujourd'hui sur la Saxe descend de cette princesse Zdéna, la fille de George, qui aurait pu mourir ignorée dans quelque château de Bohême, mais qui, portée sur un trône par une révolution, y a fait monter avec elle la religion, la charité, la grâce, et est devenue l'aïeule vénérée de l'une des premières maisons royales de l'Europe[1]. En même temps que la fille de George quittait son père et sa mère pour achever son éducation à Dresde, la fille du duc Guillaume de Saxe, Catherine, âgée de six ans, se séparait aussi de sa famille pour aller résider à Prague auprès de la reine de Bohême. Catherine était fiancée au plus jeune des fils du roi George, au prince Hynek, qui n'avait alors que sept ans; elle devint si vite et si complétement tchèque, dit M. Palacky, que, cinq années après, âgée de onze ans à peine, elle avait oublié la langue allemande.

1. On peut consulter sur ce point le curieux ouvrage de M. F.-A. de Langenn : *Herzog Albrecht der Beherzte, Stammvater des königl. Hauses Sachsen.* Leipzig, 1838.

Au milieu des fêtes des fiançailles, tandis que les souverains de la Bohême et de la Saxe échangeaient ainsi leurs enfants, d'autres affaires furent réglées, d'autres alliances conclues entre le roi George et plusieurs princes d'Allemagne. Devenu ainsi le pacificateur de l'empire, le roi George n'eût pas été digne de sa fortune, s'il n'eût point senti s'accroître son ambition. Il y avait d'ailleurs bien des regards dirigés vers lui du sein de l'anarchie germanique; certains personnages très-influents le croyaient appelé à faire en Allemagne ce qu'il avait fait en Bohême; on lui disait de ne pas s'arrêter en chemin, on le conjurait de se porter médiateur, non pas seulement aujourd'hui, mais toujours, non pas accidentellement, mais d'une manière perpétuelle et constante, entre ces princes dont les rivalités détruisaient l'empire. Qui donc pouvait mieux que le roi George rallier les forces de la Germanie, accomplir l'unité, organiser le chaos? Le saint-empire romain tombait en ruine; qui donc, si ce n'est lui, était assez fort pour le relever?

Ces hardis appels étaient adressés au roi de Bohême par les premiers diplomates de l'Europe. On sait que la diplomatie n'a pas toujours formé un corps politique, une assemblée internationale où chaque pays a ses représentants; c'est seulement au seizième siècle que cette puissance toute moderne commence à naître, et que de transformations en transformations elle arrive à cette organisation régulière qu'on lui voit de nos jours. A l'époque du roi George, la haute diplomatie européenne était aux mains d'un petit nombre de savants, jurisconsultes fameux, maîtres en droit public, qui n'appartenaient pas à tel ou tel pays, mais qui, occupés des affaires

générales de l'Europe, se mettaient tour à tour au service des princes qui pouvaient exécuter leurs programmes. Quelque chose de cela s'est conservé dans l'Allemagne de nos jours; n'a-t-on pas vu, il y a une trentaine d'années, des jurisconsultes de Gœttingue, de Leipzig, de Heidelberg, consultés par des gouvernements étrangers sur des questions de droit européen? Ces légistes, au quinzième siècle, n'eussent pas été seulement appelés à donner leur avis dans une circonstance particulière; ils auraient été, comme leurs ancêtres, les chefs de cette libre diplomatie qui travaillait à consolider l'équilibre de l'Europe.

Il y a trois de ces diplomates, un Français et deux Allemands, qui parurent souvent à la cour du roi de Bohême. Le Français, d'origine italienne probablement, était un certain Antoine de Marini, né à Grenoble; très-savant et très-infatué de sa science, accoutumé à la produire sous les formes pédantesques de son temps, il avait, au milieu de ses prétentions scolastiques, de véritables éclairs de génie. C'était un promoteur d'idées. Sur les finances, sur le crédit, sur l'étalon des monnaies, sur le développement du commerce, sur les rapports de l'Église et de l'État, sur l'organisation de la communauté européenne, il avait des vues neuves et fécondes qui ne devaient être réalisées que par le progrès des siècles. Le grand projet qui occupa les dernières années d'Henri IV, l'idée de constituer un tribunal de souverains qui réglerait pacifiquement les querelles des États, fut l'objet des méditations de Marini, et il y cherchait surtout un moyen de soustraire peuples et rois à la tutelle du saint-siége. L'émancipation politique de l'Europe était là pensée do-

minante de l'audacieux légiste. Antoine de Marini a été tour à tour au service de Louis XI et de George de Podiebrad. Louis XI lui confia plusieurs missions secrètes, d'abord auprès des Vénitiens, puis auprès des rois de Pologne et de Hongrie ; le roi de Bohême le garda longtemps à sa cour, en fit son conseiller, on dirait aujourd'hui son ministre des affaires étrangères, et se fit représenter par lui de 1460 à 1464 auprès des principales puissances de l'Europe. Les deux autres jurisconsultes qui joueront un rôle important dans cette histoire, et qu'on voit paraître dès le commencement du règne de Podiebrad, sont Martin Mayr et Grégoire de Heimbourg; Allemands tous deux, dignes émules d'Antoine de Marini pour l'étendue de la science comme pour la hardiesse des pensées, ils seront surtout les champions de l'esprit germanique contre la cour de Rome.

A quelle époque Antoine de Marini est-il devenu un des conseillers du roi George? On l'ignore. Grégoire ne devait entrer en scène que plus tard; quant à Martin Mayr, c'est à la date même où nous sommes, c'est aux fêtes d'Égra, en novembre 1459, qu'il vit le roi George pour la première fois, et que frappé de son génie politique, il conçut pour lui l'ambition la plus haute.

Martin Mayr était ardemment dévoué à sa patrie, et la honte de l'empire lui faisait monter le rouge au visage. Il écrivait un jour, dans son latin énergique : « C'est en vain qu'on poussera les Allemands à la guerre contre les Turcs, tant qu'ils se redouteront les uns et les autres. L'empire est tellement ébranlé de toutes parts, qu'il n'en reste plus deux fragments qui se soutiennent. C'est une guerre perpétuelle, guerre des princes contre

les villes, guerre des villes contre les princes, et il n'est si mince personnage qui ne se permette de défier son voisin. Aussi, d'un bout de l'Allemagne à l'autre, pas un coin où se soient réfugiés le repos et la sécurité; partout des embûches, partout la spoliation et le meurtre. Le clergé même ne connaît plus la paix; la noblesse ne connaît plus l'honneur. L'Allemagne a horreur de ces meurtres, de ces brigandages sans fin : elle veut la paix; seulement cette paix qu'elle désire, elle ne cherche pas les moyens de l'établir. Sans la justice, en effet, nulle paix à espérer, la justice seule assure le repos des États; mais à quoi sert de promulguer des lois, de consacrer des tribunaux, de prononcer des sentences, s'il n'y a pas une main armée pour réprimer la sédition? Or cette main-là nous manque, et chacun n'obéit que selon qu'il lui plaît. La guerre est donc éternelle, puisque chacun se dit roi. »

Martin Mayr, sachant bien que l'indolent Frédéric III ne montrerait jamais à l'Allemagne cette main de justice qu'elle réclamait, avait conçu l'idée, non pas de remplacer l'empereur, mais de lui donner un coadjuteur puissant, sous le titre de roi des Romains. Il songea d'abord à Philippe de Bourgogne, puis à l'archiduc d'Autriche, frère de Frédéric III. Bientôt enfin, ayant vu le roi George aux fêtes d'Égra, ayant admiré l'ordre qui régnait en Bohême, la sécurité des routes, la bonne administration de la justice, il crut avoir trouvé l'homme que la Providence réservait à l'Allemagne. Il lui envoya donc une supplique, une exhortation dès le mois de février 1460, pour stimuler son âme, qu'il savait ardente et généreuse. « Quel autre que vous, lui écrivait-il, peut don-

ner l'ordre et la justice à l'empire d'Allemagne? Vous êtes par votre puissance le premier des électeurs; de plus, vous êtes étranger aux querelles qui divisent les princes, et c'est pour cela qu'ils viennent tous à vous, demandant des conseils ou des secours. Quand l'empereur lui-même a besoin d'une prompte assistance, c'est à vous qu'il s'adresse. Je dirai donc à Votre Majesté : Osez, osez une grande chose! Relevez le saint empire romain! Vous vous assurerez par là une mémoire éternellement glorieuse. Il faut parler d'abord à l'empereur et aux princes, et savoir s'ils ne seraient pas disposés à vous laisser l'administration de l'État. J'ai lieu de croire qu'ils ne s'y refuseront pas. Quelle occasion pour vous d'augmenter votre puissance et votre renommée! »

George fit un accueil enthousiaste aux idées de Martin Mayr. Les négociations relatives à cette affaire remplirent l'année 1460, sans aboutir à aucun résultat. Accepté par les uns, tenu en suspicion par les autres à cause de cette puissance même qui avait séduit Martin Mayr, le roi de Bohême ne devint pas roi des Romains. Qu'importe? Cette candidature, si sérieusement discutée, attestait assez haut le rang qu'il s'était conquis en Allemagne, et si l'on songe à toutes les hostilités qui se dressaient contre lui dès le lendemain de son couronnement, il est impossibe de ne pas admirer ce mélange de sagesse et de vigueur, d'esprit patriotique et de vastes pensées, qui caractérisa tout d'abord la politique du glorieux parvenu. Qu'on ait reconnu ou non le titre que souhaitait pour lui la haute diplomatie européenne, George de Podiebrad était en réalité, à la fin de l'année

1460, le pacificateur de l'Allemagne et le coadjuteur de l'empire.

## II

Cette influence si habilement acquise en Allemagne avait pourtant ses inconvénients en Bohême. Le parti catholique s'était empressé d'applaudir à l'ambition du roi George et de l'encourager dans cette voie; plus le roi devait être mêlé aux affaires de l'Allemagne, plus aussi on avait lieu d'espérer qu'il abandonnerait peu à peu les hussites et leur archevêque, maître Rokycana. Les hussites comprirent le danger, et déjà grondaient les murmures. Une fermentation extraordinaire ne tarda pas à éclater, il fallut sévir contre ces esprits exaltés qui ne manquent à aucune révolution, et qui ont surtout beau jeu quand une révolution semble mise en péril. Aux taborites dispersés et détruits avait succédé une secte moins fanatique, mais très-dévouée à sa foi, et d'où est sortie plus tard cette communauté des *frères de Bohême*, qui jouera un rôle si important dans l'histoire religieuse de l'Allemagne. Il y avait dans ce parti des savants et des gens du peuple, des maîtres de l'université de Prague et de pauvres ouvriers. On chassa les savants, on jeta les ouvriers en prison. Les plus opiniâtres furent soumis à des traitements cruels. Un gentilhomme devenu moine, et, comme Bossuet l'a dit de saint François d'Assise, amateur désespéré de la pauvreté, était un des principaux chefs du mouvement; il se faisait appeler seule-

ment « frère Grégoire, » et, sans aucun désir de domination personnelle, il exerçait un ascendant extraordinaire sur les âmes pieuses. On prétend qu'il fut mis à la torture. Il échappa cependant au supplice, et ce fut lui qui organisa dans la suite la communauté des *frères de Bohême*.

Le roi George, en frappant les nouvelles sectes comme il avait frappé les taborites, était fidèle à son serment. Il se peut aussi que ces rigueurs, si surprenantes de la part d'un tel homme, fussent le résultat d'un calcul : il était sur le point d'entamer des négociations définitives pour le maintien des *compactats* du concile de Bâle, et il voulait prouver à la cour de Rome que les hussites eux-mêmes savaient réprimer l'hérésie. La Bohême cependant n'était pas disposée à comprendre sa politique. Que ce fût un loyal désir d'exécuter ses engagements ou un moyen de se concilier le saint-siége en faveur du culte national, les esprits alarmés y voyaient autre chose. Au moment même où l'on persécutait les exaltés, l'évêque de Breslau, croyant le moment propice, s'en vint prêcher dans la cathédrale de Prague contre l'usage de la coupe. Aussitôt la ville entière se souleva, et l'évêque fut chassé. « Nous sommes trahis! criaient des milliers de voix. George veut devenir roi des Romains, coadjuteur de l'empire, et, pour gagner la confiance des Allemands, il sacrifie les intérêts de la Bohême. Que nous sert d'avoir pris un Bohémien pour notre roi, si ce Bohémien ne songe qu'à se faire Allemand? »

La trahison semblait si manifeste, l'irritation générale était si vive, que maître Rokycana lui-même, l'archevêque élu des hussites, l'ami, le champion, l'ancien com-

pagnon d'armes du roi, commença des prédications contre lui. Averti par cette explosion populaire, le roi George comprit la faute qu'il avait commise. Il renonça pour toujours à la direction des affaires de l'Allemagne, et resta roi de Bohême. Martin Mayr, l'auteur du plan qui venait d'échouer, fut obligé de quitter la cour de Prague; son départ avait presque l'importance d'une révolution ministérielle dans un gouvernement libre : il annonçait tout un changement de politique.

Au moment où George de Podiebrad, élu roi de Bohême, avait dû prêter serment de fidélité à l'église catholique, le saint-siége était occupé par un vieux prêtre espagnol, Alphonse Borgia, dont il y aurait peu de chose à dire, s'il n'avait eu le malheur de frayer la route à son neveu Alexandre. Il est impossible de prononcer ce nom sans se rappeler les hideuses souillures du trône de Saint-Pierre. L'oncle d'Alexandre VI était pourtant un souverain respectable, et s'il songea un peu trop à enrichir sa famille, il montra en général beaucoup de modération et de sagesse dans son gouvernement. Ni Calixte III (tel était le nom d'Alphonse Borgia comme souverain pontife), ni son prédécesseur Nicolas V, n'avaient continué la politique altière d'Eugène IV. Maintes questions que ce dernier, en vrai patricien de Venise, avait prétendu résoudre par la violence ou la ruse, étaient demeurées pendantes au moment de sa mort; telle était la question des *compactats*. Les concessions accordées aux hussites par le concile de Bâle, et promulguées à Iglau d'une manière si solennelle, étaient-elles respectées par la cour de Rome ou reniées à jamais? Personne ne le savait exactement. Si Eugène IV avait décrété l'annula-

tion de tous les actes du concile de Bâle, de son côté, on l'a vu, le concile de Bâle avait déposé Eugène IV; or, à la date où nous sommes, le concile, bien que dispersé depuis longtemps, avait encore des partisans nombreux, soit parmi les théologiens allemands, soit dans notre Église gallicane et à l'université de Paris. Les deux successeurs d'Eugène IV évitèrent donc de se prononcer, et peut-être était-ce le meilleur moyen d'effacer le souvenir d'une période scandaleuse, car enfin comment toucher à ces questions sans rappeler au monde chrétien ces deux papes et ces deux conciles se jetant tour à tour l'anathème? Lorsque Calixte III, acceptant de Podiebrad un serment assez vague, feignait d'ignorer le serment très-explicite par lequel le roi de Bohême s'engageait devant son peuple à maintenir la décision du concile, le vieux pontife obéissait à une inspiration très-sage et presque à un scrupule de conscience.

Bientôt cependant allait venir un pape moins scrupuleux. Ce fin diplomate, ce brillant et ingénieux prélat, Æneas-Sylvius Piccolomini, si longtemps mêlé aux affaires des hussites, et qui avait eu de si curieuses conférences à Prague avec George de Podiebrad, est élu pape sous le nom de Pie II l'année même où George de Podiebrad est élu roi de Bohême[1]. Le roi George et le pape Pie II, le chef des hussites assis sur le trône de Sigismond, et l'ancien secrétaire du concile de Bâle assis sur le trône d'Eugène IV, voilà certes un rapprochement

1. L'élection de Pie II eut lieu le 14 août 1458. George de Podiebrad, élu roi le 2 mars, avait prêté serment le 6 mai devant les légats de Calixte III.

extraordinaire ; et si l'on songe que ces deux hommes, issus du même parti, associés du moins à la même œuvre de conciliation chrétienne, vont se livrer une lutte à mort et inaugurer la bataille séculaire qui se termine aujourd'hui sous nos yeux, ne faut-il pas dire que c'est là une des plus tragiques péripéties de la tragédie hussite ?

Æneas-Sylvius Piccolomini, dès l'âge de vingt-six ans, assistait aux premiers travaux du concile de Bâle comme secrétaire du cardinal Capranica. Le parti qui voulait limiter le pouvoir papal, en le soumettant à l'autorité de l'Église, n'avait pas de plus intrépide soldat que ce jeune docteur. Il attaquait les abus de la cour romaine avec l'impétuosité d'un tribun. Quand le concile de Bâle eut déposé Eugène IV et donné la tiare au prince Amédée de Savoie, Æneas Sylvius accepta un poste de confiance auprès du nouveau pape. On ne pouvait pas être plus engagé dans l'opposition ; mais bientôt le parti du concile n'ayant plus de centre, plus de chefs, et au contraire l'ardent Vénitien Eugène IV redoublant de vigueur et d'audace, le secrétaire de Félix V ne tarda pas à capituler. Diplomate au service d'Eugène IV, évêque sous Nicolas V, cardinal sous Calixte III, il devint surtout le grand homme d'affaires de l'Église romaine en Allemagne, en Bohême, en Hongrie, en Moravie, dans toute l'Europe centrale et orientale. Louer l'esprit, le talent, la sagacité, le brillant savoir, la plume vive et alerte d'Æneas-Sylvius Piccolomini serait un soin superflu ; ses écrits sont là pour nous dire les dons qu'il avait reçus, dons variés, précieux, et qu'il développa en tous sens par l'action comme par l'étude. Son tableau de l'Allemagne

au quinzième siècle, ses récits de la guerre des Hussites, son histoire de l'empereur Frédéric III pendant la période où il le servit comme ministre et ambassadeur, ses lettres surtout, ses messages, ses relations diplomatiques, toutes ces pages rédigées d'une plume si fine et pleines de documents si précieux pour l'histoire du temps, nous montrent le spirituel négociateur sur le théâtre de son infatigable activité. Æneas-Sylvius Piccolomini est un des plus savants personnages de cette Renaissance si féconde en érudits illustres; on ne vit pas sa renommée pâlir à côté des Grecs ingénieux que le pape Nicolas V accueillait magnifiquement en Italie après la prise de Constantinople. C'est à ce moment-là même que le vieux pontife le nomma cardinal. Toutefois, s'il est impossible de ne pas admirer l'esprit d'Æneas-Sylvius, que dire des rôles si différents qu'il a joués dans les luttes politiques et religieuses du quinzième siècle? Notre vieille Université de Paris, espèce de concile permanent au milieu des désordres de la chrétienté, jugeait sans ménagement sa versatilité. Le pieux historien de cette grande école est l'interprète fidèle des sentiments de ses ancêtres quand il écrit ces lignes à propos de l'avénement de Pie II : « Tout le monde sait quelle étonnante différence s'est trouvée entre Æneas-Sylvius et le pape Pie II. Æneas-Sylvius, secrétaire du concile de Bâle, prit part à tout ce que cette sainte et généreuse assemblée fit de plus vigoureux contre la cour de Rome. Le même homme devenu pape agit avec emportement contre la pragmatique sanction, formée des décrets de ce concile. Il n'est point de mon sujet de discuter ces démarches si contradictoires et leurs motifs. J'observerai seulement qu'il lui aurait mieux convenu de

garder au moins quelque modération à l'égard de ceux qui continuaient à penser comme il avait pensé lui-même, et que son zèle amer contre ses anciens sentiments n'était pas propre à lui faire honneur [1]. »

Si l'université de Paris jugeait ainsi Pie II, on devine l'opinion qui régnait en Bohême. George de Podiebrad, à l'époque où il était lieutenant du royaume, avait eu avec Æneas-Sylvius, évêque de Sienne, une conférence célèbre que ce dernier lui-même a racontée longuement dans ses lettres. Æneas-Sylvius s'y était montré à la fois théologien et diplomate; George, avouant son ignorance théologique, avait parlé au nom du bon sens politique avec une loyauté simple et hardie. « Trois choses nous séparent, avait dit l'évêque de Sienne : les *compactats*, dont vous réclamez en vain l'exécution, puisque l'église romaine n'en veut plus; les confiscations de biens ecclésiastiques accomplies par vous sur plusieurs points de la Bohême; enfin votre entêtement à réclamer pour archevêque de Prague ce Rokycana, que le pape, sachez-le bien, ne reconnaîtra jamais. » Sur la question des biens confisqués et même sur celle de l'archevêque de Prague, le vice-roi ne voyait pas de difficultés insurmontables ; quant aux *compactats*, il avait répondu sans hésiter : « Les *compactats* violés, c'est la guerre, la guerre à outrance. Plus de paix, plus de trêve possible. Une fois que nous aurons pris les armes, vous aurez beau nous rappeler les traités qui ont terminé nos anciennes luttes, nous ne les reconnaîtrons plus. Quels traités invoquer après avoir porté la main sur le pacte fondamental? Vous nous croyez

1. Crevier, *Histoire de l'Université de Paris*, tome VI.

peu nombreux; détrompez-vous. Il y a dans les contrées voisines bien des peuples dont les sentiments sont les nôtres, et qui n'attendent pour se lever que l'heure où nous serons entrés en campagne. Vous savez ce qui s'est passé naguère : si le pape est sage, il ne nous forcera pas, en nous disputant les libertés que nous avons conquises, à en conquérir de plus grandes. On ne refuse guère à la puissance des armes ce qu'on est souvent tenté de refuser au bon droit. Peut-être certaines gens vous bercent-ils de brillantes espérances : ils mettront sur pied des armées formidables, ils vous conduiront triomphants en Bohême, ils sauront vous frayer une route jusqu'à nous, le fer et le feu à la main... Ah ! croyez-moi, je connais les habitudes et les forces de nos voisins; si j'avais à conseiller le saint-père, je le supplierais de ne pas toucher aux *compactats*. » Ainsi parle Podiebrad dans les dépêches d'Æneas-Sylvius; que serait-ce si nous avions quelque récit de cet entretien composé par Podiebrad lui-même? Il n'eût pas dissimulé sans doute son antipathie pour le négociateur : quoi! l'homme qui lui opposait durement le *veto* de l'église romaine, l'homme qui foulait aux pieds un des actes les plus solennels du concile de Bâle, c'était celui qui avait pris une part si ardente à l'opposition de l'illustre assemblée! C'était l'adversaire d'Eugène IV, le secrétaire du concile, le secrétaire de Félix V ! Un tel souvenir devait révolter l'âme loyale de George, et il eut besoin de sa prudence consommée pour n'en rien laisser paraître sur son visage. Quant à Æneas-Sylvius, quoique la modération du vice-roi lui eût inspiré, dit-on, certaines espérances pour l'avenir, combien de fois, après son exaltation au ponti-

ficat suprême, a-t-il dû méditer les fermes paroles qu'on vient de lire !

Pendant les deux premières années du pontificat de Pie II, il est évident que le roi de Bohême et le pape, sans être directement en lutte, se préparent au combat, ou du moins essayent de s'intimider l'un l'autre. Si le roi George va au secours de l'empereur, s'il s'attache les princes allemands par des alliances, s'il prend une position souveraine au sein de l'empire et songe à devenir le coadjuteur de Frédéric III, ce n'est pas seulement pour consolider son trône, c'est pour faire reculer l'ennemi, dont il connaît les desseins et les ruses. Pourquoi, d'un autre côté, le pape Pie II est-il si empressé à détruire tout ce qui reste du concile de Bâle? Parce qu'il veut isoler le roi de Bohême, c'est-à-dire l'enfermer dans une hérésie ou l'obliger de se soumettre. Il sait que Podiebrad ne cédera pas facilement sur l'article des *compactats;* mais il sait aussi que le roi de Bohême est une âme loyale, sans haine, sans fanatisme; il n'ignore pas non plus que ce fier soldat avoue son ignorance en théologie, et il espère ébranler sa foi en frappant un grand coup.

Ce grand coup, ce sera l'anéantissement suprême et solennel du parti qui invoquait encore les décisions du concile de Bâle. Il y avait surtout deux pays où l'esprit libéral, l'esprit réformateur et noblement chrétien du concile était soutenu par un grand nombre de docteurs : c'étaient l'Allemagne et la France.

En Allemagne, où le morcellement des territoires opposait maintes entraves à la vie et à l'expression de la pensée publique, il n'avait pas été difficile aux légats du saint-siége d'affaiblir peu à peu les partisans du concile,

de gagner celui-ci, de décourager celui-là ; le dernier des réformateurs, parmi les prélats allemands, fut un archevêque de Mayence nommé Diether, qui, effrayé de se trouver presque seul, se soumit, rétracta toutes ses paroles, s'humilia comme un coupable et se frappa la poitrine au moment même où il venait d'accuser le pape et ses légats devant une espèce d'assemblée provinciale. Il ne resta plus sur la brèche que l'intrépide Grégoire de Heimbourg. Abandonné de l'archevêque Diether, qui l'avait appelé à Mayence pour la défense de la cause commune, l'illustre docteur ne courba point la tête. Il était de ceux qui savent dire : *Etiamsi omnes, ego non.*

En France, au contraire, les réformateurs formaient une phalange. Grâce à l'unité retrouvée du territoire et de l'Église, grâce surtout à l'université de Paris, les partisans du concile de Bâle n'avaient pu être dispersés comme en Allemagne et frappés l'un après l'autre. Tout le clergé du royaume, prêtres et docteurs, était attaché à la pragmatique sanction, c'est-à-dire à la déclaration des droits de l'église gallicane formulée par le concile national de Bourges et promulguée par Charles VII. Cette pragmatique sanction était pour la France, à certains égards, ce qu'étaient les *compactats* pour la Bohême, avec cette différence toutefois que la charte gallicane avait été décrétée chez nous malgré tous les efforts du pape, tandis que la charte bohémienne avait été remise aux hussites par les représentants de l'Église, sans aucune opposition de la part de Rome et en présence de l'empereur Sigismond. La remise solennelle des *compactats* avait eu lieu en 1436 ; la promulgation de la pragmatique sanction est de 1438. Ces deux chartes appartiennent au

même mouvement d'idées; elles représentent l'une et l'autre la victoire des églises nationales sur l'église de Rome, la victoire de la grande république fédérative des nations chrétiennes sur l'absolutisme latin. Aussi tous les efforts de Pie II tendaient-ils à l'abolition de la charte de Bourges comme à l'abolition de la charte d'Iglau.

Charles VII avait refusé toute concession au pape, soit qu'il se souvînt de l'appui que lui avait prêté le concile de Bâle dans sa lutte contre les Anglais, soit qu'il appréciât l'importance des droits proclamés par les théologiens de Bourges; mais, Charles VII étant mort (22 juillet 1461) au moment même où les derniers partisans du concile de Bâle étaient si vivement poursuivis en Allemagne, l'habile Pie II s'empressa de circonvenir Louis XI, et, le 27 novembre de la même année, la pragmatique fut abolie.

Nos historiens ont raconté cette comédie si dévotement jouée par Louis XI, comédie dans laquelle, voulant jouer à la fois l'église gallicane et l'église romaine, les parlements et le saint-siége, il fut joué lui-même par le pape. Ce qu'on ne savait pas jusqu'ici, et ce qui est mis en pleine lumière par les révélations de l'histoire de Bohême, c'est l'usage que Pie II a fait de la soumission de Louis XI pour provoquer la soumission du roi George. « L'abolition de la pragmatique fut une bonne scène, dit M. Michelet. Le roi, en parlement, devant le comte de Charolais et les grands du royaume, déclara que cette horrible pragmatique, cette guerre au saint-siége, pesait trop à sa conscience, qu'il ne voulait plus seulement en entendre le nom. Il exhiba ensuite la bulle d'abolition, la lut dévotement, l'admira, la baisa, et dit qu'à tout

jamais il la garderait dans une boîte d'or. Il avait préparé cette farce dévote par une autre, impie et tragique, où le mauvais cœur n'avait que trop paru. Il crut ou parut croire que son père était damné pour la pragmatique : il pleura sur cette pauvre âme. Le mort, à peine refroidi, eut à Saint-Denis l'outrage public d'une absolution pontificale ; il fut, qu'il le voulût ou non, absous sur sa tombe par le légat : acte grave, qui désignait au simple peuple comme damnés d'avance tous ceux qui avaient été pour quelque chose dans la pragmatique. Or, c'étaient à peu près tous les grands et prélats du royaume, c'étaient tous les bénéficiers nommés sous ce régime, c'étaient toutes les âmes qui depuis vingt ans auraient reçu la nourriture spirituelle d'un clergé entaché de schisme. Il était difficile de produire une plus générale agitation. Le parlement réclamait. Paris était ému[1]... » Pendant que cette émotion, gagnant de proche en proche, se répandait par toute la France, Louis XI, et c'est là l'épisode que nos historiens ne mentionnent pas, envoie à Pie II une ambassade chargée de renoncer solennellement à l'héritage du concile de Bâle. Or, sait-on qui elle rencontra au Vatican, cette ambassade du roi de France? Les ambassadeurs du roi George, qui venaient au contraire maintenir énergiquement les *compactats* de la grande assemblée et le droit de la Bohême.

On a vu que le roi George, une fois son serment prêté aux légats de Calixte III, avait évité des rapports trop directs avec le saint-siége. Il fut plus circonspect encore après l'exaltation de Pie II, tout en se préparant à une

1. V. Michelet, *Histoire de France*, tome VI. *Louis XI et Charles le Téméraire*. Pages 21-22.

lutte qui pouvait éclater au premier jour. Il avait, comme les autres princes chrétiens, envoyé au nouveau pape son serment d'obédience; Pie II lui fit savoir que la situation particulière de la Bohême exigeait une démarche exceptionnelle, que l'hommage du souverain ne suffisait pas, qu'il fallait un engagement au nom de la nation tout entière. Il finit par demander une ambassade très-nombreuse, très-solennelle, représentant à la fois le roi et le royaume. George, sans s'y refuser, ajourna de mois en mois, d'année en année, « comme s'il eût deviné, dit M. Palacky, toutes les suites funestes de cette convocation. » Enfin, sur les instances de ses amis, qui, ne soupçonnant pas le piége, voyaient là une occasion de régler définitivement les difficultés pendantes, George envoya ses ambassadeurs à Pie II. Ils arrivèrent à Rome quelques jours avant les ambassadeurs de Louis XI.

Quel contraste ! l'ambassade du roi de France vient se soumettre, l'ambassade du peuple tchèque vient réclamer son droit. L'ambassade de Louis XI apporte une déclaration hypocrite, car Louis XI rit sous cape en courbant la tête, et ces priviléges qu'il restitue au pape, il espère bien en profiter tout seul. L'ambassade du roi George, loyalement, la tête haute, demande la consécration de la paix religieuse en Bohême et invoque la liberté de sa foi. Les uns sont des prélats politiques, les autres sont des chrétiens. Le 10 mars 1462, les envoyés du roi George arrivèrent à Rome par une triste journée de pluie ; le 13, les envoyés de Louis XI y firent leur entrée avec pompe par un splendide soleil. Admis aussitôt auprès du pape, ils parurent le surlendemain devant la plus solennelle assemblée de cardinaux, de prélats, de docteurs, et

renoncèrent dans toutes les formes aux libertés de leur Église. A la suite de cette déclaration, il y eut des réjouissances à Rome pendant trois jours. La populace fêta aussi à sa manière cette défaite de l'Église gallicane : on lui livra le texte de la pragmatique sanction, et elle le traîna insolemment par les rues de la ville.

## III

Pendant que les envoyés de Louis XI étaient reçus avec tant d'empressement et de solennité par le pape, l'ambassade du roi George, peu soucieuse d'ailleurs d'une solennité comme celle-là, était obligée de subir maintes formalités dilatoires avant d'être admise au Vatican.

Les principaux membres de la légation étaient le chancelier Procope de Rabstein, le sire Zdének Kostka de Postupic, ami et confident du roi, le jurisconsulte français Antoine de Marini, alors au service du roi de Bohême, maître Wenceslas Wrebensky, doyen de Saint-Apollinaire, et maître Wenceslas Koranda, bourgmestre de Prague. Hussites et catholiques étaient en nombre égal. Le chancelier Procope de Rabstein, ancien ami du pape, avait à porter la parole au nom des catholiques de Bohême; le sire Kostka de Postupic, par son intimité avec le roi, était le mandataire le plus autorisé des hussites. A côté du chancelier Procope marchait le doyen de Saint-Apollinaire, à côté du sire de Postupic se tenait maître Wenceslas Koranda. Ces quatre personnages, sans compter ceux qui leur faisaient cortége, étaient comme les délégués de la nation; Antoine de Marini,

étranger aux querelles religieuses de la Bohême, représentait la politique du roi. Ajoutons que maître Wenceslas Koranda écrivait jour par jour le récit des faits et gestes de l'ambassade, et que ce journal, mis plus tard sous les yeux du roi au parlement de Prague, fut attesté sans réserve par tous les intéressés, adversaires ou amis. On a encore le récit de l'ambassade par le chancelier Procope et les rapports qu'une plume inconnue, sans doute celle d'un prêtre catholique, envoyait alors à Breslau. Grâce à ces révélations contrôlées l'une par l'autre, le passé se débrouille et revit sous nos yeux. C'est une bonne fortune de pouvoir assister familièrement à ces curieuses conférences d'où vont sortir des événements si tragiques.

Le chancelier Procope de Rabstein, qui avait maintes fois hébergé Æneas-Sylvius pendant ses voyages en Bohême, fut reçu très-cordialement par Pie II et logé dans son palais. Le jour même de l'arrivée à Rome, Rabstein fit dire à son collègue, le sire Kostka, que le pape voulait les entretenir tous les deux avant de recevoir l'ambassade. Kostka vint le rejoindre au palais, et Rabstein parla ainsi à Pie II : « Très-saint père, le roi de Bohême nous envoie prêter serment d'obéissance à Votre Sainteté et lui adresser quelques prières ; ce serment, quand Votre Sainteté le permettra, nous sommes disposés à le prêter selon l'usage des royaumes chrétiens et selon la tradition des rois prédécesseurs de notre maître. » Le pape répondit : « Je ne puis accepter ce serment d'obéissance dans la forme usitée pour les autres souverains. Le royaume de votre maître n'est pas dans l'unité de l'Église ; il s'en est séparé en adoptant des rites particuliers, et

votre roi lui-même, sorti du sein de l'hérésie, avait juré, en recevant la couronne, non-seulement d'obéir au saint-siége, mais de ramener son peuple à l'obéissance. Il n'en a rien fait. Rokycana, ce méchant homme, continue de prêcher toujours comme autrefois; le peuple communie toujours sous les deux espèces; la reine assiste aux prédications de nos ennemis; le jour de la fête du Saint-Sacrement, on a vu le roi quitter la procession de l'église catholique de Prague et se mêler à celle des sectaires. Je ne puis donc accepter son hommage, à moins qu'il ne s'oblige de nouveau à exécuter sa promesse: voilà le serment que j'attends de vous.» Les deux ambassadeurs répondirent que, n'ayant pas mission de prêter serment dans cette forme, l'acte serait de nulle valeur. «Eh bien! dit le pape, je vous enverrai quatre de mes cardinaux; entendez-vous avec eux pour trouver un moyen terme.»

La première de ces conférences particulières eut lieu le lendemain 14 mars. D'un côté étaient les deux envoyés bohémiens, Procope de Rabstein et Kostka de Postupic; de l'autre, les cardinaux Bessarion, Carvajal et Nicolas de Cuse. Le cardinal Carvajal, qui présidait ce jour-là, se contenta de développer l'allocution prononcée la veille par le saint-père; les deux envoyés ne purent que persister dans leur réponse, et l'on se sépara sans avoir avancé d'un seul pas. Le 16 mars, ce fut le cardinal Bessarion qui reçut les envoyés. Rabstein prit la parole pour justifier son maître. « On lui reproche, disait-il, de suivre les processions de Rokycana; il suit également les processions de la cathédrale.» Rabstein ajoutait: « Vous savez qu'il y a deux sortes de chrétiens en Bohême, et

que notre maître est le roi de tous. S'il se déclarait pour les uns, les autres l'abandonneraient. » Alors le cardinal Bessarion, rappelant aux envoyés bohémiens la cérémonie de la veille, je veux dire l'abjuration solennelle du roi de France et l'anéantissement de la pragmatique, ne craignit pas de prononcer ces incroyables paroles : « Vous savez pourtant qu'il y a cent et un évêques en France, et de riches abbés, et des prélats puissants. Tout le clergé s'opposait de toutes ses forces à cette résolution du roi ; mais le roi a voulu, le clergé a cédé. Aussi vous avez vu quels honneurs lui ont été rendus dans la journée d'hier. Que le roi de Bohême imite le roi de France! Il sera fêté aussi magnifiquement. » Ainsi l'indépendance de l'esprit, de la conscience, de la foi vis-à-vis des puissants de la terre, ce principe tant de fois invoqué par le saint-siége, c'était le saint-siége qui le sacrifiait. Le saint-siége disait à l'église gallicane : « Rendez à César ce qui est à Dieu ! »

Cet exemple d'un pays comme la France pouvait bien toucher le chancelier Procope ; il fallait d'autres arguments pour vaincre la résistance des envoyés hussites. Le 19 mars, l'ami du roi George, Kostka de Postupic, fut mandé seul auprès du pape. Là, en présence du cardinal Nicolas de Cuse et de quelques évêques, Pie II s'efforça de prouver à l'ambassadeur bohémien que les *compactats* n'avaient plus aucune valeur, ayant été faits seulement pour une génération qui avait disparu de la terre. L'argument était hardi dans la bouche d'un pape. Il y a donc des décisions du saint-siége qui peuvent être révisées, modifiées, supprimées, car elles ont été prises pour une génération et ne conviennent point à une autre ! Appli-

quez cela au culte, aux institutions, à tel ou tel dogme, c'est toute une révolution dans le catholicisme. Les pontifes du moyen âge, dans la plénitude de leur foi, ont souvent de ces hardiesses-là. Un pape moderne, nécessairement plus timoré, craindrait, en parlant ainsi, d'ébranler les voûtes de l'édifice. Un autre argument, moins élevé, moins hardi, mais de nature plus italienne, fut développé ensuite par Pie II. « Ces *compactats*, disait-il, on ne les a octroyés aux hussites que pour vaincre leur opiniâtreté et rétablir plus promptement la paix. Ainsi faisait Moïse avec les Juifs. A présent que la paix est rétablie, il est temps que les Tchèques abandonnent la double communion et ne se séparent plus de l'église de Rome. » Kostka répondit au pape que les Tchèques étaient attachés à leur foi, que cette foi était conforme aux décisions du concile de Bâle, et que certainement ils n'y renonceraient pas, à moins qu'il ne leur fût démontré que leur foi portait à faux et que le concile s'était trompé. A ce mot de concile, le cardinal Nicolas de Cuse et quelques-uns des évêques présents intervinrent pour expliquer dans quel sens les théologiens de Bâle avaient entendu le texte des *compactats*. La discussion, déjà si subtile, si scolastique, du moins quant à la forme, alla bientôt se perdre en des chicanes singulières. Le pape y coupa court par une véhémente apostrophe. « Quel est donc l'homme, s'écria-t-il, de qui vous tenez cette communion sous les deux espèces? Est-ce quelque grand esprit, quelque personnage illustre? Il s'appelait Jacomell; c'était un maître d'école qui enseignait la grammaire aux enfants. Et voilà votre guide! Ah! revenez, revenez à l'unité de l'Église, et votre roi, votre pays,

vous tous enfin, vous en recueillerez tant de gloire et de bénédictions que jamais peuple sur la terre n'aura fait une moisson pareille à la vôtre ! »

A l'accent passionné des paroles du saint-père comme à la résistance opiniâtre du député hussite, on voit qu'il s'agit ici de tout autre chose que d'une simple question de forme. C'est la première fois dans le monde chrétien qu'un peuple se sépare de l'église romaine au nom de l'Évangile. La modération même de ses pensées rend son exemple plus redoutable. Il est chrétien, ce peuple; il est chrétien et catholique dans le sens primitif de ce mot; il a l'instinct d'une église universelle dont la variété même attesterait la vie, et, tout en maintenant le culte qu'il préfère, il déclare ne pas se séparer de l'église de Rome. « Revenez à l'unité de l'Église, dit le pape Pie II. — Nous ne l'avons pas quittée, » répond l'ambassadeur du roi George. Dans une question ainsi posée, quelle solution possible?

D'une manière ou d'une autre il fallait en finir. La première audience solennelle accordée aux députés du roi George eut lieu dans la journée du 20 mars. Pie II siégeait sur son trône dans la grande salle du consistoire; en face de lui étaient assis vingt-quatre cardinaux; derrière eux les ambassadeurs se tenaient debout; puis venait le clergé, archevêques, évêques, prélats, docteurs, occupant toutes les places et remplissant la salle entière. Le docteur Wolfgang Forchtenauer, représentant de l'empereur Frédéric III, se leva le premier et demanda au nom de son maître la bienveillance du pape pour les députés du roi de Bohême. Après lui, la parole fut donnée au chancelier Procope, qui offrit au saint-père les excuses

du roi pour le long retard de l'ambassade, et prêta le serment d'obédience. « Mais ce serment n'est qu'au nom du roi, s'écria Pie II; il est d'usage de le prêter au nom de tout le royaume. » Alors le chancelier, se tournant vers Kostka : « Que faire? dit-il à voix basse. Je puis prêter ce serment pour les miens (les catholiques), car je suis sûr de leur adhésion; à toi de décider ce que tu dois faire pour les tiens! — Prête serment au nom de tous, répondit Kostka. La nation et le roi marchent d'accord ; ce que le roi trouve bon, la nation l'approuvera. » Le chancelier prêta le serment d'obédience au nom du roi et du royaume de Bohême. « Maintenant, dit le pape, si vous avez quelque chose sur le cœur, parlez. » C'était le signal de la lutte, c'était l'occasion prévue et désirée qui allait provoquer la sentence.

Un des députés du roi George, un de ceux qui n'avaient pas encore paru dans les conférences particulières, maître Wenceslas Koranda, représentant plus particulier des croyances religieuses du peuple tchèque, entra en lice pour la justification de ses frères, et demanda, au nom des *compactats*, que les partisans de la double communion ne fussent plus regardés comme des hérétiques. Il s'exprimait d'abord en suppliant, il parla bientôt en accusateur. Sa voix retentissante, les paroles qui se précipitaient de ses lèvres (*voce sonora*, *torrenti oratione*) révélaient, avec la fermeté de sa foi, l'irrésistible élan d'une pensée longtemps contenue qui vient de rompre ses freins. Il raconta l'histoire de Bohême sans trouble, sans remords, rapportant au contraire à l'assistance du Père, du Fils et du Saint-Esprit tout ce que le peuple tchèque avait entrepris et exécuté. Qui avait inspiré à

ses frères l'ardent amour de la vérité évangélique? Qui les avait protégés contre tant d'ennemis? Qui avait détruit avec une poignée d'hommes de si nombreuses armées? A Dieu seul en revenait la gloire. Et ces Tchèques, toujours vainqueurs, comment avaient-ils profité de leur triomphe? Ils avaient tendu la main aux pères du concile de Bâle pour arrêter l'effusion du sang; ils avaient accepté comme roi et seigneur le plus cruel de leurs ennemis, l'empereur d'Allemagne, Sigismond, ne lui demandant, en échange de la couronne de Bohême, que le respect des *compactats*. Sigismond avait juré de respecter cette grande charte; ses successeurs l'avaient juré aussi. Le nouveau roi avait prêté le même serment, et, gouvernant d'après cette loi sainte, il donnait à la Bohême des jours de paix et de bonheur que les vieillards du pays ne se souvenaient pas d'avoir jamais connus. O bénédiction de Dieu! mais bénédiction troublée par les violences des hommes! « De toutes parts, ajoutait l'orateur, la ruse et la calomnie nous enveloppent. Le roi et le peuple sont outragés. On nous appelle schismatiques, sectaires, fauteurs d'hérésies, et on affirme que c'est l'opinion du saint-siége, comme si de ce foyer d'amour pouvait sortir l'œuvre de haine. Nous n'avons opposé à nos ennemis que notre patience, car les *compactats* nous font une loi d'oublier les outrages et de ne pas y chercher l'occasion de rompre la paix; mais nous attendons que le saint-père nous vienne en aide. Nous attendons que, châtiant les violateurs de la foi jurée, il rétablisse l'alliance entre la Bohême et le reste du monde chrétien. Nous le prions, nous le supplions de reconnaître solennellement les *compactats*, afin que toute divi-

sion cesse parmi nous, et que la Bohême, assurée de son repos intérieur, puisse enfin, selon ses vœux, ouvrir la croisade contre les Turcs. »

L'assemblée écoutait dans un religieux silence. L'orateur s'exprimait avec tant de force et d'autorité, qu'aucun murmure, aucun souffle n'avait interrompu son discours. Quand il eut fini, le pape prit la parole, et, comprenant qu'il fallait détruire l'effet d'une harangue plus semblable à une accusation qu'à une requête, il déploya pendant plus de deux heures toutes les ressources du savoir et de l'éloquence. Avant d'exercer l'autorité de sa charge, il voulut faire apparaître à tous l'autorité de l'esprit. Lui aussi, comme maître Koranda, il connaissait l'histoire de la Bohême; il avait été mêlé à ces tragiques événements. Légat du pape ou chargé d'affaires de l'empereur, il avait rempli plus d'une mission à Prague. Ces pays dévastés par la guerre civile et par les passions religieuses, il les avait parcourus en tous sens, il avait recueilli la tradition, il savait la vérité comme un témoin, et déjà il l'avait proclamée à la face du monde. L'Europe n'avait-elle pas lu sa description de l'Allemagne, son tableau de la Bohême, sa Vie de l'empereur Sigismond? Cette histoire, il la refit à grands traits, insistant sur les horreurs que le député hussite avait laissées dans l'ombre et faisant frissonner l'auditoire au récit des massacres. Koranda, qui ne pouvait ni réveiller ni écarter complétement ces souvenirs, les avait justifiés d'un mot, à la manière biblique, en attribuant au glaive de Dieu l'épouvantable hécatombe; son devoir était de peindre avant tout la paix, l'ordre, la sécurité, rétablis en Bohême par la main du roi George. Pie II,

en avocat consommé, détourne l'attention des auditeurs de ce tableau des choses présentes, et les reporte trente ans en arrière. « Ah! que de ruisseaux de sang! que de prêtres égorgés! que de couvents souillés et détruits! Les plus beaux monuments de l'antique piété de Bohême ne sont plus que des ruines, et quelles ruines! des charniers. Un jour, sous le roi Ladislas, j'arrive à Beneschau, et je m'empresse d'aller revoir une de ces belles églises de Bohême, les plus grandes, les plus riches qui fussent dans toute la chrétienté. Hélas! si horrible était la dévastation, que je ne pus retenir mes sanglots. Pourquoi donc parler des *compactats* du concile de Bâle? Ils n'ont été accordés aux hussites que pour mettre fin à tant de barbarie. C'est la contrainte qui les a fait voter; la contrainte cessant, le droit commun reparaît. Vous désirez la paix, vous demandez la paix, dites-vous, et ce que vous sollicitez de ce saint-siége est le contraire de la paix, puisque c'est une atteinte à l'unité de l'Église. Cependant vous êtes nos fils, nous sommes votre père; comptez sur notre paternelle sollicitude. Si un fils sollicite de son père une grâce qui doit lui être funeste, c'est par amour pour son fils que le père est tenu de rester inflexible. Nous convoquerons nos frères, nos conseillers, et nous vous donnerons une réponse conforme à notre honneur et à vos intérêts. »

La réponse était indiquée d'avance. Pendant une dizaine de jours, les conférences particulières recommencent entre les cardinaux et les envoyés du roi de Bohême. Mêmes arguments de part et d'autre, même impossibilité de s'entendre. Enfin, le mercredi 31 mars, Pie II, dans un consistoire solennel, en présence de plus de quatre

mille personnes, proclame sa décision. Son discours, très-long, très-étudié, reproduit tous les arguments que les cardinaux et le pape lui-même ont déjà mis en œuvre. Pour des motifs de discipline, de théologie, de morale, bien plus, pour des raisons politiques et dans l'intérêt du peuple tchèque, la communion sous les deux espèces est déclarée contraire à la foi orthodoxe. « Revenez à votre mère, disait le pape en terminant, revenez à l'Église infaillible; alors seulement la gloire et la paix resplendiront de nouveau sur ce royaume, que frappent depuis si longtemps la malédiction et la mort. » Lorsque Pie II a fini de parler, Antoine d'Eugubio, procureur de la foi, se lève et prononce cette sentence à voix haute : « Je déclare publiquement devant l'assemblée des vénérables cardinaux, archevêques, évêques, et de toutes les personnes ici présentes, que le saint-père rapporte et supprime les *compactats* accordés au peuple de Bohême par le concile de Bâle; que la participation des laïques à l'eucharistie sous les deux espèces est défendue et interdite, enfin que le serment d'obédience prêté par le roi de Bohême est accepté, mais seulement sous la condition pour lui d'extirper l'hérésie de ses États, de rentrer dans le sein de l'église romaine, de se conduire et de conduire son royaume d'après la loi du saint-siége. Et j'ordonne aux notaires publics de consigner cet événement en plusieurs manuscrits pour tous les temps à venir. »

Le lendemain, 1er avril, les députés de la Bohême étant venus prendre congé du pape, Pie II les reçut dans son jardin, en présence de quelques cardinaux, et leur adressa ces paroles : « Dites bien à votre roi que nous l'aimons et que nous sommes prêts à faire pour lui tout ce qui ne

sera pas contraire à l'honneur de ce saint-siége. Votre requête était inadmissible. Dites au roi, à la reine, aux barons, de fuir les nouveautés religieuses. Et toi, Kostka, si cher à ton souverain, toi qu'il aime entre tous, exhorte-le à nous obéir. Ce sera une source de gloire pour le royaume. Qu'il ait le courage de communier publiquement sous une seule espèce, qu'il fasse communier avec lui la reine, ses enfants, toute la cour; le peuple le suivra sans résistance, car le roi est aimé, et le peuple, en tout pays, imite volontiers le roi qu'il aime. Et vous, maîtres, docteurs, excitez à l'obéissance envers nous toutes les âmes dont vous avez la charge. Songez-y, si l'erreur continuait à se propager dans l'ombre, nous serions obligés de recourir à des mesures de rigueur, voulant que ce royaume soit ramené à l'Église, quelque prix qu'il en coûte. Ne vaut-il pas mieux se soumettre de bonne grâce que de céder à la force? »

Telle fut la conclusion de ces mémorables scènes. Pie II, qui connaissait si bien la Bohême, effaçait d'un trait de plume quarante années de son histoire, au risque de réveiller les fureurs que le concile de Bâle était venu apaiser. N'avait-il pas vu de ses yeux avec quelle facilité un peuple est poussé au fanatisme lorsque des gens qui valent moins que lui essayent de lui arracher sa foi? ou bien croyait-il que l'ardeur des vieux hussites était à demi éteinte chez leurs enfants, et qu'il suffisait d'un coup d'État pour l'étouffer sans retour? Mais ces événements extraordinaires soulèvent de bien autres questions. Pourquoi les fils des vieux hussites ne sont-ils pas plus conséquents avec eux-mêmes? Pourquoi, repoussant l'autorité de Rome, veulent-ils rester dans l'église catho-

lique? D'où vient qu'ils n'osent pas se séparer? ou plutôt d'où vient que l'idée d'une séparation est aussi douloureuse pour eux que l'idée d'une soumission absolue? Avant les profondes études de M. Palacky, on regardait les hussites comme des précurseurs de Luther. Cela est faux, cela n'est vrai du moins qu'avec bien des explications et des nuances. A la lumière des faits nouveaux révélés par l'histoire de la Bohême, tout un ordre de pensées se déroule devant nous; il faut bien les résumer en quelques mots avant de continuer notre récit. On comprendra mieux tout ce qui va suivre.

Quand nous lisons aujourd'hui ces scènes d'un autre âge, il nous est difficile d'en apprécier l'importance et de les juger d'une manière équitable. Certes, à première vue, on ne peut donner tort à Pie II quand il dit aux hussites : « Choisissez! » On est forcé d'approuver sa logique, et même sur plusieurs points son esprit de sagesse; je mets à part la versatilité de sa conduite, je ne pense pas à Æneas-Sylvius, mais au pape. Le pape avait-il tort de répéter : « Décidez-vous! » et les hussites avaient-ils le droit de répondre : « Nous voulons être hussites et catholiques tout ensemble? » La logique n'est-elle pas du côté du pontife de Rome? La contradiction n'est-elle pas chez les chrétiens de Bohême? Prenez garde : si vous allez au fond des choses, vous verrez que l'opposition des Tchèques ne ressemble pas à celle qui éclatera bientôt avec Luther; elle renfermait, nous l'avons dit, l'ébauche confuse d'un système où l'Église catholique, c'est-à-dire l'Église chrétienne universelle, admettrait maintes libertés particulières, ouvrirait son vaste sein à maintes Églises nationales. Les Tchèques

du quinzième siècle, ne se rendant pas compte de leurs idées, paraissaient enfoncés dans une contradiction aussi absurde qu'opiniâtre, quand ils disaient, sans vouloir en démordre : « Nous sommes hussites, et nous ne cessons pas d'être catholiques ; » mais qu'importe la contradiction? Un des esprits les plus pénétrants de nos jours a dit que, sans un peu de contradiction, c'est-à-dire sans une certaine ampleur de pensée, on n'aboutit qu'à des vérités étroites et incomplètes. Est-ce qu'il ne nous arrive point, dans notre conduite comme dans nos pensées, de réunir souvent des principes contraires en apparence, dont le lien, quoique réel, nous échappe? Ce lien nous faisant défaut, notre conduite est illogique, notre pensée est contradictoire; il nous est impossible d'en rendre raison. Nous persistons cependant; pourquo ? Parce que l'instinct, dans son premier essor, va quelquefois plus loin que la pensée réfléchie, parce que nous atteignons tout d'abord par l'inspiration inconsciente des choses qui ne nous seront dévoilées que longtemps après par l'analyse. C'est là un phénomène que nulle psychologie vivante ne saurait constater, et on le retrouve chez les peuples comme chez les individus. Si les Tchèques du quinzième siècle avaient pu analyser leurs sentiments comme un moraliste du dix-neuvième, l'apparente contradiction de leur attitude se serait vite évanouie.

Au reste, ce que faisaient les Bohémiens du roi George au grand étonnement de l'étroite logique italienne, nos gallicans le faisaient aussi à leur manière et précisément dans cette même période. « Jamais, dit Bossuet, il ne fut tant parlé qu'à cette époque des libertés de l'église

gallicane. » La contradiction que nous venons de signaler, moins grave chez nos savants docteurs, ne se produisait pas avec cette candeur véhémente qui donne aux sujets du roi George une physionomie si originale ; elle avait toutefois de bien étranges hardiesses. Chose digne de remarque, le système qui réclame à la fois la liberté et l'union, la vie particulière et la vie commune, le système qui voudrait faire de l'Église universelle une grande fédération chrétienne, apparaît au moment même où le moyen âge finit et où commence le monde moderne. Il apparaît dans deux pays bien différents, chez un peuple de race romane et chez un peuple slave, en France et en Bohême. Il est représenté chez nous par les hardis gallicans du concile de Bourges, et chez les Tchèques par les nouveaux hussites. Or, ce système non formulé encore, et qui est moins une doctrine qu'un pressentiment, la papauté le combat de tout son pouvoir, en France, par une diplomatie infatigable, en Bohême par une guerre d'extermination. Qu'arrive-t-il? Cinquante ans après, un autre peuple réclame aussi son autonomie religieuse, et, acceptant le dilemme de Pie II avec cette logique résolue que les Italiens s'étonnaient de ne pas rencontrer chez les hussites, il n'hésite pas à déchirer l'Église. Si le système des hussites et des gallicans avait triomphé au quinzième siècle, l'histoire aurait suivi un autre cours ; l'église allemande eût pris sa place sans troubles, sans déchirement, comme l'église de Bohême et l'église gallicane, au sein du christianisme.

## IV

Les ambassadeurs de Bohême partirent de Rome le 3 avril et arrivèrent à Prague vers la fin du mois de mai. Un courrier dépêché par eux avait déjà porté au roi la terrible nouvelle : les titres de l'église nationale étaient anéantis par le pape. Dire la douleur et la colère de George, c'est chose impossible. Il vit là un coup de mort pour la patrie, et lui-même le ressentit au cœur. Se soumettre, pouvait-il y penser ? A part la question d'honneur et de foi, c'eût été se perdre aux yeux de tout un peuple et déchaîner la révolution, cette révolution furieuse, hideuse, qu'il avait domptée à force de vigueur et de sagesse. Entrer en lutte avec le pape, quel péril ! La croisade allemande allait peut-être se former de nouveau contre la Bohême. De quelque côté qu'il dirigeât ses regards, l'avenir était menaçant. Toutefois il n'hésita point. Sans rien faire pour précipiter la lutte, il l'attendit de pied ferme. La seule politique à suivre, c'était de tenir pour nulle et non avenue la sentence du 31 mars, de veiller comme par le passé à l'exécution des *compactats*, et d'être toujours prêt à parer le coup du saint-siége.

Ce n'est pas tout : la prévision de cette rupture inévitable lui inspire subitement une pensée audacieuse et grandiose. Il conçoit le plan d'une nouvelle Europe. Le pape et l'empereur, dans la hiérarchie du moyen âge sont les tuteurs du monde chrétien ; George de Podiebrad a l'ambition d'émanciper les peuples et les rois. Il veut organiser une vaste ligue d'États dont l'indépen-

dance n'aura plus rien à redouter ni du pape ni de l'empereur. S'il réussit, ce sera toute une révolution; le moyen âge aura reçu le coup de mort, et la société moderne atteindra en naissant le but que lui a marqué la Providence. Immense et périlleuse entreprise! il faut la mûrir en silence, il faut en préparer les voies avec une stratégie consommée. Il sera long et pénible, le siége de la vieille forteresse; en attendant l'heure d'investir la place, le roi George s'empresse de rassurer ses sujets. Il convoque les États dans le palais même, le 8 août 1462, impatient de s'expliquer avec le pays, simplement et à cœur ouvert, sur la situation qui lui est faite.

Les représentants de la nation vinrent en grand nombre, non-seulement de la Bohême, mais de tous les pays de la couronne; la Moravie, la Silésie, la haute et basse Lusace y avaient leurs députés. Des évêques catholiques, les évêques de Breslau, d'Olmütz, d'autres encore, accompagnés des principaux dignitaires de l'Église, prieurs d'abbayes et doyens de chapitres, s'étaient rendus à l'appel, car le roi George, dans sa loyale impartialité, avait convoqué même ses ennemis. La première séance publique s'ouvrit le 12 août, à onze heures du matin. Le roi présidait en personne; à ses côtés étaient assis la reine Jeanne et ses fils. Il voulait que ce fût comme une grande assemblée de famille. La séance ouverte, le roi prit la parole; il rappela brièvement tout ce qu'il avait fait pour l'honneur, la paix et la prospérité du pays; il ajouta que pour couronner son œuvre, et sur le conseil de ses plus fidèles amis, il avait envoyé une ambassade au pape, espérant que cette démarche dissiperait les préventions de Rome, espérant

qu'elle consoliderait la restauration politique et religieuse d'un état longtemps dévasté par la tempête, mais ardemment chrétien. L'ambassade était revenue, et avec quelle réponse! les représentants de la Bohême allaient l'entendre. Alors le sire de Kostka fit une sorte d'introduction en quelques mots, puis le chancelier Procope de Rabstein et maître Koranda lurent le journal qu'ils avaient rédigé des travaux de la mission. Pas un détail n'y manquait; la lecture dura plusieurs heures. Reprenant ensuite son discours, le roi exprima noblement la douleur qu'il ressentait à titre de roi et de chrétien. La première pensée qui s'offrait à lui, c'était le souvenir de la longue anarchie qui avait désolé la Bohême; cette anarchie heureusement vaincue grâce à la loi de concorde votée à Bâle par les plus hauts représentants de l'Église, le pape voulait-il donc la déchaîner de nouveau en détruisant l'œuvre de ses supérieurs? On lui reprochait, à lui George de Podiebrad, d'avoir manqué au serment qu'il avait prêté en recevant la couronne; quel était donc ce serment? Il en lut le texte à haute voix et s'écria : « Vous l'entendez, nous avons juré d'extirper de ce royaume les hérésies et les sectes. Or, vous le savez, nous n'aimons ni les hérétiques ni les sectaires : nous les avons frappés et dispersés; mais la communion sous les deux espèces est-elle une hérésie? Est-ce une hérésie, la cène instituée par le Sauveur? Est-ce une hérésie, la foi consacrée par un concile œcuménique? Élevé dans cette foi dès notre enfance, fidèle à nos religieuses pratiques comme simple membre de la noblesse, puis comme lieutenant du royaume, nous n'y avons pas renoncé en montant sur le trône; pouvait-on croire que sous ce nom de

sectes et d'hérésies le roi George comprenait la religion de sa patrie et la sienne? Si quelqu'un au monde a jamais pensé que, pour obtenir la consécration de mon pouvoir, j'étais capable de renier ma foi et mon Dieu, c'est une étrange erreur, une erreur que rien de ma part n'a pu autoriser; je n'en suis pas responsable. Or, pour qu'il n'y ait plus nul doute à cet égard, sachez tous que nous resterons éternellement fidèles à la communion sous les deux espèces, je dis nous tous, moi, le roi, ma femme assise à mes côtés, et tous mes chers fils qui m'entourent, et non-seulement nous resterons fidèles à notre foi jusqu'à la dernière heure, mais, s'il faut y sacrifier notre couronne et notre vie même, nous sommes prêts. »

Le roi avait prononcé ces paroles avec une si vive émotion, que l'assemblée presque tout entière ne put retenir ses larmes [1]. On agita ensuite la question de savoir si les *compactats*, malgré le décret du pape, devaient toujours être considérés comme la loi fondamentale du royaume. Le roi fit lire aux états le récit officiel des négociations des hussites avec le concile de Bâle, le texte authentique des *compactats*, les confirmations scellées du sceau des rois ses prédécesseurs, Sigismond, Albert, Ladislas, et après avoir ainsi confronté le décret de Pie II avec les titres imposants du droit public de la Bohême, il demanda que chacun des assistants répondît à cette question : « Si quelqu'un, au sujet des *compactats*, attaque le roi ou le royaume, soit l'outrage à la bouche,

1. *Ad cujus professionem fere tota synodus, aut pro majori parte, præ fletu effudit lacrymas*, comme dit le greffier, témoin de ces grandes scènes.

soit les armes à la main, êtes-vous prêt à le défendre? » La séance fut suspendue quelque temps pour que l'assemblée pût délibérer. Les députés, comme on devait s'y attendre, se divisèrent en deux groupes. Les véritables représentants du pays, les députés hussites, s'empressèrent de parler les premiers; Kostka, leur interprète, remercia le roi, la reine, leurs enfants, de cette généreuse profession de foi qui allait enflammer la Bohême, et déclara, au milieu des acclamations de ses amis, qu'ils étaient tous résolus à donner leurs biens et leur sang pour la défense du trône.

Les catholiques ne pouvaient tenir ce langage; ils avaient deux maîtres à servir, le roi et le souverain pontife. C'étaient presque tous des membres de la haute noblesse, seigneurs et barons; leur chef, Zdének de Sternberg, promit au roi l'assistance de ses amis en tout ce qui ne serait pas contraire aux instructions du saint-siége. On comprend que le roi n'ait pas été satisfait d'une telle réponse. Il n'y avait pas de concordat au quinzième siècle, le pape s'attribuait le droit de régenter tous les États chrétiens; dans une lutte entre Pie II et le roi George, les catholiques n'avaient pas de mesure pour discerner le juste et l'injuste, ils ne pouvaient plus obéir qu'à un seul maître, et ce maître était un souverain italien. Le roi, tout mécontent qu'il était, dit aux évêques et aux barons qu'il se fiait à leur loyauté, à leur patriotisme, qu'il voulait le respect des consciences, et ne souffrirait pas que la paix publique fût jamais troublée par des questions religieuses.

Cette âme vraiment royale, et qui pratiquait si bien les devoirs de sa royauté, n'était pas disposée à la laisser

avilir. On le vit clairement à la seconde séance, où le légat du pape fut entendu. Ce légat était un de ces docteurs, théologiens ou légistes, qui se mettaient au service des divers gouvernements, et formaient, nous l'avons vu, la libre diplomatie du quinzième siècle. Il était Dalmate de naissance et ardemment catholique; George, qui n'était pas un chef de secte, mais un roi, s'était fait représenter par lui auprès de Pie II. Fantin de Valle, c'est son nom, occupait encore cette charge quand l'ambassade bohémienne était arrivée à Rome. Les envoyés du roi, craignant que leurs compatriotes ne les accusassent de faiblesse ou d'inhabileté, n'étaient pas fâchés de ramener un témoin qui pût certifier l'exactitude de leurs récits. Le pape, de son côté, n'avait pas cru possible, dans les circonstances présentes, de trouver un légat plus convenable que le théologien du roi George. C'est ainsi que le docteur Fantin de Valle, après avoir servi le roi de Bohême comme chargé d'affaires à Rome, revenait à Prague comme légat du pape. Au moment de le faire introduire dans la salle des États (13 août), le roi parla ainsi aux députés : « Nous allons l'entendre aujourd'hui en qualité d'ambassadeur du pape; demain, il comparaîtra comme notre chargé d'affaires. Quels que soient les discours qu'il tienne ici au nom du souverain pontife, je vous ordonne à tous de demeurer calmes et de ne pas l'interrompre. » Fantin fut introduit et traité de la même façon que les envoyés bohémiens au consistoire de Rome : il dut rester debout en présence du roi, comme les envoyés du roi étaient restés debout en présence du pape.

« Avant d'exposer l'objet de ma mission, dit le légat,

je demande si je puis parler librement et en toute sécurité. — Librement et en toute sécurité, » répondit le roi. Alors Fantin commença son discours, qui ne fut qu'une paraphrase véhémente des paroles de Pie II dans le consistoire du 31 mars. A des récriminations violentes contre les premiers hussites, à une interprétation sophistique des *compactats*, à des lieux communs déclamatoires sur l'unité romaine, enfin à la proclamation du décret pontifical qui mettait à néant la charte religieuse du concile de Bâle succédèrent bientôt des exhortations altières renfermant une insulte pour le roi. « Tenez votre serment! s'écria-t-il. Recevez la communion des mains des prêtres catholiques, vous, sire, et la reine et toute votre maison. Chassez de la cour tous ces chapelains effrontés, maîtres d'erreur et ministres de ruine; livrez-les à l'administrateur du chapitre de Prague pour qu'il châtie leur impudence ; défendez à tout sectaire la distribution du saint sacrement, qui devient une profanation entre leurs mains; sinon, devant Dieu et devant les hommes, vous n'échapperez point à la honte du parjure. » A ces mots, le roi ne put s'empêcher d'interrompre l'orateur, prenant Dieu et sa conscience à témoin que jamais, et envers qui que ce fût, il n'avait violé son serment. « Il ne vous appartient pas, répliqua Fantin, d'interpréter ce serment à votre guise. C'est à celui qui l'impose, non à celui qui le prête, d'en fixer le sens et la portée. » Le roi répondit avec calme : « Dans les choses de conscience, je ne reconnais personne ici-bas pour mon juge. — Voulez-vous donc braver l'autorité du saint-siége? reprit impétueusement le légat. Prenez garde : le pape ne laissera aucune révolte impunie, et ses coups portent loin, ne

l'oubliez pas. Quelle est la source de tous les pouvoirs de la terre? Qui donne aux rois leurs couronnes, aux prélats leurs priviléges, aux universités leurs franchises? Celui qui confère les droits peut aussi les retirer. » La mission du légat était finie; en jetant cette menace au roi de Bohême, il quitta l'assemblée.

Aussitôt le roi prit la parole : « Vous l'avez entendu, barons, chevaliers, bourgeois, peuple de Bohême! Vous qui nous avez nommé votre protecteur, votre roi, on vient vous dire que ce n'est pas à vous, mais à un étranger, de choisir le roi de ce pays! Cet homme a osé toucher à notre honneur! S'il n'était pas l'envoyé du pape, je jure Dieu que cette heure serait la dernière de sa vie. L'honneur, mes amis, je l'ai toujours placé au-dessus de tous les biens d'ici-bas : a-t-on jamais vu sur ce trône un seul manquement à l'honneur comme il y en a eu de toute sorte sur le siége romain? Mais Fantin recevra son châtiment, et nous espérons que vous tous, en fidèles sujets, vous ressentirez l'insulte faite à l'honneur de votre roi! » Après avoir donné ce libre cours à son indignation, il revint avec plus de calme à l'exposé des choses publiques. L'intérêt le plus urgent était d'écarter les orages qui pouvaient fondre de nouveau sur le royaume. Le roi, dès les premières nouvelles de Rome, s'était déjà mis à l'œuvre; il apprit aux députés que le comte palatin Frédéric et le duc Louis de Bavière offraient leur médiation entre la Bohême et le saint-siége. Il promit de réunir encore les états, d'invoquer encore leur appui, leurs conseils, et la séance fut levée.

Quand on sut ce qui s'était passé aux états, une formidable agitation se répandit dans la ville. On ne pouvait

supporter l'idée que le légat du pape, en pleine séance royale, eût traité d'hérétiques tous les calixtins de Bohême. Si le roi n'avait annoncé la punition de Fantin, l'émeute eût éclaté. Les amis du légat lui conseillaient de fuir; mais lui, fier de l'impression qu'il avait produite, sentait redoubler son audace. Soit qu'il eût confiance dans la modération du roi, soit qu'il ne craignît pas le martyre, il resta ferme à son poste. Le lendemain, le roi le fit mander devant son conseil. Ce n'était plus le légat du pape remplissant sa mission en présence des états de Bohême, c'était simplement, et on le lui déclara tout d'abord, le fonctionnaire du roi George appelé à rendre compte de l'exécution de son mandat. « Il est vrai, répondit insolemment Fantin, que j'ai servi le roi comme chargé d'affaires, tant que j'ai espéré que le roi serait fidèle à ses promesses et tiendrait son serment; mais depuis que je l'ai vu parler d'une façon et agir d'une autre, j'ai quitté son service. » A ce nouvel outrage, le roi tira son épée : « Je ne sais qui me retient, s'écria-t-il, de t'étendre mort à mes pieds! » Fantin, bravant jusqu'au bout la colère trop légitime de son maître, répondit qu'il ne pouvait souhaiter un trépas plus glorieux. Cette bravade fut un avertissement. Le roi sentit quelle faute il eût commise. Était-ce à lui de punir de sa main le mandataire infidèle, l'homme qui avait trahi la confiance du roi, la confiance de tout un peuple, et qui se vantait de sa félonie? Il suffisait de le livrer à ses juges.

Le procès ne fut pas long. On produisit immédiatement des pièces apportées de Rome par l'ambassade, et prouvant que le docteur Fantin de Valle, loin de servir les

intérêts de son maître, avait excité contre lui la haine des Romains. La sentence portait qu'il avait mérité la mort, mais que le roi, par déférence pour le pape, exerçait son droit de grâce et se bornait à tenir le condamné sous bonne garde. Le légat fut enfermé le jour même dans les prisons de l'hôtel de ville.

Le chancelier Procope de Rabstein, convaincu aussi d'infidélité, fut destitué de sa charge, et obligé sur parole à rester prisonnier chez lui jusqu'à nouvel ordre. A cette nouvelle, quelques-uns des chefs catholiques, l'évêque de Breslau et le baron Zdének de Sternberg, furent saisis d'une terreur panique et s'éloignèrent de Prague sans prendre congé du roi. Au contraire, l'évêque d'Olmütz, Procas de Boscowic, resta plusieurs jours dans la ville et s'employa charitablement à calmer les esprits. Ce n'était pas devant la colère du roi, dont la sagesse était connue, c'était devant l'irritation populaire que les chefs catholiques avaient pris la fuite. L'émotion publique était extrême; les imaginations effarées attribuaient au gouvernement les plus sinistres projets.

Le roi, pour étouffer ces rumeurs, crut devoir signifier ses intentions au clergé des deux églises. Il ordonna au consistoire hussite et au chapitre de l'archevêché de rassembler à Prague, le 16 septembre, tous les prêtres soumis à leur autorité. Cet ordre était formulé en termes si sévères que le doyen du chapitre, Hilaire de Leitmeritz, exigea de tous ses subordonnés un reçu de la convocation, afin que nul ne pût alléguer son ignorance. De tous les points de la Bohême, les deux clergés répondirent à l'appel. Le matin du jour où ils devaient se présenter devant le roi, sept cent quatorze prêtres catho-

liques, réunis chez le doyen Hilaire, écoutaient les instructions de leur chef. Le digne doyen leur recommanda la prudence, la fermeté : ni paroles arrogantes ni capitulations peureuses, c'était l'attitude qui leur convenait. Si la colère du roi tombait sur l'un d'entre eux, pourquoi celui-là se troublerait-il? Ils marchaient tous ensemble, ils avaient une même âme pour soutenir une même cause. Après avoir invoqué Dieu dans la vieille cathédrale, près du tombeau des saints martyrs de Bohême, ils se rendirent au palais comme s'ils marchaient au supplice, les uns fort effrayés, silencieux, abattus, et n'obéissant qu'à la contrainte, les autres transportés d'enthousiasme et heureux de donner leur vie, s'il le fallait, pour attester leur foi. Tous se trompaient. L'homme qui les faisait comparaître devant lui n'était pas un inquisiteur du moyen âge; ils allaient voir une chose dont ils ne se doutaient guère, l'image du christianisme humain, l'un des premiers types, le plus noble peut-être, du vrai souverain moderne.

Le long cortége, descendant des hauteurs du Hradschin, traversa le pont de la Moldau et se dirigea vers le palais du roi. Ils marchaient deux à deux, trois à trois, au milieu d'une population hostile, mais apaisée, car elle avait confiance dans son chef. Quand ils arrivèrent, les prêtres hussites, plus nombreux encore selon toute vraisemblance (les documents n'indiquent pas le chiffre), étaient déjà rassemblés dans la salle des états, sous la conduite de maître Rokycana, l'archevêque élu. Chacun ayant pris place, le roi parla ainsi : « Depuis que la grâce de Dieu m'a fait monter sur ce trône, j'ai consacré tous mes jours, toutes mes veilles, à maintenir au dehors

l'honneur du royaume et sa tranquillité au dedans. Vous au contraire, prêtres des deux églises, vous ne cessez de vous quereller; vous vous injuriez les uns les autres, vous vous traitez réciproquement d'hérétiques, de sectaires, vous refusez la sépulture aux morts et l'entrée des temples aux vivants. Ce n'est pas tout : il en est parmi vous qui se déshonorent en fréquentant des femmes de mauvaise vie, en se livrant au jeu, en se souillant de débauches que j'aurais honte de nommer. Si vous ne vous amendez vous-mêmes, je serai obligé de prendre des mesures pour que l'honnêteté publique ne reçoive pas d'atteintes. En outre, nous vous ordonnons à tous, membres des deux clergés, d'observer religieusement les *compactats* que le concile de Bâle a donnés à ce royaume pour y établir la paix. Quiconque osera les violer n'échappera point à ma colère. Je ne souffrirai pas que vos dissensions nuisent à la prospérité du royaume. » Le doyen du chapitre catholique et l'archevêque hussite répondirent brièvement, chacun au nom de son troupeau. Tous deux commencèrent par rendre grâce au roi des biens dont il avait comblé la patrie. Rokycana soutint que les reproches formulés par le roi ne pouvaient s'adresser aux prêtres hussites, qu'aucun d'eux n'avait violé les *compactats*, qu'aucune infraction aux bonnes mœurs n'était restée impunie. Le doyen Hilaire de Leitmeritz prononça aussi quelques mots pour la justification de ses frères, et sans s'expliquer sur la valeur des *compactats*, protesta de son amour pour la paix. Après ce colloque, le roi fit connaître le sujet de sa querelle avec le saint-père, exposa les motifs de l'emprisonnement de Fantin, et défendit que personne intervînt en sa faveur.

On remarqua beaucoup un des incidents de la séance. Rokycana s'était plaint de la désobéissance d'un de ses prêtres : « Maître, dit le roi d'un ton sévère, tu veux toujours que tout le monde t'obéisse, et toi, tu n'obéis à personne. » Craignant sans doute que les chefs du clergé hussite, animés par la lutte et confiants dans l'énergie du roi, ne se crussent dispensés de l'équité, il voulait montrer que, s'il était résolu à maintenir l'église nationale, il était avant tout le grand justicier de la Bohême, le protecteur du droit commun.

## V

L'arrestation d'un légat du pape par le roi George produisit une impression extraordinaire non-seulement en Bohême et en Allemagne, mais dans toute la chrétienté. La lutte était décidément ouverte entre George de Podiebrad et Pie II. Quels événements allaient sortir de là? Serait-ce la guerre? serait-ce une croisade contre l'hérétique? Les deux ennemis avaient les yeux fixés sur l'Europe, celui-ci pour trouver un successeur au roi de Bohême, celui-là pour écarter les intrigues et conjurer l'orage. Une lettre de l'empereur au saint-père, en date du 1er octobre 1462 (six semaines après les événements dont nous venons de faire le récit), nous apprend que déjà un prince étranger, on ne sait lequel, avait sollicité à Rome le titre de roi de Bohême.

C'était demander trop tôt une mesure qui, ne pouvant être soutenue à demi, exigeait de vastes ressources et une

guerre à outrance. L'heure des grands coups n'avait pas encore sonné. Au contraire, les premiers événements de cette période nouvelle sont favorables au roi George. Le prince auquel Pie II devait s'adresser tout d'abord pour combiner avec lui la déposition de Podiebrad, l'empereur Frédéric III, avait été fort mécontent de la suppression des *compactats*, non qu'il éprouvât la moindre sympathie pour la cause religieuse des Tchèques, mais parce que, menacé d'une insurrection en Autriche, il prévoyait qu'il aurait besoin avant peu de l'énergique secours du roi de Bohême.

L'explosion fut plus prompte qu'il n'avait cru. Le 28 octobre, un seigneur autrichien nommé André Baumkircher arrivait de Vienne à Prague à bride abattue, après avoir crevé une trentaine de chevaux, dit la chronique. Couvert de sueur et de poussière, il se présente à la porte du palais. La nuit était fort avancée, et déjà le roi s'était retiré dans sa chambre. Les gardes ajournent le messager au lendemain; il insiste, il se nomme, il vient de la part de l'empereur, il faut qu'il parle au roi. On l'introduit enfin. « Sire, l'empereur est perdu, si vous ne venez à son aide. » Et il raconte au roi l'insurrection de Vienne. Enfermé dans la forteresse avec l'impératrice et sa famille, Frédéric n'a que trois ou quatre cents gardes pour se défendre, et la forteresse est enveloppée par une armée de onze mille hommes que grossit de jour en jour une population exaspérée. Ce n'est plus une de ces luttes féodales où les états révoltés arrachent des concessions au souverain; c'est tout un peuple en révolution. Les insurgés en veulent à la vie de l'empereur et des siens. La forteresse peut tenir encore, mais ses jours sont

comptés; sans le secours du roi de Bohême, il n'y a plus d'espoir.

Le roi écoute les prières du messager et se recueille un instant. Laissera-t-il périr ce souverain qui peut lui faire tant de mal? Essayera-t-il de le vaincre par la grandeur du bienfait? Après une délibération de quelques minutes, il dit à Baumkircher : « Repose-toi cette nuit; mais demain, au point du jour, hâte-toi de retourner vers ton maître, et annonce-lui mon arrivée. Quelques jours seulement pour rassembler mes troupes, et je pars. Nous sauverons l'empereur, je le jure, ou nous mourrons avec lui. » Le danger était si grand que cette promesse ne suffisait pas; l'envoyé de l'empereur voulait un signe, un gage, qui fît connaître la résolution du roi de Bohême et jetât la terreur parmi les insurgés; il demanda que le fils du roi, le prince Victorin, accompagné de quelques seigneurs de la cour, partît avec lui dès le lendemain. « Il partira, » dit le roi.

Que se passait-il donc en Autriche? Il y avait, depuis longtemps, des querelles très-vives entre les états et l'empereur, l'empereur travaillant sous main à étendre son pouvoir dans ses provinces héréditaires, les états défendant leurs franchises avec vigueur. L'ambition de Frédéric III lui faisait des ennemis que sa faiblesse enhardissait de jour en jour. Au reste, les orages qu'il soulevait ainsi ne paraissaient guère l'effrayer; il disait que l'orage s'apaiserait, que le temps calmerait les passions, et, comptant sur cet auxiliaire infaillible, il poursuivait tranquillement ses desseins. En vain l'impératrice, une vive et ardente Portugaise, le poussait-elle à se venger de ses ennemis : « Le vengeur, c'est le temps, »

répondait-il. Il savait aussi que, dans les moments critiques, les secours ne lui manqueraient pas ; n'y avait-il pas toujours quelque prince dans l'empire qui pouvait avoir besoin de lui ? La majesté impériale n'était-elle pas encore un talisman ? Économe jusqu'à l'avarice, circonspect jusqu'à l'inertie, il souriait dans sa barbe en pensant que tel ou tel de ses puissants vassaux, par déférence pour son titre, ne demanderait pas mieux que de soutenir le poids de la guerre. Il faut connaître ce caractère bizarre, ce mélange de ruse, de ladrerie, d'insouciance apparente, d'impassibilité calculée, pour comprendre les témérités de sa conduite. Cette opposition dont il s'inquiétait si peu avait fini par s'étendre des seigneurs aux bourgeois, des états aux communes. Le chef des mécontents était son propre frère, le duc Albert d'Autriche. Sa bonne ville de Vienne, jusque-là si fidèle, venait de se soulever à son tour. Que lui reste-t-il dans ce désarroi général de ses États héréditaires ? Il lui reste l'empire, l'empire, qu'il ne connaît point, où il n'a jamais paru, dont toutes les affaires lui sont indifférentes. Il faut pourtant qu'il ait un point où rallier ses amis, en attendant les secours qu'il va solliciter. Il part de son château de Neustadt avec une petite armée, et se dirige sur Vienne pour arrêter l'insurrection. A cette nouvelle, la ville est en feu, on se prépare pour une lutte à mort, et l'empereur, qui n'a eu que le temps de se jeter dans la forteresse avec sa famille et une poignée de serviteurs, s'empresse de licencier son armée, croyant apaiser la tempête. Malheureusement il a renvoyé ses troupes sans leur payer leur solde : les soldats veulent se venger sur les bourgeois et menacent de piller la ville ; mais bientôt

bourgeois et soldats s'unissent contre l'empereur enfermé dans son fort. C'est alors que Frédéric III envoya demander l'assistance du roi de Bohême. De leur côté, les bourgeois de Vienne, apprenant que George de Podiebrad allait accourir avec ses terribles bandes, firent prévenir aussitôt leur chef naturel, le duc Albert d'Autriche.

Frédéric III, malgré son inertie, montra qu'un sang royal coulait dans ses veines : il se battit vaillamment sur la brèche. L'impératrice elle-même, assistée de ses enfants, fit si bien son devoir, que la petite troupe des assiégés, enflammée par son exemple, put résister pendant plusieurs jours à un ennemi bien supérieur en nombre et attendre le secours du roi George. Le duc Albert était arrivé à Vienne le 2 novembre (1462) avec tout un cortége de seigneurs révoltés, ce qui portait à vingt mille hommes l'armée de l'insurrection. Le 14, le roi George est au bord du Danube avec sept mille soldats, et son armée, grossie chaque jour par des renforts arrivés des divers points de la Bohême, s'élève bientôt à vingt-deux mille combattants.

Nous n'avons pas à raconter ici les péripéties de la lutte : disons seulement que, le 4 décembre, l'empereur et sa famille, réduits à toute extrémité par le froid et la faim, purent sortir de cette forteresse, où une mort certaine les attendait. Le prince Victorin, accompagné des premiers seigneurs de Bohême, alla leur ouvrir les portes et les escorter par les faubourgs de la ville. Bien que le trajet ne fût pas long, on vit à l'attitude injurieuse du peuple combien était violente et générale l'irritation soulevée par l'empereur. L'impératrice, sous la

garde des troupes de Styrie et de Carinthie, récemment arrivées au secours de leur maître, prit la route du château de Neustadt. L'empereur, traversant le Danube à Nussdorf, se porta au-devant du roi de Bohême, qui l'attendait sur la rive gauche du fleuve. Malgré un froid des plus vifs, le roi, à cheval dès le matin, y était resté à son poste, afin d'accueillir l'empereur à sa sortie du *Burg*. Les deux souverains se saluèrent avec une grande cordialité; puis, chevauchant l'un à côté de l'autre, ils se rendirent à Kronenburg, où était le quartier général du roi de Bohême.

Le roi George employa tous ses soins à la réconciliation des deux frères. Il manda le duc Albert à Kronenburg et le fit introduire dans la grande salle du palais au moment même où il s'y entretenait avec Frédéric III. Aussitôt que le duc aperçut l'empereur, il s'élança vers lui, s'inclina profondément, s'agenouilla presque, non comme un frère devant un frère, mais comme un vassal devant son souverain. L'empereur, détournant la tête, refusa de l'écouter. Le duc renouvela ses hommages, ses prières même, car il demandait à l'empereur de vouloir bien signer sans rancune le traité dont le roi de Bohême avait été l'intermédiaire. L'empereur, marquant toujours une invincible répugnance à lui parler, répondait indirectement en s'adressant à un des seigneurs qui se trouvaient là. Le duc allait s'emporter peut-être; mais le roi, qui s'était retiré à l'écart, s'empressa d'intervenir : « Puisque vous ne pouvez vous entendre, dit-il, c'est à moi de vous imposer la paix en vertu du pouvoir que vous m'avez attribué l'un et l'autre. » Et il leur fit signer le traité par lequel il les mettait d'accord.

Ainsi croissait, en face du pape inquiet et soupçonneux, l'autorité morale du roi de Bohême. Pendant les quatre jours que l'empereur passa auprès du roi, il lui montra la plus cordiale amitié. Sa reconnaissance était aussi ardente que sincère, et il la témoignait sous maintes formes. Sans parler des indemnités de guerre promises au royaume, aux villes, à certains barons, à tel ou tel combattant, Frédéric III récompensa son libérateur par de véritables largesses. Les franchises de la Bohême furent augmentées et ses redevances impériales diminuées de moitié. L'empereur s'engagea par écrit à ne plus se mêler des affaires intérieures de la Bohême, si ce n'est sur l'appel du roi et pour lui venir en aide. Le second des fils de George, Hynek (Henri), fut élevé au rang des princes de l'empire. La reine Jeanne reçut une couronne d'or. Enfin voici les marques les plus inattendues de cet enthousiasme de l'empereur pour le roi de Bohême : il décida que s'il venait à mourir avant la majorité de son fils Maximilien, George de Podiebrad serait le tuteur du jeune prince; bien plus, si Maximilien lui-même n'atteignait pas sa majorité, l'héritier de ses États (Autriche, Styrie, Carinthie), ce serait encore Podiebrad, à l'exclusion du duc Albert et de tous les princes autrichiens. Ces quatre journées de Kronenburg furent comme la fête de l'amitié. Les deux souverains ne se quittaient pas; ils vivaient de la même vie, mangeaient et chassaient ensemble. Frédéric, si prudent, si cérémonieux, avait oublié toutes les lois de l'étiquette impériale : quand il prit congé du roi, le 8 décembre, il se jeta le premier dans ses bras.

On devine l'irritation de Pie II à mesure que les évé-

nements de l'Allemagne agrandissent le rôle du roi de Bohême. Il va jusqu'à nier les services rendus à l'empereur par le roi, et c'est à l'empereur lui-même qu'il s'efforce de persuader qu'il est dupe. « Le rusé Bohémien, écrit le rusé Sylvius, aurait pu t'épargner ces humiliations en se portant plus vite à ton secours. Il a voulu que tu ne fusses ni complétement vaincu ni complétement vainqueur. Sa politique est de perpétuer les guerres civiles en Autriche, afin d'y apparaître en médiateur et de tromper tous les partis. Dieu te garde de tomber jamais aux mains de l'hérétique! » La colère aveuglait ici cette intelligence ordinairement si fine; Pie II connaissait mal la politique loyalement hardie de son adversaire. Au lieu de ces misérables intrigues en Autriche qu'il lui impute bien à tort, les plus vastes projets occupaient le génie de Podiebrad. Assuré, pour quelque temps au moins, que le pape ne peut soulever l'Allemagne contre lui, il sait aussi que la situation peut changer, que l'empereur est une âme versatile, que Pie II est actif, infatigable, opiniâtre, que le point d'honneur pontifical ne lui permettra jamais de reculer, et que la lutte, un instant suspendue, éclatera un jour infailliblement. Il sait tout cela, il songe à l'avenir, et, reprenant son projet d'un grand parlement de rois, d'une grande ligue des États chrétiens contre la théocratie romaine, il travaille avec ardeur à l'accomplissement de son rêve.

Pendant toute l'année 1463, on voit que cette préoccupation ne le quitte pas. C'était précisément l'époque où Louis XI, s'apercevant enfin du tort causé à la France par l'abolition des libertés gallicanes, remettait en vigueur les doctrines du concile de Bourges et invoquait

de nouveau la pragmatique, comme s'il ne l'avait pas déchirée avec componction dans une comédie sacrilége. Se démentir ainsi à deux ans de distance, après une scène comme celle-là, c'était un peu fort, même pour Louis XI; mais la lutte était si vive entre l'Église de France et les prétentions théocratiques de Pie II; le clergé, les parlements, la nation tout entière protestaient si énergiquement contre le despotisme de Rome, que ce rétablissement indirect de la pragmatique dut paraître à toute l'Europe, et peut-être aussi à Pie II, la chose la plus naturelle du monde. Il se trouva qu'en violant sa parole personnelle, le hardi comédien rentrait dans le droit public. Le roi de Bohême était-il informé de ces grands mouvements de l'église de France en 1463? Savait-il que nos parlements condamnaient de nouveau les empiétements de la théocratie au nom de cette pragmatique sanction, abolie naguère, qui se rattachait par le concile national de Bourges au concile œcuménique de Constance? Préoccupé comme il l'était de sa lutte contre Rome, il est impossible qu'il ait ignoré de tels événements. On peut même affirmer qu'il en connaissait tous les détails lorsqu'on voit auprès de lui le grand légiste Antoine de Marini, ancien conseiller du roi de France. Quoi qu'il en soit, c'est au commencement de l'année 1464 que le roi George, après avoir mûri ses plans, envoie une ambassade à Louis XI.

Dans le tableau si savant, si original, où M. Michelet fait revivre la France de Louis XI, l'éminent historien, arrivé à l'année 1465, nous montre le roi isolé par ses fourberies et ses violences en face de la réaction féodale qui se dresse dans l'ombre, si tristement isolé qu'il s'en

va quêter au loin des alliances singulières. « Louis XI voyait venir la crise, et il se sentait seul, seul dans le royaume, seul dans la chrétienté. Il fallait qu'il sentît bien son isolement pour aller chercher, comme il le fit, l'alliance lointaine du Bohémien et de Venise, alliance contre le Grand-Turc, assez bizarre dans un pareil moment; mais en réalité, si les affaires n'eussent pas marché trop vite, le Bohémien eût probablement attaqué le Luxembourg, Venise eût fourni des galères[1]. » Les découvertes de M. Palacky nous permettent de compléter le récit de l'écrivain français et d'ajouter une page intéressante à notre histoire du quinzième siècle. Ce n'est pas Louis XI qui a recherché en 1465 l'alliance du Bohémien, pour l'employer à quelque coup de main contre le duc de Bourgogne. Le Bohémien, c'est-à-dire le roi George, avait envoyé des ambassadeurs à Louis XI dès l'année 1464 pour lui proposer cette grande chose : l'organisation d'une nouvelle Europe.

L'ambassade partit de Prague le 16 mai 1464. Elle avait pour chef le sire Albert Kostka de Postupic, frère de celui que nous avons déjà vu à Rome, et le jurisconsulte Antoine de Marini. Quarante personnes environ, secrétaires et gentilshommes, les accompagnaient. Homme d'étude autant qu'homme de guerre, Albert Kostka était considéré comme le premier diplomate du royaume. Il n'y avait pas à la cour de Bohême un esprit plus fin, plus cultivé, un grand seigneur d'une vie plus élégante et plus noble. Il était hussite de naissance, mais sans nul fanatisme. La double communion n'était pas pour lui un dogme ri-

1. Michelet, *Histoire de France*, t. VI. *Louis XI et Charles le Téméraire*. Paris, 1844. Pages 85-86.

goureux, et il croyait volontiers que l'autre manière de pratiquer la cène contenait la même vertu divine. Très-disposé à s'entendre sur ce point avec les catholiques, il remplissait les meilleures conditions pour s'unir à eux contre la théocratie romaine. Si l'absolutisme du saint-siége commence à révolter à cette époque toutes les grandes nations chrétiennes de l'Europe, les hussites, d'un autre côté, excitaient de vives défiances. On voulait restreindre l'autorité du pape, on voulait que le pape fût soumis au concile; mais qui n'eût repoussé avec horreur l'idée de sortir du catholicisme? Or, il faut bien le dire, c'était l'opinion générale en Europe que les partisans de la coupe sainte avaient rompu avec l'Église universelle. Nul n'était mieux fait que l'envoyé du roi George pour détruire ces préventions; nul ne représentait mieux le nouvel esprit hussite avec sa largeur conciliante et ce grand catholicisme dont il avait l'instinct. Quant à son collègue Antoine de Marini, nous avons déjà dit qu'il était un des chefs de la diplomatie européenne. Chargé de plusieurs missions par Louis XI, très-initié à tous ces conflits de l'État et de l'Église, qui sont le grand et mystérieux travail du quinzième siècle, est-il nécessaire d'ajouter qu'il avait accueilli avec enthousiasme les projets du roi George?

Le journal de l'ambassade, rédigé par un des secrétaires nommé Jaroslaw et mis en lumière par M. Palacky, est un curieux tableau de l'époque. Quand les envoyés traversent l'Allemagne et la France, le contraste des peuples est vivement accusé. Pour l'homme du peuple, dans les contrées allemandes, le Bohémien est toujours l'hérétique abominable dont on se détourne avec hor-

reur. Les Français, qui se rappellent Ziska et les fanatiques du Tabor, sont tout étonnés de voir les Bohémiens si nobles, si graves, des chrétiens et non pas des démons de l'enfer. Les Bohémiens, au contraire, sont surpris et scandalisés de la légèreté des mœurs, surtout dans le clergé, du nombre et de l'impudence des femmes de mauvaise vie. Héritiers d'une révolution terrible, ils en ont gardé la haute sévérité morale en y ajoutant ce qui manquait à leurs pères, la modération dans la force. Ce double trait de caractère est peint avec candeur dans le récit détaillé de Jaroslaw. Les ambassadeurs, par ordre du roi, s'étaient arrêtés dans les cours de Stuttgart, de Bade, où ils avaient reçu un accueil très-cordial. A Strasbourg, les *fiers bourgeois de la ville*, comme dit Jaroslaw, leur avaient donné une garde de cent hommes pour les protéger dans les défilés des Vosges contre les brigandages du comte Hans d'Ebersbourg. A Bar-le-Duc, ils passèrent deux jours (13 et 14 juin) chez le roi René, qui les traita magnifiquement. Ils arrivent enfin à Amiens, et s'informent de la résidence du roi Louis XI, qui chassait alors dans les forêts de la Picardie, tout en combinant son autre chasse, son âpre et juste chasse aux tyrannies féodales. Le roi leur donne rendez-vous d'abord à Abbeville, puis bientôt au village de Dompierre, et c'est là qu'il les reçoit dans un petit château fort environné de marais.

La première audience eut lieu le 30 juin, en présence de la reine et de son frère le roi de Chypre. « Quand on nous présenta au roi Louis XI, écrit Jaroslaw, Albert Kostka lui adressa les compliments du roi George et déploya ses lettres de créance; Antoine de Marini lui fit

ensuite les mêmes compliments de la part des rois de Pologne et de Hongrie, et produisit aussi ses titres d'ambassade. Le roi prit les lettres, en fit lui-même la lecture à ses conseillers, et invita les deux ambassadeurs à prendre place sur les siéges préparés pour eux. Ceux-ci refusant par respect, un des conseillers du roi leur dit que c'était l'usage de France, et que tout ambassadeur de prince souverain avait droit de s'asseoir pour lire son message; en même temps il le pria, au nom du roi, d'être aussi bref que possible. » Albert Kostka prit la parole le premier et exposa la demande de son maître. « Le roi de Bohême suppliait le roi de France, à titre de roi Très-Chrétien et au nom de son dévouement à l'intérêt général, de convoquer au jour et au lieu par lui fixés un parlement de rois et de princes, pour qu'ils y vinssent en personne ou qu'ils s'y fissent représenter. L'auguste assemblée travaillerait à la gloire de Dieu, au bien de l'Église universelle et à l'indépendance des États » L'orateur développa ce thème dans un discours plein de belles pensées, de paroles heureuses, au dire de Jaroslaw, et qui ne dura pas moins d'une heure. Antoine de Marini confirma la harangue de son collègue par un tableau du pays qu'il venait de parcourir. Il rendit compte de ses missions en Pologne, en Bohême, en Hongrie, à Venise, à Rome; il parla des sympathies des Polonais, des Hongrois, mais surtout des Bohémiens et des Vénitiens pour la France. Il raconta ses querelles avec certains évêques magyars, il fit connaître l'état moral de ces contrées et les lettres injurieuses que le pape y écrivait contre Louis XI; il conclut enfin à la nécessité d'un parlement de rois pour mettre fin à une théocratie plus tur-

bulente que forte, et sauver la dignité de l'Église en même temps que la liberté des peuples. Le roi avait écouté attentivement les deux orateurs : il répondit que, l'affaire étant de grande conséquence et méritant réflexion, il leur donnait rendez-vous dans Abbeville, où il irait bientôt les retrouver.

A Abbeville, avant le retour du roi, les ambassadeurs eurent plus d'une conférence avec ses conseillers, et ne tardèrent pas à voir leurs illusions s'évanouir. Bien que Louis XI fût au plus fort de sa guerre avec le saint-siége, bien qu'il n'hésitât point à confisquer le temporel des trois cardinaux, à saisir les impôts romains, à frapper le pape et ses amis à grands coups d'ordonnances, il avait près de lui des conseillers qui prétendaient ménager Rome en haine des parlements. Il les laissait faire, sauf à les désavouer. Sa politique était d'employer tour à tour le pape contre les parlements et les parlements contre le pape. Ses représentants aux conférences d'Abbeville étaient le chancelier Morvilliers, l'évêque La Balue et le patriarche de Jérusalem; ils jetèrent les hauts cris quand les ambassadeurs bohémiens parlèrent d'annihiler le pouvoir politique du pape. On leur avait écrit non-seulement de Rome, mais de Prague, que le roi de Bohême était mis au ban de l'Église, que ses envoyés étaient des hérétiques comme leur maître, et que ce serait une honte pour la France de s'allier à de tels mécréants. Il y eut des scènes presque violentes entre les trois conseillers de Louis XI et les deux Bohémiens. Il ne s'agissait même plus du parlement des rois, les conseillers juraient que toute alliance était impossible entre la France et la Bohême.

Le roi pourtant fut d'un autre avis. Revenu dans Abbeville le 10 juillet, il emmena les ambassadeurs à Dieppe, puis à trois lieues du port, dans le petit château de Neuville. Là il fut décidé que Louis XI enverrait une ambassade à Prague après les fêtes de la Toussaint; Albert Kostka reçut le titre de conseiller du roi de France, et un traité d'alliance fut conclu entre les deux pays dans les termes mêmes que désiraient les ambassadeurs. Comme les évêques essayaient de s'y opposer : « Que cela vous fasse plaisir ou non, dit Louis XI, je veux être l'ami du roi de Bohême. » Ce traité, dont le texte original est aux archives de Vienne, porte que « les deux rois, pour le bien et l'honneur des deux royaumes, de la sainte Église et de toute la chrétienté, veulent être frères, amis, alliés, dans tous les temps à venir. » Il n'y est pas dit un mot de ce parlement des souverains de l'Europe, qui était le principal objet de l'ambassade.

« Ce n'était pourtant pas, s'écrie M. Palacky, une chimérique pensée pour l'époque, comme on serait tenté de le croire aujourd'hui. Les dernières assemblées générales de l'Église, les conciles de Bâle et de Constance, avaient été des foyers de vie et d'action, non-seulement pour les choses religieuses, mais pour les intérêts politiques des nations chrétiennes. Pie II lui-même, en convoquant l'assemblée de Mantoue afin d'armer l'Europe contre les Turcs, avait montré combien ces délibérations solennelles étaient conformes à l'esprit public et aux nécessités du temps. Le quinzième siècle est le premier qui ait vu naître ces congrès internationaux, étouffés et rendus impossibles par les déchirements de la période sui-

vante. Si le projet du roi George avait triomphé, l'histoire de l'Europe aurait pris une direction plus humaine; mais il fallait pour cela un Henri IV sur le trône de France, et non pas un Louis XI. Les plus vivantes idées sont frappées de paralysie quand elles viennent se heurter contre l'égoïsme[1]. »

Noble langage assurément, et très-vrai dans ce qu'il a de général; appliqué à Louis XI, il est inexact et injuste. Louis XI n'était pas libre d'agir comme Henri IV. Qu'était-ce que ce parlement de princes dans la pensée du roi de Bohême? Un moyen de lutter contre le pape, mais aussi un moyen d'affermir, de consolider l'état présent de l'Europe. On voit bien le prix que devait y attacher George de Podiebrad, le hardi parvenu, l'héritier d'une révolution partielle, qui ne songeait plus qu'à maintenir son œuvre. Toutefois l'Europe du quinzième siècle, cette Europe encore enveloppée dans mille complications féodales, cette Europe qui travaillait à l'enfantement des nouveaux peuples, pouvait-elle se confier à une institution de ce genre? Ces grandes magistratures ne sont possibles qu'entre des nations adultes, au moment où l'équilibre général s'établit. Le roi de France, pour ne parler que de lui seul, avait encore une moitié de la France à conquérir. Il faut répéter ici les vives paroles de M. Michelet sur la politique de Louis XI : « Ce n'étaient pas seulement les primitives vieilleries du moyen âge, c'étaient les parlements et universités, secondes antiquités, ennemies des premières,

1. *Geschichte von Böhmen, von Franz Palacky. Vierter Band, erste Abtheilung.* Prague, 1857.

que ce rude roi maltraitait. Naguère importants, redoutables, ces corps se voyaient écartés, bientôt peut-être, comme outils rouillés, jetés au garde-meuble... Les machines révolutionnaires les plus utiles aux siècles précédents risquaient fort d'être à la réforme sous un roi qui était lui-même la révolution en vie[1]. » Voilà le vrai point de vue; cette pensée, juste et forte, nous aide à rectifier la sentence de M. Palacky. Le projet de George de Podiebrad était aussi une machine révolutionnaire, non pas vieillie, usée, mais d'un emploi dangereux; organisée trop tôt, elle pouvait arrêter la révolution. La révolution en vie, ayant sa tâche à poursuivre, l'écarta sans la condamner. Louis XI, avec sa vue perçante, ajournait à cent cinquante ans le parlement des rois et des nations.

Si Podiebrad avait échoué dans l'audacieuse entreprise qui devait le mettre à l'abri des coups du saint-siége, Pie II n'avait pas mieux réussi dans ce projet de croisade combiné à la fois pour repousser l'invasion ottomane et vaincre la rébellion du Bohémien. Le pape avait su que le roi de Bohême songeait à marcher contre les Turcs. Il le voyait déjà, pacificateur de l'Allemagne, joindre à sa redoutable armée quelques-unes des troupes de l'empire, et prendre l'initiative d'une guerre qui allait le consacrer désormais aux yeux de la chrétienté. Impatient de lui ravir une gloire dont il ne le croyait pas digne et qui le rendrait invulnérable, poussé d'ailleurs par sa foi, par son généreux enthousiasme, par la colère

1. Michelet, *Histoire de France*, t. VI. *Louis XI et Charles le Téméraire*. Paris, 1844. Page 70.

que lui inspirait l'apathie de l'Occident, il prit lui-même le commandement de la croisade. Il avait dit un jour : « Si le vicaire de Jésus-Christ, entouré de ses frères les cardinaux, marche le premier au combat sous la bannière de la croix, il n'y aura pas un roi, pas un prince, pas un seigneur, pas un homme d'armes dans toute la chrétienté, qui soit assez lâche pour rester en arrière. » Il partit donc de Rome pour Ancône au moment même où Louis XI recevait en Picardie les ambassadeurs du roi de Bohême; il partit plein d'ardeur, plein de confiance, mais auparavant il avait lancé une bulle par laquelle George de Podiebrad était cité, à cent quatre-vingts jours de date, devant le tribunal du saint-siége pour y répondre à l'accusation d'hérésie.

Ainsi les deux grands ennemis, le Turc et le Bohémien, ces deux ennemis qu'il s'obstinait à confondre dans l'emportement de sa colère, allaient être foudroyés du même coup. Tous les princes chrétiens étaient convoqués à Ancône avec leurs troupes. Un seul, celui qui, avec le Hongrois ou le Roumain, était le plus résolu à prendre les armes, celui qui sollicitait l'honneur et le péril du commandement, exclu de la convocation, était traduit comme un coupable devant la cour de Rome et condamné d'avance !

Hélas ! le pape est à Ancône. Quel vide autour de lui, quel silence dans cette ville où devaient se rassembler par terre et par mer tous les soldats du monde chrétien ! A peine quelques bandes de *condottieri*, quelques compagnies de lansquenets, avaient répondu à l'appel. La bannière pontificale ne les garda pas longtemps. Les aventuriers avaient compté sur l'argent du pape, et le

pape comptait sur la générosité des rois. Pie II eut la douleur poignante de voir s'évanouir sous ses yeux ce fantôme d'armée. L'intrépide vieillard voulait partir avec ses galères, se faire prendre par les Turcs, appeler sur lui les derniers supplices, espérant que le martyre d'un pape réveillerait enfin l'Europe chrétienne. Sans son neveu, le cardinal de Pavie, qui l'empêcha de céder au désespoir, il couronnait par cette sublime folie de la croix les tragiques scènes d'Ancône. Brisé par tant de secousses, il se sentait mourir. Le 14 août, malade, épuisé, sans forces, il eut la consolation de voir arriver les galères vénitiennes; il se fit porter à la fenêtre pour les saluer de loin. Le lendemain, son agonie commençait; il expira dans la nuit en répétant ces paroles : « Continuez, continuez ma sainte entreprise! »

Il n'y a pas de scène plus touchante dans l'histoire. Quarante ans après, Raphaël, tout jeune encore, chargé de dessiner des cartons pour le dôme de Sienne, y retraçait la vie d'Æneas-Sylvius. La grandeur du pontife à demi mort se levant pour saluer les galères de Venise est un des premiers spectacles qui inspirèrent ce merveilleux génie. Comment ne pas oublier les fautes et les violences du prêtre en face de ce trépas héroïque? On aime à croire que Podiebrad, si magnanime lui-même, pleura son adversaire. Son émotion eût redoublé sans doute, s'il avait su quelles luttes bien autrement violentes, quelles luttes impies, féroces, antichrétiennes, allait lui susciter l'implacable successeur de Pie II.

# TROISIÈME PARTIE

## L'ANATHÈME.

### I

Les entreprises du roi George ont échoué, l'empire ne se relèvera pas sous sa forte main, le parlement des souverains n'opposera pas son véto à l'absolutisme de Rome. Jusqu'ici, pour sauver ce trône que la libre élection lui a donné, il a dû chercher son point d'appui hors de la Bohême, dans l'empire, dans l'Europe, à l'aide des grandes institutions qu'il rêvait, à l'aide des réformes audacieuses accomplies déjà dans sa pensée et qui, en protégeant son royaume, eussent transformé le vieux monde; aujourd'hui le voilà réduit à ses seules forces et aux sympathies toutes personnelles qu'il s'est faites chez les princes ses voisins. On le verra bien encore, aux heures tragiques de sa vie, concevoir des plans hardis, gigantesques, et se tourner vers l'Orient, puisque l'Occident ne peut lui prêter assistance; mais ce seront des expédients héroïques plutôt que des créations durables. C'est par la Bohême désormais qu'il doit défendre la Bohême. Or, si la Bohême est forte, l'inconnu est redoutable. Contre tant d'ennemis qui peuvent l'assaillir à l'appel

du souverain pontife, les ressources du royaume suffiront-elles ? Peut-être, si rien ne les divise. Dans l'obscurité qui l'entoure il entrevoit de nouveaux périls, il pressent de nouveaux ennnemis qui s'approchent, et déjà sur son propre sol la guerre civile a commencé.

George de Podiebrad était bien un souverain du quinzième siècle ; il voulait chez lui une royauté forte et débarrassée des liens du système féodal ; seulement il n'avait pas eu besoin de ruser comme Louis XI, de faire et défaire mille trames dans les ténèbres comme l'empereur Frédéric III. Porté au trône par une révolution, investi de la dictature au nom de la patrie en danger, il avait eu ses pleins pouvoirs dès le premier jour. Chaque atteinte portée par lui à l'ancien régime aristocratique était un coup frappé sur l'anarchie qu'il avait mission de vaincre. Une fois son œuvre accomplie, le roi George fut le premier des souverains modernes. Plus de priviléges féodaux entravant la libre action de l'état, plus de morcellement de territoire ; d'un bout du royaume à l'autre, une même administration, une même loi faisait régner cet ordre, cette sécurité, cette vie régulière et puissante qui avaient excité, nous l'avons vu, l'admiration de Martin Meyr, et qui firent la force de la Bohême au milieu des troubles de l'empire. Les parlements convoqués dans les circonstances graves étaient des assemblées nationales qui pouvaient diriger le roi, l'éclairer, l'avertir, mais non affaiblir son pouvoir et servir l'ambition de la noblesse. Les seigneurs n'y dominaient plus : même avant l'élection de Podiebrad, la révolution hussite, brisant les portes des anciens conseils, y avait poussé les représentants des villes et du peuple. Les grands du pays,

qui se considéraient naguère comme les ministres-nés de la couronne, avaient désormais besoin d'autres titres pour prétendre à la direction des affaires. Le roi George choisissait ses conseillers selon ses vues; il n'avait pas craint d'appeler à lui des étrangers, des Allemands, et de braver les préjugés nationaux dans l'intérêt de l'État. En un mot, il régnait, il gouvernait, sans autre contrôle que celui de l'opinion.

Système bien incomplet sans doute, mais qu'il ne faut pas juger d'après les droits que nous ont acquis tant de progrès, tant de luttes et de victoires, tant de révolutions légitimes, système nécessaire dans une période de transition et non-seulement nécessaire, mais glorieux, tant que le chef chargé de cette dictature reste en communauté de sentiments et d'idées avec le peuple qui abdique entre ses mains. Tel était le prestige du roi George; jamais dictateur n'avait mieux senti battre au fond de son cœur le cœur de sa patrie.

On ne s'étonnera pas cependant qu'il eût encore plus d'un adversaire à redouter. La noblesse, réduite à l'impuissance, n'avait pas abjuré ses rancunes, et la guerre déclarée au roi par le pape venait réveiller ses espérances. Quelle occasion propice aux rebelles! quel moyen de cacher des haines politiques sous le drapeau de la foi, et de transformer de petits tyrans dépossédés en martyrs de la religion catholique? Quelques mois après l'élection du nouveau pape, un sujet révolté du roi de Bohême, un seigneur de Moravie nommé Hinek de Lichtenburg, arrive à Rome, obtient une audience du souverain pontife, se donne pour une victime de sa cause, et le supplie d'évoquer l'affaire à son tribunal. C'était

simplement un seigneur qui, protestant dès le premier jour contre l'élection du roi George, s'était mis à guerroyer aux environs de ses domaines, c'est-à-dire à piller les partisans du roi. Il possédait plusieurs châteaux forts, dont l'un entre autres, nommé Zornstein, était défendu par sa position autant que par ses murailles, vrai nid de vautours dans les rochers. Assez riche d'ailleurs pour payer quelques-uns de ces mercenaires, moitié soldats, moitié bandits, dont les guerres civiles avaient infesté la contrée, il faisait la guerre à distance en lâchant ses pillards dans la plaine. Le roi investit ses forts pour mettre fin à ce brigandage, confisqua provisoirement une partie de ses domaines et le cita comme rebelle devant les états de Moravie.

L'affaire intéressait si peu la religion que les évêques aussi bien que les communes se déclarèrent contre lui. Les états l'ayant condamné comme perturbateur de la paix publique, on vit les catholiques aussi bien que les hussites se réunir en corps d'armée et faire régulièrement le siége de Zornstein pour en finir une bonne fois avec l'ennemi. Cette petite guerre éclatait en Moravie au moment même où Pie II venait d'expirer à Ancône. Hynek de Lichtenburg avait plusieurs fois invoqué son assistance contre le roi de Bohême; mais Pie II, loyal et juste, quoique passionné, avait bien vu que la religion n'était pas en cause, et, refusant de se mêler d'une telle affaire, avait recommandé au rebelle de reconnaître l'autorité du roi. Il faut se rappeler que Pie II, à l'époque où il tenait ce langage, n'avait pas encore perdu l'espoir de ramener le roi hussite à l'obédience de Rome. La rupture de la Bohême et du saint-siége, la citation du

roi George devant le tribunal du pape, créaient une situation toute différente; Hynck pensa que le moment était bien choisi pour renouveler sa requête, surtout s'il la renouvelait en personne, comme représentant de la noblesse catholique. C'est alors que, s'échappant de Zornstein, il passa en Autriche et de là en Italie où un nouveau pape venait de remplacer Pie II.

Quel était ce nouveau pape? Un Vénitien nommé Pietro Barbo, cardinal de Saint-Marc. Il était neveu d'Eugène IV, et s'il reprit bientôt la politique altière et dominatrice de son oncle, il ne rachetait pas comme lui la dureté de sa conduite par des qualités éminentes. Ne lui demandez ni le goût des arts et des lettres qui honora le règne de Nicolas V, ni la douceur de Calixte III, ni l'intelligence brillante de Pie II. Il était faible et violent, capricieux et entêté, frivole et implacable. Son premier acte fut de violer sa parole vis-à-vis du conclave. Tous les cardinaux, avant de procéder à l'élection, s'étaient mis d'accord sur certains articles que le pontife élu devait transformer en décrets; le point le plus important était la convocation immédiate d'un concile œcuménique. Dans quelle vue cette convocation d'un nouveau concile de la part de cardinaux si hostiles presque tous aux doctrines de Constance et de Bâle? Il serait difficile de le dire avec précision, mais enfin c'était chose décidée par un engagement solennel. A peine élu, et, résultat extraordinaire, presque à l'unanimité des suffrages, il déclara qu'il ne voulait pas de concile. Il était beau et très-vain de sa beauté. Le soin de sa personne paraissait une de ses préoccupations les plus vives. Il aimait à se farder le visage, à se couvrir de pierres précieuses;

on sait qu'il dépensa des sommes énormes pour faire de sa tiare le plus splendide des écrins; diamants, perles, rubis, émeraudes, gemmes merveilleuses, éblouissantes, avaient été achetés pour lui dans tous les pays de la terre, et quand il officiait dans les grandes cérémonies, on voyait qu'il était heureux de montrer à la foule émerveillée le plus beau des pontifes. Au moment de son exaltation, il avait voulu prendre le nom de Formose; ce ne fut pas sans peine que les graves cardinaux l'empêchèrent d'afficher ainsi sa vanité, et que le fastueux Formose consentit à se nommer Paul II. L'évêque de Bénévent, d'après un vieil usage qui rappelait une triple souveraineté attachée jadis à ce siége, portait une triple couronne sur sa mitre ; Paul II en fut jaloux et confisqua la mitre pour lui. Il voulait d'ailleurs que les cardinaux fussent richement costumés et scrupuleusement fidèles à l'étiquette. Les princes de l'Église à cette époque ayant coutume d'aller par les rues de la ville à cheval ou sur des mules, il leur donna de magnifiques housses de pourpre pour l'ornement de leurs montures. Ce fut lui enfin, et ce souvenir protégea longtemps sa mémoire auprès du peuple de Rome, ce fut lui qui déploya dans la grande rue du Corso les somptueuses folies du carnaval.

Il est possible que le roi de Bohême ait reçu assez promptement des informations sur tout cela, car il se regarda comme en sûreté du côté de Rome; à la déclaration de guerre de Pie II, il crut que le hasard du scrutin faisait succéder une trêve. Il oublia même, faute assez grave, d'envoyer une ambassade à Rome pour féliciter le nouveau pape suivant l'usage du temps. Son illusion ne fut pas de longue durée. Paul II, en satisfaisant

ses vanités, n'entendait point passer pour un monarque imbécile. Le goût des futilités brillantes, chez ce bizarre esprit, s'alliait à la froide cruauté d'un patricien de Venise. La première fois qu'on lui parla des affaires de Bohême, il remit la cause aux mains des vieux cardinaux qui avaient été les collaborateurs de Pie II, et ces cardinaux lui ayant dit qu'il y avait là une hérésie opiniâtre, qu'il fallait l'extirper à tout prix, que l'honneur du saint-siége y était engagé, il se jeta dans l'arène avec violence. Il n'y a rien de tel que ces indifférents quand le fanatisme les prend à faux et à froid. Craignant de ne pas faire assez, ils ne connaissent plus ni règle ni mesure.

L'évêque de Breslau, bien peu suspect de tiédeur assurément, car il était le fils de ce baron Ulrich de Rosenberg qui avait été si longtemps l'adversaire de George de Podiebrad, et l'ardeur religieuse était irritée chez lui par la passion politique, l'évêque Jost de Rosenberg avait fait dire à Rome que les mesures projetées par Pie II étaient plus nuisibles qu'utiles à la cause catholique, que le roi George n'était pas du tout un sectaire comme on se le représentait, qu'il n'avait nul goût de prosélytisme, nulle ardeur de persécution, mais que si on le poussait à bout par des violences, il pourrait en arriver malheur aux catholiques de Bohême. Il conseillait donc de suspendre la citation du roi, sinon de la supprimer tout à fait. C'était aussi l'avis du pape, mais les cardinaux chargés de la question ne lui permirent pas de s'endormir. En répondant à l'évêque de Breslau, ils avaient écrit ces paroles qui devaient aiguillonner Paul II : « Celui qui règne en Bohême aurait tort de s'imaginer qu'avec Pie II, de sainte mémoire, toute la puissance du

siége apostolique est descendue au tombeau. » On avait donc pu le croire un instant, on l'avait cru en Bohême et peut-être en d'autres contrées de l'Europe. Qui sait? Les cardinaux eux-mêmes avaient-ils eu cette pensée injurieuse? De telles paroles sont faites pour déchaîner les plus mauvaises passions dans une faible et mauvaise nature. « Pourquoi l'homme qui se dit roi de Bohême n'a-t-il pas envoyé d'ambassadeur à Paul II? » disaient encore les cardinaux, car ils savaient tous les moyens d'irriter la vanité du pape. Ils ajoutaient : « La force du saint-siége ne s'est pas amoindrie avec l'évêque Paul, au contraire elle s'est accrue. Les habitants de Breslau ont tort de redouter la lutte; Paul II saura les défendre plus énergiquement que son prédécesseur. Il y a des ressources auxquelles Pie II ne songeait pas. Est-il donc si difficile de diviser en deux parties l'armée qui se rassemble contre les Turcs, et d'en envoyer la moitié au secours des fidèles de Silésie? » C'était tout un programme tracé au souverain pontife; après avoir excité sa fureur, on lui mettait le glaive à la main. Remarquez aussi ces formules : « celui qui règne en Bohême, celui qui se dit roi de Bohême. » Le cardinal Carvajal, le cardinal Bessarion, le cardinal Guillaume d'Ostie, — car ce sont eux qui allumaient ainsi l'aveugle fureur du pontife, — avaient déjà prononcé, comme on voit, la déposition du roi George.

C'est à ce moment-là que le baron Hynek de Lichtenburg arrive à Rome et invoque la justice du pape contre George de Podiebrad, oppresseur des catholiques. Le pape se déclare juge suprême entre le roi et le baron; mais d'abord, avant toute procédure, il ordonne au roi

de lever le siége de Zornstein et d'indemniser le baron pour les pertes qu'il a subies ; sans cela toute négociation est rompue entre Podiebrad et le saint-siége. Telle était l'impartiale justice qu'on promettait au roi de Bohême. L'évêque Rodolphe de Lavant venait d'être nommé légat auprès de l'empereur et chargé de surveiller à Vienne les affaires de Bohême. Le 21 janvier 1465, avant de partir pour Rome, il écrit aux catholiques de Moravie et leur enjoint, au nom du saint-père, de rappeler immédiatement leurs troupes employées au siége de Zornstein. Le loyal Protas, évêque d'Olmütz, qui avait condamné Hynek comme ennemi du bien public, ne reçoit pas seulement une sommation du même genre, mais une réprimande hautaine et menaçante. « Chargé de défendre les catholiques, il s'est uni à leurs persécuteurs. Le pape, dans sa juste colère, voulait informer contre lui et châtier sa trahison; les instances du légat Rodolphe ont pu seules obtenir un sursis. Qu'il se hâte donc de rentrer dans le devoir, s'il veut détourner le bras du pontife déjà levé sur sa tête. »

A ces injonctions du pape et de son légat, les prélats catholiques du royaume de Bohême répondirent simplement par le récit des faits : le baron Hynek n'était pas un catholique persécuté, mais un rebelle, un chef de bandes, qui avait ravagé la Moravie, et que la magistrature nationale avait justement condamné. Le roi de Bohême écrivait la même chose à Paul II dans une lettre respectueuse et digne où il s'excuse de ne pas avoir encore envoyé ses ambassadeurs au Vatican. Le pape ne répondit pas au roi ; il s'adressa aux prélats et barons du royaume. « Je regrette, disait-il, qu'un zélé catholique

comme le baron Hynek ait manqué à ses devoirs envers ses concitoyens; mais l'homme qui le poursuit à main armée n'a sur lui aucun droit de justice, étant sorti de l'Église. Cessez donc d'assiéger le château du baron, hâtez-vous de lui restituer ses domaines; sa cause sera jugée devant le siége apostolique, et nous le condamnerons à réparer tous les dommages particuliers dont il sera reconnu coupable. Quant au crime qu'on lui fait d'avoir refusé obéissance au persécuteur de la foi, le baron Hynek est innocent. » Le roi répondit en roi. Le château de Zornstein, après un siége de dix mois, ayant été obligé de se rendre (9 juin 1465), Podiebrad le fit raser jusqu'au sol.

C'était le commencement de la guerre. Podiebrad l'avait évitée avec la prudence du politique et la longanimité du chrétien. Pouvait-il hésiter davantage? Déjà plus d'un baron, excité par les appels de Rome, se préparait à suivre l'exemple d'Hynek. Il était urgent de faire étinceler l'épée de justice et de terrifier la rébellion. Paul II sentit le coup qui le frappait. A la première nouvelle de la prise et du sac de Zornstein (2 août), il lance la grande menace préparée déjà sous Pie II, la citation de George de Podiebrad, *se disant roi de Bohême,* devant le saint-siége apostolique. Le pape ne se contentait pas de le citer à son tribunal comme *hérétique*, *relaps*, *blasphémateur*, *spoliateur des biens de l'Église*, *afin qu'il eût à se justifier de ces accusations et de bien d'autres encore;* il le tenait pour jugé sans nulle forme de procès, et le condamnait par avance. Un décret pontifical, publié quatre jours après la citation, dégageait de tout devoir envers le roi de Bohême ceux qui tenaient à lui par quelque lien que

ce fût, parents, alliés, sujets, et frappait d'anathème quiconque lui porterait secours.

Ce fut une heure sombre pour le roi, quand il entendit retentir cette clameur impie. Alliés, sujets, tous ces hommes si chèrement conquis à force de labeur et d'héroïsme, le pape leur faisait un devoir de la révolte! Ces amitiés scellées du sang le plus pur, cette autorité recueillie avec tant d'efforts dans le naufrage public et qui avait sauvé la patrie, elles étaient maudites au nom de Dieu par la voix qui trouble les consciences! Le roi George crut sentir la cognée dans les racines de l'arbre. Il lui sembla qu'un tremblement de terre secouait son édifice. Certes, il comptait sur son peuple comme il comptait sur ses vaillants fils pressés autour de lui; mais ne voyait-il pas dans un avenir prochain se former une ligue féodale? Fallait-il, après vingt ans de luttes et de victoires, retomber dans l'abîme où le royaume avait failli périr? On ne refait pas deux fois la même œuvre. Serait-il aussi heureux, ayant à combattre tout ensemble l'anarchie et le saint-siége? Tout près de lui, dans les hauts rangs de l'État, il devinait déjà des âmes ébranlées. Aux ressentiments des ennemis vaincus allaient se joindre les perfidies des serviteurs jaloux. Les faux amis, qui s'étaient inclinés devant le succès, mais qui enviaient secrètement la fortune du parvenu, s'empresseraient de saisir le prétexte fourni par la cour de Rome à leur félonie toute prête. Celui qui le premier, obéissant au cri de la nation, l'avait proclamé roi à l'hôtel de ville de Prague, le baron Zdének de Sternberg, serait heureux de voir se rouvrir la lice et de tenter à son tour les aventures souveraines.

Ces pressentiments du roi ne tardèrent pas à se réaliser. Pendant toute l'année 1465, le péril va croissant de jour en jour. La ligue des barons s'organise, et Zdének est à leur tête avec les Rosenberg. Que faire? Essayer encore de calmer la fureur du pape, avant que la guerre civile ne rende toute négociation impossible; tenter un compromis sans abandonner les principes de la révolution. Si Podiebrad n'était qu'un soldat, il courrait aux armes avec ses fils; il est roi, il a charge d'âmes, une immense responsabilité pèse sur lui, son devoir est de négocier avant de combattre. Il offrira donc à Paul II la restitution des biens de l'Église confisqués depuis un demi-siècle dans la guerre des hussites; il lui demandera pour la ville de Prague un archevêque catholique, pourvu que cet archevêque, Bohémien ou Morave de naissance, s'engage à considérer les calixtins comme une partie de son troupeau, à respecter leur culte, à ordonner les prêtres de l'une et de l'autre communion, à se conduire en pasteur chrétien, et non en chef de secte. Mais par quel intermédiaire adresser ces offres au souverain pontife? L'empereur a été sauvé d'une ruine certaine par George de Podiebrad, le roi de Hongrie Mathias Corvin est le gendre du roi de Bohême. Ils ont tous les deux des titres à se faire écouter du pape, le premier par l'autorité dont il est revêtu, le second comme défenseur de la chrétienté contre les Ottomans. Malheureusement la mort vient de frapper le duc Albert d'Autriche, frère de l'empereur, celui dont la turbulence séditieuse inquiétait sans cesse Frédéric III et l'obligeait à réclamer les secours du Bohémien. L'égoïste Frédéric, n'ayant plus besoin de son généreux voisin, se croit dégagé en-

vers lui. Quant à Mathias Corvin, il vient de perdre sa femme, la fille de Podiebrad. Lui aussi, le voilà dégagé des liens qui l'attachaient au roi de Bohême; il peut enfin lever le masque et suivre sans scrupule sa farouche ambition. Au moment où les conseillers du roi George s'adressaient au généreux Vitèz, archevêque de Gran et primat de Hongrie, pour obtenir sa médiation auprès de Paul II, Mathias Corvin écrivait au pape qu'il était prêt à ouvrir la croisade contre l'hérétique.

Ainsi chaque jour amène un danger nouveau. La ligue des seigneurs étend ses ramifications au dedans et au dehors. Vainement le roi redouble d'activité pour empêcher la guerre, vainement le légiste Martin Meyr, prêté à la Bohême par son maître le duc de Bavière, écrit, au nom de George de Podiebrad, un exposé des faits qui doivent toucher l'âme du pontife; les démarches les plus humbles, les tentatives les plus conciliantes du vaillant monarque ne servent qu'à fournir à Paul II des occasions de violences.

On ne croirait pas que ces brutalités fussent possibles, si elles n'étaient attestées par des écrivains de tous les partis. L'envoyé bohémien Jaroslaw, chargé de porter à Rome la lettre du roi de Bohême, se trouve sur le passage du pape au moment où il vient d'officier, et, lui présentant sa missive : « Très saint père, lui dit-il humblement, voici ce qu'adresse à Votre Sainteté votre fidèle et loyal fils, le roi de Bohême, mon gracieux seigneur. » Paul II prend la lettre, la jette à terre avec fureur et s'écrie : « Comment, brute que tu es, oses-tu en ma présence appeler du nom de roi un hérétique condamné par l'Église? Va-t'en au gibet qui t'attend, toi et ton héré-

tique. » La lettre fut ramassée pourtant et remise au cardinal Carvajal. Jaroslaw attendait la réponse depuis plusieurs semaines. Comme il assistait à la messe de Noël à Sainte-Marie-Majeure, l'empereur, qui se trouvait alors à Rome, le reconnut dans la foule et lui envoya un héraut d'armes pour le châtier publiquement. L'officier impérial, armé du bâton d'argent, l'en frappa deux fois sur la nuque et l'obligea de sortir de l'église. Un chroniqueur silésien, témoin du fait et qui le raconte, dit que son cœur bondissait de joie en voyant la honte du Bohémien. Il est inutile d'ajouter que ce fut la dernière missive de Podiebrad à Paul II. En ce même mois de décembre 1465, le pape avait renouvelé avec plus de développements et de force sa bulle du 6 août : « Au nom du Dieu tout-puissant et de ses apôtres Pierre et Paul, toute la noblesse, barons et gentilshommes, toutes les communes, villes, châteaux, villages, en un mot tous les habitants du royaume de Bohême ainsi que des margraviats de Moravie et de Silésie, sont déliés et affranchis de tous serments et hommages prêtés au nommé George, jusqu'au jour où un roi chrétien sera placé sur le trône. Si quelqu'un ose rendre à l'hérétique, à l'impie, à l'ennemi de Dieu, les devoirs qui ne sont dus qu'aux rois chrétiens, qu'il soit anathème ! »

C'est alors qu'une pensée extraordinaire, une pensée où l'enthousiasme se mêle au désespoir, traversa un instant l'imagination du roi George. Il savait bien qu'il était chrétien de cœur et d'âme ; puisque le saint-siége, sur un point de détail, et sur un point consacré par les représentants de toute l'Église, s'obstinait à le chasser de la grande communauté chrétienne, qu'il serait beau

d'obliger la chrétienté à juger de sa foi par ses services! Le pape Pie II, malgré son héroïsme, n'a pu entraîner l'Europe à la croisade ; s'il partait, lui, avec ses vieilles bandes chrétiennes, s'il levait un homme sur dix dans sa Bohême guerrière, s'il lançait sur l'Ottoman cette formidable masse, s'il détournait contre les barbares de l'Asie cette guerre qu'on l'oblige à soutenir contre ses frères d'Europe, s'il allait conquérir dans Constantinople une couronne plus éclatante que celle des Ottocar, la couronne d'Orient, la vraie couronne du saint-empire, car c'est dans Byzance régénérée que siégerait à l'avenir le défenseur des chrétiens... Quels rêves pour une âme chevaleresque! Mais quoi! renoncer à la Bohême, à cette patrie tant aimée, à ce trône où l'ont appelé les acclamations du peuple aux heures les plus belles de sa vie? Non, l'Europe récompenserait son libérateur en assurant la couronne de Bohême à l'un de ses enfants; un autre de ses fils serait archevêque de Prague ; le pape, heureux de l'expulsion des Turcs, se prêterait aux concessions mutuelles qui éteindraient à jamais les vieilles haines.

Tel était le rêve grandiose de roi George. Ce fut plus qu'un rêve. Il est certain que ces conditions inattendues furent soumises à Paul II par l'entremise du duc de Bavière. Dans l'absence de documents directs, c'est par la réponse du pape que l'histoire a retrouvé cet épisode. Pie II, avec son imagination si vive, aurait senit, à la lecture de ce projet, une sorte d'éblouissement; il aurait été ravi, touché, il eût cédé peut-être. Paul II, on le pense bien, n'y verra qu'une ruse diaboliqûe, les cardinaux souriront avec dédain : « Demander une récom-

pense, quand nous lui ordonnons la soumission et le repentir! Demander la direction de la croisade, le commandement de la chrétienté, la couronne de l'empire d'Orient! Autant vaudrait confier au diable l'explication de l'Évangile, autant vaudrait mettre le poignard aux mains du meurtrier. Il y aura, grâce à Dieu, d'autres moyens de vaincre le Turc que de placer l'Antechrist à la tête des armées du Christ. » Quant à la nomination du fils de George comme archevêque de Prague, le sacré collége n'a pas de peine à démontrer que le prétendu roi de Bohême ignore tous les règlements canoniques. Ajoutez quelques avertissements ironiques au duc de Bavière sur sa simplicité d'esprit, vous aurez en substance la pédantesque et injurieuse réponse des théologiens de Rome.

En vérité, cette réponse était facile à prévoir. Qu'on ne se hâte pas cependant de signaler un acte insensé dans le projet du roi de Bohême; qu'on ne dise pas que la chose est impossible, qu'une telle idée n'est pas venue de lui, qu'un politique si prudent aurait craint de paraître avouer sa détresse en invoquant ces chimériques ressources. Il faut se reporter au quinzième siècle, le grand siècle des aventures, le siècle des royautés qui se fondent. Dans l'enfantement confus du monde moderne, tous les pouvoirs se déplacent. De là, par tout pays, des ambitions déchaînées et comme une chasse ardente aux couronnes. C'est l'époque du grand Sforza, de Charles le Téméraire, des York et des Lancastre. En Autriche, si le duc Albert a voulu détrôner son frère, l'empereur Frédéric III, — en France, le duc de Berri, à peine âgé de vingt ans, aura bientôt la prétention de détrôner son

frère, le roi Louis XI. Cet empire d'Orient auquel a songé George de Podiebrad, Charles le Téméraire n'ira-t-il pas le chercher à son tour, quand les Suisses lui barreront le passage? Et Charles VIII, trente ans plus tard, ne croit-il pas déjà le toucher de la main, lorsque l'Italie soulevée derrière lui l'oblige à repasser les Alpes? Au milieu de ces compétitions furieuses, dans la mêlée des entreprises et l'essor désordonné des rêves, on s'explique mieux, ce semble, le noble songe du roi de Bohême.

Au reste, folie ou non, la physionomie morale de George de Podiebrad s'y éclaire d'une lueur nouvelle. Ce ne sont pas ici, comme sur d'autres scènes du quinzième siècle, les jeux de la violence et de la ruse. Quoi de plus beau que cette candeur héroïque chez un souverain menacé d'une guerre impie, et qui, ne voulant ni trahir la foi de son peuple, ni tirer l'épée contre les catholiques, essaye de tout concilier par une combinaison grandiose dont profitera la chrétienté tout entière?

## II

Un chef comme le roi George ne s'abandonne pas longtemps à ses rêves. C'est l'heure de veiller et d'agir. Le roi est à son poste. La ligue des seigneurs, quoique bien organisée dès la fin de 1465, est tenue en échec par une main de fer. Podiebrad a réfuté leurs griefs devant l'assemblée des états, il les réduit à ronger leurs freins derrière les murailles de leurs burgs. Entourés, gardés à vue, chacun dans son domaine, les seize barons n'osent

rien entreprendre. Ce n'est pas tout : en maintenant l'ordre à l'intérieur, il faut conjurer l'orage qui peut se former au dehors. Au moment où l'empereur vient de se déclarer pour le pape, ce serait une imprudence de compter sur les anciennes sympathies des princes allemands. Ces sympathies, il faut les entretenir, les conquérir sans cesse; il faut prouver que la cause du roi de Bohême est la cause de tous les souverains; il faut opposer le droit national au droit théocratique. Or en ce moment-là même, au commencement de 1466, un nouveau lutteur entre en scène et vient se placer auprès du roi.

C'est un vieillard, un intrépide vieillard, théologien et légiste, savant et orateur. Nous l'avons déjà signalé; il se nomme Grégoire de Heimbourg. Né avec le siècle, il a joué un rôle dans toutes les grandes discussions qui ont tenu la chrétienté en suspens. Il était au concile de Bâle, et le brillant Sylvius, le futur pape, dans son ardeur d'opposition contre les abus de la cour romaine, n'avait pas alors de plus fidèle compagnon d'armes. Æneas-Sylvius, séduit par les dignités de l'Église, entraîné aussi sans doute par la raison politique et par le génie de la race italienne, abandonne les principes du concile pour revenir à la théocratie. Grégoire de Heimbourg reste fidèle aux généreuses inspirations de sa jeunesse. Quand le concile est dissous, Grégoire le représente encore en Allemagne. Les propositions hardies qui furent pour l'église germanique ce qu'avait été pour l'église gallicane la pragmatique sanction du concile de Bourges, c'est Grégoire de Heimbourg qui les fait voter à Mayence le 26 mars 1438. La pragmatique de Bourges,

les propositions de Mayence, les *compactats d'Iglau*, naissent du même mouvement général à quelques mois de distance. Depuis ce jour, chaque fois que la politique romaine essaye de reprendre à l'Allemagne ses libertés religieuses, l'invincible lutteur est sur la brèche pour la défense du droit nouveau. Nous n'avons plus l'idée de ces grandes existences dévouées à un principe, de ces combats de doctrines et de parole où le soldat d'une idée ne craint pas de rester seul contre tout un monde. Il y a des heures où la cause de Grégoire semble vaincue; Grégoire est toujours debout. A Rome, à Vienne, à Nuremberg, à Francfort, partout où s'engage la guerre de la théocratie contre les églises nationales, on voit arriver l'intrépide orateur[1]. C'est le tribun de la religion émancipée, le prophète du christianisme viril. Diplomate maladroit, il perd toutes les causes où il faut procéder avec art; apôtre aux lèvres de feu, il gagne toutes les batailles

1. Est-il nécessaire de rappeler ici au lecteur attentif que ce mot *églises nationales* signifie simplement la diversité dans l'unité? c'était là l'idée du quinzième siècle; pour les évêques de France soutenant la Pragmatique de Bourges, pour les évêques allemands soutenant les propositions de Mayence, comme pour les hussites de Bohême réclamant l'exécution des *compactats* d'Iglau, il n'était pas question d'autre chose. Assurer la vie religieuse de chaque nation chrétienne au sein de la communauté générale et de l'unité suprême, tel était au quinzième siècle l'office des églises nationales. En un mot, deux systèmes étaient en présence dans le catholicisme de cette époque : la fédération d'un côté, l'absolutisme de l'autre. Le système fédératif a succombé, et nous voyons aujourd'hui en quelles impasses l'absolutisme a enfermé le monde chrétien. — Dans l'état actuel de la chrétienté, le mot *église nationale* représente une chose toute différente, une chose funeste et justement condamnée, je veux dire l'asservissement de l'Église à l'État, la réunion des deux pouvoirs aux mains d'un maître, que ce maître soit un souverain ou un peuple, un parlement ou un César.

où peut se déployer librement l'enthousiasme de sa foi. Il enseigne aux souverains d'Allemagne leurs droits et leurs devoirs, leurs droits vis-à-vis du saint-siége, leurs devoirs envers l'église de la patrie. Un jour, il réprimande l'empereur Frédéric III, et avec quelle souveraine éloquence! Si l'archevêque de Mayence est persécuté pour son attachement aux principes du concile, il accourt auprès de lui afin de l'aider à soutenir l'orage. Si le duc Sigismond d'Autriche est excommunié pour avoir empêché le cardinal Nicolas de Cuse de troubler ses États, Grégoire de Heimbourg rédige un appel au futur concile, le signe de son nom et va l'afficher lui-même aux portes des églises de Florence[1]. Par ses écrits comme par ses discours, il entretient d'un bout de l'Allemagne à l'autre l'horreur de la théocratie, comme s'il prévoyait le mal que la théocratie va faire au christianisme éternel. Grégoire de Heimbourg, en 1466, c'est véritablement le génie de l'Allemagne avant les déchirements funestes, son génie encore catholique, mais anti-romain, cinquante années avant Luther.

On voit ce que signifiait l'arrivée d'un tel homme à la cour du roi George : l'esprit germanique, si longtemps hostile au pays de Jean Huss, venait généreusement à son secours. Le premier acte de Grégoire de Heimbourg est un manifeste adressé à tous les princes de la chrétienté pour la justification du roi de Bohême. Amis et ennemis, au quinzième siècle, y virent un modèle d'éloquence et

1. On peut consulter sur la vie et les œuvres de Grégoire de Heimbourg la savante et complète étude publiée récemment par M. Clément Brockhaus : *Gregor von Heimburg. Ein Beitrag zur deutschen Geschichte des XV Jahrhunderts*, 1 vol. Leipzig, 1861.

de raison. Le grand publiciste, faisant parler son maître, exposait ainsi les faits et les droits : « Depuis le commencement de notre règne, l'agriculture et le commerce, si longtemps étouffés, ont repris leur essor. Les forteresses d'où sortait la dévastation sont renversées; les bandes qui désolaient le pays, devenues une armée régulière, sont employées aujourd'hui à le défendre. Les tribunaux sont rouverts, l'État a recouvré sa puissance pour garantir l'ordre et la paix. Cependant, au sein de la paix la plus florissante, des germes funestes peuvent se glisser : il y a dans notre royaume des Catilinas qui, sous le voile d'un zèle ardent pour l'unité de l'Église, sous le masque de leur dévouement au saint-siége, cachent des desseins pervers. Le pape, prêtant une oreille trop facile à la calomnie, nous a intenté un procès indigne ; il nous refuse notre titre royal et nous appelle de notre nom de famille, nous qui avons été sacré au pied des autels, nous qui avons été reconnu roi par l'empereur, par les princes et même par les prédécesseurs du pontife qui occupe aujourd'hui le siége de Rome. Il est manifeste que le saint-père, en se servant de ces formes captieuses, a voulu nous tendre un double piége. Obéir à une citation où nous sommes traité en simple particulier, c'eût été une abdication volontaire, et comment nous justifier d'être retombé dans l'hérésie, sans avouer implicitement que nous avions mérité une première fois d'être appelé hérétique? Mais la plus révoltante des injustices contre lesquelles nous protestons, la voici : le pape, avant l'expiration du terme qu'il a fixé lui-même, exécute un jugement qui n'existe pas et délie nos sujets de l'obéissance qu'ils nous doivent! »

C'est ainsi que le roi, dès les premiers mots, reprenait sa couronne et déchirait la citation du pape. Il continue royalement, avec autant de noblesse que de force. Il prouve que le saint-siége a violé lui-même le droit qu'il s'arroge, qu'il a usurpé sur son propre tribunal, et que, par ce seul fait, il a détruit à jamais sa juridiction sur la Bohême. Puisque le pape exécute la condamnation avant que le procès soit commencé, quelle justice peuvent espérer la Bohême et son roi? Quand les juges sont liés d'avance, il n'a plus de tribunal. D'ailleurs la juridiction de Rome fût-elle possible, est-ce donc à Rome, au milieu de ses ennemis, au milieu d'accusateurs prévenus et opiniâtres, qu'il conviendrait au roi de produire sa défense? Où seraient les témoins pour démentir ou confirmer ses paroles? Et comment la vérité se ferait-elle jour à travers les ténèbres amassées par tant de calomnies? Il a proposé une grande réunion des souverains du monde et des princes de l'Église dans une contrée voisine de la sienne, une réunion où la Bohême pourrait parler, où la vérité serait visible à tous, où les choses crieraient d'elles-mêmes. C'était la lumière qu'il appelait, le pape n'en a point voulu. Cette lumière dont on ne veut pas, cette vérité qu'on repousse à Rome, la voici. Le royal accusé reprend alors en quelques mots l'histoire de sa vie et de son gouvernement. Il expose et maintient le droit public de la Bohême, fondé à jamais sur les décrets du concile de Bâle. Il ose dire enfin que la manière dont il a pacifié cette Bohême indisciplinable, après trente ans de révolutions et de guerres civiles, pourrait servir d'exemple aux autres royaumes de l'Europe. Et devant qui se rend-il un si fier témoignage? Devant les

princes ses voisins, devant les rois, les ducs, les margraves, qui l'ont vu naître et grandir, qui l'ont initié à leurs propres affaires, qui l'ont pris pour arbitre, qui ont échangé leurs enfants avec les siens, devant des hommes qui l'ont vu à l'œuvre sur les champs de bataille, dans les conseils, au foyer domestique, et qui, s'il trahissait la vérité, se lèveraient pour le confondre.

Ils se lèvent, ces princes de l'empire, et tous, excepté l'empereur, qui lui doit le plus, tous viennent solennellement confirmer ses paroles. Le manifeste de Grégoire de Heimbourg, cette œuvre supérieure au génie de l'époque, comme dit l'historien du droit impérial[1], était un appel irrésistible à la conscience publique. Les princes, sans s'inquiéter de l'anathème du pape, répondirent à ce cri de l'âme avec une loyauté hardie. « Il a rétabli l'ordre en Bohême, disait le duc Louis de Bavière, et nous aidé nous-même à pacifier nos États, à augmenter nos revenus, à diminuer le nombre de nos troupes. » Le prince-électeur, archevêque de Cologne, et son frère le comte palatin, ce Frédéric *le Victorieux*, qui avait battu la moitié de l'Allemagne, s'empressent aussi de glorifier les services du roi George dans une adresse qu'ils signent tous les deux et qu'ils envoient à Rome. « Prenez garde, écrivaient à Paul II les ducs Albert et Guillaume de Saxe, prenez garde de réveiller la férocité bohémienne, si heureusement domptée par la ferme sagesse et la haute humanité du roi. » Le margrave

1. *Scriptum grave et quantum genius sæculi patiebatur, imo supra sæculi ingenium elegans.* Muller, *Reichstags-theatrum*, t. II, p. 250-258.

de Brandebourg ne donne pas seulement au pape un avis respectueux, il lui adresse une plainte qui est une protestation. Il a consulté des légistes, hommes de vaste science et de raison profonde, il a conféré longuement avec eux sur ce sujet, et tous ont déclaré que la condamnation du roi de Bohême était une violence inouïe, *stupendum facinus*. Louis XI, dans sa lettre à Paul II, n'est pas moins explicite : il appelle la procédure du saint-siége un acte de rébellion, et lui conteste absolument le droit de traiter ainsi un souverain.

Il faut entendre surtout les catholiques de Bohême, ceux que des ambitions personnelles n'ont pas entraînés dans la ligue, et qui représentent l'intérêt général dans les assemblées de la patrie. Par un bref envoyé aux quatre principales villes de la Moravie : Olmütz, Brunn, Znaïm, Iglau, le pape leur avait ordonné de se détacher du roi; le loyal évêque d'Olmütz, Protaz de Boscovic, répondit, avec une liberté toute chrétienne, que ce serait une mauvaise action, une action inique et funeste. Il vanta la mansuétude de George, son esprit de tolérance, sa fidélité à ses engagements; il montra combien il serait dangereux pour l'Église et pour le bien commun que les catholiques de Bohême trahissent leurs serments envers leur souverain; et comme la ville de Pilsen a déjà levé l'étendard de la révolte, il supplie Paul II, au nom des autres villes, de les autoriser à s'unir au roi George pour étouffer l'insurrection.

Le conseil des princes de Moravie tint noblement le même langage. Les ducs de Silésie ajoutèrent que le seul auteur du mal était le légat Fantin de Valle, avec ses violences d'énergumène. Dans les affaires de religion,

disaient-ils, le roi a toujours été si doux, si tolérant, que le plus zélé catholique n'a rien à redouter d'un tel maître; ils suppliaient donc le pape de supprimer le procès, de le suspendre au moins jusqu'à meilleure information, et déclaraient enfin que leur parti était pris : quelle que fût la décision de Rome, ils ne se sépareraient pas du roi. Les ducs Henri de Glogau, Conrad d'Oels, Nicolas d'Oppeln, Premislaw de Tost, Frédéric de Liegnitz, avaient signé cette déclaration.

Quelle impression produisirent sur l'esprit de Paul II tant et de si imposants témoignages? Il n'y vit qu'une seule chose, c'est que le bras séculier dont il avait besoin pour l'exécution de sa sentence ne se trouverait pas chez les princes de l'empire. Il fallait chercher fortune ailleurs. Le roi de Hongrie avait offert son épée au pape dès le commencement de la lutte, c'est-à-dire à une époque où le saint-siége ne voulait pas encore en venir aux dernières extrémités; on renoua les négociations, mais déjà Grégoire de Heimbourg était sur le terrain et combattait avec vigueur l'influence des légats. Pendant toute l'année 1466, le grand diplomate est en correspondance avec l'archevêque de Gran, primat de Hongrie. Il espérait que ce prélat, esprit sage, âme généreuse, pourrait dominer le fanatisme de son maître, et il s'efforçait de lui prouver que la Hongrie et la Bohême devaient faire cause commune, ayant dans l'avenir un intérêt semblable. On voit par une de ses lettres avec quelle ardeur il désirait cette alliance, puisque cette ardeur même avait éveillé des scrupules dans la conscience de l'archevêque. Ne serait-ce pas une conspiration contre l'empire? se demandait le prélat. Ce n'est pas une

conspiration, répond Grégoire, c'est l'exercice d'un droit naturel.

Grégoire de Heimbourg avait raison : le roi de Bohême et son ministre, en poursuivant l'union des Tchèques et des Magyars, obéissaient à une inspiration de génie. Les deux peuples, étrangers de race et de langue au milieu du monde germanique, n'étaient-ils pas nécessaires l'un à l'autre? La ruine de la Bohême, provoquée par la fureur du pape, ne devait-elle pas profiter surtout à la maison d'Autriche? Une fois les Bohémiens abattus, les Hongrois n'auraient-ils pas leur tour? Grégoire, sans s'exprimer avec cette précision, a eu pourtant le mérite de pressentir ces choses avec une sagacité supérieure, et l'histoire, on le sait trop, a consacré ses vues.

L'archevêque paraissait accueillir avec faveur les idées de Grégoire de Heimbourg; il est douteux cependant qu'il les eût fait triompher, et sans les événements qui appelèrent Mathias Corvin du côté de l'Orient, on peut croire que le pape eût trouvé son soldat dès l'année 1466. Une nouvelle invasion des Turcs obligea le roi de Hongrie à porter ses forces sur le Danube. D'ailleurs une autre guerre, et toute différente, l'empêchait de répondre aux appels de Paul II ; c'est le moment où le fils d'Hunyade, réveillant les plus mauvais instincts de la race d'Attila, exécute contre les soldats chrétiens de la Roumanie les attentats horribles qu'il commettra bientôt contre la Bohême.

Il n'y avait plus que deux princes à qui le saint-siége pût s'adresser, le roi de Pologne et l'empereur; mais comment vaincre les irrésolutions de l'empereur? Comment entraîner dans une telle lutte le doux et pacifique sou-

verain de la Pologne? L'empereur ne se déclarait jamais, il préparait dans l'ombre le fil de ses intrigues, agissait en faisant agir ses alliés, s'appliquait à ne point se compromettre, et n'avait qu'une visée dans toutes les questions : l'agrandissement de l'Autriche. Le roi de Pologne était dégoûté de la guerre, bien qu'il la fît alors très-bravement contre les ordres teutoniques; il y avait épuisé ses ressources malgré de nombreuses victoires, et n'était pas homme à courir de folles aventures. La chasse, le repos, une cour brillante et somptueuse, voilà ce qu'il fallait au roi Casimir, et non cette couronne de Bohême que lui offrait Paul II. Il aimait d'ailleurs le roi de Bohême et trouvait sa cause juste. Le légat, Rodolphe de Lavant, essaya en vain des menaces et des promesses ; il eut beau imposer la paix aux ordres teutoniques pour rendre à la Pologne sa liberté d'action, Casimir profita de cette paix et refusa de s'engager à rien. Craignant même que le traité conclu en son nom par le légat ne donnât lieu à de fausses rumeurs, il envoya des ambassadeurs en Bohême pour tout révéler au roi George et l'assurer de sa loyale amitié.

Ainsi, ni la Hongrie, ni l'Autriche, ni la Pologne n'étaient en mesure de soutenir la cause de Rome, et les princes de l'empire donnaient à Podiebrad l'appui de leur témoignage unanime. Il fallait pourtant que la sentence pontificale fût exécutée. « Notre situation devenait ridicule, écrit le cardinal de Pavie, Jacques Piccolomini, dans le récit qu'il a tracé des délibérations du saint-siége. Quoi! prononcer la déchéance d'un roi qui continuerait à régner! attaquer à coups de paroles un ennemi qui répondrait par les armes! Indécis, troublés, nous

hésitions, quand le cardinal Carvajal, homme d'une haute sagesse et inflexible adversaire de l'hérétique, raffermit subitement les courages. Voyant le sacré collége ébranlé, il s'écria : « Pourquoi mesurer tout à la mesure des choses humaines? Ne laisserons-nous aucune part à Dieu en des affaires si graves? Puisque ni l'empereur, ni le Hongrois, ni le Polonais ne nous viennent en aide, le ciel même, croyez-moi, combattra pour nous et renversera l'impie. Faisons notre devoir, Dieu fera le sien. »

D'après le témoin que nous venons de citer, l'impression de ces paroles fut très-vive au sein du sacré collége. On craignit sans doute de la laisser s'affaiblir. C'est le 21 décembre que le vieux cardinal imposait à Dieu le devoir de servir la politique romaine; deux jours après, la condamnation définitive du roi de Bohême était prononcée par le pape en consistoire extraordinaire.

Environ quatre mille personnes étaient réunies dans l'enceinte. Toutes les formes solennelles furent minutieusement observées. Après le discours de l'avocat du consistoire, après le rapport du procureur de la foi, le pape envoya un archevêque et trois évêques sur les balcons du Vatican, avec ordre d'appeler à haute voix George de Podiebrad ou son représentant, et de l'amener dans la salle. Les prélats rentrèrent bientôt, annonçant que personne n'avait répondu à l'appel. Alors le pape prit la parole; malgré tous les témoignages contraires produits par les princes de l'empire, par les évêques et les fidèles de Bohême, il accusa le roi d'avoir opprimé les catholiques de ses États, et chargea le cardinal vice-chancelier de proclamer le jugement. Nous savons

d'avance ce que ce jugement va contenir, nous savons aussi dans quels termes il sera conçu. George de Podiebrad, *qui se dit roi de Bohême*, y est appelé *fils des ténèbres*, *hérétique relaps*, *protecteur d'hérétiques*, *parjure*, *brigand*, *spoliateur de l'Église*, et déclaré digne de toutes les peines que la loi pontificale inflige à de pareils crimes. Tous ses titres de roi, de margrave, de prince, toutes ses dignités, tous ses pouvoirs, tous ses droits lui sont enlevés à jamais. Ses descendants sont déclarés incapables de revêtir aucune dignité, de recueillir aucun héritage; ses sujets sont déliés de tous leurs serments envers lui. Telle était la sentence, formulée déjà au mois d'août, prononcée illégalement dans la précipitation de la colère, et renouvelée dans toutes les formes le 23 décembre 1466.

Trois mois après, aux fêtes de Pâques, l'anathème sera confirmé d'une manière plus solennelle encore. C'est le jeudi saint, le grand jour de la bénédiction *urbi et orbi;* le pape est porté sur son trône au balcon de la vieille basilique de Saint-Pierre; cardinaux et prélats lui font un éclatant cortége; sur la place, dans les rues, une foule immense, accourue de toutes parts, vient recueillir les paroles d'amour que le vicaire du Christ doit envoyer à la ville, et de la ville à l'univers. Or, avant de bénir et Rome et le monde entier, Paul II, les mains levées au ciel, commence par jeter des clameurs de malédiction : « Anathème sur George de Podiebrad, anathème sur ses amis, ses partisans, ses alliés, anathème sur quiconque lui prêtera obéissance! » Et chaque année, pendant les luttes que nous avons encore à décrire, ce même cri retentira du haut de la basilique; chaque

année, avant la bénédiction universelle, le nom des Bohémiens maudits sera signalé à l'exécration de la chrétienté; chaque année enfin on verra s'allonger la liste; car les amis du roi ne seront pas tous désignés en masse, quelques-uns seront apostrophés directement : un jour, ce sera son conseiller Grégoire de Heimbourg, une autre fois ce seront les princes ses fils. La reine elle-même, la pieuse reine Jeanne, aura sa place dans ces litanies de la haine.

Le siècle de George de Podiebrad n'est pas le siècle des Innocent III et des Boniface VIII. Après la période des schismes, après l'opposition des conciles, dans un temps qui avait vu se déployer avec vigueur l'esprit des églises nationales, les condamnations du saint-siége n'avaient plus le pouvoir de bouleverser l'Europe. Ne croyons pas cependant que ce fussent des armes impuissantes. Si les politiques souriaient avec dédain, plus d'un cœur simple était troublé. Des prédicateurs fanatiques commentaient les bulles papales dans maintes contrées allemandes, et prêchaient la croisade contre le Bohémien. A Leipzig, à Erfurth, les étudiants délibérèrent en tumulte sur la conduite qu'ils devaient tenir; ils voyaient déjà en imagination recommencer les guerres de Ziska, et tout en blâmant les témérités de Paul II, ils se demandaient s'il ne fallait pas frapper la Bohême avant l'explosion de sa colère. Malgré les sympathies des princes pour le roi George, des corps francs s'organisèrent sur plusieurs points de l'Allemagne. C'est alors que Grégoire de Heimbourg conseilla au roi de suspendre l'effet du jugement par une mesure hardie, mesure bien conforme d'ailleurs à l'esprit du quinzième siècle et à l'inspiration

secrète du pays de Jean Huss : l'appel au futur concile œcuménique.

Le 14 avril 1467, le roi George rassembla subitement dans son palais tous les chefs catholiques qui se trouvaient alors à Prague. Assis sur son trône, il lut un manifeste où était dévoilées les iniquités et les violences du pape. C'était l'œuvre de Grégoire de Heimbourg. Paul II n'ayant pas obéi à la justice, mais à la haine, le roi en appelait au saint-siége lui-même ; car ce n'était pas contre l'institution et le droit d'un pontificat suprême que protestait le roi George, c'était contre la personne de celui qui occupait alors le trône de Saint-Pierre, personne mortelle, faillible, passionnée ; et si ce premier appel ne suffisait pas, il en appelait en second lieu au futur concile général, à ce concile qui aurait dû être réuni depuis longtemps, et qui n'était retardé ou supprimé que par l'indifférence ou l'usurpation de Paul II. Enfin, si cette seconde protestation devait aussi demeurer sans effet : « J'en appelle, disait-il, aux successeurs de Paul II, j'en appelle à tous les corps de la chrétienté, j'en appelle à quiconque aime le droit et la justice ! »

## III

Ce n'était pas une vaine tentative que cet appel du roi, puisqu'il suspendait la condamnation prononcée à Rome et qu'il rassurait maintes consciences indécises. Il est vrai qu'une protestation si ferme allait exaspérer les fanatiques. A dater de ce moment, la fureur de Paul II ne

connaît plus de bornes : bulles, décrets, sentences, renouvelés de mois en mois, tombent sur la tête du roi de Bohême avec une sorte de régularité monotone et sinistre. La ligue des seigneurs devient une ligue catholique, et ce n'est plus contre le destructeur des priviléges de la noblesse, c'est contre l'hérétique frappé d'anathème que les barons, poussés par les légats du pape, se décident enfin à commencer la guerre. Pendant toute l'année 1467, ce pays, naguère encore si florissant, ce royaume enrichi par la paix, et qui faisait envie aux contrées allemandes, n'est plus que le théâtre d'une immense bataille.

Point de journée décisive, point de stratégie savante; on se bat partout et sans cesse. Les ligueurs étant dispersés dans toutes les parties de la Bohême, le roi est obligé de disséminer aussi ses troupes. Les principaux faits d'armes sont des prises de châteaux. Un des grands événements de la campagne, ce fut l'avantage obtenu par les soldats du roi, qui emportèrent d'assaut dans la même journée six châteaux forts du baron de Sternberg. Le roi avait réussi pourtant à concentrer deux petites armées sous le commandement de ses deux fils, les princes Victorin et Henri, qui se portaient rapidement partout où le danger les appelait. Le prince Victorin fut plusieurs fois vainqueur en Silésie. Le 16 juin, à Frankenstein, il fit quatre mille prisonniers à l'ennemi, et les dirigea sur Prague. Des armes, des drapeaux, maints trophées, quatre cents pièces d'artillerie prises en différents combats défilèrent aux yeux de la foule. Au milieu des nouvelles contradictoires qui arrivaient chaque jour de tous les points du royaume, il im-

portait de rassurer les esprits. Ces prisonniers montrés au peuple de Prague, le roi les renvoya dans leurs foyers, comme autant de témoins qui devaient attester à la fois et la magnanimité du *fils des ténèbres* et la force confiante du *roi dépossédé*.

Pendant que la guerre civile mettait le pays en feu, une armée de prédicateurs populaires, lancée par les légats pontificaux, s'efforçait de soulever l'Allemagne contre la Bohême. La confusion était si grande dans ces contrées germaniques que, malgré les sympathies du roi George, on vit s'organiser une espèce de croisade, croisade grossière, impie, où se déchaînaient les plus mauvaises passions. « Ces croisés, dit un contemporain, portaient une croix en drap rouge cousue par-dessus leurs vêtements. Ils n'avaient d'autre solde que le pillage. Dans leur fureur contre la sainte coupe, ils tuaient indistinctement tous les Bohémiens qui se trouvaient sur leur passage ; les enfants eux-mêmes n'échappaient pas à la rage de ces forcenés : innocentes créatures! Ces soldats de la croix leur coupaient la tête, et se les jetaient en jouant les uns les autres *comme des pommes de choux* [1]. Ils égorgeaient aussi les vieillards et les femmes en couche dans les hôpitaux, puis ils exprimaient le sang de leurs victimes et s'y lavaient les mains, persuadés que cette ablution effaçait tous leurs péchés. C'était le pape avec ses bulles qui les avait poussés à ces actes sauvages, en leur ordonnant de se baigner dans le sang des Bohémiens. Ils croyaient fermement qu'il suffisait

1. *Denen sie die Köpfe abschnitten und diese dann einander wie Kohlhäupter zuwarfen.* Palacky, t. IV, deuxième partie, p. 617.

de tuer un Tchèque et de se laver avec son sang pour devenir tout à coup aussi pur devant Dieu que l'enfant qui vient de naître. Quiconque mourait dans la bataille après avoir tué un ennemi était sûr d'entrer au paradis sans traverser le purgatoire. Aussi, dès qu'un Bohémien était frappé de mort, voyait-on les croisés se précipiter sur lui pour recueillir le sang de ses blessures. Ils étaient souvent quatre ou cinq acharnés sur un cadavre, et qui se laissaient massacrer par nous plutôt que de manquer leurs ablutions infernales. Évitant de se battre en soldats, ils se glissaient ténébreusement dans les hameaux, et c'était sur des enfants, des femmes, des vieillards qu'ils essayaient leur courage. Malheur au paysan attardé qui n'avait pas rejoint avant la nuit le camp de ses camarades ou l'asile retranché du cimetière! les fanatiques le guettaient dans l'ombre, impatients de se frotter le corps avec le sang de ses veines. Mais qu'ont-ils fait de plein jour et sur les champs de bataille? Où sont les *burgs* qu'ils ont escaladés? où sont les villes qu'ils ont prises? »

Ni le pape ni les délégués, est-il besoin de le dire? n'avaient ordonné aux volontaires du saint-siége de se baigner dans le sang des Bohémiens ; mais, quand on a déchaîné les fureurs du fanatisme, sait-on bien où elles s'arrêteront? C'est en ce sens que Paul II et ses agents sont responsables devant l'histoire de tout ce que renferme cet horrible tableau.

Quant au roi George, il grandit avec le danger. Son activité, sa vigilance, son humanité ne se démentent pas un instant. Obligé de faire la guerre à des bandits, il n'oublie pas ses devoirs de roi. Il contient les passions

de son peuple, il organise des troupes régulières, et l'ordre qu'a établi depuis quinze ans son génie pacificateur se maintient et se développe jusqu'au sein de ce tumulte effroyable. C'est dans les lieux écartés, dans les vallées désertes, dans les défilés des montagnes que les croisés allemands exercent leurs abominables fureurs; partout où leurs bandes isolées se réunissent, partout où ils osent affronter la bataille au grand jour, ils sont pris ou taillés en pièces. Le 22 septembre 1467, le chevalier Janowski, à la tête d'un détachement des troupes royales, en fait quatre mille prisonniers. Pendant ce temps-là, les deux princes Victorin et Henri tiennent en échec la ligue des barons révoltés. Si les rebelles demandent une trêve, le roi, au lieu de poursuivre ses avantages, essaye de les vaincre par la générosité. Il les tenait divisés, chacun dans son domaine et sa forteresse; il leur permet de se réunir à Breslau, la capitale de l'insurrection, et de conférer ensemble sur la conduite à suivre, tant il a confiance en son droit, tant il lui répugne de pousser les choses à outrance, tant il est heureux de faire luire sur ce pays désolé l'esprit de conciliation et de paix! Ainsi s'accroît son autorité morale en même temps que se déploient ses forces militaires; ainsi le roi se révèle à tous plus grand, plus bienfaisant que jamais, au moment même où le pape a rayé son nom du livre des souverains. Chose digne de remarque, les évêques des deux pays où s'agitait surtout la rébellion, les deux chefs spirituels de la Silésie et de la Moravie, l'évêque de Breslau, Jost de Rosenbourg, et l'évêque d'Olmütz, Procas de Boscowic, furent touchés de cette grandeur toute chrétienne; en dépit des injonctions de Paul II, ils proposèrent de faire

la paix avec le roi. L'évêque de Breslau, fils du plus ancien ennemi de Podiebrad, ne craignit pas d'affronter les fureurs de la populace pour faire triompher son opinion. Il mourut peu de temps après, et ce fut à grande peine que les habitants de Breslau le laissèrent ensevelir dans sa cathédrale.

Si le noble cœur du roi triomphait des préventions les plus opiniâtres, on pense bien que son prestige ne diminuait pas chez ces princes de l'Empire, accoutumés depuis tant d'années à respecter ses vertus royales. N'oublions pas un événement où éclatent les sympathies qui l'entouraient. On a vu plus haut que la fille du margrave Albert de Brandebourg avait été fiancée, en 1460, au prince Henri, fils du roi George. La princesse n'avait que dix ans au moment des fiançailles; quand elle atteignit sa dix-septième année, le roi de Bohême venait d'être mis au ban de l'Église par les imprécations de Paul II. Le margrave de Brandebourg oserait-il bien donner sa fille au fils de l'hérétique, au fils de celui que le pape avait exclu de la bénédiction universelle, et qu'il vouait en termes outrageux à la haine de la chrétienté? La diplomatie pontificale s'agita beaucoup autour du margrave; on l'avertit, on employa les menaces, et comme le margrave inflexible persistait dans son dessein, ses États furent frappés d'interdit le 15 octobre 1466. Les agents de la politique romaine essayèrent aussi d'effrayer la conscience de la jeune princesse. Violences publiques, violences secrètes, tout fut inutile. Le roi George, en sa loyauté chrétienne, inspirait plus de confiance aux âmes religieuses du Nord que le fantasque pontife italien. Le mariage fut célébré dans la ville d'Égra, le 10 février

1467, c'est-à-dire au moment même où des bandes de croisés allemands, sans autres chefs que des moines fanatiques, se glissaient ténébreusement dans les défilés de la Bohême.

Les victoires du roi, la fermeté de son administration au milieu des désordres de la guerre civile, les hautes sympathies qui de jour en jour se manifestaient pour lui, commençaient à décourager ses adversaires. Le roi n'avait pas craint d'accorder une trêve de six mois aux barons de la ligue catholique, et en même temps qu'il dédaignait ainsi les nouvelles entreprises de ses sujets rebelles, il déclarait la guerre à celui qui les soutenait, à l'empereur Frédéric III en personne. Le prince Victorin venait d'envahir l'Autriche à la tête d'une petite armée, et, profitant des divisions du pays, il marchait victorieusement sur Vienne (1468). Cette trêve accordée aux ligueurs par un double sentiment d'humanité et de dédain, cette invasion audacieuse des États de l'empereur, attestent la solide puissance du roi de Bohême. George de Podiebrad recueillait le fruit de ses longs efforts; grâce à l'ordre qu'il avait établi, aux institutions qu'il avait mises en vigueur, et pour ainsi dire au peuple nouveau qu'il avait créé, il pouvait mener de front une double guerre sans avoir à déchaîner la révolution. Pendant que les ligueurs se réunissent en parlement à Breslau, envoient une ambassade au pape, implorent le secours du roi de Pologne, se cherchent partout des alliés; pendant que le prince Victorin s'avance sur Vienne et porte la terreur dans le palais de Frédéric III, le roi de Bohême continue de gouverner son peuple dans le même esprit de sagesse et de modération. Attentif aux

nécessités de la guerre, il n'oublie pas les devoirs de la paix.

Il s'applique surtout à réprimer le fanatisme des anciens jours, afin que nulle violence ne vienne déshonorer la sainte cause qu'il défend. Sous le coup des provocations du pape, les calixtins ont été entraînés à affirmer leurs doctrines avec une plus virile énergie, et une secte nouvelle vient de se former. Ce sont ces *frères de l'unité*, chrétiens pratiques et mystiques à la fois, âmes toutes religieuses, qui ne veulent ni du pharisaïsme de Paul II, ni des compromis de Rokycana, et qui, se détournant des choses mondaines, repoussant toute alliance du spirituel avec le temporel, abandonnant toute église constituée, même celle des hussites, parce que les églises de leur temps sont trop mêlées aux intérêts politiques, ne reconnaissent d'autre loi que l'Évangile, d'autre pontife que Jésus-Christ. Ces doux esséniens du monde moderne, qui n'ont succombé ni aux luttes de la Réforme, ni aux violences de la guerre de Trente ans, ni à la léthargie morale de la période suivante, et qui, ranimés au dix-huitième siècle par le comte Zinzendorf, se retrouvent encore aujourd'hui dans maintes contrées de l'Europe, ont pris naissance au quinzième siècle, l'année même où le roi George, frappé d'anathème par le pape, déjouait si énergiquement les efforts de la rébellion. On comprend que le roi n'ait pu juger en toute liberté d'esprit cette singulière entreprise. Était-ce l'ancien esprit qui se levait? Était-ce le fanatisme qui allait répondre aux outrages de Rome, comme il avait répondu, soixante-trois ans plus tôt, aux fureurs des théologiens de Constance? Une telle apparition, en pleine guerre civile,

devait effrayer une âme aussi profondément humaine que celle du roi George.

Notez bien que ces *frères de l'unité*, devenus plus tard si doux, si humbles, si détachés du monde, déployaient alors une liberté de paroles et de doctrines que n'ont jamais connue les disciples du comte Zinzendorf. Avant de se détacher du monde, ils ne se faisaient pas faute de le maudire; en cherchant les voies de l'humilité évangélique, ils parlaient souvent comme d'orgueilleux sectaires. Le roi n'hésita pas à les ranger parmi ces fauteurs d'hérésies que son serment l'obligeait à extirper de la Bohême. A peine organisés en communauté religieuse, les *frères* avaient écrit au roi : « Nous désirons que Votre Majesté le sache : le jour où seront rassemblés les représentants de toute l'église chrétienne, nous produirons des textes certains, irréfutables, dictés par Dieu lui-même, où l'on verra qu'il est juste de refuser obéissance à l'église romaine; que l'autorité des papes n'est pas fondée dans l'esprit divin; que leurs bénédictions ou leurs anathèmes sont sans force, n'étant soutenus ni par la parole du Christ, ni par la puissance des apôtres; que leur empire, au contraire, est un monstrueux scandale devant Dieu; qu'ils ne possèdent pas la lumière à l'aide de laquelle on distingue le bien du mal; qu'ils ne peuvent ni lier ni délier... »

C'était le commencement de la Réforme; mais le roi de Bohême, en lutte avec le pape Paul II, ne voulait pas rompre avec le catholicisme. Il appelait de ce nom l'église des premiers temps, l'église du haut moyen âge, celle qui présentait l'image d'une grande fédération et non pas d'une monarchie absolue. Les *frères* auraient pu

gagner sa faveur en ne frappant que Paul II ; ils avaient offensé ses croyances en dirigeant leurs coups sur le saint-siége lui-même. Attaquer le saint-siége de Rome, et lui refuser toute vertu divine, c'était, aux yeux du roi George, attaquer la présidence consacrée de la fédération chrétienne universelle. Il espérait toujours obtenir des concessions de Rome, ou du moins limiter ses usurpations, comme ces barons d'Angleterre qui avaient arraché une charte à leurs souverains sans ébranler leur trône. La secte des *frères de l'unité* lui parut une complication funeste dans une situation déjà si périlleuse, et il résolut de sévir contre les perturbateurs. Un grand nombre d'entre eux furent jetés en prison.

Le roi cependant ne tarda pas à s'apercevoir que c'étaient de nobles âmes, des âmes altérées de Dieu, et il essaya de les ramener à l'église nationale, au lieu de les aliéner à jamais par la violence. Au mois d'avril et de mai 1468, les prédications et l'emprisonnement des *frères de l'unité* ayant produit une vive agitation parmi le peuple, le roi convoqua dans la ville de Beneschau une sorte de concile hussite chargé de pacifier les esprits et de rétablir la concorde religieuse. Déjà les membres de ce concile, prêtres et laïques, avaient répondu à l'appel, déjà on délibérait sur les moyens de détourner l'effervescence mystique des sectaires, quand tout à coup arrive une lettre du roi, ordonnant de laisser là ces questions et de courir aux armes pour la défense de la patrie et de la foi ; car un danger les menaçait, le plus grand, le plus terrible danger qui eût jamais éclaté sur la Bohême. Ce même cri : « Aux armes ! la patrie est en

danger ! » retentit en quelques jours aux deux extrémités du royaume.

Que se passait-il ? Quel était ce danger ? Sur quel point venait de fondre l'orage ? Le pape, on l'a déjà vu, avait longtemps et inutilement cherché un chef pour sa croisade, un chef assez hardi pour exécuter la sentence du saint-siége, assez fort pour détrôner le roi George et s'asseoir à sa place. Ni l'empereur Frédéric III, ni le roi de Pologne, ni aucun des princes allemands n'avait voulu accepter cette mission. La ligue des barons catholiques venait de l'offrir au duc de Bourgogne, à celui que dévoraient de si vastes pensées et que l'Europe appellera bientôt Charles le Téméraire ; tout entier à sa lutte avec le roi de France, le duc de Bourgogne a dû ajourner ses desseins sur l'Empire. Mathias Corvin, il est vrai, dès la rupture du roi George avec la cour de Rome, avait sollicité l'honneur de porter les premiers coups à celui qui avait été son bienfaiteur et son père, mais son offre à cette date était prématurée, et depuis qu'on avait eu recours à ses armes, ses guerres avec les Turcs ou les Roumains ne lui permettaient plus de songer à la Bohême. Le roi George était donc parfaitement rassuré. Il ne croyait même pas aux projets ambitieux que la voix publique prêtait au chef des Magyars. Était-ce bien au fils de Jean Hunyade de faire cause commune avec l'empereur contre les Bohémiens ? Était-ce à l'adversaire des Ottomans de démanteler le boulevard de l'Europe ? D'ailleurs, ce soldat de la chrétienté, ce fils du glorieux Hunyade, c'était aussi le fils du roi de Bohême ; la fille de Podiebrad s'était assise avec le jeune Magyar sur le trône de Hongrie. La mort de la reine avait-elle donc

rompu tous les liens entre le gendre et le beau-père? Mathias Corvin pouvait-il ne plus se souvenir qu'il devait la liberté, la vie, le pouvoir souverain, à l'intervention du roi George? « Non, non, disait le loyal hussite, jamais l'homme que j'ai sauvé ne se fera l'exécuteur des vengeances du pape. » Qu'on juge de sa douleur lorsqu'une dépêche du prince Victorin lui annonça que l'armée hongroise, commandée par Mathias Corvin en personne, s'avançait, enseignes déployées, pour exterminer les hérétiques de Bohême!

## IV

Cette guerre en effet, provoquée par les clameurs de Paul II et entreprise par un homme tel que Mathias Corvin, devait être une guerre d'extermination. La Hongrie a trop vanté le fils du grand Hunyade. Ses luttes contre les Turcs, ses victoires sur l'empereur, sa conquête de l'Autriche, le chef des Magyars trônant à Vienne dans le palais de Frédéric III et y terminant en paix sa carrière, ce rude soldat devenu le protecteur des arts, des lettres, des sciences, ce second Attila rêvant le rôle d'un Charlemagne dans l'Europe orientale, toutes ces choses ont ébloui longtemps les imaginations et il s'est formé sur Mathias Corvin une légende dont l'histoire a grand'peine à déchirer les voiles. Au fond, malgré son amour de la gloire, c'était un barbare avec les vices de la civilisation. Appelons-le un autre Attila, puisqu'il l'a voulu lui-même, mais ajoutons que cet

Attila joignait le fanatisme d'un inquisiteur à la férocité du sauvage.

Les documents nouveaux mis au jour par l'historien de la Bohême ne laissent aucun doute sur ce point. Dira-t-on que M. Palacky est suspect? M. Palacky cite les faits et laisse au lecteur le soin de les apprécier. Interrogeons d'ailleurs les Allemands; entre les Tchèques et les Magyars, les écrivains de la Saxe et de la Prusse sont des juges désintéressés. M. Wilhelm Jordan et M. Clément Brockhaus, le premier dans son livre sur George de Podiebrad, le second dans l'étude excellente qu'il a consacrée à Grégoire de Heimbourg, ont flétri sans hésiter le fanatisme de Mathias Corvin. L'incorruptible histoire, à mesure qu'elle pénètre les secrets de l'Europe orientale, commence à démasquer ce faux grand homme. Tous ceux qui ont éclairci de nos jours une partie de ces arcanes ont rencontré sur leur route l'odieux Mathias Corvin frappant autour de lui les meilleurs soldats de la chrétienté, les plus héroïques adversaires des Turcs. C'est ainsi que M. Edgar Quinet, dans ses belles études sur les Roumains, nous montre le grand chef moldave, saint Étienne le Bon, obligé de disputer le sol de sa patrie à l'ambition du roi magyar, à l'époque même où il défend si énergiquement la ligne du Danube contre les bandes furieuses de Mahomet II[1].

Face à face avec Mathias Corvin, la figure de George de Podiebrad apparaît plus grande que jamais. Nul contraste n'est plus saisissant. Ici l'égoïsme le plus barbare, là

1. Voyez les *Roumains*, par M. Edgar Quinet, dans la *Revue des Deux-Mondes* du 15 janvier et du 1er mars 1856.

l'humanité la plus haute; ici le fanatisme et la haine, là le respect des consciences au nom d'un Dieu d'amour; ici le catholicisme étroit, sombre, étouffant comme une caverne de mort, là le grand catholicisme, celui de Jésus, des apôtres, du pape saint Grégoire, des primitives Églises, celui qui admet la variété des formes et qui est avant tout un souffle immortel de vie. Mathias Corvin a pris des mains d'un pontife haineux le glaive d'extermination; George de Podiebrad ne tire l'épée que pour la défense de sa patrie. Mathias a les passions d'un conquérant, George a le cœur et les vertus d'un roi. Mathias est cruel, perfide; George est loyal et clément. Leur vie même répond à leur politique : Mathias Corvin aime le faste dans l'intérêt de son pouvoir, et les sciences, les lettres, les arts qu'il a eu l'incontestable honneur d'encourager, devaient être l'instrument de ses desseins; George de Podiebrad, dans son foyer domestique, était un modèle de bonté auguste et de simplicité vénérable. Il y a quelque chose de saint Louis chez ce représentant couronné des nouveaux hussites.

Le commencement de la guerre ne fut pas favorable aux armes des Bohémiens. Le roi George avait recommandé à ses lieutenants de respecter les lois de l'humanité autant que celles de l'honneur militaire, de se battre noblement, chevaleresquement, sans obéir jamais à ces conseils de haine qui font les ressentiments éternels. « Mon plus grand soin, au milieu des ardeurs de la guerre, écrit un des généraux du roi George, le sire Zostka de Postupic, c'était de prévenir tout incident qui aurait pu exaspérer les deux souverains. Tout en faisant la guerre, je songeais à la paix future, et je ne voulais

pas qu'il y eût un jour entre les rois et les peuples réconciliés quelque souvenir plus amer, plus irritant, que celui des nécessités naturelles de la lutte. » On voit que l'humanité du roi avait passé dans l'âme de ses lieutenants. Quelle distance entre les hussites de George de Podiebrad et les hussites exterminateurs que commandait le grand Ziska! On dirait les soldats de l'Évangile succédant aux soldats de la Bible.

Mais pendant que le roi de Bohême faisait prévaloir l'esprit chrétien sur les fureurs guerrières, le pape ne négligeait aucun moyen d'enflammer la rage des croisés. Après avoir renouvelé ses anathèmes le jeudi saint de l'année 1468, après avoir maudit Podiebrad, sa famille, ses amis, ses alliés, jusqu'à la quatrième génération, il s'adressait dans les termes les plus véhéments à ceux des catholiques de Bohême qui ne s'étaient pas détachés de leur souverain. « Nous nous étonnons, s'écria-t-il, qu'après tant de bulles et d'anathèmes, il y ait encore des catholiques qui soient favorables à George, qui lui prêtent assistance, qui s'engagent à son service, qui fassent le commerce avec ses sujets. Quiconque ne rompt pas tout rapport avec lui, quiconque vend et achète aux sujets de l'hérétique, est banni de la communauté des fidèles et frappé des malédictions de l'Église. Vous tous qui résistez à nos ordres, soyez infâmes, incapables de tout acte légal, incapables d'hériter et de tester en justice. Nous déclarons vos débiteurs libérés de toute dette envers vous. Nous ordonnons que vos biens soient confisqués. Déchus de tous les droits de l'homme libre, vous serez esclaves du croisé qui s'emparera de votre personne, et vos enfants, esclaves comme vous jusqu'à

la quatrième génération, naîtront et mourront dans le même opprobre. Vous, prêtres catholiques de Bohême et de toutes les contrées allemandes, vous lirez cette bulle chaque dimanche dans vos églises, vous prononcerez nominativement et publiquement l'anathème contre ceux qui ne se soumettront pas sans délai, et s'il en est un seul parmi vous qui néglige d'exécuter cet ordre, la même malédiction est sur lui ! »

Une seconde bulle, en date du même jour (20 avril), octroyait des indulgences plénières à tous ceux qui prendraient les armes contre George, ou qui, ne pouvant combattre eux-mêmes, équiperaient un soldat à leur place. Ces deux bulles avaient été répandues dans toute la chrétienté et particulièrement en Allemagne. Aussitôt de nouvelles bandes de croisés allemands se jetèrent sur la Bohême, mais ce furent surtout les Hongrois de Mathias Corvin, qui, absous d'avance de leur férocité par l'horrible impiété du pontife, portèrent en tout lieu le pillage et la mort. Les catholiques eux-mêmes n'échappèrent point à leurs fureurs. Contre nous ou pour nous, telle était leur devise. On faisait un crime aux laboureurs, aux pâtres des montagnes, de ne pas s'être soulevés contre l'homme qui depuis vingt années assurait le travail et le repos de leurs familles. Bien plus, des couvents, des hôpitaux, longtemps à l'abri sous la main paternelle du roi George, furent souillés par d'effroyables attentats. Les religieuses violées, les vieillards massacrés, les autels pillés, attestaient que les haines de race se joignaient au délire du fanatisme, et que toutes les passions déchaînées à la fois transformaient les soldats magyars en bêtes fauves.

« Est-ce là une guerre de Dieu? s'écrie un des amis du roi dans un dialogue célèbre[1]. Ah! plût au ciel que ce fût une guerre de Dieu! on ne verrait pas tant de brigandages, d'assassinats, d'incendies, de saintes maisons détruites, de saintes filles outragées. Était-ce une guerre de Dieu, quand les abbayes de Choteschau, de Tepler, respectées jadis dans les plus horribles tempêtes des guerres civiles, ont été mises par vous à feu et à sang? Les taborites, en leurs fureurs, n'ont jamais rien accompli de pareil. Et que dire des nobles femmes livrées toutes nues à la risée de vos soldats, des enfants égorgés à la mamelle, des villages catholiques abandonnés aux flammes, de tous les malheureux qui, survivant à la mort ou au déshonneur des êtres les plus chers, se sont tués de désespoir? Voilà ce que vous appelez la guerre de Dieu! Voilà ce qui a été fait dans notre Bohême par l'ordre du vicaire de Jésus-Christ! »

Quelles étaient les ressources du roi George contre ce fanatisme féroce? Plus ses ennemis s'acharnaient à irriter les passions religieuses, plus il s'efforçait de les contenir au sein de son peuple. Il aurait pu, lui aussi, donner à ses soldats ces armes empoisonnées. En poussant le cri

1. *Disputatio baronum Behemiæ : Zdenkonis de Sternberg, Wilhelmi de Rabie, Johannis de Schwanberg et Johannis Rabensteinii de bello contra regem Georgium* 1467 *moto, scripta a Johanne de Rabenstein anno* 1469. Cette dispute, qui eut lieu pendant une trêve entre des amis et des adversaires du roi George, fut rédigée immédiatement par un des interlocuteurs, Jean de Rabenstein, catholique resté fidèle à sa patrie. C'est un des plus curieux documents que nous possédions sur l'état de la Bohême pendant les premières années de la guerre. M. Wilhelm Jordan en a publié le texte latin ; M. Palacky en a donné deux traductions, l'une en tchèque, l'autre en allemand.

de guerre au nom du divin calice, il eût aisément déchaîné les vieilles colères. Pour défendre la coupe sainte, Ziska lui-même serait sorti de son tombeau; les taborites auraient bientôt reconstitué leur farouche république, et tuant, saccageant, entraînant sur leurs chariots la terreur et la mort, ils auraient enseveli l'armée de Mathias Corvin dans le même sépulcre où gisaient par milliers les soldats de Sigismond. Le roi George ne voulut pas de ce secours. Sa prudence politique autant que sa haute humanité lui interdisait les violences révolutionnaires; n'était-ce pas s'aliéner à jamais les catholiques qui le soutenaient encore et répondre à leur loyauté par une trahison? D'ailleurs, quand on a une fois démuselé le fanatisme, l'autorité cesse d'appartenir au plus digne, c'est le plus furieux qui est roi. On aurait vu reparaître les tribuns qui avaient mis la patrie à deux doigts de sa perte, et l'œuvre de restauration nationale si hardiment, si laborieusement accomplie par George et les siens eût été frappée à la base, comme le chêne à la racine. Le roi, écartant la question religieuse, appela tous ses sujets, catholiques ou calixtins, à défendre la patrie en péril. Il ne s'agissait pas d'opposer des fanatiques à des fanatiques, mais d'expulser l'invasion hongroise qui souillait le sol de la Bohême. Noble et grande politique! On ne s'étonnera pas cependant qu'à une époque où la foi, aveugle ou non, tenait plus de place au cœur des hommes que le sentiment de la patrie, la généreuse armée du roi George ait été pourvue de ressources moins redoutables que les fanatiques Magyars de Mathias Corvin.

Une autre cause encore explique les premiers échecs

de la Bohême, je veux dire l'absence forcée du roi, appelé souvent par la politique loin du théâtre de la guerre. Podiebrad, qui avait montré les talents d'un capitaine dans les campagnes de sa jeunesse, avait toujours une âme guerrière dans un corps alourdi par les infirmités. Dès le début de la lutte, il avait pris le commandement, s'était porté en Moravie à la rencontre de l'armée hongroise, et l'avait obligée de battre en retraite. Enfermé près de la ville de Laa, dans une position inexpugnable, Mathias refusait la bataille, et George, qui ne voulait pas user l'ardeur de ses soldats dans les ennuis prolongés d'un blocus, était pourtant forcé d'attendre, l'épée au poing, que le Magyar quittât ses retranchements. Plusieurs fois, pressé d'en finir, il attaqua l'ennemi, le provoqua, essaya de l'attirer dans la plaine et de le prendre corps à corps; tentatives inutiles, Mathias ne bougea point. Tant de journées perdues au camp auraient pu être activement employées dans les conseils de Prague, car bien des intrigues s'agitaient autour de la Bohême, et la sagesse du roi paraissait encore plus nécessaire au milieu des négociations que son habileté stratégique sur l'échiquier des combats. Son armée d'ailleurs commençait à manquer de provisions; il reprit donc le chemin de la Bohême, à petites journées toutefois, et toujours prêt à se retourner contre les Hongrois, si l'ennemi se décidait à le suivre. Mathias le suivit en effet, mais à la première attaque des Bohémiens il courut s'enfermer de nouveau dans son camp de Laa. Le roi revint donc à Prague, laissant le commandement à ses fils.

C'étaient deux chevaliers, deux héros, d'une bravoure aussi folle que brillante, qui compromettaient les troupes

par leur témérité. Le roi avait ordonné au prince Victorin de s'établir solidement dans la ville de Trebisch pour y observer les mouvements de l'ennemi; Mathias, qui avait fui devant George, concentre aussitôt toutes ses forces sur ce point. Le jeune prince, impatient de se battre, s'élance à sa rencontre, se jette sur les Hongrois, mais obligé de céder à des forces bien supérieures en nombre, il rentre dans la ville, où, enveloppé de toutes parts avant d'avoir pu se retrancher, il va subir un formidable assaut. La ville est prise, brûlée, saccagée, et Victorin rallie les débris de ses bataillons derrière les créneaux d'un couvent de Saint-Benoît espèce de forteresse immense adossée aux montagnes; les habitants de Trebisch y avaient déjà cherché un asile au moment où s'approchaient les Hongrois. Informé de ces nouvelles, le roi se hâte d'envoyer au secours de son fils aîné les escadrons du prince Henri qui essuient à leur tour une sanglante défaite aux environs de Trebisch. Mathias Corvin faillit payer cher sa victoire, une grave blessure le jeta sur le terrain. Cependant les souffrances des assiégés étaient de jour en jour plus cruelles. Pressés par la famine, ils commençaient à manger leurs chevaux, quand tout à coup le bruit se répand qu'on a vu se déployer dans la plaine la bannière du roi George. Le roi, en effet, instruit par ses courriers de la situation critique des deux princes, était monté à cheval avec ses hommes d'armes et venait d'apparaître sur les flancs de l'ennemi. Les Bohémiens, enflammés par sa présence, se précipitent hors de la forteresse sur trois points à la fois, et, faisant à l'armée hongroise d'effroyables trouées, ils brisent le cercle de fer et de feu qui les entoure. Deux co-

lonnes sur trois passent à travers ces grandes brèches humaines; la troisième, après une lutte sanglante, est forcée de regagner son asile. Lorsque Mathias Corvin apprit que le prince Victorin avait échappé, il eut un véritable accès de fureur contre ses soldats, et, dédaignant les derniers défenseurs de la place, il ne tarda pas à lever le siége.

Cette bataille de Trebisch, qui, sans l'activité du roi George, aurait pû être plus désastreuse encore pour les Tchèques, fut saluée par les ennemis de la Bohême comme un présage de l'infaillible triomphe des Magyars. A Rome, dès la levée d'armes de Mathias Corvin, on avait poussé des cris de joie. Plus on avait craint de ne pas trouver un bras pour exécuter la sentence pontificale, plus on exaltait le soldat du saint-siége avec une sorte de délire. C'était Daniel dans la fosse aux lions, c'était le missionnaire de Dieu, c'était l'archange qui allait écraser la tête de Satan sous son brodequin de fer, et balayer comme la poussière le royaume des pécheurs. « Nous demanderons au Dieu des batailles d'assister le pieux souverain, écrivait le cardinal Jacques Piccolomini au cardinal Carvajal, nous le prierons de lancer sur les Bohémiens une pluie de feu et de soufre pendant que le roi Mathias les percera de son glaive. »

On l'exalta si bien, on le pressa si fort de marcher en avant, que l'empereur en devint jaloux. Le Hongrois, déjà si redoutable à l'Autriche, allait donc conquérir un nouveau royaume! Frédéric III, pour écarter ce péril, s'avisa de convoiter la Bohême pour son fils Maximilien, et résolut de s'en ouvrir à Paul II. L'idée était trop singulière à cette date pour qu'il la confiât à un ambassadeur :

il fit lui-même un pèlerinage auprès du saint-père afin de traiter l'affaire en personne. Essayer de soustraire à Mathias Corvin la proie que lui avait désignée le Vatican, vouloir lui dérober la récompense promise au triomphe de ses armes, et cela au moment où Mathias maniait si rudement ce glaive de l'Église que Frédéric avait repoussé, c'était là une prétention si extraordinaire, que l'empereur ne pouvait arriver à ses fins sans mettre l'empire aux pieds du saint-siége. C'est précisément ce qu'on vit à Rome au mois de décembre 1468. Jamais pape n'avait été si arrogant en face de l'autorité impériale, jamais empereur n'avait été si humble sous la main de la théocratie. Remarquez en effet qu'il n'y a pas ici de luttes à soutenir, de vengeances à exercer, comme au temps de Grégoire VII; c'est en pleine paix, sans motifs de colère et comme la chose la plus naturelle du monde, qu'on voit l'empereur d'Allemagne obligé de rendre publiquement au pontife de Rome un hommage de vassalité et soumis aux plus humiliantes prétentions de l'orgueilleux Italien.

Ce spectacle est le dernier du même genre que le moyen âge ait donné à l'Europe, et les contemporains en furent si frappés, qu'ils en consignèrent les moindres détails. Quand Frédéric III fut admis auprès de Paul II, il dut se jeter deux fois à ses genoux, et c'est à la troisième seulement qu'il put lui baiser le pied. Le trône de Frédéric III était placé à côté du trône de Paul II, à côté, mais fort au-dessous, de façon que la tête de l'empereur fût au niveau des pieds du pontife. A la messe, tandis que le pape officiait avec la triple couronne, l'empereur, en simple costume de diacre, lisait modestement l'épître.

Si le pape montait à cheval, l'empereur lui tenait l'étrier. On peut lire tous ces détails et bien d'autres dans le programme du maître des cérémonies, messire Augustin Patricio, de Sienne, qui le publia en latin pour l'édification de son temps. La chose fit si grand bruit, que Mathias Corvin, au milieu de son camp, ne tarda point à l'apprendre. Il devina ce qui se tramait contre lui ; et bien qu'il n'eût pas à redouter une trahison de Paul II au commencement de la guerre, il voulut que Frédéric III s'éloignât de Rome au plus tôt. Frédéric, avec ce mélange de bonhomie et de ruse qui est le trait dominant de son caractère, lui avait confié le gouvernement de l'Autriche pendant son pèlerinage à Rome ; une insurrection des États, excitée sous main par le redoutable coadjuteur, l'obligea de regagner précipitamment son royaume. Digne couronnement de cette singulière campagne : Frédéric III avait humilié l'empereur sans rien obtenir pour le duc d'Autriche.

Cependant la guerre continuait toujours avec des chances diverses. Au milieu des villes prises et reprises, des pillages, des coups de main, des embuscades, au milieu des mille détails d'une lutte où chaque jour la tuerie recommence, il y a un fait qui domine tout, c'est la résistance obstinée de la Bohême. Mathias Corvin, si fier de sa victoire de Trebisch, et qui avait promis à Paul II d'aller saisir le roi George dans son château de Prague, commençait à s'effrayer d'une entreprise qui lui coûtait tant d'hommes et d'argent. Chaque fois que le roi George pouvait quitter la ville pour le théâtre de la guerre, Mathias était obligé de battre en retraite. Le roi de Bohême était cependant en proie aux infirmités les

plus graves. Son corps, fait pour l'action, s'était alourdi dans les travaux de la paix; depuis qu'il avait cessé de vivre à cheval et l'épée à la main, son sang épaissi avait enflé ses membres, et une obésité maladive semblait condamner le héros à ne déployer désormais que l'ardeur de son esprit; mais l'âme, maîtresse du corps, le forçait d'obéir. Une fois transporté en face de l'ennemi, George faisait son métier de capitaine sans se soucier de la fatigue. Son coup d'œil était toujours aussi sûr, ses combinaisons aussi justes, et l'armée, se sentant aux mains d'un chef supérieur, courait au feu avec un enthousiasme irrésistible.

Un jour, il réussit à enfermer Mathias dans une gorge de montagnes près de la petite ville de Wilimow. Le froid était des plus vifs, la neige couvrait les monts, et le roi avait fait occuper toutes les issues du défilé. Tandis que Mathias cherchait vainement à se dégager, les Bohémiens arrivaient de toutes parts, et l'armée royale, déjà très-forte sur ce point, grossissait d'heure en heure. George n'avait qu'un signe à faire, et pas un des Hongrois de Mathias Corvin n'aurait revu ses steppes natales. Le roi, dans son humanité, eut-il horreur de cette boucherie trop facile? Croyait-il toucher l'âme impie du Magyar en lui tendant une main si généreuse? Persistait-il à vouloir unir la Hongrie et la Bohême contre les projets de l'empire? Tous ces motifs se combinèrent peut-être dans sa pensée; ce qui est certain, c'est que, Mathias Corvin lui ayant demandé la paix, c'est-à-dire la vie de ses soldats et la sienne, le roi George n'eut pas le courage de frapper. « Les nôtres sont furieux, dit un témoin dans un écrit qui semble daté du camp de Wilimow; ils espé-

raient écraser enfin l'antique ennemi, ils espéraient briser pour toujours les cornes du taureau, et voilà un traité de paix qui leur arrache des mains la victoire. Ah! si le prince Victorin n'était pas arrivé un jour trop tard, il aurait bien empêché son père de commettre une telle faute! On crie terriblement dans l'armée, et il n'est pas de reproche qu'on n'adresse au roi. » On voit quelle est la magnanime candeur du roi George; il brave sans hésiter le mécontentement de ses amis pour accomplir jusqu'au bout son œuvre de haute politique et de pacification chrétienne.

Une fois les préliminaires arrêtés, les deux rois se donnent rendez-vous au petit village d'Auhrow. Ils arrivent chacun avec son escorte, se saluent amicalement et entrent dans une pauvre cabane à moitié détruite par les flammes (27 février 1469). C'est là qu'ils délibérèrent seul à seul et posèrent les bases du traité. Le roi Mathias, pour prix de la générosité du vainqueur, s'engageait à réconcilier le pape et le roi de Bohême sur le terrain des *compactats*. De son côté, le roi de Bohême promettait obéissance au saint-siége pour tout ce qui ne concernait pas la coupe sainte et la doctrine établie à ce sujet par les pères du concile de Bâle. Il fut convenu que les deux rois se réuniraient le 24 mars à Olmütz avec leurs conseillers, afin d'y conclure une paix éternelle entre les Tchèques et les Magyars. A ces conditions, un armistice général fut proclamé jusqu'au lundi de Pâques (3 avril), armistice qui devait être prolongé, si les négociations relatives à la paix n'étaient pas terminées à cette date. Le surlendemain (1er mars), le roi George licenciait son armée; le même jour, Mathias écrivait aux barons de la

ligue, aux villes de Silésie et de Lusace, que la paix était faite, et leur donnait ordre de suspendre immédiatement les hostilités.

## V

Le roi de Bohême faisait-il sagement de se fier ainsi à Mathias Corvin? Le quinzième siècle est le siècle des traités rompus, des paroles violées, le siècle des perfidies et des impudences diplomatiques en tout genre. A l'époque des Louis XI, des Sforza, des Warwick, il est convenu que, vis-à-vis d'un ennemi, l'engagement le plus sacré n'oblige point la conscience. Mathias Corvin, qui avait tant de fois trompé le roi George, était mieux pourvu de ces dispenses d'honneur qu'aucun des princes de son temps. Dès que le légat de Paul II apprend les événements de Wilimow, il délie le Magyar de tout engagement envers le Bohémien, et si le Magyar hésite à violer sa parole, il le menace, lui aussi, de la grande excommunication. Ce légat, nommé Novarella, chargé des affaires de Rome dans l'empire et sur le théâtre de la guerre, était le digne agent des fureurs du pape. « Si Mathias Corvin, disait-il, a conclu sincèrement ce traité avec George de Podiebrad, il tombe sous le coup de la sentence qui a frappé l'hérétique et tous les alliés de l'hérétique. » En même temps, joignant la séduction à la menace et pour rompre plus sûrement l'amitié de Mathias et de George, la ligue catholique des barons, réunie dans

Olmütz, proposait au roi de Hongrie la couronne de Bohême.

Il n'était pas besoin de tant de manœuvres pour triompher des scrupules de Mathias, car le Hongrois, en donnant sa parole pour échapper au glaive du vainqueur, était bien décidé à reprendre sa liberté d'action aussitôt que le péril serait passé; il voulait seulement par son hésitation se faire payer d'un plus haut prix le secours qu'il apportait au saint-siége. C'était surtout de l'argent qu'il réclamait au pape. « Comment faire la guerre avec ses seules ressources à cette nation opiniâtre? Était-il donc si aisé de vaincre l'hérésie hussite? Sigismond n'y avait-il pas épuisé en pure perte les forces de l'Autriche et de l'empire? » Il demandait encore si un simple roi de Hongrie pouvait exécuter ce que n'avait pu l'empereur d'Allemagne. Combien la situation changerait, si le défenseur du pape était nommé roi des Romains et coadjuteur de l'empire! De toutes ces prétentions altières, une seule réussit à son gré : Mathias Corvin, élu roi de Bohême par les barons de la ligue catholique, accepta ce vote insolent quelques semaines après cette entrevue d'Auhrow, où le Bohémien, tenant sous la pointe du fer le Hongrois terrassé, l'avait relevé d'une main si généreuse (7 avril 1469).

N'oubliez pas que ces intrigues s'agitaient au moment même où les deux rois, George et Mathias, devaient se rencontrer à Olmütz et y signer définitivement la paix. Ils se virent en effet le 7 avril, non pas à Olmütz, où s'étaient rassemblés tous les ennemis des Tchèques, mais sous une tente dressée dans la campagne. Entrevue inutile, on le pense bien; quand même le roi de Hongrie eût

voulu rester fidèle à la parole jurée, les chefs de la ligue et le légat romain auraient bien su empêcher la conclusion de l'alliance. Les conseillers du roi George s'étant rendus à Olmütz pour conférer avec les représentants de Mathias Corvin, Novarella mit l'interdit sur la ville aussi longtemps que les hérétiques séjourneraient dans ses murs; ils se retirèrent aussitôt, évitant comme leur maître tout ce qui pouvait envenimer les passions. George, toujours fort de sa loyauté, demanda une entrevue au légat; le légat, décidé à ne rien entendre, rejeta la demande de George. Tel fut le résultat de la convention de Wilimow, telle fut la récompense du roi de Bohême et le prix de sa magnanime imprudence. Nous pouvons nous représenter sa colère quand il sut peu de temps après que Mathias Corvin violait si effrontément sa parole et qu'il avait accepté la couronne des Tchèques. On prétend que d'abord il se contenta de sourire avec dédain : « Il y a des princes, disait-il, qui prennent le titre de roi de Jérusalem, et qui de leur vie ne mettront le pied en Palestine; c'est de cette façon-là que Mathias sera roi de Bohême. » Bientôt cependant, mieux informé des perfidies de Mathias Corvin, il reprit l'offensive avec une vigueur terrible. Le temps des ménagements était passé. Saisi de cette indignation que toute félonie inspire aux âmes de race noble, il était impatient de se venger. Était-ce un sentiment de vengeance personnelle? Non certes, mais le sentiment de la justice publique. Après les condescendances du roi chrétien, le grand justicier se réveillait.

Avant de recommencer la guerre, il prit une résolution digne de son cœur héroïque et véritablement royal. Il

avait désiré l'autorité souveraine pour sauver sa religion et sa patrie. Simple chef de fédération, lieutenant du royaume, coadjuteur de Ladislas, roi élu par les états et consacré par l'acclamation populaire, il n'avait eu qu'une pensée, le salut de tous, la restauration religieuse et politique de la Bohême. Cette œuvre accomplie après vingt années de travaux, il la voyait menacée de ruine aujourd'hui par toutes les passions que le souverain pontife déchaînait contre sa personne. Le patriotisme qui lui avait fait désirer le pouvoir ne lui conseillait-il pas maintenant de céder la place à un chef plus heureux? Il serait beau pour lui de descendre du trône aussi généreusement qu'il y était monté. S'il avait pu servir la Bohême en lui donnant une dynastie de rois nationaux, avec quelle joie il eût laissé le sceptre à ses fils! L'établissement de cette dynastie devenant au contraire une source de malheurs pour la chose publique, son devoir était d'y renoncer. Le sort de ses enfants était assuré à jamais : sa fille était mariée à l'un des plus nobles princes de l'empire; ses fils, rentrés dans le sein de la nation tchèque, y seraient toujours honorés en souvenir de leur père. Ainsi parlait dans son héroïque candeur ce Washington du quinzième siècle, et, après avoir religieusement délibéré avec lui-même, après avoir informé sa famille, ses amis, les conseils de l'État, de la résolution qu'il venait de prendre, il donna la couronne de Bohême au fils du roi de Pologne. Il la lui légua du moins après sa mort, car il voulait mourir debout sur le trône, à son poste de combat, espérant bien poursuivre son œuvre jusqu'au terme et avec l'aide de Dieu châtier la trahison du Magyar.

La résolution du roi fut adoptée par les états du royaume

convoqués solennellement à Prague (juillet 1469). Il est inutile d'ajouter que le roi et les états réglèrent d'un commun accord les conditions de ce grand acte, et que le prince polonais appelé à régner sur les Tchèques devait s'engager à maintenir les droits religieux, véritable charte nationale, pour laquelle un si noble sang avait coulé. Ce vote extraordinaire simplifiait la situation; le roi de Pologne, Casimir, circonvenu depuis quelque temps par les intrigues de Mathias Corvin, et qui semblait disposé à embrasser sa cause, était intéressé désormais au triomphe des Bohémiens.

Quelques semaines après, toute la Bohême est en armes; Mathias Corvin, qui venait de se faire couronner roi de Bohême à Breslau en présence du légat, des barons et des évêques de Silésie, apprend tout à coup que l'armistice est rompu. Il avait espéré que ces fêtes de Breslau vaudraient pour lui une victoire décisive; il croyait George réduit au désespoir, en le voyant offrir son trône à un prince étranger; il croyait le peuple tchèque ébranlé, incertain, et il trouvait en face de lui toute une nation plus résolue que jamais. Il convoque aussitôt le ban et l'arrière-ban de la Hongrie. Les Bohémiens avaient pris les devants; les premiers avantages sont pour eux. En Moravie, en Silésie, dans les deux Lusaces, les catholiques pris au dépourvu sont obligés de fuir ou de se rendre. Sur bien des points d'ailleurs, les sujets révoltés du roi de Bohême se préparent mollement à la lutte. Les habitants de Breslau, naguère les plus implacables ennemis du roi, commencent à parler de conciliation et de paix. Ils ont vu de trop près leur nouveau maître, ils savent trop bien quel est ce défenseur de la

foi; l'arrogance, la dureté, les débauches de Mathias Corvin[1] leur ont inspiré des réflexions un peu tardives, et ils se demandent, malgré leur fanatisme, si le souverain hérétique avec sa douceur, ses vertus, son respect de la justice, ne valait pas mieux que le prince orthodoxe avec sa brutalité farouche. Ces sentiments, qui se répandent de proche en proche, assurent le triomphe des Bohémiens. Les barons de la ligue eux-mêmes voient leurs rangs s'éclaircir. La lutte n'est vive et terrible que sur les champs de bataille où Tchèques et Magyars sont aux prises. Un jour, entraîné par son courage aveugle, le prince Victorin, qui se conduit toujours en chevalier bien plus qu'en général, se laisse attirer dans une embûche, et c'est vainement qu'il brise les lignes ennemies à coup d'estoc et de taille; errant dans la campagne avec un de ses lieutenants, il fut bientôt pris par les hussards hongrois et conduit à Mathias Corvin qui, tout fier d'une telle capture, la fit publier partout comme un triomphe (27 juillet 1469). Le prince, disait-il, était la main droite de son père; privé d'un tel appui, l'hérétique était incapable de résister bien longtemps. Ces fanfaronnades, répétées jusqu'à Rome par des imaginations impatientes, furent bientôt démenties par les faits. En réalité, le prince Victorin, malgré son éclatante bravoure, était plutôt un embarras qu'un appui pour la cause nationale. Le roi, dans sa tendresse imprudente, ne pouvait se décider à lui retirer le commandement général des troupes, et il lais-

1. « *Novis quotidie vacabat, ut publice ferebatur, nuptiis,* » dit le chroniqueur polonais Jean Duglos, peu favorable pourtant au roi de Bohême.

sait au second rang des hommes de guerre formés à son école, des chefs aussi expérimentés qu'intrépides, dont tous les conseils venaient échouer contre la folle témérité du jeune prince. « Si le roi, écrivait Grégoire de Heimbourg, avait confié ses soldats à de véritables capitaines, la guerre qu'il fait depuis trois ans eût été plus heureuse. La bravoure ne suffit pas à qui prétend conduire une armée. A part la douleur du roi, la captivité du prince Victorin n'est donc pas un malheur pour l'État; et grâce à Dieu, le roi, malgré l'affliction qu'il éprouve, est plus confiant que jamais. » Grégoire de Heimbourg avait le droit de prononcer ces sévères paroles sur le fils de son maître, car il avait redouté dès le début de la guerre les entraînements irréfléchis du prince, il avait même essayé de lui apprendre son rôle de capitaine dans un recueil de conseils expressément composé pour lui[1], leçons excellentes que l'impétueux jeune homme oubliait toujours au bruit du clairon et au cliquetis des armes.

On vit bientôt que le malheur du fils de George n'avançait en rien les affaires de Mathias. Tandis que le prince Victorin, prisonnier de son beau-frère, était enfermé dans une forteresse au bord du Danube, les Bohémiens poursuivaient leurs avantages. Du mois d'août à la fin d'octobre, les opérations de l'armée royale se concentrent autour de la ville de Hradisch, assiégée par les Hongrois. Enfin, le 2 novembre, les Bohémiens, sous la conduite du roi, ayant réussi par une

1. *De Militiâ et de re publicâ ad ducem Victorinum, auctore Gregorio Heimburgiensi.* Cet ouvrage, qui n'a pas été imprimé, fait partie d'un recueil de documents manuscrits connu dans les archives de Bohême sous le titre de *Cancellaria regis Georgii.*

fuite simulée à faire sortir l'ennemi d'une position inexpugnable, le second fils du roi, le prince Henri, exécutant avec autant de précision que de vigueur les ordres de son père, se retourne brusquement contre Mathias, bat l'un après l'autre ces cinq corps d'armée, les culbute, les écrase, et poursuit les fuyards l'épée dans les reins jusque sur le territoire de la Hongrie. Mathias demande une suspension d'armes; le roi George ne faiblira pas cette fois, il veut profiter de sa victoire, et nul doute qu'il eût achevé la destruction de l'armée magyare, si un hiver terrible, un hiver tel que de mémoire d'homme il n'y en avait jamais eu dans ces contrées, n'était venu placer les troupes décimées de Mathias à l'abri des coups du vainqueur.

Pendant cette inaction forcée, le roi de Bohême ne perdit pas son temps : il avait à combattre Mathias Corvin sur le terrain de la politique comme sur les champs de bataille; là encore, ainsi que dans les plaines de Hradisch, il fallait le déloger des positions qu'il avait prises et mettre ses plans en déroute. On a vu que le Magyar convoitait hardiment le titre de roi des Romains, et qu'il avait déjà entamé des négociations à ce sujet, soit avec les légats du pape, soit avec les princes de l'empire; le roi George s'adresse aussi aux princes de l'empire, et, reconnaissant avec eux qu'il importe de donner un coadjuteur à Frédéric III, il cherche un candidat qui fasse échouer les projets de Mathias. Il y a beaucoup d'obscurité sur le détail de cette affaire; une chose certaine, c'est qu'un envoyé du roi, le sire George de Stein, alla trouver Charles le Téméraire à la fin de l'année 1469, et le pressa vivement, au nom de son maître, de solli-

citer ce vicariat de l'empire d'Allemagne. Déjà le sire de Stein par ses négociations personnelles, et Grégoire de Heimbourg par ses manifestes, avaient préparé les voies à cette compétition; le duc n'avait qu'à parler, à payer de sa personne : entre le farouche Magyar et le brillant duc de Bourgogne, les électeurs n'hésiteraient pas. Le roi George s'engageait d'ailleurs, moyennant une certaine somme, à user de tout son pouvoir auprès des électeurs, spécialement auprès de l'archevêque de Mayence, du duc de Saxe et du margrave de Brandebourg, pour faire obtenir au duc de Bourgogne la dignité de roi des Romains, c'est-à-dire de successeur désigné de l'empereur[1].

L'attitude de Mathias Corvin semblait justifier d'avance ces promesses du roi de Bohême. Au moment où Podie-

1. *Histoire des ducs de Bourgogne de la maison de Valois*, par M. de Barante. 4e édition, 1826 ; t. IX, p. 205. — Voici les termes du traité « aussi injurieux, dit M. de Barante, à l'empereur Frédéric que flatteurs pour le duc. » Ce texte, que ne donnent ni M. Palacky ni M. Jordan, est emprunté par M. de Barante au savant recueil de pièces dont Lenglet-Dufresnoy a enrichi en 1747 son édition de *Commines*. — « Repassant en notre esprit les grandes et diverses défaites et oppressions auxquelles les chrétiens ont été exposés de la part des cruels Turcs ; craignant, ô douleur ! qu'ils ne soient en ce moment menacés de maux plus grands encore et que la chrétienté elle-même ne soit en péril, à moins qu'il y soit pourvu avec plus de soin et de diligence que jusqu'ici ; il nous a semblé que rien ne serait plus avantageux au bien public de la chrétienté, de l'Église universelle et du Saint-Empire, que de procéder à l'élection d'un nouveau roi des Romains, à la fois vaillant, vertueux et puissant. C'est pourquoi, considérant que monseigneur Charles, duc de Bourgogne, etc., etc., est plus qu'aucun autre prince de l'empire valeureux à la guerre, zélé pour le maintien de la justice, dans la verdeur de l'âge, doué de beaucoup d'autres qualités, riche en domaines et seigneuries, nous avons porté les yeux sur lui. »

brad faisait ainsi appel à Charles le Téméraire, Mathias Corvin allait trouver l'empereur à Vienne, et, lui demandant sa fille en mariage, essayait de s'imposer à l'Allemagne comme un protecteur dont elle ne pouvait se passer. N'était-il pas le seul souverain, depuis l'empereur Sigismond, qui eût osé combattre l'hérésie bohémienne? Frédéric III eut l'air de consentir à tout; il avait pourtant de bien autres projets, et il n'avait pas eu besoin de considérer d'aussi près l'arrogance du Hongrois pour écarter sa demande. On ne sait pas exactement ce qui se passa entre eux; il est avéré seulement que la fin de ces fêtes de Vienne ne ressembla guère au début. Pendant tout le mois de février 1470 l'empereur et le roi de Hongrie ne s'étaient pas quittés un instant; l'empereur appelait le roi son fils, le roi donnait le nom de père à l'empereur; tout semblait réglé entre Frédéric et Mathias, et le Magyar allait recommencer la guerre à l'hérétique avec une autorité nouvelle qui doublerait ses forces. La double comédie, car on se trompait des deux côtés, finit aux derniers jours du carnaval. Le 10 mars, Mathias Corvin quitta Vienne la fureur dans l'âme et la menace à la bouche. Il devait y revenir, on le sait, vingt et un ans plus tard après en avoir chassé Frédéric; mais c'est là un épisode qui n'appartient plus à notre histoire, et l'échec de Mathias Corvin auprès de l'empereur en 1470 confirmait la politique du roi de Bohême.

La lutte de Mathias et de George, interrompue par l'hiver, est reprise avec furie aux premiers jours du printemps. Le roi de Bohême a profité de l'armistice pour établir une armée permanente et organiser une sorte de *landwehr*. Le roi de Hongrie, moins assuré de ses forces,

puisqu'il combat en pays ennemi, est obligé de faire appel aux plus féroces passions de la soldatesque. Jamais peut-être, en ces luttes sans merci, on ne vit plus de cruautés que dans cette dernière campagne. L'armée hongroise comptait des régiments irréguliers qui n'avaient d'autre solde que le pillage, et comme si cela ne suffisait pas pour irriter leurs instincts féroces, il y avait une récompense particulière pour chaque tête coupée qu'apportaient ces bandits ; digne pensée du chef qu'un chroniqueur hongrois appelle avec enthousiasme *le second Attila*. Le 29 juin 1470, après la sanglante bataille de Goding dont le succès demeura indécis, un corps d'armée hongrois ayant surpris un convoi de Bohémiens, les massacra jusqu'au dernier. Cinq cent quatre-vingt-cinq têtes coupées furent présentées le soir même au roi de Hongrie. Mathias ordonna de les placer sur des balistes et de les jeter dans le camp des Bohémiens. *O grande spectaculum!* s'écrie sans autre émotion le chroniqueur silésien Pierre Eschenloer, un des fanatiques ennemis de la Bohême.

L'indignation qui soulevait le cœur du roi George s'emparait cependant peu à peu des catholiques eux-mêmes. En face de ces barbares qui frappaient amis et ennemis avec une fureur égale, les plus fanatiques champions du saint-siége commençaient à éprouver des remords. Ils s'accusaient d'avoir mal jugé les choses; l'anathème qu'ils avaient appelé sur le roi n'était-il pas retombé sur leur tête? Ces hordes féroces déchaînées par eux contre les schismatiques de Bohême n'étaient-elles pas le fléau de Dieu qui châtiait leurs propres iniquités? Comparant le roi des Tchèques avec le chef des Magyars,

ils auraient presque dit comme la femme de Pilate : « Ne vous mêlez point dans l'affaire de ce juste »

Le même chroniqueur que nous venons de citer, Pierre Eschenloer, nous a conservé sur ce point des détails singulièrement expressifs. Le 26 décembre 1469, en installant un nouvel abbé dans un des monastères de la Silésie, le légat Rodolphe de Lavant, naguère l'intraitable ennemi du roi de Bohême, se mit à parler des affaires publiques, et confessa, les larmes aux yeux, que le saint-père avait été mal informé sur le compte de George de Podiebrad. « Moi-même, ajoutait-il, si j'avais su dès mon arrivée à Breslau tout ce que j'ai su plus tard, jamais je n'eusse permis cette guerre abominable. Ceux qui ont la responsabilité devant Dieu et devant les hommes ont chargé leur âme du plus grand des péchés. » Il fit ensuite tout un discours animé d'une tristesse éloquente pour prouver qu'il était non-seulement permis, mais ordonné de vivre fraternellement avec les hérétiques; l'œuvre la plus urgente à ses yeux, et il engageait tous ses auditeurs à y travailler sans relâche, c'était de préparer au plus tôt la conclusion de la paix. Parmi ces auditeurs se trouvait le docteur Tempelfeld, un des prédicateurs populaires qui avaient le plus soufflé le feu de la haine au cœur des Silésiens. Accablé par les reproches du légat, il gardait un morne silence. On l'entendit seulement prononcer ces mots, où il y avait encore plus de fureur que de repentir : « Mon Dieu! mon Dieu! qui aurait pu penser que ces hommes fussent si forts? » La pensée de tous se reporta bientôt sur le prudent évêque de Breslau, Jost de Rosenberg; on rappela sa charité prévoyante, ses efforts pour le maintien de l'union,

les outrages qu'il avait subis de la part d'une populace aveugle, et chacun s'empressait de faire réparation à sa mémoire.

Dans une autre assemblée du même genre, à laquelle assistait un des barons de la ligue, comme on évoquait le souvenir des jours heureux où George de Podiebrad gouvernait pacifiquement son royaume, un des seigneurs s'avisa de dire, suivant les superstitions de l'époque, que ces effroyables malheurs avaient été prédits depuis longtemps par la conjonction de deux planètes sinistres. « Eh ! que parles-tu des planètes du ciel qui ne font de mal à personne? s'écria le ligueur repenti ; s'il n'y avait pas eu dans Breslau deux planètes infernales (et il nommait par leur noms les deux boute-feux de la ligue, Duster et Tempelfeld), cette guerre n'aurait pas éclaté. Pourquoi Satan ne les a-t-il pas rappelés à lui il y a une vingtaine d'années? Si nous sommes réduits à prendre un jour le bâton du mendiant, nous le devrons à ces planètes du diable. »

Catholiques et ligueurs avaient raison de se frapper la poitrine ; les férocités qui leur arrachaient de tels aveux se renouvelaient de jour en jour. Mathias Corvin, presque toujours vaincu en bataille rangée, évitait les actions décisives ; solidement établi dans son camp ou se portant d'un point à l'autre avec sa cavalerie rapide, il allait faire ses coups de main dans la plaine et revenait s'appuyer aux montagnes. Sa tactique se composait de surprises, d'embuscades, car il ne voulait que prolonger la guerre, espérant lasser à la fin la patience du peuple tchèque et désoler l'âme paternelle du roi. Mathias avait visé juste ; atteint dans son pauvre peuple, le roi de Bohême était

frappé au cœur. Ce noble Georges voulut en finir, et loyalement, chevaleresquement, il adressa un cartel à Mathias. Plusieurs de ses barons, munis de saufs-conduits, pénétrèrent dans le camp du Magyar et lui parlèrent en ces termes : « Sire, notre roi et seigneur, pour arrêter cette horrible effusion de sang chrétien, vous provoque à un duel à mort, en présence des deux armées. Équipés de la même façon, les mêmes armes à la main, les deux champions auront à combattre sur un terrain circonscrit dont nul ne pourra sortir, car vous êtes plus agile que le roi notre maître, et ce n'est point à la course qu'il prétend vous défier. Si Dieu condamne notre maître et vous donne la victoire, vous disposerez de son sort ; si vous êtes vaincu, il aura le même droit sur vous. » Le roi de Bohême, prévoyant le cas où Mathias Corvin n'accepterait pas ce cartel, demandait au moins une grande bataille entre les deux armées, une bataille décisive et suprême, qui mît fin à cette épouvantable guerre, qui arrêtât cette lente extermination d'un peuple. Mathias Corvin ne répondit que par des outrages et n'accepta ni le duel ni la bataille. Retranché aux environs de Brunn, dans les montagnes de Moravie, il ne songeait qu'à lancer partout ses pillards, et il eût pu continuer longtemps ses féroces incursions, si un incident imprévu n'eût terminé tout à coup la lutte par une scène à jamais mémorable.

Le roi George, n'ayant pu attirer Mathias hors de ses retranchements, se dirigea au nord vers la Silésie. Était-ce une feinte? On ne sait; en tout cas, le piége était bien tendu, car l'armée royale s'éloignait à grands pas du principal théâtre des hostilités et semblait laisser la Bohême à découvert. Voyant cela, Mathias Corvin

pense qu'il aura le temps de frapper un grand coup sur la ville de Prague. Il quitte son campement de Moravie et fait irruption en Bohême.

Ce fut alors qu'on admira la prévoyance du roi, la force et la fécondité de ses institutions. Cette *landwehr*, organisée depuis quelques mois, se trouva sur pied au premier péril. En quelques jours une armée fut réunie dans les murs de Prague. La reine Jeanne monte à cheval, et tout ce peuple la salue de ses acclamations; chacun est impatient de se battre. En même temps, le roi, informé des projets de l'ennemi, revient à marches forcées. Ses courriers, qui le devancent, ont déjà porté ses ordres sur tous les points de la *landwehr :* « Les Hongrois vont se trouver pris entre deux feux. Qu'on creuse partout des tranchées, qu'on ouvre des fondrières pour arrêter la cavalerie magyare; l'infanterie de la *landwehr* en aura bon marché. » Mathias Corvin devine le péril; il a peur de cette nation qui se lève, altérée de vengeance, et qui se prépare à l'immoler comme on immole un criminel; il a peur de George, qui menace de lui couper la retraite. Entre la ville hérissée de défenseurs sans nombre et l'armée du roi toute prête à l'envelopper, il craint de ne pas trouver d'issue. Il part donc aussi rapidement qu'il est venu; il part, il fuit de la vitesse de ses chevaux et laisse sur la route une partie de ses hussards, qui, exténués de fatigue ou précipités dans les fondrières, tombent sous les coups du paysan : terrible revanche de tant de férocités commises en des embuscades ténébreuses! Cette victoire, gagnée sans coup férir, était le digne couronnement des opérations du roi George. Ce chef si noble, si humain, grand surtout par

la prévoyance politique et la sagesse de ses lois, méritait de terminer la guerre sans tirer l'épée du fourreau et de mettre l'ennemi en déroute par la seule efficacité de ses institutions civiles et militaires.

Tant d'activité, de sagesse, de courage, de vertus royales, tant d'épreuves si héroïquement souffertes et si glorieusement terminées devaient finir par désarmer les ennemis du roi George. Déjà, dans les derniers mois de la guerre, au moment où les cruautés de Mathias Corvin désolaient toutes les contrées de la Bohême, où les Hongrois ne respectaient pas plus les catholiques que les hussites, où les églises et les couvents étaient la proie des pillards aussi bien que les villages du peuple tchèque, on avait vu les deux légats du pape s'accuser eux-mêmes de ces horreurs et en demander pardon à Dieu. Les habitants de Breslau, qui s'étaient révoltés les premiers contre l'autorité du roi, se rappelaient avec larmes les années de bonheur et de prospérité paisible que leur avait assurées le commencement de son règne. Ces plaintes, ces cris avaient retenti jusqu'à Rome. On assure que Paul II commençait à éprouver des remords. Le plus inflexible des ennemis du roi de Bohême, le plus redoutable de tous par les vertus sévères qui se mêlaient chez lui à un fanatisme outré, le cardinal Carvajal, venait de mourir (1470). Un autre membre du sacré collége, dont l'histoire malheureusement n'a pas conservé le nom, avait osé prendre la défense de George dans les conseils du pape. George, vivement ému, s'était empressé de l'en remercier en le suppliant de poursuivre son œuvre et d'obtenir le rappel d'une sentence inique. Enfin, de tous côtés, chez les barons de la ligue et parmi les populations

catholiques, en Silésie, en Moravie, à Rome même, une réaction éclatait, favorable au roi de Bohême et hostile à l'arrogant Magyar. Les catholiques ne voulaient plus d'un défenseur tel que Mathias Corvin, et lui-même, obligé bientôt de repousser une nouvelle invasion de Mahomet II, ne se souciait plus de recommencer une guerre où il sentait bien qu'il n'avait moissonné que de la honte.

Un rayon de l'éternelle justice semblait dissiper les ténèbres des passions. Sur ce théâtre si longtemps désolé, la figure de George de Podiebrad reprenait son éclat, tandis que la situation de Mathias Corvin s'assombrissait d'heure en heure. On admirait ce roi qui, au milieu des plus tragiques infortunes, n'avait cessé de remplir les devoirs sacrés de sa charge, toujours juste, toujours humain, toujours dévoué au bien public. « Que me faisaient et l'aigle impériale, et les menaces de Rome, et les violences du Magyar? Le monde avait beau me maudire, j'ai toujours vécu en roi. »

Nil aquilæ, nil Roma minax, nil arma valebant
Pannonis; invito sceptra vel orbe tuli.

Ces vers, qu'un poëte du seizième siècle mettait dans la bouche du roi George, résument l'opinion qui commençait à se former dans l'empire sur le généreux modérateur de la révolution de Bohême. On était ému de ses malheurs et de sa gloire; la sympathie succédait à la haine. Peut-être allait-il recueillir le fruit de ses prodigieux labeurs. « La Providence en décida autrement, s'écrie M. Palacky; au moment où le héros, après avoir

épuisé le calice d'amertume, entrevoyait l'aurore des jours heureux, elle le retira de la scène qu'il avait si vaillamment occupée. Dieu ne lui avait pas assigné ici-bas le rôle d'un roi vainqueur et triomphant; il fallait qu'il restât dans notre histoire comme l'image du roi martyr. »

Atteint des infirmités les plus graves, accablé par tant de travaux et de fatigues, le roi George rendit son âme à Dieu le vendredi 22 mars 1471. Son corps resta exposé le samedi et le dimanche dans la grande salle du palais, transformée en chapelle ardente; tous les habitants de Prague purent contempler une dernière fois sur son lit de mort le grand justicier, l'inflexible défenseur du droit national. Il fut enseveli le 25 mars dans les caveaux de Saint-Vite, où dorment les Prémysl et les Ottocar, les saints et les héros.

Ce ne furent pas seulement les calixtins qui l'accompagnèrent en pleurant jusqu'à la tombe : catholiques et hussites, confondant leurs sanglots, rendaient le même hommage au père du peuple. Son grand compagnon d'armes dans les combats de la foi, maître Rokycana, était mort quelques semaines auparavant; son autre ami, son intrépide lieutenant dans les luttes politiques et religieuses, le docteur Grégoire de Heimbourg, expira l'année suivante. Ainsi disparaissaient à la fois les principaux acteurs de ce douloureux drame. Tous les trois furent grands par le dévouement de leur vie entière à ce qu'ils croyaient la vérité; le plus grand, parce qu'il fut le plus simple d'esprit, le plus large de cœur, le plus dégagé de toute passion étroite, le plus dévoué au droit commun et au christianisme universel, le plus grand, ce n'est ni

le prêtre ni le docteur, c'est le roi, le roi puissant et bon, le roi qui a maintenu sa puissance tutélaire au milieu de son royaume déchiré, le roi qui est resté bon, humain, chrétien, sous le coup des malédictions du saint-siége.

## VI

Le roi George, tel qu'il se relève aujourd'hui devant nous à la lumière de l'impartiale histoire, est une des plus nobles figures de son siècle — et de tous les siècles. Ce qu'il a fait en Bohême est admirable : tout jeune encore, membre obscur de la petite noblesse, il veut sauver son pays d'une anarchie meurtrière, et, après un hardi noviciat sur les champs de bataille de la révolution hussite, il rallie à vingt-quatre ans tous les hommes chez qui bat encore le cœur de la patrie. De 1444 à 1448, il affermit ce parti, ou, comme on disait, cette fédération d'où sortira un jour la Bohême ressuscitée. En 1448, devenu maître de Prague, il établit un gouvernement né de la force des choses, et que soutient tout un peuple. Il règne, il administre, il unit les citoyens divisés, il fonde l'ordre public, il relève les travaux de la paix, il est le sauveur et le père d'une nation. Dégagé de toute ambition mesquine et ne songeant qu'au succès durable de son œuvre, il va chercher en Autriche le fils des anciens rois, en lui imposant le respect des libertés religieuses et des franchises politiques du royaume. Tuteur du prince, comme il a été le tuteur du peuple, il accomplit sa tâche avec le même dévouement au bien général, le même oubli de ses

intérêts et de sa personne ; il est si bien le représentant de la chose publique, qu'au moment où le jeune souverain est emporté par la peste, l'acclamation universelle le fait roi, écartant sans hésiter les compétiteurs les plus puissants, l'empereur d'Allemagne et le roi de France. La féodalité germanique essaye vainement de le rejeter de son sein ; ces fiers seigneurs s'inclinent bientôt devant la haute sagesse du parvenu, et, le prenant pour juge de leurs querelles intestines, ils reconnaissent en lui une sorte de coadjuteur de l'empire. Arbitre des princes allemands, il est aussi leur modèle. Rois, ducs, margraves, imitent à l'envi ses institutions, si bien qu'en sauvant son pays, ce grand homme n'a pas moins servi l'Allemagne et l'humanité.

Pour accomplir de telles choses sur un sol qu'avaient bouleversé si longtemps les hideuses fureurs du fanatisme, il avait pris son point d'appui dans la conscience nationale et la sienne propre; cette base, ce roc, c'était le droit religieux établi par le concile universel. Un pape veut détruire cette charte sainte, le roi justicier la protége. Et voyez l'originalité de son rôle : il n'agit pas en sectaire, mais en catholique; il n'invoque pas la raison individuelle, il se rattache aux traditions de l'Église; il met le concile au-dessus du pape, sans nier l'autorité morale du saint-siége; il proteste contre les usurpations des souverains pontifes sans attaquer le principe de l'unité; au lieu d'un catholicisme qui va se rétrécissant et qui retranche du tronc antique les rameaux où circule la sève, il a le sentiment d'un catholicisme à qui l'esprit de Dieu communique une fécondité immortelle ; il combat en un mot l'absolutisme latin et lui oppose dans sa

pensée l'immense république chrétienne, dont le successeur de saint Pierre n'est que le premier magistrat. Soutenu par cette foi, dont il ne sait pas se rendre compte, mais qui est pour nous la clef de ses contradictions apparentes, il lutte contre le souverain pontife avec une constance que ne souillent jamais ni l'opiniâtreté de l'orgueil ni les violences de la haine. Vigilant, actif, à la fois énergique et humain, songeant à la paix tout en faisant la guerre, il continue de veiller sur l'État au milieu des horreurs de la lutte, et garde sous les outrages de Rome sa sérénité royale et chrétienne. Il oblige enfin ses ennemis eux-mêmes à regretter les violences qu'ils ont commises; quand les Barbares que le pape a lancés sur ce royaume chrétien reprennent en fuyant le chemin de leur contrée, les catholiques, honteux et repentants, ne peuvent retenir un cri de joie. N'y a-t-il pas une grandeur épique dans cette série d'épreuves et de victoires? Plus l'homme est grand par le cœur, plus il est condamné à souffrir ici-bas; n'y a-t-il pas une majesté religieuse dans les viriles souffrances du roi George?

George de Podiebrad n'est pas moins grand dans ses rapports avec l'histoire politique de son siècle. C'est surtout cette partie de sa gloire que M. Palacky s'attache à mettre en lumière. L'éminent historien lui attribue l'honneur d'avoir introduit dans le monde le principe fondamental de la société moderne, l'affranchissement de l'État vis-à-vis de l'Église, c'est-à-dire, en d'autres termes, d'avoir porté le premier coup à ce pouvoir temporel inconnu et contraire à l'Évangile. « Si dans les bouleversements du seizième siècle, ajoute-t-il, la cour romaine ne s'est pas laissé entraîner à combattre ses adversaires

par les armes théocratiques, c'est qu'elle avait bien senti dans sa lutte avec George l'impuissance de ces armes et la marche irrésistible des idées. » M. Palacky, dans son patriotisme, oublie que bien d'autres champions avant le roi de Bohême avaient soutenu ce principe; il oublie les hommes qui, du sein même du moyen âge, ont protesté contre cette confusion des deux pouvoirs, il oublie Dante condamnant Boniface VIII, il oublie notre saint Louis résistant aux empiétements du saint-siége; et que fait-il de cette suite de rois qui ont préparé depuis saint Louis la transformation du monde moderne? Il suffisait de dire que sur cette liste glorieuse une place immortelle était réservée à George de Podiebrad.

Quant à l'influence que le roi de Bohême aurait pu exercer sur les affaires orientales de l'Europe, les conjectures de l'historien sont aussi légitimes que douloureuses. On disait au quinzième siècle, en maintes contrées de l'empire, que le roi George, si on lui eût laissé sa liberté d'action, aurait replanté la croix sur Sainte-Sophie de Constantinople. M. Palacky rappelle ces témoignages avec un juste orgueil, et, bien qu'il n'ose les ranger parmi les titres incontestables de son héros, il affirme du moins que la guerre impie faite aux chrétiens de Bohême a favorisé l'établissement de la puissance ottomane sur le sol de l'Europe. Qu'on se figure George de Podiebrad et Mathias Corvin, au lieu de s'entre-déchirer, unissant leurs armes contre les hordes de l'Asie, à l'époque où ces barbares, campés encore en terre conquise, étaient organisés pour l'attaque bien mieux que pour la défense. Ah! la Providence a des justices sévères. Quels sont les hommes qui ont le plus ardemment travaillé à l'expulsion

des Ottomans? Deux surtout, Æneas-Sylvius et Jean Capistran. Tous les deux ont été sans pitié pour les dissidents de Bohême, et ce sont précisément ces fureurs qui, précipitant les Hongrois sur les Tchèques, c'est-à-dire détruisant l'armée chrétienne en face de l'ennemi, ont fait le triomphe des soldats de Mahomet. Mathias Corvin, l'exécuteur des vengeances de Paul II, recevra aussi son châtiment, sinon dans sa personne, au moins dans son œuvre, dans son peuple, et pour être différée la punition n'en sera que plus terrible. De mauvais jours viendront pour la Hongrie; attaquée par l'empereur, elle sera délaissée par le pape; où sera-t-elle alors, cette alliée généreuse que le roi George voulait lui assurer à jamais? Au seul nom de Hongrie, de hideux souvenirs se dresseront d'un bout de la Bohême à l'autre, et il faudra que les Magyars soient purifiés à leur tour par deux siècles de souffrance et d'héroïsme pour que ces haines s'évanouissent enfin à la lumière du dix-neuvième siècle.

Est-ce assez de montrer la grandeur du roi George sur la scène de son temps? Je ne le pense pas; maintes réflexions se pressent dans notre esprit au récit de ces tragiques aventures, et nous manquerions à notre tâche si nous ne cherchions pas à dégager quelques-unes des leçons qu'elles renferment. L'historien de la Bohême ne voit ici que la Bohême; pour nous, moins touchés des intérêts d'un peuple que des destinées de l'humanité, moins préoccupés des malheurs du passé que des inquiétudes de l'avenir, ce qui nous frappe particulièrement dans cette noble histoire, c'est la naïve et loyale hardiesse du prince chrétien. Bon gré mal gré, des rapprochements involontaires s'imposent à nous à la vue de ces

luttes d'un autre âge. Au moment où une science courageuse exhume du tombeau d'une nation l'adversaire d'Æneas-Sylvius et de Paul II, le pouvoir temporel des papes, occasion de tant de fautes, source de tant de misères pour la divine église de Jésus, est menacé d'une déchéance inévitable. Or, que demandait le roi George, et par quelles nouveautés avait-il attiré sur sa tête les foudres du saint-siége, lui qui ne repoussait aucun des dogmes internes du catholicisme, lui qui avait foi aux mystères, aux sacrements, à tous les profonds et sublimes symboles consacrés par les siècles? Ce n'était pas sans doute une question de forme dans l'administration de l'Eucharistie qui justifiait les fureurs dont il fut la victime; que voulait-il donc, encore une fois, et d'où venaient contre lui tant d'implacables haines? Il voulait quelque chose d'analogue à ce qui s'accomplit sous nos yeux, la destruction de la théocratie. Or, si la Providence gouverne l'histoire, il faut bien reconnaître qu'elle a donné raison au roi George, car les faits dont nous sommes témoins ne sont pas une explosion inattendue; voilà plus de trois cents ans que cette théocratie, circonscrite d'abord, puis démantelée pièce à pièce, a été peu à peu réduite à ce douloureux état où elle n'est plus protégée que par sa faiblesse même et par le respect dû au plus vénérable des pontifes. Mais poussons plus avant l'analyse des pensées du roi George. En désirant la fin de la théocratie, le roi de Bohême faisait-il des vœux contre l'unité de l'Église? Non, certes; il prétend rester catholique malgré ceux qui le repoussent. Il vénère, même chez son ennemi, le représentant de l'unité chrétienne, et c'est pour cela qu'au lieu de ruser avec lui comme Louis XI,

il le supplie sans cesse, il lui demande la paix; il voudrait le voir, lui parler, lui ouvrir son cœur, tant il a conscience de la sincérité de sa foi. Seulement cette unité qu'il aime est l'unité vivante qui admet la diversité des phénomènes; cette suprématie qu'il reconnaît est la haute magistrature d'une confédération et non pas le pouvoir arbitraire d'une monarchie absolue.

Qui sait si ce vœu du roi de Bohême ne sera pas une des réalités de l'avenir? Elle ne mourra point cette grande magistrature sacrée; les événements qui se préparent lui donneront au contraire une existence nouvelle, si elle en accepte les conditions. Il ne disparaîtra pas ce grand catholicisme, qui a eu l'honneur d'organiser la vie chrétienne et d'en tracer les cadres; l'esprit nouveau qui dissout les choses caduques le transformera sans le détruire, car il répond à un besoin éternel de notre esprit : et où trouver ailleurs une plus grande école de respect, d'humilité, de sanctification? Si l'église catholique, fidèle à ses préceptes, reçoit avec une soumission entière les terribles avertissements de la Providence, si elle ne se révolte pas contre les décrets d'en haut, si elle suit la route qu'une main mystérieuse lui signale, si elle se dépouille de toute convoitise humaine, de tout orgueil pharisaïque, et ne cherche pas à regagner par l'intrigue ce que Dieu même lui enlève, quelle grandeur sera la sienne! Un profond et religieux penseur, Alexandre Vinet, disait, il y a quelques années : « Je puis avoir comme protestant des pensées catholiques, et qui sait si je n'en ai pas? » Le jour où le catholicisme agrandi pourrait parler avec la même largeur de sentiment, où il pourrait embrasser toutes les libres aspirations dont le

principe est l'Évangile, où il mériterait enfin son admirable nom et s'écrierait avec le pape saint Grégoire le Grand : « *Ubi unus colitur Christus, nihil efficit rituum varietas!* » ce jour-là peut-être la grande attente qui agite en sens divers les meilleurs esprits de notre âge serait enfin satisfaite[1].

Il est impossible de ne pas se rappeler ici les sublimes

1. Bien que de si grands sujets ne puissent être traités incidemment, il est des réflexions auxquelles l'historien ne saurait échapper. Comment ne pas être frappé de certaines analogies entre la situation du roi George de Podiebrad et celle que les événements ont faite à quelques-uns des plus nobles esprits de notre siècle? Il y a cinquante ans, le philosophe catholique de l'Allemagne du Sud, M. Franz Baader, inquiet des dangers que la doctrine hégélienne faisait courir au protestantisme, conjurait la Prusse de sauver l'église de Luther, et il ajoutait avec une franchise hardie : notre église a besoin de la vôtre. De nos jours, M. Guizot, inquiet des périls de la papauté, se porte noblement au secours de cette grande institution, et semble dire à son tour : la vérité chrétienne a besoin de vous. Lorsque de tels hommes, partis de points opposés, se rencontrent ainsi dans un même sentiment, sans quitter d'ailleurs l'église où ils sont nés, il est évident qu'ils ont l'idée d'une église plus haute, et que le *catholicisme*, dans le vrai sens du mot, c'est-à-dire l'*église chrétienne universelle*, existe déjà pour eux. Franz Baader le disait expressément lorsqu'il écrivait le 25 mai 1825 à Varnhagen d'Ense : « Je me réjouis, comme catholique, d'avoir contribué à fortifier le protestantisme, qui est la grande *chambre des communes* de l'église universelle. » De même, M. Guizot s'applaudit, comme protestant, de prêter son appui à l'église de Rome. Franz Baader n'a jamais développé à fond cette idée de l'église universelle indiquée dans les paroles qu'on vient de lire ; un tel sujet serait digne de M. Guizot. Au lieu d'inviter l'illustre écrivain à changer de communion (on sait que plusieurs de ses amis lui ont exprimé ce vœu avec la plus sympathique éloquence), mieux vaudrait obtenir de lui l'exposé complet des principes qui ont réglé sa conduite envers les deux églises. Si quelqu'un au dix-neuvième siècle peut annoncer dignement ce grand idéal de l'église universelle, c'est l'auteur des *Méditations sur la religion chrétienne dans ses rapports avec l'état actuel des sociétés et des esprits*.

paroles que l'auteur des *Soirées de Saint-Pétersbourg* met dans la bouche du sénateur russe : « Examinez-vous, dit l'ardent schismatique au catholique altier, examinez-vous dans le silence des préjugés, et vous sentirez que votre pouvoir vous échappe ; vous n'avez plus cette *conscience de la force* qui reparaît souvent sous la plume d'Homère lorsqu'il veut nous rendre sensibles les hauteurs du courage. Vous n'avez plus de héros, vous n'osez plus rien, et l'on ose tout contre vous. Contemplez ce lugubre tableau, joignez-y l'attente des hommes choisis, et vous verrez si les illuminés ont tort d'envisager comme plus ou moins prochaine une troisième explosion de la tout-puissante bonté en faveur du genre humain. Je ne finirais pas si je voulais rassembler toutes les preuves qui se réunissent pour justifier cette grande attente... Vous, mon cher comte, vous, apôtre si sévère de l'unité et de l'autorité, vous n'avez pas oublié sans doute tout ce que vous nous avez dit au commencement de ces entretiens sur tout ce qui se passe d'extraordinaire dans ce moment. Tout annonce, et vos observations mêmes le démontrent, *je ne sais quelle grande unité vers laquelle nous marchons à grands pas.* Vous ne pouvez donc pas, sans vous mettre en contradiction avec vous-même, condamner ceux *qui saluent de loin cette unité,* comme vous le disiez, et qui essayent, suivant leurs forces, de pénétrer des mystères si redoutables sans doute, mais tout à la fois si consolants pour vous. » Et plus loin : « Quant aux manifestations futures, j'ai mille raisons pour m'y attendre, tandis que vous n'en avez pas une pour me prouver le contraire. L'Hébreu qui accomplissait la loi n'était-il pas en sûreté de conscience? Je vous

citerais, s'il le fallait, je ne sais combien de passages de la Bible qui promettent au sacrifice judaïque et au trône de David une durée égale à celle du soleil. Le Juif qui s'en tenait à l'écorce avait toute raison, *jusqu'à l'événement*, de croire au règne temporel du Messie. Il se trompait néanmoins, comme on le vit depuis; mais savons-nous ce qui nous attend nous-mêmes [1]?... »

Ces paroles, quand on les relit aujourd'hui, prennent une signification extraordinaire. Jamais le prophétique instinct que s'attribuait Joseph de Maistre n'a été si hardiment inspiré. Ne croyez pas cependant que cet affaissement du catholicisme, signalé ici avec tant de force, ait lieu au profit des communions protestantes ; ne sont-elles pas, elles aussi, exposées à de terribles attaques? Le doute, la critique, le désenchantement, lui font une guerre incessante. Ici, ce sont des esprits ardents qui veulent être affranchis du joug de la Bible; là, ce sont de mystiques âmes qui demandent un sacrifice sur l'autel. L'écrivain qui a le mieux exprimé cette situation poignante semble regretter le libre et large christianisme de certaines période du moyen âge [2]. Ce regret dit beaucoup, à mon avis, et je crois que la mission de l'avenir est d'établir avec réflexion ce qui s'était produit dans ces

1. *Soirées de Saint-Pétersbourg*, onzième entretien.

2. Je fais allusion ici à de nobles et touchantes pages de M. Edmond Scherer « L'autorité de l'église, — dit M. Scherer, — entendue dans le sens un peu flottant où on la prenait avant Luther, laissait aux manifestations de la vie religieuse une liberté dont on ne saurait assez déplorer la perte. L'église catholique d'autrefois avait un esprit plus libéral, et, si j'ose me servir de cette expression, une plus grande force plastique que les sociétés religieuses issues de la réformation. » Voyez dans la *Revue des Deux-Mondes* du 15 mai 1861 la belle étude intitulée : *la Crise du protestantisme.*

vieux âges sous une forme naïve et spontanée. L'absolutisme impérieux d'Eugène IV, de Pie II, de Paul II, a fini par provoquer la Réforme, et la Réforme, pour se séparer plus nettement de son ennemi, a été entraînée à retrancher maintes choses sorties du cœur même de l'humanité dans des siècles de foi et d'amour. Le catholicisme, à son tour, afin de se distinguer de la Réforme, a retranché aussi maintes choses divines, maintes libertés saintes et consacrées par l'enseignement du Christ. On les a vus l'un et l'autre se faire plus petits, plus exclusifs, plus judaïques de jour en jour. Qui sait si les catastrophes de notre temps ne sont pas les moyens employés par la Providence pour dégager enfin les sources obstruées de la vie? C'est encore une belle parole de Joseph de Maistre: « Nous sommes douloureusement et bien justement broyés; mais si de misérables yeux tels que les miens sont dignes d'entrevoir les secrets divins, nous ne sommes broyés que pour être mêlés. »

Ce mélange que Dieu prépare, c'est l'unité de l'avenir. On dira que ce sont là des utopies et des chimères; ce serait une révolution immense, à coup sûr, mais toutes les révolutions sont-elles finies? A moins de soutenir que le christianisme est parvenu au terme de ses destinées, n'est-il pas naturel de croire que l'avenir lui réserve encore des transformations? En tout cas, le vœu que nous exprimons ici a été celui des plus fermes esprits, des chrétiens les plus purs. A une époque où tout développement religieux semblait fermé par des barrières d'airain, Pascal avait déjà conçu cette mystique espérance, puisqu'il reproche aux papistes « d'exclure la multitude », et aux huguenots « d'exclure l'unité. » L'unité,

la multitude, ces termes qui préoccupent Pascal indiquent chez lui tout un système qu'il n'a pas eu le temps de formuler[1]; c'était le système que rêvait à sa manière le roi chrétien du quinzième siècle.

Et supposez, — puisque nous ouvrons la porte des songes, — supposez que la multitude et l'unité, selon le langage de Pascal, finissent par s'accorder ensemble, comment s'organiserait ce grand catholicisme? Quel serait le gouvernement de cette universalité chrétienne? Deux formes seulement sont possibles : la monarchie absolue, comme celle qui a régné du onzième au quinzième siècle, ou la libre fédération développée d'après l'exemple des primitives églises, c'est-à-dire le système d'Eugène IV étouffant la voix des conciles, ou le système de George de Podiebrad appelant de la sentence du pape à la réunion de l'église universelle. Quand les siècles à venir auront résolu ces périlleuses questions, ceux qui liront l'histoire de la Bohême au quinzième siècle ne seront pas seulement frappés de la grandeur du drame politique, ils admireront surtout les idées naïvement audacieuses et les sublimes pressentiments du roi George.

---

Mais assez de théories et de conjectures, assez d'appels à l'avenir. Du haut des sommets où se déploie la liberté de l'esprit, du sein des visions qu'entretient l'espérance,

1. Voici le texte même de Pascal : « L'unité et la multitude : *duo aut tres in unum*. Erreur à exclure l'une des deux, comme font les papistes qui excluent la multitude, ou les huguenots qui excluent l'unité. » Et plus loin : « La multitude qui ne se réduit pas à l'unité est confusion ; l'unité qui ne dépend pas de la multitude est tyrannie. » *Pensées*, article XXIV, 77, 84.

redescendons simplement aux réalités de l'histoire. Si les faits que nous avons retracés ont soutenu jusqu'au bout l'intérêt du lecteur, on nous demandera sans doute ce qu'est devenue la Bohême après la mort de George de Podiebrad. C'est une consolation de penser que tant de grandes choses n'ont pas été accomplies en vain : les suprêmes résolutions du roi furent sanctionnées par la nation et par l'Europe; Wratislas, fils du roi de Pologne Casimir, devint roi de Bohême, et ces *compactats* pour lesquels on se battait depuis plus de trente ans restèrent la loi fondamentale du royaume. Paul II eut honte de poursuivre cette guerre impie. Si la Bohême succomba plus tard, ce ne fut pas sous les coups du saint-siége. Après le prodigieux accroissement de la maison d'Autriche au seizième siècle, l'autonomie des Tchèques était condamnée à disparaître; tant qu'il y eut du moins une Bohême indépendante, les Tchèques recueillirent le bénéfice des héroïques labeurs de George de Podiebrad.

# LES

# TCHÈQUES ET LES MAGYARS

## AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

---

Quand je visitai pour la première fois les pays d'outre-Rhin, une des choses qui me frappèrent le plus, au milieu du mouvement d'idées qui transformait l'ancienne Allemagne, ce fut le rôle extraordinaire des populations slaves et magyares au sein de la monarchie autrichienne. Le spectacle auquel nous sommes accoutumés aujourd'hui offrait alors tout l'intérêt de la nouveauté. C'était en 1840. A Berlin, et partout où rayonnait l'action de la Prusse, je venais de voir un peuple impatient de constituer l'unité nationale, une littérature qui stimulait par tous les moyens le tempérament rêveur des races germaniques, une philosophie perdue naguère dans la contemplation de l'infini, qui se jetait l'injure à elle-même, qui

se détruisait de ses propres mains, affectant de mépriser l'idéal pour s'emparer plus sûrement du monde réel. A Munich, à Dresde, à Stuttgart, dans tous les centres des États secondaires, si la vie éclatait quelque part, l'idée dominante était la même : travailler à l'unité de la patrie, empêcher l'esprit allemand de s'endormir, tenir prêtes pour les occasions prochaines toutes les forces vives de la nation, ces forces d'où était sortie déjà l'unité intellectuelle et morale, premier fondement de l'unité politique. Et quand j'interrogeais les peuples de l'Autriche, quel était le symptôme qui me frappait tout d'abord? La somnolence de l'esprit public dans la partie allemande de l'empire, une sorte d'engourdissement sensuel, nulle passion, nul désir, nulle vie, et au milieu de cette apathie générale, un bruit singulier auquel on ne faisait guère attention, le bruit des Slaves et des Magyars qui se disputaient la prééminence au sein de la monarchie des Habsbourg.

Ce contraste me causa une impression si vive qu'au retour de mon voyage, résumant ce que j'avais vu et entendu, indiquant quels seraient les candidats à l'empire le jour où l'unité nouvelle s'organiserait, j'écartais immédiatement les Habsbourg. La couronne de la future Allemagne! c'est bien de cela, disais-je, qu'il est question pour l'Autriche! le problème qui se prépare est bien autrement redoutable : « il s'agit de savoir si l'Autriche appartient encore à la société des nations germaniques. »

Et comme cette idée, comme cette menace involontaire, réalisée aujourd'hui par de terribles catastrophes, devait paraître inadmissible vingt-trois ans avant Sadowa,

j'ajoutais aussitôt, exposant mes raisons et fournissant les preuves :

« Je ne dis rien de trop. Que se passe-t-il aujourd'hui chez les peuples slaves qu'elle gouverne? Qu'est-ce que ce mouvement qui vient d'éclater du côté de la Bohême et de la Hongrie? Et l'insuffisance de l'Autriche pouvait-elle être plus manifestement révélée? Ces populations qui ont semblé longtemps toutes prêtes à suivre la direction de l'Allemagne, à parler sa langue, à s'associer à toutes ses idées, entreprennent de réveiller leurs antiques souvenirs, éteints depuis des siècles. Elles redemandent leur idiome national, elles recherchent les traces à demi effacées de leur littérature, elles veulent la relever et lui rendre la vie. Les Slaves de Bohême se reprennent avec un amour filial à leurs traditions évanouies : ce ne sont plus seulement des chants nationaux qu'une érudition curieuse s'empresse de recueillir ; non, il s'agit d'une chose plus grave : c'est l'esprit même de leur race que les Slaves bohémiens veulent retrouver sous ses ruines. Et pourquoi ce mouvement si tardif? Pourquoi, après tant d'années, ce réveil inattendu? Parce qu'ils cherchent à quoi se rattacher dans l'abandon où les a laissés l'Autriche. Ces Slaves de Bohême et de Hongrie avaient cru longtemps, et l'Europe avait pensé comme eux, qu'ils prendraient leur rang, sous l'influence de l'Allemagne, dans le mouvement des nations européennes; il n'en était rien. Après avoir patiemment attendu, un jour, fatigués et poussés à bout, ils ont été forcés de reconnaître que la vie n'était pas dans cet empire qui avait charge de les diriger, et n'y trouvant pas

à satisfaire ces besoins intellectuels qui travaillent aujourd'hui la famille slave, ils ont décidé sans colère, mais avec le calme le plus résolu, qu'ils ne devaient plus compter que sur eux-mêmes. Ce qu'ils disaient à l'Autriche pouvait se traduire ainsi : « Depuis tant de siècles que la Bohême est réunie à vous, elle avait quitté la voie des peuples slaves, et elle était prête à entrer par vous dans le travail des nations germaniques. Nos pères vous ont suivis longtemps, mais que leur avez-vous donné, et maintenant que nous apportez-vous? Où est la vie, où est le mouvement des esprits, où est l'énergie de l'intelligence? Nous ne vous suivrons pas plus loin. »

« Certes, jamais injure plus grave n'avait été faite à l'Allemagne tout entière, et c'était l'incurie de l'Autriche qui en était coupable. Eh bien, l'Autriche, l'insouciante Autriche ne s'émeut pas; elle subit les nécessités de la situation qu'elle s'est faite, elle se résigne à ne pouvoir attirer à elle et à l'Allemagne ces peuples qui lui échappent. Elle laissera s'enfuir l'âme, à condition de garder le corps. Il lui suffira de retenir ses sujets par les liens matériels, par les avantages qu'ils trouveront à faire partie d'un grand peuple; et, pendant ce temps, qu'arrivera-t-il? Un autre esprit se sera formé dans les provinces slaves, si bien que l'unité dont on se croira sûr ne sera qu'une apparence et un mensonge.

« Il y a plus; non-seulement ce n'est pas l'Autriche qui répond, mais elle abandonne ce soin à un autre peuple engagé comme elle dans la question, et dont les intérêts ne sont pas les siens. Elle permet que le débat s'établisse entre les Slaves et les Hongrois, sans que le nom de l'Autriche soit seulement prononcé, et comme si elle

n'était pas en cause dans cette lutte singulière. C'est la Bohême, on le sait, qui est en Allemagne le foyer de la race slave; c'est elle qui essaye de régénérer cette race et de lui rendre, avec son idiome propre, le sentiment de ses destinées. Elle a dit tout haut ses projets, sans que l'Autriche en prît ombrage, mais tout à coup la Hongrie se lève et proteste. La Hongrie ne veut pas que les Slaves hongrois reprennent goût à leur vie nationale, et s'accoutument à parler la langue de leurs ancêtres. Quand la langue latine était la langue officielle du pays, les idiomes particuliers pouvaient se développer en liberté : cette situation devenait dangereuse pour la Hongrie, en face de ce mouvement universel. La Hongrie remplace donc la langue latine par la langue des magnats, la langue magyare, et elle s'apprête à faire disparaître tout ce qui reste encore de ces traditions qu'on invoque.

« C'est à une telle lutte que l'Autriche assiste sans y prendre part. Les deux pays, la Bohême et la Hongrie, y sont dignement représentés, et ce débat a déjà produit plusieurs écrits remarquables. Il faut citer au premier rang le curieux travail que M. le comte de Thun a publié l'année dernière sous ce titre : *De l'état actuel de la littérature en Bohême et de son importance*[1]. M. le comte de Thun est un des chefs de ce mouvement slave. Au grave enthousiasme de ses espérances, à l'ardeur sévère de ses efforts, on dirait non pas un tribun qui soulève les passions, mais un législateur qui veut créer un peuple. Ce peuple existe, il est nombreux; il faut seulement lui

1. *Ueber den gegenwaertigen Zustand der Boehmischen Literatur und ihre Bedeutung*. Prague, 184?.

apprendre ce qu'il est, il faut lui donner la conscience de lui-même. C'est à cette tâche que s'emploie M. le comte de Thun. Son livre est une rapide histoire des lettres en Bohême, un tableau clair, animé, destiné à devenir populaire. L'auteur décrit avec feu le premier épanouissement de la langue nationale. En Bohême, comme plus tard en Allemagne, c'étaient les réformateurs qui avaient fixé l'idiome; Jean Huss avait rendu à la littérature de son pays le service que Luther rendit un siècle après à la littérature germanique. Mais le mouvement des querelles religieuses reprit bientôt à la Bohême ce qu'il lui avait donné. La guerre de Trente ans détruisit cette littérature originale, et la langue allemande envahit le pays conquis. Voici une période de ténèbres. M. de Thun y suit encore les représentants obstinés de la tradition. Il nomme avec respect ces grammairiens, ces auteurs de dictionnaires qui, de loin, ont préparé le mouvement nouveau; qu'importe que ces premières tentatives soient souvent bien incomplètes? Il ne parle qu'avec émotion de ces hommes dévoués, car plus d'un parmi eux a consacré sa vie à un labeur dont il devait ignorer l'issue, à une cause dont il lui était impossible de pressentir le triomphe. C'est Dobrowsky écrivant sa grammaire avec une piété patriotique; c'est Pelzel qui donne la première histoire de Bohême; c'est Faustin Prochazka qui publie les monuments primitifs de la langue nationale. Aussi, quand il arrive au dix-neuvième siècle, quelle joie pour lui de signaler cet éclatant réveil! avec quelle fierté il nomme les poëtes, les historiens, les savants, Kollar, Jungmann, Palacky, Safarick, Louis Gai! C'est tout un monde, toute une littérature.

« Son adversaire, je l'ai dit, ce n'est pas l'Autriche, ce sont les Magyars. Cette race fière, hautaine, bien que formée à la civilisation allemande, refuse toute sympathie à l'Allemagne et prétend se maintenir toujours dans sa pureté native. Or, la lutte silencieuse qu'ils ont longtemps soutenue contre l'esprit allemand pour conserver leur caractère et leur génie propre, les Magyars la recommencent contre ce nouvel ennemi. Dans ce mouvement qui agite aujourd'hui la famille slave depuis l'Adriatique jusqu'à l'Elbe, ils sentent bien que si la Bohême devient pour ces peuples le centre d'une renaissance efficace, l'unité de la Hongrie est compromise. Voilà pourquoi ils veulent arrêter l'essor de la vie chez leurs sujets croates et esclavons, pourquoi ils imposent aux écoles de la Croatie une éducation qui doit tuer l'esprit national. Ainsi, tandis que l'Autriche garde le silence devant un pays entier qui prétend se séparer d'elle, on voit quatre millions de Magyars s'efforcer d'étouffer par la violence ce réveil d'un peuple.

« En publiant ces travaux sur la Bohême, M. le comte de Thun offrait aux écrivains hongrois une discussion publique; M. de Pulszky a accepté la lutte. Tous deux viennent d'échanger une série de lettres qui ont vivement excité l'attention de l'Allemagne. *La situation des Slaves en Hongrie*[1], tel est le titre de ces lettres réunies par M. de Thun. Les deux adversaires sont face à face. M. de Thun, plein de sollicitude pour ses frères, unit la circonspection à l'enthousiasme ; M. de Pulszky défend la cause hongroise avec une véhémence hautaine. Ce qu'il

1. *Die Stellung der Slowaken in Ungarn beleuchtet.* Prague, 1843.

craint surtout, dit-il, c'est que le monde slave n'amène un jour la Russie au cœur même de l'Autriche. La Hongrie ne doit-elle être autre chose qu'une demeure commune à quatre populations différentes, Allemands, Slaves, Magyars, Valaques, lesquelles auraient chacune des intérêts propres? Cette idée l'indigne. Il rappelle avec orgueil comment s'est constituée sa patrie, depuis le jour où les Magyars, sous la conduite d'Arpad, ont passé les monts Crapacks et soumis par l'épée les Valaques et les Bulgares. C'est un dialogue altier entre le vainqueur et le vaincu. Vous êtes les vaincus, dit le Hongrois aux Slaves, nos droits nous viennent de l'épée, et nous saurons les maintenir. — M. le comte de Thun en appelle à cet esprit puissant qui agite et soulève toute sa race; il repousse, comme M. de Pulszky, l'idée de voir la Russie mettre à profit ce légitime mouvement; les Tchèques resteront attachés politiquement à la monarchie des Habsbourg, mais ils veulent retrouver en eux-mêmes cette vie de l'esprit que l'Autriche leur a refusée. Et rien n'empêchera les Slaves de Hongrie de faire cause commune avec les Slaves de Bohême.....

« Comment finira cette lutte? par l'épée, ou pacifiquement par l'influence toujours croissante des Slaves autrichiens? On ne saurait le dire. Dans cet antagonisme des Magyars et des Slaves sur le terrain de la Hongrie, les Magyars ont contre eux ces secrètes inspirations qui s'emparent des peuples à de certaines heures, et qui poussent aujourd'hui les Slaves d'Allemagne à se constituer comme une race distincte; ils ont pour eux, avec la possession du pouvoir, leur courage; leur fierté hautaine, toutes les qualités d'une aristocratie victorieuse.

S'ils devront un jour mettre l'épée à la main, c'est ce qu'il est difficile d'affirmer ou de nier. Tout est possible, dans les péripéties qu'amèneront tôt ou tard les affaires d'Orient. Ce qui est certain, c'est que leurs adversaires en sont déjà venus à concevoir des ambitions extraordinaires, puisqu'ils espèrent amener l'Autriche à former un empire slave.

« On voit par ce seul mot quel chemin l'Autriche a déjà fait dans la direction qu'elle suit en dehors de l'Allemagne. Quoi ! elle était chargée de soumettre à l'influence germanique ces populations étrangères réunies à son empire, et ce sont ces populations, ce sont les Slaves qui vont l'attirer vers eux-mêmes ! Ils l'espèrent du moins, et le disent assez haut. Espérances chimériques ! pensera-t-on. Je le veux bien ; mais qu'on sache cependant que l'Allemagne commence à s'en effrayer, et que plus d'un avertissement a déjà été adressé à l'Autriche. »

Quand j'écrivais ces pages en 1843, je ne me doutais pas que les luttes littéraires des Slaves et des Magyars se traduiraient si vite en hostilités sanglantes. Cinq ans après, la révolution bouleversait l'Autriche, et, chacun revendiquant ses droits, Tchèques et Magyars se retrouvaient en face les uns des autres, les armes à la main. Je compris alors le phénomène qui, dans une première et rapide étude, avait tant frappé mon inexpérience, je compris le silence de l'Autriche au milieu des clameurs adverses venues de Bohême et de Hongrie. Sous cette indifférence apparente il y avait une politique très-compliquée, la politique d'un régime aux abois : M. de Metternich laissait grandir les Slaves afin de les opposer aux

Magyars, et il n'était pas fâché de voir avec quelle véhémence les Magyars résistaient aux Slaves. *Divide ut imperes*, c'était la devise de ce système dont les vingt dernières années, à travers des péripéties effroyables, ont fait enfin justice.

Je n'ai pas à raconter ici ces ténébreux épisodes de 1848 et de 1849 ; puissent nos contemporains oublier que les Slaves d'Autriche ont aidé les Habsbourg à écraser la Hongrie, et que la Hongrie, par son génie altier, par une sorte d'égoïsme jaloux et méprisant, avait entretenu les haines dont profitait une politique odieuse ! Je veux rappeler seulement quel fut le rôle des libéraux de la Bohême au milieu de cette crise, je veux surtout tirer de ce rapprochement des paroles de conciliation entre deux peuples également dignes de nos sympathies. Quelques années après les tragédies de 1849, lorsque les Slaves d'Autriche étaient courbés sous le même joug que les Magyars, consacrant une étude aux grands travaux historiques de leur vénérable chef, M. Franz Palacky, je terminais par ces paroles :

« J'ai dit le mérite du savant, du narrateur et du peintre ; que penser du publiciste et de ses patriotiques espérances ?

« L'histoire est une école sévère où se dissipent les illusions. Cette conscience des peuples, si on l'interroge avec franchise, ne donne que de mâles conseils ; elle oblige surtout les rêveurs à regarder la réalité en face. Après tant de luttes sanglantes et d'événements irrévocables, il est trop évident que le projet de Charles IV et de son fils Wenceslas ne serait plus qu'une chimère. S'il

y a encore en Bohême de fanatiques patriotes qui n'ont pas perdu l'espoir de faire dominer la race slave en Allemagne, M. Palacky n'est pas de ceux-là. Quelle peut être cependant la situation des Slaves, et particulièrement des Tchèques, au sein de la monarchie autrichienne? Qu'y a-t-il de sérieux et de fécond dans ce réveil de l'esprit national? N'est-ce là qu'un enthousiasme passager, un souvenir des jours d'autrefois éveillé tout à coup au fond des cœurs, et qui doit s'évanouir comme un songe? ou bien cette forte race des Tchèques, la race des Ottocar, des Jean Huss, des Ziska, a-t-elle encore assez de sève et de vitalité pour que ce mouvement qui l'anime aujourd'hui soit un mouvement durable? Oui, je le crois, je crois à la sève de cette race qui se réveille, je crois à la sincérité, à la persévérance de ses efforts; je crois enfin que l'Autriche, quoi qu'il puisse arriver, sera toujours obligée de compter avec les réclamations de ses sujets slaves. Un soulèvement qui produit de pareils travaux n'a rien de commun avec ces fantaisies politiques nées du délire de la fièvre. Ce n'est pas un parti qui porte ici la parole, c'est un peuple. Qu'on rappelle tant qu'on voudra l'espèce d'éclipse qu'a subie la nationalité tchèque depuis cent cinquante ans; l'esprit tchèque n'était pas détruit, il sommeillait dans l'ombre, et aux premiers rayons de soleil, à la première aube de la liberté moderne, il s'est dressé sur son lit de misère avec une étonnante vigueur. La rénovation slave en Bohême a commencé en même temps que la Révolution française. Timide et indécis d'abord, ce mouvement national a été s'accroissant toujours. Il grandit avec la Restauration, il redouble de zèle et d'espérances après juillet 1830. Le

fait même que nous avons sous les yeux ne parle-t-il pas assez haut? Ce peuple qui se choisit son historien, cette histoire écrite avec une ferveur si pieuse, cette tâche devenue comme un sacerdoce pour l'écrivain qu'on en charge, quel incident expressif en un pareil tableau ! M. Palacky accomplit deux œuvres à la fois; en racontant la Bohême du passé, il rend témoignage à la Bohême nouvelle.

« Je crois donc à l'importance, à la légitimité, à la durée de ce mouvement national chez les petits-fils des Prémysl, mais je crois aussi que ce doit être pendant longtemps encore une insurrection littéraire et morale. Renouer les traditions rompues, restaurer les mœurs et le langage des ancêtres, entretenir dans les esprits le culte d'un passé chéri et le sentiment d'un droit imprescriptible, voilà votre tâche, si vous profitez des enseignements de l'histoire. M. Palacky l'a comprise de cette manière, et l'activité de son esprit ne s'est pas ralentie un seul jour. En même temps qu'il publiait son *Histoire de Bohême*, il était toujours le premier à l'œuvre dans les sociétés savantes et les recueils patriotiques. Il stimulait le zèle de ses amis, il donnait l'exhortation et l'exemple. Que de travaux, que de monographies outre celles que j'ai déjà citées ! Ici, c'est un mémoire très-neuf et très-complet sur l'invasion des Mongols au douzième siècle; là, ce sont des études sur la topographie slave, une restitution de cette vieille Bohême défigurée par les dénominations germaniques. Ce n'est pas dans des réunions secrètes, dans des conciliabules de conspirateurs, c'est publiquement, à la face du soleil, en présence de l'Autriche étonnée, que le vaillant chef accomplit sa

croisade. Il sait que la science est ici le plus puissant auxiliaire du droit, et que les meilleures victoires, dans une lutte comme celle-là, sont les victoires que remporte l'esprit.

« Un jour vint cependant où M. Palacky dut remplir son rôle sur le périlleux théâtre de l'action. La révolution de 1848 éclate, et l'Allemagne entière, saisie tout à coup de craintes et d'espérances confuses, est en proie à une agitation indicible. La Bohême est en feu comme l'Allemagne. Cette grande secousse de 1848 se prête trop bien aux revanches ou aux prétentions des races opprimées pour que les Tchèques n'en profitent pas; toutes les haines, toutes les colères, toutes les ambitions patriotiques rallumées par un demi-siècle de propagande font explosion à la fois. L'Autriche, après sa révolution de mars, vient de se transformer en gouvernement constitutionnel, mais ce n'est pas là ce qu'il faut à la Bohême; les Tchèques consentiront-ils à se perdre dans l'assemblée des chambres autrichiennes? Non, la Bohême veut un parlement à elle, un gouvernement à elle, un ministère responsable qui siégera, non à Vienne, mais à Prague, et ne s'occupera que des intérêts particuliers des Slaves. Or, le mouvement est si vif, la pétition si hautaine et si pressante, que l'empereur Ferdinand essaye en vain d'y résister. Le 23 mars, il a fait une réponse évasive; le 8 avril, il accorde aux Tchèques la base des réformes qu'ils réclament, et déjà les imaginations voient se relever le royaume des Ottocar.

« Ce n'est pas tout. Tandis que ces transformations s'accomplissent en Bohême et que les Tchèques victorieux y dominent le parti germanique, des prétentions

contraires triomphent par toute l'Allemagne. A la première nouvelle des événements de Paris, quelques hommes résolus se réunissent à Heidelberg, et là, sans autre mandat que celui des périls publics, décrètent l'appel au peuple, nomment un comité provisoire de cinquante membres, et préparent l'élection d'un grand parlement national convoqué à Francfort. Toutes les royautés s'inclinent devant ce décret d'Heidelberg. Que fera l'Autriche en ces graves circonstances? Quel sera surtout le rôle de la Bohême? La Bohême ne veut pas que l'Autriche envoie ses députés à Francfort. Si l'Autriche, perdant son caractère distinct, comme le veulent les législateurs de Francfort, va se fondre dans l'unité de l'empire d'Allemagne, que restera-t-il aux Tchèques? Il faut que l'Autriche s'organise en dehors de cette menaçante unité, il faut qu'elle soit une confédération de peuples, — Allemands, Tchèques, Slovaques, Illyriens, — investis chacun de leurs droits et de leurs franchises. Tel est le système des Tchèques, et comme l'Autriche y trouve son compte, elle laisse grandir de jour en jour les prétentions de l'esprit slave.

« On vit alors des scènes terribles dans les rues de Prague : Tchèques et Allemands ensanglantaient la ville; plus nombreux et surtout plus hardis, les Slaves faisaient peser une sorte de terreur sur les amis du parlement de Francfort, et lorsque les Allemands, tournant les yeux du côté de Vienne, adressaient au ministère des plaintes désespérées, ils s'apercevaient bien vite que le ministère en était médiocrement ému [1]. Encore une fois, pendant

1. Dans la *Revue des Deux-Mondes* du 1er septembre 1848, un ami

ces mois d'avril et de mai 1848, on dirait une tacite alliance de l'Autriche avec le soulèvement des Tchèques. Effrayée de la convocation du parlement de Francfort, l'Autriche trouve commode de se retrancher derrière les intérêts de ses populations slaves. L'alliance ne dure pas toutefois; l'ardeur des Bohêmes ne connaît plus de frein, les chefs ne sont plus maîtres de leurs soldats, les fureurs démagogiques se mêlent aux passions nationales, une insurrection éclate le 12 juin, insurrection toute révolutionnaire, avec un mélange de scènes grotesques et d'incidents terribles qui est en quelque sorte le signe particulier de ce temps-là, et ce mouvement patriotique, si noblement annoncé, va finir, comme une vulgaire émeute, sous le canon du prince Windischgraetz.

« Pendant ces trois mois de luttes et de périls, la conduite de M. Palacky a été telle qu'on devait l'attendre de son intelligence et de son patriotisme. M. Palacky comprit un des premiers que l'existence de l'Autriche était nécessaire aux intérêts des Slaves de Bohême. Au moment où tous les liens de l'Empire semblaient à demi brisés, à l'heure où les Magyars commençaient à élever la voix, et où l'Italie frémissante secouait déjà son joug, les patriotes de Prague, dociles aux conseils de leur chef, s'attachaient plus ardemment que jamais à la cause de la monarchie autrichienne. Il fallait que ce fût une monarchie renouvelée, une monarchie libérale et ouverte au travail légitime de l'esprit de race; il fallait surtout que l'Autriche ne se laissât pas entraîner au sein de cette

dont le souvenir nous est cher, M. Alexandre Thomas, a tracé de cette lutte un dramatique tableau. Voyez la *Praguerie de* 1848.

grande unité qui était le but de la révolution allemande.

« Au premier appel des législateurs de Francfort, M. Palacky répond par une lettre qui est le plus franc et le plus loyal des manifestes. Le comité des cinquante, réuni à Francfort pour préparer la convocation du parlement national, avait cru devoir inviter M. Palacky à partager ses travaux. « Je vous remercie, messieurs, disait le publiciste bohême. On m'a souvent accusé d'être l'ennemi de l'Allemagne; l'appel que vous m'adressez aujourd'hui est pour moi une éclatante justification, et toutefois je ne puis y répondre, ni de ma personne, ni par l'envoi d'un délégué. Quel est le but de votre réunion? Vous voulez substituer le congrès des peuples allemands au congrès des souverains : noble tâche, mais plus je l'admire et la respecte, moins j'ai le droit d'y prendre part. Je ne suis pas Allemand, je suis un Slave de Bohême, et si la Bohême fait partie de l'Allemagne, c'est seulement par l'entremise des royautés ; jamais le peuple tchèque n'a rien eu de commun avec la nation germanique. En second lieu, un des résultats de vos efforts, ce sera infailliblement d'affaiblir l'Autriche en tant que monarchie indépendante, bien plus, de la rendre impossible. Or, l'indépendance et la force de l'Autriche ne sont pas seulement indispensables à mon peuple, elles intéressent l'Europe entière et la civilisation elle-même. Prêtez-moi, je vous prie, votre attention. Vous savez quelle est cette puissance colossale qui occupe tout l'orient de notre Europe; presque inattaquable sur son propre sol, on la voit déjà menacer la liberté du monde et tendre à la monarchie universelle. Cette monarchie universelle, bien qu'elle s'annonce au profit des peuples

slaves, moi, Slave de cœur et d'âme, je la regarderais comme un mal effroyable, comme une calamité sans fin et sans mesure. Je passe en Allemagne pour l'ennemi des peuples germaniques; on dira de même en Russie que je suis l'ennemi des Russes. Que m'importe? Au-dessus des intérêts de race, j'ai toujours placé les intérêts de l'humanité et de la civilisation, et le simple projet d'une monarchie universelle exercée par les Russes n'a pas d'adversaire plus résolu que moi, non parce que ce serait une monarchie russe, mais parce que ce serait une monarchie universelle. Or, de tous les peuples situés au sud de l'Europe orientale, il n'en est pas un seul qui puisse résister à l'envahissement des Russes, si un lien vigoureux ne les réunit en faisceau. La grande artère de ces peuples, c'est le Danube; la puissance chargée de régir cette confédération ne saurait donc s'éloigner du Danube sans s'affaiblir elle-même et compromettre sa tâche. En vérité, si l'Autriche n'existait pas, il faudrait la créer dans l'intérêt de l'Europe. Pour moi, quand je porte mes regards au delà des frontières de la Bohême, ce n'est pas Francfort, c'est Vienne qui m'attire; là seulement est le centre appelé à protéger le droit et l'indépendance de mon peuple. Ce centre, messieurs, votre politique tend à l'affaiblir et bientôt à l'annihiler. Vous voulez que Francfort soit la capitale de l'unité allemande, vous voulez que Vienne ne soit plus qu'une résidence provinciale, vous voulez plus encore peut-être, — et Dieu fasse que je me trompe! — vous songez à établir une république allemande. Si la forme républicaine convient ou ne convient pas à l'Allemagne, cette question-là n'est pas de ma compétence; mais la république en Autriche! c'est-à-dire

une série de petites républiques, l'unité dissoute, les liens des peuples rompus, des fractions d'État indépendantes les unes des autres, sans force, sans protection !... Ah ! messieurs, quel service rendu à l'ennemi qui nous menace ! quelle tentation pour la Russie ! »

« Nobles et profondes paroles qui révèlent bien le double caractère de M. Palacky. Patriote ardent, ce n'est pas lui qui sacrifierait à ses rancunes la cause de la civilisation générale. Il avait pensé que la révolution de 1848 et la transformation inévitable de l'Autriche ouvriraient pour les races diverses abritées sous le trône des Habsbourg une ère de développements libres et de pacifique émulation. Certes, on pouvait le prévoir, la race tchèque, avec tous les rameaux qu'elle se fût rattachés, aurait acquis peu à peu la prééminence au sein de l'empire ; mais jamais les autres races, moins puissantes par la culture intellectuelle ou par le nombre, n'auraient subi la loi d'une majorité tyrannique. On n'aurait pas revu, dans cette Autriche ainsi reconstituée, l'oppression exercée par les Magyars sur les Serbes et les Croates de la Hongrie ; aucun droit n'eût été méconnu, aucune nationalité étouffée, chaque peuple aurait conservé ses traditions et son langage, les conditions de sa vitalité distincte. Tel était le programme du généreux publiciste et des amis qui le secondèrent pendant cette orageuse période.

« Il sembla un instant que ce beau rêve allait se réaliser. Le gouvernement autrichien, effrayé des desseins du comité de Francfort, s'abrita pendant quelques semaines sous le mouvement national des Tchèques. M. Palacky, après la révolution du 15 mai et avant la fuite de

l'empereur, fut appelé à prendre le portefeuille de l'instruction publique dans ce ministère Pillersdorf qui fit de si honnêtes efforts pour conjurer la ruine de l'État. Heures d'illusion trop vite passées! La résistance des Allemands de la Bohême, l'exaspération des Tchèques, surtout l'explosion des folies démagogiques qui, là aussi, comme en Hongrie, comme à Milan, arrêtaient le travail des idées et souillaient une grande cause, tout cela ajourna pour longtemps des espérances si belles. Ébranlée au nord et au midi, l'Autriche ramassait toutes ses forces, et le ministère Schwarzenberg, par sa constitution du 4 mars 1849, établissait une centralisation impérieuse qui ne laissait plus aucune place au développement des races. Le prince Schwarzenberg, avec une sorte d'irritation hautaine, repoussait à la fois et le programme de Francfort et le programme de M. Palacky. La maison de Habsbourg ne voulait ni se perdre dans l'unité de l'empire germanique, ni se séparer de son passé pour former une monarchie slave; je suis l'Autriche, disait-elle, et je n'ai pas cessé d'être l'Allemagne.

« Tout est-il donc perdu? Tant d'efforts, tant de travaux, un mouvement si vrai, si sincère, et entretenu depuis un demi-siècle, tout cela est-il vain? Non, rien n'est compromis. M. Palacky et ses amis ont repris leur œuvre interrompue : ils ont retrouvé les mêmes sympathies et le même patriotique enthousiasme. Cet esprit national qui revit chez les Tchèques n'est pas le caprice d'une révolution d'un jour; une défaite d'un jour ne le détruira pas. Il n'y a là qu'une douloureuse épreuve qui peut devenir une leçon salutaire. En voyant M. Palacky dans sa retraite, étranger à toutes les choses politiques

et plus dévoué que jamais aux études qui ont servi si puissamment le réveil de son peuple, les esprits impatients dont la démagogie a fait ses dupes, comprennent mieux sans doute aujourd'hui les devoirs du vrai patriotisme. Ce peuple qui s'est retrouvé en se repliant sur lui-même, ce peuple qui a réveillé ses traditions et restauré l'idiome de ses pères, qu'il se révèle de plus en plus par les travaux de la paix ; c'est là qu'est sa force et le gage de son triomphe.

« Croit-on en effet qu'un gouvernement intelligent comme l'Autriche régénérée puisse résister longtemps à cette conscience vivante de tout un peuple? La crise immense qui tient le monde en suspens est favorable, si l'on y réfléchit bien, aux intérêts de ces populations slaves dont les Habsbourg ont reçu la tutelle. Quand on songe à la situation présente de l'Autriche, il est impossible de ne pas s'apercevoir que c'est à elle surtout de se mettre en garde contre la Russie. Ces belles paroles de M. Palacky, que je citais tout à l'heure, sont un hommage, à coup sûr, dont il lui est permis d'être fière, mais à la condition qu'elle en comprenne le sens et la portée. « Nous avons besoin du patronage de l'Autriche, » disent les Tchèques de Bohême. N'oubliez pas cependant que lorsqu'ils parlaient ainsi, ils venaient de conquérir une existence libre et distincte au sein de la monarchie autrichienne. Qu'arriverait-il si ce droit de vivre et de grandir, compromis par les fureurs démagogiques, et qu'une réaction nécessaire leur a repris un instant, leur était toujours et obstinément refusé? Entre Saint-Pétersbourg et Vienne, les Slaves opprimés n'hésiteraient pas. M. Palacky a beau s'écrier généreusement qu'il ne sacri-

fierait jamais la cause de la civilisation à ses rancunes politiques; comment exiger d'une race malheureuse et humiliée un désintéressement si magnanime? Chaque injustice exercée contre les Tchèques est une arme redoutable donnée à la propagande de l'esprit russe.

« Ce ne serait donc pas assez pour l'Autriche de s'allier plus résolûment avec les puissances occidentales et de déjouer, par sa politique extérieure, les projets de Pierre le Grand et de Catherine si hautement revendiqués par Alexandre II; il faut que sa politique intérieure obéisse aux même inspirations. Puisqu'elle n'a pas su germaniser les Slaves, qu'elle se résigne à la pensée de les affranchir; elle n'a plus d'autre moyen de les soustraire aux séductions du panslavisme. Remis en possession de leur existence nationale et associés à la civilisation de l'Occident, les Tchèques de Bohême ne seraient plus tentés de se confondre avec les fils de Rurik; au contraire, le jour où tout espoir leur serait enlevé, le jour où la Russie seule leur apparaîtrait comme une puissance libératrice, ni l'autorité du gouvernement autrichien, ni les exhortations de M. Palacky ne pourraient opposer une digue au courant de l'opinion; le chef du peuple russe serait bientôt le suzerain de la Bohême. »

C'est en 1855 que je publiais ces réflexions dans la *Revue des Deux-Mondes;* depuis cette date, de grands événements ont fait triompher le peuple qui est comme le rival de la Bohême au sein de la monarchie des Habsbourg. Les Hongrois, à force de constance, ont amené l'Autriche à reconstituer, pour le profit commun, la Hongrie indépendante et libre. L'ancien empire d'Au-

triche est aujourd'hui l'empire austro-hongrois. Est-ce donc une défaite pour la Bohême? les Tchèques le pensent, les Tchèques en poussent des cris de douleur; mes nobles amis de Prague, M. Palacky, M. Rieger, en sont venus à croire que l'ancien état de choses était préférable au dualisme institué par M. de Beust. Je serais de leur avis si ce dualisme devait être une organisation définitive; mais voilà précisément ce qui est impossible. Le dualisme est un premier pas dans la voie où l'Autriche est engagée par des nécessités impérieuses. M. de Beust l'a déclaré lui-même, et, ne l'eût-il pas dit, les circonstances le crieraient chaque jour : le dualisme est une promesse, le dualisme est un exemple. Bon gré mal gré, il faudra bien que l'*Empire de l'Est* réalise un jour les destinées inscrites d'avance dans son nom même.

Lorsque les Tchèques, découragés ou irrités, semblent oublier le programme tracé en 1848 par M. Palacky et tourner les yeux vers Saint-Pétersbourg, je voudrais qu'une voix plus autorisée que la mienne arrivât jusqu'à eux et leur portât les conseils désintéressés de la France. Elle dirait : ayez confiance dans l'Autriche, défiez-vous de la Russie. Le salut de l'Autriche (et de l'Europe orientale) est dans une fédération où les nationalités diverses seront mises en possession de leurs droits. Ce sera aussi le salut des Tchèques. La Russie, comme un abîme, vous engloutirait; l'Autriche, au contraire, je dis l'Autriche future, l'Autriche fédérative aura le plus grand intérêt à faire vivre et prospérer les races dont elle sera le palladium. C'est ce que les Hongrois ont parfaitement compris. Vous craignez, dites-vous, que les Hongrois n'accaparent pour eux seuls ce qui doit être une propriété

commune? ils ne le peuvent. Le principe qui fait leur force, se retournerait contre eux. A la place du dualisme austro-hongrois, œuvre excellente, si elle n'est qu'un point de départ, l'avenir établira le large système au sein duquel la Bohême et la Pologne renaîtront, comme le pays des Magyars. Mais avant d'en venir là, dites-vous encore, que de difficultés à vaincre ! que de préventions à détruire! que de mauvais souvenirs à effacer! Travaillez-y donc sans relâche, accroissez toujours vos titres, montrez aux incrédules que vous êtes véritablement une nation; surtout, sachez bien que les souvenirs des mauvais jours doivent être écartés à jamais, si vous voulez que les jours meilleurs se lèvent. Au lieu de nourrir contre les Hongrois des ressentiments implacables, apprenez à triompher comme eux des obstacles par votre esprit de conduite !

On a vu, dans la première partie de cet ouvrage, un exemple tragique des vieilles haines qui armaient l'un contre l'autre le pays des Tchèques et le pays des Magyars. Elle explique bien des choses, même pour l'histoire de notre siècle, cette lutte de Mathias Corvin, roi de Hongrie, et de George de Podiebrad, roi de Bohême ! A lire ce terrible épisode, on conçoit que les ressentiments des Tchèques contre les Magyars aient persisté jusque sous le joug de l'ancienne Autriche, on ne s'étonne plus que les fureurs séculaires aient éclaté de nouveau dans les révolutions de nos jours. Il faut pourtant que ces souvenirs s'effacent, l'esprit du dix-neuvième siècle le veut. La Hongrie n'a-t-elle pas cruellement expié ses fautes? Elle a fait plus, elle a donné des exemples de magnanimité qui doivent exciter l'émulation des Tchèques.

Les études qui suivent sont consacrées à ce tableau ; c'est le dix-neuvième siècle opposé au quinzième, c'est la réparation morale d'un âge civilisé en face des crimes d'un âge barbare. Ce qui nous frappe surtout, c'est qu'au milieu d'un martyre héroïquement supporté, la Hongrie, à tout prendre, a montré un sens politique admirable. On va voir à travers quelles épreuves les compatriotes du comte Széchenyi ont sauvé leur indépendance sans se séparer de l'Autriche. Il y a là, ce me semble, des avertissements qui ne doivent pas échapper à la généreuse Bohême.

# DEUXIÈME PARTIE

# HONGRIE

# LA

# POÉSIE HONGROISE

## AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

---

## I

### PETOEFI SANDOR.

Un des plus terribles combats de la guerre de Hongrie est celui qui fut livré près de Segesvar, dans la Transylvanie, le 31 juillet 1849. Le dernier acte du drame venait de commencer; pour cette fois, la cause hongroise était perdue. Depuis l'invasion russe au mois de décembre 1848, depuis que le tsar avait habilement semé la désunion entre les chefs polonais et les officiers magyars, Dembinski, jusque-là si souvent vainqueur des Autrichiens, s'épuisait en efforts inutiles. Le général Bem occupait encore la Transylvanie et y déployait jusqu'au prodige les ressources de son audace. Le simple récit de sa vie pendant ces semaines héroïques efface le merveilleux des légendes. Jamais on n'a lutté plus obstinément contre

l'impossible. C'est alors qu'on le voit, son armée anéantie, organiser à la hâte quelques régiments et reparaître sur le champ de bataille au moment où l'ennemi le croyait en fuite. Tandis que les Austro-Russes s'avancent toujours du nord au sud, l'intrépide capitaine, appuyé aux montagnes de la Transylvanie, a juré de garder jusqu'au bout cette forteresse naturelle, le seul théâtre où puisse se prolonger la guerre.

Un jour, vers la fin de juillet, il apprend qu'un corps russe, arrivant par la Moldavie, menace de le prendre en flanc; il se jette brusquement sur l'ennemi, le bat, le disperse; puis rappelé tout à coup par un danger plus grand, il trouve en face de lui deux divisions de l'armée du maréchal Paskiévitch, l'une de dix-huit mille hommes arrêtés par quatre mille Hongrois à Marosvàsàrhély, l'autre de vingt mille hommes sous le commandement du général Lüders. Il n'y avait pas de temps à perdre pour empêcher la jonction de ces deux corps. Bem se porte vers Segesvar avec trois régiments de *honveds*, quelques escadrons de hussards et douze pièces d'artillerie. C'était une de ces troupes improvisées qu'il faisait sortir de terre à force d'activité et d'enthousiasme. Il avait à lutter ici contre un ennemi bien supérieur en nombre, mais il avait pris une position qui, empêchant les Russes de se déployer, favorisait l'impétueux élan des Hongrois. La canonnade commença vers dix heures du matin; on se battit jusqu'à sept heures du soir. Dès le début de l'action, le général russe Séniatin, aide de camp du tsar et chef de l'état-major, tomba frappé d'un coup mortel. Pendant longtemps, une poignée de Hongrois servis par une artillerie bien dirigée tient en échec

les vingt mille Russes de Lüders. Des deux côtés, l'acharnement était extrême. Les Hongrois défendaient leur indépendance, et, affaiblis déjà par des pertes sérieuses, ils se jetaient sur les étrangers avec la rage du désespoir. Les Russes étaient impatients de mettre fin à une guerre faite sur un territoire hostile, où chaque paysan était un ennemi, où tout renseignement était un piége. Enfin le nombre l'emporta. Pressé de tous côtés par les Cosaques, le général Bem, après une lutte héroïque, fut percé de coups de lance et laissé pour mort dans un marais.

Ce fut le signal de la déroute. Quelques-uns des officiers de son escorte cherchèrent un refuge dans les montagnes voisines; mais à peine échappés à la cavalerie moscovite, un sort terrible les attendait. On sait l'histoire des compagnons de Charlemagne, écrasés dans les gorges des Pyrénées par le duc Lope et ses Vascons. Il y a sur les montagnes qui séparent la Transylvanie de la Valachie des peuplades plus sauvages encore que les Vascons du duc Lope. Du haut des Carpathes, les brigands firent rouler des quartiers de rochers sur les vaincus. Plus d'un brave qui eût mérité de tomber sur le champ de bataille périt obscurément au fond des ravins.

Parmi les officiers hongrois qui s'engagèrent dans les défilés de la Transylvanie, il y avait un jeune homme de vingt-six ans, attaché à l'état-major du général Bem. On l'avait vu, pendant la bataille, porter des ordres de différents côtés et prendre part à la lutte avec une intrépidité chevaleresque. A l'heure de la déroute, il se jeta dans les défilés des Carpathes avec quelques-uns de ses camarades, et depuis ce moment nul ne l'a vu reparaître. Était-il mort? avait-il trouvé un asile loin de sa patrie

vaincue? Pouvait-on espérer qu'en des jours plus heureux il sortirait de sa retraite? Le général Bem, percé de coups et jeté dans les marais de la Transylvanie, avait été sauvé comme par miracle; ne devait-on pas compter aussi sur un miracle qui rendrait à la Hongrie un de ses plus dignes enfants? Toutes ces questions ont agité longtemps les esprits. Aujourd'hui même bien des gens attendent encore l'aide de camp du général Bem; on ne se résigne pas à croire qu'un tel homme soit perdu pour son pays, et il y a comme une légende mystérieuse qui se forme autour de son nom. Ce n'était pas en effet un soldat ordinaire : c'était une des gloires de la terre des Magyars, c'était un chantre aimé du peuple, le poëte national Petoefi Sándor[1].

Petoefi n'a point reparu, mais son image est toujours présente au souvenir des Hongrois. Si son corps sans sépulture a été la proie des bêtes fauves, des mains amies ont recueilli la meilleure part de lui-même. Ses chants, populaires en Hongrie, commencent à se répandre en Europe. Grâce à des traducteurs habiles, les inspirations du vaillant poëte ont franchi les rives du Danube et de la Theiss. M. Adolphe Dux, M. Charles Beck, M. Maurice Hartmann, M. Franz Szarvady, M. Ferdinand Freiligrath, ont reproduit avec art soit des fragments choisis, soit des recueils assez complets de son œuvre.

Il faut citer surtout un écrivain hongrois, M. Kertbény, qui s'est donné la tâche d'initier l'Europe aux poétiques trésors de sa patrie. Disciple ou compagnon des hommes

1. *Sándor*, Alexandre. Les Hongrois ont coutume de placer le nom de baptême après le nom de famille.

qui ont chanté le réveil de l'esprit national, M. Kertbény s'est fait le rapsode de la poésie hongroise. Tantôt établi au centre de l'Allemagne, tantôt errant de ville en ville, il va récitant les vers de ses maîtres. Son langage, disent les Allemands, n'est pas un modèle de correction, il lui échappe des fautes à faire frémir les moins délicats; mais il y a chez lui un dévouement si candide à son œuvre, des efforts si persévérants, une confiance si généreuse, qu'il est impossible de ne pas en être touché. Bon gré mal gré, il oblige l'Allemagne à l'entendre. Qu'importent les solécismes? Il sent vivement la poésie, l'intrépide rapsode, et s'il réussit à faire passer ce sentiment dans la langue étrangère qu'il est contraint de parler, pourquoi le chicanerait-on sur des fautes de prosodie? Certes, quand M. Maurice Hartmann et M. Ferdinand Freiligrath traduisent les strophes de Petoefi, on reconnaît des hommes qui manient en artistes la langue de Goethe et d'Uhland; ce n'est pas une raison pour dédaigner le chanteur hongrois. Comprimée quelque temps par la difficulté qu'il éprouve, la pensée jaillit parfois de ses lèvres avec un relief inattendu. L'étrangeté même de son style ne nuit pas à l'impression que produit sur nous la littérature magyare. En lisant ces traductions à la fois incorrectes et fidèles, en voyant l'obstination de ce vaillant interprète qui ne triomphe pas toujours des difficultés, mais que les difficultés n'arrêtent pas, on comprend mieux la situation de la Hongrie, les obstacles qui l'entourent, les efforts qu'elle est obligée de faire pour être appréciée de l'Europe, et l'invincible ardeur qui la soutient.

Quoi qu'on ait pu dire en Allemagne sur le style de

M. Kertbény, ce sont ces traductions, en définitive, qui ont donné aux poëtes hongrois du dix-neuvième siècle une sorte de droit de cité dans les lettres germaniques. Avant lui sans doute, bien des accents de la terre des Magyars avaient retenti à Munich ou à Dresde : avait-on une idée exacte du mouvement littéraire auquel se rapportaient ces strophes? Nullement. Grâce à M. Kertbény, tout un groupe d'écrivains s'est levé aux yeux de l'Europe; voici Michel Vörösmarty, Jean Arany, Jean Garay, bien d'autres encore, tous associés à la révolution morale qui a ranimé chez cette noble race les antiques traditions du sol. Or, entre tous ces poëtes que M. Kertbény introduit, bon gré mal gré, au sein de la littérature européenne, le plus brillant, le plus original, celui qui exprime avec le plus de verve le caractère du peuple hongrois, c'est l'aide de camp du général Bem, le soldat disparu dans les défilés de la Transylvanie après la bataille de Segesvar. Le jour où Petoefi Sándor est mort pour la cause nationale, il était célèbre seulement dans son pays; aujourd'hui son nom a pris place dans cette *Weltliteratur* inaugurée par Goethe, et il y représente mieux que nul autre l'inspiration des fils d'Arpad.

Y a-t-il donc une littérature hongroise? Jusqu'ici l'histoire n'en parlait guère. Les critiques de nos jours qui ont essayé de faire le tableau de la littérature universelle, les Eichhorn, les Bouterweck, ne consacrent pas une seule page à la Hongrie. Russes, Finnois, Tartares, Ottomans, Perses, Arméniens, Chinois, Hindous, habitants de l'île de Java, tous les peuples du Nord et de l'Orient élèvent la voix tour à tour dans le congrès litté-

raire présidé par M. Eichhorn; la Hongrie est muette. Goethe, si attentif aux chants des Serbes et des Bohêmes, Goethe, qui a écrit des pages si fines, si nettes, dans les journaux littéraires d'Iéna, sur les poésies populaires de l'Europe orientale, n'a pas su que le Danube des Magyars avait ses poëtes comme le Danube des Slaves et des Roumains. Le premier historien qui les ait signalés à l'Europe (je mets à part les philologues qui, au dix-septième et au dix-huitième siècle, soumettaient la langue hongroise à leurs doctes analyses et la comparaient avec les idiomes asiatiques), le premier qui ait signalé à l'Europe les destinées littéraires de la Hongrie, c'est Louis Wachler dans son *Manuel de l'histoire de la Littérature*. Encore M. Wachler se borne-t-il à des indications rapides et bien insuffisantes. Aujourd'hui, grâce aux efforts de M. Kertbény, cette histoire commence à se débrouiller. Nous savons du moins quelle était la situation des lettres hongroises quand Petoefi composa ses premiers vers; nous connaissons ses maîtres, ses émules, ses disciples, et nous pouvons marquer avec précision ce qui fait l'originalité de son talent.

Les témoignages qui nous restent de la primitive poésie des Hongrois ne paraissent pas remonter au delà du seizième siècle. Au milieu des guerres du moyen âge, quand les rois de la dynastie d'Arpad luttaient contre les Tartares, quand un petit-neveu de saint Louis, chef d'une dynastie nouvelle, anéantissait enfin ces sauvages, quand les Hunyades refoulaient si vaillamment les Turcs et les rejetaient vers le Bosphore, n'y avait-il pas des chants populaires pour consacrer le nom des héros? Il est difficile de croire que chez un peuple si vif, si cheva-

leresque, si prompt à sentir et à exprimer ce qu'il sent, les défenseurs de l'Europe contre la barbarie asiatique n'aient pas été célébrés par de naïfs rapsodes. Malheureusement, s'il reste encore quelques traces de ces vieux poëmes, personne n'a songé à les recueillir. Au seizième siècle seulement, après le désastre de 1526, quand Louis II est vaincu à Mohács et que la Hongrie subit le joug des Turcs, on voit paraître des poëtes qui entretiennent par leurs chants l'ardeur du sentiment national. Telle est l'inspiration de Pierre Illosvai lorsqu'il écrit son poëme de *Toldi*, si populaire au seizième siècle, et rajeuni de nos jours par M. Jean Arany. Ce Toldi, espèce de rustre héroïque qui, traité en criminel et forcé de vivre dans les bois, finit par délivrer son pays d'un ennemi implacable, est bien l'image du peuple hongrois pendant l'invasion ottomane.

Les malheurs publics d'un côté, de l'autre la culture savante de la cour et des hautes classes, ne tardèrent pas à étouffer ce naïf essor d'une poésie nationale. Sous Mathias Corvin, au quinzième siècle, c'était à l'Italie de la Renaissance que la Hongrie avait demandé des éléments de civilisation; au seizième siècle, ce fut l'esprit nouveau de l'Allemagne qui remplaça l'influence italienne. La Réforme pénétra de bonne heure chez les Magyars, fonda parmi eux des imprimeries, y institua des écoles; le catholicisme résista de son mieux, et bientôt la milice de saint Ignace parut sur le champ de bataille. Que pouvait devenir, au milieu de ces luttes, une littérature nationale si peu sûre de ses forces? Si la langue des ancêtres se transmettait encore de génération en génération, leur esprit semblait mort; au dix-sep-

tième siècle, au dix-huitième, les classes lettrées imitent la France de Louis XIV, comme elles avaient imité l'Italie de la Renaissance et l'Allemagne de Luther. Soumise d'ailleurs depuis trois cents ans à la maison de Habsbourg, la Hongrie n'était plus que l'ombre d'elle-même. Le moment n'était-il pas venu de faire disparaître l'idiome qui lui donnait encore une physionomie distincte au sein de l'Autriche? Joseph II l'essaya au nom de ces chimériques progrès que son âme généreuse a presque toujours si maladroitement poursuivis; il essaya d'effacer cette langue qui ne produisait plus rien, qui n'était plus qu'une relique du passé, un obstacle au mouvement, et ce fut précisément cette tentative de Joseph II qui, réveillant les traditions éteintes, rendit au peuple hongrois toute une littérature.

Le premier représentant poétique de ce retour à l'idiome national fut un jeune officier, Alexandre Kisfaludy, né à Sümeg en 1772. Il appartenait à une des vieilles familles de son pays. Attaché au régiment hongrois qui faisait partie de la garde impériale, il se battit contre nous dans les premières guerres de la révolution, et fait prisonnier à Milan en 1796, il fut conduit en France. On lui assigna pour résidence la ville d'Avignon; ce fut là, sous le ciel de Vaucluse, au milieu des souvenirs de Pétrarque, que le jeune officier de hussards sentit naître en lui la poésie. La langue du pays est plus douce quand on cesse de l'entendre. Cet idiome que le brillant gentilhomme dédaignait peut-être dans les salons de Vienne ou à la cour de l'empereur, il en devina la grâce magique sur la terre de l'exil. En 1797, Kisfaludy retournait en Hongrie, et trois ans après il renonçait à

la carrière des armes pour se livrer tout entier à la culture des lettres. Son premier poëme, les *chants d'amour d'Himfy*, parut en 1801. Retiré dans un de ses domaines au bord du lac Balaton, le noble poëte ne sortit de sa solitude que pour prendre part à la campagne de 1809; puis, sa dette payée, il rentra dans son manoir, toujours occupé de poëmes, de drames consacrés aux souvenirs nationaux, et s'éteignit en 1844, pleuré par la Hongrie tout entière. Alexandre Kisfaludy n'était pas un de ces génies souverains qui consacrent une littérature; son inspiration était superficielle, sa langue mélodieuse manquait de vigueur et d'élan, mais il avait eu foi dans l'avenir de cet idiome que des talents plus hardis commençaient à manier en maîtres. L'exemple qu'il avait donné suffisait à sa gloire.

Son nom d'ailleurs avait jeté un double éclat. A côté de lui, son digne frère, Charles Kisfaludy, plus jeune de dix-huit ans, officier aussi dans les hussards hongrois et mêlé aux guerres de l'Allemagne contre Napoléon, avait essayé de faire pour le théâtre national ce que faisait son aîné pour la poésie épique et lyrique. Charles Kisfaludy mourut en 1830, âgé seulement de quarante ans; pendant les douze dernières années de sa vie, il avait écrit quarante pièces de théâtre, drames et comédies, qui composent encore aujourd'hui le fond du répertoire sur la scène nationale de Pesth. C'est pour honorer ces deux hommes, et du vivant même de l'aîné, que fut fondée en 1836 la *Société Kisfaludy*, espèce d'académie composée de vingt membres, qui décerne des prix tous les ans aux meilleurs ouvrages de poésie, et qui a déjà suscité plus d'un talent illustre.

Sous l'inspiration d'Alexandre Kisfaludy, et en même temps que son frère Charles, on avait vu se lever plusieurs poëtes qui exprimèrent librement d'autres idées. Les deux Kisfaludy étaient surtout des esprits aristocratiques; pour que cette poésie nouvelle devînt une poésie nationale, il fallait que le peuple et le tiers état eussent aussi leurs représentants. Michel Csokonai, chanteur joyeux, aurait peut-être donné un poëte au peuple de son pays, s'il n'était mort à la fleur de l'âge, victime des désordres de sa vie. Indécis entre la littérature surannée du dix-huitième siècle et les traditions populaires de la Hongrie, il a exprimé à la fois les sentiments les plus divers, faible et insipide quand il vise à une fausse élégance, original et neuf quand il s'inspire de la gaieté rustique. Plusieurs de ses chants sont restés dans la mémoire du peuple des campagnes, et des œuvres plus remarquables à tous les titres ne les ont pas effacés. Daniel Berzsényi, mort en 1836, Franz Kölcsey, mort en 1838, ont été, dans cette première génération de poëtes, les représentants de la classe moyenne : Berzsényi, célèbre par quelques belles pièces lyriques, surtout par son *Ode à la Hongrie*, rappelle, dit-on, les accents patriotiques du poëte italien Filicaia, et Kölcsey, traducteur d'Homère, a laissé des hymnes et des ballades dont l'histoire littéraire doit tenir compte. L'un imitait l'Italie, l'autre s'inspirait de l'Allemagne ; tous les deux appartenaient à la littérature académique bien plus qu'à la poésie vivante.

Enfin, parut un sérieux artiste, M. Michel Vörösmarty, qui, profitant de ce travail d'un demi-siècle, constitua décidément la poésie hongroise sous une forme à la fois sa-

vante et populaire. De l'avis de tous les critiques magyars, Michel Vörösmarty est le premier poëte complet dont la Hongrie ait pu s'enorgueillir aux yeux de l'Europe. Ses épopées romantiques autant que ses odes et ses chants, ses longs récits comme ses strophes rapides attestent une inspiration originale servie par un art plein de ressources. On l'a comparé pour la puissance lyrique à M. Victor Hugo, et dans ses grandes compositions, disent ses admirateurs, il égale le Suédois Tegner. Faites la part d'une exagération bien naturelle chez des hommes qui voient naître leur poésie nationale et qui sont impatients de lui faire sa place en Europe, il n'en est pas moins certain que Michel Vörösmarty méritait bien le nom de poëte. Lorsqu'il mourut à Pesth, le 19 novembre 1855, ce fut un deuil national. Plusieurs milliers d'hommes suivirent le convoi funèbre. Tous les représentants de la science et des arts étaient réunis autour de son cercueil. L'auteur du *Roi Sigismond*, de *Cserhalom*, de la *Vallée merveilleuse*, semblait avoir couronné la littérature naissante du son pays ; aux grandes voix que notre siècle avait entendues en Angleterre, en Allemagne et en France, il fallait ajouter une voix de plus, disait-on, la voix du poëte magyar, Michel Vörösmarty.

Est-ce à dire que Michel Vörösmarty ait exprimé fidèlement tous les caractères de l'esprit hongrois? Ses plus fervents admirateurs ne lui accordaient pas cet éloge. Malgré l'habileté de son art et les richesses de son langage, on lui reprochait de ne pas avoir su s'approprier la qualité principale des enfants de la Hongrie, la passion, l'élan subit, l'éclair de la joie ou de la colère étincelant tout à coup comme l'éclair du sabre dans le combat. Il

lui manquait cette flamme légère qui allume les paroles ailées. Lui-même, sincère artiste, il avait le sentiment d'une poésie plus hongroise que la sienne. Un jour, en 1844, Vörösmarty voit entrer chez lui un jeune homme humble et fier à la fois, qui demande à lui dire des vers. En vain le sérieux maître, obsédé souvent par des visites de ce genre, essaye-t-il d'éloigner l'importun ou d'échapper du moins aux menaces d'une lecture faite par l'auteur en personne. Bon gré, mal gré, il fallut se soumettre. Il se soumit donc comme un patient résigné ; mais soudain, quelle surprise ! Dès les premières strophes, son oreille se dresse, son œil brille, un sourire de joie éclaire son visage, et dès que le jeune homme, d'une voix vibrante, a fini sa lecture : « Mon ami, dit le généreux maître, vous êtes le premier poëte de la Hongrie. » Ce poëte salué et couronné si noblement par son prédécesseur, c'était Petoefi Sandor.

Petoefi Sandor était né dans une pauvre famille d'artisans à Félégyhaza, dans la Petite-Koumanie, le 1er janvier 823. Son père exerçait la profession de boucher. Ce brave homme, bien que réduit à la misère par des circonstances funestes, s'efforça cependant de donner une bonne bonne éducation à son fils. Il était protestant, et les protestants de Hongrie forment une communauté chrétiennement libérale où l'instruction est assurée aux enfants du pauvre. Le jeune Petoefi commença ses études au gymnase évangélique d'Aszod, puis à Szentlorincz, et bientôt au lycée de Schemnitz. C'était, dès l'enfance, une nature plus vive que le salpêtre. Le régime de l'école ne convenait guère à cet esprit indisciplinable : un jour, l'écolier de Schemnitz, impatient de la règle et fou de

liberté, saute par-dessus les murailles du collége. Où ira-t-il? Il a entendu parler de la ville de Pesth et de toutes les belles choses qu'on y admire; c'est vers la capitale de la Hongrie que se dirigera le vagabond. On croit lire ici un chapitre de *Wilhelm Meister :* l'échappé du lycée de Schemnitz n'a que douze ans à peine, et déjà il est passionné comme le héros de Gœthe pour toutes les choses du théâtre. Dans ses rêves, il apercevait toujours une toile qui se levait, et derrière cette toile maints personnages brillamment costumés représentant de merveilleuses aventures. Une fois arrivé à Pesth, et sa dernière pièce de monnaie dépensée, le petit vagabond va offrir ses services au directeur du théâtre. N'avait-on pas des rôles d'enfant à lui confier? Si on ne voulait pas l'engager à titre de comédien, il serait volontiers le valet du régisseur ou l'aide du machiniste; il porterait les chaises et les tables sur la scène; il se tiendrait dans la coulisse, prêt à exécuter tous les ordres, et, tout en faisant cette besogne, il apprendrait son métier de comédien. Sa demande est accueillie, et voilà le futur poëte national au comble de ses vœux. Son bonheur ne dura pas longtemps; averti de cette audacieuse escapade, le père faisait des recherches qui le mirent bientôt sur la trace du fugitif. Il arrive à Pesth avec son cheval et sa charrette, va droit au théâtre, prend l'enfant par l'oreille, et le ramène au village vertement corrigé.

La mère pleura beaucoup quand elle vit revenir son fils; on dit cependant qu'elle éprouvait une fierté secrète au milieu de ses inquiétudes et de ses larmes. L'excellente femme, émerveillée de cette naïve ardeur chez un esprit si jeune, y voyait l'annonce d'une carrière qui

peut-être ne serait pas sans honneur. Le père avait des idées toutes différentes; il voulait que son fils fût un paysan comme lui, et il commençait à se défier de ces études qui avaient tourné la tête de l'enfant. Ces goûts littéraires, cette manie de faire des chansons, tout cet enthousiasme que la mère accueillait avec joie ne lui semblait autre chose qu'un prétexte à vagabondage. Pour punir l'écolier rebelle, il le retint près de lui pendant quelques années, puis enfin, ne pouvant réussir à lui imposer un genre de travaux qui répugnait à tous ses instincts, il se décida à le renvoyer au lycée.

Petoefi avait un parent à Œdenburg; c'est dans cette ville et sous la surveillance de ses parents qu'il doit achever ses études. Il part à la fin des vacances de 1839, pour se rendre à son poste. Chemin faisant, une idée subite lui traverse le cerveau; l'amour de la liberté était bien autrement vif dans son cœur que le goût des études régulières. Ira-t-il s'enfermer dans un lycée, lui qui la veille encore montait les chevaux sauvages de ses steppes natales et parcourait dans tous les sens les grands espaces déserts qui s'étendent de la Theiss au Danube? Il a seize ans bientôt, la vie active l'appelle, il n'a pas besoin d'être emprisonné pour continuer ses études. Il arrive à Œdenburg, et, au lieu de se diriger vers la demeure de ses parents qui le recommanderont à ses maîtres, il court à la caserne et s'engage dans un régiment de hussards. Il servit deux ans, deux ans de souffrances et d'ennuis de toute espèce; son caractère turbulent lui suscita plus d'une méchante affaire, et sans les consolations de la poésie ces deux années lui eussent paru un siècle. Il chantait déjà toutes les impressions de son cœur; maintes

pièces, imprimées dans ses œuvres et devenues populaires, ont été composées par lui pendant ce premier apprentissage de la vie de soldat, et charbonnées d'une main impatiente sur les murailles des corps de garde.

Petoefi n'avait que dix-huit ans lorsqu'il abandonna la carrière des armes. Plus tard, quand la Hongrie se battra pour son indépendance, il saura bien retrouver une épée; en attendant ces grands jours, que ferait-il dans une garnison? Exempté du service pour cause de santé, il va mener une existence inquiète, vagabonde, une vie de déceptions supportées joyeusement, qui ne sera pas inutile à l'éducation complète de son esprit. Le voici d'abord étudiant, puis bientôt comédien. Il réalise enfin le rêve de sa jeunesse, et s'en va de ville en ville avec une bande d'artistes nomades, jouant les œuvres de Shakspeare traduites en hongrois, ou les essais dramatiques de Charles Kisfaludy. D'après le témoignage de ses compagnons et de tous ceux qui l'ont entendu, c'était un acteur des plus médiocres. Pendant toute l'année 1842, il parcourut ainsi une partie de la Hongrie sans faire le moindre progrès dans cet art dont il était affolé. En même temps, il écrivait des vers et les publiait dans les recueils littéraires. Il commençait à vivre de sa plume; des écrivains, journalistes ou romanciers, lui tendaient une main amie et l'attiraient à eux. Un littérateur assez distingué, M. Ignace Nagy, qui faisait paraître une collection de romans traduits de l'étranger, chargea Petoefi de lui traduire un roman anglais, *Robin Hood*, de M. James, et une nouvelle française, *la Femme de quarante ans*, de M. Charles de Bernard. Il avait employé à ces travaux les premiers mois de l'année 1843, quand il fut pris d'un irrésistible

désir de remonter sur la scène. Il quitte ses amis de Pesth, et va jouer sur le théâtre de Debreczin un rôle très-secondaire du *Marchand de Venise*. On le siffle, que lui importe? il est persuadé que sa vocation est là et il s'y obstine avec un entêtement passionné. En vain ses camarades du théâtre Debreczin refusent-ils de l'enrôler avec eux; tous ces avertissements sont inutiles. Il rassemble quelques-uns de ses compagnons qui n'ont pas mieux réussi devant le public, et, protestant ainsi contre les spectateurs, il forme une petite troupe de comédiens ambulants qui ne lui disputeront pas les premiers rôles. Quelques mois après, il revenait à Debreczin, malade, misérable et plus déguenillé que le dernier des bohémiens.

Des jours meilleurs allaient se lever pour lui. Tandis que les spectateurs sifflaient le comédien ridicule, les chansons du poëte, sous un nom supposé, faisaient leur chemin d'un bout de la Hongrie à l'autre. Petoefi comprit enfin sa destinée. Encouragé par la réputation naissante de ses vers, il n'hésite plus à s'en déclarer l'auteur, et, retournant à Pesth pour la quatrième fois, il s'y consacre désormais aux œuvres de la poésie. C'est à cette époque, au printemps de l'année 1844, qu'il fut accueilli par l'illustre écrivain, Michel Vörösmarty, comme un jeune maître devant lequel devaient s'incliner les anciens. Un autre écrivain, un noble vieillard, dévoué aux lettres nationales et patron empressé de quiconque les honorait, M. Paul Széméré, fut aussi dès le premier jour parmi les protecteurs du poëte. Le *Cercle national*, société politique et littéraire où se déployait sans bruit un libéral esprit de renaissance hongroise, lui vota, sur la proposi-

tion de Vörösmarty, de solennels encouragements. Ce jeune homme de vingt et un ans, qui, la veille encore, s'ignorant lui-même, s'exposait à être sifflé sur de vulgaires traiteaux, passait tout à coup au rang de poëte consacré, et c'était une société nationale qui se chargeait de publier ses vers.

Ce premier recueil, intitulé simplement *Poésies de Petoefi Sándor*, parut à Ofen en 1844. Les pièces qu'il renferme se rapportent aux trois années précédentes. Toutes les émotions que le poëte a ressenties pendant son existence vagabonde, ses cris de joie ou de douleur, ses juvéniles ardeurs entremêlées de défaillances mélancoliques, ses courses à travers le pays, ses longues rêveries dans les tavernes, les remarques bouffonnes ou attendries que lui inspire le spectacle du monde, voilà le sujet de ses chants. Certes il n'y a point là d'éclatantes occasions pour l'essor de la pensée lyrique; Petoefi ne chante pas encore la patrie et la liberté. D'où vient donc que ce tableau de la vie d'un bohémien a si vivement saisi les imaginations? D'où vient que ce coureur d'aventures, cet échappé de la caserne, ce comédien sifflé, est accepté par tous dès ses premières confidences et salué comme le chantre national? Deux choses peuvent expliquer ce succès extraordinaire. Bohémien ou non, c'était bien la Hongrie que peignait Petoefi Sándor, et il le faisait dans une langue simple et mâle, familière et vibrante, qui jamais n'avait résonné ainsi aux oreilles des Hongrois. Rien de convenu, rien d'académique, comme chez les laborieux artistes qui l'avaient précédé. Servi par son instinct, le naïf chanteur avait retrouvé les accents perdus de la poésie primitive. Soit qu'il chantât

ses amours, soit qu'il célébrât le vin de Hongrie avec ses compagnons attablés, toujours quelque chose de viril relevait chez lui la vulgarité du sujet. Tantôt c'est un regard qui le trouble, tantôt c'est le démon de la taverne qui lui met le feu au cerveau ; jamais pourtant la mélancolie énervée, jamais non plus la fiévreuse débauche n'auront place dans ses vers. Bien qu'il sente avec une vivacité extrême, il se possède en homme. Ne le prenez pas au mot, quand il parle de son dégoût de la vie, de son désir de la mort; ce cri subit que la passion lui arrache, un instant après il l'a déjà oublié. Dans une courte pièce, intitulée *le Premier rôle*, et qui rappelle les épigrammes de Goethe, les quatrains d'Henri Heine, il disait à dix-neuf ans :

« Je devins comédien, et je jouai mon premier rôle; dès mon entrée en scène, j'avais à rire aux éclats.

« J'ai essayé de rire cordialement sur la scène; le destin, je le savais déjà, me réservait pour l'avenir assez d'occasions de pleurer. »

*Sunt lacrimæ rerum*, il le sait dès le premier jour ; mais il sait aussi que la vie a ses joies et ses devoirs, il sait que la patrie est belle et que la liberté est sainte. Qu'il chante donc avec fougue tantôt la gaieté insouciante, tantôt l'amertume de ses premières amours : un jour viendra, et ce jour n'est pas loin, où il exprimera plus vivement encore des sentiments plus purs, le bonheur du foyer, l'ivresse de la lune de miel et les transports du père devant le berceau de son enfant. Rapprochées des recueils qui vont se succéder si vite, les pièces ardentes

du premier livre acquièrent un intérêt singulier. Un jour il s'écrie dans sa gaieté folle : « Il pleut, il pleut, il pleut des baisers ! Et au milieu de cette pluie, quels éclairs ! Ce sont tes yeux, ma bien-aimée, qui étincellent dans l'ombre. Pluie, éclairs, ce n'est pas tout; voici l'orage qui éclate, voici le tonnerre qui gronde... Adieu, il faut se sauver, ma colombe, j'entends la voix de ton père. » Une autre fois il apostrophe son cheval : « Allons, laisse-toi seller : encore une course, je dois être ce soir auprès de mon amoureuse. J'ai le pied à l'étrier, et déjà mon âme a pris les devants. Vois cet oiseau sur nos têtes, il passe, il a passé... Comme il est loin déjà ! Lui aussi, il va là-bas, au loin, retrouver sa compagne. Vite, au galop, dépasse-le, mon cheval; il n'aime pas sa bien-aimée plus que je n'aime la mienne. » Malgré le galop de son cheval, je crains que Petoefi ne soit arrivé trop tard, car je lis dans le même recueil :

« Dans le village, le long des rues, chants et violon m'accompagnent. D'une main j'agite ma bouteille pleine, et je danse comme un fou derrière le musicien.

« Joue-moi un air triste, bohémien, afin que je puisse pleurer toutes mes larmes; mais quand nous serons là-bas sous cette petite fenêtre, aussitôt entonne une chanson joyeuse.

« C'est là que demeure ma chère étoile, l'étoile qui brille de si loin à mes yeux ! Elle veut se tenir cachée pour moi, et c'est aux autres seulement qu'elle se montre.

« Bohémien, voici la fenêtre. Joue-moi ton air le plus gai. Qu'elle n'apprenne jamais, la perfide, combien je souffre à cause d'elle. »

Ces orages et ces douleurs des affections illégitimes

remplissent une grande partie du recueil de 1844. Il était clair cependant que le poëte ne s'y absorbait pas tout entier. A la rapidité de ses strophes, à l'accent énergique de son langage, on voyait que son âme pouvait rendre d'autres sons. Un noble esprit a flagellé récemment les chantres de la volupté, comme autrefois, en face du mouvement de la pléiade, Jacques de Thou et Régnier de La Planche condamnaient les poëtes de Diane de Poitiers et dénonçaient leur influence corruptrice. On ne peut pas faire à Petoefi les reproches que M. Victor de Laprade adresse aux efféminés de notre temps :

> Tu n'as rien entendu dans l'immense nature;
> Dieu ne te disait rien dans ta propre torture,
> Et le tressaillement des peuples agités
> Ne secoua jamais tes lourdes voluptés !

Il n'y a rien de lourd, rien d'étouffant pour l'esprit, même dans les voluptés coupables qui inspirent trop souvent le poëte hongrois. Son cœur veille, son esprit se défend. Au milieu des défaillances morales, il garde toujours un goût de la vie active qui éclate dans un cri, dans une image, dans un subit élan d'inspiration lyrique. Un tel homme, on le sent bien, peut choquer çà et là les esprits délicats; jamais il n'exercera une influence énervante. Voyez-le aussi pendant les orgies de la taverne; à l'heure même où sa raison succombe, il a encore des paroles viriles. « Quelle nuit ! s'écrie-t-il. Sur cette table autour de laquelle nous étions assis, ce fut une seconde bataille de Mohács : le vin représentait les Turcs; mes camarades et moi, nous étions les Hongrois. Morbleu ! nous

nous sommes bien battus, surtout au moment où le roi,— c'est l'intelligence que je veux dire, — a été désarçonné par l'ennemi. Ah ! comme nous buvions à longs traits ! Veuille le destin nous réserver des jours aussi longs que nos longues rasades, et nous pourrons encore voir une époque de bonheur dans le triste pays des Magyars. » Ce souvenir de la patrie, ce ressentiment des publiques infortunes à travers les fumées de l'ivresse est un trait distinctif des premiers chants du poëte. Quels que soient le sujet qui l'amuse et la débauche où il s'oublie, l'esprit hongrois est toujours là. Soyez sûrs que ces chansons de cabaret n'auraient pas enthousiasmé dès le premier jour toute la nation magyare, s'il n'avait été question ici que de l'amour ou du vin. Derrière l'étudiant amoureux et le comédien aviné, j'aperçois le Hongrois qui ne se connaît point encore lui-même. Ses compatriotes du moins le devinèrent au premier signe. Son esprit, sa verve, son ardeur belliqueuse, l'agilité de ce chanteur nomade, toujours prêt à monter à cheval et à se lancer au galop, voilà ce qui avait frappé tout d'abord chez ce poëte de taverne. Il pouvait déjà dire, en publiant son premier travail, ce qu'il dira plus tard, aux applaudissements de son pays :

« Mon Pégase n'est pas un cheval anglais, avec des jambes en échasses et une poitrine grêle ; ce n'est pas non plus une bête allemande, épaisse, énorme, à larges épaules, un lourdaud, une espèce d'ours, aux allures pesantes.

« Mon Pégase est un poulain hongrois, un vaillant poulain, pur sang de Hongrie, et soigneusement étrillé, si bien que le soleil aime à faire jouer les reflets de ses rayons sur sa robe de soie lisse.

« Il n'a pas grandi à l'écurie, il n'a pas été à l'école comme un cheval de qualité ; il est né en plein air, je l'ai pris sur le sable chauve et nu de la Petite-Koumanie.

« Je ne l'ai pas chargé d'une selle, une natte d'osier me suffit pour me tenir à cheval ; dès que j'y suis, le voilà qui s'élance et qui vole. Il est parent de l'éclair, mon cheval aux lueurs fauves.

« Il aime surtout à me conduire dans la *Puszta* [1]. Cette libre lande est son pays natal ; quand je le dirige de ce côté, il se cabre de joie, et frappe du pied la terre, et pousse des hennissements.

« Dans les villages, je m'arrête devant maintes maisons où sont assises des jeunes filles semblables à un essaim d'abeilles ; je demande à la plus belle de me donner une fleur, et je repars aussi rapide que le vent.

« Aussi rapide que le vent, mon coursier m'emporte, et un seul mot me suffit pour qu'il m'entraîne au delà du monde. L'écume flotte à sa bouche, tout son corps fume. Ce n'est pas signe de lassitude et de découragement, c'est le feu de son ardeur toujours prête.

« Jamais encore mon Pégase ne s'est senti fatigué, et si cela lui arrive un jour, je n'en serai pas satisfait, car il est encore bien long, le chemin que j'ai à parcourir sur la terre ; elles sont bien loin là-bas, les bornes de mes désirs.

« En avant, mon coursier, en avant, mon doux cheval ! Franchis rochers et ravins. Si un adversaire nous barre la route, passe-lui sur le corps, et toujours en avant ! »

A partir de la publication de ce premier recueil, Petoefi déploie une verve intarissable. Pendant les années 1845

1. C'est le nom que les Hongrois donnent aux landes immenses de leur pays, à ce vaste désert plein de marais qui s'étend entre la Theiss et le Danube.

et 1846, poëmes et strophes s'échappent à l'envi de ses lèvres mélodieuses. Tantôt ce sont des récits, de longs récits ou comiques ou poétiques, tantôt de petites épopées qu'il emprunte soit aux mœurs de la Hongrie moderne, soit aux traditions légendaires. Tels sont : *le Marteau du Village*, *Un rêve magique*, *Salgó*, *la Malédiction de l'Amour*, *Szilay Pista*, *Maria Széchi*, et surtout *le Héros János*, véritable chef-d'œuvre de grâce, de passion, rêve héroïque et tendre raconté avec un demi-sourire. L'érudition de nos jours a retrouvé ces poëmes du moyen âge où le trouvère, pour exprimer les instincts aventureux de son temps et de son pays, jetait pêle-mêle maintes choses extraordinaires : expéditions fabuleuses, voyages rapides du nord au sud, de l'ouest à l'est, royaumes conquis à coups d'estoc et de taille, merveilleuses prouesses accomplies en courant. Le *Héros János* est une de ces *chansons de gestes* où éclatent naïvement, comme chez nos vieux trouvères, et toutefois avec un sentiment très-moderne, les désirs secrets de l'inspiration hongroise.

Un jeune paysan, le candide et amoureux János, garde les troupeaux de son maître sur le penchant de la montagne; non loin de là, Iluska la blonde, à genoux au bord du ruisseau, lave de la toile dans l'eau courante. János et Iluska se sont rencontrés en ce lieu plus d'une fois, et le plaisir que trouve János à regarder les blonds cheveux d'Iluska, Iluska le ressent aussi à écouter la voix émue de János. Que devient le travail pendant ces causeries sans fin? La fermière est impitoyable; la jeune fille aura bientôt à rendre compte de l'ouvrage oublié et des instants perdus. C'est bien pis pour János : le loup a

mangé ses moutons, et le voilà chassé par son maître. Dès que la nuit est tombée, János retourne au village : il va frapper doucement sous la fenêtre d'Iluska, il prend sa flûte et joue sa mélodie la plus triste, une mélodie si triste, si navrante, que les astres de la nuit en ont pleuré. Toutes ces gouttes d'eau qui brillaient sur les buissons du chemin, ce n'était pas la rosée, dit le poëte, c'étaient les larmes des étoiles. Iluska dormait ; aux accents plaintifs de la flûte bien connue, elle se lève et aperçoit par la fenêtre la pâle figure de son amant. « Qu'est-il arrivé, János? Pourquoi es-tu si pâle? » János lui conte son malheur, et il ajoute : « Iluska, il faut nous quitter ; je vais courir le monde. Ne te marie pas, ma chère Iluska, reste-moi fidèle, je reviendrai avec un trésor. — Hélas ! dit la jeune fille, puisqu'il le faut, séparons-nous. Que Dieu te conduise, ami, et pense à moi, qui t'attendrai toujours ! » Il part, les yeux pleins de larmes et plus désolé qu'on ne pourrait le dire ; il va, il va sans savoir où, il marche toute la nuit, et il trouve sa cape de laine bien pesante sur ses épaules. Il ne se doute pas, le pauvre János, que c'est son cœur, son cœur gonflé de tristesse, qui lui pèse si lourdement.

« Quand le soleil se leva et renvoya la lune en son domaine, János aperçut la *Puszta* tout autour de lui comme une mer. Du levant à l'occident s'étendait devant ses yeux la lande uniforme et sans fin.

« Pas une plante, pas un arbre, pas un buisson ne s'offrait à la vue. Sur le gazon, à fleur de terre, étincelaient des gouttes de rosée. A gauche du soleil levant flamboyait un lac avec sa rouge écume, bordé de lentilles vertes comme des émeraudes.

« Au bord du lac, au milieu des lentilles, un héron était debout, cherchant sa nourriture et faisant son repas. Des oiseaux pêcheurs volaient au-dessus des eaux et rapidement en effleuraient la surface ; on les voyait, déployant leurs grandes ailes, tantôt s'élever dans les airs, tantôt s'abaisser vers les ondes.

« János continua sa route sans se reposer, toujours suivi de son ombre noire et de sa sombre pensée. Le soleil eut beau verser ses splendeurs sur la *Puszta*, la nuit, la profonde nuit était toujours dans le cœur de János. »

Le peintre de la nature hongroise, celui qui consacrera bientôt tant de pages originales aux steppes de son pays, aux landes de la Theiss et du Danube, se révèle déjà dans ce tableau. Le domaine de Petoefi, c'est la *Puszta*, l'immense et poétique solitude qu'il a parcourue si souvent emporté au galop de son cheval; mais ici ce n'est pas la terre de Hongrie, c'est l'imagination hongroise que veut peindre l'auteur du *Héros János*. Toute cette naïve histoire de village, la fuite du jeune paysan, sa course désolée à travers les landes solitaires, ce n'est que l'introduction du poëme. Après l'églogue, voici le récit épique; après les scènes pastorales, les aventures de guerre et de chevalerie magyare.

János rencontre des soldats, et s'enrôle dans leur régiment. Un Magyar sait toujours monter à cheval; le jeune pâtre est bientôt au premier rang parmi les hussards de Mathias Corvin. Qu'il a bonne mine avec son pantalon rouge, sa veste flottante et son sabre qui brille au soleil! L'armée des Magyars, où notre héros s'est engagé, est en marche pour une expédition importante; elle va porter secours au roi des Français, menacé par

les Turcs. Long et difficile est le voyage : il faut traverser la Tartarie, le pays des Sarrasins, l'Italie, la Pologne et l'empire des Indes ; après l'empire des Indes, on ne sera pas loin de la France. Excellentes inventions où se peignent bien les rêves du peuple hongrois, les souvenirs confus qui se mêlent à ces idées guerrières, et l'étrange géographie qu'il se forme ! « Qu'est-ce que le monde, dit M. Kertbény, qu'est-ce que le vaste monde pour le paysan de nos landes ? A la limite de la *Puszta*, l'inconnu commence pour lui ; le peu qu'il en sait, il le tient de quelque vieil invalide arrivé d'Italie ou d'Autriche, ou bien d'un colporteur juif, et il mêle à ces renseignements maintes traditions historiques sur les Turcs et les Tartares, telles qu'on les raconte encore le soir dans les cabarets du village. » Le poëte s'est mis à la place de ses paysans, il a peint le monde tel qu'il apparaît à ces imaginations naïves, et voilà pourquoi il conduit les Magyars jusqu'en France à travers la Tartarie et le pays des Sarrasins. Ne retrouve-t-on pas ici un souvenir du quinzième siècle ? Les soldats de Jean Hunyade et de Mathias Corvin ont protégé l'Europe contre l'invasion ottomane ; or, pour les Hongrois du vieux temps, comme pour les paysans de la *Puszta*, l'Europe c'est la France, la France qui a donné à la Hongrie sa glorieuse dynastie des ducs d'Anjou, — et de là cette tradition de la France sauvée du pillage des Turcs par le secours des Magyars.

Il ne serait pas difficile à un commentateur de découvrir dans la seconde partie du *Héros János* un fantastique symbole des destinées de la Hongrie. Les Magyars, dans le récit du poëte, ont la gloire de délivrer la France — ou l'Europe. Au moment où ils arrivent, les Turcs pillaient

à plaisir cette magnifique proie ; les églises étaient saccagées, les villes dévastées, toutes les moissons emportées dans les granges des vainqueurs; le roi, chassé de son palais, errait misérablement au milieu des ruines, tandis que les barbares avaient emmené sa fille. « Ma fille, ma fille chérie ! disait le malheureux roi à ses libérateurs ; celui qui me la rendra, je la lui donnerai pour femme. — Ce sera moi, disait tout bas chacun des cavaliers magyars, je veux la retrouver ou périr. » János seul était insensible à cette promesse ; il ne cessait de voir dans ses rêves les toits de son village et les blonds cheveux d'Iluska. C'est lui pourtant qui tue le pacha des Turcs, c'est lui qui délivre la fille du roi. Il ne tiendrait qu'à János de régner sur la France ; mais János n'hésite pas : Iluska lui a promis de l'attendre, il repart comblé de richesses et s'embarque pour son pays. Le héros n'est pas au terme de ses aventures; une tempête affreuse s'élève, le navire est brisé, et le trésor tombe à la mer. Qu'importe à János, pourvu qu'il revoie Iluska ? Hélas ! hélas ! quand il arrive, la pauvre Iluska est morte. « Ah ! s'écrie le héros en sanglotant, pourquoi ne suis-je pas tombé sous le sabre des Turcs ? pourquoi n'ai-je pas été englouti par les flots? »

C'est ici que la secrète intention du poëte se dégage des fantaisies qui l'enveloppent. Le trésor que les Hongrois avaient conquis lorsqu'ils se battaient au quinzième siècle pour le salut de la chrétienté, c'était leur existence distincte au sein de la société européenne; la Hongrie des Hunyades était aussi glorieuse que forte, et l'Autriche avait tremblé devant elle. Ce trésor qui lui assurait l'avenir, un jour de tempête l'emporta. Soumise

par les Turcs en 1526, elle ne fera plus que changer de maîtres. Que lui reste-t-il désormais, sinon le domaine des rêves, ou plutôt celui du *long espoir et des vastes pensées?* C'est aussi de cette façon que Petoefi comprend la destinée de son héros; pour se rendre digne de celle qu'il aime, pour lui conquérir un trésor, le jeune Magyar avait parcouru le monde à cheval et le sabre à la main; pour qu'il puisse la retrouver après sa mort, le poëte lui ouvre je ne sais quel domaine idéal où l'attendent des merveilles inouïes. Nous ne visitons plus les Tartares ou les Indiens; voici les poétiques apparitions de la *Puszta*, géants, fées, bienfaisants génies toujours prêts à se mettre au service des Magyars. J'aperçois les flots étincelants de la mer d'Operenczer, dont le rôle est si grand dans les fabuleuses traditions de la Hongrie, lumineux océan situé aux confins de l'univers et qui conduit dans l'infini. János, sur les épaules d'un géant, traverse les ondes sacrées et parvient au royaume de l'Amour, où il retrouve Iluska. Puisse la Hongrie retrouver aussi un jour le trésor qu'elle a perdu!

Ainsi, des scènes rustiques du village jusqu'aux splendeurs à demi orientales d'un monde surnaturel, le *Héros János* embrasse toutes les légendes et tous les souvenirs de l'imagination populaire. Avec cela, nulle prétention savante. Ces symboles que j'indiquais tout à l'heure, le poëte se garde bien d'y insister; il veut que sa fantaisie épique soit accessible à tous; si les uns en devinent la pensée secrète, il suffit que les autres ressentent une gaieté virile au récit de ces merveilleuses aventures. Avant tout, c'est le poëme du paysan et du cavalier magyar, écrit avec un mélange d'enthousiasme et de joyeuse

allégresse. On dit que l'œuvre de Petoefi est chantée du Danube aux Carpathes par des rapsodes sans nombre, et vraiment je n'ai pas de peine à le croire ; le véritable héros est la Hongrie elle-même : János en représente tour à tour les différentes classes confondues dans la radieuse unité de la poésie. Et quelle poésie ! un style franc, une imagination alerte, un récit enthousiaste et joyeux, qui court, bride abattue, comme le hussard dans les plaines natales.

A l'époque où Petoefi composait le *Héros János*, il avait eu occasion de rencontrer deux ou trois fois à Pesth une jeune fille noble dont la grâce l'avait charmé ; elle mourut subitement, quelques jours après, à peine âgée de quinze ans, et le poëte, qui connaissait sa famille, ayant vu l'enfant sur son lit de mort, sentit soudain à l'émotion de son cœur qu'il était amoureux d'elle. Était-ce par une sorte de prétention bizarre qu'il se mit à célébrer cet amour? Était-ce un thème de poésie qu'il cherchait? Tous ceux qui l'ont connu sont unanimes pour attester la franchise et l'impétuosité de ses sentiments. Les touchantes pièces intitulées *Feuilles de cyprès*, qu'il a consacrées à cette passion idéale, expriment une douleur aussi chaste que violente. Son âme, en effet, commençait à se dégager des instincts désordonnés de la jeunesse. A ses amours d'étudiant vagabond succédaient des affections plus pures. Cette blanche Ételka, si subitement adorée au sein de la mort, lui a inspiré quelquefois des accents dignes de Pétrarque. C'est ici le premier symptôme d'une transformation morale qui va se dessiner de plus en plus chez Petoefi, et qui donne un intérêt singulier à cette existence trop tôt interrompue. L'amour,

dans cette nature fougueuse, s'unira désormais aux plus nobles passions qui puissent faire battre le cœur de l'homme, à l'enthousiasme de l'art, au culte de la patrie et de la liberté. Quelques mois plus tard, après qu'il a fini de chanter Ételka, le voilà encore amoureux, non plus d'une morte, mais d'une jeune femme aux yeux bleus. « Si j'aime de nouveau, s'écrie-t-il, ce n'est pas que j'oublie la vierge morte. Il y a encore de la neige sur les cimes lorsque la fleur printanière s'épanouit au pied de la montagne. » Et pourquoi craindrait-il de nommer Ételka auprès de celle qu'il chantait naguère si pieusement? Il aime aujourd'hui une Béatrice qui épurera son cœur et donnera des ailes à ses meilleures pensées. « Il n'a jamais aimé, dit-il, celui qui croit que l'amour est un esclavage, une lâche captivité. L'amour donne des ailes, l'amour donne la force et l'élan ; sur ces ailes de l'amour, je m'envole d'un seul trait bien au delà du monde, dans le jardin des anges... » Ce n'est pas lui cependant qui oublierait la terre et les devoirs que l'homme y doit remplir. La mélancolie germanique n'est point son fait. Voyez quelle saine et vaillante humeur au milieu des transports de la passion!

« A bas, à bas de ma tête, ô souci, lourd casque, casque noir, qui m'étreint et me blesse! Viens, gaieté, léger et brillant shako, où flotte le panache faisant maints signes joyeux!

« Loin de moi, souci, lance pesante rivée au cœur de ton maître! Viens gaieté, gracieux bouquet de fleurs qui brille si bien sur ma poitrine!

« Loin de moi, souci, chevalet de l'enfer où le cœur se débat dans les souffrances du martyre! Viens, gaieté, coussin de plumes de cygne où le cœur rêve si doucement au ciel!

« Viens, gaieté, joyeuse amie, viens, célébrons ensemble un jour de fête, un jour d'allégresse, tel que jamais encore nous n'en avons célébré de pareil.

« Viens, gaieté ; étends en riant les rayons de l'arc-en-ciel sur la tente azurée de l'espace. Fais retentir la musique de l'esprit : mon âme et mon cœur vont danser.

« Et si tu demandes, gaieté, ma mie, pourquoi une telle fête aujourd'hui, c'est qu'aujourd'hui je vais apprendre si ma bien-aimée m'aime, ou ne m'aime pas.

« Si nous revenons de chez ma bien-aimée sans rapporter son amour, je te renverrai de chez moi, gaieté, ma mie, et jamais plus je ne te reverrai.

« J'ai toujours, je l'avoue, redouté le moment qui s'apprête ici pour moi ; mais à présent que nous y sommes, la flamme éteinte de mon courage se ravive et s'élance.

« Honte au soldat qui marche lâchement à la bataille, le cœur serré d'angoisses ! En avant donc ! au combat ! et courons-y joyeux, dispos ; il s'agit de vie et de mort ! »

Le recueil intitulé *Perles d'amour*, auquel j'emprunte ces strophes, appartient, comme les *Feuilles de cyprès*, comme le *Héros János*, à l'année 1845. A la même période se rattachent quelques-unes des inspirations les plus originales de Petoefi, ses tableaux si poétiques et si vrais des grandes steppes hongroises.

Il y a entre le Danube et la Theiss des landes à perte de vue, un vaste désert sans mouvements de terrain. Point de forêts, pas un bouquet d'arbres pour rompre l'uniformité de ces lignes immobiles. Çà et là seulement des marais, des étangs, et au bord des eaux stagnantes quelques plantes aquatiques, des roseaux ou des lentilles. La principale végétation de ces plaines, c'est un gazon ras, à fleur de sol, assez touffus en maints endroits, qui

nourrit d'immenses troupeaux de bêtes à laine et des escadrons de chevaux sauvages. De loin en loin s'élève une pauvre masure où le voyageur peut trouver un gîte. Ces hôtelleries de la steppe, appelées *csardas*, sont fréquentées surtout par les bergers et les gardiens de chevaux ; mais que de libres espaces où l'on ne rencontre nulle trace de l'homme pendant des journées entières ! Le héron debout au bord des étangs, la cigogne volant au-dessus des marais et plongeant son long cou dans les eaux pour y chercher les reptiles, semblent les seuls habitants de ces étranges solitudes. Tel est l'aspect de la *Puszta* hongroise. Un paysagiste classique en détournerait ses regards avec dédain : une âme poétique y découvrira des trésors, et c'est là précisément que se déploie l'originalité de Petoefi.

L'auteur du *Héros János* est le poëte de la *Puszta*, comme Lermontof est le poëte du Caucase[1]. La Petite-Koumanie, sa province natale, renferme une partie de ce désert. Dès l'enfance, le fils du pauvre boucher de Félégihása aimait à s'aventurer dans la lande ; plus tard, monté sur son cheval, il la parcourait en tous sens. Je ne sais si jamais la poésie des solitudes profondes et des horizons sans limites a été sentie d'une façon plus vive et plus sincèrement exprimée. Petoefi, nous en sommes sûrs d'avance, ne cherche pas dans la silencieuse étendue de la *Puszta* ce que cherchait Obermann dans les gorges alpestres. Ce n'est pas la rêverie qui l'appelle ; ces horizons infinis, cette immensité silencieuse, sont pour lui le domaine de la liberté. Il ne demande pas au désert l'oubli

1. Voyez notre étude sur le poëte du Caucase dans le recueil intitulé *Allemagne et Russie*.

de la vie et des hommes, mais le goût de l'indépendance et l'apprentissage de l'action.

La liberté du mouvement, prélude d'une liberté plus haute, où la trouver aussi complète que dans ces steppes chéries? La montagne, à chaque pas, nous oppose des obstacles. Si elle nous accoutume à la lutte, elle nous accable par instants du sentiment de notre impuissance. Le rocher qui borne ma vue, le ravin qui arrête mon élan, autant de signes qui me rappellent ces misères de la condition humaine auxquelles je suis impatient d'échapper; ce sont les images de la tyrannie. Ici au contraire je m'élance au galop de mon cheval, je vais à droite, à gauche, je reviens sur mes pas, je repars en avant, je vais toujours, toujours, aussi libre que le vent du ciel. Et cette solitude qui m'apprend la liberté, avec quelle grâce elle me donne ses leçons! Dans cette uniformité apparente des prairies sans culture, quels spectacles variés! que de voix mélodieuses au milieu de ce silence! Les marais, les étangs, les jeux de la lumière sur l'herbe courte, les lignes lointaines de la lande se confondant avec le bleu du ciel, l'hôtellerie délabrée, les hennissements des cavales sauvages, une caravane de bohémiens qui défile, un mendiant qui s'en va de *csardas* en *csardas*, puis la solitude qui reparaît, l'herbe touffue qui m'invite au repos, le grave héron debout sur une patte, la cigogne familière, l'oiseau pêcheur rasant les eaux du bout de son aile, le murmure de milliers d'insectes sous les gazons épais, voilà ce que j'aperçois, voilà ce que j'entends au sein de mes steppes natales, et tous ces bruits, tous ces tableaux, perdus pour le voyageur indifférent, composent une harmonie qui m'enchante.

J'essaye de résumer en prose les sentiments que Petoefi a exprimés dans maintes pièces avec une verve originale. Il a visité la *Puszta* par toutes les saisons de l'année, à toutes les heures du jour; aucun de ses aspects ne lui échappe. Il la peint dans sa beauté à la fois réelle et idéale. Les plaines de la Hongrie offrent souvent de merveilleux phénomènes de mirage, et les paysans de la steppe, croyant y voir l'œuvre d'une puissance magique, la personnifient sous le nom de *Délibab*, espèce de fée Morgane qui accomplit ses incantations entre la terre et le ciel; la sauvage physionomie de la *Puszta*, bien que reproduite hardiment dans les tableaux de Petoefi, y apparaît aussi transfigurée par une magicienne toute-puissante. Cette *Délibab* prestigieuse, c'est l'enthousiasme du poëte pour la liberté. Soit qu'il chante les longues plaines de la Petite-Koumanie, soit qu'il peigne la *Puszta* ensevelie sous les neiges de l'hiver et encore belle comme au printemps, soit que, rencontrant dans la steppe une pauvre *csarda* tombée en ruines, il raconte poétiquement son histoire : toujours c'est le sentiment des libres solitudes qui est l'âme de son inspiration. « O Carpathes! monts sauvages, que sont pour moi vos romantiques horreurs et vos forêts de sapins? Je vous admire, je ne vous aime pas. Ni les cimes ni les vallées ne parlent à mon imagination. Là-bas, dans la steppe immense, dans les plaines semblables à la surface unie de la mer, c'est là que je me sens à l'aise; mon âme se déploie alors comme l'aigle qui s'est envolé de sa cage. »

Animé par la poésie de la steppe, il retournera parmi les hommes avec un trésor de saines pensées et de paroles vaillantes. Tantôt il s'assied dans la *csarda*, autour du

foyer d'hiver, au milieu des pâtres, des gardiens de chevaux, des mendiants, et il entend conter maintes aventures qu'il popularisera dans ses vers. Tantôt il retourne au village, il y va trouver un vieil hôte qui le connaît depuis longtemps, qui l'a toujours bien reçu chaque fois qu'il revenait, digne homme cruellement éprouvé par le sort ; il s'efforce de le consoler, de lui faire entrevoir des jours meilleurs. « Oui, oui, répond le vieillard, cela ira mieux un jour, déjà mes pieds sont au bord de ma tombe. » — « Alors, dit le poëte, je me jette à son cou, et je pleure sans pouvoir m'arrêter, car ce bon vieillard, c'est mon père. Puisse Dieu le bénir de ses deux mains ! » Une autre fois, au sortir de la *Puszta*, il arrive aux bords de la Theiss, et il est heureux de célébrer ses riants villages, ses champs bien cultivés, comme il célébrait tout à l'heure la sauvage beauté des landes. Ou bien encore, l'âme fortifiée par la solitude, il entonnera d'une voix plus vibrante un hymne à la liberté. Il faudrait citer vingt pièces à la fois pour montrer les inspirations diverses, et toutes également saines et viriles, que le poëte allait demander au génie de la steppe. En voici une du moins qui résume assez bien toutes les autres. Sentiment de la nature, amour de la liberté, souvenirs d'enfance, enthousiasme de la jeunesse, sympathie humaine et libérale, tout cela est groupé avec art dans des strophes consacrées à l'oiseau familier de la *Puszta*.

### LA CIGOGNE.

« Il y a bien des oiseaux ! L'un plaît à celui-ci, l'autre plaît à celui-là ; l'un se fait aimer pour son chant, l'autre pour son

splendide plumage si richement bariolé ; l'oiseau que j'ai choisi ne sait pas chanter, et il va simplement, comme moi, vêtu moitié de blanc, moitié de noir.

« Entre tous les oiseaux, mon favori, c'est la cigogne, la cigogne, fille de mon pays, habitante fidèle de mes belles plaines natales. Oh ! si je l'aime aussi cordialement, c'est peut-être parce qu'elle a été élevée avec moi. Lorsque je pleurais dans mon berceau, elle passait en volant au-dessus de ma tête.

« Avec elle s'est écoulée mon enfance. Déjà, de bonne heure, elle m'inspirait de sérieuses pensées. Le soir, pendant que mes camarades couraient après les vaches qui rentraient à l'étable, assis dans la cour, je regardais les nids de cigogne sur les toits ; en silence, et d'un œil curieux, j'épiais les petits des cigognes essayant leurs jeunes ailes.

« Alors je pensais à bien des choses. Combien de fois, je m'en souviens encore, cette idée fermentait dans ma tête : « Pourquoi donc l'homme n'a-t-il pas été créé avec des ailes ? » Les pieds de l'homme peuvent le conduire au loin, mais non dans les hauteurs ; et que m'importait d'aller au loin ? c'est dans les profondeurs du ciel que m'emportait mon désir.

« Les profondeurs du ciel ! c'était là le but de mes rêves. Oh ! que je portais envie au soleil ! il me semblait le voir déployer sur la terre un vêtement splendide tressé de rayons ; mais j'étais bien triste le soir quand je le voyais se couvrir de teintes sanglantes et lutter avec la mort. Je me disais : Est-ce donc là le sort de quiconque veut répandre la lumière ?

« L'automne est la saison chère aux enfants, car l'automne est semblable à une mère qui porte à son fils bien-aimé une corbeille pleine de fruits. Mais moi, je détestais l'automne ; quand il me donnait ses fruits à manger, je lui disais : Garde tes présents, je sais que tu vas m'enlever mes cigognes.

« Le cœur bien gros, je regardais les cigognes du village se rassembler en troupes pour leurs migrations lointaines, comme je regarde aujourd'hui ma jeunesse déjà prête à s'enfuir ; mes

yeux se mouillaient de larmes quand elles prenaient leur vol. Et les nids vides sur les toits des maisons, quelle image désolée! Je me sentais assailli de pressentiments; c'était mon avenir que j'apercevais devant moi.

« A la fin de l'hiver, quand la terre se dépouillait de sa blanche fourrure de neige et prenait son vert dolman parsemé de fleurs, mon âme se parait aussi de vêtements neufs, de vêtements de fête; j'avais retrouvé la joie, et, tout petit que j'étais, je me traînais jusqu'au bout de la prairie du voisin pour aller au-devant des cigognes.

« Puis, quand l'étincelle devint une flamme, lorsque l'enfant fut devenu un jeune homme, le sol brûlait mes pieds, je montai à cheval, et bride abattue, sur l'étalon rapide, je me lançai à travers la *Puszta*. Le vent, pour m'atteindre, avait besoin de redoubler d'efforts.

« Je l'aime, la *Puszta!* c'est là seulement qu'habite la liberté; là mes yeux peuvent errer de tous côtés sans obstacles; point de rochers noirs qui nous menacent, point de ces regards troubles que nous jette l'onde agitée des fontaines, point de ces bruits de cascades qui ressemblent à un cliquetis de chaînes!

« Et que personne ne dise que la *Puszta* n'est pas belle! Merveilleuse est sa beauté; mais, comme une jeune fille pudique, elle la cache sous son voile, et si elle le soulève, ce voile, c'est seulement pour les visages connus, en présence des amis fidèles; alors soudain une fée leur apparaît, une fée aux regards de flamme!

« Oh! je l'aime, la *Puszta!* Sur mon hardi coursier, j'aime à errer dans ses libres espaces, et là où l'on ne trouve plus la trace de l'homme poursuivant son gain, à l'endroit le plus solitaire de la lande, je descends de cheval, je me repose sur le gazon et j'écoute les murmures de l'air... Tout à coup, au bord du marais, j'aperçois mon amie; ma cigogne est là!

« Elle m'a donc suivi jusqu'ici! Tous deux nous avons exploré la *Puszta* dans tous les sens, elle plongeant dans les eaux

des marais, moi suivant du regard les jeux de la lumière dans les buissons sauvages. C'est ainsi que j'ai passé avec elle mon enfance et ma jeunesse, et c'est pour cela que je l'aime, bien qu'elle ne sache pas chanter, bien que ses ailes n'étincellent point de vives couleurs.

« Maintenant encore j'aime la cigogne, et cette amitié fidèle et douce est le seul bien qui me soit resté du beau temps de mes rêves. Maintenant encore, chaque année, j'attends avec impatience le retour des cigognes dans le village hospitalier, et quand elles nous quittent en automne, je leur souhaite un heureux voyage, comme je le ferais à mon plus vieil ami. »

Vers la fin de l'année 1846, une transformation profonde s'accomplit dans l'âme du poëte; il avait rencontré la jeune fille qui devait être la compagne de sa vie. Les vers que Julie Szendrey a inspirés à l'auteur de tant de chansons amoureuses sont assurément les plus purs et les plus passionnés qu'il ait écrits. Pendant toute une année, le père de Julie, craignant le caractère fougueux du jeune écrivain, ferma obstinément l'oreille à sa demande; soutenu cependant par une fidélité qui répondait à la sienne, Petoefi triompha des obstacles, et au mois de septembre 1847 il emmenait chez lui sa jeune femme, Il passa la lune de miel à Koltó, chez un de ses admirateurs devenu son ami intime, le jeune comte Alexandre Téléki. Mais pourquoi parler de lune de miel? Pendant les dix-huit mois que Petoefi a passés avec sa femme, tous les jours ont eu pour lui les mêmes ravissements. Il a intitulé un de ses recueils *Journées de bonheur conjugal*, et quelques-unes des pièces qui le composent portent la date glorieuse de sa mort. La première émotion qu'il exprime, c'est la béatitude du repos, de la sérénité,

et avec elle une foi virile en soi-même. Tantôt il chante ce bonheur avec une gaieté candide, tantôt il emprunte pour la peindre les images d'une poésie éthérée. « Me voici roi, dit-il, depuis que je suis marié. Assis sur mon trône, je donne audience à mes sujets, je rends la justice et punis les coupables. Approchez tous. Qui es-tu, la belle fille? Ah! c'est toi que j'ai si souvent poursuivie naguère, et qui m'échappais toujours! Tu t'appelles la joie. Je te tiens maintenant, tu ne m'échapperas plus. Je te prends à mon service comme jardinière; chaque jour, avec tes doigts de fée, tu me cueilleras de belles fleurs odorantes. Et toi? tu es le souci du foyer; je n'ai pas le temps d'écouter tes radotages, et je saurai bien te fermer la bouche, si tu n'as que de prosaïques histoires à raconter. Et toi là-bas, sombre compagnon? Va, je te reconnais bien; que de fois, ô noir chagrin, nous nous sommes battus ensemble! Tu m'as fait de cruelles blessures, hélas! j'en frémis encore. Je t'ai vaincu cependant, et la clémence sied au vainqueur. Reçois le pardon de tes méfaits. Mais quel est ce bruit dans la cour? quel est ce cheval qui piaffe? Est-ce le coursier du poëte qui s'indigne de rester inactif? Patience, patience, mon cheval; bientôt nous nous envolerons de nouveau dans les nuées. Attends un peu; laisse-moi jouir encore de ma dignité de roi. » Un autre jour, il chante l'immortalité de l'âme; il n'y songeait guère autrefois dans sa vie turbulente, et quand il lui arrivait d'y songer, son esprit ne voyait là que des chimères. Ce que la philosophie n'a pu enseigner à son intelligence, une révélation tendre et forte vient de l'imprimer au fond de son cœur.

Ce progrès moral si profondément développé est un

des traits caractéristiques de l'inspiration de Petoefi. Songez que le poëte n'a que vingt-quatre ans, et qu'il était hier encore le chantre des joies turbulentes; aujourd'hui, sous le regard de l'épouse, auprès du berceau du nouveau-né, sa verve s'épure sans s'affaiblir. Le calme a multiplié ses forces. Ses passions, non pas éteintes, mais transformées, s'attachent à ce qu'il y a de plus noble ici-bas. Les grandes questions qui agitent son pays, les réformes de la diète hongroise en 1847, les patriotiques espérances de 1848, toutes les émotions de la renaissance nationale se mêlent à ses joies intérieures. La pièce intitulée *Ma Femme et mon Epée* exprime vivement cette intime alliance du foyer domestique et de la patrie. Pendant que l'épouse repose dans les bras de l'époux, l'épée du poëte, accrochée à la muraille, semble jeter des regards de colère sur ce tableau si tendre : « Eh! mon vieux camarade, lui crie le vaillant poëte, serais-tu jaloux de ma femme? vraiment tu ne la connais guère. Le jour où la patrie aura besoin de mon bras, ce sera elle qui de ses mains attachera ta lame à ma ceinture, ce sera elle qui m'enverra au combat de la liberté. » Julie Szendrey méritait bien que le poëte lui rendît ce témoignage : dès le premier jour où Petoefi fut aimé d'elle, l'amour et l'enthousiasme de la patrie se confondirent dans les élans de son cœur. Son chant de fiançailles fut un chant de guerre :

« Je rêve de jours sanglants qui feront crouler le monde, et qui de ces débris du vieux monde nous construiront un monde nouveau.

« Ah! si la trompette guerrière retentissait tout à coup! Si je

voyais se déployer l'étendard des batailles, l'étendard des futures victoires, appelé par tous les vœux de mon cœur !

« En selle, sur mon coursier rapide, je m'élancerais dans la mêlée je chevaucherais au milieu des héros, impatient de consacrer mes armes.

« Alors, si l'épée de l'ennemi me perce la poitrine, il y a quelqu'un au monde qui saura fermer ma blessure, il y a quelqu'un qui guérira mes plaies avec le baume de ses baisers.

« Si je tombe vivant aux mains de l'ennemi, quelqu'un saura pénétrer dans mon cachot ; deux beaux yeux, étoiles radieuses, viendront éclairer mes ténèbres.

« Et si c'est la mort qui m'attend, si je dois périr sur l'échafaud ou sur le champ de bataille, un ange, une femme, le cœur gonflé de sanglots, lavera le sang de mon cadavre avec ses larmes. »

Foyer, patrie, amour et liberté, tout cela est intimement uni, vous le voyez, dans les inspirations du poëte. Je regrette que M. Kertbény, dans sa traduction d'ailleurs si scrupuleuse, n'ait pas groupé tous ces chants selon l'ordre où ils se sont produits. On aimerait à suivre l'histoire de cette âme ; l'intérêt poétique, rehaussé par l'intérêt moral, y gagnerait une valeur nouvelle. Si tous les chants de Petoefi pendant l'année 1847, si toutes les pièces échappées de son cœur à la veille et à la suite de son mariage étaient réunies ensemble, on verrait quelles gerbes dorées ont été cueillies par le moissonneur en cette chaude saison d'août. C'est à cette date qu'il nous apparaît dans la force de la maturité. Si jeune qu'il soit encore, l'influence du foyer, les émotions de la patrie ont donné à son talent cette saveur généreuse qui est le résultat des années dans une existence bien conduite.

Toutes ces paroles nous révèlent un mélange inaccoutumé de force et de grâce. C'est une grâce non-cherchée, c'est une force qui se possède. Quand la patrie est malheureuse, la famille le console, et il trace de suaves tableaux d'intérieur qui consoleront aussi le peuple des Magyars. Telle est la pièce intitulée *le Monde de l'Hiver*. Nous sommes au mois de janvier 1848; l'hiver est triste dans les longues plaines de la Hongrie, la terre est nue, misérable, pareille aux bohémiens de la *Puszta*. Heureuse alors la maison où l'on se réunit en famille! heureuse la plus humble des cabanes où le père et la mère, entre l'aïeul et les enfants, accueillent les amis, les voisins, et forment comme une tribu patriarcale, une tribu confiante et joyeuse au milieu de la désolation du monde! Cette cabane le poëte nous y conduit. Oh! la bonne salle hospitalière! le gai foyer qui flambe! Et quels braves gens! Comme ils résument bien, jeunes et vieux, l'image naïve de l'humanité! — Si ce sont là des lieux communs, le poëte en fait une œuvre originale par la vérité des détails et l'accent qu'il y met. Le tableau emprunte d'ailleurs un sens particulier aux strophes patriotiques que Petoefi écrivait à cette date. On comprend aisément la secrète pensée qui l'anime. « Amis, semble-t-il dire, conservez-vous sains et joyeux; l'hiver ne durera pas toujours, tenez-vous prêts pour le réveil de la nature. Petites tribus dispersées, vous formerez un jour une nation! »

Les joies de la famille, si cordialement ressenties, n'ont pas fait oublier à Petoefi les devoirs du patriotisme; le patriotisme ne lui fera pas oublier la poésie. Seulement il la veut sincère, virile, digne enfin des grands intérêts

qui s'agitent et des luttes qui se préparent. Depuis la renaissance de la littérature nationale, les chanteurs s'étaient levés par centaines, et Dieu sait combien de fadaises menaçaient d'énerver ce jeune idiome à peine délivré de ses entraves. Petoefi, avec sa franchise populaire, avait toujours détesté

. . . . Les rêveurs, les pleurards à nacelles,
Les amants de la nuit, des lacs, des cascatelles.

La fausse poésie lui devint plus odieuse que jamais au moment où tant de mâles espérances faisaient battre les cœurs. Ce qui affadit le goût littéraire peut amollir aussi les consciences. Petoefi comprit qu'il faisait œuvre d'artiste et de citoyen en châtiant le troupeau des rimailleurs nocturnes. La satire est violente et comique à la fois. Poëte de l'action et chantre du soleil, c'est la lune cette fois qu'il fait parler :

L'ÉLÉGIE DE LA LUNE.

« Pourquoi suis-je la lune? Qu'ai-je donc fait, Dieu tout-puissant, pour être plus misérable que la plus vile des créatures? J'aimerais mieux être le dernier des valets dans la fourmilière terrestre que la reine des nuits au haut des cieux; j'aimerais mieux, pauvre mendiante, ramper là-bas sous mes haillons que de trôner ici dans mes vêtements d'argent; oui, je préférerais là-bas l'odeur enfumée des tavernes aux parfums qui s'exhalent ici du calice des étoiles. N'ai-je pas droit à la pitié, Juge éternel? Tous les chiens et tous les poëtes ne font qu'aboyer après moi. Les lourdauds qui s'étalent dans des

pièces de vers, ceux dont le cœur ne bat pas et qui n'ont que des oreilles, s'imaginent que je suis attentive à leurs jérémiades, et que je me désole avec eux par une sympathie volontaire. Je suis pâle, il est vrai, mais ce n'est pas la douleur qui pâlit mon visage; je suis pâle de colère quand je vois tous ces ténébreux pleurards, dans les nuits étoilées, venir m'adresser la parole, comme si nous avions jadis gardé les pourceaux ensemble. Quelquefois, je l'avoue, il en vient un qui n'appartient pas à la canaille littéraire, c'est un vrai poëte, une vive étincelle jaillie du front de Dieu, et quand son chant retentit, je sens s'épanouir mon cœur et se dilater ma lumière; mais pour un chanteur de cette espèce, et en attendant qu'il arrive, il y en a des milliers qui me rendent la vie dure. De ces drôles-là, il en pousse derrière chaque buisson. Jamais d'année stérile pour une récolte de ce genre, jamais de morte saison pour ces oiseaux criards. Toutes les nuits, il faut que je me prépare à endurer mon supplice; quelles angoisses! à tout instant peut commencer ce concert de crécelles qui viennent me déchirer les oreilles. Tenez, en voici un! voyez son attitude mélancolique, voyez-le agiter ses bras de singe, comme s'il voulait les jeter loin de lui. Pourquoi cette gesticulation? Uniquement parce qu'il n'a rien à embrasser. Il pousse de gros soupirs comme un bohémien qui reçoit la bastonnade. Ses veines se gonflent; son visage devient sombre, toujours plus sombre; il crie, il a le délire; il me supplie d'aller dans la chambre de sa bien-aimée et de lui raconter ce qu'elle fait. — Eh bien! je vais y aller. — Ta bien-aimée, mon ami, exhale une forte odeur de lard; la voilà qui s'approche du four; elle porte à sa bouche des pommes de terre cuites sous la cendre; elle se brûle solidement les lèvres. Ah! la vilaine grimace qu'elle fait en pleurant! En vérité sa figure est bien digne de la tienne... Maintenant que j'ai résolu tous tes doutes, va-t'en d'ici, imbécile, et que le diable t'emporte! »

Ces poésies, et bien d'autres encore, couraient de

bouche en bouche à travers les contrées hongroises. La prédiction de Michel Vörösmarty se confirmait de jour en jour; Petoefi était décidément le poëte le plus populaire de son pays. Aimé des paysans et des lettrés, aussi célèbre dans les campagnes que dans les académies, maître de la jeunesse par ses chansons d'amour et de plus en plus sympathique aux hommes par les accents profonds de ses derniers vers, il avait travaillé au succès de la guerre nationale avant que cette guerre fût commencée. Au moment où la révolution éclata, une carrière nouvelle s'ouvrit à son ardeur. Pendant que les politiques délibéraient dans les assemblées, pendant que les généraux organisaient des troupes, Petoefi avait sa tâche à remplir; il chantait la guerre de l'indépendance, et ses strophes inspirées, comme une marseillaise magyare, enfantaient des soldats à l'héroïque Bem. Pourquoi faut-il que M. Kertbény n'ait pas osé traduire ces chants, les derniers et les plus beaux, assure-t-on, qui soient sortis de cette âme enthousiaste? De telles œuvres appartiennent à l'histoire. Si l'Autriche les proscrit, les autres contrées de l'Allemagne ont bien le droit de les entendre, et puisque c'est par l'intermédiaire de l'Allemagne que M. Kertbény s'adresse à l'Europe entière, nous lui demandons de compléter son œuvre.

Au mois d'octobre 1848, Petoefi alla prendre sa place parmi les compagnons qui avaient répondu à son appel. Élu capitaine dans le vingt-septième bataillon de honveds, il prit part à tous les combats qui furent livrés dans les provinces du Bas-Danube. Au mois de janvier 1849, le général Bem, qui commandait l'armée de Transylvanie, l'appela auprès de lui en qualité d'aide de camp. Bem,

un de ses admirateurs, l'aimait comme son enfant, et, bon juge en fait de bravoure, il le décora de sa main sur le champ de bataille. C'est dans l'intervalle des combats que l'aide de camp du général Bem composait des strophes bien touchantes sur son vieux père et son fils nouveau-né. Tandis que Jellachich vaincu s'enfuyait dans la direction de Vienne, on avait remarqué aux premiers rangs de l'armée hongroise un vieillard qui, tenant d'une main ferme le drapeau de l'indépendance, entraînait ses jeunes compagnons à la poursuite de l'ennemi. « Quel est ce vieux porte-drapeau? — C'est mon père, dit Petoefi. Hier il était malade, souffrant, accablé par l'âge et les chagrins; à peine pouvait il se traîner de son lit à sa table et de sa table à son lit; dès que ces mots *la patrie est en danger!* ont retenti à ses oreilles, il a retrouvé sa vigueur d'autrefois, et, jetant là ses béquilles, il a pris en main le drapeau du régiment. » Quand le poëte, versant des larmes, dépeint ainsi son vieux père rajeuni par le patriotisme, il nous fait bien comprendre le caractère de cette guerre vraiment nationale et l'enthousiasme qui, des premiers rangs de la société jusqu'aux plus humbles, enflammait tout un peuple. Et quelle reconnaissance, quelle vénération pour le courageux vieillard! « Jusqu'ici, ô mon père, tu disais que j'étais ton orgueil; c'est toi désormais qui es ma gloire et ma couronne de chêne. Si je te revois après cette campagne, je baiserai avec un tremblement de respect et d'amour ces mains qui ont porté en avant de nos bataillons l'étendard sacré de la patrie! » Quelques mois après, sa femme lui donnait un fils, et il le saluait de ses cris de joie au milieu des émotions publiques. Voilà certes

des inspirations puisées aux sources les plus fécondes. La poésie récompensait bien le travail intérieur de sa vie, je veux dire le progrès moral et le viril développement de ses facultés, quand elle lui permettait de couronner ainsi son œuvre, et de mêler si ardemment, si profondément, les purs transports des joies de la famille à l'enthousiasme du citoyen. Cet enfant né au milieu des combats, il le consacrait d'avance à la Hongrie, et les vers qu'il lui adresse, répétés aujourd'hui par des milliers de voix, entretiennent dans la génération qui se lève une espérance immortelle.

Une autre pièce, bien touchante aussi, et l'une des dernières qu'il ait écrites, c'est le souvenir qu'il donne à ses frères d'armes tombés sur le champ de bataille, quand il envoie ce poétique appel *au printemps de* 1849 :

« Jeune printemps, fils du vieil hiver, fils radieux, riche d'espérances, où donc es-tu? Pourquoi tarder ainsi à remonter sur ton trône?

« Viens! viens! Tes amis te cherchent dans le monde dépouillé. Viens déployer sous le ciel bleu la tente verte des arbres.

« Viens guérir l'aurore, la fille sereine de la création; viens la guérir, elle est malade. Vois comme elle est assise, toute pâle, au bord de l'horizon.

« Elle bénira de nouveau les prairies quand tu auras béni le ciel bleu; guérie par toi, elle versera de pures larmes de joie, fraîche rosée pour la terre.

« Amène-moi aussi tes alouettes, mes douces maîtresses de poésie; ce sont elles qui m'ont appris de beaux chants de liberté, lorsque j'étais encore enfant.

« Et n'oublie pas les fleurs, oh! n'aie garde de les oublier, apportes-en le plus que tu pourras, remplis-en tes deux mains;

« Car le champ de la mort s'est agrandi dans ces derniers temps ; les saintes victimes de la liberté sont étendues de toutes parts, moissonnées dans la bataille.

« Puisque dans leur tombe humide les morts sont couchés sans linceul, comme un linceul sur les morts jette tes fleurs à mains pleines. »

Il n'y a point trace de découragement dans cette pensée des morts. On sait que le poëte et le soldat ont confiance dans ce printemps qu'ils appellent. Hélas! c'était le dernier mois de mai qu'il devait saluer de ses chants; mais pourquoi eût-il perdu courage? S'il avait survécu à cette guerre, il aurait envié le sort des victimes pour lesquelles il demandait une pluie de fleurs. Un de ses vœux les plus ardents était de mourir l'épée à la main pour la cause de la Hongrie. Il s'écriait déjà en 1846 : « Une seule pensée me tourmente, la pensée que je puis mourir dans mon lit, sur des coussins, languissant comme la fleur dont le ver a mordu la racine! Épargne-moi une telle mort, ô mon Dieu! Si ce peuple, fatigué du joug, s'élance un jour au combat, c'est avec lui que je veux mourir. Fais que le sang de mon cœur coule sur le champ de bataille, que mon corps soit foulé aux pieds des chevaux, et que je reste là jusqu'à l'heure où triomphera la justice! Alors seulement puisse-t-on rassembler mes os, afin que j'aie ma place en ce jour solennel où le cortége de la patrie en deuil, au milieu des mélodies funéraires, au milieu des étendards repliés et couverts d'un crêpe noir, ira déposer dans une même tombe tous les héros morts pour la liberté! » Dieu n'a exaucé que la moitié de cette prière : Petoefi est mort dans la guerre natio-

nale; mais le jour n'est pas encore venu où la Hongrie, maîtresse de son indépendance[1], pourra rendre les suprêmes honneurs aux héroïques victimes d'une cause sainte.

Ce jour viendra-t-il? La Hongrie l'espère, et il faudrait une singulière confiance dans l'organisation politique de la vieille Europe pour taxer de folie l'opiniâtreté de son désir. Des peuples moins énergiques voient se réaliser en ce moment même des espérances qui semblaient moins fondées que les siennes. En attendant les chances de l'avenir, la Hongrie fait bien d'accroître pacifiquement ses titres nationaux. Le premier de ces titres assurément, c'est la rénovation intellectuelle qui depuis une cinquantaine d'années a suscité chez elle une littérature vivante, et le plus complet représentant de cette littérature est le poëte Petoefi Sándor.

L'impétueux jeune homme dont nous avons raconté la vie et la mort a été le chantre de l'amour, de la patrie et de la liberté : une place lui est due parmi les maîtres de l'inspiration lyrique au dix-neuvième siècle, car les sentiments qu'il a glorifiés appartiennent à toutes les nations; mais c'est en Hongrie surtout que son rôle est efficace et son souvenir immortel. Il a inscrit son nom

1. Nous écrivions ces pages en 1860 ; six ans après, la Hongrie avait reconquis pacifiquement son indépendance, et devenait, au lendemain de Sadowa, une des forces de l'Autriche nouvelle. Bien que la conclusion de cette étude se rapporte à une situation qui n'est plus, il nous semble qu'il n'y a pas lieu de la modifier. Nos paroles étaient vraies à leur date, et elles servent aujourd'hui à marquer le chemin qu'on a fait. N'est-ce pas d'ailleurs une joie légitime pour l'écrivain de voir à quelques années de distance, nous ne dirons pas ses conseils si bien suivis, mais ses espérances et ses prévisions si pleinement confirmées ?

pour toujours dans l'histoire d'une période généreuse. Ses œuvres sont le couronnement d'une renaissance littéraire à laquelle les meilleurs esprits de son pays avaient concouru, les uns par leurs propres ouvrages, les autres par leurs sympathies et leurs encouragements. A côté de lui, et comme au souffle de sa parole, d'autres écrivains se sont levés; on peut dire qu'il y a désormais une littérature hongroise, c'est-à-dire un titre sérieux à l'appui des réclamations d'une noble race. Petoefi n'est pas une apparition isolée. Que la Hongrie poursuive son développement moral, qu'elle grandisse librement dans le domaine des lettres, qu'elle prenne enfin, partout où elle le peut, pleine possession de ses forces, qu'elle accoutume l'Europe à voir chez elle une vie originale; il faudra bien tôt ou tard que le fait soit reconnu comme un droit. Les peuples sont les artisans de leurs destinées, et les nationalités se défendent par l'esprit plus sûrement que par le glaive.

---

## II

### LES RAPSODES DE L'HISTOIRE NATIONALE.

Les deux poëtes qui dominent la littérature hongroise du dix-neuvième siècle, Vörösmarty Mihály et Petoefi Sándor[1], ont très-nettement indiqué à leurs successeurs le rôle qui appartient aux lettres, à l'imagination lyrique surtout, dans le pays des Magyars. Certes, il n'y a guère de ressemblance entre ces deux maîtres. Vörösmarty est un artiste scrupuleux et délicat plutôt qu'un génie inspiré, Petoefi est une nature fougueuse, aussi originale par le sentiment que par la forme. Je ne prétends pas retrouver, avec certains critiques hongrois, dans Vörösmarty la sérénité classique de Goethe, dans Petoefi l'impétueux essor de Schiller. Goethe, savant et poëte, philosophe et artiste, observateur intelligent et respectueux des manifestations infinies de la puissance créatrice, Goethe est un génie si complet qu'il est impossible de lui comparer personne dans notre dix-neuvième siècle. Quant au généreux enthousiasme de Schiller, il est associé à des réflexions si profondes, à une préoccupation si constante

1. *Mihály*, Michel ; *Sándor*, Alexandre. Les Hongrois, on l'a déjà vu plus haut, placent le nom de baptême après le nom de famille.

de la philosophie de l'art et de la liberté, qu'une telle nature de poëte n'a pu se produire qu'en Allemagne. Nous ne sommes pas en Allemagne, nous sommes en Hongrie. Vörösmarty et Petoefi, — c'est là une partie de l'intérêt qu'ils nous offrent, — ne relèvent ni de l'Allemagne ni de la France, ni de l'esprit germanique ni de la tradition latine. Évitons, en parlant d'eux, des rapprochements qui affaibliraient l'idée de leur mérite ; c'est avec les hommes de leur race qu'il faut les comparer. Or la différence qui sépare ces deux représentants de la poésie hongroise tient aux diversités d'esprit, d'inspiration, de culture, qui se retrouvent dans tous les temps et dans tous les pays. Vörösmarty est une intelligence grave et studieuse, Petoefi une imagination primesautière. Vörösmarty est le poëte des académies, Petoefi le poëte du peuple. L'un polit ses vers, combine ses effets, assortit ses images, appelle la rhétorique au secours de ses poétiques pensées; l'autre, n'écoutant que son cœur, exprime ses émotions dans l'idiome franc et hardi de ses campagnes natales. Eh bien ! ces deux hommes, qui se ressemblaient si peu, qui s'adressaient à des auditoires si différents, qui se faisaient de la poésie un idéal si opposé, obéissaient en définitive à une inspiration commune. Pour le poëte académique comme pour le chantre populaire, il s'agit avant tout de célébrer la Hongrie et d'entretenir dans les âmes de leurs compatriotes, avec le ressentiment de la servitude, l'invincible espoir de la délivrance.

Michel Vörösmarty a beau être très-occupé des questions de forme, il ne perd jamais de vue sa patriotique mission. Au milieu des tableaux qui semblent le moins s'y

prêter, on voit éclater sans cesse la pensée qui ne l'abandonne pas. Soit que, dans ses récits épiques, il chante les glorieuses périodes de la Hongrie, soit qu'en des strophes brillantes il peigne le printemps, la nature et maints tableaux de la vie moderne, il y a chez lui une inspiration continue, une idée qui s'efface par instants, mais qui reparaît toujours : « La Hongrie a été grande, son passé répond de son avenir. Un tel peuple ne saurait mourir, et s'il meurt, il ressuscitera. » Voilà le fond de tous les ouvrages du poëte. Au moment où les chambres hongroises, même avant 1848, délibéraient si noblement sur les réformes qui devaient réveiller la vie nationale, les chants de Vörösmarty contribuaient à leur manière à cette éducation du pays. Chantre didactique, moraliste national, si je puis ainsi parler, il répandait sous une forme harmonieuse les idées que les orateurs politiques exprimaient dans les discussions de la diète. Souvent il s'inspirait de leurs paroles, plus souvent encore il leur prêtait son langage. Il a été bien apprécié par M. Kertbény, l'écrivain hongrois qui s'est donné la mission, nous l'avons vu, d'initier le public allemand à la nouvelle littérature magyare. « Ses poésies, dit M. Kertbény, sont des discours de parlement. Que de fois ses illustres contemporains de la diète, un Nagy, un Balogh, un Wesselényi, un Széchenyi, n'ont fait que traduire en prose ses strophes éloquentes ! » Or, on peut oublier un discours prononcé dans un conseil de législateurs, on n'oublie pas la voix du poëte qui sans cesse, sous les formes les plus diverses de la fantaisie pure ou de l'indignation brûlante, répète à tous les enfants de son pays : « Souviens-toi ! souviens-toi de ta gloire, souviens-toi de ta

honte ! Souviens-toi, et garde au fond de ton cœur l'amertume que je viens d'y répandre. » Aujourd'hui encore, lorsqu'une émotion s'empare du cœur des Hongrois, quand un chef vénéré disparaît, quand Széchenyi par exemple vient à mourir, et que tous les hommes dévoués à la cause nationale, depuis l'archevêque de Gran jusqu'à l'étudiant de l'université de Pesth, l'accompagnent à sa dernière demeure, quelles sont les paroles qui retentissent dans ces pacifiques solennités ? quel est le chant que des milliers de voix entonnent et transmettent aux échos lointains ? Ce sont ces strophes de Vörösmarty :

« A ta patrie, ô Hongrois, demeure éternellement fidèle. Elle a été ton berceau ; quel que soit ton destin, viens-y chercher une tombe.

« Il n'est pour toi dans le monde immense aucun autre lieu de repos. Que ta destinée soit maudite ou bénie, c'est ici qu'il faut vivre, ici qu'il faut mourir.

« Ce pays, c'est celui où le sang d'Arpad a tant de fois coulé en sacrifice, celui où depuis mille ans tant de saints noms ont apparu.

« Ici jadis combattirent pour leurs foyers Arpad et ses héroïques compagnons ; ici le joug de la patrie fut brisé par la forte main de Hunyade.

« C'est d'ici, ô liberté, que s'élançaient tes sanglants étendards, impatients de voler à la victoire, alors que les meilleurs d'entre nous tombaient frappés de mort en des guerres sans fin, en des combats terribles.

« Et après tant de désastres, après tant d'années d'oppression, il y a encore, courbé, mais non brisé, un peuple vivant dans ce pays.

« O toi, vaste monde, patrie des nations, ce peuple te crie

dans sa détresse : « Au nom de mille années de souffrance, nous demandons à vivre ou à mourir. »

« Il est impossible que le sang de tant de cœurs ait coulé inutilement, que pour le salut de ce pays tant de poitrines aient éclaté, brisées par la douleur et le désespoir.

« Il est impossible que la force d'âme, l'intelligence, la volonté droite et pure aient déployé en vain tant d'héroïques efforts, impossible qu'une éternelle malédiction les écrase.

« Un temps meilleur, il le faut, un temps meilleur viendra ; d'un bout du pays à l'autre, des milliers d'hommes l'appellent dans leurs prières.

« Sinon, vienne la mort, puisque tel sera l'arrêt du destin, une mort grande et glorieuse, et que tout un empire descende au tombeau, noyé dans une mer de sang !

« Alors ce tombeau, qui aura dévoré un peuple, les peuples l'entoureront comme un cortége funèbre, et dans les yeux de l'humanité on verra des larmes de douleur.

« A ta patrie, ô Hongrois, demeure éternellement fidèle ! Elle te nourrit aujourd'hui ; quand la mort te frappera, elle te couvrira de son gazon touffu.

« Il n'est pour toi nul autre asile dans l'univers immense ! Que ta destinée sur ce sol soit bénie ou maudite, c'est ici qu'il faut vivre, ici qu'il faut mourir. »

C'est ainsi que Vörösmarty s'adressait à ses compatriotes en des vers datés de 1836. A cet ardent amour du sol natal, à cet espoir invincible dans les destinées futures de la Hongrie, il ne craignait pas de mêler par instants des paroles sinistres, des plaintes désespérées, comme pour aiguillonner l'esprit magyar et entretenir la colère au fond des cœurs. Telle est la pièce intitulée *l'Homme sans patrie*. Dans un désert, au milieu des ronces, au bord des précipices, marche un homme vêtu de

deuil ; à voir ses traits bouleversés, on dirait qu'un orage intérieur l'entraîne à l'aventure.

« O frère (lui dit le poëte), toi qui t'en vas par ces routes désolées, qui es-tu? Fils de la douleur, quelle malédiction t'a frappé? — Ah ! laisse-moi errer dans ces landes, répond le voyageur. Errer sans repos, tel est mon sort. Ces déserts, qui te semblent affreux, sont moins désolés que mon âme. — Tu étais riche peut-être, un mauvais destin t'a réduit à l'indigence? — Riche ! Oui, j'ai connu le bonheur que donne la richesse, et je sais maintenant les amertumes de la misère, mais le malheur qui m'accable est plus terrible que celui-là. — Sans-doute tu avais un ami, une maîtresse; ils t'ont trahi tous les deux? — Non, grâce à Dieu, je n'ai point ressenti ces tortures de l'enfer; ceux qui m'aimaient ne m'ont pas trahi; tous sont morts fidèles à leur foi. — Ils sont morts? Ces larmes qui mouillent tes yeux, elles coulent donc pour une épouse, pour un enfant bien-aimé que t'a ravi le tombeau? — J'ai perdu tout ce que j'aimais; mais un cœur viril sait supporter bien des pertes et triompher de la mort. — Qu'est-ce donc qui t'accable ainsi? La honte peut-être? Le déshonneur a souillé ton nom... — Un stigmate de honte est gravé dans mes armoiries, mais c'est pour mon pays que j'ai une tache à mon nom et ma souillure m'est chère. — Alors, tu es un banni, un proscrit; en échange de tes loyaux services, ton pays t'a chassé? — Non, le proscrit, dans sa douleur, possède encore une patrie, son peuple vit et prospère; moi, le peuple auquel j'appartiens est mort, ma patrie est détruite, et jamais elle ne refleurira plus. Le poids qui m'écrase est composé de plusieurs millions de souffrances, car mon âme est errante dans le tombeau d'une nation. »

Certes, si les Magyars eussent été disposés à oublier les désastres de leur pays, de telles pages auraient empêché

les cœurs de s'engourdir. Entretenir la souffrance avec l'espoir, la souffrance la plus cruelle, la plus désespérée en apparence, avec l'espoir le plus enthousiaste et le plus confiant, telle est la double tâche que s'est proposée Vörösmarty. L'extrême douleur peut décourager les âmes ; la foi dans l'avenir peut faire oublier les misères présentes et engendrer l'inertie : il faut souffrir et ne pas se décourager, il faut espérer sans renoncer à l'action. Vörösmarty est demeuré fidèle au développement de ces principes, et, léguant à ses successeurs de beaux exemples de poésie, il leur a légué surtout une grande tradition morale.

Quant à Petoefi, ce n'est pas seulement à une prédication qu'il a consacré son talent; sa vie entière est la mise en œuvre de ce programme. La tradition que le poëte savant a fondée d'une manière abstraite prend un corps chez le poëte populaire. Chacune de ces paroles est une action. Il ne dit pas : « Souffrez ! espérez ! » mais il souffre et il espère. Il appelle la lutte, il engage la bataille, bataille tout idéale d'abord, bataille contre la destinée, contre un passé funeste; mais bientôt, quand la Hongrie combat pour son indépendance, et que le poëte, devenu soldat, tombe dans cette guerre sainte, les batailles où il sacrifie sa vie semblent la continuation toute naturelle de ses expéditions poétiques. Quelle unité dans cette tumultueuse existence ! quel harmonieux développement de l'esprit et de l'âme à travers tant de passions orageuses ! Ce que Vörösmarty avait si noblement enseigné, Petoefi le mettait sous les yeux de tous avec la plus généreuse audace; le drame de sa vie et de sa mort complétait le drame de ses chants. Désormais, grâce à

ces deux hommes, le rôle de la poésie hongroise au dix-neuvième siècle était nettement défini ; était-ce le moment de chanter les joies du printemps et les rêves des nuits d'été? La poésie devait être la voix du peuple, la gardienne des traditions viriles, en attendant qu'elle devînt le clairon des batailles. Tout poëte qui oublie d'entretenir le sentiment national et de préparer les fils d'Arpad aux épreuves de l'avenir est infidèle à sa mission.

C'est à ce point de vue qu'il convient de juger les poëtes lyriques hongrois qui ont prétendu recueillir l'héritage de Vörösmarty et de Petoefi Gardons-nous bien cependant de leur appliquer étroitement ces principes, et n'allons pas emprisonner la poésie en croyant l'ennoblir. L'imagination a ses franchises ; les devoirs de la vie publique, si sacrés et si impérieux qu'ils puissent être, ne sauraient anéantir le droit de la vie individuelle. Il est des sujets que la prescription n'atteint jamais : aimer, souffrir, prier, c'est le thème éternel du génie lyrique. Celui qui développe en soi les facultés qu'il a reçues du ciel, celui qui obéit loyalement à la vocation de sa nature, travaille au profit de la communauté sociale, car le bien de tous, c'est-à-dire la gloire et la prospérité de la patrie, se compose de tous les mérites particuliers, de tous les perfectionnements individuels. « On m'a reproché, disait Goethe à son secrétaire Eckermann, de ne pas avoir pris les armes en 1813, ou du moins de ne pas avoir agi comme poëte. Comment aurais-je pris les armes, n'éprouvant pas de haine? Et comment eussé-je éprouvé de la haine, n'ayant plus les passions de la jeunesse? Si j'avais eu vingt ans quand ces événements éclatèrent, je n'aurais pas été le dernier

à jouer mon rôle; mais on oublie que j'avais déjà plus de soixante ans. Et puis nous ne pouvons pas tous servir notre pays de la même façon; chacun doit faire de son mieux, suivant les dons qu'il a reçus. J'ai assez travaillé, ce me semble, pendant une moitié de siècle. Dans le domaine que m'a assigné la nature, je puis dire que je ne me suis reposé ni jour ni nuit, que je ne me suis accordé aucun délassement, que j'ai toujours cherché, creusé, travaillé avec effort, autant et aussi bien que je l'ai pu. Si chacun peut dire la même chose, le bien de tous est assuré... Écrire des chansons guerrières et rester enfermé dans ma chambre, la belle affaire! Les écrire la nuit, au bivouac, en face de l'ennemi, au bruit de ses avant-postes, aux hennissements de ses chevaux, à la bonne heure! Mais ce n'était point là ma vie, ma mission, c'était celle de Théodore Koerner. Ses chants de guerre lui vont parfaitement. Chez moi, qui ne suis pas une nature belliqueuse, qui n'ai point le sens guerrier, des chants de guerre eussent été un masque, et ce masque aurait grimacé sur ma figure. »

Goethe a raison; il maintient ici avec un bon sens supérieur les droits éternels de l'âme. Avant tout, il faut être sincère, et un vrai poëte ne doit exprimer que les choses qu'il a senties. Rien de convenu, rien d'artificiel, telle est la première loi dans l'empire de l'art. « J'ai aimé, ajoute Goethe, c'est pour cela que toutes mes œuvres d'imagination, poëmes, drames, romans, nouvelles, ne sont qu'une longue étude de l'amour. » Encore une fois, tout cela est juste, et dans le domaine des principes ce n'est pas nous qui méconnaîtrons l'indépendance de la poésie. « Soyez vous-mêmes, dirons-nous à ceux

qui ont reçu le don d'émouvoir les hommes par des paroles harmonieuses; vivez, et confiez à vos chants les enseignements de la vie. Développez en vous les facultés qui font l'homme, remplissez les devoirs que la destinée vous impose; vos écrits nous révéleront ensuite tout ce que vos âmes auront acquis en ce travail intérieur. La question seulement est de savoir si, pour un peuple opprimé, pour une nation menacée de disparaître, et qui défend son existence morale, le sentiment des devoirs publics ne doit pas se mêler sans cesse aux sentiments de la destinée individuelle. Petoefi a aimé; il a connu les joies et les amertumes du cœur. Dans la pauvre cabane de son père, au foyer de sa jeune femme, auprès du berceau de son enfant, il n'y a pas une saine émotion qu'il n'ait éprouvée, pas un devoir qu'il n'ait rempli, et cependant quel homme a été plus dévoué à la cause nationale? Qu'un esprit égoïste circonscrive ses sentiments et sa vie, l'âme d'un véritable poëte est égale à toutes les circonstances où le sort l'a placée, et elle accepte sans trouble toutes les obligations de sa destinée. Vivez donc, ô poëtes magyars ; mais si vous vivez d'une vie complète, vous n'échapperez pas aux brûlantes questions qui agitent aujourd'hui toutes les âmes généreuses depuis les Carpathes jusqu'au Danube. »

A la dernière page de l'entretien que nous citions tout à l'heure, Goethe révèle tout à coup le vrai motif qui explique son silence au milieu des crises de son pays. « Je n'avais point de haine pour les Français, bien que j'aie remercié Dieu le jour où nous fûmes délivrés de leur joug. Moi, pour qui culture et barbarie sont les seules choses qui aient de l'importance, comment au-

rais-je pu haïr une nation qui compte parmi les plus cultivées de la terre, et à laquelle je dois moi-même la plus grande part de mon développement intellectuel ? » C'est ainsi que Goethe se justifie d'être resté inactif au moment où Théodore Koerner tombait dans la bataille en chantant la *Chasse de Lützow*. L'écrivain hongrois qui pourrait s'approprier ses paroles, le poëte magyar qui pourrait dire : « Je ne hais pas l'Autriche, c'est à elle que je dois l'éducation de mon cœur et de mon esprit, » celui-là seul serait excusable de ne pas continuer la tradition de Vörösmarty Mihály et de Petoefi Sándor.

Parmi ceux qui sont demeurés le plus fidèles à cette tradition patriotique, il faut citer au premier rang M. Garay János[1]. Sa vie fut laborieuse et modeste; on n'y trouve aucun de ces épisodes qui donnent à la biographie de Petoefi Sándor le caractère d'un roman et d'un drame. C'est la vie d'un lettré, d'un poëte qui gagne en écrivant le pain de sa pauvre famille, et qui, au milieu des souffrances de la misère, n'oublie jamais un seul jour les douleurs et les espérances de sa patrie. Il était né à Szekszard, en 1812, d'une famille catholique. Après avoir fait ses premières études au lycée de Fünfkirchen, il suivit les cours d'université de Pesth, et bientôt après, à peine âgé de vingt et un ans, il entra dans l'armée des lettrés et y gagna brillamment ses éperons. Cette armée est considérable en Hongrie; à Pesth, à Bude, à Presbourg, dans les villes de province, dans les chefs-lieux des comitats, il y a des journaux, des recueils littéraires, des publications de toute espèce, où se déploie l'ardeur

1. *János*, Jean.

inoccupée des jeunes générations, et qui attestent ce que pourrait devenir un tel peuple sous une direction féconde. De 1833 à 1836, Garay fit remarquer sa verve juvénile dans les pages du *Narrateur* (*Régélo*). En même temps il s'occupait de poésie. Sa première œuvre d'imagination, un poëme héroïque en neuf chants, intitulé *Czatár*, parut en 1834. C'était une vive peinture des temps primitifs de la Hongrie; le jeune poëte, dès son début, aimait à évoquer les grands souvenirs de sa race et à demander au passé le plus lointain des encouragements pour l'avenir. L'année suivante, il écrivait un drame, *la Parole du Prophète*, qui fut représenté à Bude en 1838. D'autres drames, *Arbocz, Hélène Országh, le Dernier Khan, Elisabeth Báthori*, empruntés aussi à la tragique histoire du sol natal, furent écrits par lui dans cette première période et publiés dans des recueils littéraires. En 1838, il abandonne quelque temps la poésie pour la presse politique et va rédiger à Presbourg le compte rendu des discussions de la diète; mais sa renommée d'écrivain est déjà bien assise, et quand il revient à Pesth l'année suivante, il ne tarde pas à être nommé membre des deux principales compagnies littéraires de son pays, l'académie hongroise et la *société de Kisfaludy*.

Il s'en fallait bien cependant que Garay eût déjà trouvé ses meilleures inspirations; si son premier poëme et ses œuvres dramatiques révélaient une âme ardente et un talent très-souple, il y avait chez lui plus de facilité que de force; les paroles qui se gravent dans le souvenir du peuple n'étaient pas encore sorties de ses lèvres. Le recueil de ses *poésies lyriques*, publié en 1843, le plaça décidément parmi les maîtres. On n'y rencontrait assu-

rément, ni la forme savante de Vörösmarty, ni l'audace, l'impétuosité de ce Petoefi qui se révélait à l'instant même avec un éclat si imprévu; c'était une pensée simple, mais vigoureuse, une imagination sobre, mais marchant toujours droit au but qu'elle s'était proposé. Garay brillait surtout dans la ballade historique, il excellait à réveiller la tradition évanouie, à retrouver les drames inconnus, les tragédies oubliées, à les condenser en de petites scènes singulièrement expressives. Il frappait, l'excellent artiste, des médailles de bronze et d'or qui, passant de mains en mains, allaient du gentilhomme au fermier, du fermier au pâtre de la *Puszta*, et popularisaient dans la nation tout entière des souvenirs de gloire ou des pensées de vengeance.

Une de ces médailles porte l'effigie d'Almos, père d'Arpad. En feuilletant les récits du moyen âge, Jean Garay a rencontré plus d'une fois l'histoire de ce grand chef, par qui les Magyars furent amenés en Europe. Les trois chroniqueurs qui nous ont conservé tant de curieuses légendes sur l'histoire primitive des Hongrois, au onzième siècle le secrétaire du roi Béla, au douzième l'évêque Chartuicius, et Simon Kéra au treizième, parlent longuement du vieil Almos, qui vint réclamer sur les bords de la Theiss l'héritage d'Attila. On sent, en lisant les strophes de Garay, qu'il a consulté ces documents vénérables et qu'il en a deviné la mystérieuse poésie. Un souffle des âges antiques passe sur le visage du barde. Il voit revivre ses ancêtres, non pas tels qu'ils furent assurément, mais tels qu'une tradition séculaire les a transfigurés dans l'esprit chrétien et chevaleresque des Magyars. Un historien de nos jours, M. Amédée Thierry, a raconté,

avec la science la plus sûre, toutes les légendes groupées autour du nom d'Attila, toutes les transformations que la pensée populaire a fait subir à ce personnage terrible. Le roi des Huns, pour ses arrière-neveux, n'est plus le barbare qui épouvanta le monde : c'est un héros, c'est un envoyé de Dieu, le soldat de la Providence ; et lorsque, mille ans plus tard, Mathias Corvin appelle la chrétienté à une croisade contre les Turcs, il s'appelle fièrement le *nouvel Attila*. Cette tradition est fidèlement conservée dans les strophes de Garay ; M. Thierry aurait pu y voir la confirmation des faits dont il a si bien retrouvé l'enchaînement. Qu'ils sont nobles et grands, ces vieux Magyars du poëte ! Avec quel respect le souvenir d'Attila est invoqué par eux ! Quand ils arrivent du pays des Scythes sous la conduite d'Almos et que du haut des Carpathes ils aperçoivent ces riches plaines où régna leur grand aïeul, ces beaux fleuves, ces prairies, ces pierres précieuses, toute cette terre qui étincelle comme un diamant au soleil, on dirait le peuple de Dieu prêt à entrer dans le pays de Chanaan.

Garay a songé lui-même à cette comparaison : *le Moïse de la Hongrie,* tel est le titre de son poëme. Il y a une grandeur épique dans cette peinture. Au moment d'entrer avec son peuple dans les vallées de la Theiss, Almos sent que sa tâche est finie. C'est à son fils Arpad de terminer l'œuvre avec l'aide de Dieu et de son épée, c'est à des hommes jeunes et forts de fonder le royaume des Hongrois : laissez le vieillard retourner dans le pays où il est né, Almos ira mourir en Orient. « Sois noble, mon fils, dit le vieux chef à son héritier, sois grand, sois sage ! Le peuple est comme une cire molle dans la main de

celui qui le gouverne; malheur à l'homme qui, chargé de pétrir cette matière féconde, n'en fait qu'une vaine image pour son divertissement ! » Le poëte ne dit pas ce qu'Arpad a fait de son peuple ; mais quand on le voit descendre du haut des Carpathes sous la bénédiction d'Almos, on devine déjà les jours de gloire qui brilleront pour cette race de chevaliers. Pendant que les Magyars luttent dans la plaine, « le vieillard est debout sur la cime; les mains levées vers le ciel, il implore la bénédiction de Dieu pour son peuple. On voit flotter au vent sa longue chevelure blanche; ravi en extase, il rêve à la Hongrie de l'avenir. »

Ce ne sont pas seulement de consolantes images, ce sont aussi de tragiques aventures que Jean Garay emprunte aux vieilles histoires de la patrie. Le dernier chroniqueur du moyen âge, maître Jean Thwroczi, qui vivait sous Mathias Corvin, signale des chansons composées et chantées de son temps en l'honneur d'Étienne Konth, de la maison d'Hedervar [1]. Est-ce un de ces chants oubliés qui a inspiré le poëte du dix-neuvième siècle ? Le texte hongrois n'en dit rien, et le traducteur allemand, M. Kertbény, ne fournit aucun renseignement à

1. J'emprunte cette indication à M. Amédée Thierry. Mathias Corvin, malgré sa prédilection pour les études savantes, avait aussi un goût très-vif des vieilles poésies magyares. « Il ne se mettait jamais à table, dit M. Thierry, sans qu'il y eût dans la salle du repas des jongleurs armés de leur *kobza*. Un auteur contemporain de Mathias Corvin, maître Jean Thwroczi, nous parle des chansons composées et chantées de son temps en l'honneur d'Étienne Konth, de la maison d'Hedervar. » Amédée Thierry, *Histoire d'Attila et de ses successeurs jusqu'à l'établissement des Hongrois en Europe, suivie des légendes et traditions*. Paris, 1856 (Didier). Tome II, page 362.

cet égard. Le rapprochement n'en est pas moins curieux; que Jean Garay s'inspire des vieux poëmes ou des anciennes chroniques, il est toujours fidèle à sa pensée en faisant circuler dans les mains du peuple les héroïques figures de la noblesse magyare. Écoutez le chant intitulé *Konth d'Hedervar:* ces grandes scènes, que les rapsodes du quinzième siècle chantaient à la table du roi Mathias Corvin, forment aujourd'hui, grâce à Jean Garay, un des chants familiers au peuple. Il s'agit de Konth et de ses compagnons, défenseurs de la Hongrie contre les Turcs, défenseurs aussi des franchises nationales, et qui, condamnés à mort par le roi Sigismond, empereur d'Allemagne, vont le braver dans sa cour avant de mourir.

### KONTH D'HEDERVAR.

« Trente chevaliers marchent vers Bude; ils vont librement à la mort. Celui qui s'avance le premier devant les trente nobles compagnons, c'est Konth, le héros terrible.

« Les trente chevaliers, les trente héros, sont des cœurs dévoués à la patrie; ils ont été dénoncés comme rebelles par le traître Vaidafi.

« A Bude, devant le roi irrité, ils sont là debout, intrépides. Quelle force virile dans leurs bras d'acier! Dans leurs yeux, quelle noble colère!

« Assis sur son trône, le roi leur crie d'une voie hautaine et furieuse : — A genoux devant moi, à genoux à terre, insolents rebelles!

« Et un geste sauvage accompagne ces paroles. Les trente se regardent les uns les autres; à la tête de ses trente nobles compagnons était Konth, le héros terrible.

« — Non, sire roi ! s'écrie-t-il, et sa voix retentissait comme la foudre, et il secouait sa tête grise ; tel l'orage secoue les arbres de la forêt, tels retentissent ses rugissements dans les branches.

« Non, sire, ce ne sera point, par les cieux ! Toi seul es un rebelle ; tes actes seuls, comme une malédiction, ont chassé la paix de ce pays !

« Son sang, sa vie, ce peuple a tout sacrifié pour ton trône. Dieu sait pourquoi tu n'as jamais récompensé notre dévouement que par le dédain et la haine !

« L'indépendance de notre patrie, ces bras sauront nous la rendre ; sinon, nous tomberons en combattant, fidèlement unis au sein même de la mort !

« Devant toi, tyran, qui toujours nous as foulés aux pieds, qui jamais n'as respecté nos droits, tu ne verras se courber ni cette vaillante troupe, ni son chef, Konth d'Hedervar ! »

« C'est ainsi qu'il parle, audacieux, indigné ; dût sa tête tomber sous la hache, jamais il ne se prosternera comme un esclave, le hardi Konth au cœur de fer.

« Le roi répond, transporté de colère, et puissante est la colère d'un roi : — Toi qui insultes la majesté souveraine, ta mort sera terrible !

« Oui, terrible sera ta mort, toi qui oses, vil rebelle, jeter ici même un cri de révolte ! » Pendant qu'il parlait, un bourreau à la stature gigantesque se dressait derrière lui.

« Le peuple pâlit ; le héros demeure immobile, immobiles aussi sont les trente chevaliers, et les regards de Sigismond, examinant la foule, essayent de pénétrer ses pensées secrètes.

« — J'ai la vie et la mort dans mes mains. Entendez-vous, rebelles ? m'entendez-vous ? Celui qui s'agenouillera, la vie peut lui sourire encore ! » La troupe des chevaliers reste immobile.

« Les trente chevaliers, les trente héros, sont des cœurs dévoués à la patrie. Le héros, quand le devoir l'ordonne, sait sacrifier sa vie ; jamais, jamais il ne tremble.

« — Mourez donc tous ensemble ! s'écrie le roi ; vous appartenez au bourreau. Mourez tous, et périsse, s'il le faut, périsse avec vous un million d'hommes ! »

« Les trente chevaliers marchent à l'échafaud d'un pas résolu et fier. A force de frapper avec sa lourde hache, il est fatigué déjà, l'homme exercé au meurtre.

« Sur la lugubre place du supplice, pas un gémissement ne se fait entendre, pas une plainte ne retentit ; seulement des lèvres tremblantes du peuple s'échappe un soupir étouffé.

« Quel est celui-là qui des trente héros est resté le dernier ? Qui est-il, qui est-il, cet homme impatient de se dévouer comme ses compagnons, de partager cette glorieuse mort ?

« Tel le chêne gigantesque, ornement de l'épaisse forêt séculaire, élève sa tête sans crainte, car la hache elle-même, avec son tranchant qui étincelle, n'ose s'en approcher qu'en tremblant.

« Tel le héros, le grand chêne, attend avec majesté le coup qui va l'abattre. Son attitude est intrépide, il regarde le bourreau en face ; c'est lui, c'est Konth, le chevalier au cœur de fer !

« — Peuples, sachez-le, ce n'est pas un vil malfaiteur qui paraît devant vous sur cet échafaud, c'est un homme, un loyal soldat du droit qui va périr sous la main du bourreau !

« Un coquin renie Dieu pour sauver sa vie ignoble et servile. La mort affranchit le héros des chaînes honteuses, et lui donne une riche couronne de lauriers.

« Ma mort, comme celle de mes compagnons, est un sacrifice sanglant, source de bénédictions pour la patrie, pour Sigismond source de malédictions et de remords ! »

« Ainsi parle le héros, et le bourreau achève son œuvre. Le soleil s'assombrit, la nature se voile... Ainsi sont tombés les trente chevaliers et Konth, le héros au cœur de fer.

« Sur la lugubre place du supplice, pas un gémissement ne

se fait entendre, pas une plainte ne retentit; seulement des lèvres irritées du peuple s'échappe un murmure de révolte.

« — Écoute, roi Sigismond, roi despote! » et le tyran, tout pâle, a senti le froid de l'épouvante, « le jugement que tu as rendu est contraire au droit. Désormais te voilà prisonnier dans ton empire. »

Ces pages ont été écrites il y a une quinzaine d'années; elles retracent un événement qui a dû se passer au commencement du quinzième siècle : ne dirait-on pas cependant une allusion aux plus douloureux épisodes de l'histoire contemporaine? La réprobation unanime qu'a soulevée d'un bout de l'Europe à l'autre le supplice du comte Bathiany n'a-t-elle point un étroit rapport avec ces murmures des âmes révoltées? Telle est, hélas! la destinée de cette malheureuse Hongrie; en chantant les tragiques histoires du passé, les poëtes semblent raconter à la patrie ses infortunes récentes. Certes, la chanson du hardi Konth d'Hedervar devait faire tressaillir les Hongrois du quinzième siècle, et il y avait plaisir à l'entendre quand les jongleurs, en s'accompagnant de la *kobza*, l'entonnaient dans la salle des repas à la cour de Mathias Corvin. La Hongrie du roi Sigismond était réhabilitée alors par la Hongrie du roi Mathias, les prédictions du peuple s'étaient accomplies; l'empereur d'Allemagne ne dominait plus sur la terre d'Arpad, et les Magyars, redevenus libres, avaient un chef puissant, qui était entré vainqueur dans la capitale des Habsbourg. On aime à croire que ce chant épique de Konth et de ses trente compagnons fut chanté devant Mathias Corvin pendant qu'il régnait à Vienne dans le palais de Sigismond. Le

roi magyar devait sourire avec orgueil en comparant la Hongrie telle qu'il l'avait faite avec celle qu'avait illustrée si tragiquement le héros d'Hedervar.

Un autre chant très-célèbre de Jean Garay, un autre poëme qui arrache des larmes aux Hongrois, c'est *Hélène Zrinyi*. Parmi tant d'héroïques familles qui ont illustré l'aristocratie magyare, la famille des Zrinyi occupe certainement la première place. Les chroniqueurs affirment qu'elle se rattache au sang même du roi Arpad, et qu'elle joua toujours un noble rôle pendant les luttes du moyen âge. Au seizième siècle surtout, et dans la période qui vint après, ce tronc vénérable poussa tout à coup des rameaux d'une étonnante vigueur. Soldats ou généraux, poëtes ou négociateurs, champions de l'Europe chrétienne contre le fanatisme musulman ou défenseurs de l'indépendance hongroise contre la tyrannie autrichienne, les Zrinyi ont montré leur dévouement sur tous les champs de bataille. Et malgré tant de services rendus à toutes les nobles causes, malgré tant de bravoure et de talents supérieurs, l'histoire de cette vaillante race n'est qu'une longue suite de tragédies ; il semble qu'une impitoyable fatalité la poursuive, et l'on croit voir dans l'histoire d'une maison l'histoire de la Hongrie tout entière.

Au milieu du seizième siècle, l'homme qui avait porté si haut la puissance ottomane, le vainqueur de Mohács, le conquérant de Rhodes et de Belgrade, Soliman II, vint échouer et mourir devant un Zrinyi. C'était en 1566. Les généraux turcs venaient d'être battus en plusieurs rencontres par les Hongrois, et ils avaient été forcés de laisser entre leurs mains quelques-unes des villes que Soliman avait prises. Soliman irrité veut laver en personne

la honte de ses pachas, il rassemble une armée et va mettre le siége devant Sziget, place forte située au milieu des marais de l'Almos. La place était défendue par trois mille hommes à peine, mais ces trois mille hommes avaient pour chef Nicolas Zrinyi, comte de Serinvar. Attaqué par plus de vingt-cinq mille Turcs, le comte Zrinyi jure de ne livrer à l'ennemi que des ruines et des cadavres. Il commence par élever un gibet destiné au premier des siens qui abandonnera son poste ou qui parlera de se rendre. L'ardeur qui l'anime enflamme bientôt tous ses soldats, et chacun, sachant qu'il faut mourir, ne songe plus qu'à sauver la Hongrie, à retarder l'invasion du sultan, à lui tuer le plus de soldats possible, à frapper les autres d'étonnement et de terreur. Ce seront les Thermopyles des Magyars. La vieille ville, mal défendue par une faible muraille, est déjà entamée de tous côtés par l'artillerie ottomane. Tantôt s'élançant sur l'ennemi avec l'impétuosité de la foudre, tantôt combattant sur la brèche, les Hongrois tombent en détruisant des milliers d'hommes ; mais la lutte est trop inégale : Zrinyi se décide à abandonner la vieille ville, il en renverse les maisons et les murs, et s'enferme dans les fortifications de la ville neuve avec ses troupes décimées. Un second siége recommence, toujours meurtrier pour les Turcs. Des renforts leur arrivent : Ali-Pacha, avec trente mille janissaires, essaye de détourner le bras de la rivière qui protége la ville neuve ; Zrinyi se jette sur eux, les surprend, et, profitant du désordre, en fait un effroyable carnage. Cependant, les fossés sont comblés par les cadavres, et, après maint assaut de jour et de nuit, le nombre finit par l'emporter : Ali-Pacha, qui a pénétré dans la ville neuve, n'en sortira

plus, ni le pacha d'Égypte, ni d'autres chefs, ni des milliers de janissaires frappés de mort par les soldats de Zrinyi ; pourtant la ville est prise, et le comte, qui n'a plus que six cents hommes autour de lui, va soutenir un troisième siége dans la forteresse. Nouveaux combats, nouveaux carnages. Soliman, exaspéré, fait parvenir au comte d'effroyables menaces, et les menaces ayant fait rire Zrinyi, il espère le tenter par des offres magnifiques : « Tu seras roi, lui écrit-il, si tu me livres le fort ; je te donnerai la Croatie. » Le comte sourit ; puis, bourrant son mousquet avec la missive impériale, il le décharge sur les assiégeants. Devant cette ténacité indomptable, le vieux sultan perd la tête ; il assemble ses généraux et les accable d'insultes : « Lâches, si dans une heure Sziget n'est pas pris, je vous fais tous décapiter,... je comble le fossé de vos têtes,... je passe sur ce pont pour monter à la brèche. » A peine peut-il achever ces paroles, la rage le suffoque, il tombe à demi foudroyé, et meurt la nuit suivante.

En voyant le comte Zrinyi vivant encore dans sa forteresse et Soliman II, la terreur de l'Europe, étendu mort sous sa tente, l'armée ottomane aurait perdu courage. Le vizir se décide à cacher la mort du grand padischah : il fait trancher la tête à son médecin, aux officiers de sa chambre, pour s'assurer que le secret sera bien gardé ; puis il couvre le cadavre de ses plus splendides vêtements, le place sur son trône, le montre de loin à l'armée, et donne le signal d'un dernier assaut. L'assaut n'eut pas lieu ; le canon turc venait de mettre le feu aux poudres, et une partie de la forteresse, dévorée par l'incendie, s'écroulait sur ses héroïques champions. Le comte n'avait

plus que deux cent dix-sept hommes en état de se défendre; il fait ouvrir les portes, et, debout, l'épée à la main, il offre le combat aux assiégeants. Il ne demandait plus à la forteresse que de l'ensevelir sous ses ruines, mais il voulait mourir en soldat. Frappé au flanc, puis à la jambe, il combattait encore à genoux, quand un coup de feu à la tête l'étendit mort au milieu des siens. Tous périrent jusqu'au dernier.

Cet épisode seul suffit à montrer quels furent les glorieux débuts de ces Srinyi qui vont être si cruellement traités par la maison d'Autriche. Ce soldat de l'empereur et de la chrétienté tout entière, ce Léonidas hongrois, comme l'ont appelé les historiens du temps, aura pour descendants toute une lignée de martyrs, qui périront sur l'échafaud des Habsbourg ou deviendront fous dans les cachots; les plus heureux iront mourir en exil. Ainsi sera payée la dette contractée envers le noble comte. Et n'est-il pas lui-même la première victime de la politique de l'Autriche au seizième siècle? Quand Zrinyi fut abattu au seuil de la forteresse de Sziget, les Turcs, admirant son courage, lui firent des funérailles magnifiques, et le grand-vizir, envoyant la tête du héros à l'empereur Maximilien II, lui écrivait ces paroles : « Avez-vous bien pu, tenant cent mille hommes sous vos tentes, laisser périr sans secours un aussi brave capitaine? et faut-il que vos ennemis pleurent pour vous une telle perte? » Le reproche n'était que trop fondé; les historiens hongrois se demandent encore comment il se fait que le comte de Salm, campé non loin de Raab avec une armée de soixante mille hommes, n'ait pas envoyé une partie de ses forces au défenseur de Sziget. L'empereur Maximi-

lien II était alors à l'armée du comte de Salm; faut-il croire que Maximilien, jaloux de la gloire du général hongrois, inquiet peut-être du salaire qu'il demanderait, des réclamations qu'il oserait faire au nom de son pays, ne fut pas fâché de le voir écrasé par les Turcs?

Après Zrinyi, son petit-fils George Ier, ban de Croatie, joua un rôle dans la guerre de Trente ans. C'était un homme loyal, intègre, au franc parler; or, comme il avait maintes choses à blâmer dans la conduite de Wallenstein et de ses bandes, Wallenstein le fit empoisonner à Prague en 1626, au milieu d'un festin. Le fils de George, Nicolas Zrinyi, vainqueur des Turcs comme son grand-aïeul, fut victime comme lui des intrigues de la cour. Il était poëte en même temps que soldat, à la manière des anciens Hongrois. « Tout le monde, dit M. Amédée Thierry, était poëte chez les premiers Magyars... Non-seulement on était poëte et chantre des actions des autres, mais on se chantait fréquemment soi-même, on chantait ses aïeux, et chaque grande famille eut ses annales poétiques[1]. » Nicolas Zrinyi célébra la gloire de sa race dans un poëme en quinze chants intitulé *la Zrinyiade*. On a de lui d'autres chants encore, des idylles, des épigrammes, une brochure imprimée sous ce titre : *N'offense pas le Magyar* (*Ne bantsd a Magyart*). Ce vaillant homme était un des meilleurs poëtes de son temps, et ses œuvres intéressent encore les Hongrois de nos jours; il en a paru deux éditions à Pesth, l'une en 1817, l'autre en 1852. Ni la gloire militaire, ni la renommée poétique ne purent soustraire le comte Nicolas Zrinyi à la funeste destinée de ses aïeux.

1. Amédée Thierry, *Histoire d'Attila*. Tome II, page 362.

L'Autriche, qu'il avait illustrée et sauvée, ne fut pas plus reconnaissante envers lui qu'envers le héros de Sziget. Arraché au théâtre de sa gloire par les intrigues de Montecuculli, il se retira dans ses terres et mourut à la chasse. Fut-il assassiné? fut-il tué par un sanglier sauvage? Son histoire est fort mystérieuse; ce qui n'est que trop certain, c'est l'ingratitude de l'Autriche et la persistance du malheur chez cette vigoureuse race.

Le comte Nicolas était mort en 1664; sept ans après, le 30 avril 1671, son neveu, le comte Pierre, était décapité à Vienne pour avoir revendiqué les droits du peuple magyar. La fille du comte Pierre, Hélène Zrinyi, femme de François Rákóczi, et en secondes noces de l'audacieux Emmerick Tékéli[1], connut aussi, comme les héros de sa famille, les plus grandes gloires et les plus grandes douleurs. Tékéli, qui se battait pour l'indépendance de son pays, étant tombé aux mains des Autrichiens en 1685, Hélène s'enferma dans la forteresse de Munkacs avec son jeune enfant, s'y défendit trois années, puis, trahie par un de ses serviteurs, emprisonnée à Vienne, proscrite enfin et chassée d'Europe, elle alla mourir avec son mari dans les solitudes de l'Asie Mineure. L'année même où elle rendit à Dieu son âme intrépide, son frère, le comte Balthazar, devenu fou dans sa prison, s'éteignait misérablement à Gratz. Ainsi périrent le dernier et la dernière des Zrinyi!

Maintenant, qu'un poëte comme Jean Garay essaye de rassembler dans un dramatique tableau toutes ces gloires et toutes ces infortunes d'une même race, comment

1. Tékéli, en hongrois *Tököli*.

s'y prendra-t-il? Que faire pour être bref et complet? S'il veut rendre l'impression que produisent ces tragiques annales, il faut que tous les traits de ce long martyrologe soient concentrés sur un seul point, il faut que l'accumulation des faits dans un récit rapide remplace et représente à l'esprit du lecteur la succession continue des désastres. Garay invente une scène originale : la dernière des Zrinyi, la comtesse Hélène, habite la forteresse de Munkàcs, qu'elle défend contre l'armée autrichienne. Assise dans sa chambre, elle feuillette un grand livre, un de ces livres d'annales domestiques comme les nobles familles hongroises en possédaient jadis, soit en prose, soit en vers. Ce sont les annales des Zrinyi. Ah! que de pages lugubres! que de feuillets marqués de noir! Et pendant qu'elle consulte cette douloureuse et virile histoire du passé, l'histoire non moins triste du présent va terminer le sombre livre. Les pages noires s'ajoutent aux pages noires. Elle-même les tracera de sa main... Mais laissons parler le poëte :

ZRINYI ILONA.

« A Munkács, dans le château fort, est assise Zrinyi Ilona[1]. Au près, au loin, toute la contrée est enveloppée dans la pourpre du couchant. Le fauteuil où elle repose, dévorée d'inquiétude et de douleur, encadre sa blanche robe des reflets sombres du velours.

« Devant le fauteuil, une petite table se dresse sur un pied

1. *Ilona*, Hélène.

doré, et sur la table est ouvert un grand livre in-quarto. La noble dame venait d'en feuilleter les pages; son bras blanc comme neige repose encore sur le volume, mais bien loin, bien loin s'est envolé son esprit.

« Tout à coup elle relève son beau front entouré de boucles flottantes, et une larme a brillé dans ses yeux. Le soleil, avec toute sa splendeur, traverse souvent des nuages sombres et ne jette que des rayons brisés dans l'immensité de l'azur céleste.

« Inquiète, les yeux humides, le regard fixe, elle médite en silence, et les pleurs qu'elle dévorait finissent par rouler comme des perles sur ses joues... C'est que le livre dont elle parcourt les feuillets contient de grandes choses : elle lisait la chronique funéraire de la famille des Zrinyi.

« Elle lisait l'histoire de son aïeul, Miklos[1], qui défendit si héroïquement la forteresse de Sziget! Sziget! c'est là que notre patrie laissa périr le plus grand de ses héros, l'homme qui avait jeté vingt mille Turcs dans la tombe avant d'y descendre lui-même, couvert d'une gloire immortelle.

« Si glorieux qu'ait été son trépas, il est mort victime cependant, victime de la jalousie au cœur mesquin, victime de l'envie depuis si longtemps attachée à ses pas; c'est l'envie, c'est la jalousie haineuse de ses rivaux qui l'accabla enfin sous son poids infernal.

« Elle lisait ensuite l'histoire de son grand-père George, héritier de toutes les vertus de Miklos, héritier aussi des envieux, des ennemis, qui avaient causé sa perte. Sa renommée militaire, sa parole si franche et si hardie inspiraient partout la crainte dans le camp de Wallenstein.

« C'est pour cela que Wallenstein, à Prague, lui servit un brillant festin où les mets avaient été choisis,... choisis non pas en vue de la joie. Les Allemands trinquaient en chantant,

1. *Miklos*, Nicolas.

le vin du Rhin coulait à flots. Ce fut le dernier repas auquel assista George Zrinyi.

« Elle lisait encore la vie de son cousin, du second Miklos, la glorieuse carrière du grand héros, du grand poëte, qui, vainqueur au conseil par sa prudence, vainqueur dans la bataille par son épée, fut vainqueur aussi dans deux pays par la puissance du chant.

« Et cet homme que des rois et le pape lui-même tenaient en grande estime, un Montecuculli l'enveloppa dans un réseau d'intrigues ! Est-ce un sanglier qui l'a tué ? est-ce l'envie perfide et lâche qui a creusé sa tombe ? on l'ignore ;... mais son sang innocent crie encore vers le ciel.

« Elle lisait encore, — et son sang se glaçait dans ses veines, — elle lisait l'histoire de Pierre Zrinyi, son père ;... elle le voyait lever l'étendard de l'insurrection, et, condamné à Vienne par la haute cour, tomber sous la main du bourreau.

« Avec Pierre, elle voyait tomber sur le même échafaud son oncle maternel, le hardi Franjepan ; elle pleurait des larmes amères et maudissait le jour effroyable qui d'un seul coup avait fait subir à sa maison de si profondes atteintes.

« Puis elle lisait l'histoire de Rákóczy, son premier époux, et, feuilletant le livre de son âme dans l'amertume de ses souvenirs, elle y trouvait des rêves d'espérance, des songes de grandeur et de gloire ; elle revoyait en imagination le port où tendaient ses désirs... Le port ! ce devait être un tombeau.

« Ce cortége lugubre ne finira-t-il pas ? Sombre livre, qui caches tant de funèbres images, es-tu donc un cercueil ? Le cortége n'est pas fini, la race des Zrinyi n'est pas encore éteinte, le livre aux clous pesants réclame toute sa proie.

« La noble dame de Munkács poursuivit sa lecture, et elle y vit à chaque ligne sa maison plus près de sa perte ; elle y vit le portrait effroyablement fidèle de son second mari, pareil à une mer tumultueuse que fouette le vent d'orage.

« Elle vit Tékéli déjà repoussé par le bonheur. Les hommes,

la fortune, tout le trahissait; la main puissante de Vienne l'avait enfermé dans les chaînes de la Turquie, et ici, à Munkács, ecoutez !... C'est l'artillerie de Karaffa qui attaque la forteresse.

« Mais les murailles invincibles sont toujours debout; Ilona aussi est toujours là, pleine de force et d'espérance... Les balles des assiégeants commencent à pénétrer dans le *burg;* en voilà une qui s'est arrêtée dans le velours du fauteuil.

« — O Dieu ! s'écrie la châtelaine, ma race n'a-t-elle pas assez souffert ? Quand détourneras-tu ton bras vengeur ? » Et elle demeure là, immobile, désespérée, la noble dame si belle, semblable au noble cèdre courbé par la tempête.

« — J'ai laissé le livre ouvert. Eh bien ! la plume à la main, que faut-il que j'y écrive ? Seront-ce des jours de lumière ou de ténèbres ? Voyons, qu'ordonne le destin ? » Et, la plume dans sa belle main blanche, elle attend, immobile, les ordres que le destin va dicter.

« Tout à coup la porte s'ouvre ; un messager arrive de Vienne, apportant à Ilona des nouvelles de Boldizsár, son frère : « — Je viens te parler de ton frère, ô noble dame ! Es-tu assez forte pour m'entendre ? — Parle, dit la châtelaine ; je sais qu'il est en prison, innocent et condamné.

« — Il n'est plus en prison ! dit le messager d'une voix sombre. Après bien des années, enfin la vérité s'est fait jour ; mais, hélas ! qu'importe la liberté à l'homme qui a vieilli avant l'âge ? Son âme, frappée de folie, est toujours enfermée dans le noir cachot.

« — Que Dieu me soit en aide ! » s'écrie la noble dame, et elle retombe sur son siége, comme le rocher qui s'affaisse quand la terre tremble et s'entr'ouvre. — « Le dernier des Zrinyi ! ajoute-t-elle avec un soupir sorti du fond de son âme. O mon Dieu ! as-tu encore en tes mains quelque autre couronne d'épines ? »

« Le messager s'est retiré ; derrière lui, pâle de terreur, pâle et blanc comme la muraille, arrive le gardien du *burg*.

« — Sauve-toi, sauve tout ce qui t'est cher. Point de retard, le péril est grand ; Absalon, ton scribe aux cheveux roux, nous a trahis.

« Pendant trois longues années, tu t'es défendue en héroïne; ta dernière forteresse, Munkács, est aux mains de l'empereur. La prison t'attend, toi et ton fils, aux bords de la Wien... » Il parlait encore, lorsque tout à coup Karaffa est devant eux.

« — Karaffa dans cette salle ! Ah ! le ciel me châtie cruellement ! » s'écrie la châtelaine abattue ; mais bientôt elle retrouve son viril courage. « Eh bien ! soit, général, accepte le plus grand sacrifice que je puisse faire; porte mon hommage à Vienne, puisqu'il le faut.

« Moi et mon peuple, à partir de ce jour, nous vous rendrons loyalement hommage. Mon fils sera le garant de ma parole, je ne puis donner davantage. Il faut une nécessité bien cruelle pour qu'une mère se laisse arracher son enfant; mais aussi, en échange, vous ouvrirez à mon mari les portes de sa prison. »

« Elle dit, et elle presse son fils entre ses bras, et longuement, longuement, en versant des flots de larmes, elle lui baise le front, elle lui baise le visage. « — Prends-le dit-elle; mais, sache-le bien, général, j'ai beau me contraindre, il saigne, ce cœur maternel à qui tu arraches son enfant. »

« Et le livre aux clous d'airain va se remplir de nouvelles infortunes. Ah ! la plume qui transcrira ces terribles images ne saignera-t-elle point? La feuille ne saigne pas, la plume ne saigne pas, mais du cœur blessé de la mère le sang coule à longs flots.

« Pour la troisième fois, la porte s'ouvre... La noble dame pâlit. C'est Tékéli qui paraît ! Un subit espoir la saisit : — « Ah ! les Viennois tiennent leur parole ! Tu es ici, tu es libre ! » Et elle se jette avec des cris de joie dans les bras de son mari.

« — Libre ! c'est comme on veut l'entendre, libre de la façon de l'oiseau que le premier venu, le premier coquin peut abattre d'un coup de feu ! répond l'époux d'une voix sombre et les yeux

égarés... Ilona, nous sommes des condamnés en fuite, des condamnés à mort.

« — Ainsi, tout est perdu ! » s'écrie en pleurant la noble femme, et elle reste là, anéantie, pétrifiée comme une statue, comme le monument funéraire, le monument majestueux et tragique de sa propre race. Son nom remplit maintenant la dernière page du livre.

« Ils montèrent sur un navire; le navire s'ent'rouvrit; le gouvernail, pendant la tempête, se brisa sur un récif, les voiles et les cordages furent déchirés par le vent : eux seuls furent sauvés par la foi virile qui soutenait leur âme.

« Il y a longtemps que l'herbe pousse sur la tombe d'Ilona et de son époux, il y a longtemps que leur poussière repose en sûreté dans la terre d'Asie ; mais le livre aux clous d'airain nous est resté, à nous leurs descendants : ouvrons-le, comme il convient, avec un respect religieux. »

N'est-ce pas là une petite épopée? Quelle peinture de tout un peuple dans ce cadre si étroit et si simple! Une chambre, une femme, un livre, il n'en faut pas davantage au poëte pour dérouler à nos yeux des siècles d'héroïsme. La sombre histoire commencée deux cents ans plus tôt vient se terminer ici sous les voûtes de cette salle, auprès de ce livre mouillé de larmes généreuses. Et ce n'est pas seulement dans ce livre d'annales que les héros d'autrefois nous apparaissent, je les vois tous vivants dans la dernière des Zrinyi. Qu'elle est belle, la fière Ilona, quand elle écrit elle-même le récit de ses désastres sur le livre funeste! Comme elle brave la fortune! Comme elle redresse son front! C'est pourtant une femme, une âme gracieuse et douce; elle pleure, elle a des moments d'épouvante, son cœur maternel est déchiré. On recon-

naît la petite fille du vieux comte, qui, frappé à mort, combattait encore à genoux. Oui, tous les Zrinyi sont là, tous l'entourent et lui font cortége lorsqu'elle prend la route de l'exil, laissant le livre de ses douleurs aux mains du poëte fidèle.

Ce poëte, qui avait commencé de recueillir pieusement les légendes hongroises, n'a pas eu le loisir de terminer sa tâche. Que de pages il eût détachées encore des tragiques annales de son peuple! Les Rákóczi, les Vésélenyi, les Báthori, auraient pris place dans son tableau à côté du héros de Sziget; il eût expliqué les pages inconnues de l'histoire, et de grandes figures resteraient gravées à jamais dans l'imagination de la foule. Les derniers écrits de Garay attestent manifestement l'intention de suivre cette voie; en 1847, il avait publié une légende, *Sophie Bosnyak*, qui obtint le prix de poésie, et un cycle de ballades historiques intitulé *les Arpad*. L'année suivante, il donna une narration poétique sur un nouvel épisode des annales des Zrinyi, *la femme de Christophe Franjepan;* enfin, prenant un essor plus hardi, il avait essayé d'écrire tout un poëme sur un des souverains les plus vénérés de la Hongrie du moyen âge : ce poëme, *Saint Ladislas,* la plus vaste composition de Jean Garay, parut à Erlau en 1850; trois ans plus tard, une seconde édition était publiée à Pesth.

La vocation véritable de Garay, tous les critiques hongrois sont unanimes sur ce point, était surtout la ballade historique, ou plutôt ce que nous n'avons pas craint d'appeler la petite épopée, c'est-à-dire le récit plein et rapide qui concentre aux yeux de la foule les traits les plus importants du passé. Ces tentatives diverses lui avaient

révélé à lui-même la direction qu'il devait suivre; il allait marcher désormais à son but avec une volonté plus ferme, une connaissance plus approfondie de l'art; il voulait être, disait-il, le rapsode de l'histoire nationale. Une destinée cruelle ne lui a pas permis de réaliser toute sa pensée. Garay était pauvre, et il travaillait pour nourrir ses enfants. Représentez-vous ce qu'il eût pu faire, s'il n'eût pas été perpétuellement troublé dans ses rêves d'artiste par les plus dures nécessités de la vie! L'auteur de *Konth d'Hedervar* et de *Zrinyi Ilona*, à peine âgé de quarante et un ans, est mort le 5 novembre 1853, victime de la misère. Il ne laissait pas même de quoi payer sa sépulture, et il fallut faire une collecte pour lui donner une tombe.

Comment la société hongroise a-t-elle pu laisser disparaître ainsi l'artiste scrupuleux et modeste qui lui consacrait son talent? Devrons-nous répéter les accusations que M. Kertbény ne craint pas de lancer contre la noblesse de son pays? « Il y a chez nous, dit-il, deux aristocraties : l'aristocratie d'argent, composée de marchands allemands, grecs et juifs, par conséquent fort indifférente à notre littérature nationale, et l'aristocratie de naissance, la noblesse de race, qui n'a aucune idée de la dignité de l'écrivain, bien que plus d'un poëte aimé, plus d'un conteur célèbre, soit sorti de ses rangs dans cette dernière période. Pour cette noblesse hautaine, l'écrivain est quelque chose comme le coiffeur, le cuisinier ou le maître de danse; c'est un des serviteurs du luxe public. Nos *dandies* évitent toute relation sociale avec les hommes qui pensent; leur bonheur suprême est de vivre dans la société des palefreniers, des jockeys, des

danseuses d'opéra, ou bien encore de misérables pique-assiettes qui se soumettent très-humblement aux plus triviales facéties pour faire accepter leur présence... C'est une chose caractéristique, ajoute l'écrivain, qu'on trouve encore un de ces pauvres diables dans presque toutes les grandes maisons hongroises, espèce de fous de cour, logés, nourris, habillés par le châtelain, à la condition de faire rire les hôtes et de subir à toute heure les mystifications de chacun. »

Cette invective du critique hongrois ne me paraît point équitable : dans tous les pays du monde, il y a de ces *dandies* et de ces hobereaux. M. Kertbény oublie d'ailleurs que l'aristocratie magyare a gardé à travers ces goûts frivoles de plus nobles instincts. Sans remonter jusqu'à Nicolas Zrinyi, ne suffit-il pas de rappeler la part que tant de magnats ont prise et prennent encore à la résurrection de la littérature nationale? C'est un gentilhomme hongrois, Alexandre de Kisfaludy, qui le premier a remis en honneur la langue et la poésie des ancêtres. Toutes les sociétés, toutes les académies qui entretiennent l'ardeur des intelligences, celles qui ont couronné Vörösmarty, qui ont encouragé Petoefi, qui ont admis Jean Garay dans leur sein, par qui ont-elles été instituées? par qui sont-elles soutenues? Par les plus grands noms de la noblesse hongroise. Dans le pays des Kisfaludy, des Téléki, des Széchenyi, on ne peut reprocher aux classes supérieures d'être hostiles ou indifférentes aux travaux de la pensée. Ceux à qui s'adressent les reproches de M. Kertbény sont des Hongrois-Allemands, des Magyars-Autrichiens, et l'on peut juger par cet exemple de l'influence que la cour de Vienne exerçait

ja lis sur les magnats, quand ils oubliaient les traditions de leur pays.

Non, la misère et la mort de Jean Garay ne sauraient être imputées sans injustice à la société hongroise. Dès que ce malheur fut connu, une vive émotion saisit tous les cœurs d'élite : des souscriptions furent ouvertes; d'un bout du pays à l'autre, même dans les plus petites villes (et ce fait prouve assez combien le nom de Jean Garay était vraiment populaire), on organisa des concerts, des représentations théâtrales, des quêtes à domicile pour procurer des secours à la femme et aux enfants du poëte. On ramassa ainsi une somme qui dépassa 30,000 francs. La somme n'est rien, c'est l'élan des âmes qu'il faut considérer; le denier du pauvre et l'offrande du riche s'étaient fraternellement unis. La Hongrie entière (je ne parle pas des marchands grecs et juifs) acquittait sa dette de reconnaissance envers l'auteur des petites épopées nationales.

Acquittons aussi la dette de la critique, et rendons à Jean Garay le rang qui lui appartient. Plusieurs écrivains hongrois, essayant d'assigner des places aux poëtes modernes de leur pays, ont fait tort, ce nous semble, au consciencieux artiste que nous venons d'apprécier. Trois maîtres, à leur avis, dominent tous les autres chanteurs : ce sont Vörösmarty, Petoefi et M. Jean Arany; Jean Garay appartiendrait aux groupes des poëtes de second ordre, avec M. Lisznyai, M. Tompa, M. Sasz, M. Bérecs, et toute une volée de rimeurs dont je dirai un mot en finissant. Or ce sont des raisons de style, moins que cela, des considérations de pure grammaire, qui ont décidé cette distribution des places. M. Arany,

comme Vörösmarty et Petoefi, écrit dans un hongrois très-pur, sans mélange de formes et d'expressions étrangères, tandis que Jean Garay, esprit cultivé, artiste chercheur, fait souvent des emprunts aux poésies des autres peuples de l'Europe. Rien de plus juste que les scrupules et les exigences de la critique en tout ce qui concerne l'idiome natal; s'il y a, comme on l'affirme, deux groupes d'écrivains en Hongrie, les écrivains *cosmopolites* (on leur a donné ce nom), qui abusent des importations étrangères, et les écrivains nationaux, religieusement fidèles à l'esprit et aux règles de leur langue, ce sont ces derniers sans nul doute qu'on doit encourager. Il faut prendre garde pourtant de méconnaître la valeur de l'inspiration poétique. Si Jean Garay offre un style mélangé, ne peut-on signaler ce défaut sans oublier l'élévation de sa pensée, la force et l'originalité de ses peintures? Pour nous qui sommes naturellement plus frappé de l'idée que des tours de force du style, à coup sûr, nous placerons Jean Garay au-dessous de Vörösmarty et de Petoefi : il n'a pas la fécondité, la science magistrale du premier, il n'a pas du second la verve impétueuse et la passion brûlante; mais nous estimons qu'on doit le mettre fort au-dessus de M. Jean Arany.

M. Jean Arany est né en 1817 à Nagy-Szalonta, dans le comitat de Bihar. Fils d'un paysan calviniste, il reçut une éducation complète, car ses parents avaient remarqué ses dispositions pour l'étude, et leur ambition était d'en faire un pasteur. Après avoir commencé ses classes dans sa ville natale, il entra au collége de Debreczin et se plaça au premier rang parmi ses condisciples. Il s'ennuya bientôt de la vie monotone du collége ; ce besoin

d'action et d'aventures qui tourmente la jeunesse hongroise l'entraîna, comme Petoefi, à d'étranges équipées. Il rêvait une libre vie, toute consacrée à la poésie et aux arts; une troupe de comédiens étant venue donner des représentations à Debreczin, ce fut un événement dans la ville, et le jeune Arany crut toucher le but de ses rêves. Il avait dix-neuf ans, son parti fut bientôt pris; le voilà enrôlé dans la troupe, il s'apprête à paraître sur la scène. Malheureusement cette société de comédiens, l'une des meilleures qu'il y eût en Hongrie, ne tarda point à se désorganiser, et le jeune Arany, s'obstinant dans ses désirs, fut réduit à prendre un emploi chez ces bandes nomades qui transportent leurs tréteaux de village en village.

On comprend qu'une telle existence fit succéder à ses illusions le plus cruel désenchantement. Dire les privations, les dégoûts qu'il eut à endurer serait chose impossible. Un jour que dans un lieu sauvage il errait seul et désolé au milieu des rochers et des bruyères, il crut entendre une voix intérieure qui lui annonçait la mort de sa mère et lui ordonnait de retourner au village. Il part, traverse la Hongrie, et arrive à Szalonta exténué de faim et de fatigue. Sa mère vivait encore, mais elle mourut peu de temps après. Le jeune vagabond, avec son imagination inquiète, vit dans ce malheur une punition de la Providence; c'était le châtiment que Dieu lui infligeait pour avoir quitté le toit paternel et couru de folles aventures. Il jura dès lors de renoncer pour toujours aux rêveries décevantes. Son père était âgé, infirme, presque aveugle; il résolut de se vouer à lui sans réserve. Adieu les espérances de gloire! adieu l'art, la poésie, le

théâtre, tout ce qui avait enivré sa jeunesse! Adieu même la pratique silencieuse des lettres! Il redoutait comme une amorce perfide les douces jouissances de l'esprit, il craignait d'être encore entraîné loin du cercle où s'enfermait sa volonté. Pendant trois ans, il enseigna la grammaire latine dans l'école protestante de Nagy-Szalonta. Nommé en 1840 second secrétaire du comitat, il se maria peu de temps après, et, occupé tout le jour des devoirs de sa charge, attaché à son foyer par les liens les plus doux, il se croyait pour toujours à l'abri des tentations qui l'avaient égaré autrefois. La maladie, — c'est ainsi qu'il appelait ses ambitions poétiques, — la maladie était vaincue et radicalement extirpée.

Il se trompait : chez celui qui est né poëte, la maladie est incurable. La tentation si consciencieusement éloignée reparut bientôt sous les traits d'un ami de collége, M. Stéphan Szélagyi, qui travaillait alors à un grand ouvrage philologique pour l'Académie hongroise. En écoutant les confidences enthousiastes de M. Szélagyi, comment le jeune poëte n'aurait-il pas senti se réveiller l'enthousiasme de ses premiers désirs? C'est en 1842 que M. Jean Arany avait donné l'hospitalité à son savant condisciple; cinq ans après, la *Société Kisfaludy* décernait un prix extraordinaire à la plus importante de ses compositions poétiques.

Ce poëme, intitulé *Toldi*, est le remaniement très-habile, très-ingénieux d'un vieux récit populaire versifié au seizième siècle par un certain Pierre Illosvai. Le sujet ne manquait pas d'à-propos à la date où il fut composé; je ne sais s'il méritait bien d'être repris par un poëte

de nos jours. Le *Toldi* du seizième siècle est une personnification du peuple hongrois; c'est le Jacques Bonhomme des bords du Danube. Vigoureux, énorme, intrépide, d'une simplicité extrême, d'une patience angélique, ce bon géant est longtemps victime de l'injustice avant de faire connaître ce qu'il vaut et d'établir son droit par la puissance de son bras. Le frère aîné de Toldi, qui s'est poussé par l'intrigue à la cour de l'empereur, méprise fort le fils de sa mère, demeuré simple paysan; il le malmène, l'accable de dédains, lui extorque sa fortune, et l'oblige à fuir du logis paternel. Toldi vit longtemps caché dans les bois. A la fin, cependant, c'est lui qui sauve la Hongrie d'un ennemi féroce et redouté. M. Arany a jeté sur cette légende tout l'éclat de sa poésie. Tantôt familière et naïve comme les vieux poëmes, tantôt mâle et hardie, sa langue a mille ressources; est-il bien sûr seulement d'avoir compris le sens exact du récit qu'il s'est proposé de rajeunir? Ces deux frères du seizième siècle, c'est la noblesse et le peuple, la noblesse magyare et le peuple des campagnes. Pierre Illosvai voulait dire aux hommes de son temps : « Fiers magnats, fils d'Arpad, maîtres des droits iniques et des priviléges barbares, ce peuple que vous dépouillez, que vous foulez aux pieds, c'est lui qui en mainte occasion a sauvé la patrie. » Je comprends ces symboles dans le récit du vieil auteur; publié aujourd'hui, le poëme de *Toldi* n'a plus de sens. Avant les guerres de 1848, dans la mémorable diète de 1847, la noblesse magyare a détruit les lois du moyen âge; elle a renoncé elle-même à ses priviléges, elle a fait volontairement ce que la noblesse russe ne fait aujourd'hui que contrainte et forcée : elle a voté

l'affranchissement de la terre et de l'homme qui la cultive; elle a réuni dans le droit commun tous les enfants de la même patrie pour les préparer à réclamer tous ensemble et à exercer pacifiquement un droit plus élevé encore, le droit de l'indépendance nationale. Voilà pourquoi le sujet de ce poëme me semble mal choisi, et pourquoi Jean Garay, si attentif à la signification qu'il attache à ses œuvres, est supérieur, selon nous, à M. Jean Arany.

Il ne faut pas ménager les avertissements à la littérature d'un peuple qui a de si sérieux devoirs à remplir. Un des plus grands dangers auxquels est exposée la Hongrie, ce sont les rivalités des races qui peuplent son territoire. A côté des Hongrois, il y a des Saxons, des Slaves, des Roumains, établis sur le même sol et longtemps soumis, quoique résistant toujours, à la domination des successeurs d'Arpad. Si l'Autriche, en 1848, n'avait pas profité de ces divisions séculaires, la Hongrie eût-elle succombé dans la lutte? Ces divisions sont effacées; les Magyars ont reconnu tous les droits; Slaves, Saxons, Valaques, se sentent aujourd'hui les fils d'une patrie commune, et ils réclament d'une même voix les droits de la terre où ils sont nés. Ayez soin cependant que ces antiques haines n'éclatent pas de nouveau, veillez sur vos paroles, écartez les souvenirs funestes : voilà ce que je dirais aux Hongrois, et c'est précisément ce que leur répétait hier un homme qui les connaît et qui les aime, l'historien des Roumains, M. Edgar Quinet. Dans les idéales rêveries de *Merlin l'Enchanteur*, à la fin des visions, au moment où tous les peuples de la terre s'élancent à une vie nouvelle, le poëte les salue et leur donne des conseils : « Est-ce toi, s'écrie-t-il, est-ce

toi qui devances les autres, ô Hongrie, dont les chevaux effarés respirent encore la mort? Prends pitié de ceux que tu as foulés trop longtemps, et vois comme ils sont prêts encore à te haïr. Ne les fais pas repentir d'avoir pleuré sur toi. » Que la Hongrie se souvienne de ces paroles, que les poëtes effacent de leurs souvenirs et de leurs écrits tout ce qui pourrait rallumer les vieilles colères. Aux derniers chants du poëme de *Toldi*, l'ennemi féroce qui jette l'épouvante chez les Hongrois et que le géant rustique pourfend de sa grande épée, cet ennemi est un Slave, un Tchèque, un Bohême, c'est-à-dire le représentant d'une de ces races que la Hongrie opprimait autrefois, et qui sont appelées aujourd'hui à faire alliance avec elle. Pouvait-on rencontrer une inspiration plus malheureuse? L'autre poëme de Jean Arany, *la Prise de la forteresse de Murany*, est un récit élégant, brillant, romanesque, mais frivole et sans saveur. Maria Szecsi, veuve du prince Étienne Betlén, réside en sa forteresse de Murany. La scène se passe vers la fin de la guerre de Trente ans. La France, qui suscite de nouveaux ennemis à l'Autriche, pousse à la guerre les protestants hongrois, et leur chef, George Ier de Rákóczy, prince de Transylvanie, vient de rassembler une armée de soixante mille hommes : grave péril pour la maison de Habsbourg, au lendemain de la bataille de Rocroy, quand il faut lutter contre Turenne et Condé! Or la forteresse de Murany est sur la route de l'armée hongroise; quel parti va prendre Maria Szecsi? Sera-t-elle pour le prince de Transylvanie ou pour l'empereur Ferdinand III? Essayera-t-elle d'arrêter les Hongrois, ou veut-elle leur livrer passage? Maria Szecsi s'est déclarée contre Ferdi-

nand, et déjà les Impériaux mettent le siége devant Murany. Ce siége peut être long : solidement assise sur des rochers à pic, bien pourvue d'hommes et de munitions, la forteresse semble imprenable. Le chef des Impériaux, Vésélényi, voit bien que tous ses efforts seraient impuissants, et il n'y a point de temps à perdre si l'on veut couper la route à l'armée de Rákóczy. Aussitôt, en stratégiste habile, il porte la lutte sur un autre terrain. Maria Szecsi est belle, brillante et un peu ennuyée de son veuvage; lui aussi, il est aimable, séduisant : il n'y a pas de gentilhomme plus accompli à la cour de l'empereur. Le jeune général demande une entrevue à la châtelaine de Murany, et le résultat de l'entrevue, on le devine, ce sont les fiançailles de Vésélényi avec la belle Maria. La dot de la mariée sera la ville elle-même avec les rochers, les soldats et les canons qui la défendent... A parler net, c'est une trahison. Les officiers hongrois qui se battent pour la châtelaine et surtout pour leur pays; son beau-frère, qui a le commandement de la place; tant de braves gens qui sont heureux de venir en aide au vaillant Rákóczy, que vont-ils dire? Pour livrer la ville, il faut qu'ils y consentent. Maria les invite à un festin, et tandis que les convives chantent et s'enivrent, l'ennemi escalade les murailles.

Est-ce là une belle histoire à rappeler aux Magyars? Je sais bien que vingt ans après Vésélényi devint à son tour le chef d'une insurrection nationale contre l'Autriche, que Maria Szecsi expia sa trahison par les douleurs de sa captivité et le courage de sa mort. M. Arany ne voit rien à condamner dans la trahison de Maria; ce qui le charme, ce qui excite sa verve, c'est ce roman im-

provisé en pleine guerre, cette histoire d'amour au milieu de la canonnade. Quelles que soient les franchises de l'art, il faut qu'un poëte hongrois soit bien désintéressé pour traiter cavalièrement un tel sujet, et ce désintéressement convient peu aux poëtes qui s'adressent à la Hongrie moderne. Petoefi, je ne l'ignore pas, a célébré la même aventure; mais il l'a fait dans un récit rapide, dans quelques strophes lestement enlevées : pure fantaisie d'artiste, on le voit bien, qui ne tire pas à conséquence. Chez M. Arany, c'est tout un poëme. L'auteur de *Toldi* est digne d'entendre les avertissements et les conseils. Il est jeune encore, il a des qualités rares, une imagination souple, un vif sentiment du style; quand il se préoccupera davantage des nécessités du temps où il vit, il justifiera complétement les éloges qui ont accueilli ses débuts.

J'oserai tenir le même langage à M. Koloman Lisznyai, chanteur facile et brillant qui ne paraît pas se faire une idée assez haute des devoirs de la poésie. M. Lisznyai a mené cependant une vie assez active pour connaître exactement son époque, il a été mêlé à d'assez grands événements pour apprécier l'efficacité d'une parole virile. Agé de vingt-cinq ans en 1848, il fut au nombre des dix députés que la ville de Pesth envoya à la diète de Transylvanie pour y représenter l'union des deux contrées. Quelques mois après, il s'engageait comme simple hussard, en même temps que son ami Petoefi. Il combattit sous Bem et sous Gorgey, assista aux batailles de Kalpolna, de Keszthély, et fut nommé par le gouvernement « historiographe de l'armée nationale. » Ces souvenirs n'auraient-ils pas dû inspirer à

M. Lisznyai des accents plus élevés? Il a écrit des chansons printanières, il a composé des pièces naïves dans le dialecte des Palocz[1], il a dessiné maints tableaux de la vie des champs et des villages; on voudrait que ce talent facile se consacrât à des pensées plus fortes. Un sentiment énergique, une conviction soutenue manquent à ces pages mélodieuses. Rien qui rappelle l'époque où ces vers ont été écrits, rien qui atteste la douleur et les espérances d'une nation; on croirait qu'un printemps éternel fait germer les gazons de la lande, et que les poëtes n'ont qu'à chanter pour bercer des tribus heureuses. Ce n'est pas ainsi que le pauvre Garay avait compris sa tâche.

Le prodigieux accroissement qu'a pris la littérature poétique des Hongrois rend ces avertissements plus nécessaires que jamais. Les faiseurs de vers, ces chansonniers du printemps et de la lune si vigoureusement bafoués par Petoefi, se comptent aujourd'hui par centaines. M. Kertbény a publié une anthologie intitulée : *Album de cent poëtes hongrois*, et il est encore plus de cent vingt chanteurs qui n'ont pu trouver place dans ce recueil. Il y a parmi eux des hommes de tout rang et de toute classe : seize prêtres catholiques, quatre pasteurs protestants, sept hommes d'État, dix magnats, onze officiers, sept avocats, trois médecins, quinze employés de l'administration, deux bibliothécaires, vingt-neuf professeurs, vingt et un journalistes. M. Kertbény étale ce relevé avec une sorte d'orgueil patriotique. Hélas! nous sommes bien loin de partager sa joie : cette fécondité banale nous semble un inquiétant symptôme.

1. Une peuplade hongroise du comitat de Néograd.

En France, au seizième siècle, quand parurent les poëtes de la Pléiade (ce rapprochement n'est peut-être pas hors de propos, puisque notre Ronsard, d'après une opinion assez répandue, était d'origine hongroise[1]),

1. Est-ce bien la Hongrie, pour le dire en passant, qui aurait le droit de revendiquer les ancêtres de Ronsard? Les Roumains aussi réclament ce fils du marquis de Ronsard, qui vint chercher aventure en France au quatorzième siècle, et ils invoquent certains vers du poëte qui laissent tout au moins la question indécise :

Or, quant à mon ancestre, il a tiré sa race
D'où le glacé Danube est voisin de la Trace.
Plus bas que la Hongrie, en une froide part,
Est un seigneur nommé le marquis de Ronsart,
Riche d'or et de gens, de villes et de terre.
Un de ses fils puisnés, ardant de voir la guerre,
Un camp d'autres puisnés assembla hasardeux,
Et quittant son pays, fait capitaine d'eux,
Traversa la Hongrie et la basse Allemagne,
Traversa la Bourgogne et toute la Champagne,
Et soudard vint servir Philippe de Valois,
Qui pour lors avait guerre encontre les Anglois.
Il s'employa si bien au service de France,
Que le roi lui donna des biens à suffisance
Sur les rives du Loir ; puis du tout oubliant
Frères, père et pays, français se mariant,
Engendra les aïeux dont est sorti le père
Par qui premier je vis cette belle lumière.

*Plus bas que la Hongrie*, dans un pays *où le glacé Danube est voisin de la Thrace*, voilà une désignation un peu vague; ce peut être la Transylvanie, ce peut être aussi la Moldavie. D'autre part, on nous apprend aujourd'hui que cet ancêtre du poëte s'appelait Marucini ou Mărăcina, et qu'il prenait le titre de *Ban*, comme son père; dans la traduction française de ce nom et de ce titre, *Ban* serait devenu *marquis*, et *Mărăcină*, qui signifie *ronces*, *roncière*, serait devenu *Ronsart*. (Voyez *Chants populaires de la Roumanie* recueillis par Alexandri. Paris, 1855.) C'est M. Ubicini qui nous fournit ces curieux détails dans l'introduction qu'il a placée en tête de ce recueil, et M. Prosper Blanchemain n'a eu garde de les oublier dans sa savante édition du poëte.

on vit pulluler autour d'eux le troupeau des imitateurs, et le bon Étienne Pasquier, si peu sévère pourtant en fait de poésie, écrivait cette curieuse page : « En bonne foi, on ne vit jamais une telle foison de poëtes. Je crains qu'à la longue le peuple ne s'en lasse. Mais c'est un vice qui nous est propre que, soudain que voyons quelque chose succéder heureusement à quelqu'un, chacun veut être de la partie... Notre France, du temps du roi Charles septième, eut une fille nommée Jeanne la Pucelle, laquelle, poussée d'une inspiration divine, se présenta au roi comme déléguée de Dieu pour rétablir son royaume; ce qui lui succéda si à propos que, depuis son arrivée, toutes les affaires de France allèrent de bien en mieux, jusqu'à ce que finalement les Anglais furent totalement exterminés. Pendant ce temps se trouvèrent deux ou trois affronteuses qui se firent prêcher par Paris comme étant aussi envoyées des cieux à même effet que la Pucelle. Toutefois, en peu de temps, leur imposture fut halenée, et se tourna tout leur feu inopinément en fumée... Autant en est-il advenu à notre poésie française,

*Œuvres complètes de Ronsard*. Paris, Franck. 1857-1867. Tome IV, page 297.) Or, le titre de *Ban* est un titre slave, un titre illyrien ou bohême; serait-ce donc la Bohême qui aurait le droit de revendiquer le ban Màràcinà? l'aïeul de Ronsard aurait-il accompagné son maître, le chevaleresque Jean de Bohême, quand il vint *servir Philippe de Valois, qui pour lors avait guerre encontre les Anglois?* Nous savons par le récit de Froissard s'il le servit héroïquement; la mort de Jean de Bohême est un des plus dramatiques épisodes de la bataille de Crécy (1346). On voit que le texte même de Ronsard se prête à ces diverses conjectures. Ce n'est ni le lieu ni le moment de poursuivre cette enquête; qu'il nous suffise d'avoir indiqué le litige aux esprits curieux. Voilà un débat de plus, mais celui-là tout pacifique, entre la Bohême et la Hongrie.

en laquelle... chacun s'est fait accroire à part soi qu'il aurait même part au gâteau[1]. » Étienne Pasquier, en écrivant cette lettre à Ronsard, l'envoyait à l'adresse de quelques dizaines de rimailleurs; nous l'adressons aux deux cent vingt poëtes magyars du dix-neuvième siècle, en les suppliant humblement de vouloir bien lire une certaine pièce de Petoefi Sándor intitulée *l'Élégie de la Lune*.

Il y a pourtant de bonnes inspirations dans l'anthologie publiée par M. Kertbény. M. Charles Sasz, M. Michel Tompa, M. Charles Berecz, M. Paul Giulay, quelques autres encore dont le nom pourra grandir, ont exprimé plus d'une fois sous une forme énergique les sentiments nationaux. Je citerai surtout une pièce de M. Charles Sasz intitulée *Musique hongroise*. Lorsque l'écrivain est forcé de se taire ou de ne manifester qu'à demi sa pensée, un art plus libre en son divin langage, la musique, révèle tout ce qui agite les âmes. Que de pleurs, que de sanglots dans le violon de ce bohémien qui passe! Il joue une vieille marche guerrière; aussitôt tous les cœurs ont frémi, tous les yeux sont pleins de larmes.

« Entendez-vous comme le violon retentit, comme il pleure, comme il soupire? Se peut-il qu'en ces quatre petites cordes habite une âme si désolée?

« On dirait, auprès de la sombre pierre d'un tombeau, des orphelins pleurant leur mère; on dirait les chants que le rossignol exhale la nuit sous la feuillée.

« Entends-tu les accents du violon? entends-tu ses soupirs?...

1. *Lettres d'Étienne Pasquier*, livre Ier, lettre VIII.

Maintenant voilà les sons qui s'élèvent et mugissent. C'est la *Marche de Rákóczy*, l'entendez-vous retentir?

« Dans la bataille où sifflent les balles, entendez-vous les sabres qui frappent les sabres? Voyez-vous les hardis Magyars, comme ils se battent pour leur liberté?

« Y a-t-il du sang dans cette chanson, pour qu'elle brûle ainsi nos cœurs? Est-ce parce qu'elle nous frappe si douloureusement que nos fronts se plissent tout à coup?

« Est-ce la douleur, est-ce la colère qui nous arrache des pleurs des yeux? Sous le feu de ces mélodies brûlantes, nos vieilles blessures ne vont-elles pas se rouvrir?

« Chaque fois que retentit cet air, une flamme soudaine parcourt les rangs de la foule. Secoués jusqu'au fond de notre être, transportés d'enthousiasme et de fureur, nous nous sentons attendris jusqu'au fond de l'âme et animés d'une force invincible.

« A présent, écoutez le violon quand il parle aux enfants du peuple. De ses accents doux et plaintifs s'épanchent la joie et la tristesse.

« On dirait le chant du pâtre quand il garde son troupeau de poulains, ou bien lorsque dans la danse capricieuse il embrasse la brune jeune fille.

« Puis soudain éclatent sur l'instrument les souffrances de trois siècles; les cordes gémissent, gémissent... Un peu plus, elles vont se rompre.

« Entendez-vous comme le violon retentit, comme les cordes soupirent et tremblent?... Se peut-il qu'en ces quatre petites cordes habite une âme si désolée? »

Cette *Marche de Rákóczy*, la mélodie la plus chère aux Hongrois, est une espèce de *Marseillaise* magyare; elle rappelle à tous les héroïques luttes que les princes de Transylvanie soutinrent pendant deux siècles contre la

maison de Habsbourg. La tradition prétend qu'elle fut composée au dix-septième siècle par un Bohémien. François II de Rákóczy, le fils d'Hélène Zrinyi et l'un des plus redoutables adversaires de l'Autriche, s'était pris de passion pour ces accents à la fois si doux et si forts, si plaintifs et si terribles, qui répondaient à tous les mouvements de son cœur. Chaque fois qu'il se préparait à livrer bataille aux impériaux, il faisait jouer la marche du Bohémien. D'abord c'étaient des soupirs, des gémissements, des sanglots à fendre le cœur. Et comment n'eût-il point senti le charme de ces lamentations, lui qui se rappelait la destinée de sa mère? comment n'eût-il pas eu le goût des pleurs, lui qui, par sa mère Ilona et par son père François Ier de Transylvanie, rassemblait en sa personne tous les tragiques souvenirs des deux plus illustres familles de la nation magyare? Les Zrinyi, les Rákóczy, deux races de héros, étaient unis au fond de son cœur, et de quel poids pesaient tous ces grands morts! que de nobles figures outragées, que de généreuses victimes, que de martyrs il portait en lui-même! A cette pensée, il pleurait, il sanglotait tout bas comme le violon du Bohémien, puis tout à coup éclatait la mélodie vengeresse : c'étaient des cris héroïques, la clameur de l'homme qui va détruire enfin l'injustice et venger ses aïeux insultés. Bataille! disait la musique, et l'on entendait le cheval qui hennit, le hussard qui s'élance, le sabre qui frappe le sabre, le Hongrois qui terrasse l'Autrichien. Alors François II de Rákóczy donnait le signal du combat, et gagnait ces victoires qui faisaient trembler l'empereur Charles VI.

La *Marche de Rákóczy* est devenue si chère aux Hon-

grois, elle exprime si vivement leur douleur et leur espérance, elle excite de tels frémissements dans ces âmes impétueuses que le gouvernement autrichien, à de certaines époques, a proscrit l'air national comme un agent de sédition. Cette proscription a duré de 1830 à 1840, et elle a été renouvelée, comme on pense, en 1849. On a essayé aussi de substituer à la mélodie consacrée des accents qui parfois la rappellent, accents plus amollis toutefois, et qui berceraient les âmes au lieu de les réveiller. Vaine défense, stratagème inutile : la musique de la *Marche de Rákóczy* vit dans le souvenir du peuple. Il y a bien longtemps, il est vrai, qu'elle n'a retenti en public sur les cordes d'un instrument. Quelquefois, dans un faubourg, dans un village, sur le chemin de la *Puszta,* un Bohémien qui passe la joue sur son violon ; on se rappelle alors les jours de bataille, et la grande image du chef qui l'aimait tant se dresse devant les esprits. « Ce prince, — dit un historien du dix-huitième siècle très-partial pour la cause de l'Autriche, — ce prince est presque le seul chef de parti à qui l'intérêt général n'ait pas servi de prétexte pour soutenir des intérêts particuliers... Élevé à l'école du malheur, il fut l'ami de ses semblables, le compagnon de ses soldats. Son courage était à l'épreuve des revers, sa modestie à l'épreuve des prospérités. Il avait refusé des couronnes pour être libre de venger sa patrie, et il aimait mieux être citoyen à Presbourg que roi à Varsovie. Il avait de grands talents pour l'art des négociations, de plus grands pour celui de la guerre. Patriote enthousiaste, il fermait les yeux sur les traités qui avaient livré la Hongrie à la maison d'Autriche, et se rappelait seulement que les empereurs

avaient passé les bornes prescrites à leur puissance par ces traités mêmes. Il fut le Gustave de la Hongrie; persécuté, proscrit, brave, entreprenant comme le héros suédois, il ne fut pas heureux comme lui... La nouvelle de sa mort rassura la maison d'Autriche[1]. » Voilà l'homme qu'on se rappelle aux sons de cette merveilleuse musique; mais surtout ce qu'on y voit, c'est l'image de la Hongrie tout entière, c'est la Hongrie qui pleure dans les mélodies plaintives, et qui se lève, irritée, dans les notes retentissantes de la *Marche de Rákóczy*.

Un écrivain qui mérite d'être distingué dans ce bataillon de poëtes dont nous parlions tout à l'heure, M. Charles Bérecz, a écrit aussi une pièce datée de 1851 sur la *Marche de Rákóczy*, et nous y retrouvons encore l'impression extraordinaire de cet hymne magique : « Ne joue pas, bohémien, ne joue pas ainsi parmi nous la *Marche de Rákóczy!* Mon cœur se fend, mon cœur éclate lorsque j'entends la chanson hongroise, lorsque j'entends retentir la *Marche*. Ah! brise-le plutôt, ce violon qui sanglote, et va l'ensevelir dans la *Puszta*. Pourquoi le garder encore? Il ne peut plus que désoler nos âmes. » Le mouvement est beau, les vers sont bien sentis; ce n'est pas ainsi pourtant qu'il faut parler à la Hongrie de nos jours. Nous dirons au contraire aux poëtes dignes de ce nom : chantez l'air national tout entier, chantez les notes plaintives et les notes éclatantes! Continuez la tradition de Vörösmarty et de Petoefi, entretenez au fond des cœurs et la souffrance salutaire et l'espérance in-

1. *Histoire générale de Hongrie depuis la première invasion des Huns jusqu'à nos jours*, par M. de Sacy, censeur royal ; Paris, 1778.

domptable. Empêchez qu'on n'oublie, empêchez aussi qu'on ne se résigne. C'est pour avoir obéi à cette inspiration que Jean Garay, à notre avis, occupe le premier rang parmi les écrivains qui ont succédé aux deux maîtres de la poésie hongroise.

La situation présente de la Hongrie montre bien que ces deux maîtres, Vörösmarty et Petoefi, ne s'étaient pas trompés. Si la douleur nationale n'avait pas été profondément sentie, si une espérance opiniâtre n'avait pas été plus forte que l'oppression pendant les années qui viennent de s'écouler, le vainqueur serait-il contraint aujourd'hui de traiter avec les vaincus? Ce sentiment national qui a éclaté sous maintes formes, cette alliance de races séparées naguère par des haines si ardentes, l'union même des catholiques avec les protestants et leur émulation de patriotisme, tous ces symptômes, dont la littérature hongroise peut revendiquer une bonne part, ont fini par frapper le gouvernement autrichien. L'empereur François-Joseph ne peut plus douter qu'il n'y ait là un peuple digne de vivre, un peuple loyal, généreux, ennemi des entreprises démagogiques, mais bien résolu à revendiquer ses droits.

Le cabinet de Vienne semble disposé à supprimer le système de centralisation oppressive établi par le prince Schwarzenberg; il promet de rendre à la Hongrie ses lois, ses coutumes, ses institutions civiles et politiques. Espérons pour l'Autriche comme pour la Hongrie que cette restitution sera sincère et complète[1]. Le mouvement

1. Écrit en 1860. Aujourd'hui la réconciliation est faite, et la Hongrie est le bras droit de la nouvelle Autriche ; qu'elle pense maintenant

qui s'est produit dans la nation magyare ne s'arrêtera pas devant des demi-mesures. L'Autriche, on l'a dit avant nous avec une raison hardie, l'Autriche est une sorte de Turquie chrétienne : comme la Turquie gouverne des peuples dont le grand nombre n'est pas de race turque, l'Autriche domine des nations dont la majorité n'est pas de race allemande; comme la Turquie, l'Autriche fait des promesses, annonce des réformes, et, soit impuissance, soit duplicité, elle résiste aux conseils, et fait mentir les écrivains qui comptaient sur sa régénération. Si ces ressemblances sont vraies, et il en est encore d'autres, pourquoi donc la Hongrie, la Bohême, ne seraient-elles pas un jour vis-à-vis de l'empire d'Autriche ce que sont la Serbie, la Moldavie, la Valachie vis-à-vis de l'empire ottoman? Ce sont là les secrets de l'avenir. Une chose du moins est certaine, et nos études sur la littérature magyare nous confirment de plus en plus dans cette pensée : c'est qu'un immense désir s'est emparé de tous les enfants de la nation hongroise, que le temps des compromis est passé, que les descendants de Jean Hunyade veulent une autonomie non-seulement distincte, mais indépendante, qu'ils aiment mieux disparaître comme nation que traîner une existence mensongère, et que le poëte Michel Vörösmarty est le fidèle interprète des aspirations d'un peuple entier, quand il s'écrie : « Au nom de mille années de souffrance, nous demandons à vivre ou à mourir ! »

aux autres races opprimées, qu'elle pense aux Tchèques et aux Polonais, qu'elle justifie sa victoire par la générosité de sa politique.

LE

# COMTE LADISLAS TÉLÉKI

Au mois de mars 1860, plongé dans l'étude de la poésie hongroise et devinant un maître chez Petocfi Sándor, j'étais résolu à pénétrer dans ce monde si nouveau, quand une visite inattendue vint me prêter assistance. C'était à Montpellier. Je vois encore la maison tranquille et studieuse, le jardin avec ses grenadiers en fleur, ses myrtes, ses lauriers-roses et les deux grands platanes de la terrasse. Un poëte ami, M. Maurice Hartmann, a décrit ce modeste asile dans son *Journal de Languedoc et de Provence* [1]. J'ai eu le bonheur en effet d'y re-

1. *Tagebuch aus Languedoc und Provence*, von Moritz Hartmann. 2 vol. Darmstadt, 1853. Malgré les pages si bienveillantes que m'a consacrées l'amitié de l'auteur, je n'éprouve aucun embarras à signaler le mérite de ce livre charmant. C'est un des meilleurs tableaux qu'on ait tracés de la France du Midi. J'y recommande surtout le voyage en Provence. Les paysages de la vallée du Rhône y sont rendus avec la précision du peintre et le sentiment du poëte. Avignon, Tarascon,

cevoir plus d'un hôte illustre et cher; un jour, ce fut le chantre des traditions celtiques, l'auteur de *Marie* et des *Bretons*, qui vint y mourir dans mes bras; un autre jour, c'était Maurice Hartmann, le poëte aimable, le romancier touchant, l'éloquent orateur du parlement de Francfort, à peine échappé aux vengeances de la réaction autrichienne; d'autres fois, c'était le bon Joseph Roumanille avec cette fleur de poésie qu'il venait de retrouver dans les sentiers des Alpines, sous les ombrages de Saint-Rémy, non loin du village désormais consacré où grandissait en plein soleil le chantre de *Mireille* et de *Calendal*. Quelques-uns des plus précieux souvenirs de ma vie littéraire habitent pour moi ce jardin dont j'ai dû m'éloigner. De ces visites si douces au songeur laborieux, je ne dirai pas la plus douce, mais la plus particulière assurément et la plus inattendue, ce fut celle que je reçus au mois de mars 1860. J'achevais de traduire les strophes où Petoefi chante avec tant de grâce l'oiseau des marais de son pays, la cigogne au long col, au plumage gris et noir; je comparais ma traduction avec le texte de la traduction allemande, je me demandais, non sans inquiétude, si cette fleur des steppes, transportée ainsi du magyar en allemand et de l'allemand en français, n'avait pas laissé en chemin une trop grande part de sa

Beaucaire, Arles, Saint-Rémy, la vieille cité des Baux, si prospère au moyen âge, aujourd'hui si pittoresquement ruinée, ont fourni à M. Maurice Hartmann les plus heureuses inspirations. Au moment où M. Hartmann parcourait nos Alpines, la nouvelle poésie provençale venait de s'y épanouir; artiste vraiment libéral, ami de tout ce qui est humain, de tout ce qui profite à la culture populaire, il salua de ses vœux l'école naissante de Roumanille et de Mistral.

grâce sauvage, quand un voyageur vient frapper à ma porte. Il entre, il se nomme ; c'était le comte Ladislas Téléki.

N'eût-on pas dit que Petoefi lui-même me l'envoyait? Le comte Ladislas Téléki aimait passionnément la poésie de sa terre natale ; il fut charmé de voir entre mes mains un de ses livres favoris. Je n'eus garde de négliger une telle occasion d'améliorer mon travail ; notre premier entretien fut une consultation littéraire demandée par moi au noble voyageur, et accordée séance tenante avec la meilleure grâce du monde. Le comte Téléki savait par cœur les strophes que j'avais essayé de traduire : il parlait le français non-seulement en homme d'excellente compagnie, initié depuis longtemps à notre société française, mais en lettré, en délicat, habile à peser les mots, à discerner les nuances. Rétablissant un texte que j'avais eu seulement de seconde main, il corrigea, il arrangea... La traduction de la *Cigogne* est notre œuvre. Pendant un mois qu'il passa à Montpellier, je le vis presque tous les jours. Il se mêlait souvent à mes auditeurs de la faculté des lettres; et que de longues promenades faites ensemble! que d'entretiens sur son pays! que d'indications, que de confidences recueillies par moi d'une oreille avide! Il semblait que ce poétique hasard, cette rencontre de Petoefi, cette cigogne du poëte le saluant sur mon seuil, l'avait attaché au sol de la ville hospitalière.

Neuf mois plus tard, en décembre 1860, j'appris par les journaux que le comte Ladislas Téléki, l'illustre réfugié hongrois, venait d'être arrêté à Dresde par ordre du ministère saxon et livré à la police autrichienne. Je

pris la plume et j'écrivis la note suivante, qui parut le 1er janvier dans la *Revue des Deux-Mondes*.

## LE COMTE LADISLAS TÉLÉKI.

« Au mois d'octobre 1854, une diète extraordinaire était convoquée dans la capitale de la Saxe pour discuter, entre autres projets de lois, la réforme du Code pénal et du Code de procédure criminelle. A la suite de ces débats et comme appendice aux mesures qui venaient d'être votées, le gouvernement saxon conclut avec plusieurs cabinets de l'Allemagne des conventions relatives à l'extradition des accusés. Par une de ces conventions, en date du 28 novembre, la Saxe et l'Autriche s'engageaient réciproquement à se livrer les criminels réfugiés sur leur territoire. Il s'agissait de criminels, il s'agissait de crimes tels que les définissent les lois chez tous les peuples chrétiens; dans l'esprit des chambres, et, nous en sommes convaincu, dans l'esprit du ministère saxon, ce n'étaient pas des opinions politiques, ce n'étaient pas des regrets et des espérances que l'on voulait frapper. Non, sous le règne du prince qui a commenté la *Divine Comédie* et consacré de si nobles pages à l'exilé de Florence, ce n'était pas contre les exilés qu'on inscrivait sur les frontières de la Saxe les sinistres paroles : *voi ch'entrate*... Vous qui entrez dans ce pays, si vous êtes Italien et que vous ayez fait des vœux pour l'indépendance de l'Italie, si vous êtes de race slave et que vous ayez réclamé des institutions nationales pour la Galicie et la Bohême, si vous êtes Hongrois et que vous ayez défendu votre patrie aux heures décisives où il est impossible de rester neutre, sachez-le bien, nous vous livrerons à l'Autriche.

« Le ministère saxon vient d'agir comme si cet écriteau honteux était planté en effet aux portes de Dresde et de Leipzig.

M. le comte Ladislas Téléki, réfugié hongrois, voyageant avec un faux passe-port où il était désigné comme sujet de l'Angleterre, a été arrêté par la police de Dresde. Dans tout autre pays, il eût été simplement reconduit à la frontière; le gouvernement saxon l'a livré au gouvernement autrichien, et le noble patriote hongrois est aujourd'hui dans ces prisons qui rappellent tant de tristes souvenirs.

« Qu'est-ce donc que le comte Ladislas Téléki? Un des plus dignes représentants de la noblesse magyare. Héritier d'un grand nom, disciple et successeur des hommes qui, vers 1820, ont commencé la régénération du pays par la régénération des hautes classes, M. le comte Téléki a consacré sa vie à l'étude des lois de son pays et des besoins nouveaux qui s'y produisent. Un célèbre écrivain hongrois, M. Moritz Jokay, dans un dramatique tableau de mœurs, a vivement peint, et l'une en face de l'autre, deux familles ou plutôt deux périodes de la noblesse de son pays : d'un côté l'ancienne aristocratie, façonnée aux usages de la cour de Vienne, n'ayant d'autre ambition que de montrer ses uniformes dans les salons, pleine de mépris pour la langue et les mœurs nationales, incapable d'une pensée sérieuse, d'un travail utile, dégradée enfin par l'inaction autant que par la bassesse des sentiments, et quand elle revenait séjourner quelque temps dans ses domaines, se livrant pour se désennuyer aux plus puériles extravagances; de l'autre, au contraire, la jeune noblesse, active, laborieuse, passionnée pour le pays natal, étudiant les ressources du sol et le travail des esprits, étudiant aussi l'Europe, s'initiant aux lumières nouvelles, s'efforçant de les répandre parmi le peuple, en un mot préparant par tous les moyens la renaissance intellectuelle et morale de la patrie, condition première et gage assuré de sa rénovation politique. Le comte Ladislas Téléki tenait dignement sa place dans cette jeune phalange quand les événements de 1848 vinrent le mettre plus particulièrement en évidence; c'est lui qui fut chargé de représenter le nouveau gouvernement

de la Hongrie auprès de la république française. Sous la présidence du général Cavaignac, dans les premiers mois de la présidence de Louis-Napoléon, M. le comte Téléki, envoyé du gouvernement national de son pays, eut maintes fois l'occasion de défendre sa cause auprès de nos hommes d'État, et, s'il ne réussit pas à leur faire partager ses vues, il leur inspira du respect par l'élévation de son caractère et la modération de son esprit. C'est le témoignage que lui a rendu ici même un fonctionnaire éminent du ministère des affaires étrangères, M. Hippolyte Desprez, dans une étude où il combat certaines idées politiques du parti auquel se rattachait le généreux Magyar. Depuis la défaite de la Hongrie en 1849, M. le comte Téléki vivait soit à Paris, soit à Genève, toujours occupé d'études sérieuses, les yeux tournés vers sa chère patrie; et ceux qui ont eu l'honneur de le connaître se demandent par quel enchaînement de sophismes, par quel étrange interprétation des lois saxonnes, une âme si pure, si noble, un cœur si loyal et si désintéressé, a pu être assimilé aux criminels.

« Ce n'est pas pour le comte Ladislas qu'une pareille assimilation est infamante. Certes, nous avons le droit d'élever la voix dans cette affaire, et il y a même là un devoir sacré pour nous, car il est bien évident qu'un des principaux mobiles du ministère saxon a été l'espèce de haine qu'il porte à la France et qu'il affiche en toute rencontre. M. le baron de Beust, qui, sans présider le ministère, en est l'âme depuis bien des années, ne dissimule guère ses sentiments à notre égard; on l'a vu en deux occasions solennelles, pendant l'expédition de Crimée comme pendant la guerre d'Italie, nous chercher des ennemis par toute l'Allemagne. En 1854, il a été sur le point de brouiller la Saxe avec l'Autriche, parce que l'Allemagne refusait de faire cause commune avec la Russie; en 1859, il a fait acte de vassalité envers la monarchie des Habsbourg dès le moment où les Habsbourg se sont trouvés en face de nous sur les champs de bataille d'Italie. L'extradition du comte Ladislas Téléki est

un pas de plus dans cette voie, c'est un hommage obséquieux du vassal au suzerain; et comment ne pas y reconnaître l'intention de jeter un défi, défi indirect il est vrai et médiocrement courageux, aux principes de notre politique internationale? Encore une fois, à part même toute question générale d'humanité, d'honneur, de civilisation, nous avons le droit de protester contre la conduite du cabinet de Dresde, et la presse française n'a pas manqué à sa tâche; mais il y a un peuple, j'en suis sûr, qui ressentira plus vivement encore cette violation de tous les principes, car son honneur y est expressément et directement engagé : c'est le généreux peuple du royaume de Saxe. Et non-seulement la Saxe, mais la Bavière, le Wurtemberg, le grand-duché de Bade, le grand-duché de Saxe-Weimar-Gotha, la Hesse-Électorale, toute cette Allemagne, divisée sur la carte, mais unie de cœur et de pensée, tous ces États secondaires qui gardent leur originalité germanique en face des prétentions prussiennes et autrichiennes, ont dû éprouver au même titre cette commune impression de honte et de douleur. Il y a, en effet, une solidarité particulière qui les relie au sein de la confédération générale, et puisque M. de Beust a eu plus d'une fois l'honneur de porter la parole au nom de ce groupe d'États, il est bien naturel que, sur tous les points de cette Allemagne vraiment allemande, tous les honnêtes gens, tous les cœurs libéraux se sentent également engagés, c'est-à-dire humiliés, par la décision du cabinet de Dresde.

« Nous la connaissons cette Allemagne loyale et généreuse; nous savons ce qu'elle a souffert en maintes circonstances, sous des gouvernements presque tous dévoués à l'Autriche; nous savons qu'au moment où elle se vante de représenter dans le monde le principe de la liberté morale, le respect de l'individu, si indifférent, disent-ils, aux races romanes, ils reçoivent sans cesse de leur police les plus douloureux démentis; nous savons quelle scission profonde s'établit de plus en plus entre les cabinets et l'opinion publique; nous n'ignorons pas non

plus la tendre et reconnaissante affection de ces peuples pour leurs princes, lorsque le prince porte un cœur allemand, et qu'il tient à honneur, comme le duc de Saxe-Weimar, par exemple, d'être le premier défenseur de l'esprit germanique. A coup sûr, un acte comme celui qui nous arrache ces paroles est une humiliation, et la plus cruelle de toutes, pour ces âmes éprises du juste et de l'honnête. Nous espérons que les publicistes saxons n'auront pas attendu notre appel pour protester avec nous au nom de la justice, et avec leurs frères d'Allemagne au nom de l'honneur national.

« Quant à l'Autriche, voilà une belle occasion pour le ministère Schmerling de confirmer immédiatement les espérances que son avénement a fait concevoir à l'Europe libérale. En renonçant à cet otage que lui a livré d'une façon inique l'obséquiosité du cabinet saxon, elle rejettera la responsabilité d'une mesure qui a soulevé la conscience publique, et qui peut lui faire de nouveaux ennemis en Allemagne et en Europe. Est-ce au moment où la Hongrie s'agite, où tous les cœurs frémissent, où chacun se demande si l'on peut se fier aux concessions et aux promesses de Vienne, qu'on aurait la folie de réveiller les souvenirs irritants? Que le ministère nouveau, respectant un loyal adversaire, s'empresse de rendre au comte Ladislas Téléki la liberté de l'exil : un tel acte, dans les conjonctures présentes, sera le plus éloquent des programmes. »

On sait quelles furent pour le comte Téléki les suites de cette arrestation. L'empereur d'Autriche lui offrit sa grâce, à condition qu'il ne s'occuperait plus de politique. Le comte était une nature chevaleresque et primesautière, aux vifs élans, aux impressions soudaines. Il fut touché du langage affectueux de l'empereur, et s'engagea sur parole à rentrer dans la vie privée. Hélas! s'il y

eut là un mouvement de faiblesse, qui aura le courage de lui en faire un reproche? Bientôt après, la réaction autrichienne, ébranlée déjà par la guerre d'Italie, tentait un dernier effort pour étouffer l'esprit magyar, la Hongrie se recommandait à la vigueur morale de tous ses enfants: on pouvait se résigner, on pouvait souffrir, nul n'avait le droit de rester neutre; la vie publique, bon gré, mal gré, faisait irruption dans le foyer de famille. Lié par une promesse imprudente, en proie aux tourments de sa conscience, devinant des reproches dans les regards de ses amis, la situation lui devint intolérable; il chercha un refuge dans la mort.

Ce n'est point là certes la moins cruelle page du long martyrologe hongrois au dix-neuvième siècle. Tout cela, grâce à Dieu, est désormais loin de nous. En payant cette dette d'un souvenir ami au malheureux comte Ladislas, devais-je atténuer les pages où je condamne la conduite du ministère saxon? Devais-je oublier ce que M. de Beust a fait en 1860, et ne me souvenir que de son rôle d'aujourd'hui, de ce rôle bienfaisant dont il est chargé en Autriche et qu'il peut rendre plus bienfaisant encore? Il me semble que je n'en avais pas le droit. Ce n'est pas ici de la polémique courante, c'est un fait qui appartient à l'histoire. M. de Beust est en train d'accomplir une grande œuvre : il travaille à la reconstruction de l'Autriche, il essaye de régénérer l'empire des Habsbourg en donnant satisfaction à tous les droits. Honneur au chef d'une telle entreprise! Que le succès couronne ses efforts, c'est un de nos vœux les plus chers. Il n'est pas mal pourtant de rappeler à l'occasion que l'illustre homme d'État a plus d'une faute à ré-

parer. Quand il s'agit d'ailleurs d'une cause juste, d'une cause urgente, comme l'était celle de la Hongrie, comme l'est encore pour les Habsbourg celle de la Bohême et de la Pologne, n'est-on pas heureux de montrer par un éclatant exemple que l'esprit de notre siècle les fait triompher tôt ou tard, et que ceux-là même qui les avaient combattues, s'ils éprouvent un jour quelque terrible échec, ne peuvent se relever qu'en les servant ?

Paris, avril 1869.

# HOMMES D'ÉTAT

## DE LA HONGRIE

### LE COMTE STÉPHAN SZÉCHENYI.

#### PREMIÈRE PARTIE.

Au moment où l'autonomie de la nation hongroise, naguère encore l'épouvantail des Habsbourg, semble devenir une ancre de salut pour la nouvelle Autriche, au moment où la politique des Magyars, maintenue obstinément à travers tant de péripéties sanglantes, remporte ce pacifique triomphe, un sentiment naturel évoque le souvenir des hommes qui ont succombé dans la lutte et préparé la victoire. Que de victimes a coûtées cette noble cause, les unes immolées par le bourreau, les autres frappées sur le champ de bataille, celles-ci enfin, les plus malheureuses de toutes, que le désespoir a poussées au suicide! Batthiany, Petoefi, Téléki, voilà des noms qui rappellent les plus tragiques épisodes de la révolution magyare. On pourrait en citer beaucoup d'autres; elle est longue, hélas! cette funèbre liste. S'il fal-

lait pourtant faire un choix dans le martyrologe de la Hongrie du dix-neuvième siècle, le sentiment public n'hésiterait pas. L'homme qui a le plus travaillé, le plus combattu, le plus souffert pour les idées auxquelles la maison de Habsbourg est obligée de se rallier aujourd'hui, incontestablement c'est celui que les Hongrois appellent *le grand Magyar*, le comte Stéphan Széchenyi.

Il y a quelques années, quand M. de Schmerling, reprenant le programme du prince de Schwarzenberg, avec des idées plus libérales sans doute, mais dans la même vue de centralisation, essayait de soumettre à un régime unique les races diverses de l'empire d'Autriche, quand la Hongrie était privée de ses antiques franchises et menacée dans son esprit national, sous quelle forme éclataient les protestations? On ouvrait des souscriptions populaires pour élever une statue au comte Széchenyi. Le comte Széchenyi était le représentant de la patrie hongroise. N'était-ce pas lui qui, en 1825, avait réveillé ce sentiment national dont le cabinet de Vienne espérait triompher par la force? Se rattacher au *grand Magyar*, c'était dire à l'Autriche : tous vos efforts sont vains; c'était lui dire aussi : en défendant pied à pied l'autonomie hongroise, nous ne sommes pas les ennemis des Habsbourg. Le comte Széchenyi en effet est bien le type de ces hommes qui ont pu être poussés à la révolte par les prétentions oppressives de la vieille Autriche, qui ont pu faire cause commune avec la démagogie dans une heure de crise, qui ont paru briser les liens séculaires du peuple hongrois et de la monarchie, mais qui n'agissaient ainsi que pour sauver la patrie hongroise, c'est-à-dire, on le voit aujourd'hui, pour conserver à

l'Autriche de l'avenir un élément de rénovation et une chance de salut. Chez de pareils hommes, la révolte n'était pas une entreprise révolutionnaire, c'était la résistance au nom du droit. Ils connaissaient l'Autriche, on peut l'affirmer, mieux que l'Autriche ne se connaissait elle-même; ils la servaient en se défendant. Leur idéal, c'était l'autonomie de la nation magyare sous la royauté tutélaire de la maison impériale. La longue histoire des luttes de l'Autriche et de la Hongrie ne signifie pas autre chose; ce que leurs ancêtres avaient fait durant des siècles par une sorte d'instinct, ils le faisaient de nos jours avec une pleine conscience de leur mission particulière et de l'intérêt commun. De là autrefois ces alternatives extraordinaires d'hostilité violente et de dévouement chevaleresque à la cause des empereurs, comme aujourd'hui ces retours inattendus de confiance, ces tentatives d'alliance et d'organisation nouvelle au lendemain d'une guerre à mort. Chaque fois que les Magyars du dix-neuvième siècle, poussés à bout par les excès du système centralisateur, étaient contraints d'accepter le concours de la démagogie, leur situation était véritablement tragique. L'un d'eux, le plus grand de tous, — c'est le titre que lui a décerné la Hongrie, — le précurseur du mouvement qui transforme l'Autriche en ce moment même, ressentit si violemment ces épreuves dans la fièvre de 1848, qu'il y a laissé sa raison : douloureuse histoire qui, dans une période tour à tour glorieuse et lugubre, a fait de la destinée d'un homme l'image de tout un peuple! Tel est l'intérêt que présentent à l'observateur impartial la vie et la mort du comte Stéphan Széchenyi.

De nombreux travaux ont été publiés depuis quelques années sur le comte Széchenyi : un écrivain célèbre, M. le baron Sigismond Kémény, a rassemblé les principaux traits de sa physionomie, tandis que des témoins dignes de foi racontaient les longues épreuves qui précédèrent sa mort. Parmi ceux-ci, il faut citer au premier rang M. Aurèle de Kecskeméthy. Il y a deux périodes distinctes dans la carrière politique du noble comte, d'abord vingt-trois années de labeurs et de combats (1825-1848), et puis, après que sa raison eut paru se voiler, douze années de souffrances au fond d'une maison de fous (1848-1860).. C'est sur cette dernière période que M. Aurèle de Kecskeméthy fournit à l'histoire les renseignements les plus précieux. Le moment est donc venu de dessiner ce portrait en toute sécurité. Quelque chose manquait à l'ensemble de cette noble vie tant qu'on pouvait croire à la folie complète du comte Széchenyi, à une folie qui l'aurait absolument séparé du monde. Aujourd'hui enfin la vérité se dégage, profitons des documents qui nous arrivent [1]. Le réformateur des Magyars est devant nous tout entier; sa vie explique sa mort, sa mort est le couronnement tragique de sa vie. Il y a là deux tableaux à placer en face l'un de l'autre. Je veux donner le premier dans les pages qu'on va lire; avant de suivre l'illustre victime à l'hospice de Döbling, il faut voir grandir le comte Stéphan sur le théâtre de ses travaux et de sa gloire.

1. *Graf Stéphan Széchenyi's staatsmännische Laufbahn, seine letzten Lebensjahre in der Döblinger Irrenanstalt und sein Tod*, von Aurel von Kecskeméthy ; 1 vol. in-8°. Pesth 1866.

## I

Le comte Széchenyi appartenait à une famille qui s'était illustrée depuis des siècles au service de la nation magyare. Aussi attachés à l'Autriche que dévoués à la Hongrie, les Széchenyi avaient dû en mainte circonstance déployer les plus rares qualités d'esprit et de cœur pour demeurer fidèles à ces deux sentiments. Que de fois le patriote s'était trouvé en désaccord avec le sujet loyal! La diplomatie n'était pas moins nécessaire que le courage à des hommes que réclamaient en même temps des exigences contraires. De là, chez ces nobles personnages, un mélange singulier de prudence et de fermeté, de circonspection et d'héroïsme moral. Quand on n'est ni assez fort pour établir son indépendance absolue, ni assez faible pour s'abandonner soi-même, il faut bien s'accommoder aux circonstances, et l'esprit politique se développe. On apprend alors, non pas à oublier, mais à pardonner; on ne permet pas aux ressentiments du passé d'entraver les compromis du présent et de fermer la porte à l'avenir; on s'exerce à dominer ses passions pour ne servir que l'intérêt public; on acquiert enfin cette clairvoyance qui donne la vraie mesure des concessions utiles et des résistances nécessaires. Si l'esprit politique formé au milieu de ces épreuves est un des traits les plus intéressants de la Hongrie, la famille Széchenyi est une de celles qui ont le plus constamment représenté ces différentes phases de l'éducation nationale. Vers la fin du dix-septième siècle, à l'époque où la

grande levée d'armes des Rákóczy, des Téléki, ébranlait l'empire des Habsbourg, Paul Széchenyi, archevêque de Kalotscha, l'un des ancêtres du comte Stéphan, resta obstinément fidèle à la maison impériale; mais lorsque l'Autriche, une fois l'insurrection vaincue, voulut réorganiser la Hongrie sur une base nouvelle, l'archevêque de Kalotscha, invité par l'empereur à prendre part aux délibérations de son conseil, s'opposa énergiquement aux mesures qui avaient pour but de réduire à néant la vieille constitution et de germaniser les Magyars. Ni le ministère ni les jésuites autrichiens ne purent triompher de sa résistance; menaces, intrigues, tout fut inutile. L'archevêque faillit payer de sa vie cette révolte héroïque, il perdit à jamais les bonnes grâces du souverain et l'espérance de siéger un jour à Gran comme primat de Hongrie; qu'importe? il avait fait échouer des projets qui ne lui paraissaient pas moins funestes à l'Autriche qu'à la Hongrie elle-même. Telle était, au temps de Rákóczy, la double inspiration de cette forte race; telle on la retrouve, plus active et plus glorieuse encore, au milieu des terribles épreuves du dix-neuvième siècle.

C'est à Vienne, le 21 septembre 1792, que naquit le comte Stéphan Széchenyi. Son père, le comte Franz, y occupait des emplois considérables, bien qu'en plusieurs occasions l'aristocratie autrichienne eût essayé de le rendre suspect au gouvernement. Il était fidèle aux traditions de ses ancêtres, et son attachement à la monarchie des Habsbourg ne l'empêchait pas d'entretenir par tous les moyens le patriotisme hongrois; c'est lui qui établit à ses frais le musée national de Pesth et le dota d'une riche bibliothèque. Le jeune Stéphan n'avait qu'à

recueillir les leçons d'un tel père pour remplir noblement la carrière que l'esprit des temps nouveaux allait bientôt ouvrir à son pays. Les événements qui agitaient le monde parurent l'arracher d'abord à sa vocation véritable; en 1809, âgé de dix-sept ans, il fait ses premières armes sous les drapeaux de l'Autriche, il prend part à toutes les grandes journées de 1813 à 1815; il retourne à Vienne pendant que les plénipotentiaires européens remanient la carte à leur gré pour assurer la défaite de la révolution. Que fait le jeune officier de Leipzig en ces graves conjonctures? C'était hier le plus brave des hussards de Hongrie, c'est aujourd'hui le plus élégant, le plus aimable, mais aussi le plus frivole des cavaliers. On connaît ce mot célèbre : le congrès ne marche pas, il danse. Le comte Stéphan Széchenyi était un des chefs de cette jeunesse qui faisait danser le congrès. Après les émotions du champ de bataille, après les fêtes aristocratiques de Vienne, la vie de garnison est bien vide, bien fastidieuse; plus fastidieuse et plus vide encore est l'oisiveté du gentilhomme. Le comte Stéphan se met à courir le monde : il visite l'orient, le sud et l'ouest de l'Europe; il passe quelques années en Grèce, en Italie, en France, en Angleterre, et des idées nouvelles s'emparent de son intelligence. A la vue des nations qui déclinent ou qui se relèvent, qui s'éteignent dans l'inertie ou se transforment par le travail, comment ne songerait-il pas à son pays? L'Angleterre surtout lui cause une sorte d'éblouissement. Cette activité incessante, cette ardeur d'initiative, ce bon sens robuste et pratique, l'emploi fécond de la liberté, les merveilleux résultats de l'association volontaire, tous ces spec-

tacles si nouveaux lui sont une révélation. Transporté de surprise et d'enthousiasme, il rêve pour ses compatriotes des destinées semblables. La Hongrie est pleine de ressources dont nul ne songe à profiter; pourquoi ne serait-il pas le réformateur qui réveillera ces forces endormies? Cette pensée ne le quitte plus, et voilà le brillant gentilhomme à l'école des contre-maîtres, des ingénieurs, des organisateurs de *meetings*, étudiant tous les secrets de l'activité britannique. Sa vie errante et inutile a un but désormais : initier tout un peuple aux conditions du progrès, réunir en faisceau les éléments dispersés, faire passer de l'enfance à la virilité une race généreuse, accoutumer les Hongrois à être les artisans de leur destinée, leur rendre sans révolution le premier rang en Autriche, de telle façon que l'Autriche elle-même y trouve son compte, — quel programme! et dût-on ne pas en voir l'accomplissement, qu'il serait beau d'y attacher son nom!

A peine de retour en son pays, le comte Stéphan se mit à l'œuvre. C'était en 1825. Un jour, se trouvant à Presbourg au moment de la diète, il entre dans la salle des séances; on discutait la fondation d'une académie qui aurait spécialement à veiller sur les intérêts de la langue nationale. « Cette langue, disait un orateur, le signe de notre existence distincte au sein des populations de l'Autriche, un des joyaux de la couronne de Saint-Étienne, les traités la reconnaissent, la respectent; c'est nous-mêmes qui l'abandonnons! » A cette plainte douloureuse, un autre membre de l'assemblée ajoute un véhément appel. C'est M. Paul Nagy, un des maîtres de la tribune magyare après 1815. Il reprend la pensée du

préopinant, énumère les divers moyens de remédier au mal, expose les lenteurs, les difficultés de chaque système; puis, ne voyant de salut que dans la générosité des hautes classes, il conclut en ces termes : « Les sacrifices des grands du pays peuvent seuls mener à bonne fin l'établissement d'une académie nationale. Il faut répéter à ce sujet ce que disait un général illustre parlant de la conduite de la guerre : trois choses sont indispensables : de l'argent, de l'argent, et encore de l'argent. » A ces mots, un des auditeurs se lève : « Messieurs, dit-il, je n'ai pas voix délibérative dans cette enceinte, je ne suis pas un des grands du pays, mais j'y possède des terres. Eh bien! s'il se forme un institut chargé de relever la langue hongroise, chargé de procurer une éducation hongroise aux enfants de notre race, je donne à cet institut une année entière du revenu de mes domaines. » C'était un don de soixante mille florins, environ cent cinquante mille francs, que cet assistant à peu près inconnu venait de jeter dans l'urne des législateurs. Qui a parlé? demandait-on de toutes parts. On sut bientôt que c'était le comte Stéphan Széchenyi, un gentilhomme dont on ne se rappelait que les juvéniles équipées et les frivolités brillantes. L'enthousiasme est prompt comme la poudre en ces imaginations à demi orientales; nul ne voulut être le dernier à suivre cet exemple. Une souscription immédiatement ouverte se couvrit de signatures. Magnats et députés, chacun apportait son offrande. Dans l'espace d'un quart d'heure, l'académie nationale fut fondée.

Était-ce le hasard qui avait amené le comte Stéphan à la diète de Presbourg? ou bien, en intervenant si à pro-

pos, avait-il voulu frapper l'imagination de ses compatriotes et les décider par l'enthousiasme? Heureux hasard ou combinaison généreuse, la scène de Presbourg fut l'éclatant début du comte Széchenyi dans la carrière où il entrait. Il avait compris l'immense intérêt d'une culture intellectuelle véritablement nationale, et il avait fait de cette réforme le point de départ de son œuvre.

Honorer la langue du pays, la relever, l'enhardir, l'accoutumer à traiter les plus grands sujets, en faire l'expression respectée de l'esprit public et provoquer par là un nouveau développement de cet esprit, telle était la tâche de l'académie fondée par le comte Széchenyi. Elle y travailla si efficacement que le réformateur put concevoir bientôt une ambition plus haute. En 1825, le comte Széchenyi avait demandé à l'académie hongroise de prendre en main la cause de la langue populaire; en 1831, il fit un appel du même genre à la littérature dramatique, et montra quelle gloire lui était réservée si elle voulait se faire l'institutrice de la nation. « Le théâtre magyar, — *Magyar szinház*, » tel est le titre d'une brochure publiée en 1831 par le comte Széchenyi, et qui exerça aussitôt une action considérable. Ce manifeste est une date dans l'histoire de la régénération de la Hongrie. Il est impossible de ne pas se rappeler ici les paroles charmantes de Montaigne sur l'utilité du théâtre. A quelque point de vue qu'on se place, selon l'aimable moraliste, au point de vue de l'ordre public ou du sentiment national, que d'avantages pour les citoyens dans cette institution d'une scène fidèle à ses devoirs! « On ne leur saurait concéder des passe-temps plus réglés que ceux qui se font en présence d'un chacun et à la vue

même du magistrat; je trouverais raisonnable que le prince, à ses dépens, en gratifiât quelquefois la commune, d'une affection et bonté comme paternelle, et qu'aux villes populeuses il y ait des lieux destinés et disposés pour ces spectacles : quelque divertissement de pires actions et occultes. » Voilà pour l'ordre et la moralité. Une autre idée, — le sentiment de la communauté nationale, le désir de rallier les forces dispersées du pays, — animait le réformateur magyar, et cette idée se retrouve aussi chez le philosophe du seizième siècle. « Les bonnes polices prennent soin d'assembler les citoyens et les rallier, comme aux offices sérieux de la dévotion, aussi aux exercices et aux jeux; la société et amitié s'en augmente. » Paroles exquises! avec quel mélange d'ingénuité et de profondeur Montaigne indique l'origine sacrée du théâtre, en marque le but, en fait deviner la règle! Et comme ces vérités, senties des âmes d'élite aux époques d'enfantement héroïque et de laborieux essor, reparaissent naturellement dans toutes les circonstances analogues! En provoquant la fondation d'un théâtre national en Hongrie, le comte Széchenyi ne faisait que développer les paroles de Montaigne : « La société et amitié s'en augmente. »

Le manifeste du comte Stéphan avait paru en 1831; dès l'année suivante, la diète de Pesth s'appropria ses idées et en fit un projet de loi qui fut définitivement voté en 1836. Un an après eut lieu l'ouverture solennelle du théâtre magyar. « J'ai peine à croire, dit un écrivain hongrois, qu'en aucun pays du monde le théâtre soit plus constamment, plus pieusement fidèle à sa mission de culture virile et d'enseignement national que le

théâtre magyar de Pesth. » C'est un Hongrois qui parle, et les Hongrois cèdent volontiers à l'enthousiasme quand il s'agit d'eux-mêmes; rabattez donc quelque chose de ces paroles, il n'en reste pas moins un témoignage digne d'être recueilli. On ne se donne pas de telles louanges quand les faits sont là pour les démentir. Le témoin que j'ai cité ne vante point le génie des écrivains qui ont répondu à l'appel du comte Széchenyi, il ne s'avise pas de porter aux nues les chefs-d'œuvre dramatiques de la littérature magyare; il affirme seulement que la pensée des hommes associés à cette œuvre du théâtre national, directeurs, auteurs, comédiens même, n'a pas cessé d'être une pensée d'éducation patriotique; il affirme surtout que le sentiment public, très en éveil sur ce point, appréciait chacun à cette mesure. On ne demandait pas à l'auteur : « Êtes-vous un génie original? » On lui disait : « Avez-vous à produire des figures, des tableaux qui puissent parler au peuple hongrois de ses souvenirs et de ses devoirs? Savez-vous traduire en notre langue les chefs-d'œuvre de Shakspeare et de Goethe, de Schiller et de Corneille, afin que les Hongrois, associés à la culture générale, s'accoutument à tenir virilement leur place dans le concert des peuples? Traduisez ou inventez, il n'importe; instruisez toujours. C'est là ce qu'on exige de vous; c'est là-dessus que vous serez jugé. » Et ces mâles exigences, si j'en crois plus d'un témoignage, ne se sont pas endormies un seul jour. Voilà trente ans que le théâtre magyar a commencé son œuvre patriotique et sociale; si tous les poëtes qui ont tenté de s'y produire n'ont pas également satisfait aux conditions éternelles de l'art, il paraît pourtant que ce

théâtre a une âme, et que cette âme le soutient au milieu de ses épreuves; ce foyer de vie, tous les Hongrois l'attestent, c'est l'inspiration du comte Széchenyi.

Aujourd'hui, quand les lettrés magyars, jetant un regard en arrière, comparent leur culture intellectuelle et morale avant 1830 à ce qu'elle est devenue sous l'impulsion du comte Széchenyi, c'est à peine s'ils osent y croire. Avec quel dédain l'ancienne aristocratie magyare traitait l'idiome de ses ancêtres! La fierté des Magyars ne s'accommodait guère de ce langage barbare. Dans leurs luttes contre l'aristocratie allemande, luttes de vanité mondaine autant que d'influence politique, ils la suivaient à Vienne sur son terrain, rivalisant de frivolité avec elle et méprisant ce qu'elle méprisait. Comment n'eussent-ils pas rougi de la langue informe en usage de l'autre côté de la Leitha? Un magnat hongrois à la cour de Vienne parlait volontiers l'allemand ou l'anglais, le français ou l'italien, il affectait d'ignorer le hongrois. Était-ce bien l'expression de la Hongrie, cette langue qui séparait les Magyars de toutes les nations de l'Europe? C'était la langue de l'étable, de l'écurie, la langue de la valetaille, non pas la langue d'un peuple qui voulait tenir tête aux Allemands de l'Autriche. Ainsi pensaient ces fiers Magyars, dupes de leur vanité hautaine, et tout à coup, sous l'impulsion du comte Széchenyi, la langue hongroise devient non-seulement l'interprète d'une littérature nouvelle, mais encore l'instrument d'une révolution. On rit d'abord dans les hautes classes de ce magnat qui écrit des livres, et qui se sert pour les écrire d'un idiome abandonné aux gens de la rue. Ces livres pourtant, ce sont des manifestes qui émeuvent le pays; ce sont des armes qui bat-

tent en brèche toutes les barrières du vieux monde féodal. Il faut répondre au novateur, car la noblesse magyare ne renoncera pas du premier coup à ses priviléges, et elle renferme des hommes qui se croient en mesure de tenir tête à ce contradicteur inattendu. Dans quelle langue répondront-ils ? Le latin est la langue officielle; s'en tenir aux formes des chancelleries quand le pays est agité par des questions brûlantes, c'est se condamner à parler dans le désert. Employer l'allemand, ce serait bien pis encore; les magnats hongrois, en combattant l'adversaire intérieur, sembleraient passer à l'ennemi du dehors, à l'ennemi héréditaire plus détesté que jamais ; ce serait à la fois une trahison et un suicide. Ils n'ont qu'une ressource, cette langue même que leur vanité repoussait. Ils ramassent donc l'instrument dédaigné qui brille déjà si bien aux mains du réformateur ; le fer se dérouille, s'affine, s'aiguise, la langue hongroise est vengée. Bien plus, la mode s'en mêle; ce qui était d'abord une nécessité devient bientôt une affaire d'enthousiasme. Quand Ovide exilé récitait aux Gètes et aux Sarmates le poëme qu'il avait composé dans leur langue, les barbares, enivrés subitement de ces accents nouveaux, poussaient des cris de joie et frappaient leurs boucliers à coups de lance. Il y eut quelque chose de ces transports chez les Magyars du dix-neuvième siècle, lorsque la langue nationale, déjà relevée par les livres, vint éclater à la tribune au milieu des acclamations. Quelle joie d'entendre ces bravos, — *eljen! eljen!* — qui retentissaient comme un signal de victoire! Les gentilshommes blasés, hôtes de la cour de Vienne, prenaient goût à ces émotions aussi bien que les barons de la steppe, et tous, on les vit bientôt,

malgré leurs préjugés aristocratiques, associés aux esprits libéraux dans la joie du réveil commun. Les éléments les plus dissemblables peuvent concourir à une même œuvre; vanité frivole chez les uns, élans généreux chez les autres, le comte Széchenyi employait tout cela au succès de sa réforme.

Cette réforme ou plutôt cette transformation d'un peuple, cette langue à demi éteinte subitement rendue à la vie, cette explosion soudaine de forces qui veulent agir, est-ce donc là vraiment un résultat qui appartienne en propre au comte Széchenyi? Non certes. Nul n'accomplit de telles choses, si la nation elle-même ne les a préparées. La gloire du noble comte est d'avoir eu foi dans les ressources morales de son pays, une foi active et virile. Non-seulement il a réveillé ce qui dormait dans la nation magyare, mais, sitôt l'ambition nationale rallumée au fond des cœurs, avec quelle vigilance il a pris la direction du mouvement! Ses plus fervents admirateurs sont obligés de convenir qu'il y a eu parmi les Magyars du dix-neuvième siècle des politiques plus habiles, des orateurs plus éloquents, des savants plus profonds: qu'importe? ajoutent-ils. Inférieur à chacun de ses rivaux dans tel domaine particulier, il les surpassait tous par la réunion de ces mérites divers. Il était mieux qu'un chef de parti, il était le chef du mouvement général, le promoteur d'une vie nouvelle. Sa prudence égalait son ardeur. Riche de conceptions hardies, il se défiait de l'impétuosité hongroise. Procédons avec ordre, si nous voulons fonder œuvre qui dure, disait-il sans cesse à ses collaborateurs impatients. L'ordre, la règle, le développement logique des choses, telle était la devise du réfor-

mateur. On voyait bien qu'il avait été initié à la vie politique par l'étude des institutions anglaises; l'enthousiasme s'alliait chez lui à une intelligence toute pratique. C'est un type hongrois et britannique tout ensemble. Grand patriote, remueur de grandes affaires, il eût parlé volontiers comme cet amiral qui, présidant à Londres une puissante compagnie de navigation, terminait son rapport en ces termes: «Continuons ainsi, nous écraserons les Russes et nous gagnerons de bons dividendes.» La seule différence, c'est que le comte Széchenyi ne voulait écraser personne. Plus libéral que ses émules, on le verra tout à l'heure, il travaillait à la grandeur de son pays sans prétendre l'établir sur l'affaiblissement ou l'oppression des autres races. Sa devise serait plus simplement celle-ci: «Servons la cause magyare et faisons de bonnes affaires.»

Ces bonnes affaires, qui étaient en même temps de vastes entreprises nationales, excitèrent plus d'une fois l'admiration du gouvernement autrichien. Széchenyi avait commencé par éveiller le sentiment de la communauté, le goût des associations fécondes; c'est ainsi qu'il avait fondé le casino de Pesth, espèce de forum propice à l'échange des idées; c'est ainsi encore qu'il avait organisé des sociétés hippiques, dont le but assurément était de réunir les hommes beaucoup plus que d'améliorer les chevaux. Une fois ses compatriotes accoutumés aux entreprises utiles, une fois l'esprit d'initiative excité chez des hommes si prompts à l'action, il lança enfin son grand projet, ce projet qui fit sourire les uns, qui éblouit les autres, que presque tous, adversaires ou amis, traitèrent de rêve chimérique, et qui, en partie réalisé au-

jourd'hui, est une des ressources que le pays des Magyars est heureux de prêter au rétablissement de la puissance autrichienne. De quoi donc s'agissait-il? de débloquer la Hongrie, de lui frayer une route vers la mer Noire, d'ouvrir à ses richesses naturelles le débouché de l'Orient, et pour cela de s'emparer de la navigation du Danube. L'entreprise offrait des difficultés sans nombre; l'énergie, l'activité, la foi du comte Széchenyi renversèrent tous les obstacles. Avant d'établir le pont de Pesth, de creuser le tunnel de Bude, de régulariser le cours de la Theiss, de couler à fond les masses de rochers nommées *les portes de fer*, avant de supprimer toutes les barrières qui empêchaient des relations directes entre la ville des Magyars et Constantinople, il fallait triompher du scepticisme et du découragement[1]. A toute heure, à chaque incident nouveau, le comte Széchenyi était là. Ce fut toute une campagne qui mériterait un historien, une

1. « Si on leur parlait du Danube comme de l'artère vivifiante de leur pays, ils objectaient ces mots sans réplique : *et les portes de fer?* M. de Széchenyi se chargea de leur répondre. Il fit construire sur le quai de Pesth une barque légère, en annonçant à ses compatriotes qu'il voulait avec elle franchir les cataractes. Il partit. Peu de temps après, la Hongrie tout entière applaudissait à son triomphe. Il y eut alors un revirement complet dans les esprits. La nouvelle du passage du Cap ne produisit pas plus d'impression en Europe que parmi les Hongrois l'arrivée du comte Széchenyi au delà des cataractes. » *La Hongrie et la Valachie*, par M. Édouard Thouvenel. 1 vol. Paris, 1840. Page 33. — Les voyageurs qui ont visité depuis trente-cinq ans les contrées du Danube ont tous rendu hommage aux grandes créations du comte Széchenyi. Au moment où elles se produisaient, et avant que M. Thouvenel écrivît ces lignes enthousiastes, M. Saint-Marc Girardin s'y associait de tous ses vœux dans le *Journal des Débats*. Voyez les beaux articles de 1835 et de 1836 recueillis dans les *Souvenirs de voyages et d'études*. (Un vol. Paris, 1852.)

campagne semée d'épisodes douloureux, de péripéties émouvantes, mais enfin, grâce à tant de dévouement et de constance, une campagne victorieuse. Le prince de Metternich, inquiet peut-être de cette fougue enthousiaste et de cet esprit public si héroïquement réveillé, ne pouvait refuser son admiration à ce vaillant personnage.

Au reste, en donnant ainsi l'essor aux forces matérielles et morales de la nation hongroise, le comte Széchenyi évitait avec soin les conflits politiques. Il était persuadé que la transformation sociale, le progrès des idées, le développement du travail et de la richesse publique amèneraient infailliblement une réforme décisive dans les rapports de l'Autriche et de la Hongrie. Engager trop tôt cette lutte avec la maison de Habsbourg, c'était s'exposer à tout perdre. Un jour viendrait, il n'en doutait point, où l'Autriche aurait besoin du concours des Magyars : n'essayons pas, disait-il, de lui imposer aujourd'hui ce qu'elle nous demandera elle-même, ce qu'elle réclamera de nous comme un service, quand nous serons devenus ce que nous devons être. Plusieurs de ses émules, après l'avoir traité de rêveur au commencement de sa carrière, voyant désormais le succès de ses entreprises, lui adressaient des accusations tout opposées. Cette préoccupation des affaires n'était-elle pas l'indice d'un matérialisme dangereux? Qu'était-ce que ce prétendu réformateur des Magyars avec son armée d'ingénieurs anglais? N'y avait-il pas des intérêts plus élevés à poursuivre? et ne fallait-il pas craindre que cette fièvre de créations industrielles ne détournât la nation du plus sacré de ses devoirs, c'est-à-dire de la revendication de ses droits? Le comte Széchenyi dédaignait ces cris des impatients,

comme il avait dédaigné d'abord les railleries des sceptiques. Malgré certaines contradictions apparentes dans sa conduite, malgré une disposition singulière à se passionner tout à coup et en même temps pour les choses les plus diverses, il était fidèle à une pensée première énergiquement conçue. Ces soubresauts d'enthousiasme n'étaient pas un symptôme de mobilité; c'était la trace d'une imagination orientale unie à l'activité de l'Occident. Un jour qu'un grand personnage politique autrichien lui marquait son étonnement au sujet de ces explosions d'idées qui déconcertaient sa logique : « La logique hongroise, répondit vivement le Magyar, n'est pas la même que la logique allemande. » Ne voyez là ni épigramme ni impertinence; le comte Széchenyi formulait à sa manière le trait que je viens d'indiquer. A juger de haut, à embrasser dans leur ensemble les œuvres du grand Magyar, et nous pouvons le faire aujourd'hui plus facilement que ses contemporains immédiats, il est clair que le comte Széchenyi avait un but auquel il marchait résolûment; ce but, ce n'était pas moins que la destruction du vieux magyarisme et l'enfantement du magyarisme nouveau, du magyarisme régénéré par l'esprit moderne et appelé à renouveler aussi la vieille Autriche sans se séparer d'elle.

Je résume, sur pièces authentiques, la suite des idées et des actes que la *logique hongroise* inspirait au comte Széchenyi. Pendant les cinq premières années de sa vie active, de 1825 à 1830, il s'était attaché, on l'a vu plus haut, à éveiller le sentiment de la communauté nationale. L'esprit public une fois réveillé, le tribun va le saisir des plus hardis problèmes. Le premier de ces grands

manifestes paraît en 1830. Le titre est bien simple : *Le Crédit*, pas un mot de plus. « Si l'auteur de cet ouvrage, dit l'un des biographes du comte, n'eût été qu'un simple publiciste et non un magnat opulent, il aurait été infailliblement condamné pour crime de haute trahison. Que contenaient ces pages en effet, de la première à la dernière? Une attaque radicale contre tout l'édifice social et politique de la Hongrie, une déclaration de guerre à l'idée traditionnelle, à l'idée populaire de *la vieille liberté hongroise*. » La Hongrie avait encore en 1830 un droit public et privé tout rempli de l'esprit féodal. Ces institutions, que les magnats défendaient comme l'arche sainte, le peuple même les entourait d'un respect superstitieux, croyant l'existence nationale attachée à ces formules d'un autre âge. Le comte Széchenyi, au nom de l'esprit moderne, les soumet à une critique sans pitié. Il prouve que le droit féodal, dans les conditions du monde nouveau, bien loin de protéger le maître du sol, le paralyse, le ruine, le tue. Il prouve que le seigneur magyar, si fier de sa liberté, est l'homme le moins libre de la terre, puisqu'il ne peut disposer de ce qu'il possède. Maintes questions de détail, dîmes, corvées, entretien des routes, étaient liées au système général; il les prend une à une, il montre comment ces pratiques despotiques et routinières sont nuisibles aux intérêts de tous. C'étaient les seigneurs avec leurs priviléges, c'étaient les comitats avec leurs attributions locales qui réglaient le tracé des routes et les prestations individuelles; le jour où une direction centrale dominera ces prétentions opposées en vue de l'utilité commune, quelle transformation s'opérera aussitôt! Ces vérités, devenues

pour nous si banales, il fallait les faire accepter d'un peuple chez qui les préjugés de l'ancien régime se confondaient avec le sentiment de l'indépendance nationale. Le comte Széchenyi déploie sur ce point toutes les forces de sa dialectique. Il sait les arguments qui toucheront le plus le cœur de ses compatriotes. Avec quelle verve il aiguillonne les esprits routiniers! Il les flatte ou les pique tour à tour. Si la raison est rebelle, l'orgueil cédera plus facilement. « Ne répétez plus, s'écrie-t-il, que le gouvernement autrichien est responsable de la stagnation de la Hongrie; il n'y a pas de force humaine qui puisse vous empêcher de vivre, si vous êtes résolus à ne pas vous abandonner vous-mêmes. La régénération du pays est dans vos mains. Le poids qui vous opprime, ce n'est pas l'Autriche, ce sont vos préjugés gothiques. Vous vous enfermez dans vos institutions vermoulues, et vous croyez défendre le palladium de notre liberté; vous ne défendez qu'un tombeau. Il semble, à vous entendre, que la Hongrie n'existe que dans le passé : élevez vos cœurs, Hongrois dégénérés; la Hongrie n'a pas achevé sa tâche, c'est aujourd'hui que ses destinées commencent. »

L'argumentation, résumée ici en quelques lignes, était appuyée sur des faits que chacun pouvait contrôler en détail, et qui, rassemblés en faisceau, éclairés par une discussion vigoureuse, formaient le plus redoutable des réquisitoires. Bien des membres de la noblesse, au moins parmi les plus jeunes, étaient en proie à de vives perplexités; comment ne pas être ému en voyant les ressources futures de la Hongrie opposées avec tant de force aux abus destructeurs de l'ancien régime? Au mi-

lieu de l'agitation produite par ces pages véhémentes, le droit féodal trouva un défenseur. Le comte Joseph Dessewffy se donna la tâche de raffermir les magnats ébranlés dans leurs croyances. C'était une âme élevée qui ne voyait que l'esprit patriarcal des anciennes coutumes ; homme instruit, habile publiciste, il mit en œuvre tous les arguments qui pouvaient servir sa cause. Cette réfutation était intitulée simplement *Analyse*. S'il faut avouer que la déclamation et même une certaine violence de langage n'y faisaient pas défaut, on doit reconnaître pourtant que le talent de l'écrivain imprimait à la discussion un caractère solennel. Le comte Dessewffy avait eu jusque-là les plus vives sympathies pour le comte Széchenyi, il avait même chanté en vers enthousiastes la première apparition du jeune Magyar, son patriotisme et sa libéralité chevaleresque; s'il le traitait maintenant d'*iconoclaste*, s'il le dénonçait comme un ennemi public, c'était bien sa foi qui le faisait parler. Croyance contre croyance, deux mondes étaient aux prises. Même ardeur des deux parts et même sincérité. Dessewffy représentait la fidélité à de vénérables souvenirs; Széchenyi, la claire intelligence des conditions du monde nouveau. *Le Monde!* tel est le titre de l'ouvrage où le tribun, ripostant aux attaques de son contradicteur, reprend sa thèse avec une vigueur nouvelle. Il est si plein de ses idées, il voit si bien l'avenir préparé à sa patrie par la réforme du vieux droit, qu'il ne ménage plus rien. L'iconoclaste est sans pitié pour son ami d'autrefois. A travers les arguments que lui fournit la science, on entend siffler le sarcasme injurieux. Blessé, meurtri, le comte Dessewffy ne tarda guère à se retirer de la

lutte. La déroute du vieux magyarisme avait commencé.

Peu de temps après, en 1833, le comte Széchenyi publiait un troisième manifeste intitulé *Stadium*. Le premier était une déclaration de guerre à l'ancien régime, le second une affirmation du droit nouveau; qu'était celui-ci? Le titre le laisse deviner sous sa forme bizarre : un *stade*, un champ de courses est ouvert; c'est là que les lutteurs généreux doivent exercer leurs forces et remporter les prix. Partout ailleurs il n'y aurait que de vains efforts et des résultats stériles. L'attachement superstitieux des magnats aux institutions féodales se traduisait volontiers par cette formule : *extra Hungariam non est vita*. Széchenyi au contraire, enseignant à ses compatriotes la vertu de l'émulation, voulait leur inspirer le désir de tenir une place toujours agrandie au sein de la famille européenne. Or, quelles étaient pour les Magyars les conditions à remplir, s'ils avaient enfin l'ambition de jouer un rôle dans le monde moderne? A cette question, l'auteur du *Stadium* répondait par douze projets de lois, projets très-étudiés, très-pratiques, appropriés à la situation du pays, et dont les principes fondamentaux peuvent être réduits à ces termes : affranchissement du sol, liberté du travail, égalité civile. Tout l'arsenal des vieilles lois du moyen âge était renversé comme une bastille. Plus de ces priviléges qui paralysaient le commerce et l'industrie, plus de ces contributions qui pesaient sur les plus méritants. La loi de l'*avitacité*, comme on l'appelle, permettait à l'héritier, pendant un espace de trente-deux ans, d'annuler la vente consentie par ses auteurs et de reprendre le domaine patrimonial au simple prix d'achat, avec ou sans indem-

nités pour toutes les dépenses que l'acquéreur avait pu y faire; la loi de *fiscalité* autorisait la confiscation; la loi du *maximum* donnait le droit aux seigneurs de limiter le prix des denrées; le seigneur étant le maître et par conséquent, disait la loi, le défenseur naturel de ses vassaux, il était interdit au paysan de choisir lui-même son avocat dans quelque procès que ce pût être, surtout, on le pense bien, dans les procès de maître à colon; les lois de corporation enchaînaient l'ouvrier au travail que lui avait imposé le hasard; il y avait enfin sur tous les points, sous toutes les formes, des entraves, des monopoles, des iniquités sans nombre. Parmi ces lois des temps barbares, les unes étaient odieuses, les autres simplement absurdes. Que les lois odieuses fussent adoucies dans la pratique par les progrès des mœurs et la générosité de l'esprit hongrois, on n'en saurait douter; comment nier pourtant que les lois absurdes fussent une cause d'affaiblissement continu, c'est-à-dire à brève échéance une menace de ruine pour la nation magyare? Le comte Széchenyi était donc bien inspiré lorsque, après avoir dénoncé le mal, il indiquait si nettement le remède. Cet ensemble de lois fécondes opposées par le réformateur à des institutions désastreuses fut salué comme une sorte d'Évangile par les générations qui venaient de se lever à son appel.

L'effroi même que la fougue du comte Széchenyi inspirait aux derniers représentants du vieux magyarisme contribua au succès du livre. Ses deux premiers manifestes avaient paru librement à Pesth; le troisième, arrêté par la censure, fut imprimé hors des frontières de la Hongrie et de l'Autriche : c'est à Bucharest que le

comte Széchenyi dut chercher un éditeur, c'est de la Valachie qu'arriva aux lecteurs du généreux tribun le programme de la Hongrie nouvelle. Le succès fut immense. L'image du pays régénéré enchantait les esprits. On avait pu empêcher l'impression de l'ouvrage, on ne put empêcher la nation d'accueillir avec enthousiasme cet idéal d'une liberté régulière et d'une existence agrandie. Dans toutes les diètes locales, dans toutes les discussions des comitats, partout où l'iniative du comte, depuis 1825, s'était préparé un auditoire, les projets du *Stadium* étaient devenus le programme des orateurs. Cette école des juristes, représentée aujourd'hui avec tant d'éclat par M. Franz Deák, comment s'est-elle formée? Au souffle ardent de Széchenyi. Ce sont les idées de Széchenyi, c'est la suppression des priviléges féodaux, c'est l'établissement de l'égalité civile que Franz Deák, Paul Nagy, Nicolas Vesselényi, avaient mis comme point de départ dans les brillantes et orageuse sessions de 1832 à 1836.

On s'étonnera peut-être que des idées si simples, un demi-siècle après la révolution française, aient demandé tant d'efforts aux réformateurs hongrois. C'est que les épreuves de la Hongrie avaient accoutumé le patriotisme à une défiance ombrageuse; regardez-y de plus près, cette œuvre, qui nous semble si naturelle, apparaît au contraire toute hérissée de complications. On avait vu au dix-huitième siècle un souverain philosophe entreprendre la réforme des institutions du moyen âge et gratifier la Hongrie des bienfaits de l'égalité civile; par malheur, ce philosophe couronné employait le despotisme à l'établissement des idées les plus justes. Est-il

besoin de nommer Joseph II? Avec les meilleures intentions, le fils de Marie-Thérèse ne réussissait qu'à se rendre odieux. Poursuivant l'idée abstraite du droit sans tenir compte du droit historique et du sentiment national, il irritait ceux qu'il croyait servir. La Hongrie, dans le système de Joseph II, devenait plus libre et plus heureuse à condition de ne plus être la Hongrie. On ne voulut point de cette liberté qui coûtait si cher; on se révolta contre ce bienfaiteur qui détruisait le Magyar pour affranchir le citoyen. Après lui, Léopold ne put apaiser la colère des Hongrois qu'en abolissant toutes les lois, même les plus sages, imposées par le réformateur despotique, et l'acte par lequel il le condamnait ainsi était rédigé en hongrois, c'est-à-dire dans la langue même que Joseph II avait voulu proscrire. On montre encore à Bude ce trophée de 1791, témoignage de la victoire remportée par le vieux magyarisme sur l'esprit moderne, je dis l'esprit moderne mal compris et appliqué à faux. Cette rectification est indispensable. Étaient-ce donc les principes du dix-huitième siècle qu'avaient repoussés les Magyars en résistant aux innovations de Joseph II? Non certes. L'année même où ils arrachaient à Léopold ce désaveu dont je viens de parler, les principaux membres de la diète de Pesth préparaient une série de projets de lois manifestement inspirés par notre dix-huitième siècle et les grandes scènes de la Révolution. L'esprit de liberté, d'humanité, l'abolition des vieilles entraves, un viril appel aux forces du pays, voilà ce que les législateurs hongrois de 1791 voulaient associer au respect de leurs traditions. Il faut bien reconnaître pourtant que cette généreuse entreprise s'éva-

nouit sans laisser de traces. Les guerres européennes rejetèrent bientôt les esprits dans un autre courant d'idées. Les projets des députés de 1791 n'étaient connus que des érudits, la nation les ignorait. A vrai dire, les principes de la société moderne, jusque vers 1825, n'apparaissaient aux Hongrois que sous la forme pédantesque et odieuse des décrets de Joseph II. Il fallait le prestige d'un Széchenyi pour triompher de ces souvenirs. Joseph II avait imposé le progrès au nom d'une centralisation où disparaissait la Hongrie; Széchenyi, en travaillant à détruire la Hongrie féodale, jetait les bases d'une Hongrie bien autrement forte et prospère.

C'était là précisément ce qui inquiétait le gouvernement autrichien. Le prince de Metternich n'était pas fâché de voir diminuer le rôle d'une aristocratie féodale qui, même en servant la maison de Habsbourg, opposait à ses empiétements une résistance inflexible; mais cette Hongrie nouvelle, une fois pénétrée de l'esprit qui transformait l'Europe, n'allait-elle pas offrir des dangers d'une autre espèce? Permettre à la Hongrie de briser ses liens féodaux, rien de mieux, si la centralisation autrichienne devait en profiter; l'affranchir au profit de la Hongrie elle-même, au profit de la révolution peut-être, quel péril! En face de ces défiances contraires du vieux magyarisme et des conservateurs autrichiens, on devine tout ce que le comte Széchenyi eut à déployer de souplesse et d'habileté. Enthousiaste avec les Hongrois, circonspect avec les politiques de Vienne, il était obligé tout ensemble d'entraîner les uns et de rassurer les autres. Et il y avait réussi. Au moment où nous sommes parvenus dans cette grande existence, après la publica-

tion de ses trois manifestes, quand des entreprises gigantesques, ajoutant l'exemple au précepte, ouvraient à la Hongrie des ressources inconnues jusque-là, le comte Széchenyi était véritablement le roi de l'opinion et ne portait pas ombrage à l'Autriche. Le prince de Metternich s'inscrivait parmi les actionnaires qui apportaient leur concours à l'œuvre de la navigation du Danube; les orateurs magyars réclamaient à la tribune de la diète l'exécution du programme tracé par le réformateur. Ces mots « roi de l'opinion, » si souvent prodigués par la déclamation et la flatterie, n'étaient ici qu'une vérité littérale. Jamais peut-être on ne vit pareille victoire, jamais du moins popularité acquise plus noblement et plus noblement justifiée.

Quels beaux jours que ceux-là pour le comte Széchenyi! jours d'enthousiasme pur, de triomphe sans mélange. Il n'avait pas dû encore se séparer de ses disciples; il n'avait pas encore payé la rançon de sa clairvoyance; il n'avait pas deviné avant tous ses frères d'armes le mal que l'absolutisme autrichien d'un côté, de l'autre l'impatience hongroise, allaient faire à sa cause; il n'avait pas été obligé par sa conscience loyale d'adresser à son pays de sévères avertissements et de sacrifier sa popularité. Quand il traversait la Hongrie pour surveiller ses vastes entreprises, il voyait partout rayonner les visages, il voyait le paysan ainsi que le gentilhomme, l'ouvrier aussi bien que l'étudiant, saisis d'une émotion patriotique, se découvrir avec respect et saluer le *grand Magyar*.

## II

C'était un des principes du comte Széchenyi que les diètes hongroises devaient éviter toute cause de conflit avec le gouvernement autrichien et se donner le temps de fonder la grandeur du pays sur le terrain de l'économie politique. « J'ai réveillé mes compatriotes pour qu'ils marchent, non pour qu'ils se jettent par la fenêtre, » disait-il un jour à un étranger en lui expliquant l'état de la Hongrie. Faut-il s'étonner qu'un peuple fier, animé tout à coup d'une vie nouvelle, n'ait pas montré dans sa conduite la même prudence que l'homme d'État accoutumé à la méditation? Non certes. En signalant les passions qui amenèrent une rupture douloureuse entre le comte Széchenyi et les plus impétueux de ses disciples, à Dieu ne plaise que je veuille condamner des hommes dignes de sympathie! Il résultera pourtant de ce récit impartial que le comte Széchenyi voyait plus clair que ses détracteurs, et que ses conseils, s'ils eussent été suivis, auraient épargné à la nation magyare les plus cruelles épreuves.

Au moment où les ouvrages populaires du noble comte viennent d'enflammer tous les cœurs, où ses adversaires les plus redoutables sont réduits au silence, où la jeune noblesse s'unit avec le peuple dans l'espoir d'un radieux avenir, à ce moment-là même un parti nouveau s'organise, qui va s'emparer de l'esprit public réveillé par le réformateur et le pousser dans une voie opposée à la sienne. Est-ce la démocratie qui se dresse en face du libéralisme?

Défions-nous de ces termes à propos de la Hongrie ; démocratie, aristocratie, libéralisme, ces dénominations de notre Occident ne conviennent guère dans un milieu où l'esprit de race mêle à toutes les idées quelque chose de hautain. La vérité est que le vieux magyarisme, mis en déroute par les polémiques du comte, allait prendre une sorte de revanche en déconcertant ses projets, et que le magyarisme nouveau s'apprêtait à le dépasser par une ardeur d'émulation irréfléchie. Le comte Széchenyi disait : « Oubliez vos griefs contre l'Autriche, ne vous occupez que de la réforme sociale, assurez-vous une place dans le travail de l'Europe moderne, le reste viendra par surcroît. » C'était décidément trop demander à ces imaginations magyares si vives et si exigeantes. Dans les villes, sinon dans les campagnes, le premier résultat de ce réveil, dû à l'ardente prédication de Széchenyi, fut la reprise des hostilités contre le gouvernement autrichien. Cette même diète de 1832 à 1836, où furent posées les bases de l'édifice nouveau rêvé par le comte, vit se lever une armée d'assaillants qui entra en campagne sous une autre bannière ; son chef était le baron Vesselényi, *le géant de la Transylvanie*, comme l'appellent les publicistes hongrois, gentilhomme passionné, orateur véhément, une sorte de Mirabeau à l'épaisse chevelure et aux formes athlétiques. Possesseur de vastes domaines en Transylvanie et en Hongrie, il avait sa place dans les diètes de l'une et de l'autre contrée. Si le comte Széchenyi n'avait pas été le promoteur d'une rénovation sociale, qui transformait bon gré mal gré l'aristocratie hongroise, il est à peu près certain, — des juges impartiaux nous l'affirment, — que Vesselényi n'aurait jamais songé au

rôle de tribun populaire. Privé de l'influence féodale par le mouvement que Széchenyi avait imprimé, mouvement encore incomplet, mais qui déjà, même avant de réussir sur tous les points, avait paralysé le vieux magyarisme, Vesselényi, comme beaucoup de ses amis, avait cherché un dédommagement dans l'influence politique. Il était l'arrière-petit-fils d'un ancien palatin. L'ambition personnelle chez cet impétueux personnage s'alliait aux passions nationales les plus sincères. Il voulait tout ensemble arracher à l'Autriche la reconnaissance de l'autonomie hongroise et restituer indirectement aux hommes de sa caste une part de la puissance que leur enlevait le progrès des idées. Rien de pareil chez le comte Széchenyi; son dévouement à la cause magyare était bien autrement désintéressé. Ce fut pourtant le baron Vesselényi qui le premier, avant Kossuth lui-même, disputa au réformateur le sceptre de l'opinion. Quel est le plus grand ami des Magyars, Széchenyi ou Vesselényi? Ce débat remplissait les livres, les brochures, les conférences tumultueuses. Széchenyi, plus gentilhomme dans sa tenue extérieure, était bien plus libéral au fond; Vesselényi, plus préoccupé de son rôle, avait des allures plus populaires. L'un était prudent et temporisateur, l'autre violent et désordonné. Le premier, si habile à manier la parole, si bien armé de raison et d'ironie, savait pourtant se taire à propos, modérer sa voix, graduer ses attaques; le second était toujours prêt à éclater en invectives formidables. Comment s'étonner que les combinaisons profondes de l'homme d'État aient pâli aux yeux de la foule devant l'enthousiasme irréfléchi du tribun? « L'opposition des deux patriotes, dit un pu-

bliciste hongrois, aboutit pour le vulgaire à ces formules équivoques, à ces antithèses superficielles que la suite des événements a rendues parfaitement ridicules : Vesselényi, disait-on, veut conduire la nation au bien-être par la liberté, Széchenyi la veut conduire à la liberté par le bien-être; Vesselényi représente le progrès au nom des principes et de la vie morale, Széchenyi le progrès matériel[1]. »

Le noble comte abandonnait à l'avenir le soin de réfuter ces déclamations. Le travail est une vertu, si je ne me trompe, et l'affranchissement du travail, avec toutes les conséquences qui en résultent, est une des conditions de la vie morale des peuples. On a reproché à Széchenyi d'avoir eu trop de confiance dans la justice de l'histoire, de ne pas s'être attaché à maintenir en face de ses rivaux le caractère moral de son œuvre. Pourquoi en 1836, tandis que le baron Vesselényi devenait l'idole de la foule, le réformateur a-t-il cessé tout à coup de suivre les séances de la diète? Pourquoi s'est-il réfugié en quelque sorte sur le théâtre de ses grands travaux, au milieu des ingénieurs qui transformaient le pays? Peut-être voulait-il montrer que, là où régnait encore son influence, les promesses de son programme s'accomplissaient de jour en jour, tandis que l'agitation de Vesselényi arrêtait l'élan des réformes civiles. Il est certain, en effet, que la diète, après avoir si bien commencé en 1832, finissait en 1836 sans avoir réalisé les réformes promises; une lutte intempestive contre le ministère

1. *Graf Stéphan Széchenyi's staatsmännische Laufbahn*. Pesth, 1866, p. 21.

autrichien avait détourné les esprits du programme tracé par Széchenyi, et au milieu des passions confusément soulevées tout demeurait en suspens. Pourquoi du moins, après cette fâcheuse épreuve, Széchenyi n'avait-il pas essayé de ressaisir son autorité morale en vue de la diète suivante? C'est dans les comitats que se préparaient les élections, ce sont les comitats qui donnaient aux députés des mandats impératifs : comment donc se faisait-il que le noble comte n'eût pas cherché à dominer les comitats par le prestige de sa renommée et l'ascendant de sa personne? Cette question est d'autant plus naturelle que le comte Széchenyi, après le succès de ses manifestes, avait reçu de presque tous les comitats de Hongrie le droit d'*indigénat*, c'est-à-dire le droit de siéger, de parler, de voter comme les représentants de la commune.

Les récentes études publiées sur le comte Széchenyi nous fournissent ici des explications fort curieuses. D'après la vieille constitution magyare, telle qu'elle existait encore en 1836, la Hongrie se divisait en cinquante-deux comitats. Chacun de ces comitats ou districts avait une assemblée où pouvaient siéger non-seulement les grands propriétaires, mais les plus modestes gentilshommes de la contrée, les notables de tout rang, magistrats, juristes, hommes d'affaires; on cite tel comitat qui renfermait de vingt-cinq à trente mille personnes ayant droit de suffrage. Au moment des élections générales pour la diète, chacun des comitats arrêtait le mandat que ses députés avait mission de remplir, et ce mandat était impératif. Une commission préparait le travail; l'assemblée, au moyen de subdivisions nombreuses, délibérait et votait. On se figure aisément le désordre

qu'une telle organisation introduisait dans les affaires du pays. Institution féodale, les comitats avaient été inoffensifs tant que l'esprit féodal n'avait pas été remplacé par une force plus active. Depuis le mouvement réformateur du comte Széchenyi, ces cinquante-deux parlements au petit pied réunissaient, sans aucun correctif, les inconvénients de deux systèmes contraires. C'était le morcellement du moyen âge avec l'agitation de la vie moderne. Malgré le nombre des votants et la vivacité des discussions, les intérêts de clocher dominaient tout. Quiconque n'était pas en rapports directs avec les personnages importants du district, quiconque n'était pas initié aux passions, aux intrigues, aux rivalités locales, était certain d'échouer, s'appelât-il Széchenyi ou Kossuth. Oui, Kossuth lui-même, à l'heure des entraînements révolutionnaires, a eu moins de chances de succès dans tel comitat que l'orateur de bas étage sachant quelles passions particulières il convenait de caresser, quelles espérances ou quelles appréhensions il fallait mettre en œuvre. « Personne n'ignore, dit un publiciste hongrois, qu'il y avait en 1847, dans le comitat de Pesth, deux ou trois célébrités d'occasion qui, en se portant candidats aux élections de la diète, eussent écarté Kossuth, — Kossuth, adoré de la nation à cette date, mais étranger à la vie des comitats[1]. » On ne saurait déclarer plus nettement que la vie des comitats était étrangère elle-même à la vie de la nation. Széchenyi le savait bien;

1. Ces paroles sont du baron Sigismond Kemény; je les emprunte à une citation de M. Aurèle de Kecskeméthy. Voyez *Graf Stéphan Széchenyi's staatsmännische Laufbahn*, Pesth, 1866, page 24.

sa clairvoyance explique sa réserve. Plutôt que d'user son autorité morale en des luttes peu dignes de lui, il aima mieux garder le poste qu'il avait choisi, au-dessus des comitats, au-dessus même des partis de la diète, et poursuivre obstinément deux choses qu'il regardait comme la clef de l'avenir : la réforme législative de la Hongrie, et l'alliance des Magyars avec la monarchie autrichienne.

« Dieu fasse que je rende ma pensée aussi claire pour tous qu'elle l'est pour moi, afin que mes paroles ne donnent lieu à aucune méprise, et que personne n'en puisse être blessé ! Je n'ai en vue autre chose que la conciliation, non pas seulement la conciliation des partis, mais la concorde des deux chambres, la concorde de la nation et du gouvernement. La cause de notre mal est beaucoup moins dans les hommes que dans notre association hétérogène ; cette cause, c'est que la Hongrie possède une constitution et que l'Autriche n'en a point. Or, puisque les choses sont ainsi et que notre devoir est de conserver cette constitution sans permettre que l'esprit en soit faussé, la mission du gouvernement, bien plus son intérêt propre, s'il veut vivre en paix avec nous, est de favoriser notre développement dans le sens de nos institutions nationales. Il n'en fait rien cependant. Ne le voyons-nous pas, depuis l'ouverture de la diète, non-seulement permettre, mais ordonner à ses scribes mercenaires d'accumuler contre nous calomnies sur calomnies ? Et n'est-il pas évident qu'il veut soulever contre nous l'opinion de l'étranger ? Quand je me souviens de toutes les indignités que j'ai été obligé de lire dans le cours de cette diète, quand je me rappelle qu'en les lisant j'étais convaincu de l'impossibilité d'y répondre en détail, pourquoi ne l'avouerais je pas ? mon sang brûle mes veines. Dans une de ces pages irritantes, pour n'en citer qu'une seule, il était dit qu'il suffirait de lâcher cer-

taines écluses, et qu'on en finirait une bonne fois avec toute l'aristocratie privilégiée de ce pays ! Admirable système de conciliation, surtout chez des hommes qui invoquent à tout propos le dogme sacro-saint de la légitimité ! Rappelons-nous l'histoire de Marie-Thérèse ; rappelons-nous seulement les événements de ce siècle, lorsque le Conquérant essayait de séduire la nation, de lui faire oublier ses devoirs envers la dynastie, nous aussi nous pouvions dire alors : Il nous suffirait d'ouvrir certaines écluses... Je n'achève pas, les membres de la chambre haute savent bien ce que je veux dire ; mais il ne se trouva pas dans ce pays un seul criminel pour concevoir cette pensée. Appuyé sur ces souvenirs avec une fierté nationale, je déclare que nous n'avons besoin d'aucun avertissement du dehors pour remplir nos devoirs envers le roi et la patrie. »

C'est devant la diète de 1839 que le comte Széchenyi tenait ce ferme langage ; puis, après avoir ainsi réduit au silence les publicistes viennois, après les avoir écartés de la scène comme étrangers au débat et n'ayant nulle qualité pour intervenir, il met pour ainsi dire en présence le gouvernement des Habsbourg d'un côté, la nation magyare de l'autre, et montre à quelles conditions finiront les luttes séculaires. Il faut que l'esprit de défiance disparaisse. Le gouvernement attribue au pays des pensées factieuses, et par cela même il les fait naître ; le pays attribue au gouvernement des projets d'usurpation, et par cela même il les provoque. Qu'ils se fient l'un à l'autre en se connaissant mieux. Le principal tort du gouvernement, c'est l'ignorance... Voyez quelle impartialité dans ses conseils ! et alors même que l'orateur proclame avec sincérité son attachement à la dynastie des Habsbourg, quel sentiment de l'indépendance natio-

nale ! Ce sont bien là les traits de l'esprit magyar tel que nous le voyons éclater aujourd'hui :

« Si nous voulons apprécier d'une façon équitable les actes du gouvernement, plaçons-nous souvent à son point de vue ; nous reconnaîtrons alors que, dans maintes affaires où nous soupçonnons des intrigues méphistophéliques, il n'y a autre chose que l'ignorance... Il faut désirer d'autre part que le gouvernement se place souvent au point de vue de la Hongrie, au point de vue de notre régime constitutionnel ; sinon, là où il n'y a qu'une légitime préoccupation de nos droits, il verra toujours révolution et rébellion... — Faisons donc parvenir à Sa Majesté les remontrances de cette chambre ! Puisse son auguste personne connaître directement nos inquiétudes ! Puisse le gouvernement avoir l'occasion de considérer à notre point de vue les affaires de notre pays ! C'est seulement alors que l'irritation de tous fera place à un jugement réfléchi. Soyons persuadés que les intentions du gouvernement sont honnêtes, bien qu'elles ne soient pas conformes à l'esprit de la constitution. Peut-être aussi nous-mêmes ne sommes-nous pas encore mûrs pour la vie constitutionnelle librement développée ; car le respect auquel nous avons droit augmente ou diminue avec notre valeur intellectuelle et morale. Renonçons donc à cette impétuosité d'allures par laquelle beaucoup d'entre nous cherchent à se rendre populaires et s'efforcent même de se dépasser les uns les autres. N'est-ce pas cette émulation de fougue irréfléchie qui a conduit la France de Bailly à Camille Desmoulins, de Camille Desmoulins à Danton, de Danton à Robespierre, pour finir dans le despotisme le plus absolu qui fut jamais ? Apprenons de notre patriotisme à sacrifier nos personnes, si nous ne voulons pas subir le même sort ; nourrissons en nous le sentiment de la communauté, n'ayons tous qu'une seule âme, en un mot forçons nos ennemis eux-mêmes à respecter le peuple magyar !

Quant au gouvernement, ce n'est pas assez qu'il ait renoncé à germaniser la Hongrie, il faut aussi qu'il renonce à la fondre avec les autres États de la monarchie ; ce serait une entreprise désormais impossible. On peut nous tuer, on ne nous fondra jamais dans l'Autriche... Il est certain que la complète régénération de la Hongrie est une nécessité de premier ordre ; mais comment accomplir une telle œuvre, si la nation ne comprend pas le gouvernement, ni le gouvernement la nation, séparés qu'ils sont par de continuelles défiances ? »

Excellentes paroles et merveilleuse prévision de l'avenir ! N'est-ce pas, à vingt-huit ans de distance, le programme adopté aujourd'hui par M. de Beust ? Quel sang précieux on aurait ménagé, que de scènes horribles on eût épargnées à l'histoire du XIX^e^ siècle, si Magyars et Allemands eussent écouté plus tôt les conseils du comte Széchenyi ! Malheureusement, pour des causes qu'il serait superflu d'exposer en détail, les défiances, apaisées un instant par les remontrances du noble orateur, éclatèrent bientôt plus vives que jamais. Louis Kossuth venait de paraître sur la scène. Publiciste fougueux, orateur inspiré, il entraînait dans des voies toutes nouvelles les anciens disciples du réformateur. L'idée de la révolution, épouvantail de Széchenyi, souriait au jeune tribun. Si la rupture avec l'Autriche, si une réforme radicale des institutions du pays, si la révolution enfin peut nous donner l'indépendance nationale, pourquoi redouter des épreuves dont la récompense est si haute ? Ainsi pensait Kossuth, et le *Journal de Pesth* (*Pesti hirlap*), qu'il venait de fonder en 1841, mettait le feu aux poudres. Tous les sentiments généreux sur lesquels s'é-

tait appuyé le réformateur, libéralisme, patriotisme, devenaient aux mains du tribun de vraies machines de guerre. Telle était pourtant l'ardeur des esprits, tel était le prestige exercé par la prédication enthousiaste de Kossuth, que Széchenyi lui-même, en le combattant, n'osa se séparer de lui qu'à moitié. Dans un livre expressément dirigé contre le journal de Kossuth, et intitulé *le Peuple de l'Est*[1], on voit le courageux lutteur, un instant déconcerté, fournir une réplique facile à son adversaire. Les idées de Kossuth sont les siennes; la seule chose qu'il blâme, c'est le ton, l'accent, la forme, cette forme passionnée qui exalte l'enthousiasme populaire aux dépens de la raison politique. « Quoi! répondait Kossuth, nous sommes d'accord sur le fond, et vous vous attachez à la forme! Quoi! c'est la forme de mes articles qui fait naître pour la Hongrie le danger d'une révolution! Avouez que cette révolution, si elle doit éclater, aura eu des causes plus profondes. » Széchenyi, on le devine aisément, avait ressenti un déchirement douloureux au moment de voir disparaître sa popularité : de là les contradictions de ce livre, où étincellent d'ailleurs des traits de génie; de là cette déclaration inattendue que le programme de Kossuth, sauf les témérités de la forme, était le programme de sa vie entière. C'est peut-être la seule marque de faiblesse qu'ait donnée ce mâle esprit, et qui oserait lui reprocher d'avoir faibli une heure, si l'on songe qu'il s'agissait pour lui, à cette heure décisive, de perdre ou de garder la faveur de ce peuple qu'il avait toujours si ardemment aimé, si loyalement

1. *Kelet Népe.* Pesth, 1841.

servi? On ne regrette pas de rencontrer ces indices d'une âme tendre dans la vie d'un homme que recommandent avant tout la vigueur de la raison et la fermeté de la conduite. Il faut ajouter pourtant que ces concessions de Széchenyi, chose assez ordinaire dans les sacrifices de ce genre, lui furent absolument inutiles. Le *Peuple de l'Est* ne fit que précipiter la déchéance de Széchenyi comme chef du mouvement national; ébranlé déjà par Vesselényi, le grand Magyar était détrôné par Kossuth.

Cette blessure, quoique saignante, ne le met pas hors de combat. Il se relève et reprend vaillamment son poste. Désormais il ne fera plus de concessions, il accusera au contraire les différences profondes qui le séparent des agitateurs. Que lui importe la popularité? Il a le témoignage de sa conscience, et il compte sur les revanches de l'avenir. C'est donc avec une verve rajeunie qu'il va combattre les démagogues. Ne croyez pas d'ailleurs qu'il porte dans la lutte aucun ressentiment personnel, il ne pense qu'à l'intérêt du pays. Une des choses qui l'inquiètent tout d'abord dans les doctrines de Kossuth et de ses partisans, c'est l'esprit de domination altière qui inspire leur politique. De même que les Allemands avaient voulu imposer la culture germanique aux Magyars, de même ceux-ci, dans l'élan qui les emporte, voudraient obliger les Allemands et les Slaves du royaume à se transformer en Hongrois. Naguère la langue magyare n'était rien; maintenant qu'elle est remise en honneur, on voit avec impatience qu'elle n'ait point encore étouffé tous les idiomes rivaux. Ce droit de la race, ce droit du foyer natal, qu'on a tant réclamé, qu'on réclame encore avec tant d'énergie, on le refuse insolemment au

voisin. Étrange aveuglement de la passion! égoïsme incorrigible! avant même d'avoir triomphé, dès le premier réveil de la vie, au premier espoir de succès, le Magyar prétend faire peser sur les populations slaves, allemandes, roumaines, du royaume de Hongrie, la même oppression que la Hongrie avait dû subir sous la main de l'Autriche. L'esprit niveleur de la démocratie formait ici la plus singulière alliance avec les prétentions hautaines des Magyars. Nivellement démocratique et privilége d'une race altière, ces choses répugnaient également au sens droit du comte Széchenyi. Il devinait déjà les clameurs que provoquerait bientôt la victoire des Hongrois; il prévoyait les colères, les justes colères des Tchèques, des Croates, et s'efforçait de prémunir ses compatriotes contre les mauvais conseils de l'orgueil. C'est là un des plus curieux épisodes de sa carrière. Il y a autant d'élévation morale que de sagacité politique dans les paroles que ses appréhensions lui inspirent.

« Ah! s'écrie-t-il, le sentiment national qui fait notre force est un trésor, mais un trésor redoutable; à quel moyen recourir pour communiquer ce sentiment aux peuples divers établis sur le sol hongrois? Imposer notre langue, c'est provoquer la révolte. Il n'y a que notre supériorité intellectuelle qui puisse attacher ces peuples à la nationalité hongroise... Développons nos vertus personnelles, accroissons nos qualités morales; notre salut est là et nulle part ailleurs. C'est à l'individu à préparer le triomphe de la nation. Comment une nation possède-t-elle ces forces, ces vertus nécessaires à son action politique? Quand le plus grand nombre des individus qui la composent accomplit sa tâche humainement et honorablement, il faut surtout acquérir le don de plaire, la faculté d'attirer, d'absorber

les éléments voisins. Croit-il posséder cette faculté, celui qui, au lieu d'éveiller les sympathies, n'agit que sur l'extérieur, et, parce qu'il contraint les autres à employer la langue magyare, parce qu'il les affuble du costume hongrois, parce qu'il fait flotter partout nos couleurs nationales, s'imagine avoir conquis du même coup les cœurs et les esprits? Croit-il la posséder, celui qui ne respecte pas chez autrui ce qu'il veut voir respecté chez lui-même? C'est un grand art que de savoir gagner les cœurs; en a-t-il seulement le soupçon, celui qui en face d'un généreux adversaire, passionné comme nous-mêmes pour les traditions de sa race, au lieu de le traiter chevaleresquement, est toujours prêt à lui jeter de la boue?... Grand Dieu ! un temps doit-il venir, et plus tôt que nous ne pensons, où notre académie toute seule protégera encore, faible lueur vacillante, cette langue hongroise que le Magyar honore, il est vrai, comme le fondement de son existence nationale, mais qu'il n'aura pas su répandre, qu'il aura détruite au contraire en la rendant odieuse par son orgueil et par son fanatisme? »

Accoutumés aux flatteries des tribuns, les Hongrois ne devaient pas faire bon accueil à de telles remontrances. C'est devant l'académie de Pesth, et comme président de la compagnie, que le courageux homme d'État prononça ce discours; des témoins nous apprennent qu'il provoqua une explosion de murmures. Jamais pourtant ce grand serviteur de la Hongrie n'avait mieux mérité de ses concitoyens. Les dangers qui menaçaient dès lors les intérêts magyars, qui les menacent encore et peut-être plus que jamais, étaient hardiment dévoilés. S'imagine-t-on par hasard que le dualisme de la nouvelle Autriche soit la solution définitive des difficultés qui pèsent sur cette malheureuse maison des Habsbourg?

Suffit-il d'avoir établi deux Autriches, l'Autriche allemande à Vienne, l'Autriche magyare à Pesth, pour donner une vie nouvelle à l'empire? Il faudrait une distraction singulière pour ne pas entendre dans l'une et l'autre moitié de la monarchie ces millions de Slaves qui revendiquent leurs droits. Ce sont aussi de nobles races, et tandis que les Hongrois triomphent, tandis que les Allemands assistent à ce spectacle avec une surprise inquiète, il y a là plus de 16 millions d'hommes, Tchèques et Croates, humiliés, frémissants, exposés malgré eux aux tentations funestes du panslavisme. Je sais bien que l'empereur François-Joseph et le chancelier de l'empire, M. de Beust, promettent aux Slaves de toute l'Autriche le respect de leur autonomie; ce qui se fonde aujourd'hui n'est qu'un commencement, et les Tchèques comme les Croates peuvent espérer un jour une destinée meilleure. D'où vient cependant que les Slaves de Bohême et de Croatie ne sont rassurés ni par les promesses de François-Joseph, ni par les circulaires de M. de Beust? C'est que l'esprit magyar les effraye, cet esprit de domination hautaine, si vivement dénoncé, il y a vingt-cinq ans, par le généreux Széchenyi.

Un des plus dignes représentants de la race slave en Bohême, le vénérable M. Franz Palacky, me disait il y a quelques semaines[1], au moment de partir pour le congrès slave de Moscou : «Vous vous occupez du comte Széchenyi. C'est une grande figure. Széchenyi est le seul Magyar qui ait eu le respect des autres races. Si le gouvernement autrichien s'inspirait de ses principes, si tous les Magyars

1. Mai 1867.

lui ressemblaient, nous ne serions pas réduits à accepter l'invitation des Russes. » Ces paroles, dans la bouche d'un homme aussi loyalement attaché à l'Autriche, — il l'a prouvé en des circonstances décisives, — éclairent toute une situation. Assurément la plainte est excessive, Széchenyi n'était pas seul : il y a dans la Hongrie nouvelle plus d'un personnage d'élite, homme d'État ou publiciste, qui a recueilli l'héritage de son libéralisme; comment nier cependant que les défiances des Slaves ne soient justifiées par l'esprit général de la politique magyare? En tout cas, les remontrances de 1842 peuvent être utilement rappelées aux Hongrois de 1867. C'est un homme de leur race qui leur adresse ces objurgations si noblement humaines, un homme dont la vie et la mort disent assez le patriotisme; espérons que ses conseils ne soulèveront plus de murmures. Széchenyi, formé à l'école de l'Angleterre et de la France, était chez ses frères d'Orient l'initiateur de la civilisation occidentale; s'il reste quelque chose de l'esprit féodal et tartare parmi les fils d'Arpad, il est temps que ces vieilleries disparaissent.

Suivre de 1843 à 1848 la lutte de Széchenyi contre l'influence prestigieuse de Kossuth, ce serait faire l'histoire de la Hongrie pendant une période remplie de complications sans nombre. Un volume n'y suffirait pas. Marquons du moins les principaux épisodes; nous verrons Széchenyi poursuivre constamment le double but de sa carrière, d'un côté l'affranchissement matériel et moral de la Hongrie, de l'autre la résistance à une révolution dont il prévoyait les désastres. Si Kossuth veut porter toute l'activité commerciale du pays vers le littoral de

l'Adriatique et faire du petit port de Fiume un immense foyer qui ruinera Trieste, il est possible que Széchenyi ait combattu trop durement ces chimères; on ne lui reprochera pas du moins d'avoir signalé mal à propos les contradictions du grand agitateur. Rien de plus étrange, par exemple, que la conduite du parti révolutionnaire dans la double question des douanes et des impôts. Il y avait une ligne de douanes qui séparait la Hongrie du reste de l'Autriche, et le maintien de cette barrière était un des griefs de l'opposition contre le gouvernement; or, au moment où le cabinet de Vienne, ramené à des idées plus sages, propose de le détruire, le parti révolutionnaire change de tactique, prétend se faire un rempart de cette ligne qu'il attaquait la veille, et organise une société pour la protection du travail national. Est-ce tout? Pas encore. Il y avait une loi féodale qui exemptait des impôts l'aristocratie magyare; tandis que Széchenyi combine la loi nouvelle qui établira l'égalité, prépare la transition, propose des compromis, crée en un mot tout un système de ressources dont la Hongrie entière profitera, Kossuth et son parti prennent occasion de cette grande réforme pour arracher au gouvernement le système de la responsabilité ministérielle. Nous payerons, dit Kossuth, mais nous voulons contrôler efficacement l'emploi de nos finances. Juste demande, mais prématurée; surtout tactique bien imprudente, si elle empêche la réforme qui allait s'accomplir, et ajourne la défaite des privilégiés! A chaque jour sa tâche, disait Széchenyi; tout ou rien, répondait l'agitateur. Certes, tous deux avaient le même but, la reconstitution de la Hongrie : l'un y marchait logiquement, régulièrement, par la ré-

forme des mœurs et des lois ; l'autre voulait tout emporter de haute lutte, s'inquiétant peu de provoquer l'Autriche et d'exaspérer les Magyars. C'est après l'échec de ses justes projets, entravés par Kossuth, que Széchenyi adressait au tribun ces terribles et prophétiques paroles que j'emprunte à un de ses derniers ouvrages, *Fragments d'un programme politique*, publiés en 1847 :

« L'État sera ébranlé ; alors les serviteurs sérieux de la cause magyare, pensant à quelle hauteur la sagesse politique aurait pu élever ce pays et dans quel abîme l'auront précipité les chimères des brouillons, navrés, saignants, frappés au cœur, n'auront plus désormais d'autres ressources, d'autre science politique que la prière. Ils prieront, ils supplieront la Providence de les prendre en pitié, pauvres mineurs incapables de se conduire ! Cette nationalité hongroise, pour laquelle nous avons si longtemps, si noblement, si loyalement combattu, et non sans quelque succès déjà, entrera probablement dans la période de la suprême agonie. Et vous, Kossuth, vous, un ami du pays, un homme d'honneur, bien plus encore, un cœur généreux et bon, pour qui la vertu n'est pas un vain mot, — c'est là du moins ce que j'aime à voir en vous, — quel tourment sera le vôtre, lorsque après tant de déceptions trop faciles à prévoir vous serez obligé d'expier vos illusions et de vous dire : — Moi qui me croyais plein de cette sagesse par laquelle prospèrent les États, je n'étais qu'un homme d'imagination et de ténèbres ! — Moi qui me regardais comme un prophète, non-seulement je n'ai rien prévu, mais je n'ai pas même su comprendre les plus simples événements à mesure qu'ils se produisaient sur la scène ! Je me prenais dans mon infatuation pour un génie créateur, et je n'étais qu'un de ces fabricants de projets toujours prêts à tout commencer, incapables de rien mener à bonne

fin ! — Moi qui voulais conduire les autres, je ne savais pas me gouverner moi-même ! — Moi qui me vantais d'être le bienfaiteur de la nation, je n'étais que le boute-feu des passions populaires ! — Moi qui me croyais un nouveau messie dans l'ordre politique, un véritable homme d'État au regard profond, je n'ai jamais été qu'un honnête frère de la miséricorde, mettant de petits emplâtres sur chaque blessure, faisant d'après de faux calculs cuire du pain pour les pauvres, n'encourageant que la paresse, habile peut-être à organiser un grand hôpital national, impuissant à régénérer une nation ! — Moi qui m'enivrais de l'espoir de consolider nos institutions, d'affermir notre liberté, je n'aurai fait que rejeter la patrie dans une servitude plus grande !

« — Alors, quand vous serez entièrement désabusé (et cette heure viendra, n'en doutez point, car le monde que vous vous êtes créé à vous-même n'a pas plus de réalité que les mirages de la fée Morgane), trouverez-vous dans votre cœur un seul sentiment de consolation ?... Ah ! je vous le demande au nom sacré de la patrie, quittez le terrain périlleux de l'agitation ; renoncez, je vous en conjure, renoncez pour jamais à votre rôle de tribun. Vous refusez ? vous êtes décidé à aller jusqu'au bout ? Eh bien ! faites. Soulevez toutes les nationalités contre la nationalité hongroise, secouez la flamme des torches sur les toits de nos paysans, unissez contre vous tous les intérêts de la monarchie autrichienne, provoquez-les à une résistance furieuse et remplissez de votre poison la coupe de la vengeance ! Il se peut que sur cette voie là faveur populaire vous porte haut ; mais, quand vous reconnaîtrez, trop tard hélas ! qu'au lieu d'une action bienfaisante vous n'avez apporté parmi nous que la malédiction et la ruine, vous ne pourrez donner pour excuse que la nation entière a partagé vos illusions, que nulle voix loyale ne s'est élevée à temps pour interrompre ces rêves menteurs, que personne n'a eu le courage de vous tenir tête et n'y a employé toutes ses forces. »

A la véhémence de ce langage, à l'éclat sinistre de ces prédictions, on s'aperçoit aisément que des événements décisifs se préparent; l'orage n'est pas loin. Il ne faut pas dire que notre révolution de février a fait éclater la révolution de Hongrie; la moindre circonstance analogue, une flamme, une étincelle, eût amené l'explosion inévitable. La sommation de Széchenyi, on le pense bien, n'a pas détourné Kossuth de son entreprise. La diète de 1847 va s'ouvrir; l'éloquent tribun est élu député à Pesth. Puisque Széchenyi, si résigné d'abord à la perte de sa popularité, se trouve rappelé dans l'arène par l'imminence du danger prévu, il ne reculera pas devant la lutte. Il quitte son siége à la chambre des magnats et sollicite des électeurs un mandat à la chambre des députés, résolu à combattre jusqu'à la dernière extrémité la politique des agitateurs. Il veut provoquer Kossuth à une discussion solennelle. Assez longtemps les déclamations ont fait taire le bon sens politique; il s'agit de prouver, pièces en main, que Kossuth, avec sa philanthropie décévante et son magyarisme arrogant, compromet à la fois et les réformes civiles et la restauration nationale. Les affaires industrielles où le rêveur enthousiaste avait engagé les finances du pays ne prêtaient que trop à la censure. Qu'avaient donc produit et l'*Association protectrice du travail* et l'*Entreprise du port de Fiume?* Les amis de Kossuth eux-mêmes étaient forcés de convenir que c'était là un désastre. Celui-ci avait cru que du jour au lendemain, par la vertu de la foi patriotique, on peut transformer une nation agricole en une nation industrielle[1].

1. Un des membres les plus éclairés du parti qui voulait la sépara-

Sur ce terrain de l'économie politique, malgré sa prestigieuse éloquence, il n'était pas de force à lutter contre la science précise d'un Széchenyi. Il vit le danger, et dès l'ouverture de la diète il chercha son refuge dans des questions d'un autre ordre. Széchenyi, aussi bien que son rival, espérait que la Hongrie saurait un jour se gouverner elle-même, qu'elle aurait son administration distincte, qu'elle amènerait l'empereur d'Autriche à être le roi constitutionnel des Magyars, qu'entre ce roi et la nation il y aurait un ministère responsable, un ministère chargé par le pays des affaires du pays et toujours prêt à rendre ses comptes. Seulement, on l'a vu déjà par les détails qui précèdent, Széchenyi, voulant que la Hongrie fût plus forte avant d'affronter ces épreuves, demandait que la réforme sociale préparât la réforme politique; Kossuth, au contraire, indigné de cette prudence, invoquait le droit éternel, sans souci de la réalité. Ce grand débat, si souvent renouvelé, allait reparaître à la diète de Presbourg comme dans une bataille suprême, quand tout à coup les événements extérieurs prévinrent les deux champions et donnèrent la victoire à Kossuth. La révolution du 24 février 1848 avait eu son contre-coup à Vienne le 13 mars;

tion absolue de la Hongrie et de l'Autriche, M. Daniel Iranyi, dans sa loyale *Histoire de la Révolution de Hongrie*, n'a pas cherché à dissimuler ces erreurs de Kossuth. « L'affaire, dit-il, considérée au point de vue commercial, était une affaire manquée. Les manufacturiers de Hongrie restaient notablement inférieurs à ceux des contrées voisines, n'ayant encore que fort peu d'expérience industrielle ; de plus les capitaux, le matériel, les ouvriers habiles, tout leur manquait à la fois. » *Histoire politique de la Révolution de Hongrie*, par Daniel Iranyi et Charles-Louis Chassin. Paris, 1859; t. Ier, p. 62.

trois jours après, un *Comité de salut public* s'établissait à Pesth, espèce de pouvoir révolutionnaire chargé de surveiller le palatin, la diète, et de diriger les événements. Le seul moyen pour le gouvernement et pour la diète de reprendre la direction des affaires, c'était d'instituer au plus tôt un ministère responsable. Le 23 mars, le comte Louis Batthiany était nommé président d'un cabinet où Széchenyi allait siéger à côté de Kossuth !

Singulier assemblage de noms! dramatique sujet de rapprochements, si l'on songe à tout ce qui a suivi! Le comte Louis Batthiany, celui-là même qui devait être fusillé par ordre de Windischgraetz, était alors invoqué comme un sauveur par l'archiduc Étienne, palatin du royaume. Président sans portefeuille, il dominait les éléments disparates du conseil, et représentait en face de la révolution le système si longtemps prêché par Széchenyi, l'union de la Hongrie et de l'Autriche, renouvelée au profit de l'intérêt commun. Barthélemy Szemere avait l'intérieur, le prince Paul Eszterhazy les affaires étrangères, c'est-à-dire les relations entre le royaume de Hongrie et l'empire d'Autriche; Lazare Meszáros la guerre, François Deák la justice, Gabriel Klauzál l'agriculture et le commerce, le baron Joseph Eotvos l'instruction publique et les cultes; on avait donné les travaux publics au comte Széchenyi et les finances à Louis Kossuth.

Des personnages que réunit cette liste, les uns sont tombés sous les balles de la réaction autrichienne, les autres n'ont échappé au supplice que par l'exil; d'autres enfin, après de longues années d'angoisses, réconciliés

aujourd'hui avec l'Autriche, ont retrouvé leur place au sein du ministère national: ce sont ceux qui reprennent en ce moment même, au milieu des acclamations de la Hongrie, l'œuvre interrompue en 1848 par les violences de la guerre et par dix-neuf années de servitude. Qu'est devenu le plus illustre d'entre eux ? quel a été le lot de l'adversaire de Kossuth?

Le comte Széchenyi n'avait accepté les fonctions de ministre que le désespoir dans l'âme. Il avait trop de clairvoyance pour se prêter à aucune illusion. Pendant les six mois qu'il est demeuré à son poste, du mois de mars au mois de septembre 1848, tout ce qu'il avait prédit dans ses manifestes s'accomplissait de jour en jour. Kossuth était dépassé par les démagogues magyars; la crise, chacun le comprenait, ne pouvait être terminée que par une guerre avec l'Autriche, et cette guerre, quel que fût le sort des armes, Széchenyi savait bien qu'elle amènerait la ruine de son pays. Il savait que l'Autriche était nécessaire à l'équilibre de l'Europe, que l'Europe ne la laisserait pas démembrer, que toutes les victoires des Hongrois ne feraient que retarder une défaite suprême. Et alors quelle réaction horrible! Victorieuse ou vaincue, l'Autriche serait sans pitié. De la voie des concessions où elle s'engageait peu à peu, la guerre la rejetterait dans les voies de l'oppression meurtrière. Que de violences, que de crimes, que de haines nouvelles ajoutées aux ressentiments séculaires allaient ajourner l'œuvre de la réconciliation! Ce serait la mort de la Hongrie, ce serait aussi la mort de l'Autriche. Széchenyi voyait tout cela, et son impuissance le désolait. Vainement Batthiany, Franz Deák, Szemere, Mes-

záros, vainement Kossuth lui-même, instruit par l'expérience, éclairé peut-être par les paroles de Széchenyi, s'efforçaient de concilier les exigences opposées et d'empêcher la rupture définitive avec les Habsbourg; le déchirement était inévitable.

Deux épisodes également graves, l'insurrection italienne et le soulèvement des Slaves de Hongrie, vinrent précipiter les événements. On vit alors combien Széchenyi avait eu raison de prémunir ses compatriotes contre leur esprit de domination; si l'arrogance des Magyars n'avait pas excité la défiance des Croates et fourni à la cour de Vienne l'occasion d'exploiter ces haines fratricides, la Hongrie eût été bien plus libre dans la question italienne. Fallait-il accorder ou refuser à l'Autriche le concours des troupes hongroises pour combattre l'armée de Charles-Albert? Terrible alternative: refuser ce concours, c'était manquer à une des obligations du pacte fondamental, c'était se séparer de la monarchie et accepter les conséquences de la rupture; l'accorder, c'était s'associer à une guerre inique et attaquer chez les Italiens ce même droit national dont les Magyars étaient si jaloux pour eux-mêmes. Il n'y avait évidemment qu'une conduite à tenir; il fallait déjouer hardiment le piége des circonstances et maintenir la neutralité de la Hongrie. Se figure-t-on pourtant les difficultés de cette politique au moment où les Croates, en haine de la domination hongroise, prêtent leurs troupes au gouvernement autrichien et se préparent à sauver l'empire pour écraser leurs rivaux? Kossuth lui-même est effrayé de ces complications sans issue, il se rallie aux modérés du ministère; on imagine des tran-

sactions, on promet à l'Autriche le concours des régiments hongrois à la condition que le but de la guerre sera non l'asservissement de l'Italie insurgée, mais l'établissement d'un régime nouveau, la consécration de l'autonomie vénitienne et lombarde sous le sceptre des Habsbourg. Rêveries insensées, ou plutôt désarroi des esprits enfermés dans un dilemme de mort! Tandis qu'on négocie longuement sur cette base, l'Autriche, victorieuse des Italiens, se porte sur la Hongrie. Jellachich s'avance avec ses Croates... Il n'y a plus qu'un parti à prendre : guerre à l'Autriche, puisque l'Autriche le veut! Kossuth n'eut pas de peine à se décider, il rentrait dans son rôle. Après avoir louvoyé plusieurs mois entre les écueils avec les libéraux du ministère Batthiany, il allait devenir le dictateur de la révolution. Qu'on se représente au contraire les perplexités de Széchenyi. Sa place est sous le drapeau des Magyars; et il est persuadé pourtant que cette guerre est la ruine de son pays, que la Hongrie a besoin de l'Autriche comme l'Autriche a besoin de la Hongrie, qu'elles ne peuvent subsister l'une sans l'autre. Reniera-t-il la foi de toute sa vie? Il maudit la duplicité du cabinet de Vienne, qui exploite les passions croates et pousse les Magyars au désespoir; il redoute les extrémités meurtrières où la révolution va entraîner ses compatriotes. Pas une issue, pas un rayon de lumière; de toutes parts la ruine, la honte, la mort. Il y a des jours où la clairvoyance est un don funeste. Heureux celui qui ne voit qu'un aspect des choses et à qui son erreur même permet de suivre résolûment une idée! Malheur à l'homme que la sagesse paralyse! C'en est fait du sage en ces heures tragiques; le sage, victime fatale, est con-

damné d'avance. On apprit bientôt que le *grand Magyar* était frappé de folie.

Dans les premiers jours du mois d'octobre 1848, un écrivain qui suivait les événements de Hongrie en observateur sympathique et qui les racontait dans la *Revue des Deux-Mondes* avec autant de loyauté que de talent, M. de Langsdorff, ayant recueilli ce bruit sinistre : *Széchenyi est devenu fou! Széchenyi a voulu se jeter dans le Danube*, insérait cette belle page au milieu de ses études : « La nouvelle n'était que trop vraie. A la suite d'une discussion véhémente avec Kossuth, cette raison si haute, ce bon sens si ferme, cet esprit vif et coloré, qui animait de ses images les discussions les plus arides de la politique, avait chancelé et ployé sous le poids trop lourd, sous les coups trop répétés des événements de chaque jour. Il y avait encore plus à pleurer cependant qu'à s'étonner : on n'use pas impunément au service de sa patrie sa jeunesse et sa vie ; on ne lui a pas consacré toutes ses facultés, sa fortune, ses jours et ses veilles, sans qu'un amer désespoir ne s'empare de l'âme quand on voit périr cette idole, et avec elle aussi son nom, sa gloire, sa renommée dans l'histoire, consolation lointaine du génie vaincu dans la lutte. Comme les âmes passionnées, Széchenyi était d'ailleurs sujet à des accès de découragement; quelquefois il doutait de l'œuvre à la quelle il s'était dévoué. Il se demandait s'il n'aurait pas mieux valu ne rien entreprendre, lorsque, voyant arriver les années, il sentait que rien n'était fondé encore; il pressentait la tempête qui s'est déchaînée. « Si les combles de l'édifice ne sont pas vite achevés, disait-il, nous retomberons encore dans le chaos. » Il a entrevu le chaos, et la douleur lui

a obscurci les yeux. Espérons encore; que les nombreux amis que son caractère et sa noble hospitalité lui avaient faits à travers l'Europe espèrent avec nous! Ce malheur peut n'être que passager; il cessera avec les malheurs du pays, et dans des temps meilleurs le flambeau rallumé de cette intelligence si brillante éclairera encore ses concitoyens et leur montrera la route [1]. »

Cette espérance si noblement exprimée ne s'est réalisée qu'à demi, ou plutôt le réveil n'a fait que préluder à une catastrophe plus douloureuse. Le comte Széchenyi a retrouvé sa raison, non pas assez pour triompher de la douleur et reprendre goût à la vie active, assez du moins pour comprendre tout ce qui se passait, pour apprécier les événements, pour juger les hommes, pour entrevoir peut-être à de certaines heures les réparations de l'avenir, et cependant, après douze années d'angoisses, frappé de nouveaux coups au milieu même de ce martyre moral, le noble esprit a succombé. C'est par le sui-

1. Voyez dans la *Revue des Deux-Mondes* du 15 octobre 1848 le travail intitulé *la Hongrie en* 1848. — *Kossuth et Jellachich, histoire des six derniers mois*, par M. E. de Langsdorff. Nous ne pouvons rappeler ces belles études et le nom qui les signe sans exprimer un vif sentiment de douleur. M. le baron de Langsdorff vient d'être enlevé aux lettres et à la société française, on pourrait dire à la société européenne. Il y avait peu d'esprits mieux initiés que le sien aux affaires de l'Europe orientale. Gendre de M. de Sainte-Aulaire, ambassadeur de France en Autriche sous le règne de Louis-Philippe, chargé lui-même de hautes fonctions diplomatiques, il avait longtemps habité Vienne, il avait visité la Hongrie, et il s'intéressait aux destinées de ce pays avec cette intelligence toute libérale dont il a fait preuve dans les travaux les plus divers. Sans parler de ses recherches sur la Hongrie, qui acquièrent aujourd'hui comme un éclat nouveau, est-il nécessaire de rappeler aux esprits studieux ses pages exquises sur les lettres de Cicéron, sur Théodoric et Boèce, sur *la Comédie politique à Athènes et à Paris?*

cide que Széchenyi a terminé ses jours. Ces douze années sont un fragment de l'histoire du dix-neuvième siècle, et tous les détails qu'on vient de lire ne sont que la préface de ce funèbre épisode. Un tel sujet demande une étude spéciale. L'écrivain dont j'ai parlé au début de ce travail, M. Aurèle de Kecskeméthy, a été le confident du comte en ses dernières années ; il l'a visité souvent à l'hospice de Döbling, il a recueilli ses *novissima verba*, il a été même enveloppé dans les persécutions dont le prisonnier a été victime; c'est comme son testament qu'il nous apporte. Il nous aide aussi à résoudre cette question tant de fois agitée depuis le jour fatal : Széchenyi était-il réellement fou? Ce qu'on appelle la folie de Széchenyi n'était-ce pas une crise où éclatèrent en traits plus vifs que par le passé le patriotisme, la clairvoyance, la sagesse du hardi réformateur? M. de Kecskeméthy a vu les choses de près ; je veux le suivre dans l'asile du patient et recomposer avec lui le journal de cette période. Ce n'est pas seulement le comte que l'on connaîtra mieux en l'écoutant parler, en le voyant au milieu des siens, entouré de parents, d'amis, de *complices*, et constamment face à face avec l'image désolée de sa patrie; on apercevra aussi l'Autriche de la réaction derrière les murailles de Döbling. C'est elle-même qui était frappée de folie, puisqu'elle laissait tourmenter de la sorte les hommes qui l'avaient servie le plus loyalement. N'y a-t-il pas quelque chose de shakspearien dans ces tragiques aventures? Le promoteur de la renaissance hongroise assistant du fond d'une maison de fous au spectacle d'une réaction impitoyable, notant les fautes de l'ennemi, prédisant sa chute, et se frappant lui-même, dans un accès

de désespoir, sept ans avant le triomphe du système auquel il avait consacré sa vie, tel est le tableau que vont nous offrir, grâce aux confidences d'un témoin, la maladie et la mort de ce grand homme de bien.

---

## DEUXIÈME PARTIE.

« Oh! que je ne devienne pas fou ! que je ne sois pas fou! Ciel miséricordieux, conserve-moi de la modération, je ne voudrais pas devenir fou ! » On connaît ce cri poussé par le roi Lear quand il sent sa raison chanceler devant l'ingratitude et les outrages de ses filles. Au moment où la révolution prend la place de la réforme dans les affaires de Hongrie, au moment où la rupture est inévitable entre le peuple magyar et les Habsbourg, le comte Széchenyi, promoteur de la Hongrie nouvelle, se sent frappé comme le héros de Shakspeare, et comme lui c'est en vain qu'il s'écrie : « Ciel miséricordieux, conserve-moi de la modération, je ne voudrais pas devenir fou ! » Cette modération, en d'autres termes cette possession de soi-même, comment pourrait-il la conserver ? Il s'est associé si étroitement depuis un quart de siècle à la renaissance de la Hongrie, il est si bien le cœur et l'âme de ce peuple nouveau que les épreuves publiques l'atteignent directement, au fond même de son être. Il ne s'agit pas ici de la déconvenue d'un homme d'État, il ne s'agit pas d'un système politique renversé par des révolutions, c'est tout

un peuple, il le croit du moins, qui est arrêté par un coup de mort dans le généreux éveil de ses forces, et ce coup épouvantable, le comte Széchenyi le reçoit le premier en pleine poitrine. A ce sentiment de la ruine commune, si douloureux qu'il puisse être, s'ajoute donc une angoisse plus douloureuse encore, le tourment de la conscience. Széchenyi s'accuse lui-même des calamités qui vont anéantir sa patrie; c'est le remords qui le rend fou, c'est contre un remords injuste que se débat cette âme si délicatement héroïque. S'il est difficile, à l'heure où sa raison se voile, de ne pas se rappeler le cri shakspearien, il faut pourtant marquer cette différence essentielle entre le grand Magyar et le tragique personnage du poëte anglais. Ce ne sera ni la piété d'une Cordélia, ni le dévouement d'un comte de Kent qui guériront sa blessure : entouré des affections les plus tendres et des plus fidèles amitiés, il demeurera en proie à son mal tant que durera cette guerre civile dont il se reproche d'être la cause; mais aussi, — affinité mystérieuse attestée par des médecins psychologues, — dès qu'au lendemain de la lutte, et sous le joug même de la réaction victorieuse, un signe, un mot, une lueur, lui feront comprendre vaguement que tout espoir n'est pas perdu, l'âme défaillante se relèvera peu à peu et triomphera de l'ennemi intérieur. Les angoisses patriotiques avaient ébranlé cette noble intelligence, la patience du peuple magyar lui rendra la foi et la vie. Cette patience virile n'est-elle pas en partie son œuvre, et puisqu'il a ressenti les malheurs publics au point de s'en accuser comme d'un crime, n'est-il pas juste qu'il éprouve aussi l'influence salutaire des vertus qu'il a éveillées chez ses concitoyens? En ce

drame lugubre, tel que ma pensée le conçoit, c'est à la Hongrie tout entière qu'appartiennent ces paroles attribuées par le poëte à la fille du roi Lear : « Dieu bienfaisant ! réparez cette grande plaie que lui ont faite les injures qu'il a subies ; rétablissez les idées dérangées et discordantes de ce père métamorphosé par ses enfants ! »

La grande plaie a-t-elle donc été *réparée?* Non pas complétement, hélas! Le coup avait porté trop avant, aux sources mêmes de la vie. L'intelligence put rallumer sa flamme ; la volonté resta paralysée. De là ce spectacle navrant à l'heure où son esprit jette encore des éclairs ; de là cette honte de soi-même, cette crainte du grand jour, cet attachement à la maison de fous qui est devenue son asile, cette impuissance d'en sortir jamais, ce désespoir secret mêlé aux plus vives ardeurs de la pensée ; de là enfin la défaillance suprême le jour où, victime d'une tracasserie odieuse, il se croit provoqué par la persécution à une lutte qu'il ne pourra soutenir. Avant de se donner à lui-même le coup mortel, il a eu du moins la consolation de prévoir pour son pays des destinées meilleures. La folie, la guérison, le suicide du comte Széchenyi, telles sont les trois phases de cet épisode où se reproduit avec une fidélité dramatique une des plus douloureuses périodes du dix-neuvième siècle.

## I

Le comte Stéphan Széchenyi était entré le 23 mars 1848 dans le ministère que présidait le comte Louis Batthiany.

La formation de ce ministère avait été un des premiers résultats des événements de février; le ministère Batthiany était responsable de ses actes, le régime parlementaire commençait pour la Hongrie. Il y avait dans ce seul programme toute une révolution. On a vu par la première partie de notre étude quel avait été jusque-là le rôle de Széchenyi dans la transformation politique et sociale de son pays. Persuadé que l'histoire de l'humanité a ses lois et qu'on ne les enfreint pas impunément, il répétait sans cesse que les réformes logiquement accomplies étaient les seules durables. Par quel privilége, disait-il, la Hongrie pourrait-elle passer sans transition du régime féodal au régime parlementaire? Avant de réclamer des libertés qui tourneraient contre le salut commun, il fallait détruire les abus de l'ancien monde. La revendication des libertés politiques entraînerait infailliblement une lutte avec l'Autriche, et quelle serait l'issue de cette lutte? Une issue désastreuse, quel que fût le sort des armes. Vaincus, les Magyars retomberaient sous le joug déjà plus qu'à demi brisé, et cette vie nouvelle qui s'éveillait en eux serait pour longtemps arrêtée; vainqueurs, ils subiraient les entraînements du triomphe, ils rompraient tout lien avec l'Autriche, et attireraient sur eux les représailles de l'avenir; car l'Autriche, — c'était la foi du comte Széchenyi, — est aussi nécessaire à la Hongrie que la Hongrie est nécessaire à la dynastie des Habsbourg. Aucun de ces dangers n'était à craindre, si la renaissance hongroise suivait son développement régulier. Remplacer le vieux magyarisme par l'esprit moderne, détruire les priviléges, fonder l'égalité, provoquer le travail, donner l'essor à toutes les forces de la

nation, telle était la tâche que le comte Széchenyi jugeait la seule légitime, la seule féconde, dans l'état où se trouvait son pays. Ce système, avec tous les développements qu'il embrasse, avait été la pensée constante de sa vie; il y avait bientôt un quart de siècle qu'il travaillait à cette régénération du peuple magyar, et déjà la plupart de ses idées avaient pris racine dans le sol malgré la résistance des magnats et les impatiences des tribuns. Débordé sur plusieurs points par les passions révolutionnaires, il ne désespérait pas de les vaincre, quand le contre-coup du 24 février, renversant le gouvernement autrichien (13 mars 1848), donna subitement la victoire aux agitateurs de Pesth et de Presbourg. C'est au milieu de ces orages que le comte Széchenyi accepta une place dans le ministère Batthiany. Il allait y rencontrer quelques-uns des hommes qu'il avait le plus énergiquement combattus, Széchenyi allait siéger à côté de Kossuth. Etait-ce une raison pour s'abstenir? Non certes. Si on ne pouvait se dispenser de lui offrir cette mission, lui non plus il n'était pas libre de la refuser. Le premier ministère responsable eût paru incomplet, si Batthiany n'eût tendu la main à celui que l'opinion publique nommait toujours « le grand Magyar; » il eût manqué aussi quelque chose à la carrière de Széchenyi, s'il n'eût pas répondu à cet appel. Entrer dans un ministère où l'influence appartenait à ses rivaux, n'avoir que la direction des travaux publics lorsque l'intérieur était donné à Szemere, la guerre à Meszáros, les finances à Kossuth, assurément c'était faire preuve d'une rare abnégation. Qu'importe! n'avait-il pas sa voix dans le conseil? Jusqu'au dernier jour, il pouvait rendre service à son pays. S'il hésita,

l'hésitation ne fut pas longue; cette pensée suffisait pour le décider. Personne assurément ne devait voir là une marque d'ambition ou un signe de faiblesse; c'était un acte de dévouement patriotique et de courageuse humilité.

Dévouement, humilité, ce n'était pas assez dans une situation si violente; pour que le comte Széchenyi pût traverser impunément les émotions de ces jours terribles, il eût fallu que sa clairvoyance lui fît défaut. Or la clairvoyance, dans la plus large acception du mot, était précisément un des caractères qui révélaient en lui l'homme d'État: il voyait net et loin. Cet administrateur si exact était aussi un spéculatif au regard perçant. Il avait prévu en temps de calme le danger de la Hongrie; la lutte engagée, il voyait déjà le lendemain. La révolution avec ses emportements, la réaction avec ses cruautés, telle était pour lui l'alternative inévitable. Si la prévision trop nette de l'avenir paralyse les cœurs faibles dans les heures de crise, elle n'empêche pas les âmes viriles d'accomplir virilement leur devoir. La défaillance du comte Széchenyi vient d'une tout autre cause. Un jour, — c'était au moment où le ban Jellachich marchait sur Pesth avec ses Croates, — Széchenyi assistait au conseil des ministres dans la demeure de Kossuth. Taciturne, immobile, la tête dans ses mains, il semblait étranger à la discussion. Soudain il se lève et sort. Dix minutes après, il revient, se dirige précipitamment vers son portefeuille qu'il avait oublié, et le saisissant d'une main brusque : « N'est-ce pas, dit-il à Kossuth, n'est-ce pas que vous ne me ferez pas pendre? — Eh ! pourquoi vous ferais-je pendre? répond Kossuth en riant; il croyait à une plaisanterie de son col-

lègue, le noble comte étant connu pour ses vives saillies et ses paroles sarcastiques. — Promettez-moi toujours que vous ne me ferez pas pendre, reprend Széchenyi avec une insistance singulière. — Eh bien! puisque vous le voulez, dit Kossuth, je vous le promets. — Merci, merci! » Et le comte pressa la main de Kossuth, serra son portefeuille sous son bras et sortit. Ce fait, raconté par Kossuth lui-même à l'écrivain qui le rapporte [1], est complété par une scène du même genre dont nous devons communication à l'un des amis de Széchenyi. Vers le même temps, le même jour peut-être, le comte était entouré de ses confidents les plus chers, et on parlait naturellement de ce qui occupait tous les esprits; Croates et Autrichiens foulaient déjà le sol magyar, il fallait résister à mort. Le comte, hors de lui, dans une sorte d'exaltation prophétique et le visage inondé de larmes, s'écria : « Je vois du sang dans les étoiles, du sang, partout du sang. Le frère va massacrer le frère. Une race va exterminer l'autre race. Oh! quelles fureurs! Ils sont implacables, ils sont fous. On marque avec des croix rouges les maisons à incendier. Pesth est perdue à jamais. Des hordes irrésistibles réduiront en cendres tout ce que nous avons édifié. Ma vie, ma vie est détruite! Sur la voûte du ciel, je lis en traits de flamme le nom de Kossuth : *flagellum Dei!* » Certes, la raison de Széchenyi était déjà troublée par le désespoir quand il proférait de telles paroles; mais nous ne saisissons pas encore le sentiment secret qui a bouleversé une âme si forte. L'homme qui demandait à Kossuth de ne pas le faire pendre n'est pas

1. M. Daniel Iranyi, dans son *Histoire de la Révolution de Hongrie*.

le vrai Széchenyi; le prophète qui pleure d'avance sur les ruines de sa patrie n'est pas davantage la généreuse victime dont j'ai à raconter les souffrances. Ces craintes puériles et ces lamentations fiévreuses sont le premier effet de la folie, elles n'en sont pas la cause. Il y a autre chose que cela dans l'héroïque passion du Magyar. Attendez que le mal terrible ait pris possession de tout son être; aux paroles incohérentes succédera la pensée fixe qui vous révélera son tragique secret.

Du mois de mars au mois de septembre 1848, le comte Széchenyi avait pris une part active aux travaux du ministère. Consterné, mais résolu, il était de ceux qui savent mourir à leur poste. On pense bien qu'il dissimulait ses appréhensions; il se serait fait un cas de conscience de décourager les serviteurs du pays. Avec ses adversaires de la veille, devenus maintenant ses collègues, il se conduisait en toute occasion comme un loyal frère d'armes. Plusieurs actes de Kossuth pendant cette période lui avaient révélé chez le fougueux agitateur un chef capable de résister aux entraînements de la foule et de sacrifier, en partie du moins, sa popularité. Il n'avait de griefs contre aucun des hommes de son temps; la situation seule, la terrible logique des choses l'épouvantait. Quand éclata l'événement trop prévu, la rupture de la Hongrie et de l'Autriche, quand la guerre fut inévitable et que la révolution devint une arme aux mains du pays menacé, il crut fermement que tout était perdu. C'est alors qu'il put se dire pour la première fois : ma vie est détruite, la Hongrie va mourir. Il se demanda en même temps qui était coupable de cette catastrophe. Était-ce Kossuth? Non, répondait-il loyalement. Kossuth, à son

entrée sur la scène, avait trouvé une arène ouverte à toutes les espérances, et il n'avait fait que suivre son imagination patriotique; d'ailleurs, en cette crise suprême, Kossuth allait tenir le drapeau de la race magyare et tomber avec elle. Le coupable, ce n'était ni Kossuth, ni Vesselényi, ni le comte Batthiany, ce n'était aucun des hommes jetés avec leurs rêves enthousiastes au milieu des périls d'une situation qu'ils n'avaient pas faite. Le coupable, c'était lui-même. Qui donc, si ce n'est lui, avait enfanté ce péril? Devait-il éveiller de telles ardeurs, n'étant pas sûr de les dominer? Avait-il eu le droit de détruire l'ancienne Hongrie, n'étant pas de force à constituer la Hongrie nouvelle? Et ces pensées amères, ces reproches immérités, le malheureux les tournait contre lui comme une arme vengeresse. Un poëte de nos jours a dit:

Est-ce que l'innocent connaît seul le remords?

C'est là en effet un sentiment d'une espèce particulière, douloureux privilége des cœurs d'élite. Le remords de l'innocent, remords cruel, obstiné, implacable, est tout autre chose que le remords du coupable. L'orgueil peut étouffer l'un, la délicatesse de la conscience rend l'autre plus acéré. Il y a des hommes qui ne se sont jamais trompés; ce sont les événements qui ont tort, c'est l'humanité qui doit être châtiée, ce sont leurs adversaires qui ont tout compromis. Heureux hommes! ils ne perdront jamais leur sérénité altière, et, s'ils avaient à repasser par les mêmes chemins, leur pied n'hésiterait pas. Il en est d'autres qui s'interrogent sans cesse, qui se

sentent responsables envers leur cause, qui ont toujours besoin de rendre leurs comptes, qui se dévoueraient volontiers, victimes expiatoires, pour le salut commun. Et si ce dévouement leur est interdit, que faire? Il ne leur reste plus qu'à se condamner en redisant à toute heure la sentence inflexible : c'est toi qui es le coupable. N'essayez pas de rassurer leur conscience, ils se sont appliqué un cilice aux pointes aiguës, que chaque mouvement fait pénétrer dans la chair. Ne sont-ils pas tous plus ou moins atteints de folie ces « tourmenteurs d'eux-mêmes? » Elle est rare, je le sais bien, cette sublime folie, elle est rare surtout dans l'ordre de la politique et de l'action ; c'est pourtant l'honneur de notre race qu'elle puisse se rencontrer même chez les esprits les plus pratiques et à côté de la raison la plus ferme. Tel fut le mal du comte Stéphan Széchenyi. La lésion profonde qui a bouleversé cette nature énergique, s'il faut l'indiquer par une formule, on peut l'appeler le remords de l'innocent.

Ce fut dans les premiers jours du mois de septembre que son exaltation devint pour ses amis un sujet d'inquiétude. Sa famille, qui ne pouvait prévoir une telle catastrophe, avait quitté Pesth depuis quelques semaines. Il était seul aux prises avec sa conscience exaspérée. Un médecin habile, M. Paul Balogh, averti bientôt par les serviteurs du comte, ne le perdit pas de vue. Il était manifeste que cette haute raison avait été blessée profondément. La brusquerie des gestes, l'incohérence des paroles, tous ces signes d'une agitation que justifiaient les préoccupations publiques ne tardèrent pas à se compliquer de symptômes plus graves : obsédé par des fantômes, il jetait subitement de grands cris et se précipitait

contre un ennemi invisible. M. Balogh le décida, non sans peine, à s'éloigner du théâtre de la lutte. « Quitter Pesth! s'écriait-il, mais je suis ministre du royaume de Hongrie, je ne puis abandonner mon poste. Il s'agit bien de repos quand l'ennemi est là! » Le médecin profita cependant d'une heure de défaillance, et réussit à l'emmener. Le but du voyage était une maison de santé située à quelque distance de Vienne, le célèbre hospice de Döbling : un air pur, des soins attentifs, une installation confortable, surtout le calme le plus profond, voilà ce que le comte devait trouver dans cet asile. On avait pensé que l'atmosphère de la Hongrie ne lui convenait plus; le moindre souvenir des Magyars ne devait-il pas réveiller ses angoisses? On partit donc : quel voyage! quel martyre! La raison, avant de succomber, se débattait contre le mal aggravé d'heure en heure, et on devine alors avec quel désespoir l'illustre patient s'attachait à ce sol de la patrie où il voulait mourir. A Vörösvár, il descendit de voiture, et, trompant la surveillance de son guide, il prit sa course à travers champs avec une telle rapidité que ses serviteurs eurent beaucoup de peine à l'atteindre. Il y avait des instants où il songeait à se tuer. On fut obligé de lui arracher un pistolet qu'il avait découvert dans un des caissons de la voiture et qu'il dirigeait déjà contre son front. A Gran, se promenant avec le docteur Balogh dans une allée peu éloignée du Danube, il s'élança brusquement, franchit la distance qui le séparait de la rive et se précipita dans le fleuve la tête la première. Un gros navire descendait le courant; aux cris du docteur, un bateau de sauvetage se détache, et le malheureux est ramené sur le bord. Sans ce secours inat-

tendu, le comte Széchenyi, le créateur de la navigation du Danube, s'ensevelissait dans le fleuve auquel son nom est attaché par de si glorieux souvenirs. A Wieselburg, sa tête était en feu; il échappa encore à ses gardiens et se mit à courir par les rues de la ville en criant: Je brûle! je brûle! Le délire commençait, un délire si furieux qu'il fallut le lier avec force pour le ramener dans la voiture. Des compresses froides sur le front le calmèrent un peu, et il put achever assez paisiblement son voyage; mais, à peine installé à Döbling, la fièvre éclata plus violente que jamais.

Les premières journées furent horribles. On ne pouvait le protéger contre lui-même qu'en l'enchaînant à son lit. Dès qu'il se sentait libre, il s'élançait sur la muraille pour s'y briser la tête. L'idée qu'il était seul responsable des malheurs de sa patrie, cette idée avec laquelle il s'était si cruellement persécuté pendant des semaines d'insomnie et qui avait été la vraie cause de son mal, était le lien unique par où il fût rattaché encore aux choses de ce monde. Toute son énergie morale s'était concentrée dans son remords; il vivait de cette douleur qui le détruisait et le soutenait tout ensemble. Parfois aussi une autre pensée traversait l'esprit du malade; il se disait sans doute que sa faute ne le dispensait pas de combattre jusqu'à la fin, qu'il avait encore des devoirs à remplir, qu'il ne fallait pas laisser le champ libre aux ennemis provoqués par son imprudence, et alors, s'adossant à la muraille et roidissant ses bras, il attendait de pied ferme je ne sais quel adversaire invisible. Était-ce la révolution? était-ce l'armée autrichienne? A coup sûr il n'en savait rien; il avait seulement cette idée que la Hongrie était

menacée de mort, et que tous ses enfants la devaient défendre.

A cette fièvre de l'âme déchirée, ajoutez l'excitation des bruits extérieurs. C'est en vain qu'on lui avait cherché un asile loin du champ de bataille de la Hongrie; la guerre était à Vienne comme à Pesth, et la voix du canon se mêlait au délire du malheureux Széchenyi. C'était le moment où le prince Windischgraetz assiégeait dans la capitale de l'empire l'insurrection victorieuse; il occupait avec une douzaine de mille hommes les hauteurs voisines de Vienne, et attendait que Jellachich vînt se rallier à lui. Il y eut là une heure décisive qui aurait pu forcer le gouvernement autrichien à capituler. Jellachich, désavoué par son souverain dans ce qu'on appelait le différend hongro-croate, c'est-à-dire dans ses entreprises particulières contre les Magyars, était venu se heurter en vain contre l'armée hongroise, rassemblée à Pákord. Seize mille Hongrois, commandés par le général Moga, avaient tenu tête le 29 septembre aux trente mille hommes du ban de Croatie, et bien que les deux armées, après une journée sanglante, eussent conclu un armistice de trois jours en maintenant leurs positions, Jellachich leva son camp dès le lendemain, se dirigeant du côté de Vienne. Poursuivi par Moga, il laissa prendre son arrière-garde par les vainqueurs, licencia lui-même une partie de ses traînards, qui l'embarrassaient, et, ne gardant qu'une quinzaine de mille hommes, ses meilleures troupes, il chercha un refuge sur le sol autrichien, au moment même où éclatait à Vienne la révolution du 6 octobre. Que fût-il arrivé, si le général Moga, profitant de la déroute de Jellachich, l'eût poursuivi l'épée dans

les reins au delà de la frontière de Hongrie, tandis que les révoltés de Vienne eussent tenu en échec les troupes de Windischgraetz? Le chef magyar hésita. Il avait agi résolûment tant qu'il avait eu à repousser l'invasion austro-croate; avait-il le droit de franchir la frontière avant que la guerre fût officiellement déclarée? Ces scrupules du général étaient bien autrement vifs chez un bon nombre de ses officiers. Il y avait beaucoup d'Allemands dans les cadres de l'armée hongroise. Ceux qui s'étaient battus volontiers contre les Croates désavoués par l'empereur, pouvaient-ils se battre contre les défenseurs de l'empire? Déjà bien des soldats désertaient, bien des officiers donnaient leur démission; il fallait reconstituer cette armée victorieuse hier, aujourd'hui démembrée. D'autre part, les insurgés de Vienne, aimant mieux sans doute arracher des concessions au gouvernement impérial que de lier leur cause à celle des Hongrois, montraient peu d'empressement à écouter leur appel. De là, pour des motifs divers, les lenteurs qui paralysèrent la victoire du 29 septembre. Quand l'armée hongroise épurée par Kossuth vint attaquer Windischgraetz et essaya de tendre la main à l'insurrection viennoise, ce n'était plus l'armée qui, un mois auparavant, avait mis Jellachich en déroute. La discipline et l'expérience ne vénant plus en aide au courage, les Hongrois furent vaincus. Cette défaite, triste fin d'une première campagne commencée d'une manière si brillante, eut lieu le 30 octobre 1848 dans les plaines de Swéchat, à quelque distance de cette maison de Döbling, où le comte Széchenyi luttait misérablement contre ses fantômes. Tout ce tumulte, toutes ces clameurs arrivaient

jusqu'à lui; qui sait si des visions plus effrayantes n'obsédaient pas le cerveau du patient, tandis que les soldats de la Hongrie se dispersaient sous le canon de l'Autriche?

« Széchenyi, dit un écrivain hongrois, était véritablement l'incarnation de la Hongrie nouvelle. Vit-on jamais plus étroite union d'un homme avec un peuple? Il vivait de sa vie, il souffrait de sa souffrance. Tout ce qui intéressait la cause magyare avait un écho dans son âme. Il n'y avait pas une fibre de ce grand cœur qui ne fût en rapport avec ces millions de fibres dont se compose le cœur d'une nation. » Les amis du comte, frappés de la même pensée, ont signalé un phénomène extraordinaire à propos de son séjour à Döbling : n'est-il pas étrange que les phases diverses de sa maladie aient coïncidé d'une façon aussi exacte avec les phases de la lutte où la Hongrie jouait sa destinée? Qu'on l'explique comme on voudra, sympathie ou hasard, la coïncidence est dramatique. Aussi longtemps que dura la guerre civile, et pour le comte Széchenyi la lutte de l'Autriche et de la Hongrie était la plus funeste des guerres civiles, la fièvre ne le quitta point. En proie à un continuel délire, il semblait recevoir tous les coups que se portaient les combattants. Heures cruelles! incertitudes poignantes! Après des alternatives de victoire et de revers, après que Bude et Pesth, les deux capitales des Magyars, eurent été tour à tour prises et reprises, la Hongrie, débarrassée enfin de l'invasion austro-croate, promulguait par la voix de la diète sa déclaration d'indépendance au moment même où l'Autriche, désespérant de sa cause, ne craignait pas de faire appel à l'intervention moscovite. C'est le 19 avril

1849 que la diète hongroise rompait ses liens séculaires avec la dynastie des Habsbourg; c'est le 15 avril, on l'a su plus tard, que le jeune empereur François-Joseph avait appelé le tsar à son aide. Quatre mois après, les Magyars, accablés par le nombre, étaient réduits à déposer les armes; la Hongrie, résolue à ne pas capituler devant l'Autriche, rendait son épée à la Russie (11 août 1849). Quand l'âme est à demi séparée des organes par la folie, y aurait-il pour l'insensé, au moins pour l'insensé d'une certaine espèce, des communications mystérieuses avec le monde réel? Est-ce qu'il ne suffirait pas d'un mot, d'un indice, pour éveiller des idées endormies dans la conscience du fou? Je vois, dans les documents relatifs à ces guerres de Hongrie, que le docteur Balogh, celui-là même qui avait amené Széchenyi à Döbling, a été, ainsi que sa femme, un des héros de la charité patriotique. Mme Paul Balogh était la providence des blessés; parmi tant de nobles femmes qui se portaient de tous côtés au secours des victimes, elle mérita si bien une place à part que le gouvernement hongrois créa pour elle un titre d'honneur, et la nomma *garde-malade en chef des hôpitaux de Pesth.* On devait parler souvent à Döbling de ces tragiques et touchantes aventures. Le docteur lui-même, au milieu de ses courses, n'a-t-il pu visiter le malheureux comte dans l'asile où il l'avait placé? Son attitude, ses préoccupations, son langage, quelque soin qu'il mît à respecter la faiblesse du malade, n'ont-ils pu lui révéler vaguement ce qui se passait? Admettez l'explication que vous voudrez, il y a un fait certain, c'est que du mois de septembre 1848 au mois d'août 1849 la folie du patient offrit un caractère particulier d'exaspération, et que, la

Hongrie abattue, il s'affaissa subitement dans un calme de mort.

Le cause hongroise a succombé ; lui aussi, désormais, ce n'est plus qu'une ruine. Voyez-le, morne, silencieux, l'œil éteint, la paupière inerte. Mieux valaient ses emportements de la veille ; comment avoir prise sur ce néant? On dirait en vérité le commencement de la mort. C'est l'état de son pays qui se reflète en sa personne. Il est toujours plein de vigueur cependant, et si les forces morales n'étaient pas altérées, rien chez lui n'annoncerait un malade. La robuste armure des organes résisterait encore à plus d'une atteinte, pour peu qu'il voulût défendre sa vie. A quoi bon? Pourquoi ces soins dont on l'entoure? Que lui veulent ces serviteurs empressés? que signifient ces témoignages de sollicitude et d'affection? Sa dignité, lui dit-on, exige qu'il s'habille décemment, qu'il ne renonce pas au soin de sa personne, qu'il ne donne pas à ses amis un spectacle repoussant. Sa dignité ! ses amis ! l'image qu'il doit laisser de lui-même ! Ces paroles le surprennent ; il a su cette langue autrefois, et il en a perdu le sens. L'homme qui a ranimé tout un peuple au souffle de son inspiration puissante a besoin d'être conduit comme un enfant.

S'il se réveille peu à peu de cet engourdissement léthargique, c'est pour retomber sous le coup du remords immérité qui a bouleversé sa raison. L'idée fixe d'où est venue sa folie est la seule chaîne qui le rattache au monde des vivants. Seulement aux accusations violentes a succédé une tranquillité plus effrayante que ses fureurs. Une étrange loquacité s'empare de lui. Il faut qu'il parle de ses fautes, qu'il en parle sans cesse, sans fin,

à tout venant. Ce sont les litanies du repentir. Il les psalmodie pour ainsi dire perpétuellement. Quiconque s'offre à lui, fût-ce le dernier des serviteurs, doit écouter sa confession. Il peut rencontrer un interlocuteur capable de le comprendre; combien s'en trouve-t-il aussi pour qui ces lamentations monotones sont absolument lettre close! N'importe, il continue toujours. Bizarre et douloureux spectacle! le promoteur de la renaissance hongroise du dix-neuvième siècle s'accusant, s'injuriant, s'humiliant à plaisir devant des idiots! C'était le moment où le plus brutal des vainqueurs, Haynau, prétendait courber une race héroïque sous le régime du sabre et du fouet.

Cela dura ainsi deux années. Vers la fin de 1850, un symptôme nouveau apparut, faible lueur dans cette nuit épaisse. Il s'ennuyait. Pour remplir le vide des longues heures, il avait recours à des jeux d'enfants auxquels se prêtaient ses gardiens. Peu à peu, l'activité de l'esprit se réveillant, il sentit le besoin d'une distraction plus forte. Il avait été grand joueur d'échecs autrefois; il revint à ce passe-temps, et y porta une telle passion qu'on ne pouvait l'en arracher. Quand il avait mis la main sur un partenaire, il ne le lâchait plus. Le jour, la nuit, assis devant la table, combinant ses coups, plongé dans ses calculs, heureux de faire échec à l'ennemi, il semblait jouir instinctivement du réveil de son intelligence. Le jeu venant à cesser, les diables noirs reparaissaient. Ce n'était pas chose facile de trouver des gens toujours prêts à lui tenir tête; son ardeur fiévreuse fatiguait les plus intrépides. On lui procura pourtant un adversaire contre lequel il put s'escrimer à son aise. C'était un pau-

vre étudiant hongrois nommé Asbóth, que l'on payait tant par heure pour faire la partie de l'illustre malade. Asbóth gagnait péniblement de quoi suffire à ses études; dans l'intervalle des cours de l'université de Vienne, il donnait des leçons de langue. Il consentit à venir passer toutes les soirées à Döbling auprès du comte Széchenyi; la partie commençait aussitôt, on jouait d'abord de six heures à dix, on ne tarda pas à prolonger la séance jusqu'à minuit, et bientôt jusqu'aux approches du jour. Un lit avait été dressé dans une chambre voisine, et quand l'étudiant demandait grâce, il allait s'y reposer quelques heures avant de retourner à Vienne. De pareilles nuits, et pour diversion de longues journées d'étude, au bout de quelques mois cela fait une rude campagne. La corvée était trop forte pour le jeune étudiant. Un soir, Asbóth ne vint pas à Döbling; était-il malade ? Ces nuits sans sommeil avaient-elles provoqué une fièvre nerveuse? Y avait-il chez lui quelque prédisposition funeste? On apprit bientôt qu'il était devenu fou. Le remède qui devait guérir le comte Széchenyi, dit un de ses biographes, avait tué le pauvre Asbóth. Il mourut peu de temps après, et Széchenyi le pleura comme son enfant.

Il semble, — car tous les épisodes de cette histoire offrent un caractère de singularité tragique, — il semble que l'étudiant hongrois avait emporté dans sa tombe une part du fardeau sous lequel le noble comte avait fléchi si longtemps. Humble compagnon des mauvais jours, ou plutôt des nuits sinistres ! douce et bienfaisante victime ! Asbóth, en quittant Döbling, y laissait Széchenyi plus calme et plus dispos. L'émotion même que cette mort

causa au grand malade était un signe de renaissance intérieure. Décidément ces jeux, cet exercice, cet effort continu de l'esprit, avaient rétabli un certain équilibre dans ses facultés ébranlées. Et puis il s'était accoutumé à un commerce assidu avec un homme de son pays et de sa race ; il ne redoutait plus la présence des Hongrois. Jusque-là, durant la crise affreuse, il tenait à distance les personnes, même les plus chères, dont la vue lui rappelait sa carrière passée. Malgré le besoin qu'il éprouvait de s'accuser impitoyablement, il ressentait une sorte de honte en présence de ses compatriotes. Sa femme, ses enfants, qu'il aimait de l'affection la plus tendre, avaient grand'peine à pénétrer jusqu'à lui. Après 1852, ce sentiment disparut : il prit plaisir à recevoir tous ceux qui venaient le visiter à Döbling. Il les appelait même, il provoquait les conversations, il s'informait des nouvelles, il demanda bientôt des journaux et des livres. Avec cette curiosité qui s'éveillait de jour en jour, allait-il retrouver aussi le goût de la vie et de l'action ? Quelle impression allait produire sur l'âme si longtemps séparée du monde le spectacle des choses européennes, particulièrement le tableau de la Hongrie ?

## II

Au moment où les yeux du comte Széchenyi se rouvrirent à la lumière des idées, l'état des affaires hongroises devait exercer sur lui deux influences contraires : d'une part le réveil toujours plus vif de l'intelligence, de l'autre

une sorte de paralysie de la volonté. Il devait être excité sans cesse à penser et découragé d'agir. C'était l'époque où le système de centralisation despotique si impérieusement établi par le prince de Schwarzenberg, si inflexiblement mis en pratique par le baron de Bach, étouffait ces forces nationales auxquelles l'Autriche est obligée aujourd'hui de demander le salut de la monarchie. Le niveau avait passé partout. La vieille constitution magyare n'était pas plus respectée que la nouvelle. L'occasion avait paru bonne au prince de Schwarzenberg pour détruire les choses mêmes dont s'accommodait naguère la sagesse rusée de M. de Metternich. Plus de diètes, plus d'administration séparée, plus de comitats autonomes ! Où sont les priviléges des villes libres? Que sont devenues les franchises de la commune ? Nouveaux droits, coutumes anciennes, tout a disparu. L'occasion est bonne aussi pour détacher telle et telle province, Transylvanie, Croatie, Slavonie, de l'antique royaume de Saint-Étienne: la Hongrie est démembrée. La Hongrie ! convient-il de prononcer encore ce nom? Ce n'est plus qu'une expression géographique. L'héritage de six siècles, on l'a dit avec raison, venait d'être dévoré en un jour. Certes, la violence d'une telle politique était bien faite pour frapper d'étonnement la raison à demi réveillée du comte Széchenyi, et pour exciter, — toute douleur patriotique à part, — la curiosité d'un génie naguère si clairvoyant. Est-ce bien possible? disait-il, et quelles seront les conséquences de ces entreprises meurtrières? Ce problème s'empara si bien de son esprit, que l'idée fixe d'où son mal était né disparut bientôt devant celle-là. L'œuvre insensée de la réaction, devenue pour lui un sujet d'étude,

acheva de l'affranchir de sa propre folie. Il ne songeait plus seulement à la Hongrie, il songeait à l'Autriche; n'ayant pas cessé de les croire indispensables l'une à l'autre, il voyait dans cette destruction du royaume magyar par le gouvernement impérial le premier acte d'un long suicide. C'est ce spectacle qui provoquait la curiosité de l'homme d'État, et en même temps, soit que ce travail d'observation suffît à occuper ses forces incomplètes, soit que la violence de la réaction autrichienne lui enlevât tout espoir de modifier la marche des événements, il semblait avoir perdu à jamais le goût de la vie active. Qu'y avait-il à faire pour lui dans l'Autriche du prince de Schwarzenberg ? Regarder et prévoir, méditer sur le développement d'un système funeste et deviner l'issue inévitable, c'était désormais le seul emploi de ses forces. Assurément il ne pouvait prédire Sadowa; Sadowa du moins ne l'aurait pas étonné. Ainsi un spectateur pénétrant, mais découragé, un témoin inexorable, mais réduit à l'inaction, tel devait être ce comte Széchenyi, aussitôt que, délivré de ses fantômes, il appliqua de nouveau son intelligence à l'étude des choses de son temps.

C'est là sans doute une des raisons pour lesquelles il ne voulut jamais quitter l'hospice de Döbling. Vainement sa femme, ses enfants, ses amis, le suppliaient-ils de revenir au milieu d'eux, de rentrer dans ses domaines, de reprendre sa vie d'étude sous le toit héréditaire, puisqu'il était redevenu maître de lui-même. Maître de lui-même, il sentait bien qu'il ne l'était pas complétement. Cette paralysie de la volonté qui persistait malgré le réveil de la pensée lui causait une vague inquiétude. Il

craignait peut-être que ses concitoyens, le voyant de retour parmi eux, ne fussent disposés à mettre en lui certaines espérances qu'il n'aurait su réaliser, à lui attribuer certains devoirs qu'il était impuissant à remplir. Peut-être aussi craignait-il la surveillance d'une police soupçonneuse; l'asile de ses mauvais jours était encore un des lieux où il pouvait être le plus libre. A quoi bon d'ailleurs se créer une nouvelle existence pour l'emploi qu'il devait en faire ? Caché dans l'hospice de Döbling, ne pouvait-il assister au spectacle qui captivait si tristement son esprit? Des livres, des journaux, des visites, des correspondances, tout cela suffisait pour le travail désolant auquel l'avaient condamné les révolutions de son pays et les défaillances de sa raison. Le cadre d'une maison de fous convenait à son étude.

Les visites, en effet, ne lui manquaient pas. La première qu'il reçut, et celle-là il l'avait sollicitée lui-même, ce fut la visite de l'archevêque Lonovics. L'éminent prélat, aussi grand par l'intelligence que vénérable par la sainteté de sa vie, était le confident naturel du comte Széchenyi. Que de choses les unissaient l'un à l'autre! même dévouement à la patrie, même douleur en face du grand désastre. La haute dignité de l'archevêque ne l'avait pas mis à l'abri des coups de la réaction ; Mgr Lonovics était interné à Vienne. Aussitôt que Széchenyi rentra en communication avec ses semblables, il exprima le désir de voir ce frère d'infortune, et, suivant des témoignages qu'il n'y a pas lieu de récuser, le sentiment religieux eut part à ce désir autant que le sentiment patriotique. Aussi libre de préjugés vis-à-vis de l'Église que de respect humain en face de la foule, Széchenyi

était un de ces catholiques de vieille race qui tendent chaque jour à disparaître des contrées latines. On ne connaît pas de parti théocratique dans un pays où la cause nationale domine tout; on ne connaît pas les disputes d'église dans un monde où l'union des cœurs est une nécessité de salut public. On est protestant ou catholique suivant la naissance et l'éducation ; avant tout, on est homme sur le sol commun de la culture chrétienne. Les subtilités maladives propres aux temps de décadence n'ont pas encore envahi ces âmes simples; il n'y a là par conséquent ni impiété systématique ni fanatisme de coterie. C'est le plus simplement et le plus naïvement du monde que Széchenyi, avant de recommencer sa vie intellectuelle, voulut pour ainsi dire en consacrer le début par un entretien avec l'archevêque Lonovics. La Hongrie était le principal sujet de leurs préoccupations; l'âme du malade, l'âme tourmentée de Széchenyi ne fut pas oubliée, croyez-le bien, en cette consultation touchante. S'il restait encore quelque scrupule injuste, quelque remords fébrile dans la conscience trop délicate du solitaire, la parole du prélat hongrois effaça ce dernier vestige de sa folie.

Et maintenant, viennent les visiteurs de toute sorte! Que chacun lui raconte ce qu'il a vu, que les journaux, les brochures, les livres, lui apportent chaque jour les faits du monde politique et les mouvements de l'opinion! Une vie nouvelle, entremêlée sans doute de cruelles défaillances, mais enfin une vie nouvelle a commencé pour le prisonnier volontaire de Döbling. Si vif est son désir de savoir, si pénétrante est la sagacité de son esprit, que, deux ou trois ans plus tard, un hôte admis

pour la première fois dans la retraite du comte Széchenyi est vraiment émerveillé de le voir informé de tous les détails, instruit de tous les secrets, nageant enfin, on peut le dire, en plein courant de la vie publique.

« Ce fut un soir, au mois d'octobre 1857, que j'allai pour la première fois à Döbling, dans l'établissement de fous du docteur Görgen, visiter le comte Széchenyi. Long et mélancolique était le chemin au milieu des brumes de cette soirée d'automne. Pendant l'été, Döbling est un lieu agréable qui attire chaque jour par milliers les Viennois avides de plaisirs et amoureux de leurs vertes montagnes; en hiver, c'est un triste nid, un nid désert et boueux. J'avais le temps de me plonger dans les souvenirs de toute sorte que la pensée du comte Széchenyi évoquait en moi comme des fantômes. Comment le trouverai-je? quel va être son aspect? de quels sujets va-t-il me parler, et sur quel ton? La dernière fois que je le vis, j'étais bien jeune encore. Depuis cette heure, à coup sûr, il a dû terriblement changer. Oh! non, ce ne sera plus cet homme au teint brun, aux souples allures, à la lèvre altière et sarcastique, pour qui tous alors, étudiants et juristes, nous professions un culte voisin de l'idolâtrie, jusqu'au jour où il publia son livre intitulé *le Peuple de l'Est*, et ne fut plus désormais à nos yeux qu'un renégat et un traître... Avec quelle libéralité nous lui prodiguions ces titres dans le vacarme des cafés, comme le fait, hélas! aujourd'hui encore une jeunesse irréfléchie!... N'importe, chaque foi que nous l'apercevions dans la rue avec sa cravate de soie rouge nouée négligemment, avec ses vêtements d'une élégance exotique, nous ne pouvions nous défendre de le saluer; nous ne pouvions nous défendre non plus d'une curiosité respectueuse en regardant ces yeux noirs, ces traits singuliers, cette physionomie expressive, où l'observateur superficiel ne lisait peut-être que le dédain, mais qui pour le psychologue étaient

les signes inquiétants d'une pensée profonde et d'une âme perpétuellement agitée...

« Que d'années écoulées depuis ces jours-là! que d'années et quelles années! La révolution, l'ivresse de la liberté, la guerre, une courte victoire suivie d'une déroute complète, enfin cette horrible image « du sang! du sang! partout du sang! » cette image qui avait frappé d'avance l'âme prophétique de Széchenyi et qui l'avait brisée. Avait-il donc, l'infortuné, commis des fautes assez graves pour que la mort n'ait pas voulu de lui dans les flots du Danube? Était-il réservé à de plus cruelles souffrances, jusqu'à ce que le désespoir, à l'idée de sa patrie ruinée pour toujours, le précipitât dans la folie du suicide? Ces questions, hélas! j'eus maintes fois occasion de me les adresser plus tard, lorsque, pendant bien des années, devenu le témoin de son existence quotidienne, je voyais végéter misérablement ce martyr du patriotisme.

« Je ne saurais dire que les fibres patriotiques ou même simplement humaines de mon cœur fussent agréablement affectées pendant ce pèlerinage à Döbling. Pressentais-je l'issue tragique de cet épisode? ou bien était-ce ma propre situation morale qui me troublait ainsi? Ah! certes, il s'était passé bien des choses depuis la chute de Széchenyi et de la Hongrie. J'avais eu le temps de devenir un homme. La révolution, dont les héros sans cervelle, avec leurs gamineries, ne m'avaient jamais inspiré que du dédain, la révolution, dont les résultats même les plus sérieux m'avaient toujours causé moins de joie que de crainte, parce que j'en prévoyais la déplorable fin, la révolution, dis-je, avait atteint le terme de sa carrière, et devant ce terme effroyable mon âme, déjà dégrisée prématurément, s'était comme pétrifiée dans le sentiment le plus complet du positivisme pratique. Comme la plupart de mes compatriotes, l'éducation latine que j'avais reçue me rendait peut-être propre au service des comitats; quant à gagner ma vie d'une manière indépendante, j'en étais absolument incapable. Si je ne voulais

pas, comme cela se voit si souvent chez nous, vivre dans la fainéantise aux dépens du prochain ou jouer le rôle de parasite, il ne me restait d'autre asile qu'un emploi à Vienne. Je devins censeur, et du fond de mon cabinet je pus suivre d'un œil attentif le charlatanisme de la bureaucratie germanisante en Hongrie ; je pus la voir, sous le masque de sa mission civilisatrice, travailler comme un élément corrosif à la dissolution de toutes les ressources politiques, morales et financières du pays. En l'année 1857, le système de M. de Bach avait atteint son apogée. Encore une dizaine d'années, disait-on, et la génération des aînés, la génération qui s'attache encore obstinément aux souvenirs constitutionnels d'avant 1848, aura disparu de la scène. La génération plus jeune, celle qui avait pris part à la guerre de 1848-1849, paraissait moins dangereuse pour le nouveau système.

« Quelques-uns se consolaient en pensant que de la triple devise de la révolution une idée au moins avait échappé au naufrage, l'idée de l'égalité, assez visiblement réalisée dans le nouvel état de choses, et volontiers ils eussent considéré l'Autriche du baron de Bach comme une sorte de démocratie. D'autres, sous le coup des nécessités de la vie, étaient devenus les associés ou les serviteurs du pouvoir. Celui-ci acceptait un emploi ; celui-là prenait rang dans l'armée, et quelquefois par mégarde il pouvait lui arriver de se rappeler ou même de rappeler à ses interlocuteurs qu'il avait porté jadis le fier titre de *honved* ; il n'aimait pas cependant que d'autres l'en fissent souvenir. La petite noblesse, cœur de la nation, était ruinée plus qu'à demi ; dépouillée des priviléges d'autrefois, mal préparée aux dédommagements que lui offraient les nouvelles institutions, elle roulait vers l'abîme inévitable. Plus heureuse au point de vue des finances, la noblesse territoriale n'en était que plus misérable dans l'ordre des idées. La jeune aristocratie, exclue du théâtre de la politique, condamnée à l'inaction, se jetait à la poursuite des jouissances, et on voyait avec douleur

renaître chez elle cet esprit de caste, cet esprit exclusif et hautain qui caractérise toutes les aristocraties du monde partout où la vie constitutionnelle ne les rapproche pas de la nation. Si quelques vieillards de cette noblesse, les meilleurs de leur race assurément, ne se lassaient pas d'adresser en haut lieu des protestations au nom des antiques franchises du pays, c'étaient là des choses qui se passaient dans la coulisse et qu'une police vigilante éloignait de tous les regards; à peine le grand public en recueillait-il quelque indice par des chuchotements. La presse, obligée de se taire, prolongeait une existence sans honneur; mettez à part deux ou trois feuilles, toutes les autres n'étaient que des instruments aux mains de spéculateurs et de charlatans. En un mot, la Hongrie semblait étouffée, la nation semblait perdue à jamais.

« Moi du moins, dans l'épaisse nuit de mon âme, je ne voyais pas luire le moindre rayon, promesse d'un meilleur avenir. Je tâchai d'oublier que j'étais Hongrois. Je quittai cette patrie... Hélas ! ce n'était plus une patrie, ce n'était qu'une vaste maison d'arrêt. Jusque-là mon occupation principale avait été l'étude des littératures étrangères. Une excellente occasion me fut donnée de poursuivre mes travaux. « Chargé, — oh ! quel noble titre ! — chargé au nom du gouvernement impérial et royal de présider la commission centrale de révision des livres, » mon cabinet était le rendez-vous de toutes les productions de la littérature universelle, avant qu'elles entrassent dans le commerce. J'étais censeur, j'étais le dégustateur officiel de tous les mets de la pensée, de ces mets que la bureaucratie est appelée à juger consciencieusement dans l'intérêt de la santé publique, car c'est elle, — et moi aussi par conséquent, moi, l'un des atomes de ce grand corps, — c'est elle qui décide quelle quantité de nourriture intellectuelle peut être livrée sans inconvénient aux trente-six millions d'âmes dont se composent les peuples de l'Autriche. Glorieuse mission ! confiance touchante !... Bref, j'étais complétement séparé de mon pays et de son passé ; mal-

gré les généreux efforts, malgré les sacrifices patriotiques de quelques hommes, en dépit de ces paroles du poëte : « Non, cela ne se peut ! tant de génie, de force, de volonté sainte, ne saurait périr sous les malédictions infernales, sous les excommunications du destin ! » Malgré tout cela, disais-je, je considérais la patrie comme perdue.

« Qu'on veuille bien me pardonner cette digression au sujet de mon humble personne ; elle était nécessaire pour faire comprendre au lecteur dans quelle disposition d'esprit je me trouvai, lorsque mon ami T..... me pressa de rendre visite au comte Széchenyi. Le comte, disait-il, n'ignorait pas mon nom ; le comte avait lu autrefois quelques-uns de mes articles dans le *Pesti Naplo*, il savait de quel emploi j'étais maintenant chargé, et il désirait me connaître personnellement. — On peut se figurer, d'après ce qui précède, combien cette ouverture était loin de m'être agréable. Le grand passé du comte Széchenyi était inséparable à mes yeux de la chute profonde de mon pays. Je craignais que sa vue seule ne rouvrît mes blessures patriotiques, mal cicatrisées par ma philosophie, et que sa douleur ne vînt déranger cet épicurisme cosmopolite où je m'étais établi si commodément. »

Quel est le personnage à qui nous devons ces singulières confidences? On le nomme Aurèle de Kecskeméthy. Je n'ai pas à dessiner cette figure au moment ou je l'introduis dans mon tableau; le pèlerin de Döbling s'est peint lui-même en quelques lignes. Seulement la franchise de ses aveux communique à sa narration un intérêt dont il ne semble pas se douter. Si humble que fût la personne de M. de Kecskeméthy, il représente ici toute une part, une grande part de la société hongroise en 1857. L'ancien étudiant patriote et révolutionnaire de-

venu un des douaniers de la pensée humaine, au service du gouvernement qui écrase son pays, ce censeur confortablement installé dans sa besogne, cet épicurien cosmopolite savourant l'amertume de sa honte, et tout prêt, quoi qu'il en dise, à rouvrir avec joie ses blessures mal fermées, quel type que celui-là! Quelle image de l'étouffement de la Hongrie, de ce levain indestructible s'agitant toujours, malgré tout, au cœur même de ceux que l'on croit morts! C'est là, je n'en doute point, ce qui frappa Széchenyi; c'est pour cela qu'il voulut voir à Döbling ce Hongrois d'avant le déluge transformé en censeur autrichien. Journaliste enthousiaste à vingt ans, tour à tour passionné pour le grand Magyar ou irrité de sa modération, maintenant dégrisé, désarmé, déchu, M. de Kecskeméthy entre donc avec une émotion facile à concevoir dans la retraite du glorieux malade. Széchenyi va-t-il lui adresser une de ces paroles sarcastiques dont il avait le secret? Même dans ses compliments, n'y aura-t-il pas quelque allusion vengeresse? Non, Széchenyi connaît ses compatriotes, il a deviné dans celui-ci le cœur sous la livrée. Il l'interroge, il le fait parler, il le réconcilie avec lui-même; le censeur viennois va devenir un des intimes confidents du solitaire de Döbling, et bientôt ce sera le malade qui aura guéri l'épicurien. N'est-ce pas là, je le demande, une sorte de symbole historique? N'est-ce pas la Hongrie des quinze dernières années, cette Hongrie résignée en apparence à la mort, et qui va être éveillée, stimulée, avertie des choses de l'avenir par le comte Széchenyi?

Dès ce premier entretien du comte avec le censeur autrichien, comme il juge avec une sagacité inexorable le

système de M. de Bach! Sa parole est aussi mordante que sa raison est ferme; il grave d'avance au burin les arrêts que rendront les événements. « Cette force de pensée ne me surprenait pas, dit M. de Kecskeméthy, dont je résume ici les impressions; je savais bien que la netteté extraordinaire de son intelligence n'avait jamais été détruite par ses souffrances mentales, qu'elle était plutôt la cause de sa maladie, l'aliment dont cette maladie se nourrissait; il avait trop prévu, trop deviné, trop longtemps supporté par avance le fardeau des souffrances de tous; c'est sous ce poids énorme qu'il avait succombé. Une chose qui m'étonnait bien autrement était de le voir initié à une telle multitude de détails; il voyait tout de haut et savait tout par le menu : grands faits, petits incidents, anecdotes de la cour, propos de salons, intrigues de bureaux, il n'y avait rien à lui apprendre. Il connaissait même les principales productions de la littérature européenne; quant à l'Autriche, à la Hongrie, il avait lu et annoté tout ce qui s'y imprimait. Il suivait d'un œil attentif la presse politique étrangère; telle brochure interdite au public autrichien s'était trouvée entre ses mains avant d'être parvenue devant mon tribunal. Tout l'intéressait; il voulait tout savoir, et véritablement il savait tout. Sans parler des journaux et des livres qu'il dévorait sans cesse, il mettait à profit ses nombreuses relations dans tous les rangs de la société autrichienne et hongroise; chaque visiteur devait lui payer un tribut. »

Parmi ces visiteurs, il y en a un dont le souvenir fut particulièrement doux au solitaire. Un jour, son valet de chambre, le vieux Brach, lui annonce qu'un soldat de-

mande à lui parler. « Un soldat? A-t-il dit son nom? — Il s'appelle Joseph; c'est ce nom qu'il m'a dit d'annoncer. — Joseph! » Le comte interroge sa mémoire, et croit enfin qu'il s'agit de quelque ancien serviteur dont la visite n'est peut-être pas tout à fait désintéressée. » Eh bien! fais-le entrer. « La porte s'ouvre, et Széchenyi reconnaît Son Altesse Impériale l'archiduc Joseph, fils de l'ancien palatin de Hongrie, du noble chef qui avait été jadis pour le grand Magyar, à travers les dissentiments inévitables, un loyal frère d'armes et de patriotisme. Le solitaire est ému, il s'incline, il remercie Son Altesse... « Laissez là les titres, mon cher comte, et dites-moi *tu* comme autrefois, quand vous me faisiez sauter sur vos genoux. » La glace est rompue, le vieillard et le jeune prince remontent ensemble le cours des années heureuses; quelle joie de réveiller ces souvenirs du pays! car le palatin aimait la terre magyare comme sa véritable patrie, et la langue hongroise remise en honneur par Széchenyi avait été la langue maternelle de ses enfants. Quelle joie de parler encore l'idiome natal! Que de confidences discrètes! Quels témoignages de sympathie réciproque! quel soin d'éviter de part et d'autre ce qui aurait pu troubler les images délicatement évoquées! Ce fut une vision lumineuse dans la retraite désolée du songeur.

Le soir même ou le lendemain, Széchenyi racontait la scène à M. de Kecskeméthy. Si tous les pèlerins de Döbling, des plus grands aux plus humbles, publiaient leurs souvenirs particuliers, nous aurions sans doute bien des détails intéressants sur les dernières années du comte; je ne crois pas cependant que ces récits pussent

rien ajouter d'essentiel aux notes du pauvre censeur autrichien. C'est M. de Kecskeméthy qui a été de 1857 à 1860 le témoin le plus assidu de sa vie. Revenez bientôt, lui disait le comte chaque fois que se terminait la visite, et il venait si souvent qu'il finit par être un des familiers de la maison. Széchenyi avait tant de choses à dire, soit qu'il rappelât les choses du passé, soit qu'il appréciât les événements du jour et pressentît ceux du lendemain ! Tantôt c'étaient des anecdotes sur le prince de Metternich ; il racontait ses rapports personnels avec ce haut personnage, qui passait dans le monde pour un des *leaders* de la politique européenne, et qui ne faisait que subir la direction de la Russie ; il disait gaiement avec quelle habileté diplomatique il avait su gagner sa confiance, écouter jusqu'au bout ses longues histoires, toujours, toujours les mêmes, tandis que d'autres, moins patients ou moins adroits, l'avertissaient de ses redites. Tantôt c'étaient les souvenirs de sa carrière active, l'exposé des services qu'il avait rendus à la cause magyare, exposé simple et cependant, ajoute M. de Kecskeméthy, empreint d'un singulier caractère aristocratique. Un chef de famille se vante-t-il de ce qu'il a fait pour les siens? Széchenyi ne se vantait pas; mais on sentait à son langage qu'il se croyait le patriarche d'une grande tribu. La Hongrie, c'était lui-même, et cette opinion qu'il avait de son rôle, bien loin de sembler arrogante, imposait le respect comme toute conviction naïve et forte. M. de Kecskeméthy, dix années plus tôt, avait passé d'une extrémité à l'autre dans ses sentiments pour Széchenyi ; c'est le sort des chefs de parti, quand ils ne veulent pas être les esclaves de la foule, d'exciter la

défiance et la haine après avoir soulevé des transports d'enthousiasme. Maintenant il le voyait dans toute sa grandeur, et lui-même, ramené à cette vie morale d'où il était tombé si bas, il retrouvait sans efforts ses inspirations des meilleurs jours.

Était-ce seulement dans l'ombre de Döbling et avec un personnage inconnu que le comte Széchenyi exerçait son action salutaire? Si décidé qu'il fût à être simplement le spectateur des choses publiques, le témoin et le juge d'une période mauvaise, il y eut pourtant telles circonstances où il ne crut pas que sa maladie même le dispensât d'agir. On a vu dans la première partie de cette étude quel prix le comte Széchenyi attachait aux grands travaux qui devaient rapprocher la Hongrie de l'Orient, et ouvrir à son activité commerciale un débouché vers le Bosphore; n'est-ce pas lui qui avait donné l'essor à la navigation du Danube? Une entreprise toute hongroise s'était organisée en ce temps-là pour compléter le système auquel Széchenyi avait attaché son nom: il s'agissait de créer un *chemin de fer d'Orient*, comme on disait. Or, vers la fin d'octobre 1858, on apprit tout à coup que l'administration du chemin de fer d'Orient, sous l'influence de M. le baron de Bruck, ministre des finances, et par la connivence de quelques magnats hongrois, principaux associés de l'entreprise, venait d'opérer sa fusion avec le chemin de fer du Sud; en d'autres termes, la construction de la ligne d'Orient, si importante pour la Hongrie, était définitivement ajournée, tandis que la ligne du Sud, spécialement utile à l'Autriche en vue de ses relations italiennes, allait confisquer des ressources hongroises au profit d'une œuvre

germanique. Le bruit se répandait déjà que les directeurs hongrois du chemin de fer d'Orient venaient d'abandonner leurs postes; il y avait parmi eux quelques-uns des premiers personnages du pays, les comtes Apponyi, Waldstein, Festetics et un ancien ami de Széchenyi, l'illustre patriote Edmond Zichy. C'est à ce dernier que le solitaire de Döbling adressa une sorte de réprimande publique. La lettre est curieuse et mérite d'être citée tout entière.

« Döbling, 14 octobre.

« Cher ami, tu sais que je me procure toutes les publications hongroises aussitôt qu'elles paraissent. Bien que je ne puisse pas tout lire, à demi mort comme je suis, ce m'est pourtant un moyen de faire quelque chose pour mon pays dans les circonstances présentes; il y a là un devoir à remplir, et je m'y applique de mon mieux. Tu peux donc être persuadé que tu as fait grand bien à mon pauvre cœur si durement comprimé, quand tu m'as envoyé, selon ta promesse, l'*Almanach de Bolond Miska* pour l'année prochaine, que je ne possédais pas encore. Tu es mon noble bienfaiteur, toi qui m'as visité si souvent depuis que je suis blessé à mort, toi qui as tout essayé pour rendre un peu d'espérance à mon âme en deuil, et naguère encore tu as montré par tes bontés pour moi combien il est vrai de dire que la véritable amitié éclate surtout dans les jours sombres.

« Ce qui a une fois existé reparaît souvent dans le monde, — sous une autre forme, il est vrai, et en des conditions différentes. Certes une bouteille brisée ne saurait se raccommoder, et le plus pauvre d'esprit ne l'essayerait même pas; cependant ces misérables morceaux de verre ne sont pas perdus pour cela, ils peuvent encore être remis dans la fournaise et devenir un fla-

con de cristal où brillera le roi des vins, le tokai éblouissant comme l'or, tandis que l'autre bouteille, la bouteille cassée, ne renfermait peut-être qu'une triste liqueur prête à se changer en vinaigre. Dis-moi, n'est-ce pas vrai?

« Autrefois des fous de cour appointés grassement disaient aux princes certaines vérités que nul homme prudent n'eût jamais osé exprimer, d'où il arriva qu'en mainte rencontre les seigneurs de la terre reçurent les meilleurs conseils, non des sages, mais des fous, car le meilleur conseil n'est-il pas toujours de mettre en lumière la vérité qui se cache? Ces fonctions spéciales, avec leurs bons appointements, ont été supprimées dans le cours des âges; mais les voici qui reparaissent sous une forme nouvelle. « Miska, » sans parler des autres, exprime aujourd'hui des vérités, qui certainement, recueillies par un homme avisé, — à supposer que cet homme ait un cœur dans sa poitrine, que ce cœur renferme une petite dose de vertu, et qu'il ne se prenne pas lui-même pour un dieu, — lui seraient d'une singulière utilité. Veuille le Tout-Puissant qu'il en soit ainsi!

« Mais le but de cette lettre, cher ami, n'est pas seulement de t'exprimer ma gratitude pour ta bienveillance. Non, il y a une autre chose qui me pousse, qui me tourmente, et cette chose te concerne. Puis-je te parler à cœur ouvert, sans nulle réticence? Si oui, lis ces lignes jusqu'à la fin; si non, déchire-les.

« Tu as toujours été fort sensible sur le point d'honneur, que dis-je, sensible? chatouilleux. Personne n'en doute. Moi-même j'ai eu le bonheur d'en faire l'expérience. Te rappelles-tu qu'un jour, à Pesth, nous sortions ensemble d'une séance du casino, et que, tout en me reconduisant chez moi, blessé d'une remarque que je laissai tomber innocemment, tu me provoquas en duel? En vérité, si je n'avais de longue date fait mes preuves au sabre et au pistolet, il ne m'aurait guère été possible de me décider aux premières avances. Par bonheur, comme tout le monde sait que je n'ai pas peur de mon ombre,

non-seulement je te fis des excuses, mais, après que ma main eut serré la tienne, je conçus immédiatement pour toi, en raison même de ce sentiment de l'honneur si ombrageux et si vif, une affection extraordinaire. Il y avait pourtant un point qui me froissait au delà de toute mesure, c'était de te voir, — le dirai-je ? — patriote si médiocre et homme de plaisir si ardent. Réponds, n'était-ce pas vrai? Il y a longtemps de cela, une trentaine d'années. Aujourd'hui je ne suis plus qu'une ruine; toi, au contraire, tu as grandi de jour en jour dans le domaine de l'action virile et créatrice.

« J'ai appris avec une joie inexprimable, si le mot de joie convient encore à mon état, que tu avais le talent et la volonté d'être heureux, non pas seulement du bonheur extérieur, mais du bonheur de la conscience. Quelle autre félicité en effet peut-il y avoir sur la terre que de servir son pays, de se dévouer à ses compatriotes, et de concourir par là aux destinées suprêmes du genre humain ? Oui, j'ai appris avec joie que, malgré le joug écrasant des circonstances, tu étais plus joyeux, plus heureux qu'aux heures de ta folle jeunesse. Pourquoi ? le sais-tu ? Parce qu'alors tu ne songeais qu'à jouir, et que maintenant ton but est de vivre, d'agir, de créer.

« Le bourdon fait pitié, on porte envie à l'abeille industrieuse. Pour qui n'a point d'occupation ici-bas la vie est un supplice, et le proverbe hongrois dit excellemment : il n'y a d'heureux sur la terre que l'homme dont les travaux viennent à bien. Le *dolce far niente* n'a jamais séduit un vrai Magyar, car, si l'oisiveté énerve l'individu, elle tue aussi les nations. Un de tes plus nobles titres, cher ami, c'est que tu as su te créer une occupation dont l'importance pour ton pays est incalculable. Et maintenant j'entends dire, — ô douleur qui me navre ! — j'entends dire que tu veux abandonner ce domaine de ton activité...

« Quand le Hongrois aujourd'hui occupe des fonctions qui ne sont contraires ni à son honneur, ni à sa conscience, ni au

bien de son pays, il ne doit pas les quitter volontairement, de quelques humiliations qu'on l'abreuve. Celui qui sait souffrir et pâtir pour son pays, celui-là seul mérite la couronne du patriote, couronne tressée d'épines, mais d'autant plus glorieuse... Qui maintient sa place reste toujours en mesure de mettre à profit les circonstances; qui se retire au contraire se frappe de mort politique, et une fois que vous êtes frappés de cette mort-là, Dieu lui-même, Dieu, qui a rappelé à la vie le corps déjà décomposé de Lazare, ne saurait vous sauver. Qu'on ne vous nomme pas, qu'on vous expulse, oh! cela, c'est autre chose; l'homme qui a perdu sa fortune peut la recouvrer un jour, celui qui volontairement abandonne son trésor ne le retrouvera plus jamais, jamais.

« Le plus grand éloge qu'on puisse donner à un Hongrois, c'est de dire qu'il a maintenu sa place. Tu connais, ami, notre énergique locution populaire : *rester debout, même dans la boue*. Appliquons-la aux devoirs du Hongrois dans les temps où nous sommes. Bravons les reproches même de nos frères pour servir la cause commune. Rester droit à son poste au milieu de cette boue que des patriotes superficiels et fanatiques ne craignent pas de jeter à des frères, à des amis, à des compagnons d'armes, rester droit à son poste, s'y cramponner obstinément quand on se sent chanceler sous l'outrage, se relever, s'affermir, être toujours debout après des années de lutte, voilà le mot d'ordre de la situation présente; il n'y en a pas d'autres que celui-là pour mériter la reconnaissance et les applaudissements de ses concitoyens. D'un homme tel que toi, noble ami, la Hongrie ne saurait exiger moins.

« Que Dieu te conserve! continue-moi ta bienveillance; n'oublie pas que, dans le misérable état auquel je me trouve réduit, tu as toujours été, comme les membres de ma famille, au premier rang des médecins de mon âme. Ton ami fidèle,

« Comte Stéphan Széchenyi. »

Cette ardeur, cette force de pensée, au milieu d'images un peu incohérentes, c'est la peinture exacte de cette noble intelligence au sein de la crise où elle se débat. On voit ici dans quelle mesure s'accomplissait la guérison du malade. Trop faible, il le sentait bien, pour se mêler à l'action, il encourageait de la voix ceux qui pouvaient combattre. Remarquez surtout chez lui la persistance de l'esprit pratique, et comme il répond au fanatisme qui, demandant tout ou rien, jette le manche après la cognée. L'émigration sous aucune forme n'est du goût de Széchenyi. Le Hongrois n'eût-il dans la main qu'un tronçon de ses armes, il ne doit pas s'en dessaisir. Qu'importent les accusations des fanatiques? Insultés par nos frères, servons-les malgré eux. Restons debout, même dans la boue! Cri étrange, et qui peint bien la ténacité du sentiment magyar, si l'on songe que les lèvres d'où il s'échappe avaient tant de fois proféré des paroles de désespoir.

Le journal où parut ce manifeste fut immédiatement confisqué par la police, le comte Zichy ne crut pas devoir faire les protestations que lui demandait son ami ; est-ce à dire que le résultat fût absolument nul? Non certes. De manière ou d'autre, ces bulletins-là finissent toujours par se répandre ; Széchenyi avait jeté un nouveau ferment au cœur de la nation hongroise. Pour le moment, il n'en demandait pas davantage. Le même succès lui suffisait aussi quand il envoyait des articles à l'un des principaux organes de la presse européenne. Il dessinait pour le *Times* de vifs tableaux de l'Autriche sous M. le baron de Bach, et chaque fois que son œuvre lui revenait imprimée dans le journal de Londres, c'était fête à Döbling. Le plus souvent, il faut le dire, soit que les

critiques fussent trop amères, soit que les théories du comte offrissent un caractère trop spécialement hongrois, l'article n'était pas admis ; n'importe, il avait éclairé les publicistes anglais, et dans leurs appréciations de la politique générale il retrouvait avec joie la trace de ses idées. Heureux simulacre de l'action pour l'ancien promoteur de la vie publique en Hongrie ! A le voir se réveiller de la sorte, à le voir jouir si vivement des choses de l'esprit, on pouvait croire que le mal intérieur avait complétement cédé.

C'est dans ces moments-là que la comtesse Széchenyi disait à M. de Kecskeméthy : « N'est-ce pas que le comte pourra bientôt quitter Döbling et reprendre auprès des siens son existence d'autrefois? » Quitter Döbling! M. de Kecskeméthy ne croyait pas que le malade pût s'y résoudre avant bien des années ; il savait que l'intelligence seule s'était réveillée chez lui, mais que la volonté demeurait inerte. Quitter Döbling quand on pouvait à peine, et seulement par surprise, lui faire affronter la lumière du soleil ! Le malheureux semblait enchaîné à sa chambre; on eût dit qu'il s'était condamné à cette prison pour se punir de ses fautes imaginaires envers la Hongrie. S'il lui arrivait d'en franchir le seuil, c'était à l'heure où sa famille venait le visiter. Sa femme, ses enfants, aimés cependant avec transport, il ne voulait les voir qu'à de certains jours, comme s'il eût fait vœu d'expier ses torts publics par le sacrifice de ce qu'il avait de plus cher. C'était une des traces persistantes de sa folie; mais aussi, quand l'heure de la visite approchait, quelle joie ! quelle agitation ! Il ne tenait plus en place, comme on dit. Les voici ! la voiture a traversé le parc,

elle vient de s'arrêter devant le portail ; aussitôt le prisonnier s'élançait, descendait l'escalier, recevait dans ses bras sa femme et ses deux fils, les conduisait dans son asile avec une joie d'enfant. Alors, au milieu des questions, des épanchements sans fin, s'il venait à leur montrer un article de lui inséré dans le *Times* ou sa lettre au comte de Zichy, comment n'eussent-ils pas songé à le faire enfin sortir de sa prison ? Il fallait d'abord l'accoutumer à la clarté du jour ; et quelles précautions, quelle diplomatie, pour l'attirer seulement dans les allées du parc ! Széchenyi avait toujours aimé la gymnastique ; un jour un de ses amis parie avec les deux jeunes comtes qu'il franchira d'un saut un espace de dix-huit pieds. Un tour de force et un pari, voilà de quoi faire dresser l'oreille au vieux Magyar. Tout est prêt, le point de départ et le but sont marqués ; c'est devant la maison, sur la pelouse, que l'épreuve aura lieu. La curiosité aidant, le comte se laisse entraîner par ses fils, et pour la première fois, depuis bien des années, le voilà qui se hasarde en plein air. Attentif, les bras croisés, il admire en souriant la souplesse et la vigueur des jeunes athlètes ;.... mais tout à coup un nuage obscurcit son front, il jette des regards défiants autour de lui, s'étonne de se trouver là, et d'un pas rapide regagne l'entrée de l'hospice. « Je l'examinais avec une douloureuse émotion, dit le témoin qui rapporte la scène. Était-ce simplement une impression physique, l'action de l'air extérieur sur ce corps miné par la souffrance ? Était-ce le souvenir de quelque vœu secret, de quelque engagement mystérieux auquel il se reprochait d'avoir manqué ? Je restai persuadé que c'étaient les deux choses à la fois. »

Ce repentir et cette peur de la vie active, qui se traduisaient sous une forme si bizarre, ne l'empêchaient point, on l'a déjà vu, de prendre hardiment la parole dans les circonstances décisives. Tout à l'heure il défendait le chemin de fer d'Orient, menacé par les combinaisons de l'administration autrichienne; voyez-le maintenant défendre l'académie nationale de Hongrie, mise en péril par M. de Bach. La lettre au comte Edmond Zichy et la lettre à l'académie hongroise ont été écrites à quelques semaines d'intervalle; elles appartiennent toutes les deux à la fin de l'année 1858. Dans l'une, Széchenyi voulait sauver un grand intérêt matériel, dans l'autre un grand intérêt moral. La double inspiration de sa vie était en cause. Le ministre de l'intérieur, M. de Bach, exigeait une révision des statuts de l'académie et prétendait surtout faire disparaître cet article fondamental : « L'œuvre, en vue de laquelle est fondée cette société, est avant toute chose la culture de la langue magyare. » L'académie hésite; va-t-elle donc se soumettre? C'est alors que Széchenyi prend la plume. Il a été en 1825 le fondateur de cette œuvre nationale; son devoir est de protester contre l'attentat qui se prépare, et n'y eût-il aucun moyen de résister, nul ne pourrait dire mieux que lui à quelles conditions l'académie courbe la tête. Si ce manifeste ne traitait que le sujet spécial dont je viens de parler, il suffirait de le résumer en quelques lignes, mais ce n'est pas seulement la langue magyare, c'est l'existence de la Hongrie, l'existence même de l'Autriche et ses conditions de salut dans l'avenir qui préoccupent l'âme prophétique de l'auteur. Qui donc avait révélé à Széchenyi les désastres futurs de l'Au-

triche, ces désastres qu'il ne devait pas voir et auxquels nous avons assisté en 1866? Qui lui avait révélé cette grande chute dont les plus habiles ont été surpris? Comment savait-il que l'Autriche serait menacée avant peu d'une décomposition générale, et que la Hongrie serait alors une des premières ressources de l'empire? D'où lui venait cette clairvoyance extraordinaire? De son culte de la Hongrie et de son attachement aux Habsbourg, éclairés par une étude précise des choses de l'Europe. Il faut traduire ces pages que réclame l'histoire.

« Les plus pompeuses paroles ne trouvent aucune créance quand les faits leur opposent un témoignage contraire. Que le système actuel de notre gouvernement soit en contradiction avec les intérêts et les vœux de la nationalité hongroise, c'est là ce qui ne saurait échapper à l'esprit le plus aveugle, et cependant notre nationalité, à nous Hongrois, nous est plus chère que tous les trésors du monde, plus chère même que la vie. Or, s'il reste une seule chose au milieu de nos ruines, — sans parler de la vitalité vraiment admirable de notre race, — s'il reste sur les ruines de la Hongrie une seule chose qui atteste que notre nation n'est pas éteinte, assurément c'est l'académie hongroise. Et maintenant il faut que cette institution véritablement nationale soit sapée à sa base, oui, sapée à sa base! car le changement introduit depuis peu dans ses statuts fondamentaux, tel du moins que mon esprit le conçoit, n'est pas autre chose que le coup de mort.

« Torturé par des souffrances mentales indescriptibles, le cœur saignant, enterré tout vif pour ainsi dire, je me demande en cette situation désespérée : Que dois-je faire pour l'académie hongroise? quelle résolution dois-je prendre, moi qui en 1825, fidèle à l'inspiration de nos pères, ai tâché de rendre la

vie à notre langue nationale en fondant cet institut, et qui ai eu le bonheur de réussir dans mon entreprise? J'ai réussi, dis-je, et réussi plus complétement que ne pouvaient le faire nos prédécesseurs, car, si cette haute pensée leur appartient, j'avais à ma disposition une plus grande somme de ces ressources financières sans lesquelles la conception la plus sublime ne peut se frayer sa voie. Faut-il me taire quand je vois écraser cette noble semence? Puis-je oublier les services que ce facteur énergique était appelé à rendre? puis-je oublier que la race magyare, dont la robuste adolescence est attestée par tant de symptômes, même après les mortelles atteintes qu'elle a subies, et à travers les dangers de sa condition présente, puis-je oublier, dis-je, que la race magyare, grâce à cette fondation, développant toutes ses facultés natives, était destinée par nous à devenir le plus ferme appui de la monarchie autrichienne, le soutien inébranlable du trône, et par cela même à enrichir la société humaine tout entière? Je le demande, moi, dont le mal n'est pas une vague confusion d'idées, mais au contraire le don fatal de voir trop clair, trop net, et de ne me faire aucune illusion, puis-je me défendre de pousser un cri d'alarme quand je vois notre glorieuse dynastie, ensorcelée de je ne sais quels maléfices, s'acharner contre le plus vivace de ses peuples, contre celui à qui l'avenir réservait les destinées les plus grandioses, et non-seulement le mépriser, mais l'étouffer, lui enlever son caractère propre, l'accabler de mauvais traitements, frappant ainsi à la racine l'arbre séculaire de l'empire?

« Abandonner à l'honorable académie le règlement de la question présente, non, je ne le désire pas, je ne le veux pas, je n'y saurais consentir. Fondateur de cet institut, c'est à moi de parler aujourd'hui, quel que soit d'ailleurs mon respect pour la compagnie en général et pour la plupart de ses membres en particulier. Tant que ma tête sera droite sur mes épaules, tant que mon cerveau ne sera pas entièrement ravagé, tant que la lumière de mes yeux ne sera pas voilée par la nuit de la mort,

je maintiendrai mon droit, et partout où j'aurai le droit de prendre une décision, acceptant d'ailleurs tout conseil sincère avec reconnaissance, je ne me déciderai en définitive que par ma raison propre.

« Ces prémisses posées, j'exprime sans ambages ma conviction inébranlable : notre glorieux empereur François-Joseph, il m'est impossible d'en douter, finira tôt ou tard par reconnaître que le but poursuivi en ce moment par ses ministres, l'assimilation, la germanisation de toutes les races dont se compose l'empire, n'est autre chose qu'un solennel contre-bon-sens, une amère mystification de l'Autriche par elle-même. Il finira par reconnaître qu'un grand nombre, que le plus grand nombre des peuples de l'Autriche gravite vers des centres étrangers, et que ce mouvement si périlleux pour la monarchie devra nécessairement s'accroître quand viendront les mauvais jours. Or, ces jours-là, selon toute vraisemblance, ne tarderont pas à venir. Quelle est au contraire, dans cette dissolution générale, la situation du Hongrois? Sans aucune affinité de race avec des nations étrangères, il n'a d'autre patrie que le *paradis constitutionnel situé entre les quatre fleuves et les trois montagnes*[1] ; c'est pourquoi il ne peut espérer, il ne peut chercher et trouver l'accomplissement suprême de ses destinées que sous l'égide de sa royale dynastie. Viennent donc les jours néfastes, et encore une fois j'affirme qu'ils viendront, l'empereur, éclairé et excédé tout ensemble par les expérimentations désastreuses qui ont jeté l'empire dans une voie si funeste, sera le premier défenseur des Magyars. Il ne permettra plus qu'elle soit affaiblie, meurtrie, décomposée, cette nation avec laquelle un souverain chevaleresque peut tenter l'impossible, cette race féconde qui, pour un prince ami, protecteur loyal de son honneur et de sa prospérité, a toujours été prête, est prête encore aujour-

1. Locution magyare pour désigner la Hongrie.

d'hui et sera prête demain à verser la dernière goutte de son sang.

« Je crois, et cette foi me ravit, je crois que notre jeune souverain, s'il voulait seulement voir de ses yeux et entendre de ses oreilles, s'il se décidait à ne suivre que les conseils de son esprit et les inspirations de son cœur, — ah ! vienne ce jour que j'appelle ! — je crois, dis-je, que notre jeune souverain ferait bientôt pâlir devant la Hongrie du dix-neuvième siècle la glorieuse Hongrie de Mathias Corvin.

« Voilà ce que je lis dans l'avenir ; j'ajoute que je me confie de toutes les forces de mon âme aux décisions de la Providence, qui peut bien frapper durement les souverains et les peuples en punition de leurs fautes, mais qui ne souffre pas en fin de compte qu'une nation généreuse périsse, ni qu'un prince au cœur honnête demeure toujours aveugle. Soutenu par cette prévision de l'avenir et par cette foi en Dieu, voici à quel parti je m'arrête comme fondateur de cette académie : s'il n'y a aucun moyen de résister, s'il faut absolument subir les changements de règle qu'on nous impose, j'accepte les statuts nouveaux, bien qu'en réalité je n'en approuve pas un seul ; je les accepte tous sans la moindre objection, avec la résignation du vaincu dont on peut déchirer le cœur, mais dont on n'enchaînera jamais la pensée. En même temps, fidèle à la grande devise : *justum ac tenacem propositi virum*, je déclare ici de la manière la plus solennelle que je cesserai de payer les intérêts de la somme consacrée par moi à cette fondation le jour où j'apprendrai que ce sacrifice de ma fortune est employé à un autre usage que celui primitivement fixé par les fondateurs, reconnu par une loi, sanctionné par un contrat entre la nation et le souverain. Après moi, je n'en doute pas, mes héritiers prendront le même engagement et y conformeront leur conduite. Si donc un jour, malgré notre confiante soumission et en dépit des promesses qui nous sont faites, l'événement que je redoute se réalise, aussitôt mes héritiers ou moi nous retirerons notre offrande à

cette académie, désormais empoisonnée, pour la consacrer à une autre œuvre patriotique, à une œuvre que nous établirons nous-mêmes, dont nous écarterons toute ingérence étrangère, et que nous n'abandonnerons que contraints par la force. »

Ainsi résignation provisoire, concession limitée, au delà de cette limite résistance inflexible, par-dessus tout confiance absolue dans l'avenir qui doit accabler l'Autriche et relever la Hongrie, voilà le résumé de ce manifeste, écrit en 1858 au fond d'une maison de fous. Quel était à cette date l'esprit le plus vigoureux et le plus sage de toute la monarchie autrichienne ?

L'année 1859 justifia quelques-unes des prévisions de Széchenyi. Le système du baron de Bach commençait à chanceler, la guerre d'Italie vint en précipiter la chute. Ce n'était pas seulement la Hongrie qui avait souffert de cette réaction de dix ans ; Tchèques et Croates, adversaires des Magyars en 1848, étaient obligés de se dire : « On nous a donné pour récompense ce qu'on a infligé aux Magyars comme châtiment. » Tous les peuples de l'empire étouffaient sous le même joug. Si les résultats de cette compression meurtrière n'avaient pas encore suffisamment éclairé le jeune monarque, Magenta et Solferino allaient enfin lui dessiller les yeux. C'est un grave symptôme pour un empire quand le drapeau est déployé sur le champ de bataille, et que ses peuples sont obligés de faire des vœux pour l'ennemi. L'Autriche donna ce spectacle en 1859. Avant même que la guerre éclatât, dès la fin de 1858, c'est-à-dire au moment où les rapports devenaient chaque jour plus hostiles entre Tu-

rin et Vienne, Széchenyi prévoyait des catastrophes et ne pouvait s'empêcher de les considérer comme une crise nécessaire à la rénovation de l'Autriche. « Il y a, disait-il, des châtiments qui peuvent amener la guérison, à moins que le malade ne soit incurable. » Avec quelle joie il lisait une brochure de M. Charles Vogt qui fit alors grand bruit en Allemagne, et qui, sous une forme très-acerbe, aboutissait aux mêmes conclusions que les siennes! Pendant que l'armée française affranchissait l'Italie, la Hongrie frémissante n'attendait qu'un signal pour se soulever. Rien n'atteste que Széchenyi ait désiré ce soulèvement où le parti révolutionnaire aurait sans doute dépassé le but, et, comme en 1848, compromis la cause nationale; mais il est certain qu'il salua dans les victoires de la France la chute désormais inévitable du système de M. de Bach, du *système de fer*, comme disaient les Hongrois.

A ce moment-là même, un livre paraissait à Londres sous ce titre singulier : *Réponse à un écrit anonyme publié à Vienne au mois d'octobre* 1857, *et tiré seulement à un petit nombre d'exemplaires pour un cercle intime de lecteurs, par un Hongrois; Londres*, 1859[1]. L'écrit anonyme auquel répondait l'ouvrage imprimé à Londres était un exposé des avantages que la Hongrie, suivant l'auteur,

1. Le titre est bien plus singulier dans le texte, il est même si singulier, que la langue française se refuse à en donner une traduction exacte ; je n'ai pu que l'interpréter en le simplifiant. Voici la transcription littérale : *Regard sur le regard en arrière anonyme publié à Vienne*, etc... *Ein Blick auf den anonymen Rückblick, welcher fur einen vertrauten Kreis, in verhältniszmäszig wenigen Exemplaren im Monate October* 1857 *in Wien erschien. Von einem Ungar.* London, 1859.

devait à la centralisation autrichienne appliquée par le baron de Bach. *Regards en arrière sur le récent développement de la Hongrie*, tel était le titre de ce livre composé, on le sait aujourd'hui, par un des hauts employés du ministère, et que M. de Bach lui-même avait revu et corrigé. Affirmer que la Hongrie avait gagné à ce régime oppressif, c'était provoquer des contradictions accablantes. L'auteur ne cherchait pas le scandale ; il voulait surtout rassurer la conscience du souverain, car François-Joseph commençait à se demander si la politique suivie par ses ministres n'était pas le chemin de la ruine, et le mémoire de l'anonyme n'était en réalité que la justification de M. de Bach. Voilà pourquoi ces assertions hasardeuses, prudemment soustraites à la publicité, ne devaient être lues que dans un cercle choisi ; mais on a vu déjà que rien n'échappait au prisonnier de Döbling. Pouvait-il laisser sans réplique une telle apologie, lui qui appelait de ses vœux impatients l'heure où le jeune et loyal souverain serait enfin détrompé? Pour confondre le mensonge, il n'avait qu'à rassembler ses notes. Chaque jour, à chaque preuve nouvelle de l'imprévoyance des gouvernants, à chaque nouvelle conséquence du système qui étouffait les forces de l'empire, Széchenyi notait le symptôme et le commentait en quelques lignes. La réfutation se faisait ainsi d'elle-même. C'était l'histoire au jour le jour; ici des traits de feu, là des sarcasmes, souvent même, trop souvent, des caricatures, des bouffonneries à faire rire et pleurer. N'écrivant d'abord que pour se soulager, l'auteur ne se gênait guère, et les pensées les plus nobles éclataient en gros mots. Le livre imprimé à Londres en 1859 n'est autre chose que le re-

cueil de ces notes. On devine ce que peut être un pareil ouvrage. Les uns l'ont jugé peu digne du grand Magyar, les autres ont vu dans cet incroyable mélange de cris de douleur et de facéties, de noblesse et de grossièreté, non-seulement une des œuvres les plus originales du vieux patriote, mais une image effroyablement ressemblante (*entsetzlich zutreffend*) de l'Autriche sous la réaction. L'éditeur, personnage fictif, dit très-bien dans la préface : « Quand je vis l'auteur pour la dernière fois, il pleurait sur le sort de son pays. Prenez, me dit-il, ces aphorismes incohérents tels que je les ai jetés sur le papier au milieu des tortures de mon âme et aussi quelquefois sous le vague sourire d'un rayon d'espérance. — Maintenant, quand je juge ce livre en son ensemble, je trouve dans les pages mêmes qui d'abord m'avaient semblé triviales l'expression de la plus profonde douleur, car la douleur voisine du désespoir s'exprime aussi bien par de folles bouffonneries que par des plaintes acerbes. » C'est le jugement de Széchenyi sur son œuvre.

L'inspiration fondamentale de ces pages, le sentiment qui en rachète les trivialités, c'est une colère sainte contre les hommes qui ont condamné la Hongrie à mort. Pour les renverser, si cela est possible, toutes les armes lui sont bonnes. « Que de fois, dit M. de Kecskeméthy, seul à seul avec lui, je l'ai vu prendre plaisir à m'en faire la lecture! Il choisissait de préférence les passages sérieux. Sa voix était monotone et mélancolique; il accentuait pourtant les traits décisifs, il ressentait une émotion nouvelle à chaque indignité qu'avait retracée sa plume, l'indignation enflammait son visage;... puis la

tête appuyée sur ses mains, absorbé en lui-même, il demeurait longtemps pensif et silencieux. Parfois c'étaient les bouffonneries de l'ouvrage qui l'amusaient. Singulier livre, disait il, grossier, commun, sans noblesse, tout rempli d'inconvenances! N'importe, je voudrais savoir qui l'a écrit. On y trouve çà et là des choses... salées. — Et il riait de ce bon rire cordial qui rend la gaieté communicative. Un autre jour il considérait son œuvre d'un point de vue tout différent. — En vérité, me dit-il, ce livre est misérable; mais savez-vous comment s'est formée l'île Marguerite? D'après une vieille légende, le Danube coulait autrefois à la place qu'elle occupe; une charogne, je ne sais comment, vint y échouer sur un banc de sable et demeura là comme attachée; peu à peu l'écume, les herbes, les feuilles, bref, tout ce que le fleuve charriait s'amassait autour de ces débris, si bien que de l'alluvion continuellement accrue naquit un jour l'île magnifique. L'ouvrage dont il s'agit est pareil à cette charogne. Qui sait ce qui peut un jour en sortir?»

J'ignore ce qu'une telle polémique aurait pu produire à la longue; on ne peut pas dire en tout cas que le livre du comte Széchenyi ait seul contribué à la chute de M. de Bach. A la date où il parut, les jours du ministère étaient comptés. C'est surtout la guerre d'Italie, la paix de Villafranca, la nécessité pour l'Autriche d'une politique nouvelle, qui mirent fin, au moins pour quelque temps, à l'expérimentation désastreuse des dix dernières années. Le 21 août 1859, M. le baron de Bach quittait enfin le ministère où il avait exercé une action si funeste, et un politique plus intelligent, un esprit ouvert aux idées de réforme, M. le baron de Hübner, prenait la direction de

l'intérieur. A cet appel des circonstances, Széchenyi répondit aussitôt par une sorte d'activité joyeuse. Il encourageait M. de Hübner, il lui envoyait des plans de réforme, il rédigeait ou inspirait à ses amis des mémoires sur la rénovation de l'Autriche, et l'on pense bien que, cherchant à concilier tous les droits, à féconder toutes les ressources, il n'oubliait ni les ressources ni les droits de la Hongrie. Plusieurs des hommes qui, soit dans le ministère, soit dans les rangs de l'opinion libérale, avaient désapprouvé naguère le despotisme bureaucratique de M. de Bach, s'étaient mis en rapport avec l'illustre Hongrois. M. de Rechberg, M. de Schmerling, esprits libéraux à coup sûr, si on les compare aux Bach et aux Schwarzenberg, n'avaient pas craint de venir s'asseoir à la table du solitaire de Döbling. De tels hommes dans une telle maison, certes la scène est curieuse. C'étaient de vraies conférences politiques sous la présidence du comte Széchenyi. Quelle devait être la constitution de la future Autriche? On avait l'épreuve de la centralisation oppressive; sous quelle forme retrouverait-on la vie, la libre vie des races diverses, sans nuire à l'unité de l'empire? Fédération des peuples autonomes ou bien dualisme de l'Autriche allemande et de l'Autriche hongroise, toutes ces questions qui ne sont pas encore résolues étaient traitées par Széchenyi avec autant de loyauté que de modération. On eût dit le signal d'une période nouvelle, et il semblait que la renaissance espérée de la Hongrie achevait déjà la guérison du comte.

## III

Confiance naïve! espoir trop vite déçu! après deux mois d'efforts inspirés par le meilleur esprit, M. de Hübner fut obligé de se retirer. Ses idées sur la transformation constitutionnelle de l'empire, si timides qu'elles fussent, avaient déplu comme des témérités. Un des personnages appelés au ministère en ce remaniement du mois d'octobre 1859, M. le baron Thierry, chargé de la direction de la police, arrivait au pouvoir avec toutes les rancunes de l'administration antérieure. Figurez-vous M. de Bach prenant sa revanche par l'entremise de l'un de ses disciples. Même obstination à repousser tous les vœux de réforme, même poursuite de l'unité qui tue: nulle différence avec la réaction dont on s'était cru délivré, si ce n'est que des mains plus brutales maniaient le joug et le bâillon. Décidément il fallait encore d'autres épreuves que la guerre d'Italie pour dissiper l'aveuglement de la cour de Vienne.

Ces secousses avaient nécessairement leur contre-coup dans l'âme du comte Széchenyi. Un des plus graves symptômes et l'une des causes perpétuelles de son mal, c'était l'extrême sensibilité avec laquelle il accueillait tout motif d'espérance ou de crainte. Au moment où le système de M. de Bach se détraquait, M. de Kecskeméthy apportant des nouvelles à Döbling assista un soir à une scène singulière : le comte, après avoir écouté son hôte,

prit aussitôt sa *csákány*, une sorte de flûte hongroise dont il jouait volontiers, et se mit à exécuter un air joyeux, tout en faisant maintes pirouettes avec une gaieté fébrile. Il portait ce jour-là un costume bizarre, moitié hongrois, moitié turc, car il avait la manie des habillements fantasques. Est-ce bien là le grand Magyar! se disait M. de Kecskeméthy, et involontairement il pensait au roi Lear « chantant de toute sa force, couronné de fumeterre rampante, de bardane, de coquelicots et d'ivraie. » Est-ce bien le grand Magyar, cet homme vêtu comme un pacha et se trémoussant comme un baladin? Ce qui n'empêchait pas qu'une demi-heure après, la fièvre apaisée, le vrai Széchenyi reparaissait avec ses hautes pensées et sa causerie étincelante. Rarement pouvait-il supporter sans un accès quelque nouvelle grave sur les choses qui lui tenaient au cœur. On peut se représenter ce qu'il éprouva en voyant le *système de fer* s'appesantir de nouveau sur les peuples de l'Autriche. Ce fut d'abord un abattement profond. Pour le malade comme pour la Hongrie, ces dix années de souffrances semblaient avoir passé en vain; l'expiation était à recommencer. Bientôt cependant il se reprit aux idées de lutte. Cette nouvelle réaction pouvait-elle durer aussi longtemps que la première? était-il possible que le souverain ne fût pas désabusé avant peu? Autour du prince, dans le ministère même, il y avait des esprits qui désapprouvaient la dictature administrative du baron Thierry. C'est à eux qu'il s'adressait les mains jointes. Votre devoir, leur disait-il, est d'avertir l'empereur; tâchez du moins que la voix du pays se fasse entendre, et ce que vous n'osez dire, la nation l'exprimera. Il n'y a plus qu'une chance de salut

pour cette monarchie, la bonne volonté du souverain; d'une manière ou d'une autre, il faut en appeler *a rege male informato ad regem melius informandum*. Il avait conçu dans ce sens le projet d'une *assemblée des notables*, et il pria un jour M. le comte de Rechberg de venir en conférer avec lui. Une constitution pour l'Autriche, une constitution pour la Hongrie, les affaires distinctes traitées séparément, les affaires générales discutées en commun, telles étaient les grandes lignes de ce programme. M. de Rechberg, un des hommes pourtant à qui appartient l'honneur d'avoir détourné l'Autriche des voies de l'absolutisme, ne vit là que de pures chimères, le rêve d'un cerveau malade. « On voit bien, disait-il en revenant à Vienne, on voit bien que le comte Széchenyi est l'hôte d'une maison de fous. » Cela se passait au commencement de l'année 1860; qu'en pense aujourd'hui M. le comte de Rechberg? Comme il arrive souvent dans les affaires humaines, la folie de la veille est la sagesse du lendemain. Pour nous, sans sortir du cadre de 1860, comment ne pas être frappés de voir chez le penseur solitaire cette vigueur d'esprit toujours croissante au milieu des accès renouvelés du mal qui l'obsédait? Comment ne pas le croire assez fort pour supporter désormais toutes les iniquités du sort?

Le 3 mars 1860, à six heures et demie du matin, un employé supérieur du ministère de la police, M. Felsenthal, accompagné de deux commissaires, entrait à Döbling chez le comte Széchenyi et procédait à une perquisition minutieuse. Le comte, si prompt d'ordinaire à s'émouvoir, ne vit là qu'une pauvre scène de comédie,

et, comme s'il voulait la relever en y jouant son rôle, il se mit à faire les honneurs de son logis avec l'aisance d'un parfait gentilhomme. Il dirigeait les recherches, entretenait la conversation, faisait accepter des cigares à ses hôtes, puis les criblait, eux et leur chef, d'épigrammes irréprochablement acérées. Il était maître en ce genre d'escrime ; M. Felsenthal et ses deux acolytes, le rapport officiel en fait foi, n'y virent que du feu. Cette bonne humeur du comte ne pouvait être de longue durée. Il apprit bientôt que, pendant cette visite saugrenue, une forte escouade d'agents de police et de gendarmes cernait l'enceinte de l'hospice ; il sut aussi qu'une expédition pareille avait eu lieu chez ses amis de Vienne ; ses deux fils d'abord, le comte Béla et le comte Odon, ses familiers les plus assidus, le comte Geiza Zichy, M. Maximilien Falk, M. Ernest Hollan, M. Aurèle de Kecskeméthy, avaient reçu la même visite, à la même heure, avec le même appareil. Ces voitures, ces commissaires, ces soldats à cheval, tout ce luxe de précautions, tout ce déploiement de forces, avaient causé dans Vienne un certain émoi, et le gouvernement faisait dire, pour expliquer sa conduite, que la police était sur la trace d'une vaste conspiration dont l'âme était le comte Széchenyi.

Dès ce moment, l'équilibre fut dérangé de nouveau dans l'âme du malade. Son imagination se représentait des périls odieux. Il se croyait provoqué à une grande lutte, il voyait tous les regards tournés vers l'arène, et il ne se sentait pas de force à soutenir son nom et sa cause. Ce n'était pas la crainte de succomber qui l'effrayait, c'était la crainte de ne pas succomber dignement. On

voulait déshonorer en lui toute la nation magyare. Sans doute, et il le savait bien, ni à Döbling, ni à Vienne, on n'avait rien trouvé qui pût le compromettre, — pensée peu rassurante avec de tels adversaires. Est-ce que la conduite du baron Thierry n'indiquait pas un parti-pris violent et comme la résolution d'en finir? On avait saisi chez le comte une cassette renfermant des lettres intimes, des papiers de famille; le comte la redemande au ministre, il le supplie même de lui faire l'honneur d'une visite à Döbling, il voudrait lui ouvrir son cœur, dissiper ses préventions, lui montrer que le dévouement du Magyar à la Hongrie peut se concilier avec le dévouement à l'Autriche; n'a-t-il pas autrefois causé familièrement de toutes ces choses avec le prince de Metternich, malgré les dissidences qui les séparaient? Le ministre repousse cette invitation dans les termes les plus durs, et il ajoute que le comte doit se préparer à quitter Döbling, que l'hospice de Döbling ne peut être plus longtemps son asile. Ce mot d'asile employé de la sorte indiquait bien que la maison des fous était une protection pour le comte, et que, ramené aux conditions de la vie commune, il serait surveillé de plus près. Quitter son refuge, quitter l'ombre bienfaisante où a reverdi son âme, être exposé devant tous sur les ruines de son pays! Cette pensée réveille en lui les souvenirs des jours sinistres. Il se croit revenu en 1848. Il se rappelle ses premiers mois à Döbling, il s'attache à ces murailles où il s'est enfermé pour la vie. De tragiques incidents viennent encore effaroucher son imagination. Plusieurs de ses amis sont victimes des colères de Vienne; le baron Nicolas Vay est poursuivi, Zsedényi et Richter sont emprisonnés, le général Ey-

natten s'est pendu aux grilles de son cachot. Ne seraient-ce pas les derniers jours de la Hongrie? Qu'irait-il faire au milieu de ses concitoyens? Assister aux supplices, suivre d'un œil effaré les scènes de la tragédie! étaler publiquement son impuissance, lui, le comte Stephan Széchenyi, l'homme qui se glorifiait d'avoir créé la Hongrie de l'avenir! Vainement il repousse les tentations mauvaises; vainement, pour se distraire et se vaincre, il passe des jours, des nuits, à jouer aux échecs avec son secrétaire, M. Kiss, comme autrefois avec le pauvre Asbóth; la maladie triomphe, la folie est revenue. Le principe de cette folie suprême, on n'en saurait douter, ce fut le sentiment de l'impuissance, la conscience d'une paralysie morale, la noble honte de ne pouvoir plus payer sa dette à son pays. Quand la main du malheureux pressa la détente de son arme, il y avait longtemps que le ressort de la volonté s'était rompu.

Le 8 avril 1860, à sept heures du matin, les deux domestiques du comte, étant venus frapper à la porte de sa chambre, selon la règle de leur service, furent surpris de ne recevoir aucune réponse. Ils frappèrent encore et à plusieurs reprises; pas un mot, pas un souffle, on eût dit que la chambre était vide. Pressentant quelque malheur, ils vont prévenir un des médecins de l'hospice. On entre, quel spectacle! Le comte Széchenyi était dans son fauteuil, la tête fracassée, le bras gauche pendant, la main droite tenant encore le revolver. Appuyée sur l'orbite de l'œil gauche et tirée à bout portant, l'arme n'avait rendu qu'un bruit sourd. L'explosion n'avait troublé personne. Un malade, couché au rez-de-chaussée au-dessous de la chambre du comte, raconta seulement

qu'il avait cru entendre un bruit vague vers le milieu de la nuit.

Le surlendemain, 10 avril, à dix heures du matin, une centaine de personnes, parents, amis, compatriotes, ceux-là du moins qui se trouvaient alors à Vienne, étaient rangés autour d'un simple catafalque dans la chapelle de l'hospice de Döbling. Pendant que le prêtre donnait la bénédiction, on entendait des sanglots et des gémissements. Une demi-heure après, le cortége funèbre se rendait à la station du chemin de fer, et le cercueil était transporté à Zinkendorf, la demeure héréditaire de Széchenyi, pour y être enseveli dans les caveaux de la famille. Il arriva dans la soirée. Tous les habitants du lieu, tous ceux des villes voisines étaient venus avec des torches allumées au-devant de l'illustre mort. Quand le corps fut déposé dans la chapelle du château, plus de six mille personnes se pressaient à l'entour. L'enterrement eut lieu le lendemain. Huit jeunes comtes de la famille des Széchenyi se chargèrent du cercueil et le placèrent sur le char, attelé de quatre chevaux. Les petits enfants du pays, les jeunes gens des écoles, tous les habitants de Zinkendorf ouvraient la marche; puis venait le curé de la paroisse avec seize ecclésiastiques, un peu après tous les domestiques du comte, enfin le char funéraire portant le catafalque sur lequel on apercevait le costume hongrois du défunt, son *kalpalk* et son *attila* de couleur violette, qu'il aimait à porter dans les occasions solennelles. A droite et à gauche marchaient quatre cents porteurs de torches, l'élite des habitants du district. Derrière le char, accablés par la douleur, s'avançaient les deux fils du grand Magyar, le comte Béla et le comte

Odon, puis les parents, les amis intimes, les compagnons d'armes, Franz Deák, Sigismond Kemény, Karolyi, Urményi, Podmaniczky, Babarczy, Pallavacini, et l'historien de la littérature hongroise, Franz Toldy. Une foule immense, accourue de toutes les contrées environnantes, fermait le cortége. On se dirigeait vers le cimetière de Zinkendorf, où sont les caveaux des Széchenyi. Zinkendorf est situé sur la limite de la Hongrie et de l'Autriche. Quelques mois auparavant, le comte Stéphan, dans une lettre éloquente à ses compatriotes, les invitait à souscrire pour la reconstruction de la vieille église. « Nous autres, disait-il, habitants de Zinkendorf, nous sommes placés à l'extrême frontière de notre chère patrie, autrefois si heureuse. Zinkendorf est le premier lieu du côté de l'ouest où le roi des rois est adoré dans notre idiome maternel, dans cet idiome attaché à nos cœurs et à nos âmes par des racines indestructibles, — et l'église de Zinkendorf est menacée de ruine. Sans doute Dieu entend de toutes parts les gémissements des cœurs désolés; en quelque endroit qu'il se trouve, dans la forêt comme dans la plaine, l'homme peut se faire un autel d'où le sacrifice monte jusqu'aux cieux; toutefois les œuvres durables qu'il construit à la gloire de Dieu avec des mains pures et dans une pensée pieuse le rapprochent du but suprême de notre race, lequel n'est autre chose qu'un perfectionnement indéfini et une transfiguration perpétuelle. Relevons donc, avant qu'il soit trop tard, relevons ici le temple de Dieu et dédions-le à notre premier roi, à ce saint Étienne qui a fondé notre royaume il y a près de trois mille ans, et qui certainement ne le laissera pas périr. » C'est à l'ombre de l'antique église, sauvée de la

ruine par ses soins, que le vaillant fils de saint Étienne allait descendre au champ du repos. Les huit jeunes comtes qui avaient porté le cercueil sur le char funéraire le déposèrent dans la fosse. Quand le prêtre eut dit les dernières prières, tous les assistants, jusque-là silencieux, entonnèrent d'une seule voix l'hymne national des Magyars, le *Szozat* du noble poëte Michel Vörösmarty.

Quelques semaines après, le 30 avril, une cérémonie plus grandiose encore, car la Hongrie entière y avait ses représentants, fut célébrée à Pesth. L'académie nationale faisait chanter un *Requiem* pour son glorieux fondateur. De tous les comitats, des milliers d'hommes étaient accourus. Deux cents cierges brûlaient autour du catafalque; tous les membres de l'académie, tous les présidents des sociétés hongroises, des représentants de toutes les écoles, se tenaient debout, une torche à la main, à droite et à gauche du funèbre trophée où brillaient les armes des Széchenyi. Une foule immense emplissait la vaste nef, les bas côtés et les chapelles. Aux environs de l'église, les places, les rues, les quais du Danube, étaient occupés par une multitude à la fois ardente et recueillie. A l'hôtel de ville, à l'académie, au casino, au faîte de tous les palais, on voyait flotter des bannières de deuil. Le cardinal-archevêque, primat de Hongrie, Jean Szitovzky de Groszker, quoique malade depuis longtemps, était venu officier en personne. Après la cérémonie, le comte Émile Dessewfy, président de l'académie, remercia le cardinal au nom de ses confrères, ajoutant d'une voix forte que le clergé hongrois était uni à la nation dans la foi à la justice, dans l'amour de la patrie et dans l'espé-

rance d'un avenir réparateur. Le primat répondit dans le même sens, confirmant par son adhésion ce *credo* patriotique, puis il tendit la main aux deux fils du comte Stéphan et les embrassa sur le front. Il reçut ensuite une députation de la jeunesse qui venait lui demander sa bénédiction, et, comme la multitude rassemblée autour du palais exprimait le même désir, il parut au balcon, leva ses mains vers le ciel, envoya les paroles bienfaisantes à la foule, à toute la ville, à la Hongrie entière, — *urbi et patriæ*. Il avait été impossible au cabinet de Vienne d'empêcher cette manifestation de tout un peuple; les scènes que nous venons de décrire s'étaient passées en présence du gouverneur autrichien, le général Bénédek, un des agents les plus redoutés alors de ce *système de fer*, de cette compression aveugle renversée pour toujours à Sadowa.

Voilà certes un grand spectacle; il y en a un autre plus grand encore. Vous avez vu la mort et les funérailles du comte Széchenyi; songez maintenant à sa résurrection. Sept ans après, le plan qu'il a conçu dans la douleur, les idées pour lesquelles il a si longuement souffert, souffert mort et passion, comme disait le vieux langage populaire, fournissent à l'Autriche en péril sa meilleure chance de salut. Ce n'étaient que les visions d'une âme folle, c'est aujourd'hui le seul refuge des sages. Qu'on se représente à la fois le *Requiem* célébré à Pesth le 30 avril 1860, et le couronnement de François-Joseph comme roi de Hongrie en 1867 ; la mémoire du vieux champion de l'autonomie hongroise pouvait-elle être plus complétement vengée ?

Tout n'est pas fini cependant. Rien n'est jamais fini

dans les choses humaines. Une situation nouvelle amène de nouveaux devoirs; à chaque jour sa peine et son labeur. Instruit par le malheur et conseillé plus sagement, l'empereur François-Joseph est rentré dans les voies de la justice et de la vérité; que la Hongrie lui soit en aide! Qu'elle reste fidèle à elle-même sans jamais se séparer des intérêts communs de la monarchie! Qu'elle se garde surtout d'un certain orgueil de race qui lui fait dédaigner les autres peuples de l'empire! Qu'elle ne contribue pas à pousser les Croates et les Tchèques entre les bras de la Russie! Si l'expérience du système actuel démontre qu'une fédération vaudrait mieux que le dualisme institué par M. de Beust, qu'elle sache se contenter de sa part, sans vouloir opprimer d'anciens ennemis sacrifiés en ce moment comme elle le fut naguère. Hongrie, Bohême, Pologne, États indépendants et unis sous le sceptre des Habsbourg, tel est le programme de l'avenir. Contre les périls de l'Europe orientale, il n'est pas de sauvegarde mieux assurée. Une fois les Slaves autrichiens rétablis dans leurs droits, l'œuvre souterraine du panslavisme serait anéantie. Jamais sans doute le comte Széchenyi n'a formulé ces idées d'une manière aussi nette; comment douter pourtant que cette inspiration ne fût la sienne? Ne se rappelle-t-on pas avec quelle vivacité il reprochait à ses concitoyens de ne point respecter chez les Slaves ce sentiment du droit national qui faisait toute la force des Magyars? En face des intrigues moscovites, le danger est bien autrement grand aujourd'hui qu'à l'heure où il tenait ce langage. Le danger de l'Autriche, le danger de toute l'Europe orientale, qui peut le nier? c'est la propagande panslaviste. Or, le solitaire de Döbling a ré-

pété mille fois qu'il fallait sauver la Hongrie pour sauver l'Autriche et l'Orient. Cela seul dit tout; il n'y a plus qu'à tirer les conséquences du principe. Ce n'est pas la Hongrie régénérée qui déchirera le testament du comte Stéphan Széchenyi.

FIN.

# TABLE DES MATIÈRES

Préface.....

## PREMIÈRE PARTIE

### BOHÊME.

Le roi George de Podiebrad..... 3

Livre premier. — *L'élection du roi George*..... 3

Introduction..... 3

I. — La fête religieuse d'Iglau (5 juillet 1436). — Fin de la guerre des hussites. — Réconciliation de la réforme aristocratique et de la réforme populaire. — Concessions du concile de Bâle aux disciples de Jean Huss. — Remise des *Compactats* aux Tchèques de Bohême en présence de l'Empereur. — Enthousiasme et illusions. — Le pape Eugène IV et le concile de Bâle. — Victoire de Rome sur l'assemblée constituante de l'Église. — Réaction horrible.. 10

II. — Anarchie de la Bohême. — Interrègne. — Guerre civile et guerre religieuse. — Nulle autorité, nulle justice. — Où est le salut? — Bouleversement de la chrétienté. — Deux papes et deux conciles. — Eugène IV et Félix V. — Le concile de Bâle et le concile de Florence. — Au milieu de ce chaos, deux hommes s'apprêtent à représenter le droit national : le sire Ptacek de Pirkstein et l'archevêque de Prague, maître Jean Rokycana. — Mort subite du sire de Pirkstein (27 août 1444)..... 21

III. — Nouvelles angoisses de la Bohême. — Apparition du jeune George de Podiebrad. — Sa famille. — Ses services. — Comment il remplace le sire de Pirkstein et devient le chef du parti national. — Affaire de l'archevêché de Prague. — La diète de Pilgram. — Les députés demandent au pape la consécration de l'archevêque hussite, Jean Rokykana, et à l'empereur d'Allemagne le couronnement du jeune roi de Bohême, Ladislas le posthume. — Le cardinal Carvajal à Prague. — Violation des *Compactats*. — Émeute. — Fuite du cardinal. — Le parti neutre et le parti d'action. — Grandeur croissante de George de Podiebrad. — Il établit son autorité au centre de la Bohême. — Prise de Prague (3 septembre 1448)..... 36

IV. — George de Podiebrad et l'empereur Frédéric III. — Le Parlement de Prague. — George nommé lieutenant du royaume de Bohême. — Envoyés du pape auprès de George de Podiebrad : Nicolas de Cuse, Jean Capistran, Æneas-Sylvius Piccolomini. — L'église grecque de Constantinople offre un refuge aux hussites. — Ladislas arraché à la tutelle de l'empereur. — George de Podiebrad va le saluer à Vienne. — Couronnement de Ladislas à Prague (octobre 1453)..... 47

V. — État de l'Europe orientale. — Les Turcs à Constantinople. — Bataille de Belgrade. — Héroïsme de Jean Hunyade et de Jean Capistran. — Tragiques aventures dans les forteresses de Belgrade et d'Ofen. — Le comte Cilly et le fils aîné de Jean Hunyade. — Tchèques et Magyars au quinzième siècle. — Ladislas à Vienne. — George de Podiebrad le décide à retourner à Prague..... 58

VI. — Projet de mariage pour Ladislas. — Il épousera madame Madeleine, fille du roi de France Charles VII. — Ambassade des grands seigneurs de Bohême apportant à la jeune reine les présents de Ladislas. — Récits de nos vieux chroniqueurs. — Joie publique, fêtes royales, subitement changées en deuil. — Ladislas vient de mourir. — Service funèbre célébré par ordre du roi. — L'ambassade des seigneurs tchèques traverse la France. — Leur visite à Paris. — Campement des Tchèques dans les rues de la ville. — Comment était mort Ladislas (23 novembre 1457). — La peste. — Bruits calomnieux. — Dernières paroles de Ladislas

à George de Podiebrad. — Douleur de la Bohême. — Funérailles royales dans l'église Saint-Vite. — Qui sera roi ? — Les prétendants. — Les états de Prague. — Élection de George de Podiebrad..... 71

LIVRE DEUXIÈME.—*La lutte du roi de Bohême et du Saint-Siége.* 83

I. — Couronnement du roi George. — Le roi élu et les princes de l'Empire. — Défiances de l'aristocratie germanique. — George sera bientôt l'arbitre des princes d'Allemagne. — La diplomatie au quinzième siècle. — Martin Mayr. 83

II. — Difficultés en Bohême. — Le roi George et Æneas-Sylvius devenu le pape Pie II. — Pie II veut anéantir les concessions du concile de Bâle. — L'Église romaine et les Églises nationales. — Les *Compactats* de la Bohême et la *Pragmatique-Sanction* de Charles VII. — Louis XI abolit la *Pragmatique*. — Les envoyés de Louis XI se rencontrent à Rome avec les envoyés de George de Podiebrad. — Soumission de l'Église gallicane..... 96

III. — Les députés de la Bohême au Vatican. — Séances solennelles. — Discussions des hussites et du Pape. — Discours de maître Wenceslas Koranda. — Discours de Pie II. — Résistance des hussites. — Départ de l'ambassade. — Dernières paroles du souverain pontife. — Contradictions apparentes des hussites. — Ils ont le sentiment d'un catholicisme supérieur, qui eût empêché peut-être le déchirement de la Réforme..... 109

IV. — Retour des députés à Prague. — Il faut rassurer la nation. — Compte rendu solennel. — Appel au pays. — Le légat du pape, Fantin de Valle, insulte le roi. — Agitation terrible. — Emprisonnement du légat. — Discours du roi au clergé hussite et au clergé papiste..... 124

V. — Une insurrection en Autriche. — George de Podiebrad délivre l'empereur Frédéric III. — Projet d'une ligue des États chrétiens contre la théocratie romaine. — La Bohême et la France. — Ambassade envoyée à Louis XI par George de Podiebrad. — Antoine de Marini. — Louis XI reçoit les Bohémiens. — Traité du roi de France et du roi de Bohême. — George de Podiebrad prêt à marcher contre les Turcs. — Pie II ne veut pas lui laisser le commande-

ment de cette croisade. — Il la dirigera lui-même. — Appel à l'Europe. — Pie II à Ancône. — Son abandon, sa douleur, sa mort. (14 août 1464.)..... 136

LIVRE TROISIÈME. — *L'anathème*..... 155

I. — Nouveaux dangers de la Bohême. — Le pape Paul II. — Révolte du baron Hynck de Lichtenberg. — La justice du roi. — George de Podiebrad cité devant le Saint-Siége. — Ligue des seigneurs papistes en Bohême et en Moravie. — Projets grandioses du roi George. — La couronne d'Orient. 155

II. — Le roi et le pape. — Un grand jurisconsulte se lève contre la théocratie. — Grégoire de Heimbourg. — Son manifeste. — Adhésion des princes de l'Empire. — Hésitations à Rome. — La violence l'emporte. — L'anathème est prononcé contre George de Podiebrad (23 décembre 1466). — Appel du roi George au concile universel (14 avril 1467). 171

III. — Guerre civile (1467). — La ligue catholique. — Victoires du roi. — Les *Frères de l'unité*. — Cri d'alarme. — La patrie est en danger. — L'invasion hongroise..... 185

IV. — Mathias Corvin exécuteur de la sentence de Rome. — Fanatisme de Mathias Corvin. — Horrible guerre. — Succès des Hongrois à Trebisch. — Résistance opiniâtre de la Bohême. — Le roi de Hongrie désespère de vaincre. — Il fait des propositions de paix. — Armistice (mars-avril 1469)..... 196

V. — Entrevue des deux rois aux environs d'Olmütz (7 avril 1469). — Perfidie de Mathias Corvin. — Reprise de la guerre. — Victoires des Bohémiens. — Mathias veut être nommé *Roi des Romains*. — George de Podiebrad lui oppose le duc de Bourgogne, Charles le Téméraire. — Horreurs croissantes de la guerre. — Les haines de race unies aux haines religieuses. — Repentir des papistes. — Humanité du roi George. — Il adresse un cartel à Mathias Corvin. — Toute la Bohême se lève. — Déroute des Hongrois. — Fuite de Mathias. — Mort du roi George (22 mars 1471)..... 210

VI. — Grandeur du roi George. — Son rôle en Bohême, en Allemagne, en Europe. — Sa lutte contre la théocratie romaine au nom d'un catholicisme supérieur. — Pressen-

7200-9
5-41

timent d'une Église universelle. — Vision sublime. — Conclusion..... 228

Les Tchèques et les Magyars au dix-neuvième siècle... 241

# DEUXIÈME PARTIE

## HONGRIE.

La Poésie hongroise au dix-neuvième siècle..... 267

I. — Petoefi Sandor..... 267

II. — Les rapsodes de l'histoire nationale..... 318

Le comte Ladislas Téléki..... 371

Hommes d'État de la Hongrie. — Le comte Stéphan Széchenyi..... 381

Première partie..... 381

I. — Les traditions des Széchenyi. — Jeunesse du comte Stéphan. — Ses voyages. — Retour en Hongrie. — Enthousiasme des réformes. — Résurrection d'un peuple. — La langue natale. — L'académie hongroise. — Le théâtre. — La navigation du Danube. — Guerre aux institutions féodales qui entravent l'essor de la Hongrie nouvelle. — Le *grand magyar*..... 385

II. — Modération et force du comte Széchenyi. — Union de la Hongrie et de l'Autriche. — Lutte de Széchenyi contre l'absolutisme autrichien et le radicalisme hongrois. — Diète de 1839. — Kossuth. — Avertissement de Széchenyi au peuple. — Remontrances aux agitateurs. — Diète de 1847. — Révolution de 1848. Széchenyi et Kossuth dans le ministère Batthiany. — Épreuves terribles. — Guerre d'Italie et soulèvement des Slaves de Hongrie. — Rupture de la Hongrie avec l'Autriche. — Széchenyi frappé de folie. 409

Deuxième partie..... 437

I. — Széchenyi à l'hospice de Döbling. — Le remords de l'in-

nocent. — Désespoir. — Tentatives de suicide. — Ruine de la Hongrie. — Accablement du malade. — Heures plus calmes. — Réveil de l'intelligence..... 439

II. — Széchenyi, du fond de la maison de fous, observant la marche des événements. — Visites qu'il reçoit. — L'archevêque Lonovics. — M. Aurèle de Kecskeméty. — L'archiduc Joseph. — Le grand réformateur se réveille. — Lettre au comte Zichy. — Lettre à l'académie hongroise. — Paroles prophétiques. — Appels à l'Empereur. — Réponse aux apologistes de la bureaucratie viennoise. — Protestation perpétuelle contre le système centralisateur et absolutiste. M. de Rechberg, M. de Schmerling venant conférer à Döbling avec l'illustre patient. — Espérances libérales..... 456

III. — Retour de l'absolutisme. — Rechute du malade. — Le baron Thierry. — Perquisition à Döbling. — La folie reprend le dessus. — Suicide du comte Széchenyi. — Funérailles du *grand magyar*. — Cérémonie nationale à Pesth. — Six ans plus tard, après Sadowa, toutes les idées du comte Széchenyi sont réalisées..... 489

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

Paris. — Impr. de P. Bourdier, Capiomont fils et Cie, rue des Poitevins, .

PERMA-BOUND®
PAT. NO. 3,161,423

UNIVERSITY OF ILLINOIS-URBANA
3 0112 076146783



## VILLEMAIN.

**Souvenirs contemporains d'histoire et de littérature.** 2 vol in-8. 14 »
—Le même ouvrage, 2 vol. in-12. 7 »
**Choix d'Etudes** sur la littérature. Rapports académiques, etc. 1 vol. in-8. 7 »
—Le même, 1 vol. in-12. 3 50
**Cours de Littérature française.** Tableau de la Littérature française au XVIIIe siècle et Tableau de la Littérature au moyen-âge. Nouv. édit. 6 vol. in-8. 36 »
—Le même, 6 vol. in-12. 21 »
**Discours et mélanges littéraires :** Eloges de Montaigne et de Montesquieu. Rapports et Discours académiques, etc. Nouv. édit. 1 vol. in-8. 6 »
—Le même, 1 vol. in-12. 3 50
**Etudes de littérature ancienne et étrangère** Nouv. édit. 1 vol. in-8. 6 »
Le même, 1 vol. in-12. 3 50
**Etudes d'Histoire moderne.** Nouv. édition. 1 vol. in-8. 6 »
—Le même, 1 vol. in-12. 3 50
**Tableau de l'éloquence chrétienne au IVe siècle.** 1 vol. in-8. 6 »
—Le même, 1 vol. in-12. 3 50

## GÉRUZEZ.

**Histoire de la Littérature française** depuis ses origines jusqu'à la Révolution. *(Ouvrage couronné par l'Académie française. Prix Gobert).* 2e édit. 2 vol. in-8. 14 »
—Le même, 2 vol. in-12. 7 »

## AMPERE (J. J.)

**La Grèce, Rome et Dante.** études littéraires d'après nature. 3 édit. 1 vol. in-8. 7 »
—Le même, 1 vol. in-12. 3 50
**Littérature et Voyages.** 1 vol. in-12 3 50
**Heures de Poésie.** 1 vol. in-12. 3 50

## BARANTE.

**Histoire des ducs de Bourgogne.** Nouv. édition illustrée de vignettes. 8 vol. in-12. 24 »
**Histoire de Jeanne d'Arc.** *Edition populaire.* 1 vol. in-12. 1 25
**Royer-Collard (Vie politique de M.)**—Ses discours et ses écrits. Nouv. édit. 2 vol. in-8. 14 »
— Le même, 2 vol. in-12. 7 »
**Histoire du Directoire.** 3 vol. in-8. 21 »
**Tableau littéraire du XVIIIe siècle.** 1 vol. in-12. 3 50
**Etudes historiques et biographiques.** 2 vol. in-8. 14 »
—Le même, 2 vol. in-12. 7 »
**Etudes littéraires et historiques.** 2 vol. in-8. 14 »
—Le même, 2 vol. in-12. 7 »

## PH. CHASLES.

**Voyages d'un Critique à travers la vie et les livres. Orient.** 1 vol. in-8. 7 »

## J.-F. BOISSONADE.

**Critique littéraire sous le Ier empire,** publiée par F. Colincamp, précédée d'une notice par M. Naudet, de l'Institut. 2 très-forts vol. in-8, avec portrait. 16 »

## S. DE SACY.

**Variétés littéraires,** morales et historiques. Nouv. édit. 2 vol. in-8. 14 »
—Le même, 2 vol in-12. 7 »

## SAINT-MARC GIRARDIN.

**Tableau de la Littérature française au XVIe siècle,** suivi d'études sur la littérature du moyen âge et de la renaissance. 1 volume in-12 3 50
**La Syrie en 1861.**—Condition des chrétiens en Orient. 1 vol. in-12. 3 50

## V. DE LA PRADE.

**Questions d'art et de morale.** 1 volume in-8. 7 »
—Le même, 1 vol. in-12. 3 50

## REMUSAT (CH. DE).

**Critiques et Etudes littéraires.** 2 volumes in-12. 7 »
**L'Angleterre au XVIIIe siècle.** 2 volumes in-12. 7 »
**Bacon,** sa vie, sa philosophie, son influence, etc. 1 vol. in-8. 7 »
—Le même, 1 vol. in-12. 3 50
**Saint Anselme de Cantorbéry** Tableau de la vie des couvents. 1 vol. in-8. 7 »
**Abélard.** Sa vie, sa théologie, 2 volumes in-8. 14 »

## J. JANIN.

**La Poésie et l'Eloquence à Rome.** 1 vol. in-8. 7 »
—Le même, 1 vol. in-12. 3 50

## MOLAND (LOUIS).

**Origines littéraires de la France.** 1 vol. in-8. 6 »
—Le même, 1 vol. in-12. 3 50

## DESJARDINS (ERN.).

**Le grand Corneille historien.** 1 volume in-8. 5 »
—Le même, 1 vol. in-12. 3 »

## FEUGERE.

**Caractères et portraits littéraires du XVIe siècle** 2 vol. in-12 7 »
**Les Femmes poètes du XVIe siècle,** étude suivie de notices sur Mlle de Gournay, d'Urfe, Montluc, 1 vol. in-8. 6 »
—Le même, 1 vol. in-12. 3 50

## H. BAROU.

**Les Amoureux de Madame de Sévigné.** LES FEMMES VERTUEUSES DU GRAND SIÈCLE. 1 vol. in-8. 6 »
—Le même, 1 vol. in-12 3 50

Paris. — Imprimerie Vieville et Capiomont, 6, rue des Poitevins.